

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RÉGIME LÉGAL DE L'ENSEIGNEMENT
EN HOLLANDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 17 Juin 1910, à 4 h. 1/2

PAR

Paul VERSCHAVE

Président : M. BERTHÉLEMY.

*Suffragants : { MM. WAHL, professeur.
JÈZE, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910

*Thèse
Sans
1910*

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

17132

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

38171

LE

RÉGIME LÉGAL DE L'ENSEIGNEMENT EN HOLLANDE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le Vendredi 17 Juin 1910, à 4 h. 1/2

PAR

Paul VERSCHAVE

Président : M. BERTHÉLEMY.

*Suffragants : { MM. WAHL, professeur.
JÈZE, agrégé.*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

—
1910

AVANT-PROPOS

Au moment où les questions touchant l'organisation de l'enseignement sont partout à l'ordre du jour et occupent les esprits, il nous a paru intéressant d'étudier la législation scolaire d'un pays où elle présente une physionomie originale et curieuse.

C'est pourquoi, nous avons entrepris, en le faisant suivre de la traduction des lois en vigueur, cet exposé historique et juridique du régime légal de l'enseignement en Hollande, sans autre souci de forme que la clarté et sans autre préoccupation que de donner une idée exacte et impartiale d'une législation qui nous a semblé mériter d'être connue.

Puissions-nous y avoir réussi !

PAUL VERSCHAVE.

Warhem, le 8 mai 1910.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

Avant le début du xix^e siècle, les Pays-Bas n'avaient pas d'enseignement public national.

D'un côté, l'instruction primaire était entre les mains des administrations provinciales qui s'en déchargeaient fréquemment sur les villes, les communes ou même les seigneurs. Il n'y avait pas de règles uniformes pour toute la Hollande. Seulement, on écartait le plus possible la concurrence de l'enseignement privé pour cette raison d'ordre financier que les instituteurs officiels étaient payés principalement à l'aide du produit des rétributions scolaires et que permettre aux particuliers de fonder des établissements rivaux eût été diminuer le revenu de l'école et risquer de ne pouvoir plus faire face aux frais de l'enseignement. Les écoles étaient confessionnelles : l'Eglise protestante les contrôlait, remplissant à leur égard le rôle d'inspecteur dévolu actuellement à l'Etat, mais elle n'avait pas la force de l'administration moderne. Souvent, ses avis étaient méconnus et son contrôle illusoire. Quant aux catholiques, ils étaient privés de tout droit d'enseigner ou d'ouvrir une école particulière.

On s'accorde, en général, à reconnaître que l'état de l'instruction primaire laissait assez à désirer, notamment dans les campagnes où les grands seigneurs qui devaient veiller à l'enseignement s'inquiétaient parfois assez peu de le faire donner par des maîtres capables, allant même jusqu'à le confier à des domestiques congédiés (1).

D'un autre côté, des associations particulières supportaient la charge de l'enseignement supérieur. A l'origine, en effet, des corporations indépendantes s'étaient constituées pour créer des universités. L'autorité séculière les laissait faire et les encourageait même en leur conférant des privilèges. Au Moyen Age, elles recevaient du Pape, le *jus docendi*, le droit d'enseigner, et de l'Empereur comme du Pape le *jus promovendi*, celui d'accorder des titres et des grades. Après la Réforme, les princes s'attribuèrent les prérogatives exercées auparavant par le Pape et l'Empereur ; ce fut toute la différence.

Dans les Provinces-Unies, se multiplièrent, par suite même des divisions et des rivalités territoriales, les universités, les académies, les athénées. Il y avait une université, à Leyde, à Franeker, à Utrecht, à Groningue, à Harderwijk, tandis qu'Amsterdam et Deventer possédaient un athénée. Toutes ces institutions s'occupant d'enseignement supérieur étaient indépendantes, elles fixaient elles-mêmes leur programme d'études et se concurrençaient librement.

Telle était la situation de l'instruction publique en

(1) Sur l'état de l'enseignement en Hollande sous l'ancien régime, voy. notamment Jhr. A. F. de Savornin-Lohman, *Onze Constitutie*, pp. 139 et suiv.

Hollande sous l'Ancien Régime. La Révolution française qui y fut importée par les armées de la République, vint modifier considérablement, comme en beaucoup d'autres domaines, cet état de choses.

La Constitution de 1798 remit entre les mains du gouvernement le soin de l'enseignement du peuple. L'Etat recueillait, par suite, la tâche qui avait été laissée jusqu'alors aux administrations locales et aux particuliers. Il la conserva pendant tout le xix^e siècle, avec des différences toutefois dans son organisation et dans sa portée.

A ce point de vue, on peut distinguer dans l'histoire de l'instruction publique hollandaise, depuis la Révolution française, trois périodes :

1^o La première qui va de 1801 à 1848 et qui pourrait être dénommée la période du monopole. L'Etat y conserve pour lui seul le droit d'enseigner, écartant d'abord avec énergie toute concurrence de la part des particuliers, et ensuite étant amené peu à peu à l'admettre, mais non sans répugnance.

2^o La deuxième qui s'ouvre par la Constitution de 1848 et dans laquelle la liberté d'enseignement se trouve reconnue d'une manière expresse.

3^o La troisième enfin qui commence à la loi de 1889 et qui s'étend jusqu'à nos jours. Elle marque un pas de plus dans la voie inaugurée par la Loi fondamentale de 1848 : les écoles privées sont, à l'égard des écoles publiques, dans une égalité de principe, et, de plus en plus, dans une égalité de fait.

I. — Période du Monopole (1801-1848)

Lorsque, sous la domination française, se fit en Hollande l'unité nationale, l'influence des idées napoléoniennes créa un mouvement vers l'uniformisation et la centralisation des formes d'enseignement qui existaient alors : l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur.

1. — Enseignement primaire.

La première loi organique pour l'enseignement primaire fut élaborée en 1801, mais elle fut de courte durée. Elle laissait aux communes le soin d'organiser l'instruction publique sous le contrôle du pouvoir central. Des conditions de capacité étaient exigées de la part des instituteurs. L'école devenait neutre, en principe ; l'instituteur ne pouvait pas s'y occuper de questions dogmatiques ; mais il ne devait, par contre, rien dire ni rien faire qui pût porter atteinte au respect dû à l'Être suprême, et deux demi-jours par semaine étaient réservés pour l'instruction religieuse des enfants dans leur Eglise particulière.

Cependant, cette loi resta à peu près lettre morte. En 1805, M. Schimmelpenninck, grand pensionnaire de la République batave, en présenta une nouvelle, remaniement de la précédente, qui fut adoptée en février 1806 et promulguée le 3 avril suivant. Mais, au moment où elle devait être mise en application, le 1^{er} juillet 1806, la République avait fait place à la Monarchie. Néanmoins, Louis Bonaparte qui avait été proposé par son frère,

l'empereur des Français, à l'administration du Royaume des Pays Bas, ratifia la loi et prit les arrêtés nécessaires à son exécution.

La caractéristique du régime inauguré par la loi de 1806 était l'établissement d'une espèce de monopole de fait au profit des écoles publiques.

Dans son article 2, en effet, elle remettait à la Commission provinciale « la mission de faire donner dans la province un enseignement convenable à la jeunesse », en la prémunissant aussitôt contre « une tolérance déréglée qui aurait pour conséquence, surtout à la campagne, d'augmenter trop rapidement le nombre des écoles et des maîtres ».

Quel était le but du législateur en édictant cette restriction dont le vague pesait comme une menace et en proscrivant cette « tolérance déréglée » ? — Evidemment, c'était d'empêcher la création d'écoles privées : à l'Etat seul revenait le droit absolu d'ériger des écoles primaires ; les communes elles-mêmes ne pouvaient plus en établir que sous la direction et le contrôle du gouvernement et, quant aux particuliers, ils devaient y être autorisés expressément par les autorités publiques. Sur ce point, la pensée du législateur ne souffrait aucun doute. « Aucune école primaire, portait l'article 12, ne pourra en quelque lieu, sous quelque nom aussi que ce soit, exister ou s'établir sans l'autorisation expresse du gouvernement, de la Commission provinciale ou de la commune intéressée, après avoir entendu les explications et avis de l'inspecteur de district et de la Commission locale ».

En fait, on pouvait dire que la liberté d'enseignement n'existait pas : elle était réglementée d'une façon si étroite

qu'il lui était presque impossible de se mouvoir. D'autant plus que, d'après l'interprétation administrative, toute école, même privée, était réputée publique du moment qu'elle recevait un subside quelconque de l'Etat, de la province, de la commune ou même, soit d'une association charitable, soit d'une communauté cultuelle. Cette manière de comprendre l'école officielle et d'y rattacher par une interprétation stricte tout ce qui ne vivait pas exclusivement du produit des rétributions scolaires et des dons individuels, restreignait encore le domaine de l'école privée.

Par ailleurs, les instituteurs privés aussi bien que les instituteurs publics devaient être munis d'un diplôme de capacité délivré par la Commission provinciale. Ce diplôme était requis même pour enseigner à domicile ou pour entrer comme précepteur au service d'une famille. De plus, il leur fallait un triple certificat de moralité émanant du bourgmestre, du ministre cultuel de la paroisse à laquelle appartenait l'instituteur et de deux pères de famille. Seulement, ce système de certificats ne tarda pas à tomber en désuétude et le décret du 20 mai 1821 ne réussit pas à le remettre en vigueur.

L'école publique restait neutre à la façon dont la loi de 1801 entendait la neutralité : Elle n'était ni athée, ni indifférente, mais les enfants des diverses confessions devaient pouvoir la fréquenter sans que leurs convictions religieuses fussent blessées par l'enseignement d'une autre religion. « L'enseignement, disait le règlement annexé à la loi, doit être organisé de telle manière que l'étude des connaissances convenables et utiles soit accompagnée du développement des facultés intellectuelles et que les élèves soient préparés à l'exercice de

toutes les vertus chrétiennes et sociales » : Par suite, l'enseignement comprenait ces principes généraux du christianisme dont la civilisation moderne est comme imprégnée, mais sans aller au delà, sans descendre aux questions dogmatiques laissées aux ministres des divers cultes. Toutefois, la loi consacrait l'usage de réciter une prière chrétienne à la fin de chaque classe.

D'autre part, au témoignage de M. de Laveleye dans son « Instruction du peuple », « l'inspection était admirablement organisée. Chaque province était divisée en un certain nombre de districts à la tête desquels se trouvait un inspecteur. Tous les inspecteurs de la province se réunissaient trois fois par an pour former la Commission provinciale de l'inspection primaire, chargée d'examiner les rapports sur la situation des écoles et de délivrer des certificats de capacité aux instituteurs. Une fois chaque année, les Commissions provinciales envoyaient à La Haye un délégué, et ces délégués, en présence du ministre ou sous la présidence de l'Inspecteur général, s'occupaient des améliorations à introduire dans le régime de l'enseignement ».

Ce régime inauguré par la loi de 1806 dura jusqu'en 1837. Il ne reçut aucune atteinte des lois fondamentales du 23 mars 1814 et du 24 août 1815 qui se bornèrent à affirmer le devoir de l'Etat de veiller à l'instruction publique et à obliger le gouvernement à rendre compte de ses efforts aux Etats-Généraux (1).

Favorablement accueillie au début et appliquée avec

(1) L'art. 226 de la Loi fondamentale du 24 août 1815 était ainsi conçu : « L'instruction publique est l'objet constant des soins du gouvernement. Le roi fait rendre compte tous les ans aux Etats généraux de l'état des écoles supérieures, moyennes et inférieures. »

justice sous le règne du roi Louis, la loi scolaire ne tarda pas à soulever de vives critiques, principalement lorsque le Pouvoir essaya d'entraver la création des écoles privées confessionnelles. Ce n'était pas seulement son texte sévère que l'on blâmait, mais surtout la manière dont il était appliqué. L'autorisation était systématiquement refusée aux écoles libres confessionnelles, tandis qu'elle était accordée sans difficulté aux autres écoles libres conformes au type officiel de neutralité. A La Haye, il fallut quatre années d'efforts et de démarches avant de pouvoir ouvrir la première école chrétienne. C'était le régime du bon plaisir, l'arbitraire perpétuel. M. Godefroi, qui fut ministre en 1860, en faisait lui-même l'aveu plus tard. « Je puis parler ici avec autorité, disait-il ; j'ai été membre de la commission locale d'Amsterdam pendant un certain nombre d'années sous l'empire de la loi de 1806. J'ai souvent gémi sur la façon arbitraire dont on décidait de refuser l'autorisation, toujours sur le motif stéréotypé qu'il n'y avait pas nécessité (1). »

Cette application rigoureuse des textes légaux rencontrait des protestations d'autant plus indignées que dans nombre d'écoles officielles, on n'observait pas la neutralité prescrite. Les mœurs publiques étaient restées protestantes, l'enseignement s'en ressentait et la doctrine de Calvin était exposée en certains endroits même devant des enfants catholiques.

En sus du monopole d'Etat obtenu par voie indirecte, il y avait donc atteint aux principes mêmes contenus dans la loi. Ce fut un des griefs et non des moindres, qui causèrent l'irritation des provinces catholiques du Sud et

(1) Cité par Buys, *De Grondwet*, II, p. 768.

amenèrent la séparation de la Belgique en 1830. Pourtant, le gouvernement hollandais avait essayé, sur ce point, d'apaiser les colères qui se faisaient jour en déposant en 1829 un projet de loi permettant aux particuliers d'ouvrir des écoles privées, sauf opposition possible de l'administration s'il existait déjà plusieurs écoles dans la commune. Mais ce projet ne put aboutir et fut remplacé par le décret du 27 mai 1830, qui, diminuant les difficultés sans les supprimer, ne contenta personne.

Un nouveau décret du 2 janvier 1842 tint compte davantage des croyances religieuses dans l'enseignement officiel. Entre autres réformes, les ministres des cultes furent admis à faire partie des commissions d'inspection et recueillirent un certain droit de censure sur les livres et manuels scolaires. Dans les communes qui n'avaient qu'une seule école publique, on attacha une certaine importance pour la nomination des instituteurs au culte qu'ils professaient, en ce sens qu'on les choisissait de préférence parmi la religion de la majorité des habitants.

Néanmoins, ces concessions ne parvinrent pas à apaiser l'opinion publique et lorsque la revision de la Loi fondamentale vint préoccuper les esprits, le problème de la liberté d'enseignement se posa dans toute son ampleur et dans toute son acuité.

2. — Enseignement supérieur.

La loi de 1806 s'étendait non seulement aux écoles primaires élémentaires, mais encore aux écoles où, dans le but de donner aux enfants une culture supérieure, l'on enseignait les langues modernes, l'histoire, la géographie,

les mathématiques, etc., et qui devaient plus tard relever de l'enseignement moyen. Seules y échappaient les écoles latines ou gymnases et les universités. Ces dernières étaient bien diminuées en nombre. La domination française n'en avait conservé que deux : celles de Leyde et de Groningue qu'elle avait rattachées à l'université de Paris en leur enlevant par surcroît, le privilège de conférer des grades universitaires.

La conquête de l'indépendance en 1813 eut immédiatement pour conséquence le rétablissement de ces deux universités dans leurs droits antérieurs. En même temps, le roi sentit la nécessité d'une réorganisation de l'enseignement supérieur. Il nomma en 1814 une commission chargée de lui présenter un rapport qui eut pour conclusion l'ordonnance royale du 2 août 1815.

Pour l'enseignement supérieur, en effet, il n'y eut pas de loi proprement dite, et ce fut le régime des décrets qui s'appliqua à lui jusqu'en 1876. Pendant plus de soixante ans, l'ordonnance de 1815 en demeura la charte sans changements appréciables.

Cette ordonnance était très longue ; elle comprenait trois chapitres dont le dernier qui avait trait aux universités comptait à lui seul plus de 200 articles.

Le chapitre premier parlait des écoles latines ou gymnases qui, en Hollande, font partie de l'enseignement supérieur. Leur organisation était la suivante : A leur tête se trouvait un collège de curateurs chargé par l'administration communale de la direction et du contrôle de l'établissement. Elles comprenaient, en général, six classes. Les professeurs devaient être munis du diplôme de *candidat* (licencié) ès-lettres et ceux des classes supérieures appelés recteur et vice-recteur devaient, dans les

viles de plus de 20.000 âmes, posséder le titre de docteur. Si la population de la ville n'atteignait pas 20.000 habitants, cette condition n'était exigée que du recteur. L'instruction comprenait : les littératures grecque et latine, les éléments des mathématiques, la géographie ancienne et moderne, l'histoire ancienne et moderne, la mythologie grecque et latine. Dans ce programme, aucune place n'était faite aux sciences physiques et naturelles, ni aux langues modernes. C'était une lacune pour ces établissements. Ils mirent longtemps à la combler. En 1838 seulement, sous l'influence d'un inspecteur des écoles latines, M. Wijnbeek, les gymnases communaux de La Haye et de Leyde créèrent une section spéciale à l'usage des élèves qui ne se préparaient pas aux études universitaires. On y enseignait surtout la langue maternelle, l'histoire nationale et les langues modernes. Quelques autres villes suivirent l'exemple de La Haye et de Leyde, de telle sorte qu'en 1848, le nombre de gymnases à deux sections était de 18, mais ils n'étaient pas encore la majorité, puisque 50 écoles latines restaient organisées suivant le modèle de l'ordonnance de 1815.

Le deuxième chapitre avait trait aux athénées. On entendait par là « des établissements destinés à propager la culture et la lumière et à remplacer, du moins partiellement, les universités et l'instruction universitaire pour les jeunes gens que leur position sociale empêche de passer à une université la période assez longue qu'exigent les études ». Ainsi les définissait l'ordonnance. Six villes seulement étaient autorisées à posséder un athénée : Amsterdam, Harderwijk, Middelbourg, Franeker, Deventer et Bréda. Deux d'entre elles : Middelbourg et Bréda n'en ouvrirent jamais ; les autres profi-

tèrent de l'autorisation qui leur était octroyée ; mais les établissements qu'elles fondèrent eurent une existence éphémère. Seul, celui d'Amsterdam résista à toutes les difficultés et fut transformé, en 1876, en université communale. Ainsi devait disparaître de l'enseignement supérieur cet échelon intermédiaire entre les gymnases et les universités. Les athénées avaient ceci de particulier qu'ils avaient, en général, le droit de déterminer le nombre de leurs professeurs et les branches de leur enseignement, qu'ils ne pouvaient conférer de grades universitaires et que souvent les cours s'y rapportaient uniquement aux connaissances nécessaires pour l'obtention du grade de candidat (licencié). C'étaient en quelque sorte des universités incomplètes et l'on comprend qu'ils n'aient pu vivre et durer en face d'établissements plus fortement organisés et mieux outillés.

Enfin, dans un troisième chapitre, l'ordonnance traitait des universités et, sur ce point, elle concentrait tous ses efforts pour porter à un très haut degré le prestige des trois universités conservées. Elle divisait chacune d'elles en cinq facultés : 1° la théologie protestante ; 2° le droit ; 3° la médecine ; 4° les sciences mathématiques ; 5° la philosophie et les lettres. La direction était confiée à un collège de curateurs composé de cinq personnes « distinguées autant par leur amour des lettres et des sciences que par le rang qu'elles tiennent dans la société », nommées par le roi et exerçant gratuitement les fonctions importantes spécifiées par l'ordonnance. Ainsi, elles avaient le droit de proposer la création de nouvelles chaires et celui de présenter au ministre deux candidats à toute chaire vacante. Le nombre des professeurs était fixé à 24 pour l'université de Leyde et à 18 pour les deux

autres ; mais, à côté des professeurs ordinaires, le gouvernement pouvait nommer des professeurs extraordinaires et, devant le développement des établissements universitaires, il ne tarda pas à user fréquemment de cette faculté. L'assemblée des professeurs ordinaires, présidée par le recteur nommé pour un an par le Roi sur une liste de quatre candidats, formait le sénat académique. L'un des professeurs nommé par le collège des curateurs en était le secrétaire. Chaque faculté était présidée par un de ses membres appelé doyen, dont les fonctions ne duraient qu'un an. Le plus jeune professeur remplissait l'office de secrétaire de la faculté. Les cours universitaires étaient annuels. Pour être admis à ceux des sciences et des lettres, il fallait présenter le certificat de fin d'études de l'école latine et, si l'on désirait suivre ceux de théologie, de droit ou de médecine, y ajouter le diplôme de candidat ès-lettres ou de candidat ès-sciences mathématiques et physiques. L'examen définitif qui donnait droit au titre de docteur ne pouvait être subi qu'après trois années d'études.

Telle était, dans ses grandes lignes, l'organisation de l'enseignement supérieur sur le régime de l'ordonnance de 1815. A côté des réelles qualités qui motivaient les éloges de M. Cousin, lors de son voyage en Hollande en 1836, se manifestaient des lacunes et des faiblesses que la loi de 1876 devait essayer de corriger.

II. — La Constitution de 1848 et la législation scolaire de 1857 à 1889.

Les critiques auxquelles avait donné lieu l'application

de la loi de 1806 reparurent avec plus de force lors des débats en vue de la revision constitutionnelle. Pour prix de leur concours, les catholiques réclamaient des libéraux la liberté d'enseignement, et, comme pour aboutir, ces derniers avaient besoin de ce concours et que, du reste, l'opinion publique était fatiguée du régime scolaire en vigueur depuis près d'un demi-siècle, la nouvelle Loi fondamentale du 3 novembre 1848 consacra le principe de la liberté d'enseignement. Dans son article 194, elle disait :

« L'enseignement public est l'objet de la constante sollicitude du gouvernement.

« L'organisation de l'instruction publique est réglée par la loi de manière à ne blesser les convictions religieuses de personne.

« Partout, dans le royaume, il sera donné par les soins de l'autorité un enseignement primaire public suffisant.

« L'enseignement est libre, sauf la surveillance de l'autorité, et, en ce qui concerne l'enseignement moyen et primaire, l'examen de la capacité et de la moralité des instituteurs, le tout à régler par la loi.

« Le Roi fait présenter chaque année aux États-Généraux un rapport détaillé sur la situation des écoles supérieures, moyennes et primaires. »

1. — Enseignement primaire.

En même temps, pour mettre la législation scolaire d'accord avec ces principes, un article additionnel établissait la nécessité de reviser dans le plus bref délai possible la loi sur l'enseignement primaire.

Mais, en Hollande, les réformes ne se font qu'avec une sage lenteur, et il fallut attendre jusqu'en 1857 pour voir paraître la loi annoncée.

Néanmoins, à plusieurs reprises, des tentatives avaient été faites pour l'obtenir. Le ministre De Kempenaer avait, pour se conformer au vœu de la Constitution, présenté en 1849, un projet de loi en ce sens lorsqu'il fut entraîné par la chute du ministère Donker-Curtius dont il faisait partie.

Le grand ministre libéral Thorbecke qui lui succéda aux Affaires intérieures auxquelles, en Hollande, l'instruction publique a toujours été rattachée, s'occupa d'abord de faire aboutir d'autres lois importantes. Il allait aborder enfin la réforme scolaire lorsqu'en avril 1853, il dut se retirer à son tour à la suite de l'agitation provoquée dans le pays par le rétablissement de la hiérarchie catholique aux Pays-Bas.

Le ministère conservateur Van Hall qui en sortit, présenta en 1854 un projet de loi qui, en matière d'instruction religieuse, rappelait la neutralité de la loi de 1806. Mais les États-Généraux s'y déclarèrent hostiles et les protestants antirévolutionnaires à la tête desquels marchait Groen van Prinsterer entreprirent par tout le pays un immense pétitionnement, afin, disaient-ils, « de faire résoudre la question scolaire par un autre gouvernement dans le sens des griefs de conscience de cette partie de la nation restée fidèle au protestantisme orthodoxe réformé ». Devant cette opposition, le ministère se retira.

Un autre le remplaça, dans lequel entrèrent quelques antirévolutionnaires et qui se donna comme but principal d'apporter un terme à la situation embrouillée, où l'on se débattait sur le terrain scolaire. Le 27 février 1857

le ministre de l'Intérieur, M. Van Rappard déposa un nouveau projet de loi qui fut l'objet de débats passionnés. Groen van Prinsterer, au nom du groupe antirévolutionnaire, s'éleva fortement contre le projet de son coreligionnaire, lequel maintenait la neutralité inaugurée par la loi de 1806. Il voulait que l'enseignement religieux fût à la base de l'instruction donnée dans les écoles publiques et qu'il en fit partie intégrante. Aussi, pour assurer le respect des convictions de chacun, imposé par la Constitution, réclamait-il des écoles séparées pour les différents cultes. Son mot d'ordre était : « Les écoles séparées doivent être la règle, et les écoles mixtes seulement l'exception. Gesplitste scholen als regel, gemengde enkel als uitzondering (1). » En conséquence, il combattait vivement la conception de l'école neutre, enluminée d'une légère teinte religieuse, telle qu'elle était professée par le gouvernement. Il ne cachait pas qu'il eût préféré un enseignement franchement athée qui, du moins, assurait-il, n'eût trompé personne et que le peuple n'eût pu supporter longtemps.

Malgré cette opposition irréductible, le projet du gouvernement fut adopté à la 2^e Chambre par 47 voix contre 13 et devint la loi du 13 août 1857.

Elle maintenait dans ses grandes lignes les principes de la loi de 1806.

L'école devait continuer à pouvoir être fréquentée par tous les enfants, sans qu'aucun courût risque de voir blesser ses opinions religieuses.

« L'enseignement scolaire, disait l'article 23, en fournissant les connaissances nécessaires et utiles, doit servir

(1) *Groen van Prinsterer*, Brieven.

à développer les facultés intellectuelles des enfants et à les préparer à l'exercice de toutes les vertus chrétiennes et sociales.

« L'instituteur doit s'abstenir de rien enseigner, faire ou laisser faire qui puisse être contraire aux opinions religieuses de ceux qui professent un autre culte que le sien.

« L'instruction religieuse est abandonnée aux communautés religieuses.

« Les locaux des écoles publiques pourront en dehors des heures scolaires régulières être mis à leur disposition pour les élèves qui fréquentent l'école. »

L'école officielle restait donc ce qu'elle était auparavant; mais, d'une part, la neutralité y était plus effective, car la Bible protestante était écartée de l'enseignement aussi bien que le catéchisme catholique et il était difficile de les y introduire en fraude de la loi; de l'autre, la liberté d'enseignement consacrée par la Constitution de 1848 était respectée et reconnue. Même le projet primitif contenait à l'égard des écoles privées une disposition spéciale : il permettait, après enquête approfondie, au gouvernement de subventionner, à l'aide d'une loi, des établissements libres dans le cas où les scrupules religieux des parents feraient obstacle à la fréquentation des écoles publiques par les enfants et où il apparaîtrait que la fondation de semblables établissements était de nature à les apaiser. Seulement, cette disposition avait été rejetée par la 2^e Chambre et la loi n'autorisait pour les écoles privées que les subventions communales. Encore fallait-il pour les obtenir qu'elles fussent neutres à l'imitation des écoles publiques. L'obligation de la neutralité était la condition, ou plus exactement la conséquence de l'octroi des subsides :

« Ces écoles, portait l'art. 3, deviennent accessibles à tous les élèves sans distinction de confession religieuse et elles sont soumises au 1^{er} et au 2^e alinéa de l'article 23, relatifs au but religieux et moral de l'école. » Le législateur parlait de ce principe que l'argent de tous ne devait profiter qu'à des écoles ouvertes à tous, et c'était une survivance de la période précédente où le Trésor public transformait tout ce qu'il touchait et soutenait en chose publique.

Une autre différence avec la loi de 1806 était que les municipalités jouissaient de droits plus étendus en matière d'enseignement. Aux autorités communales revenait le soin de déterminer le nombre des écoles, de nommer, suspendre et révoquer les instituteurs publics, de fixer le montant de leur traitement, de leur délivrer les certificats de moralité requis pour pouvoir enseigner. Ces droits trouvaient leur justification dans les lourdes charges imposées aux communes ; car, c'étaient elles qui devaient pourvoir aux frais des écoles publiques. Elles pouvaient bien exiger une rétribution scolaire des élèves, sauf des indigents, recevoir de l'Etat et de la province des subventions en cas d'insuffisance de ressources ; mais ces subsides n'étaient pas obligatoires : l'Etat n'était tenu que de payer les pensions dues aux instituteurs publics âgés de 63 ans et ayant quarante années de services ou contraints, après dix ans, d'abandonner leurs fonctions à la suite d'infirmités ; et les dépenses scolaires grevaient lourdement les budgets communaux.

La loi du 13 août 1857 entra en vigueur le 1^{er} janvier suivant ; à partir de ce moment, l'Etat se mit à organiser fortement l'instruction publique, tandis que ceux qui voulaient pour leurs enfants un autre enseignement créèrent avec une grande persévérance et au moyen de

lourds sacrifices pécuniaires des écoles libres de plus en plus nombreuses. Au 1^{er} janvier 1838, il existait 3.473 écoles primaires qui se décomposaient en 2.516 publiques et 957 privées dont 25 seulement étaient subsidiées par les communes. Près de vingt ans après, en 1876, le nombre des écoles s'élevait à 3.826 dont 2.731 publiques et 1.095 privées, et, sur ces 1.095, 120 recevaient des subsides communaux.

Au début, l'opinion publique fut assez satisfaite de la nouvelle législation qui marquait un progrès sur le régime antérieur et respectait la liberté d'enseignement. Sur le principe de la loi, les catholiques s'étaient divisés, les uns se prononçant en faveur de la neutralité, les autres s'y montrant hostiles et le considérant comme impossible en fait. L'importance des critiques théoriques diminuait dans la pratique parce que dans les provinces du Sud, exclusivement catholiques, les municipalités nommaient des instituteurs de la même confession religieuse que les habitants et l'école conservait un certain caractère religieux. Mais ailleurs, il n'en était pas de même et ceux des protestants ou des catholiques qui désiraient pour leurs enfants un enseignement basé sur leurs convictions religieuses élevèrent bientôt leurs plaintes. Elles portaient surtout sur l'inégalité où se trouvaient les familles qui usaient de l'école privée vis-à-vis de celles qui se servaient de l'école publique. L'enseignement officiel était entretenu par tous les contribuables, généralement au moyen d'impôts communaux, et ceux qui n'en profitaient pas étaient obligés d'y participer comme les autres, alors qu'ils devaient déjà supporter d'un autre côté toute la charge des établissements privés.

Cette inégalité était encore accrue par la faculté ac-

cordée aux communes de rendre l'école publique gratuite pour tous et par l'abus qu'en faisaient certaines d'entre elles. Il en résultait une augmentation de charges qui paraissait d'autant plus lourde qu'on la savait moins justifiée et d'autant plus odieuse qu'elle servait à rendre aux écoles libres la concurrence et parfois même l'existence impossibles.

Dès lors, tous les efforts des partisans de l'enseignement privé tendirent à modifier cette situation qui leur semblait défectueuse et injuste par l'introduction pour les écoles libres du droit de recevoir des subsides sans qu'elles dussent sacrifier, pour les obtenir, leur liberté.

En 1867, les protestants orthodoxes ou antirévolutionnaires déposèrent une proposition de loi qui permettait de subsidier les écoles privées fondées par des confessions religieuses reconnues, mais la Chambre l'accueillit si mal que son auteur M. de Brauw s'empressa de la retirer lui-même.

Au mois d'avril de l'année suivante, un projet de revision partielle présenté par le ministre Heemskerk et tendant à empêcher les communes à abuser de la gratuité connut un semblable échec, car il ne contentait personne.

Aux récriminations des catholiques et des antirévolutionnaires étaient venues s'ajouter, en effet, les plaintes des libéraux eux-mêmes qui trouvaient que la loi de 1857 n'avait pas donné les résultats qu'ils en attendaient. Ils réclamaient de l'Etat une plus grande participation dans les dépenses scolaires qui surchargeaient les budgets communaux, des moyens plus énergiques pour triompher de l'inertie et de la mauvaise volonté de certaines municipalités, l'amélioration des locaux scolaires et des me-

sures légales pour assurer d'une manière plus effective la fréquentation de l'école.

Ces revendications étaient vigoureusement soutenues par diverses associations qui s'étaient constituées sur le terrain scolaire. C'était, d'une part, la « Ligue de l'Enseignement populaire, Volksonderwijs », qui, fondée en Frise par M. Van Beyma, n'avait pas tardé, grâce à la collaboration de MM. Moens et Kerdijk, à s'étendre au delà des limites de la province, et à revêtir une réelle importance : elle était arrivée, en 1875, après sa fusion avec « l'Alliance scolaire, Schoolverbond » à posséder de nombreuses sections avec plus de 8,000 membres, et elle demandait une intervention puissante de l'Etat. C'étaient, d'autre part, la vieille et toujours active « Société pour le Bien public, Maatschappij tot Nut van't Algemeen » et « l'Association des Instituteurs néerlandais, Nederlandsch-Onderwijzers-Genootschap », qui poursuivaient le même but par une propagande identique.

De la sorte, peu à peu, par suite de ces efforts en sens contraire, la réforme scolaire fut portée au premier plan des préoccupations politiques. Sous cette poussée, le deuxième ministère Heemskerk se crut obligé, le 21 décembre 1876, de présenter un projet de loi où il s'essayait à contenter tout le monde ; mais, comme il arrive d'ordinaire des tentatives de ce genre, personne ne s'en déclara satisfait. Sur ces entrefaites, les élections législatives de 1877 ayant donné la majorité aux libéraux, la Chambre exprima sa défiance au gouvernement sur la question de la revision scolaire et M. Heemskerk fut forcé de se retirer. M. Kappeyne van de Coppello qui lui succéda, entreprit la réforme de la loi de 1857 et la

fit rapidement aboutir. La loi du 17 août 1878 fut votée, qui consacra toutes les exigences formulées par les libéraux, sauf sur le point de l'obligation scolaire, et accentua l'hostilité des pouvoirs publics contre l'enseignement libre.

La neutralité continuait à être le principe fondamental de l'école officielle. Le conseil communal demeurait l'organe principal en matière d'enseignement, mais l'Etat bonifiait chaque année à la commune 30 % de ses dépenses. Pas plus que précédemment, les écoles libres confessionnelles ne pouvaient recevoir de subsides, et cette défense motivait une vive opposition de la part des catholiques et des antirévolutionnaires, encore accrue par des arguments nouveaux.

L'article 4, en effet, autorisant le roi à déterminer dans quelle mesure les règles relatives à la construction, l'installation et l'hygiène des écoles publiques s'appliqueraient aux locaux des écoles privées, ouvrait, croyaient-ils, la voie à l'arbitraire. Il paraissait d'autant plus gros de menaces que déjà l'article 5 sauvegardait d'une manière suffisante les intérêts de la santé publique, en prohibant l'enseignement scolaire dans les bâtiments déclarés insalubres par l'inspecteur du contrôle médical de l'Etat.

De plus, l'article 46 maintenait pour les communes la faculté de rendre l'enseignement complètement gratuit pour tous.

Aussi la loi de 1878 ne mit-elle pas fin à la lutte scolaire et ne fit-elle que la rendre plus violente, car la situation des écoles privées devenait plus difficile. Son application qui ne put être assurée qu'au 1^{er} novembre 1880, donna lieu à de fâcheuses constatations. Les abus de la gratuité

absolue remise à la discrétion des communes se multipliaient; en Frise, notamment, dès qu'une école privée s'établissait dans une localité, le conseil communal supprimait toute rétribution scolaire dans les écoles publiques. D'autre part, les décrets rendus pour l'application de la loi avaient obligé beaucoup de communes à de nouvelles constructions scolaires; et, comme la loi défendait d'employer encore des élèves instituteurs, elles se voyaient, par ailleurs, dans la nécessité de recruter un grand nombre de nouveaux instituteurs à traitement plus élevé. Tout cela chargeait lourdement leur budget, en dépit de l'aide de l'Etat qui assistait, de son côté, à une augmentation notable de ses dépenses pour l'instruction publique. Au moment de la confection de la loi, on avait bien estimé à 1.400.000 florins les ressources nécessaires pour la première année et prévu pour la suite, quatre nouveaux millions de florins, ces prévisions furent encore largement dépassées. Tandis que de 1837 à 1880, soit en l'espace de 23 ans, l'Etat n'avait dépensé que 15 millions pour l'enseignement, en quatre années, de 1880 à 1884, il en dépensa plus de 25. Le résultat de cette surcharge nationale jointe à l'élévation des impositions communales fut que certaines localités, en particulier de la Frise, se trouvèrent complètement appauvries, car les impôts sans cesse plus lourds en tenaient éloignés les plus riches habitants (1).

Les libéraux eux-mêmes constatèrent ces conséquences de la loi de 1878 avec déplaisir et commencèrent à mur-

(1) C'est ce qu'affirmait M. Sickenga en septembre 1891 dans le journal libéral *Het Handelsblad*. « La loi et les circonstances, ajoutait-il, élevaient sans cesse des exigences plus fortes. On ne tenait aucun compte de l'indigence ou des facultés des contribuables. »

murer contre elle. Sous leur influence, diverses modifications partielles ne tardèrent pas à apporter quelques améliorations. La loi du 27 juillet 1882 vint décider que l'article 4 ne s'appliquerait plus qu'aux écoles privées, nécessairement neutres, subsidiées par les communes. Pour les autres, le gouvernement perdrait son droit d'appliquer aux bâtiments scolaires les règles édictées pour les locaux des écoles publiques. Puis, la loi du 11 juillet 1884 soulagea le budget communal en réduisant le nombre des instituteurs dont la présence est exigée dans les écoles publiques et le budget national en supprimant la part contributive de l'État, fixée par la loi de 1878 à 30 % dans les frais d'entretien du mobilier et des locaux scolaires.

Cependant, la revendication essentielle des partisans de l'enseignement libre ne recevait toujours aucune satisfaction. Quand ils réclamaient pour les écoles privées le droit d'avoir part aux subsides de l'Etat, leurs adversaires leur répondaient toujours que leur prétention était contraire à la Constitution. « La loi fondamentale, disaient-ils, quand elle énonce dans l'article 194 que « l'enseignement public est l'objet de la constante sollicitude du gouvernement » la limite à cet enseignement public ; elle refuse, par conséquent, d'étendre la même sollicitude à l'enseignement privé. » On avait beau objecter que c'était peut-être aller plus loin que la pensée du législateur ou que le texte constitutionnel, qu'il était injuste que certains parents hollandais ressentissent seuls les effets de cette sollicitude et que les autres en fussent complètement privés, l'argument venait se briser contre cette interprétation de l'article 194.

Aussi comprend-on l'ardeur avec laquelle catholiques

et antirévolutionnaires s'agitèrent, lorsqu'en 1883, M. Heemskerk, revenu pour la troisième fois au pouvoir, posa la question de la revision constitutionnelle par la nomination d'une commission de 16 membres chargée de la préparer. Ils nourrirent immédiatement l'espoir de parvenir à un remaniement de l'article 194 et ils en firent dépendre leur attitude vis-à-vis de la réforme de la Loi fondamentale. « Reviser la Constitution, c'est parfait, disaient-ils, mais auparavant nous réclamons justice. » Après bien des péripéties, au moment où, le 17 mars 1886, les projets de loi du ministère vinrent en discussion, la droite composée des catholiques, des antirévolutionnaires et des protestants conservateurs, exigea que les débats commenceraient par l'examen du problème scolaire condensé dans l'article 194. Dans la 2^e Chambre, bien que l'ayant emporté aux élections de 1884, elle ne possédait pourtant plus, par suite d'élections partielles, que 43 membres, chiffre absolument égal à celui qu'y réunissait la gauche. Toutefois, grâce à l'appui de M. Van Houten qui comptait à cette époque parmi les libéraux avancés, on en passa par les volontés de la droite. Trois textes se trouvaient en présence : celui du gouvernement n'obligeant l'autorité publique à fournir elle-même l'enseignement que « pour autant qu'il n'y est pas pourvu d'une autre façon » et imposant, sauf aux indigents, la rétribution scolaire aux enfants des écoles officielles ; celui de la droite rendant lui aussi la rétribution scolaire obligatoire et autorisant l'Etat à subventionner les établissements privés confessionnels ; enfin, une proposition soi-disant de conciliation émanant de la gauche et n'empêchant aucun des abus signalés.

Après un long débat, une solution intervint, toute

négative : aucun des trois textes ne fut adopté. Le ministre démissionna, puis reprit sa démission pour procéder à la dissolution de cette chambre où l'on ne pouvait arriver à aucun résultat positif. Avec une chambre nouvelle où la majorité était acquise aux libéraux, M. Heemskerck revint à la revision constitutionnelle, mais sans plus s'occuper de l'article 194. Usant de son initiative parlementaire, un membre de la droite, le docteur Schaepman, déposa une motion qui remit en jeu le problème scolaire et souleva des discussions animées sur le devoir de l'Etat de tenir la balance de ses faveurs égale entre les écoles libres et les écoles officielles ; car elle ne supprimait pas seulement les prohibitions que d'aucuns prétendaient trouver dans la Loi fondamentale pour refuser des subsides aux écoles confessionnelles ; elle allait plus loin, elle ne visait rien moins qu'à conférer, en principe, dans un texte constitutionnel le droit d'en recevoir. Elle proposait, en effet, de remplacer l'article 194 par l'article suivant :

« L'enseignement est libre.

« La loi établit des règlements sur l'inspection en général, sur l'organisation de l'enseignement public, sur l'obligation pour les instituteurs de l'enseignement primaire et moyen de fournir des preuves de capacité et de moralité.

« L'enseignement primaire public est organisé de telle sorte que les parents, tuteurs ou autres personnes chargées de veiller à l'éducation des enfants, puissent trouver l'occasion de leur fournir un enseignement primaire suffisant sans froisser leurs convictions religieuses.

« Les frais de l'enseignement primaire donné aux indigents ou à ceux qui bien que non indigents, ne peuvent payer de rétribution scolaire, sont remboursés par l'Etat, suivant un

tarif à fixer, aux écoles primaires fréquentées par ces enfants.

« Le Roi fait chaque année un rapport aux Etats-Généraux sur l'état des écoles d'enseignement supérieur, moyen et primaire (1) . »

Et le docteur Schaepman appuyait sa motion des raisons suivantes :

« Nous souhaitons, disait-il, que l'État donne un droit égal à tous les citoyens et qu'il protège et celui qui se contente de l'enseignement neutre et celui qui le trouve insuffisant.

Actuellement, ceux qui sont satisfaits du premier jouissent seuls de la protection de l'État ; les autres sont simplement libres de donner à leurs enfants l'enseignement confessionnel, pourvu que leurs instituteurs aient un diplôme et se soumettent à l'inspection gouvernementale

L'égalité exige que la caisse de l'État qui s'ouvre pour l'école neutre s'ouvre en même temps pour l'école confessionnelle. Celle-ci ne peut être notée d'infamie et on ne peut lui refuser impitoyablement les secours de l'État...

La Chambre ne peut mettre fin à la lutte scolaire ; celle-ci est la conséquence de la façon différente dont les partis envisagent la vie. Mais elle peut assurer un droit égal et une même liberté.

Elle peut faire, au moins, que la Constitution hollandaise, la Constitution de tout un peuple, ne puisse être employée par un seul parti comme un moyen de refuser aux autres la plénitude de leur droit et c'est ce qui se passe actuellement. Lorsque nous demandons quelque chose, la gauche nous répond qu'elle serait heureuse de nous l'accorder, mais que la Constitution le défend. La Constitution doit au moins nous laisser pleine liberté (2) . »

La motion Schaepman, amendée, adoucie par la sup-

(1) Artzenius 8^{ste} deel LXXVIII.

(2) Séances de la 2^e Chambre des 31 mai et 1^{er} juin 1887.

pression des paragraphes 3 et 4 rencontra l'appui de sept membres de la gauche et fut acceptée par la 2^e Chambre, mais la 1^{re} la rejeta impitoyablement quand elle eut à se prononcer à son sujet.

Dans la nouvelle Constitution qui fut publiée le 30 novembre 1887, rien ne se trouvait donc changé au chapitre de l'enseignement. Mais les débats avaient fait ressortir une autre interprétation de l'article 194, devenu article 192, de la Loi fondamentale. De l'aveu des libéraux et du ministre Heemskerk lui-même, cet article ne contenait pas la défense virtuelle qu'on y avait vue jusqu'alors de subsidier les écoles privées confessionnelles ; une loi ordinaire, dès lors, suffisait à modifier l'état de choses dont se plaignaient les partisans de l'enseignement libre. C'était sous l'empire de cette affirmation que la Loi fondamentale n'avait pas été modifiée sur ce point, et bientôt après, le professeur libéral Buys venait, dans son « explication et critique de la Loi fondamentale » appuyer juridiquement cette interprétation nouvelle du poids de son autorité.

C'est ce qui explique comment le ministère Mackay, arrivé au pouvoir à la suite des élections législatives de 1888 qui avaient assuré la majorité à la droite, ne remit plus en discussion la réforme constitutionnelle et se contenta de présenter, en 1889, un projet revisant la loi du 17 août 1878. Ce projet devint, avec l'appui de plusieurs libéraux à la 2^e et à la 1^{re} Chambre, la loi du 8 décembre 1889 qui reçut de l'histoire le nom de « loi de pacification » qu'elle porte concurremment avec celle de « loi Mackay ».

2. — Enseignement moyen ou secondaire.

L'enseignement moyen est une création du ministre libéral Thorbecke qui, pendant son second ministère, l'organisa par la loi du 2 mai 1863.

Auparavant, cet enseignement n'existait pas, du moins sous une forme précise. Il n'y avait pas d'écoles qui étaient chargées spécialement de le donner. Il se réfugiait dans les établissements d'instruction primaire supérieure que l'on appelait écoles françaises, parce qu'on y enseignait en premier lieu et presque exclusivement la langue française et aussi dans la seconde section de quelques gymnases. Les premières étaient soumises à la loi de 1806 comme les écoles primaires élémentaires ; quant aux gymnases à deux sections, ils se trouvaient dans une situation bizarre : la section latine était régie par l'ordonnance de 1815, l'autre était extra-légale et on éprouvait un certain embarras à la soumettre à un texte précis. On avait fini par la considérer comme faisant partie, elle aussi, par voie de conséquence, de l'enseignement supérieur. Pourtant, ces sections spéciales rentraient bien dans l'idée qu'on se faisait de l'instruction moyenne. Elles s'étaient multipliées : 31 gymnases en possédaient une en 1862 et 700 élèves les fréquentaient.

Le besoin de cet enseignement intermédiaire, qui avait donné naissance, en Allemagne, à ce qu'on appelait les « Realschulen », s'était manifesté en Hollande d'une autre façon encore. En plusieurs endroits, à Amsterdam, à Enschedé, etc., des tentatives avaient été faites à diverses reprises, de 1846 à 1861, pour la fondation d'écoles techniques commerciales et industrielles.

Ces efforts isolés comme aussi le développement des secondes sections des gymnases attirèrent l'attention du gouvernement. Déjà en 1854, le ministre, M. Van Reenen, avait présenté aux Etats-Généraux un projet de loi réglementant simultanément l'enseignement primaire et l'enseignement moyen ; mais, sur les instances de la Chambre, la partie concernant l'enseignement moyen en avait été distraite pour être examinée ultérieurement. Lorsqu'en 1862, Thorbecke reprit le pouvoir, elle n'était pas encore arrivée en discussion ; il crut le moment venu de procéder à cet examen et il élaborâ un nouveau texte de loi. Il n'y définissait pas expressément l'enseignement secondaire ou moyen ; mais la teneur du projet aussi bien que l'exposé des motifs ne laissait aucun doute sur ses idées en la matière. Entre l'enseignement primaire qui donnait les premiers éléments de culture et de développement intellectuel et l'enseignement supérieur qui, se basant sur l'étude de l'antiquité, communiquait à une élite la connaissance des plus hautes sciences, il y avait place pour un degré intermédiaire, pour des écoles développant l'intelligence de l'élève de manière à le rendre apte à bien remplir les diverses professions de la vie commerciale et industrielle. Ces écoles devaient être aussi variées que les carrières auxquelles elles avaient mission de préparer, mais elles ne devaient pas être professionnelles, c'est-à-dire enseigner pratiquement l'usage d'une profession. Leur but était de fournir une culture générale permettant l'exercice des professions commerciales et industrielles. De même que dans l'enseignement supérieur, les gymnases conduisaient aux universités, de même certaines catégories d'écoles moyennes devaient être une préparation à d'autres ; les écoles

moyennes inférieures (burgerscholen) chargées de distribuer aux travailleurs manuels les connaissances les plus utiles à l'exercice de leur métier seraient de là sorte une espèce de préface aux écoles moyennes supérieures (hoogere burgerscholen) destinées à la bourgeoisie et à la classe aisée, tandis que les écoles agronomiques recueilleraient les enfants des agriculteurs et propriétaires soucieux de continuer la vie de leurs ancêtres et que l'école polytechnique formerait des ingénieurs et des industriels à la hauteur de leur situation.

Cette conception que Thorbecke avait de l'enseignement moyen se heurta à celle qui semblait dominer alors. Beaucoup voulaient entendre par là l'enseignement qui préparait à l'enseignement supérieur et demandaient, par suite, qu'on y fit rentrer les gymnases. D'autres estimaient qu'il fallait le qualifier d'après l'âge des élèves et la méthode employée. Mais la première opinion apparaissait comme inconstitutionnelle, parce que la Loi fondamentale de 1848, rangeant les gymnases parmi les établissements d'enseignement supérieur, il n'appartenait pas à une loi ordinaire de les rattacher à l'enseignement moyen. Pour la seconde, le ministre niait que l'âge ou la méthode pussent servir de base à une classification légale.

La loi du 2 mai 1863 consacra les idées de Thorbecke. Elle imposait à toutes les communes ayant plus de 10.000 habitants l'obligation de fonder à leurs frais au moins une école moyenne inférieure où il y aurait des cours du jour et des cours du soir. De son côté, l'Etat était tenu, afin de stimuler par son exemple, les villes qui voudraient l'imiter, de créer immédiatement quinze écoles moyennes supérieures, où la durée des études

serait de trois ou de cinq années. Une école polytechnique pour la formation d'industriels, d'ingénieurs et d'architectes était promise dans le délai d'un an. Des écoles d'agriculture étaient décidées, non sans opposition de la part d'une fraction importante des Etats-Généraux qui craignait que ces écoles de l'Etat ne fissent concurrence à une école particulière établie à Haren, dans la province de Groningue et qui, malgré les subventions qu'elle recevait, n'était pas des plus florissantes.

Les communes et les particuliers avaient, d'autre part, le droit de fonder librement des établissements d'instruction moyenne qui pouvaient même être subventionnés par l'Etat; mais, à ces subsides, il y avait une condition, c'est que les écoles fussent accessibles à tous et, par suite, neutres en matière religieuse. Les professeurs devaient être pourvus des certificats de capacité et de moralité requis par la loi. La surveillance était confiée à des commissions locales d'inspection nommées par le conseil communal et à des inspecteurs généraux désignés par le roi. L'organisation intérieure des écoles, même de celles de l'Etat, était réservée aux décrets et règlements spéciaux.

Aussitôt la loi votée, le gouvernement, aidé en particulier par M. Steyn Parvé qui fut nommé inspecteur général en 1864, se mit énergiquement à l'œuvre pour en réaliser les prescriptions. Son impulsion donna le branle aux communes. Une année après la promulgation de la loi, en 1864, l'école polytechnique s'ouvrit en même temps que douze écoles moyennes supérieures dont trois seulement de l'Etat et trois écoles moyennes inférieures. En 1878, M. Steyn Parvé enregistrait avec satisfaction cinquante écoles moyennes supérieures dont dix-huit

créées et entretenues par l'Etat et trente-cinq écoles moyennes inférieures. Ce développement, il est vrai, avait été fatal aux secondes sections des gymnases, qui avaient disparu une à une, se changeant d'ordinaire en écoles moyennes supérieures.

Les écoles d'agriculture avaient eu plus de mal à prendre pied ; la première, celle de Wageningen n'avait pu être créée qu'en 1876.

Seulement, les résultats n'étaient pas encore aussi brillants que ceux rêvés par l'auteur de la loi de 1863. Les écoles moyennes inférieures rencontraient en général peu de succès ; aussi le gouvernement usait-il largement de la faculté légale qu'il possédait d'en dispenser les villes de plus de 10.000 âmes quand l'instruction moyenne était assurée d'une autre manière. Par ailleurs, il restait une grande incertitude sur la délimitation exacte de l'enseignement moyen et cela nuisait un peu à son développement. Enfin, les écoles à proprement parler professionnelles que la loi de 1863 avait voulu écarter commençaient à faire leur apparition et diminuaient d'autant le nombre des élèves des écoles « bourgeoises ».

3. — Enseignement supérieur.

Il restait à appliquer à l'enseignement supérieur les principes de la Constitution de 1848. Le premier projet déposé dans ce but le fut en 1868, par le ministre Heemskerk, mais sa chute en empêcha la discussion. Les divers cabinets qui lui succédèrent reprirent la question, mais pour des raisons variées, ils ne purent aboutir. A M. Heemskerk revenait la solution du problème de la réforme de l'enseignement supérieur qu'il avait posée.

Son retour au pouvoir, en août 1874, fut suivi de près de la reprise d'un projet de son prédécesseur, M. Geertsema, auquel il donna une nouvelle rédaction. Les travaux préparatoires furent longs et le projet ne vint en discussion, à la 2^e Chambre, qu'en mars 1876.

Le problème revêtait un double aspect : il y avait d'abord à régler la réorganisation de ce premier degré de l'enseignement supérieur que constituaient les gymnases. On était d'accord pour reconnaître que le cadre devait en être sensiblement élargi. Jusqu'alors, les élèves qui voulaient suivre les cours de théologie, de droit ou de médecine devaient, au sortir du gymnase, faire un stage à la faculté des lettres ou des sciences et y prendre le grade de candidat (licencié). De différents côtés, on se demandait s'il ne serait pas préférable de détacher des universités ces études préparatoires et de les rattacher aux gymnases, de manière à ce que les étudiants arrivant à l'université pussent aborder immédiatement les études spéciales. Ce fut cet avis qui prévalut. En conséquence, on augmenta la durée des cours du gymnase. Il avait été d'abord question de la porter à sept ans en admettant dans les classes supérieures, dès la sixième année, par exemple, une bifurcation pour les élèves qui se destinaient à l'étude des sciences médicales ou physiques, afin de ne pas trop retarder l'entrée du jeune médecin dans la vie pratique. On n'alla pas tout à fait jusque là, de même qu'on rejeta complètement un autre système qui eût permis à ces étudiants de passer directement de l'école moyenne supérieure à l'université : l'accès des cours universitaires ne serait ouvert qu'aux élèves ayant passé par les gymnases et la durée des études gymnasiales serait de six ans avec bifurcation au seuil de la dernière

année. Beaucoup estimaient cette décision regrettable, en particulier, pour les futurs étudiants en médecine qui n'avaient pas en une année le temps nécessaire pour acquérir une connaissance suffisante des sciences physiques et naturelles et étaient obligés de continuer en arrivant à l'université ces études propédeutiques. Par ailleurs, le programme des gymnases était plus chargé qu'auparavant celui des écoles latines, dont les classes duraient également six ans, par l'adjonction des langues modernes et par une place plus grande accordée aux sciences mathématiques, physiques et naturelles.

A côté des gymnases que la loi rendait obligatoires, sauf dispense de l'autorité, dans toute ville ayant plus de 20.000 âmes, il pouvait être créé dans les communes moins importantes des progymnases, c'est-à-dire, des gymnases à cours réduit, des gymnases amputés des deux années supérieures.

L'entretien des gymnases et des progymnases était supporté par la commune, non par l'Etat, mais celui-ci pouvait accorder des subventions tant aux communes légalement tenues d'établir des gymnases qu'à celles qui en fondaient volontairement. De plus, l'Etat arrêtait le plan d'études, rendant ainsi uniforme l'enseignement des gymnases communaux. Certains, dont M. Steyn Parvé, croyaient cette innovation malheureuse et s'applaudissaient de ne pas la voir appliquer « dans les écoles moyennes, même dans celles de l'Etat, où l'on respectait davantage l'individualité des professeurs et la liberté des méthodes ». Le nombre des professeurs, le montant de leur traitement étaient fixés par le Conseil communal, sauf l'approbation des Etats députés et même celle du ministre pour les gymnases subventionnés. C'était le

Conseil communal aussi qui nommait le collège des curateurs chargé de l'administration du gymnase et de sa surveillance concurremment avec l'inspection de l'Etat s'exerçant par le moyen d'un ou plusieurs inspecteurs.

L'enseignement supérieur étant libre, les particuliers pouvaient établir des gymnases, mais la loi ignorait leurs examens de cours. Les élèves qui en sortaient devaient pour être admis à l'université passer un examen soit devant les professeurs d'un gymnase public de leur choix, soit devant une commission spéciale nommée par le Roi. En outre, ces établissements privés n'avaient droit à aucune subvention de la part de l'Etat.

Le second aspect du problème était plus compliqué encore. Il s'agissait des universités. Les athénées avaient complètement disparu. Il ne demeurerait plus, en réalité, que celui d'Amsterdam qui s'était étendu fortement dans le sens des études médicales et qui désirait se transformer en université. Mais c'était précisément la question de savoir si l'on augmenterait le nombre des universités ou si, au contraire, on le réduirait. Les partisans d'une université unique pour le Royaume et disposant, par la concentration des efforts, de moyens d'action plus considérables, étaient assez nombreux; mais le difficile était d'indiquer quelles seraient les universités à supprimer. Leyde avait pour elle le prestige de son passé; Groningue, la moins peuplée était âprement défendue par les représentants des provinces septentrionales et on ne pouvait sans injustice supprimer uniquement Utrecht. On trouva plus simple de les conserver toutes les trois et on adopta même un amendement de M. Kappeyne permettant à la ville d'Amsterdam de transformer en univer-

sité son « *Athenœum Illustre* », faculté que la municipalité d'Amsterdam devait se hâter de mettre à profit.

Si cette décision satisfaisait la capitale, elle mécontentait, par contre, les provinces méridionales qui réclamaient depuis longtemps dans une des villes telles que Bois-le-Duc ou Bréda, un athénée qu'ils eussent désiré pouvoir développer dans la suite en université plus spécialement à l'usage des populations catholiques du sud. Dans ce but, un amendement fut présenté, proposant, non seulement, comme le projet primitif du ministre, le droit pour les communes d'établir un athénée, mais encore celui de le transformer plus tard en université à l'exemple d'Amsterdam. Mais cet amendement fut rejeté; car, on ne voulait pas, disait-on, multiplier indéfiniment les universités, ni surtout faire dépendre le sort de l'établissement dont le Sud sollicitait la fondation de la générosité de particuliers ou de l'Eglise, ce qui eût été un moyen détourné d'avoir une institution universitaire libre, à laquelle la forme communale permettrait la collation des grades. Car, si la création des universités libres n'était pas défendue du moment qu'elle était accompagnée de certaines formalités légales dont l'une était de communiquer les statuts au gouvernement, le droit de conférer les grades leur était impitoyablement refusé, de même qu'elles n'avaient rien à attendre des subsides de l'État ou des communes.

L'organisation intérieure des universités recevait peu de modifications. Chacune d'elles conservait ses cinq facultés. Il avait bien été question de supprimer la faculté de théologie qui, dans le système de l'ordonnance de 1815, avait pour mission de former des pasteurs pour l'Eglise réformée et qui perdait de sa raison

d'être, au moins sous cet aspect exclusif, depuis que la Constitution de 1848 avait étendu sa protection sur tous les cultes indistinctement. Néanmoins, devant les réclamations que ce projet rencontra dans une grande partie de la population, on la conserva, mais en lui donnant un caractère purement scientifique et en en éliminant l'instruction de la théologie dogmatique et pratique. L'enseignement de cette branche devait être remise à l'Eglise réformée qui recevant en même temps les fonds y affectés jusqu'alors par l'Etat, pourrait établir à cet effet des chaires spéciales dans les villes universitaires.

Le corps professoral se composait des professeurs et des lecteurs ou chargés de cours, auxquels le gouvernement pouvait adjoindre des *privaat-docenten*, sorte de lecteurs agrégés ou maîtres de conférences. Le traitement était désormais fixe et n'était pas accru par une part dans les rétributions payées par les étudiants. L'administration restait confiée à un collège de curateurs de trois ou cinq membres. L'admission au grade de docteur en droit ou en médecine continuait à ouvrir l'accès de certaines carrières.

La loi du 8 avril 1876, adoptée par les Etats-généraux à une grande majorité (68 voix contre 6 à la 2^e Chambre et 28 contre 4 à la 1^{re}), entra en vigueur le 1^{er} octobre 1877, mais des mesures transitoires laissaient aux gymnases trois ans pour s'adapter à la nouvelle organisation et les examens ne devaient être passés selon le nouveau type que quatre ans après sa mise en application. La loi eut pour les gymnases et pour les universités un effet bienfaisant : sous son influence, ces établissements publics d'instruction supérieure se développèrent et Amsterdam eut son université communale dès 1877, tandis

que, d'un autre côté, se multipliaient les gymnases privés et qu'une université libre protestante se créait à Amsterdam, à l'instigation du D^r Kuyper qui en fut le premier recteur.

III. — Le régime des lois de 1889, 1905 et 1909.

1. — Enseignement primaire.

La loi « de pacification » du 8 décembre 1889 consacrait les revendications des partisans de l'école privée. Elle s'appuyait sur deux dispositions fondamentales :

1° Le droit pour l'enseignement libre confessionnel de recevoir des subsides des caisses publiques ;

2° L'obligation pour les écoles officielles de percevoir une rétribution scolaire.

Ces deux points n'avaient pas été admis sans difficulté. Sur le premier, on objectait que l'Etat n'avait à s'occuper que des écoles ouvertes à tous, par conséquent des seules écoles neutres. A cela, le ministre M. Mackay avait répondu qu'en réalité ces écoles n'étaient pas ouvertes à tous, puisqu'une partie sans cesse plus importante de la nation estimait ne pas pouvoir s'en contenter, qu'il fallait tenir compte de ce fait que l'enseignement libre avait pris un tel développement que plus de 27 0/0 des enfants le recevaient, que l'Etat, directement intéressé au progrès de l'enseignement parmi le peuple ne pouvait combattre la meilleure de ses formes : l'enseignement privé, émanation directe du désir et de la volonté des parents, et que s'il s'était reconnu le droit d'imposer aux écoles privées certaines conditions, il était juste de les compenser aussi par certaines faveurs. D'ailleurs, ce n'était

pas une assimilation complète des écoles privées aux écoles officielles que le ministre se proposait de réaliser en demandant à l'Etat des subsides pour les premières ; les ressources budgétaires ne l'eussent, du reste, pas permis ; il faisait seulement appel à l'équité pour obtenir une solution conciliante et arriver à la pacification.

Quant à la rétribution scolaire, elle rencontra la résistance des partisans de l'école gratuite. Ceux qui s'en faisaient les défenseurs invoquaient le devoir des parents d'être les premiers à supporter les charges de l'enseignement de leurs enfants et soutenaient que c'était le seul moyen de terminer la lutte scolaire en mettant sur un pied d'égalité les écoles privées et les écoles publiques.

Cependant, comme le pays désirait vivement l'apaisement, la loi avait été votée à la 2^e Chambre par 71 voix contre 27. Aux suffrages de la droite s'étaient joints ceux d'une partie de la gauche et 17 libéraux s'étaient prononcés en faveur du nouveau régime scolaire. A la 1^{re} Chambre, il en fut de même et une fraction de la majorité libérale s'unit à la minorité de droite pour y voter la loi par 31 voix contre 18. Publiée le 8 décembre 1889, elle entra en application le 1^{er} janvier 1890.

La « pacification » était faite, mais toutes les autres questions se rapportant au problème scolaire n'étaient pas pour cela résolues. Plusieurs restaient en suspens. Une des plus importantes était celle de l'obligation scolaire. Sa solution faisait partie du programme du ministre Tak van Poortvliet qui succéda en 1891 à celui du baron Mackay, mais il préféra donner le pas à la réforme financière et à la réforme électorale, et sa chute empêcha la réforme scolaire de venir en discussion. Ce fut seulement M. Pierson qui, à son arrivée au pouvoir, mit la

question de l'obligation scolaire à l'ordre du jour. Le 14 mars 1898, il déposa sur le bureau de la 2^e Chambre un projet de loi qui fut mal accueilli par l'opinion publique. Aussi le retira-t-il, le remania-t-il et l'année suivante le fit-il revenir sous la forme d'un « projet modifié » où l'enseignement de répétition était lui aussi déclaré obligatoire. Le vote de ce projet n'alla pas sans rencontrer de sérieuses difficultés. Les travaux préparatoires des Commissions amenèrent une nouvelle rédaction et, lorsque le texte du gouvernement arriva devant la 2^e Chambre, il se heurta à l'opposition de la droite qui, sauf de très rares exceptions, y voyait une atteinte à la liberté des parents en matière d'enseignement. De nombreux amendements en modifièrent quelque peu la physionomie et plusieurs articles importants ne furent adoptés qu'à une voix de majorité. La loi elle-même ne put passer le 30 mars 1900 que par 50 voix contre 49 et grâce à l'absence d'un député antirévolutionnaire retenu loin des Etats-généraux par suite d'une chute de cheval.

La loi obligeait pendant une période de six années les parents et tuteurs de faire donner aux enfants dont ils ont la garde une instruction suffisante; elle les rendait, en conséquence, responsables de la non fréquentation ou de la fréquentation irrégulière de l'école. Mais la règle qu'elle posait n'était pas absolue, elle admettait des exceptions motivées notamment par le fait, pour les parents, d'avoir des griefs décisifs contre l'enseignement donné dans les écoles situées dans un rayon de quatre kilomètres de leur domicile. D'autre part, la loi édictait une série de mesures propres à favoriser la fréquentation scolaire et elle établissait dans le but de veiller à leur application des commissions spéciales pour la dispari-

tion de l'école buissonnière. Seulement, ses dispositions ne s'appliquaient qu'à l'enseignement primaire proprement dit, elles ne s'étendaient pas à l'enseignement de répétition. L'article 34 contraignait bien les communes à se mettre en mesure de le faire donner partout, mais aucune obligation n'existait pour les adolescents de le suivre; car l'article 35 primitif qui l'énonçait avait été rejeté en cours de discussion et remplacé par un amendement permettant aux conseils communaux de délivrer aux enfants pauvres des écoles des encouragements sous forme de vêtements et d'aliments.

La loi fut promulguée le 7 juillet 1900, après avoir été adoptée à la Chambre haute; elle entra en vigueur le 1^{er} janvier 1901.

Pour pouvoir en escompter les effets, il était nécessaire de veiller à ce que la population scolaire qui, d'après les espérances du législateur devait s'accroître, trouvât des locaux pour la recevoir et pour l'enseigner des maîtres à la hauteur de leur tâche. Ce fut le but de la loi du 24 juin 1901 par laquelle le ministère Pierson compléta la loi sur l'obligation scolaire. Elle avait été annoncée au cours des débats, afin d'aider l'enseignement libre à supporter le supplément de dépenses qui en résulterait pour lui; mais elle comportait encore d'autres modifications de détail en faveur des instituteurs publics et les subsides accordés par l'Etat aussi bien à l'enseignement privé qu'à l'enseignement public étaient augmentés. Les instituteurs publics voyaient leur traitement s'accroître dans une mesure appréciable : pour les chefs d'école, il passait de 750 florins à 950 (1); pour les instituteurs, de 500 fl. à

(1) Le florin vaut environ 2 fr. 10 de notre monnaie. Il se divise en 100 cents.

700 fl. ; le diplôme d'instituteur en chef leur valait une augmentation de 100 ou de 200 florins, suivant qu'ils étaient ou non attachés à une école nécessitant légalement quatre instituteurs et qu'ils avaient plus ou moins de 23 ans. Les indemnités de logement pour les chefs d'école étaient fixées à 150 florins et pour les instituteurs mariés à 50 florins. En outre, l'instituteur chargé de donner l'enseignement de répétition recevait une rémunération de 60 cents par heure de classe.

Les subventions accordées par l'Etat aux municipalités étaient accrues dans des proportions presque identiques et elles s'étendaient également à l'enseignement de répétition.

Les écoles privées, à leur tour, profitaient de semblables augmentations : elles participaient aux subsides octroyés en faveur de l'enseignement de répétition et de plus, l'Etat les gratifiait, sous certaines conditions, d'une subvention pour la création des locaux scolaires. Ce dernier point était la revendication la plus importante soutenue par les partisans de l'enseignement libre pour obtenir une revision complémentaire de la loi de 1889 et, comme leurs adversaires eux-mêmes en reconnaissaient la justice, il fut admis sans opposition par la Chambre pourtant en majorité libérale.

Enfin, comme les fonctions de l'inspecteur scolaire d'arrondissement étaient devenues plus abondantes par suite des prescriptions légales au sujet de l'obligation scolaire, la loi lui accordait un supplément d'indemnité, outre ses frais de voyage et de séjour.

Les dispositions de la loi entrèrent en application à des dates diverses s'échelonnant depuis le 1^{er} juillet 1901 jusqu'au 1^{er} novembre 1902. D'après les prévisions émises

au moment de sa confection, elle devait amener pour l'Etat une augmentation de dépenses de 1.791.110 florins. L'enseignement privé y participait pour la somme de 634.370 florins. C'était une amélioration notable; seulement, ce n'était pas encore l'égalité parfaite avec l'enseignement public, mais, sous peine de mettre à mal les finances nationales, on ne pouvait faire davantage pour le moment. Aussi, la droite n'accueillit-elle la loi que comme une étape dans la conquête de l'égalité pour les écoles libres vis-à-vis des écoles officielles et lorsque, quelques mois plus tard, elle revint au pouvoir, elle en profita aussitôt pour annoncer qu'un nouveau pas serait effectué dans cette voie dès que les circonstances le permettraient.

Ce fut le ministère Kuyper qui l'exécuta par la loi du 3 juin 1903 et les deux lois du 5 juin 1905.

La première, la plus importante, vint assurer des subsides plus élevés aux administrations d'écoles privées, une situation légale à leurs instituteurs, une aide plus efficace aux écoles pour enfants faibles d'esprit. Le secours financier de l'Etat augmenta pour le remboursement du traitement minimum des instituteurs, pour la participation du Trésor public dans les frais de fondation des écoles privées comme aussi dans le montant des traitements d'attente qui furent accordés aux instituteurs inoccupés par suite de suppression d'emploi et qui ne purent désormais être inférieurs à 500 florins. En même temps, la situation des instituteurs privés se trouvait précisée et améliorée. La loi exigeait, en effet, qu'il y eut entre l'administration de l'école et les maîtres qui y enseignaient un véritable contrat de louage de services sous peine de ne pouvoir se réclamer des faveurs pécuniaires de l'Etat, et elle insti-

tuait une commission d'appel devant laquelle les instituteurs pouvaient se pourvoir au cas de révocation arbitraire. Mais, par contre, elle allongeait dans de notables proportions la liste des conditions requises des écoles libres pour pouvoir prétendre aux subsides du Trésor public. C'était la compensation des faveurs accordées, et personne ne les trouvait injustes. La gauche estimait seulement qu'elles n'étaient pas encore assez rigoureuses, ni assez nombreuses.

Du reste, les libéraux se montrèrent, cette fois, les adversaires irréductibles de cette nouvelle réforme : mais leurs efforts ne parvinrent pas à empêcher le vote de la loi. Déposé le 13 juin 1904, le projet fut adopté après une longue discussion, le 9 mai 1905, à la 2^e Chambre par 56 voix contre 38 et à la 1^{re} le 31 mai suivant par 27 voix contre 16. Elle fut promulguée le 3 juin 1905 et mise en vigueur le 1^{er} janvier 1906.

Les deux lois du 5 juin 1905 réglèrent, l'une la participation des instituteurs attachés à des écoles privées subsidiées ou non subsidiées au fonctionnement des pensions civiles, les admettant, sous ce rapport, aux mêmes avantages que les instituteurs publics ; l'autre, la situation des veuves et orphelins des instituteurs, favorisés d'une pension spéciale alimentée par des versements obligatoires des instituteurs de 18 à 60 ans et des institutrices de 18 à 40 ans (1).

(1) Les versements pour la caisse des veuves et des orphelins sont, d'après cette loi, exigés de tous les instituteurs et institutrices ayant l'âge légal, mariés ou non, ayant droit à une pension pour eux-mêmes, en fonctions au moment de l'application de la loi, à moins qu'ils n'aient exprimé par écrit, avant le 1^{er} avril 1906, au Ministre de l'Intérieur, leur intention de n'y pas prendre part.

Les lois scolaires du ministère Kuyper furent les dernières revisions importantes apportées à la loi de 1878 (1) et le régime légal de l'enseignement primaire est resté dans l'état où elles l'ont laissé.

2. — Enseignement supérieur.

La loi de 1876 fonctionna sans modification notable jusqu'en 1901. A ce moment, le ministère libéral Pierson s'étant décidé à proposer quelques petites retouches très simples et d'ordre secondaire, des amendements survinrent qui élargirent considérablement et brusquement le cadre de la réforme.

Le projet ministériel proposait, d'une part, de permettre aux gymnases de proportionner la rétribution scolaire

Pour les instituteurs et institutrices non encore en fonctions au moment de l'application de la loi, les versements devaient être obligatoires, sans aucune dérogation.

La contribution exigée est pour les instituteurs de 5 % et pour les institutrices de 4 % du traitement annuel. La pension de veuvage est fixée aux 23/80 de la dernière base de pension de l'instituteur décédé, par suite aux 23/80 du traitement touché par lui au 1^{er} janvier précédant sa mort. Pour chacun des orphelins au-dessous de 18 ans, il est alloué une pension s'élevant aux 23/400 de ce traitement, avec cette particularité que toutes les pensions d'orphelin ensemble n'en peuvent dépasser les 23/80. Pour le calcul de ces pensions, on ne tient pas compte de ce qui, dans le traitement, dépasse 2.400 florins, de telle sorte que, pour une veuve, le maximum s'élève à 690 florins, pour un orphelin à 138 florins, et pour tous les orphelins réunis à 690 florins.

(1) Seule, une loi du 28 décembre 1907 a consacré une légère amélioration dans le traitement minimum accordé aux instituteurs par l'art. 26.

des élèves à la fortune des parents ; de l'autre, de créer une chaire de droit sud-africain où serait donné l'enseignement du vieux droit hollandais et du droit sud-africain, avec l'espoir d'attirer ainsi dans les universités de Hollande les fils des Boërs qui luttèrent à ce moment contre l'Angleterre. Enfin, toujours pour favoriser le développement des grands établissements d'instruction supérieure, il voulait faciliter leur accès aux étrangers en remettant au gouvernement le pouvoir de reconnaître l'équivalence des diplômes de fin d'études des gymnases étrangers et de ceux des institutions hollandaises officielles de même genre.

Ces points furent admis, mais il fut décidé, en outre, sur le premier, par voie d'amendement, que les communes qui ne recevaient aucune subvention de l'Etat, c'est-à-dire les villes d'Amsterdam, de Rotterdam et de La Haye pourraient faire payer aux parents des élèves étrangers à la ville la totalité des frais leur revenant dans les dépenses du gymnase, tandis que les gymnases subventionnés par l'Etat n'en pourraient exiger d'eux qu'une partie. Cette différence s'expliquait par suite même de la contribution de l'Etat aux dépenses de ces établissements.

De plus, lorsqu'il fut question d'adopter l'équivalence des diplômes délivrés par les gymnases étrangers, un membre de la droite, M. de Savornin-Lohman, fit ressortir combien il serait illogique d'admettre cette équivalence pour les établissements étrangers et de la refuser aux institutions privées hollandaises. L'amendement qu'il déposa à cette occasion passa sans difficulté par 70 voix contre 4, de telle sorte qu'indirectement les diplômes délivrés par les gymnases libres en vue des études universitaires pouvaient donner les mêmes droits

que les diplômes officiels des établissements publics. On déclara, en conséquence, que le gouvernement avait le pouvoir, le Conseil d'Etat et le Sénat des Universités de l'Etat entendus, de désigner par décret certains gymnases privés qui, d'une manière constante, seraient investis de ce privilège pour leurs diplômes de fin d'études ; mais on ajouta que cette faveur était toujours révocable et que le privilège pouvait être à tout instant retiré. N'importe, c'était un progrès considérable pour l'enseignement supérieur privé dans la voie de l'égalité devant la loi de tous les établissements d'instruction supérieure. Des décrets royaux vinrent bientôt fixer à cinq le nombre des gymnases catholiques et à quatre celui des gymnases protestants qui jouiraient des privilèges conférés par la loi du 9 juillet 1901.

Cependant la mesure était encore incomplète et précaire. L'égalité n'existait pas encore complètement ni pour les subventions, ni pour la collation des grades, principalement en ce qui regardait les universités. Le ministère Kuyper qui remplaça aux affaires le cabinet Pierson, prit à tâche de mener à bonne fin et dans ce sens une réforme de l'enseignement supérieur. Ce ne fut pas sans de grandes difficultés qu'il y parvint, et encore dût-il, pour ce faire, soutenir contre la 1^{re} Chambre une lutte violente qui se termina par une dissolution suivie de la victoire du ministère.

Le projet du docteur Kuyper, déposé le 11 mars 1903, contenait les mesures suivantes :

1° Il accordait aux universités libres autorisées le *jus promovendi*, il attachait plein effet civil aux grades qu'elles conféraient et il y ajoutait une participation de l'Etat pour les dépenses nécessitées par les locaux scolaires ;

2° Il octroyait aux associations autorisées la faculté de fonder des chaires privées dans les universités publiques et à l'école supérieure technique ;

3° Il réglait l'enseignement des gymnases et admettait aux subsides de l'Etat les gymnases privés autorisés à délivrer à leurs élèves des certificats d'aptitude équivalents aux diplômes officiels de fin d'études des gymnases publics ;

4° Il créait l'enseignement technique supérieur en faisant passer l'école polytechnique de l'enseignement moyen, où celle-ci n'avait que faire, dans l'enseignement supérieur où les Etats voisins rangeaient les établissements similaires.

Les dernières innovations ne souffrirent guère de contradiction. Tout le monde surtout était d'avis qu'il fallait réorganiser l'école polytechnique si l'on ne voulait pas voir les jeunes Néerlandais suivre à l'étranger les cours d'une école supérieure technique. Mais, dès le début, une opposition violente se déclina contre le premier point : la collation des grades par les universités libres. On craignait, si cette disposition était adoptée, que cette atteinte au monopole des grades n'entraînât de graves conséquences pour les universités de l'Etat. Dans les travaux de la commission de préparation qui finirent le 30 décembre 1903, dans les débats de la 2^e Chambre qui durèrent du 17 février au 24 mars 1904, la résistance fut vive de la part des adversaires du *jus promovendi*, qui objectaient surtout que le projet imposait trop peu de conditions aux universités libres pour le posséder. Mais enfin, la droite y possédait la majorité et le texte y fut adopté par 56 voix contre 41. Toute autre était la composition de la 1^{re} Chambre. La gauche libérale,

hostile au projet, y détenait encore 27 mandats de sénateurs sur 50. Dès le début des discussions, ses orateurs déclarèrent formellement qu'elle ne voterait pas la réforme et, en effet, le 14 juillet 1904, la Chambre haute la rejeta par 27 voix contre 22.

Le conflit que soulevait ce vote entre le gouvernement qui avait mis dans son programme la réforme de l'enseignement, et le Sénat qui n'en voulait pas, était de toute gravité. Il ne pouvait se résoudre que par la démission du ministère ou la dissolution de la 1^{re} Chambre. La première de ces alternatives faisait bien disparaître la cause immédiate de la crise, mais elle laissait subsister l'opposition entre les deux Chambres et un ministère libéral, prenant le pouvoir suivant le jeu normal des principes parlementaires, devait inévitablement procéder aussitôt à la dissolution de la 2^e Chambre. Quant à la seconde, elle constituait un événement unique dans l'histoire de la Hollande et pouvait avoir pour le prestige de la 1^{re} Chambre des conséquences désastreuses. Ce fut cependant à cette issue que le premier ministre s'arrêta. Il estima que, puisque le Sénat n'était plus la représentation exacte de ses commettants, les Etats provinciaux dont la majorité avait passé de gauche à droite en cours de législature, il n'y avait qu'à renvoyer ses membres devant leurs électeurs. Ainsi fut fait : Le décret royal du 19 juillet prononça la dissolution de la 1^{re} Chambre, et le 3 août suivant, les élections donnèrent au gouvernement une majorité de 31 voix contre 19.

Aussitôt, après le vote du budget, le 21 février 1905, l'ancien projet revint en discussion à la 2^e Chambre. Des débats qui se produisirent de nouveau sortit l'adoption de deux amendements considérés comme procédés

de conciliation : l'un annonçant le dépôt dans le délai de cinq ans à partir de l'entrée en vigueur de la loi, d'un projet remaniant les privilèges attachés au grade de docteur de manière à faire passer par l'État un examen spécial pour l'accès des fonctions publiques ; et l'autre, promettant dans les trois ans une proposition de réorganisation de la faculté officielle de théologie dont on reconnaissait unanimement les graves défauts. Mais ces avances, de même que la modération de ton apportée par le gouvernement à la reprise de la discussion parlementaire, ne purent gagner aucun adversaire. La 2^e Chambre adopta le projet le 9 mars par 53 voix contre 38, et le 20 mai suivant, la 1^{re} Chambre l'imita par 27 voix contre 15.

La nouvelle loi revisant et complétant la loi de 1876 sur l'enseignement supérieur fut promulguée le 22 mai 1905 et mise en application le 6 juillet suivant.

3. — Enseignement moyen.

Il rentrait dans les plans du ministère Kuyper d'étendre à l'enseignement moyen la réforme vers une égalité plus complète des écoles privées et des écoles publiques qu'il avait opérée pour l'enseignement primaire et pour l'enseignement supérieur. Il avait déposé à cet effet le 19 septembre 1903 un projet de loi, mais les événements politiques qui accompagnèrent la revision de la loi de 1876 ne lui permirent pas d'en commencer la discussion avant les élections de 1905. Ce projet avait pour but de modifier ou de compléter la loi du 2 mai 1863 sur quatre points : 1° en accordant des subsides aux écoles

moyennes supérieures privées; 2° en instituant une réglementation en faveur de l'enseignement professionnel; 3° en modifiant l'organisation de l'examen final des écoles moyennes supérieures à cours quinquennal; 4° en abrogeant la mesure transitoire contenue dans l'article 89 et qui permettait jusqu'alors à ceux qui exerçaient au service de l'Etat les fonctions d'ingénieur sans en avoir le titre ou qui avaient suivi les cours d'une institution de l'Etat destinée à former des ingénieurs ou des officiers d'enseigner les sciences techniques rentrant dans le programme de l'examen pour le titre d'ingénieur.

Le ministère libéral qui, après les élections de 1903, remplaça le cabinet Kuyper au pouvoir retira le projet. Mais, à plusieurs reprises, le ministre de l'Intérieur, M. Rink déclara qu'à son avis, rien ne s'opposait à ce que les Etats-généraux donnassent une solution au premier point, le plus important pour les partisans de l'enseignement libre, et il ajouta, au cours de la discussion budgétaire de 1908, qu'il allait déposer lui-même un projet dans ce sens. Il tint parole, mais le projet était à peine connu que le ministère De Meester dont il faisait partie était renversé à son tour. Le ministère antirévolutionnaire Heemskerk qui lui succéda reprit immédiatement la question et s'autorisa des intentions de M. Rink pour proposer à la 2° Chambre dont la majorité restait pourtant libérale, d'accorder des subsides à l'enseignement moyen libre, sans attendre la fin des travaux de la commission de codification (*Inenschakelings Commissie*) instituée en 1904 par le Dr Kuyper pour l'étude d'une refonte du régime légal de l'enseignement à ses divers degrés. Dans le projet qui fut, en conséquence,

présenté le 9 avril 1908, on ne visait donc qu'une seule chose : le droit pour les écoles moyennes supérieures privées d'obtenir des subsides de l'État. Jusqu'alors, ce droit leur était refusé du moment qu'elles n'étaient pas neutres. Certains libéraux trouvaient eux-mêmes que cette prohibition n'avait plus sa raison d'être et qu'il n'y avait aucun motif de ne pas appliquer aux écoles moyennes le principe de la subvention, puisqu'il était admis depuis 1889 pour les écoles primaires et depuis 1905 pour l'enseignement supérieur. Bien que peu portés pour l'enseignement libre, ils estimaient très naturelle la réclamation de ses partisans et croyaient, en outre, que cette réforme ne pourrait être qu'avantageuse pour le pays en « élevant le niveau de l'instruction nationale et en mettant un plus grand nombre à même d'en profiter ». Ils ajoutaient, d'ailleurs, qu'ils voyaient avec une certaine satisfaction le gouvernement faire le dernier pas dans la voie de la pacification et qu'ils étaient prêts à le suivre.

Dans ces conditions, on s'attendait à l'aboutissement rapide du projet. Mais les travaux préparatoires prirent une ampleur inattendue. D'un côté, les partisans de l'enseignement privé élargirent la question en réclamant des subsides pour la construction des écoles moyennes supérieures et des dispositions plus favorables que celles contenues dans le texte ministériel. De l'autre, des adversaires intransigeants s'élevèrent encore contre le principe de toute subvention et en combattirent de toutes leurs forces cette application nouvelle. D'aucuns, enfin, tant à droite qu'à gauche, soulevèrent le problème de l'organisation elle-même de l'enseignement moyen et exprimèrent la crainte que les mesures proposées ne fissent

tort au développement de l'instruction primaire supérieure qu'ils jugeaient plus utile que l'enseignement moyen. Sur ce dernier point, le ministre répondit qu'il n'était pas possible de préjuger de la question, que précisément parce qu'on ignorait encore les conclusions de la commission de codification, il fallait être prudent, ne pas engager l'avenir et se contenter de soutenir un provisoire qui pourrait durer longtemps encore, sans donner à la loi une portée qu'elle n'avait pas. Après ces explications, la loi fut adoptée avec quelques modifications d'abord à la 2^e Chambre le 29 avril 1909, par 48 voix contre 27, puis à la 1^{re}, le 10 juin, par 33 voix contre 7 et promulguée le 14 juin 1909.

La loi accorde des subsides aux administrations des écoles moyennes supérieures privées, sous certaines conditions et sous certaines garanties. Ces subsides sont calculés non d'après le chiffre des élèves, ni d'après les admissions à l'examen de fin d'études, mais d'après le total des heures de classe faites chaque semaine dans les matières énoncées par la loi. Leur montant varie suivant que les écoles sont à cours triennal ou quinquennal ; car les frais sont moins élevés dans le premier cas que dans le second. On y ajoute une subvention de 1.000 florins au plus pour le traitement du directeur. La base est la même que celle adoptée en 1905 pour les gymnases privés.

Ainsi se trouve complétée l'œuvre scolaire commencée en 1889 pour l'enseignement primaire et continuée en 1905 pour l'enseignement supérieur. Jusqu'à ce qu'un remaniement plus profond du régime légal de l'enseignement se produise dans un avenir plus ou moins éloi-

gné, c'est cette législation qui reste en vigueur. Nous allons en examiner les principes fondamentaux avant d'étudier l'organisation de chaque branche de l'enseignement.

CHAPITRE II

PRINCIPES GÉNÉRAUX DU RÉGIME SCOLAIRE HOLLANDAIS

En Hollande, les mœurs législatives sont sages : quand on y a de graves raisons d'être mécontent d'un régime, on ne se livre pas à la première impulsion qui est de le renverser de fond en comble pour, sur ses ruines, édifier de toutes pièces un régime nouveau. Ce serait là, estiment les Néerlandais, agir trop légèrement et trop précipitamment. Eux réforment, mais ne révolutionnent pas. Ils modifient dans l'édifice ce qui choque leur esthétique, ils remplacent les parties usées, ils renforcent les endroits faibles, mais ils conservent ce qui lui assure de la durée et de la stabilité. Ils risquent bien d'obtenir parfois de la sorte une construction aussi bigarrée que certaines vieilles églises où le style roman coudoie le gothique et s'agrément de renaissance ; mais, d'un autre côté, ils n'ont pas laissé le certain pour l'incertain, ils savent ce qu'ils peuvent attendre de la solidité du vieux monument, ils ont enchaîné l'avenir au passé, ce qui leur paraît une des conditions du progrès pour les institutions publiques, et la génération qui assiste à cette transformation et pour laquelle la transition est ainsi

ménagée ne se sent pas dépaysée dans l'antique maison qui fut celle de ses pères et où elle a fixé à la fois ses souvenirs et ses espérances. C'est pour cela que les Hollandais présentent si peu de lois complètes sur les sujets qui ont déjà été réglementés et qu'ils se contentent la plupart du temps d'insérer dans l'ancien texte quelques revisions, quelques modifications ou quelques compléments, laissant intact ce qu'ils ne peuvent ou ne veulent changer.

Ainsi ont-ils fait pour la législation scolaire. Ils n'ont pas abrogé la loi de 1878, ils l'ont révisée. Ils n'ont pas supprimé l'école publique telle qu'elle était régie par elle, ils ont placé à côté d'elle l'école privée. Ils auraient pu, en 1889, faire une autre application du principe qu'ils introduisaient : ils auraient pu, par exemple, remettre entre les mains de l'initiative privée les bâtiments scolaires publics et décider que l'enseignement privé allait devenir la règle. Seulement, ils se trouvaient en présence d'un fait : les écoles officielles couvraient le territoire de la Hollande, elles occupaient un personnel nombreux et abritaient la majorité de la population scolaire. Il était prudent de la conserver avec le caractère de neutralité que la loi de 1857 lui avait imprimé. L'essentiel, d'ailleurs, pour les auteurs de la réforme était que les pères de famille auxquels l'enseignement public ne donnait pas satisfaction vissent consacrer leur droit, d'assurer à leurs enfants une instruction conforme à leurs désirs, et que, dans l'exercice de ce droit, ils ne se trouvassent pas en état d'infériorité vis-à-vis des autres citoyens.

En partant de ce point de vue, on peut ramener à quatre les principes généraux du régime scolaire actuellement en vigueur en Hollande :

- 1° L'enseignement public est neutre ;
- 2° L'enseignement privé est libre ;
- 3° Les écoles privées sont devant la loi égales aux écoles publiques ;
- 4° L'enseignement est obligatoire.

I. — Neutralité de l'enseignement public.

« La Constitution, disait M. Kappeyne van de Copello dans l'exposé des motifs de son projet qui devait devenir la loi du 17 août 1878, impose à l'Etat des obligations auxquelles il ne saurait se soustraire sous aucun prétexte. Il doit avoir soin que la faculté de recevoir l'instruction ne manque nulle part. L'enseignement qui doit répondre aux besoins du temps actuel tant par son étendue que par sa qualité, doit être donné dans des écoles organisées par l'autorité publique, à ses frais, et accessibles à tous les enfants sans distinction de culte. L'instituteur doit s'abstenir dans son enseignement de ce qui touche aux dogmes religieux et éviter soigneusement de blesser les opinions religieuses autres que la sienne. L'école publique doit se proposer de former de bons citoyens, mais elle doit abandonner l'instruction religieuse aux ministres des différents cultes. »

De par la Constitution de 1848 et de la loi de 1878 comme de celle de 1857, il faut donc que l'enseignement des écoles publiques soit neutre. Du moment que l'Etat se charge de donner l'enseignement dans un pays divisé sous le rapport des opinions religieuses, il se trouve en face de ce dilemme : ou faire des écoles séparées pour

chaque confession religieuse ou créer des établissements ouverts à tous les enfants indistinctement. La première solution répond peut-être le mieux au désir des parents et des familles, mais elle entraîne de telles complications et de telles dépenses, en particulier pour les constructions scolaires, qu'elle semble difficilement praticable pour l'État. Aussi a-t-elle été rarement adoptée par les nations modernes. En Hollande, elle avait été proposée lors de la confection de la loi de 1857 par Groen van Prinsterer, mais les États-généraux lui préférèrent la seconde qui emportait avec elle la nécessité de la neutralité. Dans la pratique, ce système présente de grandes difficultés aussi, surtout sur le point de savoir ce qu'il faut entendre par neutralité.

La conception théorique était éclairée par les déclarations des promoteurs de la loi. L'enseignement ne devait pas être irréligieux, son but n'était pas de combattre ni d'effacer la religion dans l'esprit des enfants, il devait seulement se garder d'empiéter sur le terrain dogmatique laissé à chaque religion particulière et se borner à répandre la notion « des vertus morales et chrétiennes ». Cette attitude répondait à la manière de voir de l'époque, car, le spiritualisme en faveur, reconnaissait un fonds de morale supérieure qui ne dérivait pas d'une religion, mais qui planait au dessus de toutes, quelque chose comme un extrait des morales religieuses dépouillé de toute apparence dogmatique. « Le christianisme, déclarait Thorbecke au moment de la discussion de la loi de 1857, a imbibé notre législation, notre gouvernement, notre vie sociale et nos mœurs ; mais ce n'est pas le christianisme d'une église déterminée. C'est une lumière dont les diverses confessions religieuses ne sont que des

rayons, c'est le christianisme au dessus des divisions confessionnelles, comme l'humanité est au dessus des divers peuples et les comprend tous, comme la science est au-dessus de tous les moules et de tous les systèmes où chacun dans la mesure de sa compréhension, essaie d'approcher la science ou cherche à l'exprimer ». Et il ajoutait : « Le christianisme n'est pas resté dans l'Eglise, il est devenu une force civile : l'âme de notre civilisation, un courant qui s'est répandu dans toutes les veines de la société. C'est cette influence du christianisme qui se fera sentir d'elle-même dans l'enseignement populaire, que la loi parle ou qu'elle se taise ».

Neutralité ne signifie donc pas athéisme. La loi de 1878 le spécifie bien quand elle dit dans son article 33 que « l'enseignement scolaire est organisé de façon.... à procurer aux enfants l'éducation de toutes les vertus chrétiennes et sociales » et qu'elle met dans son article 22, les locaux scolaires à la disposition des ministres du culte pour l'enseignement religieux.

Cependant, si la conception théorique paraissait assez claire, la pratique ne laissait pas que de soulever des points assez embarrassants sur la manière d'appliquer la neutralité. Où s'arrêtait en fait le dogme et où commençait « l'éducation des vertus chrétiennes et sociales » ? Dire la prière au début ou à la fin des classes, arborer un emblème religieux sur les murs de l'école, parler de la divinité pour affirmer ou pour mettre en doute son existence, etc., rentraient-ils dans l'enseignement du dogme ou bien dans l'éducation des vertus chrétiennes ? Voici d'après M. Romain Moyersoen, à quels résultats on en était arrivé sur ce point vers 1892 dans les écoles primaires où sans

conteste la question se pose avec le plus d'insistance et le plus de gravité :

« L'instituteur, dit-il, dans son étude sur le « Régime légal de l'enseignement primaire en Hollande » (p. 75-79), doit enseigner les notions de morale chrétienne ; l'instruction qu'il donne sera imprégnée de sages conseils, mais il lui est défendu de toucher aux questions dogmatiques. Il faut que tous les enfants puissent fréquenter son école sans y entendre un enseignement qui froisse leurs convictions religieuses.

« Cependant n'exagérons rien. Comme le déclarait un membre de la 2^e Chambre en 1889, l'État doit veiller non pas à la réalisation de la conception doctrinaire d'une neutralité absolue, mais à l'observation d'une neutralité relative en vue des enfants qui fréquentent l'école. L'instituteur ne peut se soustraire entièrement à l'influence des milieux ambiants et à celle de ses croyances personnelles ; mais s'il veille à ne pas froisser les opinions religieuses des enfants qui fréquentent l'école ou de leurs parents, il satisfait au vœu de la loi. On n'exige pas le respect de toutes les opinions religieuses possibles, même de celles que personne ne partage ni à l'école, ni dans ses environs.

« L'instituteur peut parler de Dieu, de la Providence divine, de l'immortalité de l'âme : ce sont là des vérités qui sont envisagées comme étroitement unies à la morale. Mais il ne peut enseigner la divinité de Jésus-Christ, s'il se trouve en présence d'enfants juifs.

« Il n'y a pas d'emblèmes religieux dans les classes.

« A Appeldorn, un instituteur d'école publique fut démis de ses fonctions pour avoir mis en doute l'exis-

tence de Dieu, à propos d'une réponse donnée par un enfant à une question, du reste assez banale.

« Il n'est pas interdit de suggérer aux élèves l'une ou l'autre pensée édifiante, ou de dire une prière au commencement et à la fin des classes, mais celle-ci doit être telle qu'elle ne puisse froisser les convictions religieuses de personne. En fait, la prière ne se dit plus guère. Il ne serait pas permis de faire à l'école la lecture de la Bible, mais on peut raconter sans inconvénient certains faits bibliques.

« L'école publique ne pourrait être tenue par des frères ou des religieuses qui enseigneraient en portant le costume de leur ordre ; ils doivent revêtir les habits laïques. Cette défense les écarte, en fait, de la situation d'instituteurs officiels.

« Notons encore une dernière conséquence de la neutralité scolaire, telle qu'on la pratique dans les écoles publiques : on n'accorde pas aux élèves de congé général aux fêtes religieuses particulières à l'un ou à l'autre culte. Ainsi, quoique la fête de la Purification soit obligatoire en Hollande pour les catholiques, la classe se donne ce jour-là comme les jours ordinaires. Mais il suffit que les parents catholiques manifestent à l'instituteur en chef le désir de célébrer cette fête pour que leurs enfants soient autorisés à rester chez eux. Aux grands jours de fêtes reconnues et célébrées par les divers cultes, il n'y a évidemment pas classe.

« En pratique, dans les provinces où les opinions religieuses sont mélangées, la loi est appliquée avec sévérité. Dans le Limbourg et le Brabant septentrional, l'instituteur jouit d'une très grande liberté sans qu'il y ait de réclamations, puisque tout le monde partage les mêmes croyances ».

C'est donc, en somme, une neutralité bienveillante qui est admise en Hollande dans les écoles publiques, aussi bien moyennes et supérieures que primaires. Seulement il est à constater que la notion de neutralité est par elle-même si contraire à la nature de l'esprit humain et si difficile à réaliser concrètement que, depuis quelque temps, on s'entend beaucoup moins parmi le personnel enseignant sur sa signification et sa portée. A la neutralité bienveillante et relative, un grand nombre d'entre eux représentés principalement par la grande association des instituteurs publics : « De Nederlandsche Onderwijzers Genootschap » veulent substituer la neutralité absolue, c'est-à-dire une neutralité qui fait autour de l'idée religieuse et même autour de l'idée nationale un silence malveillant quand elle ne se livre pas à des attaques directes.

II. — Liberté d'enseignement.

Le but de ceux qui commencèrent à introduire la neutralité dans la législation scolaire était de constituer une sorte d'unité morale au dessus des divisions religieuses et des divergences d'idées. Mais on s'aperçut bientôt qu'à ériger l'enseignement officiel en règle unique et à dénier aux particuliers le droit de faire concurrence à l'Etat, on risquait d'aller à l'encontre du but poursuivi et d'augmenter les inimitiés au lieu d'arriver à l'apaisement. L'expérience de la première moitié du xix^e siècle fut décisive à cet égard et démontra qu'en Hollande, le seul refuge satisfaisant pour les croyances divisées et les convictions adverses était une liberté généreusement accordée et loyalement acceptée.

Aussi la Constitution de 1848 prit-elle soin de formuler d'une manière expresse que « l'enseignement est libre, sauf le contrôle de l'autorité et, pour ce qui concerne l'instruction secondaire et primaire, sauf les garanties de capacité et de moralité à exiger de l'instituteur, le tout à régler par la loi » (art. 192, par. 4).

« L'enseignement est libre », c'est-à-dire que l'initiative privée peut construire des écoles, y admettre des enfants et les instruire à l'aide de maîtres choisis en toute indépendance ; c'est-à-dire aussi que l'Etat ne s'arroge pas le droit exclusif de diriger l'enseignement à son gré, qu'il reconnaît dans une mesure plus ou moins complète celui des parents de pourvoir à l'instruction et à l'éducation de leurs enfants.

De savoir qui doit, dans un pays, donner l'enseignement a été depuis plus d'un siècle la question la plus vivement, la plus passionnément discutée. Nous n'avons pas à entrer ici dans la controverse et il nous suffira simplement de constater qu'en Hollande, le problème a été résolu dans le sens de la liberté.

Le père de famille veut-il, dans la pleine et effective responsabilité que lui communique sa fonction de père, donner ou faire donner dans sa demeure à ses enfants un enseignement que la loi qualifie de « familial », il le peut sans avoir à remplir la moindre formalité. Il est vrai que ce n'est pas là une particularité de la loi hollandaise et que la liberté de l'enseignement familial est respectée par toutes les législations, même celles qui se rapprochent le plus du monopole d'Etat et qui reconnaissent ainsi d'une certaine manière le droit naturel de la famille à l'enseignement des enfants.

Le père de famille préfère-t-il, au contraire, s'adresser, à un établissement scolaire, il peut en toute liberté frapper à la porte de celle des écoles publiques ou privées qui lui semble répondre le mieux à ce qu'il attend d'elle pour ses fils ou pour ses filles. C'est en vertu du même droit qu'il agit et cet enseignement scolaire n'est que l'extension de l'enseignement familial. Si aucun établissement existant ne répond à ses exigences, il peut en fonder un, seul ou associé avec d'autres, sans qu'il ait à remplir pour cela des formalités vexatoires. Il lui suffit d'observer pour les constructions scolaires les règles générales édictées par la loi sur l'hygiène publique. Il n'a même pas, depuis la revision de 1882, à s'inquiéter des prescriptions spéciales établies par décret pour la construction et l'agencement des locaux scolaires publics, s'il ne reçoit pas, pour son école, de subsides de l'Etat ou des communes. Il lui est seulement défendu de réunir les enfants dans des locaux déclarés insalubres par l'inspecteur en chef de l'hygiène publique et encore cette décision de l'inspecteur est-elle entourée de garanties qui laissent peu de place à l'arbitraire, car elle est susceptible d'appel devant la Commission permanente du Conseil provincial : les États députés, et peut être rapportée si les locaux ont été améliorés d'une façon satisfaisante ou si le nombre des enfants qui y est admis a été limité dans les proportions requises. En un mot, sur ce point, il n'a à s'inquiéter d'aucune disposition préventive particulière aux écoles, car on considère, suivant l'opinion de Buys, « qu'autre chose est de défendre ce qui semble être nuisible, autre chose de prescrire à certaines personnes comment leurs écoles, fabriques, ateliers seront bâtis pour se conformer aux désirs que le législateur dans l'intérêt de

la santé publique croit devoir énoncer au préalable » (1).

D'autre part, le père de famille choisit à son gré les maîtres qui doivent enseigner dans l'école primaire, moyenne ou supérieure qu'il a ainsi fondée. Seulement pour l'enseignement primaire et moyen, les instituteurs et professeurs doivent posséder les certificats de moralité et de capacité requis par la loi et il faut tenir compte de cette exigence assez naturelle de la part de l'Etat, puisque celui-ci est directement intéressé à ce que l'enseignement soit donné par des personnes dont la conduite ne laisse rien à désirer et qui ont la science nécessaire pour dispenser une bonne et solide instruction. Il est vrai que les familles y ont tout autant d'intérêt que l'Etat et qu'il n'est, en général, pas besoin d'une mesure législative pour qu'elles y veillent soigneusement. On pourrait donc soutenir que cette prescription est inutile, qu'elle peut même devenir dangereuse ; car, son application trop sévère ou trop arbitraire, en ce qui regarde la délivrance des certificats, est suffisante pour transformer la liberté d'enseignement en une ombre de liberté. Mais ici, tout dépend des mœurs publiques et les lois les plus libérales peuvent être des instruments d'oppression si la nation pour qui elles sont faites n'a pas le sens de la liberté. Sous ce rapport, ceux qui connaissent la Hollande sont unanimes à reconnaître qu'elle est un pays privilégié et que les mœurs y sont une garantie plus forte pour la liberté que les termes mêmes de la Constitution.

L'enseignement y est donc libre, dans ses programmes, dans ses méthodes, dans ceux qui le donnent comme dans ceux qui le suivent, sauf encore la surveillance de l'autorité. Ce dernier point ne souffre aucune contradic-

(1) Buys, De Grondwet, II, p. 777.

tion. Il est évident, en effet, que l'Etat a le devoir de surveiller l'enseignement qui se donne dans les écoles du pays aux enfants qui seront les citoyens de demain. Il est dans son rôle quand il tient la main à ce qu'une bonne instruction soit dispensée partout et quand il empêche les instituteurs de rien enseigner qui soit contraire aux mœurs ou à la Constitution. Personne ne le conteste pourvu que cette surveillance, pour sérieuse qu'elle doive être, ne devienne pas vexatoire ou injuste, et elle ne l'est certes pas en Hollande où la législation a évité l'écueil que signalait l'homme qui a exercé peut-être le plus d'influence sur la politique hollandaise au XIX^e siècle : « Quand, disait le grand ministre Thorbecke, la législation empêche des particuliers capables de fonder des institutions d'enseignement libre ; quand, dans la forme, elle les force à l'ordre et à la méthode des établissements publics ; quand elle oblige à la fréquentation d'écoles déterminées, elle sort de son droit et fait tort à l'enseignement national qu'elle devait protéger » (1).

III. — Egalité devant la loi des écoles privées et des écoles publiques.

Au moment de la revision scolaire de 1889, le Parlement hollandais a pensé que la liberté d'enseignement ne serait pas complète si elle n'était pas accompagnée d'une reconnaissance officielle des écoles privées. Auparavant, il y avait deux sortes d'enseignements et de citoyens : d'un côté, l'enseignement public et les parents de ceux qui le fréquentaient ; de l'autre, l'enseignement privé et

(1) Cité par M. Kappeyne van de Coppello, *Jaarboek van het Onderwijs* 1891, p. 274.

les familles qui s'obstinaient à lui confier leurs enfants. Aux premiers, l'Etat accordait sa sollicitude, mais il la refusait impitoyablement aux seconds. Il y avait là, estimait-on, une inégalité qui fut graduellement supprimée, à partir de 1889. Que cette suppression fut contraire au texte de la Constitution sinon à son esprit, on le niait en général. Cependant, il était certain que si la Loi fondamentale consacrait formellement la liberté d'enseignement, elle n'établissait en aucune façon l'égalité des parents devant l'instruction de leurs enfants. La raison en était, suivant Buys, que « le législateur constitutionnel, en posant ses règles, avait trop peu fait attention aux changements qui doivent se produire dans la situation de la société ». Et il ajoutait :

« La société pour laquelle il a donné en 1848 ses dispositions, peut-être excellentes, n'existe plus ; l'école privée a cessé d'être une exception et l'école officielle, bien que plus que jamais une lourde charge financière, a cessé depuis longtemps d'être pour tous un objet de satisfaction. Aussi longtemps qu'un très petit nombre seulement se dérobaient à l'école publique, la difficulté ne s'affirmait pas de trop, mais maintenant qu'elle tend peu à peu à devenir l'école d'une petite majorité, tandis qu'une grande minorité est tenue de participer aux dépenses qu'elle nécessite, la difficulté dont il est question prend un autre caractère. On peut déplorer ces faits, ce n'est pas une raison pour les négliger et pour continuer à vivre dans cette illusion que par des règles légales ou constitutionnelles, on pourra amener le mouvement social à prendre une certaine direction. L'erreur dont on s'est rendu coupable depuis 1848 parle, certes, assez clairement en ce sens. C'est pourquoi, il serait grand temps que par

la revision de l'article 194, nous nous laissons conduire par les mêmes principes que nous sommes prêts à accepter pour la réglementation du droit électoral, de la procédure civile ou du système de défense. Le législateur constitutionnel s'est replacé ici aussi sur son terrain naturel : il laisse la réglementation de l'enseignement au législateur ordinaire et établit seulement le droit qui doit rester stable au milieu de tous les changements et modifications, et par suite ici, d'un côté la liberté d'enseignement, et de l'autre le droit pour l'individu de prétendre à une école où un enseignement sérieux conforme à ses convictions religieuses est dispensé ne se trouvent pas affaiblis (1) ».

Le législateur ordinaire a profité largement du silence de la Loi fondamentale auquel il a apporté cette interprétation bienveillante, après en avoir longtemps soutenu une plus rigoureuse. A sa faveur, il a étendu la sollicitude de l'Etat sur l'enseignement privé et en a fait, au même titre que l'enseignement public, une partie de l'enseignement national. Désormais, que ce soient des écoles officielles ou des écoles libres qui recueillent la population scolaire de la Hollande, peu importe : ce sont de petits citoyens hollandais qui les fréquentent avec les mêmes droits et les mêmes devoirs ; et aucune d'elles ne saurait être l'objet de la part du pouvoir d'une préférence

(1) Buys. De Grondwet. II, pp. 778-779. A un autre endroit du même ouvrage (p. 774), le même auteur écrit : « Le législateur ne tranche pas la question de savoir laquelle des deux ou de l'école publique ou de l'école privée sera chose capitale, mais la société donne librement selon son propre bon plaisir la préférence à l'une ou à l'autre. Bien que la Constitution place l'école publique au premier plan, l'enseignement public sera toujours supplémentaire en un certain sens, parce qu'il ne doit et ne peut s'occuper que de ceux qui s'adressent à lui, c'est-à-dire de ceux qui ne veulent pas faire usage de l'école libre,

qui constituerait une injustice. Tel est le point de vue adopté, lequel se manifeste clairement par la série de mesures prises par la législation hollandaise pour assurer l'égalité des écoles publiques et des écoles privées.

1. — Subsidés de l'Etat.

Cette égalité se remarque d'abord en ce qui concerne l'aide financière de l'Etat. Comme nous l'avons vu, jusqu'à la Loi de pacification, les établissements privés étaient pratiquement exclus de ces subsides. Ils pouvaient, à la vérité, en réclamer au Trésor, mais ils abandonnaient par le fait même leur caractère d'écoles libres ; ils étaient assimilés aux écoles officielles et, comme elles, devaient être neutres. Elles achetaient ainsi les faveurs de l'Etat au prix de leur indépendance et l'on conçoit que bien peu d'entre elles voulussent renoncer à ce qui était à proprement parler leur raison d'être. Cependant, le sentiment s'était fait jour qu'il était peu conforme à la justice que certains parents fussent obligés de payer deux fois pour leurs enfants : comme contribuables et comme faisant usage d'écoles privées, alors que d'autres ne payaient que le seul impôt. Il y avait là, semblait-il, une différence de traitement, une atteinte à la règle de l'égalité de tous les citoyens devant la loi et devant l'impôt. La loi de 1889, complétée en 1901 et 1905, vint supprimer en principe cette inégalité pour l'enseignement primaire, celle de 1905 le fit pour l'enseignement supérieur et celle de 1909 pour les écoles moyennes supérieures.

a) *Ecoles primaires subsidiées*. — Sans entrer dans les détails, voyons rapidement quel est le système adopté pour faire participer les écoles privées à l'aide financière de l'Etat. Le procédé est ingénieux ; mais, pour le bien

comprendre, il faut savoir qu'en Hollande, les écoles primaires publiques relèvent de la commune et que c'est elle qui, en principe, doit en supporter les frais. Partant de cette constatation, la loi assimile les fondateurs d'écoles privées à la commune et elle octroie aux premiers la même assistance de l'Etat qu'à la seconde, sans qu'ils doivent pour cela rien sacrifier du caractère de l'institution qu'ils ont créée. De même, donc, que la commune reçoit les subsides de l'Etat pour l'enseignement public dont elle a la charge, de même les fondateurs d'une école privée — que ce soit une association ordinaire ou une congrégation religieuse — ont droit à se réclamer des faveurs du Trésor. C'est un droit dont ils peuvent ne pas user, mais du moment où ils demandent à recevoir une subvention, on ne peut la leur refuser, si leur école réunit les conditions légales requises.

Ces subsides comprennent, en premier lieu, le remboursement du traitement des instituteurs dont le nombre minimum est fixé par la loi elle-même proportionnellement au nombre d'élèves fréquentant l'école : un instituteur au dessous de 40 ; deux de 41 à 90 ; et, au dessus de ce chiffre, un instituteur en plus pour chaque tranche supplémentaire de 55 enfants. Si, dans l'école communale ou libre, le nombre des instituteurs dépasse la proportion légale, la commune ou la direction de l'école conservent à leur charge ces « surnuméraires ». Telle est la règle et elle s'explique, car l'Etat ne peut prendre à son compte que les frais des instituteurs qu'il reconnaît nécessaires pour un bon enseignement. Mais elle n'est pas absolue, et comme l'augmentation est souvent inspirée par des motifs louables, la loi accorde pour ces instituteurs supplémentaires une bonification extraordi-

naire variable selon l'importance des matières enseignées à l'école et le nombre des enfants qui la fréquentent.

Le traitement que l'Etat rembourse ainsi est le traitement légal, celui dont le minimum est déterminé par l'article 26 et qui varie pour les chefs d'école, suivant les années de services et l'importance de la localité, entre 850 et 1.250 florins, et pour les instituteurs-adjoints entre 500 et 900 florins, suivant les années de services et qu'ils possèdent ou non le titre d'instituteur en chef. Bien entendu, la commune ou la direction de l'école privée sont libres d'élever ce traitement au dessus du tarif légal, mais cette augmentation reste complètement à leur charge.

L'Etat intervient, en second lieu, dans les dépenses souvent très importantes nécessitées par la construction des bâtiments scolaires. Ici encore, les écoles officielles et les écoles privées sont, en principe, traitées de la même façon. Il n'y a de différence que pour la manière dont les subsides sont distribués. Tandis que la commune reçoit dans l'année où les constructions sont achevées une somme égale au quart de ce qu'elles ont coûté, la direction de l'école privée perçoit la même subvention sous la forme d'annuités calculées proportionnellement au nombre des élèves. C'est par mesure de prudence et de sage précaution que les 25 0/0 des dépenses effectuées pour les bâtiments des établissements privés sont versés par fractions, tous les ans, aussi longtemps que l'école subsistera et jusqu'à concurrence du montant de l'allocation ; car, rien ne donne à l'Etat la certitude que ces constructions continueront à recevoir leur affectation primitive et agir autrement serait risquer de faire le jeu d'hommes qui profiteraient de la promesse

de subsides pour bâtir des écoles sans nécessité, quitte à les convertir, au cas d'insuccès, en un autre usage.

Enfin, lorsqu'une école officielle ou privée donne ce que l'on appelle « l'enseignement de répétition », l'Etat lui accorde, en guise d'encouragement, une subvention de 30 cents (0 fr. 60) par heure de classe, en prenant néanmoins des dispositions spéciales pour que cet enseignement soit satisfaisant et ne comporte pas un nombre d'heures noloirement exagéré.

En fournissant ainsi aux écoles privées l'aide financière de l'Etat, la loi exige cependant d'elles des garanties pour le bon emploi de l'argent versé. Cela se comprend et personne ne reproche au législateur d'exiger en retour des subsides publics l'assurance qu'ils serviront à un enseignement donnant toute satisfaction. En application de cette idée, il impose tout un ensemble de conditions aux établissements qui veulent se réclamer du secours des finances publiques :

1° Ils doivent être administrés par une institution ou une association possédant la personnalité juridique. Rien de plus naturel : l'Etat veut avoir en face de lui une personne responsable ayant, d'une part, une capacité légale et, de l'autre, une existence qui n'est pas éphémère, et, comme en Hollande, la personnalité juridique est très facile à obtenir — car il suffit pour cela d'une approbation royale qui n'est jamais refusée — cette condition ne peut être gênante, ni ouvrir la voie à l'arbitraire.

2° Ils doivent avoir pour l'enseignement qui s'y donne un plan d'études comprenant les matières déclarées par la loi obligatoires pour toute instruction primaire, et le communiquer à l'inspecteur scolaire de l'arrondissement.

3° L'enseignement organisé par ce plan doit comporter 30 heures de classe par semaine.

4° La direction de l'école doit assurer au chef d'école et aux instituteurs-adjoints un traitement au moins égal à celui remboursé par l'Etat et ce, en vertu d'un contrat réglant en même temps la situation des intéressés.

5° Il lui faut enfin reconnaître la juridiction d'une commission d'appel auprès de laquelle l'instituteur révoqué peut se pourvoir.

Comme on le voit, ces garanties qui ont en vue la durée de l'école, le bon état de l'enseignement, l'amélioration de la situation des instituteurs sont assez larges pour ne pas porter atteinte à la liberté. Ce n'est peut-être pas le moindre mérite de la loi d'avoir su résister à la tentation toujours si forte pour un pouvoir d'exiger en retour de ses faveurs le sacrifice de l'indépendance. Sous ce rapport, la législation hollandaise semble avoir résolu d'une façon originale et sage le problème délicat d'assurer un bon enseignement sans tuer l'initiative privée, et de réaliser pour l'enseignement primaire une assistance efficace aux écoles privées sans toucher à la situation des écoles officielles.

Il est à remarquer que pour arriver à ce résultat, le législateur avait le choix entre deux procédés : ou ordonner aux communes de subvenir également aux frais des écoles officielles et des écoles privées ou mettre cet entretien à la charge de l'Etat. Tous deux présentaient des inconvénients : le premier avait celui de grever outre mesure les budgets communaux déjà très alourdis par les charges scolaires ; le second risquait, en opérant une distinction entre l'unité administrative qui décidait les dépenses et celle qui les soldait, de stimuler la prodigalité

des communes en matière d'enseignement ; car c'est un fait d'expérience qu'une assemblée délibérative se montre très généreuse des deniers publics quand ils ne font pas partie de sa propre caisse. La législation scolaire hollandaise a cherché à éviter le premier inconvénient sans tomber dans le second et sans enlever davantage, par une centralisation regrettable, aux communes le souci de l'enseignement. Elle a remis à l'Etat la charge de pourvoir finalement aux dépenses de l'enseignement, mais dans une mesure telle que pour les communes l'abus n'est pas à craindre, puisque la subvention ne comprend que 25 pour cent des frais de construction, le traitement minimum pour le nombre légal des instituteurs, une participation dans les débours occasionnés par certains instituteurs supplémentaires dont l'utilité est reconnue et par l'enseignement de répétition, ainsi que quelques menues faveurs. De ce nombre est le droit pour les enfants des écoles privées de revendiquer leur part dans les distributions en nature ou en espèces permises par l'article 35 de la loi du 7 juillet 1900 aux Conseils communaux pour favoriser la fréquentation scolaire.

Il faut mentionner enfin, pour être complet sur ce point, l'aide financière donnée sous certaines conditions par l'Etat aux écoles normales, communales aussi bien que privées, sur la double base du nombre hebdomadaire d'heures consacrées à l'enseignement et du nombre de diplômés d'instituteur obtenus par l'établissement, à raison de 35 florins par an pour chaque heure hebdomadaire pour la première et d'un maximum de 480 florins par diplôme pour la seconde. De même, les cours normaux pour la formation des instituteurs sont traités sur le pied d'une égalité parfaite, qu'ils soient organisés par

les communes ou par des particuliers, et aux uns comme aux autres l'Etat alloue une gratification de 500 florins par chaque diplôme d'instituteur obtenu par les élèves qu'ils ont formés, à condition que le titulaire les ait suivis au moins pendant deux ans sans interruption.

b) Ecoles supérieures subsidiées. — Pour les gymnases privés, la base adoptée n'est pas la même que pour les écoles primaires. En effet, le système ne consiste plus en un remboursement par l'Etat du traitement légal des professeurs et d'une partie des frais de construction, il prend uniquement en considération le temps consacré à l'enseignement et proportionne la subvention au nombre d'heures employées par semaine à l'instruction dans les branches qui doivent être, suivant la loi et suivant le programme des gymnases publics, enseignées obligatoirement dans un gymnase. La raison de cette différence est, d'un côté, que le traitement des professeurs des écoles supérieures est excessivement variable du fait principalement que certains d'entre eux enseignent à la fois dans plusieurs établissements supérieurs ou moyens, qu'il est presque impossible, par suite, de fixer un minimum légal; et, de l'autre, que l'importance des constructions engagerait souvent d'une manière trop lourde les finances de l'Etat. Aussi la loi du 22 mai 1905 a-t-elle préféré se borner à l'octroi d'une somme de 1.000 florins pour le traitement du recteur et s'attacher, pour le reste, à l'heure de classe hebdomadaire, comme étant le procédé le plus simple et le plus sûr de procurer une aide efficace aux gymnases privés qui possèdent, par ailleurs, des ressources plus importantes que les écoles primaires; car, leur population est formée d'ordinaire par les enfants des classes aisées et le produit des rétribu-

tions scolaires y est proportionnellement beaucoup plus élevé.

Aux subventions pour les gymnases s'en ajoutent d'autres pour les universités privées. Mais ici, il n'existe pas de base légalement indiquée. L'article 197 de la loi sur l'enseignement supérieur déclare seulement que l'Etat peut participer aux dépenses effectuées par les universités libres en faveur des locaux nécessaires à l'enseignement supérieur, mais que cette participation ne doit pas dépasser 100.000 florins en l'espace de 25 ans, soit en moyenne 4.000 florins par an. La détermination des subsides se trouve donc remise, pour les universités, à la discrétion du gouvernement et des Etats-généraux qui en fixent le montant suivant les circonstances.

Pour pouvoir prétendre à ces subventions, les conditions sont, en principe, les mêmes pour les gymnases que pour les universités privées ; et elles diffèrent considérablement de celles qui sont en vigueur pour l'enseignement primaire. Les établissements d'instruction supérieure, en effet, pour y avoir droit, doivent être autorisés, c'est-à-dire jouir du privilège de délivrer des diplômes ayant une valeur officielle. Ce privilège résulte d'une autorisation royale qui n'est délivrée que s'ils présentent tout un ensemble de garanties pour la bonne organisation de l'enseignement qui y est donné. De plus, il faut qu'ils ne soient pas tenus dans un but lucratif et qu'ils ne fassent pas aux gymnases publics établis dans la même localité une concurrence déloyale en abaissant trop fortement le taux de la rétribution scolaire.

Ces conditions, comme nous le verrons au moment où nous les examinerons en détail, n'ont encore rien d'excessif et n'enchaînent pas la liberté de l'enseigne-

ment supérieur en échange des faveurs qu'elles accompagnent.

c) *Ecoles moyennes subsidiées.* — La loi du 14 juin 1909 a étendu à l'enseignement moyen le système que la loi du 22 mai 1903 avait innové pour l'enseignement supérieur. Seulement, elle n'en a pas fait profiter tous les établissements d'instruction moyenne, mais uniquement une catégorie d'entre eux : les écoles moyennes supérieures destinées à fournir aux jeunes bourgeois une culture plus distinguée et à leur ouvrir les portes des grandes écoles supérieures, comme le font aussi les gymnases.

La base adoptée est la même pour les uns et pour les autres : c'est toujours suivant le nombre d'heures consacrées par semaine à l'enseignement des matières déclarées obligatoires que les subsides sont calculés et la loi y ajoute également mille florins comme participation de l'État au traitement du recteur. Les garanties requises pour leur bon emploi sont, d'une façon générale les mêmes ; seulement, d'une part, il n'y est plus question de l'autorisation royale permettant la collation des titres et grades, et de l'autre elles semblent un peu plus rigoureuses. En particulier, y est-il dit, lorsque, dans la localité où l'école moyenne privée est ouverte, il n'existe pas d'établissement public similaire, les cours doivent être accessibles à tous les élèves sans distinction de confession religieuse. C'est un maintien partiel de régime antérieur où toutes les écoles moyennes subsidiées par les finances publiques devaient être neutres, et ce vestige ne fut conservé que grâce à un amendement destiné à servir de transaction entre ceux qui voulaient garder le système de la neutralité et les promoteurs de la réforme qui

entendaient la supprimer. Mais même ainsi acceptée, cette condition n'en fut pas moins vivement critiquée par de nombreux partisans de l'école privée qui trouvaient que la garantie exigée, bien qu'elle ne dût guère rencontrer de fréquentes applications dans la pratique, constituait un pas menaçant vers une réglementation trop sévère de la part de l'État.

Quoi qu'il en soit de ce point spécial, la loi du 14 juin 1909 a complété le régime nouveau qui assure aux écoles privées une égalité de droits vis-à-vis des écoles publiques. Que cette égalité sur le terrain financier soit parfaite, on ne saurait l'affirmer sans exagération. Il reste toujours ce fait que les écoles publiques sont entièrement ou presque entièrement entretenues par les apports des contribuables et que les écoles privées ne le sont qu'en partie. Il n'en pourrait être autrement, d'ailleurs, sans imposer au budget national des charges trop lourdes, menaçantes même pour son équilibre. Dans ces questions d'ordre pratique, les Hollandais estiment qu'il faut aller prudemment et qu'il vaut mieux se contenter d'un à-peu-près que de risquer par leurs exigences de compromettre la situation financière, pourvu que le principe soit fermement établi et qu'il y ait espoir de se rapprocher un jour davantage de l'idéal entrevu.

Ce qui prouve encore que l'égalité n'est pas absolue, c'est qu'en certains cas, les écoles privées neutres sont mieux traitées que les écoles privées confessionnelles. Ainsi en est-il pour les écoles moyennes neutres qui n'ont, pour avoir droit aux subsides, à remplir aucune condition si le gouvernement ne leur en pose pas pour gage de son appui, tandis que pour les écoles confessionnelles

la loi elle-même se charge d'édicter des prescriptions assez rigoureuses.

Mais, tout en constatant ces imperfections, les partisans de l'enseignement privé ne se montrent pas moins très satisfaits du régime d'égalité qui leur est fait et qui se trouve affirmé encore par la nécessité pour les écoles primaires publiques de percevoir une rétribution scolaire.

2. — Rétribution scolaire.

Le législateur qui voulait établir l'égalité entre les écoles privées et les écoles publiques se trouvait, pour l'enseignement primaire, en présence d'un autre fait, cause d'inégalité. Dans toutes les écoles privées étaient perçues des rétributions scolaires. Les parents des enfants qui y étaient admis devaient payer mensuellement une certaine somme qui, avec les dons volontaires, constituait même la seule ressource assurée qu'elles possédaient sous le régime des lois de 1837 et de 1878. Les écoles publiques, par contre, n'y étaient pas assujetties. La loi laissait seulement à la commune la faculté d'en percevoir, et, en réalité, cette faculté restait souvent lettre morte. Pour rétablir l'égalité, le législateur pouvait ou bien supprimer la rétribution scolaire dans les écoles privées ou bien la rendre obligatoire pour les écoles publiques. Aussitôt, se posait la question de savoir si la gratuité absolue était un bienfait. Elle fut débattue longuement au moment de la confection de la loi de 1889.

D'un côté, on soutenait qu'un enseignement gratuit, entièrement payé par le Trésor public était le meilleur et

l'unique moyen de favoriser la fréquentation de l'école par toutes les classes de la société. Par l'enseignement gratuit, disait-on, l'école répond à ce qu'elle doit être, elle est ouverte à tous et tous peuvent venir y chercher la science sans être arrêtés par aucune considération de quelque ordre que ce soit.

De l'autre, on invoquait les résultats de la pratique. « L'expérience quotidienne, affirmait-on, nous apprend qu'il faut compter avec la nature et les mœurs du peuple. L'enseignement gratuit est une très jolie théorie, mais la réalité n'a pas tant d'emprise sur le peuple qui apprécie les choses et leur valeur d'après l'argent qu'il faut déboursier pour les acquérir. Certainement, pour les indigents, l'école doit être gratuite, personne n'en doute, mais pour les autres, la rétribution scolaire est un stimulant pour les parents à veiller eux-mêmes davantage à l'instruction de leurs enfants, stimulant dont les plus fortunés mêmes ont souvent besoin ». Et l'on ajoutait, non sans philosophie et sans raison : « Il ne faut pas oublier que même les choses intellectuelles ont un côté matériel qui agit puissamment. On n'arrive gratuitement ni à la science ni à l'art. D'une façon générale, l'humanité ne s'élève pas sans s'appuyer sur des dépenses financières plus grandes et c'est une règle qui ne comporte guère d'exceptions qu'une situation plus haute dans la société est liée à la puissance de faire des déboursés plus forts, autrement dit à la possession d'une force matérielle plus considérable. Maintenant que l'élévation des plus basses classes à une situation plus élevée est une des grosses questions de notre siècle, il est nécessaire, pour hâter cet avènement d'apprendre à ces petits, à ces moindres que tout dans ce monde

coûte quelque chose et que chacun doit développer sa propre responsabilité en supportant ses propres frais dans une mesure juste et raisonnable (1). »

Ces arguments, où valait au premier titre la préoccupation de rendre les pères de famille plus conscients de leur devoir impérieux d'assurer à leurs enfants une instruction convenable, convainquirent le législateur de 1889 et le décidèrent à maintenir la rétribution scolaire même pour les écoles publiques. Mais, pour atteindre tout le but proposé, il fallait qu'elle ne fût pas de nature à constituer une charge trop lourde pour le maigre budget des familles modestes, car alors, elle aurait poussé à la désertion de l'école où se donnait une instruction trop onéreuse. Aussi la loi de pacification plaça-t-elle la contribution obligatoire au plus bas taux possible, à 20 cents (0,40 centimes) par mois. Les indigents, qu'ils soient assistés ou non, ne paient même pas cette rétribution minime ; ils en sont dispensés complètement, et c'est justice. Les moins fortunés, de plus, ne sont assujettis qu'à une partie de la rétribution, si celle-ci est égale pour tous les enfants de la même école. Enfin, la loi permet, dans certaines circonstances, à l'autorité supérieure d'exempter une commune de l'obligation de prélever une rétribution scolaire quelconque et laisse aux municipalités une grande latitude pour accorder une exonération totale ou partielle de la contribution obligatoire. Mais il est évident que le vœu du législateur était de ne voir octroyer cette exonération qu'en cas de nécessité bien

(1) Ce plaidoyer en faveur de la rétribution scolaire est extrait d'un article du Dr Schaepman sur « l'enseignement populaire et la loi de 1889 », dans le *Jaarboek van het Onderwijs* 1891.

reconnue ; car autrement, ce serait détruire au détriment de l'une des deux parties en présence les conditions d'une loyale concurrence entre l'enseignement public et l'enseignement privé.

Il paraîtrait, pourtant, que sur ce point, le vœu exprimé dans la loi de 1889 a été quelque peu méconnu et que certaines municipalités ont une tendance à exonérer trop généreusement les familles de la rétribution scolaire. C'est, du moins, ce que semblent indiquer certaines statistiques, par exemple celle citée par M. Moyer-soen et constatant qu'au 1^{er} janvier 1893, 480/0 des enfants des écoles publiques et 27 0/0 de ceux des écoles privées recevaient l'instruction gratuite, comme aussi certaines plaintes exprimées au cours des travaux préparatoires de la loi de 1903. « La perception d'une équitable contribution scolaire, y lit-on, était la pierre angulaire du système de 1889... Les communes devaient en faire une loyale application. Maintenant, il est universellement reconnu que cette loyale application a beaucoup laissé à désirer de la part des communes et du gouvernement. En fait, dans nombre de communes où cela nuit aux finances publiques, il n'est presque perçu aucune rétribution scolaire (1) ». Et ceux qui se faisaient l'écho de ces plaintes les appuyaient de chiffres tirés, en particulier, d'une enquête faite vers 1898, pas l'Union « Een school met den Bijbel—Une école avec la Bible » ; et ils proposaient différents systèmes plus ou moins pratiques pour remédier à cet état de choses qu'ils déploraient.

Dans le camp adverse, l'obligation pour les écoles publiques de percevoir une rétribution scolaire soulevait

(1) Zitting 1904-1903, *Voorloopig Verslag*, p. 5.

notamment l'objection qu'elle les plaçait dans une position défavorable, puisque la loi ne l'imposait pas aux écoles privées. Celles-ci pouvaient, par suite, la supprimer pour leurs élèves et enlever ainsi des enfants aux écoles officielles. Il faut reconnaître, néanmoins, que ce danger est peu à craindre et qu'il se présente rarement; car les établissements privés ont besoin, en général, du produit des rétributions scolaires pour équilibrer leur budget. Et si, par hasard, le fait se produisait, le gouvernement ne serait pas désarmé, puisque ce serait un motif très légitime pour lui de se servir du pouvoir qu'il possède de rendre immédiatement dans cette localité l'école publique gratuite.

En tout cas, le principe de la rétribution scolaire existe en Hollande et il subsiste. Malgré les défectuosités plus ou moins grandes et en sens divers que l'on peut trouver à son application, il n'en assure pas moins d'une manière plus adéquate l'égalité des différentes écoles devant la loi et il ne semble pas que l'expérience ait indiqué qu'il exerce une mauvaise influence sur la fréquentation scolaire.

3. — Collation des grades.

Le droit de délivrer des certificats et des diplômes ayant une valeur officielle est de réelle importance pour l'enseignement privé; car, il constitue la reconnaissance la plus complète et la plus tangible de son existence, de sa liberté et de sa valeur.

En Hollande, ce droit n'existe pas pour les écoles moyennes privées; mais seulement pour l'enseignement

supérieur pour lequel du reste il revêt un intérêt exceptionnel.

Au moment de la revision de la loi de 1876, il fut question déjà de l'accorder aux universités libres. Un membre de la droite, en effet, présenta en cours de discussion l'amendement suivant : « A toute université libre comprenant toutes les facultés avec un programme au moins égal à celui adopté pour les universités de l'Etat pourra être concédé, aux conditions à régler par la loi à chaque demande de concession, le droit de collation du grade doctoral avec toutes les conséquences légales que comportent les grades conférés par les universités de l'Etat. » Mais devant l'opposition irréductible du gouvernement, l'amendement fut retiré sans avoir été mis aux voix.

En 1905, le problème de la collation des grades vint préoccuper les esprits et il fut résolu par la concession du privilège non plus seulement aux universités, mais même aux gymnases privés. Toutefois, ce ne fut pas sans de grosses difficultés qu'on aboutit à ce résultat et il ne fallut rien moins, comme l'on sait, que la dissolution de la Chambre haute pour permettre au ministre Kuyper d'accomplir la réforme.

Et encore, à l'heure actuelle, ce droit n'appartient-il pas à toutes les écoles supérieures privées, mais uniquement à celles qui, réunissant certaines conditions jugées indispensables pour la garantie d'un bon enseignement, en ont reçu l'autorisation. Cette approbation officielle est octroyée par un décret royal rendu en Conseil d'Etat, après examen des statuts de l'établissement, du plan d'études, ainsi que, pour ce qui est des universités libres, du règlement d'ordre pour les promotions.

Ces conditions sont légitimes et il est naturel que l'Etat, en accordant ce droit de conférer les diplômes et les grades, prenne des précautions pour prévenir des abus et pour que, dans l'intérêt même des établissements libres comme aussi dans celui plus général de l'enseignement, les diplômes et les grades délivrés ne soient pas l'objet de suspicions ou de déconsidération.

4. — Pensions de retraite des instituteurs privés.

Dans l'enseignement primaire, les instituteurs libres jouissent d'un régime de pensions semblable à celui en vigueur pour les instituteurs officiels. De même que les écoles privées font partie de l'enseignement national, de même leurs instituteurs, du moins ceux des écoles subventionnées par l'Etat, profitent des avantages accordés aux instituteurs publics. Parmi ces avantages, l'un des plus appréciables est le droit de toucher, après un certain nombre d'années de services, une pension de retraite constituée par les versements annuels des intéressés. Jusqu'en ces dernières années, cette faveur demeura l'apanage des seuls instituteurs publics. La loi du 5 juin 1903 l'étendit aux instituteurs privés, et compléta ainsi d'une manière heureuse la série de mesures inspirées par le désir d'établir entre les écoles privées et les écoles publiques, une égalité effective.

IV. — Obligation scolaire.

L'enseignement est obligatoire. Tous les enfants habitant le territoire hollandais doivent recevoir pendant

un certain nombre d'années une instruction régulière. Telle est la règle réclamée depuis longtemps par la gauche des États-généraux et introduite enfin par la loi du 7 juillet 1900.

L'opposition faite pendant longtemps au principe de l'obligation scolaire venait de ce qu'on le considérait comme portant atteinte au droit du père de famille de régler à sa guise l'éducation de ses enfants. C'était, croyait-on, substituer la volonté de l'État à l'autorité familiale et par suite restreindre la liberté de l'enseignement. « Il est certain, disait-on, que là où les parents ont montré par leur attitude qu'ils ne se reconnaissent aucun devoir vis-à-vis de leurs enfants, le législateur peut et doit suppléer au mauvais vouloir des parents. Mais autre chose est de savoir si le pouvoir peut imposer ses vues sur l'éducation de l'enfant aux parents même alors qu'on ne peut leur reprocher de négliger cette éducation. Les raisons qui les empêchent d'envoyer leurs fils à l'école pendant un certain temps sont ou que l'enseignement fourni par l'école ne répond pas à leurs désirs ou qu'ils ne voient pas le moyen de gagner suffisamment pour nourrir leur famille. Il y a là erreur d'appréciation, triste nécessité, mais on ne saurait assimiler ce cas aux mauvais traitements corporels et prononcer une déchéance partielle de l'autorité paternelle. Il n'est possible de légitimer l'obligation scolaire que si on reconnaît à l'État un droit de haute tutelle, sinon un droit absolu et exclusif à l'enseignement des enfants. Et cette doctrine va directement à l'encontre du droit des parents et de la liberté d'enseignement qui en est la conséquence » (1).

(1) Voy. à ce sujet : De Savornin-Lohman, *Onze Constitutie*, pp. 334-334,

Ces arguments n'étaient pas sans valeur, mais les partisans de l'obligation, parmi lesquels se trouvaient plusieurs ardents défenseurs de la liberté d'enseignement ne les laissaient pas sans réponse : « Que le fait, répliquaient-ils, de négliger l'éducation et l'instruction des enfants provienne d'une mauvaise conception des choses ou de la misère, il n'en est pas moins vrai que les parents manquent à une de leurs obligations qui est d'assurer à leurs enfants une instruction convenable, en rapport avec leur situation. Tout le monde est d'accord sur ce point qu'il est nécessaire de posséder, pour faire son chemin dans la vie, un bagage intellectuel et moral *minimum*. La société est intéressée aussi bien que la famille à ce que les enfants reçoivent ce *minimum* : car, ils seront la société de l'avenir et cette société vaudra ce que vaudront ses membres. L'Etat qui intervient pour rappeler les parents à leur devoir ne fait que veiller à l'intérêt général et appuyer l'action des pères de famille qui, par un consentement tacite, s'en remettent à lui de la tâche qu'ils négligent de remplir. Par là, leurs droits ne sont pas entamés, du moment que la loi ne les force pas à envoyer leurs enfants dans une école déterminée, que le libre choix de l'enseignement leur reste. La liberté serait seulement compromise si, sous prétexte d'instruction obligatoire, on prenait pour but d'infuser aux enfants une éducation contraire à la volonté des parents. »

Et précisément, sur ce point, il n'y a rien à craindre en Hollande : la loi de 1900 respecte les vœux des familles et les légitimes susceptibilités des convictions religieuses. Dans son article 7, en effet, elle contient ce que l'on appelle la « clause de conscience ». Si les parents ont des griefs considérables contre l'enseignement tel qu'il est

donné dans les écoles situées dans le rayon de 4 kilomètres de leur habitation, ils sont dispensés de veiller à la fréquentation scolaire de leurs enfants et déchargés de leur responsabilité. Pour s'autoriser de cette dispense, il leur suffit d'observer la formalité prescrite par l'article 10 et qui consiste à adresser une déclaration à l'inspecteur d'arrondissement. Celui-ci est tenu d'y apposer son visa, à moins que les répugnances invoquées par les parents ne lui paraissent pas sérieuses ou ne lui semblent, par suite des circonstances, couvrir d'autres motifs. Au cas de refus, les intéressés dûment avertis, gardent le droit d'en appeler à l'inspecteur du district qui signe leur déclaration s'il estime la réclamation fondée. En attendant et jusqu'au jour où la réponse définitive est notifiée, les enfants sont exemptés de l'obligation scolaire.

De telle sorte qu'en réalité, par cette clause impartialement appliquée, le droit des familles se trouve respecté et que la règle de l'obligation apparaît dépouillée de ce qui pourrait la rendre arbitraire et tyrannique. En présence de semblables garanties, on peut très bien admettre qu'elle ne bat pas en brèche la liberté de l'enseignement et que ses avantages pratiques sont assez indéniables pour justifier son adoption ; car elle « ne force pas à la fréquentation d'établissements déterminés », et elle « laisse subsister dans sa plénitude le droit des parents de choisir l'école qui leur convient » ou même, dans une mesure raisonnable, de n'en choisir aucune si aucune ne leur convient.

CHAPITRE III

L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

I. — Les écoles et l'enseignement.

1. — Notions générales.

« L'enseignement primaire, dit le professeur Buys dans son célèbre commentaire de la Loi fondamentale, est l'enseignement populaire en général, nécessaire pour faire acquérir ces connaissances que tout homme doit savoir. Il trouve son point de départ dans l'école primaire ordinaire et son achèvement dans l'école pour une instruction primaire plus développée. »

Cette définition nous fait saisir immédiatement toute l'importance de cet enseignement. C'est « l'enseignement populaire », l'enseignement du peuple et, par suite, pour être bon, satisfaisant, il doit comprendre « les connaissances que tout homme doit savoir ». Voilà le but auquel devront tendre aussi bien les écoles primaires ordinaires que les écoles primaires supérieures.

De son côté, la loi définit l'enseignement primaire par l'énumération des matières qu'il comprend. Elle les

divise en deux catégories : les matières obligatoires et les matières facultatives.

Les premières renferment, à proprement parler, ces connaissances qu'il importe à tout Néerlandais de posséder. Ce sont : la lecture, l'écriture, le calcul, les éléments de la langue hollandaise, ceux de l'histoire nationale, ceux de la géographie, ceux de la science de la nature, le chant, les premiers principes du dessin, les exercices libres et ordonnés de la gymnastique, les travaux manuels utiles pour les filles (art. 2 de la loi du 17 août 1878). Qu'à la rigueur un bon Néerlandais puisse, sans cesser d'être utile à son pays, ignorer l'une ou l'autre de ces matières, on le conçoit lorsqu'il s'agit par exemple du chant ou de la gymnastique et c'est le point de vue que la loi adopte quand elle décide que, pour cette dernière matière, l'établissement scolaire peut être dispensé provisoirement de l'enseigner et que, s'il le fait entrer au programme, les élèves ne sont pas obligés d'en suivre les cours. Mais cette latitude ne saurait exister, bien entendu, pour la lecture, le calcul, l'écriture ou les notions de langue néerlandaise.

Les autres matières que l'on appelle facultatives sont là pour compléter cet état de culture indispensable : éléments de langues étrangères ou de sciences pratiques, arts d'agrément dont les avantages moins précieux et moins universels varient d'après les milieux.

En général, dans les localités où il y a des écoles moyennes, on se contente de mettre au programme les matières obligatoires en y ajoutant souvent les notions de la langue française que les enfants doivent posséder pour entrer à l'âge de douze ans dans les établissements d'instruction moyenne. Il est à remarquer, du reste, que

presque partout le français se trouve enseigné dans les écoles primaires hollandaises. Il y a là un fait extrêmement curieux que remarquait récemment encore l'inspecteur scolaire des provinces de Frise, Overijssel, Groningue et Drenthe et qu'il notait en ces termes dans son rapport sur l'année 1907-1908. « Il est bien étonnant, écrit-il, qu'ici aussi on n'a pas pu se débarrasser de la tradition qui reconnaît au français le premier rang parmi les matières facultatives, tandis que l'anglais n'arrive jamais à l'occuper ». Question d'usage, dira-t-on. Peut-être, mais aussi inclination du cœur qui révèle chez le peuple hollandais une sympathie indéniable pour la France, sympathie qui se manifeste par bien des côtés et qui n'existe pas au même degré pour les Anglais et même pour les Allemands, leurs voisins immédiats avec lesquels ils présentent pourtant de grandes affinités de race et de langue.

L'usage s'est établi dans les milieux pédagogiques de diviser l'enseignement primaire en : ordinaire, développé et plus développé. Il y a enseignement primaire ordinaire (*gewoon lager onderwijs*) quand il embrasse les seules matières obligatoires ; enseignement primaire développé (*uitgebreid lager onderwijs*), lorsqu'à ces matières se joint une langue étrangère ; et enseignement primaire plus développé (*meer uitgebreid lager onderwijs*), lorsqu'il comprend deux ou plusieurs matières facultatives. Dans ce dernier cas, l'enseignement dont l'extension va de pair avec une durée plus longue des études pourrait être qualifié encore de primaire supérieur, et, sous cette dénomination, nous en dirons quelques mots à la fin de ce chapitre.

Seulement, la loi ne fait aucune mention de cette ter-

minologie, ni de cette division. Elle ne connaît qu'un enseignement primaire et elle se contente d'en circonscrire les limites. Elle ne parle même pas des autres caractères qui le distinguent de l'enseignement moyen, notamment son but et l'âge d'admission des élèves qu'il est parfois nécessaire de prendre en considération pour pouvoir déterminer si telle institution relève de l'un ou de l'autre ; car la plupart des matières sont communes et ce n'est que par l'examen de modalités non comprises dans la définition légale qu'il est possible de porter un jugement qui a son importance, puisqu'il range l'école sous des régimes différents.

L'enseignement primaire ainsi entendu peut être donné à domicile ou à l'école. La loi le déclare formellement dans son article premier et pose comme critérium de l'enseignement à domicile ou enseignement familial le fait de « ne s'adresser qu'aux enfants de trois familles au plus réunis pour le recevoir au domicile du chef de l'une d'elles ». Tout autre enseignement est réputé enseignement scolaire, même celui donné dans les institutions charitables et dans les établissements de bienfaisance ou d'utilité publique, quelle que soit la ressemblance qu'il puisse y présenter avec l'enseignement familial.

La loi ne s'occupe, en principe, que de l'enseignement scolaire et elle reconnaît que celui-ci peut être dispensé dans deux sortes d'écoles : les écoles publiques et les écoles privées pour lesquelles elle édicte certaines règles communes et d'autres spéciales à chacune de ces deux catégories d'établissements. Les règles communes ont trait principalement aux instituteurs, à l'inspection sanitaire et scolaire, aux cours d'adultes et aux écoles du soir, à l'instruction des enfants arriérés.

2. — Des instituteurs.

Pour pouvoir donner l'enseignement primaire, il faut, dit la loi, posséder les certificats de moralité et de capacité requis par elle. La moralité et la capacité sont, en effet, les premières qualités indispensables à quiconque aspire à l'honneur d'enseigner la jeunesse et veut s'attirer la confiance et le respect. Il est donc légitime que le législateur s'en préoccupe.

Les certificats de moralité sont délivrés par les autorités des communes où le titulaire a résidé durant les deux dernières années, ceux de capacité sont obtenus à la suite d'examens passés par les candidats à leur sortie des écoles normales. Ces certificats de capacité sont de deux espèces : les uns confèrent le titre d'instituteur ordinaire ; les autres celui d'instituteur en chef, nécessaire pour pouvoir remplir les fonctions de directeur d'école. Les conditions diffèrent suivant le certificat auquel on se présente : Pour le premier, il suffit d'avoir atteint l'âge de 18 ans et d'adresser sa demande appuyée de certaines pièces énumérées par la loi à l'inspecteur du district ; pour le second, il faut d'abord posséder le certificat d'instituteur ordinaire et avoir enseigné pendant deux ans comme instituteur ou comme élève-instituteur dans une école publique ou privée.

Les examens eux-mêmes varient. Ils sont subis devant des commissions différentes, nommées les unes et les autres par le ministre et les mêmes pour tous les candidats qu'ils sortent de l'enseignement public ou de l'enseignement privé. Le jury privé n'existe donc pas, ni d'ailleurs le jury mixte et bien que ces deux systèmes

rencontrent un certain nombre de partisans parmi les défenseurs de l'école privée, en général, on ne trouve pas que l'usage du jury public, tel qu'il est actuellement pratiqué, présente de sérieux inconvénients. On reconnaît qu'il examine avec une impartiale sévérité les candidats quels qu'ils soient et il est bien rare d'entendre contre leur attitude à ce sujet une plainte fondée.

En 1903, au moment de la revision de la loi sur l'enseignement primaire, le gouvernement avait proposé d'établir à côté du certificat de capacité délivré par les commissions spéciales, un autre équivalent, spécial aux instituteurs sortis d'une école normale et accordé par la direction qui aurait joui ainsi sous certaines garanties du droit de diplôme. Le projet primitif présenté par le ministre de l'Intérieur d'alors, le docteur Kuyper, était conçu en ce sens. Le but poursuivi était d'instituer un système plus rationnel, moins défectueux, car les commissions spéciales ont ce grand inconvénient de faire juger en un temps relativement restreint des capacités de candidats qu'elles ignorent complètement. Mais il était plus encore de favoriser la formation des instituteurs par l'école normale au détriment des autres modes employés en Hollande. Cette innovation, pourtant, ne fut pas admise. La 2^e Chambre, réunie en sections, trouva que, sur ce point, ce n'était pas la seule réforme désirable, et, sans se montrer hostile en principe à la modification proposée, estima qu'il était préférable d'attendre les conclusions de la commission dite de « codification ou de réorganisation » nommée en 1904 pour étudier les changements à introduire dans la législation scolaire, et d'essayer seulement alors de résoudre dans son ensemble le grave problème de la formation des instituteurs.

A l'heure actuelle, cette formation est assurée de diverses manières. Elle l'est d'abord par l'Etat qui possède ses écoles normales et ses cours normaux ; elle l'est ensuite par des institutions subsidiées par l'Etat : écoles normales communales, écoles normales privées, cours normaux et chefs d'école.

A) Formation par l'Etat.

1° *Écoles normales.* — Il existe actuellement en Hollande sept écoles normales de l'Etat, établies à Appeldoorn, Nimègue, Harlem, Middelbourg, Deventer, Groningue et Maestricht. Elles comptaient ensemble au cours de l'année 1908-1909, un total de 596 élèves en augmentation de 20 sur les chiffres de l'année précédente. Sur ce nombre, 153 se trouvaient dans la classe supérieure, 131 se présentèrent en 1908 à l'examen pour le certificat de capacité et 116 l'obtinrent, tandis qu'au cours de cette même année 1908, 547 candidats prirent part aux concours d'entrée aux écoles normales et 160 seulement d'entre eux y furent admis.

L'organisation des écoles normales de l'Etat est assez curieuse. Les cours y sont de quatre années. Chaque classe se compose autant que possible de 24 élèves. Si un plus grand nombre subit l'examen d'admission d'une manière satisfaisante, on prend seulement les plus capables et, à égalité de mérite, ceux qui habitent la ville où est située l'école normale ; car, les élèves, en général, ne sont pas logés dans l'école elle-même, et les étrangers habitent, aux frais de l'Etat, dans des maisons de la ville que leur indique le directeur. Seules, les écoles normales d'institutrices font exception à cette règle et possèdent un internat où les élèves sont logées et nourries.

A la tête de l'école se trouve un directeur ou une directrice, suivant que l'établissement est pour instituteurs ou pour institutrices. Le directeur ou la directrice a pour mission de surveiller les élèves tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'école. Faire en sorte qu'ils remplissent leurs devoirs religieux selon la volonté de leurs parents, consigner dans un registre ses observations sur leur conduite et sur leurs études ; diriger l'enseignement conformément aux prescriptions de la loi sont toutes fonctions qui lui incombent. Chaque année, avant le premier mai, il fixe avec les instituteurs qui l'assistent et qui ne peuvent être moins de cinq, nommés, suspendus et révoqués par la Reine, le programme des cours pour l'année suivante. Ceux-ci sont organisés de telle sorte qu'ils peuvent être fréquentés par les élèves des diverses confessions religieuses, c'est-à-dire que la neutralité y est obligatoire. Le programme est soumis à l'inspecteur du district qui le transmet au ministre avec ses remarques.

A chaque école normale se trouve adjointe une école primaire, appelée école d'apprentissage où les futurs instituteurs s'exercent pratiquement à faire la classe.

L'année scolaire commence dans les écoles normales le premier lundi de mai.

Les frais de ces établissements, y compris ceux des fournitures distribuées gratuitement à tous les élèves sans exception, sont supportés par l'Etat. En 1907, ils se montaient à 468. 371 florins dont 247. 437 florins pour le personnel enseignant.

2° *Cours normaux*. — A côté des écoles normales nationales (*Rijksweekscholen*), il y a les cours normaux organisés par l'Etat (*Rijksnormaallessen*). Ces deux institutions présentent entre elles de grandes différences :

Les écoles normales sont de véritables établissements d'instruction ayant une existence distincte, autonome et dont les professeurs, en général, ne remplissent pas d'autres fonctions dans l'enseignement public. Au contraire, les cours normaux sont, comme leur nom l'indique, de simples cours donnés en dehors de leurs heures ordinaires de classe par des instituteurs en fonctions, choisis parmi les plus capables de l'enseignement public ou privé par le ministre compétent, sur la proposition de l'inspecteur du district. En un mot, les cours normaux sont à l'école normale ce qu'une série de conférences est à l'enseignement d'une école régulière. Aussi comprend-on facilement la préférence du législateur pour cette dernière qui présente plus de garanties. Cependant, il a vu jusqu'ici dans les cours normaux une institution nécessaire pour parvenir à atteindre le nombre d'instituteurs exigé par le développement de l'instruction publique.

L'Etat en a établi, par suite, partout où il le jugeait utile. Les cours normaux se répartissent sur quatre années et sont précédés parfois d'une classe préparatoire. Ils sont de deux degrés suivant le développement de l'enseignement qui y est donné. Ceux du premier degré comprennent outre l'enseignement des matières obligatoires dans toute école primaire, celui de la pédagogie, des mathématiques et d'une des trois langues : française, anglaise ou allemande. Ceux du deuxième degré ont moins d'ampleur et ils se bornent à l'enseignement des matières obligatoires et de la pédagogie.

A la fin de l'année 1907, il existait aux Pays-Bas 58 cours normaux du 1^{er} degré et 28 du second, suivis par 1191 jeunes gens et 1642 jeunes filles. Sur ce chiffre, 244 jeunes gens et 337 jeunes filles se présentèrent au

certificat de capacité et les admissions furent respectivement de 152 et de 234. Comme on voit, les cours normaux fournissent encore un contingent appréciable au corps des instituteurs hollandais.

L'organisation des cours normaux se rapproche de celle des écoles normales ; un directeur ayant, à peu de chose près, les mêmes attributions, veille au bon fonctionnement de l'institution et aux études des élèves. L'âge d'admission de ces derniers varie néanmoins : pour les écoles normales, il est de 15 ans au *minimum* sans pouvoir en dépasser 16 ; pour les cours normaux, il se trouve, au contraire, abaissé à 14 ans, et même à 12 ans, s'il s'agit de l'école préparatoire. C'est une anomalie que l'on s'explique difficilement. Aussi, de vives critiques furent-elles émises à ce sujet, au moment de la discussion de la loi de 1905, par certains membres du Parlement qui déploraient de voir admettre aux études pédagogiques des élèves n'ayant pas la maturité d'esprit suffisante pour saisir l'enseignement qu'on leur dispense.

B) Formation subsidiee par l'État.

Outre les frais de ses propres établissements, l'État supporte encore une partie des dépenses effectuées pour la formation des instituteurs par les communes et par les particuliers.

1° *Ecoles normales communales.* — Depuis longtemps, il existe en Hollande trois écoles normales communales pour la formation d'instituteurs et d'institutrices. Ce sont celles d'Amsterdam et de Leyde pour instituteurs et institutrices, et celle de Groningue pour institutrices

seulement. Ensemble, elles comprenaient, en 1908, 285 élèves.

Autrefois, sous le régime de la loi de 1878, qui ne fut pas modifié sur ce point par la loi de 1889, ces trois écoles normales étaient subsidiées par l'Etat qui supportait la moitié de leurs dépenses jusqu'à concurrence d'une somme de 18.000 florins pour l'école normale proprement dite et de 6.000 florins pour l'école primaire, dite d'apprentissage, qui y est annexée. Depuis la loi du 3 juin 1905 et le décret réglementaire du 8 mai 1906, elles sont assimilées pour la réception des subsides aux écoles normales privées et soumises aux mêmes conditions.

2° *Ecoles normales privées.* — Pour que les écoles normales privées puissent prétendre aux subsides de l'Etat, elles doivent remplir certaines qualités minutieusement détaillées dans le décret du 8 mai 1906. Les principales sont : comprendre au moins quatre salles de classe réunissant les conditions requises par les lois et règlements pour les locaux scolaires ; posséder au moins quatre professeurs munis des diplômes nécessaires et dont l'un, le directeur, est chargé de conduire l'enseignement ; consacrer au moins vingt heures par semaine à l'enseignement des matières déclarées obligatoires par l'article 2 de la loi sur l'instruction primaire, y compris les mathématiques, plus au moins vingt heures à celui de deux ou plusieurs matières facultatives, y compris l'hygiène et les travaux manuels, sans compter, pour les institutrices quatre heures au minimum pour cette dernière branche ; fixer l'âge d'admission des élèves à 14 ans au moins et 23 ans au plus ; s'adjoindre une ou plusieurs écoles d'apprentissage, etc.

Les subsides se calculent d'après une double base : d'un côté, d'après le nombre d'heures consacrées à l'enseignement, et, de ce chef, l'Etat verse 35 florins par an pour chacune des heures de classe données pendant une semaine dans les matières énumérées à l'article 2; de l'autre, d'après le nombre de diplômes obtenus par les élèves de l'établissement et, à ce nouveau titre, l'Etat accorde une somme de 480 florins au plus par certificat de capacité d'instituteur ou d'institutrice obtenu au cours de l'année, somme calculée elle-même à raison de 10 florins par mois passé sans interruption par l'élève dans l'établissement. Ces deux bases qui semblent à première vue indépendantes l'une de l'autre ne le sont pas complètement, en réalité; car l'école normale perd tout droit à la subvention qui lui serait due à raison du nombre d'heures consacrées à l'enseignement, si, dans l'espace de cinq années consécutives, moins de 25 élèves en sont sortis munis du diplôme d'instituteur ou d'institutrice.

Au cours de l'année 1907-1908, l'Etat a versé de la sorte une somme de 43.243 florins aux trois écoles normales communales, tandis que pour les 46 écoles normales privées, les subsides se sont élevés à 298.932 florins.

Ce nombre considérable d'écoles normales privées, presque toutes confessionnelles, est à remarquer. En 1892, il en existait 7 seulement; quinze ans après, en 1907, on en constate 46, dont 34 catholiques et elles sont fréquentées par plus de 2.200 élèves. Il faut y voir la conséquence du développement rapide pris en Hollande par l'enseignement libre au cours des vingt dernières années.

3° *Cours normaux communaux et privés.* — De même que pour les écoles normales, l'Etat accorde des subsides aux cours normaux communaux et privés. L'organisa-

tion de ces cours est copiée sur celle des cours de l'Etat. Les municipalités qui les instituent, ou les particuliers qui les dirigent sont obligés de faire connaître à l'inspecteur d'arrondissement le nom des élèves-instituteurs qui les suivent avec la date de leur naissance et de leur admission. Cette formalité s'explique par cette considération que, pour donner lieu à subsides, le décret réglementaire du 3 avril 1890, modifié le 30 novembre 1893, exige que l'élève-instituteur ait, au moment de son admission aux cours, l'âge de 15 ans et qu'il les ait fréquentés pendant deux ans sans interruption.

Un décret royal détermine chaque année au mois de décembre quel sera le montant des subsides alloués au cours de l'année suivante à chaque élève-instituteur formé et pourvu de son certificat de capacité. Toutefois, la somme ainsi fixée ne peut être supérieure à 500 florins par tête de diplômé et elle doit être réclamée par les intéressés dans la quinzaine qui suit l'obtention du certificat. Autrefois, le système était plus compliqué et il fallait tenir compte du nombre d'années pendant lequel le diplômé avait suivi les cours. Suivant que son instruction avait duré quatre, trois ou deux ans, l'institution qui l'avait formé recevait 500, 400 ou 300 florins. On a jugé probablement plus pratique de simplifier ces calculs et d'allouer une somme uniforme de 500 florins, en exigeant seulement un temps d'instruction minimum de deux ans.

Le nombre des cours normaux privés a pris depuis 1890 une très grande extension : en l'espace de quinze ans, il a presque doublé. En 1892, en effet, il en existait 65 où 564 jeunes gens et 671 jeunes filles recevaient l'instruction ; au 31 décembre 1907, ils étaient 121

avec 1061 élèves-instituteurs et 1224 élèves-institutrices.

4^e *Formation par les chefs d'école.* — Tout autre a été le sort du système de formation par les chefs d'école qui, dans la même période, a décliné dans des proportions considérables. En 1892, 105 chefs d'école avaient formé 121 jeunes gens et 78 jeunes filles ; en 1907, il n'y en avait plus que 24 ayant formé 38 instituteurs et 18 jeunes filles. Cette diminution est caractéristique.

La formation par les chefs d'école consiste en ceci : D'après l'article 8 de la loi sur l'enseignement primaire, les chefs d'école ont le droit d'admettre dans l'établissement scolaire qu'ils dirigent des jeunes gens de 16 à 19 ans en qualité d'élèves-instituteurs (*Kweekelingen*). Il leur suffit, dans les trois jours de l'admission d'en avertir l'inspecteur d'arrondissement. Ces élèves-instituteurs sont, en général, des enfants qui ont terminé à l'école même leur instruction primaire et que le maître veut pousser et former à l'enseignement par ses leçons et par ses exemples.

Pour chacun des élèves formés de cette manière, l'État accorde à l'instituteur, chef d'école la même subvention qu'aux directeurs de cours normaux et il le soumet, sous ce rapport, aux mêmes règles. Il y a cependant une légère différence quant à la durée de l'instruction : les deux années exigées doivent ici précéder immédiatement ou l'examen ou l'âge de 19 ans avec obtention du diplôme dans les treize mois qui suivent.

Les subsides accordés à ce titre aux chefs d'école et aux organisateurs de cours normaux privés ont atteint en 1907 un total de 121.623 florins.

Tels sont, en Hollande, les différents procédés employés pour la formation des instituteurs. Chacun

d'eux rencontre ses partisans. Même l'éducation professionnelle par les chefs d'école a les siens. Les défenseurs de cette opinion partent de ce principe que l'instituteur doit être formé en vue du milieu où il exercera plus tard, et ils déclarent ne pas comprendre « pourquoi des directeurs d'école aux idées larges, aux connaissances générales et étendues, d'une rare expérience pratique, comme on en voit tant, ne pourraient pas faire de leurs élèves des instituteurs capables à tout point de vue ». Les cours normaux, de leur côté, sont très appréciés par certains pour avoir fourni dans le passé des maîtres excellents. Néanmoins, la faveur générale se porte en ce moment vers la formation par les écoles normales au détriment de celle par les cours normaux et plus encore de l'éducation par les chefs d'école. Le projet primitif du Dr Kuyper en 1905 était nettement hostile à ces dernières et il s'appuyait sur le témoignage des associations d'instituteurs qui, à l'occasion de la revision de la loi sur l'enseignement primaire, avaient envoyé une adresse où elles se déclaraient favorables à la seule formation par l'école normale.

3. — De l'inspection des écoles.

A) De l'inspection médicale et sanitaire.

Les écoles de tout genre sont soumises aux prescriptions de l'article 4 de la loi du 24 juin 1901 sur l'hygiène publique. Par suite, elles sont assujetties d'une manière constante à la surveillance des commissions d'hygiène et aux visites de leurs membres. Seulement ceux-ci ne peuvent y pénétrer, contre la volonté du chef de l'établis-

sement qu'avec l'autorisation expresse du juge du canton ou du bourgmestre de la commune, et encore doivent-ils être accompagnés soit de l'une de ces autorités, soit d'un échevin, soit du commissaire de police. De plus, ils doivent dans les 48 heures dresser un procès-verbal de la visite et en remettre une copie au chef de l'école.

Si l'inspecteur de l'hygiène publique estime que des locaux scolaires présentent des dangers pour la santé publique ou qu'ils sont trop exigus pour le nombre d'enfants qu'ils contiennent, il fait défense de continuer à y donner l'enseignement. Cette décision qui doit toujours être motivée est, suivant certaines règles énoncées à l'article 5 de la loi sur l'instruction primaire, notifiée aux autorités et aux intéressés qui peuvent en appeler dans les 30 jours de sa publication par l'administration, devant les Etats députés et de là, s'il y a lieu, devant la Reine. L'appel, d'ailleurs, est suspensif et, pendant les délais, il est permis de continuer à se servir des locaux condamnés, à moins que leur fermeture n'ait été ordonnée d'urgence.

Au cas où les locaux sont aménagés immédiatement de façon à remédier aux inconvénients signalés, la défense de l'inspecteur peut être rapportée. Mais, par contre, tout instituteur soit public ou privé qui tiendrait école dans un local déclaré impropre à cet usage serait passible d'une amende de 50 florins au plus, et, au cas de récidive dans les deux ans, la peine pourrait s'élever à 100 florins et entraîner une suspension de 15 jours.

L'inspection sanitaire se tient en rapports étroits avec l'inspection scolaire. Les inspecteurs de l'hygiène publique agissent, en effet, toujours de concert avec les ins-

pecteurs scolaires, leur accordent constamment leur concours, et ces derniers sont, en revanche, chargés de dénoncer immédiatement à leur examen les locaux qui leur sembleraient dangereux. Ils s'entendent, en particulier, lorsque, pour cause d'épidémie, il est nécessaire de fermer temporairement les écoles d'une ou plusieurs localités.

En 1895, M. Moyersoen constatait que cette inspection « se faisait d'une manière impartiale ». « Elle a produit, ajoutait-il, d'excellents résultats. Il y a eu quelques désaffectations d'écoles privées, mais elles ont paru entièrement justifiées ». Il ne semble pas que les choses aient changé depuis lors, et l'inspection sanitaire des écoles hollandaises ne donne lieu à aucune réclamation.

B) De l'inspection scolaire.

En Hollande, la haute surveillance de l'enseignement primaire incombe au ministre de l'Intérieur; car, il n'y existe pas de ministère spécial de l'Instruction publique et cette branche importante de l'activité gouvernementale s'y trouve rattachée constamment par une direction au ministère « des Affaires intérieures ».

Dans cette lourde tâche, le ministre est assisté, d'un côté, par des inspecteurs généraux, des inspecteurs de district et des inspecteurs d'arrondissement; de l'autre, par les municipalités, les commissions locales et même jusqu'à un certain point, par les Etats députés.

Les inspecteurs généraux étendent leur surveillance sur une ou plusieurs provinces. A cet égard, les Pays-Bas sont divisés en trois zones qui forment chacune le ressort d'un inspecteur. La première comprend le Brabant septentrional, la Gueldre et le Limbourg; la deuxième, la

Hollande méridionale et septentrionale, la Zélande et la province d'Utrecht : la troisième, les provinces du Nord : Frise, Groningue, Drenthe et Overijssel.

Les fonctions d'inspecteur général consistent principalement à éclairer le ministre sur tous les besoins de l'enseignement et sur les mesures propres à le favoriser. Par des visites scolaires, des communications verbales et écrites avec les autres organes de surveillance, ils prennent à cœur la prospérité de l'instruction primaire. Ils adressent chaque année sur son état dans le ressort de leur inspection un rapport à leur chef hiérarchique. Ils touchent un traitement annuel de 3.500 florins, plus une rémunération de 400 florins pour leurs frais de bureau, et des indemnités de déplacement relativement modestes, puisqu'elles ne se sont élevées, en 1907-1908, pour tout le Royaume, qu'à 1.633 florins.

Les inspections générales sont divisées en un certain nombre de districts. D'après le décret du 7 juin 1906, il y en a 26, formant chacun le ressort d'un inspecteur scolaire de district. Celui-ci doit résider, à moins d'autorisation spéciale, au chef-lieu de sa circonscription, se tenir au courant de tout ce qui se passe dans les écoles, s'entendre avec les inspecteurs d'arrondissement, dans des réunions au moins trimestrielles et autrement, pour maintenir et développer le niveau de l'instruction dans le district, réunir tous les documents intéressant ce but, en faire l'objet d'un rapport annuel à l'inspecteur général et aux Etats députés. Il reçoit un traitement annuel de 2.500 florins, une indemnité de 300 florins pour frais de bureau et le remboursement de ses frais de déplacement suivant un tarif fixe.

Il est évident que la modicité relative de ces émolu-

ments ne lui permet qu'assez difficilement de vivre de son seul emploi. Aussi, souvent les fonctions d'inspecteur de district sont-elles remplies par des hommes ayant, avec l'approbation ministérielle exigée par la loi, une autre situation sociale : des avocats, des professeurs de l'enseignement supérieur, etc., et l'on ne voit pas, en général, trop d'inconvénients à ce que le corps des inspecteurs ne soit pas exclusivement composé de pédagogues. Pourtant, au moment de la confection de la loi de 1889, il avait été question de supprimer les inspecteurs d'arrondissement et de confier la surveillance immédiate des écoles aux inspecteurs de district qui, avec des salaires plus élevés, auraient pu vivre ainsi de leur seul emploi d'inspecteur. La crainte d'occasionner un surcroît de dépenses pour le budget fit ajourner la motion et les inspecteurs d'arrondissement furent conservés.

Il existe un inspecteur scolaire d'arrondissement à la tête de chacun des 128 arrondissements que comporte la division des districts effectuée par le décret du 7 juin 1906, conformément à l'article 92 de la loi. Deux fois par an, il visite les écoles et les institutions pour la formation des instituteurs d'arrondissement, rend compte tous les trois mois de ses inspections, fournit un rapport annuel, provoque, où il est utile, la constitution de commissions locales, veille au bon fonctionnement des bibliothèques pour instituteurs, etc. Ses obligations comme celles des inspecteurs de district et des inspecteurs généraux sont réglées d'une façon assez minutieuse par les textes légaux.

Les fonctions d'inspecteur d'arrondissement étaient purement honorifiques sous le régime de la loi de 1857. Elles ne donnent droit encore, depuis la loi du

24 juin 1901, qu'à une gratification peu importante, ainsi qu'à des indemnités pour frais de déplacement et de bureau. Le tout s'élevait, en 1907-1908, pour les 128 arrondissements, à la somme de 150.000 florins.

Toutes ces autorités administratives ont le droit d'entrer dans toutes les écoles de leur ressort. Le chef de l'établissement doit leur ouvrir à première réquisition et leur donner tous les renseignements qu'ils lui demandent, à peine d'une amende de 300 florins ou d'un emprisonnement de trois mois (art. 184 du Code pénal) au cas de refus obstiné de se soumettre à un de leurs ordres. Il n'y a que deux questions sur lesquelles il puisse se refuser à répondre : la situation financière et l'instruction religieuse. Et encore, en ce qui concerne la première, est-il obligé de laisser vérifier le taux de la rétribution scolaire ; car cette vérification seule peut fournir une base d'appréciation sur la situation de l'école vis-à-vis des subsides gouvernementaux. Les inspecteurs s'assurent aussi que l'enseignement n'est pas contraire aux lois ou aux bonnes mœurs. Au cas d'infraction aux prescriptions de la législation scolaire, ils en dressent procès-verbal.

Lors de leur entrée en fonctions, ils prêtent le serment ou font la promesse solennelle de remplir fidèlement leur charge. Quand y a-t-il lieu à serment et quand à promesse solennelle ? La loi ne le dit pas, mais une circulaire ministérielle du 12 juillet 1873 est venue déclarer que cette disposition n'était que l'application des principes constitutionnels exigeant le respect de toutes les opinions religieuses et qu'il fallait se contenter d'une promesse solennelle chaque fois qu'un de ces fonctionnaires se réclamait de ses convictions religieuses pour refuser le serment.

Les mêmes prérogatives reviennent aux membres des commissions locales et la même prestation de serment ou de promesse est exigée d'eux. Dans chaque commune, en effet, l'inspection locale est organisée par le bourgmestre et les adjoints d'une manière indépendante de la surveillance exercée par le ministre et ses fonctionnaires. De plus, le conseil communal, s'il le juge utile, peut instituer des commissions spéciales pour l'inspection des écoles publiques et privées de la commune. Il nomme les membres qui doivent être pris parmi les habitants mâles de la commune. Ces commissions locales existent dans beaucoup de communes ; elles sont en même temps pour l'enseignement des aides précieux. Leur fonctionnement et leurs droits sont exposés par la loi d'une façon détaillée. En ce faisant, le but du législateur a été évidemment d'enfermer l'inspection scolaire dans des limites précises afin de prévenir les abus qui auraient pu se produire, et, en fait, autant pour les écoles publiques que pour les écoles privées, la surveillance scolaire telle qu'elle est pratiquée en Hollande ne donne lieu à aucune plainte.

A côté de cette surveillance administrative ou locale, il en est une autre exercée par les « Gedeputeerde Staten », les États députés qui sont la délégation permanente des États provinciaux. Composés, indépendamment du commissaire de la Reine membre de droit, de six membres élus par le Conseil provincial, les États députés remplissent un rôle très important en matière scolaire. Tantôt tribunal d'appel, tantôt conseil dont les avis sont obligatoires pour l'autorité supérieure, tantôt agent d'exécution, ils exercent en outre une surveillance générale sur l'instruction primaire. Les inspecteurs de district

doivent leur communiquer tous les ans leur rapport. Leurs pouvoirs à ces divers titres sont très étendus, puisqu'ils vont jusqu'à leur donner le droit de prononcer la fermeture des écoles et la révocation des instituteurs, de même qu'ils leur permettent de prendre les décisions nécessaires à la place des conseils communaux quand ceux-ci se refusent à le faire. Ces attributions sont intéressantes à constater parce que, confiées à une délégation d'un corps élu au lieu de l'être au gouverneur de la province, elles révèlent l'importance des prérogatives des États provinciaux eux-mêmes.

4. — De l'enseignement de répétition et des cours du soir.

A leur sortie de l'école primaire, les élèves qui ont fini leur temps de scolarité peuvent, s'ils le désirent, recevoir « l'enseignement de répétition ». Ce sont à proprement parler des sortes de cours d'adultes organisés par les communes ou par les établissements privés. Qu'ils soient publics ou libres, ces cours sont subsidiés par l'État à raison de 30 cents (60 centimes) par heure de classe faite par des instituteurs diplômés (art. 49 et 59 de la loi sur l'enseignement primaire).

Non contente d'encourager l'organisation des cours d'adultes, la loi du 7 juillet 1900 sur l'école obligatoire ordonne aux communes d'en établir partout où il se présente des élèves pour en profiter. A l'heure actuelle, il y a près d'un millier de communes (exactement 957 au début de 1908) qui font donner l'enseignement de répétition. Leurs cours étaient, au 13 janvier 1908, fréquentés par 23.706 garçons et 11.200 filles, tandis que ceux orga-

nisés par les écoles libres ne réunissaient que 3.782 garçons et 912 filles. Malgré ces chiffres, les inspecteurs se plaignent beaucoup que cet enseignement soit peu suivi. « C'est une remarque générale, disent-ils dans le compte rendu de 1907-1908, que partout se produit le même phénomène : que la rétribution scolaire soit plus ou moins basse, que les élèves soient de la campagne ou de la ville, que l'enseignement comprenne quelques matières enseignées à l'école primaire ou s'étende aux langues étrangères, toujours la participation à l'enseignement de répétition est médiocre ». Et ils concluent en ajoutant qu'on ne peut indiquer avec précision les causes de cette indifférence (1).

L'enseignement de répétition (*herhalingsonderwijs*) est, comme son nom l'indique, la répétition de l'enseignement primaire. Mais il peut le dépasser et s'étendre à des matières qui ne sont pas comprises dans le programme de l'école primaire. C'est encore une innovation de la loi du 7 juillet 1900 : auparavant, il se bornait purement et simplement à la répétition. Légalement, il lui faut embrasser au moins quatre matières dont deux au moins tirées du programme de l'instruction primaire ordinaire.

L'enseignement de répétition n'est pas obligatoire. Au moment de la discussion de la loi sur l'obligation scolaire, certains députés firent de grands efforts pour y introduire cette nouvelle exigence ; mais ils n'y parvinrent pas et la question reste à l'ordre du jour. Elle présente, en effet, un intérêt considérable, parce que l'organisation de l'enseignement de répétition fait partie du

(1) Verslag, p. 12.

problème du développement de l'instruction et de ses rapports avec la formation professionnelle.

Il ne faut pas confondre avec les cours d'adultes, l'école du soir. Là où elle existe encore, cette dernière est une subdivision de l'école primaire ordinaire, s'adressant aux seuls enfants qui la fréquentent. Autrefois, les écoles du soir étaient fort nombreuses. L'instituteur faisait classe le matin, l'après-midi et le soir de 5 à 7 heures. Actuellement, surtout par suite du développement de l'enseignement de répétition, leur nombre a beaucoup diminué. En 1892, elles existaient dans 90 communes et étaient fréquentées par 25.000 élèves ; en 1908, elles n'étaient plus suivies dans les écoles publiques que par 4.823 élèves et par 2.598 dans les écoles privées. Sur ce total de 7.421, il y en avait, de plus, 1.888 qui se rendaient uniquement à l'école du soir ; et, en dehors de certaines localités où elle était maintenue concurremment avec les cours d'adultes, la vieille école du soir subsistait dans quatre communes seulement.

5. — Des écoles auxquelles la loi ne s'applique pas.

La loi sur l'enseignement primaire ne s'applique pas à tous les établissements où se donne une instruction primaire. Y échappent :

1° Les écoles où l'on n'enseigne que le chant, la gymnastique, les travaux manuels, les notions d'agriculture ;

2° Les écoles où l'on n'admet que des enfants de moins de six ans (garderies ou écoles maternelles qui demeurent cependant soumises à l'inspection sanitaire) ;

3° Les écoles militaires ;

4° Les écoles qui sont établies dans les prisons et les dépôts de mendicité ;

5° Les écoles, enfin, pour sourds, muets, aveugles et idiots. Il faut y ajouter, depuis la loi du 3 juin 1905, les écoles pour enfants arriérés.

La question des enfants arriérés, en effet, a vivement préoccupé le législateur hollandais qui a jugé bon de soustraire les écoles spéciales établies pour eux au régime ordinaire. Sans qu'il soit possible de les assimiler aux idiots, leur faiblesse intellectuelle rend ces enfants incapables à profiter, malgré les efforts des parents et des maîtres, de l'enseignement qui leur est donné. De plus, ils sont un obstacle pour l'avancement des autres élèves. Il leur faudrait, pour se développer, des classes moins nombreuses, une sollicitude plus grande, un programme moins rapide, des répétitions plus fréquentes, tout un système spécial d'instruction que nécessite une formation individuelle plus difficile. En leur appliquant un régime d'exception, on permet aux éducateurs d'atteindre ce but et aux écoles qui en prennent la charge de recevoir, suivant des règles spéciales, des subsides plus élevés.

C'est ainsi que le traitement légal des instituteurs est, au minimum, de 1.000 florins, et de 2.000 florins, celui de l'instituteur en chef d'une école comprenant trois instituteurs, que les classes ne peuvent comprendre plus de 16 élèves, que la contribution de l'Etat aux frais de construction et d'aménagement des locaux scolaires s'élève à 63 florins 20 pour 16 élèves ; à 94 florins 80, de 17 à 32 élèves ; à 158 florins, de 33 à 48 élèves, etc., proportion beaucoup plus élevée que celle établie par l'article 59 de la loi sur l'enseignement primaire.

Sous ce régime de faveur, plusieurs écoles pour enfants arriérés se sont créées. La première en date est celle de Rotterdam, ouverte le 1^{er} avril 1907, qui, au 31 décembre de la même année comprenait 6 classes avec 94 élèves et recevait 4.447 florins de subsides. Elle fut suivie à quinze jours d'intervalle par une école chrétienne dans la même ville, laquelle, au 31 décembre 1907, comptait 19 élèves et touchait une subvention de 1.711 florins.

Il est à croire que ces écoles spéciales ne tarderont pas à se multiplier. Dans les petites localités, le grand obstacle à leur établissement est la dépense considérable qu'entraîne leur fondation. Mais l'obstacle n'est pas insurmontable, car les municipalités peuvent mettre à profit la faculté qui est donnée dans l'article 16 de la loi « aux communes voisines de se réunir pour fonder et entretenir des écoles ».

II. — L'enseignement public.

1. — Définition.

L'enseignement public est celui qui est donné dans des écoles créées et entretenues par voie d'autorité, c'est-à-dire par l'Etat, les provinces ou les communes.

Avant 1848, il suffisait pour qu'une école fut publique qu'elle reçut dans la mesure la plus minime des fonds d'une caisse publique, alors même qu'elle avait été érigée par des particuliers et qu'elle continuait à être entretenue en majeure partie par eux. La Constitution de 1848 et la loi de 1857 en reconnaissant la liberté d'enseignement,

ne considérèrent plus comme telles que les écoles fondées par l'Etat ou ses subdivisions à l'aide d'instituteurs nommés par l'une ou l'autre de ces autorités et entretenues avec les deniers publics. Cette nouvelle conception plus logique que la précédente ne triompha toutefois complètement qu'en 1889.

Dans son article 194, devenu article 192 à la suite de la revision de 1887, la Loi fondamentale porte les prescriptions suivantes : « L'instruction publique est l'objet de la constante sollicitude du gouvernement. ... Il est donné dans tout le royaume par les soins de l'autorité une instruction publique suffisante ». Tel est le principe dont l'article 16 de la loi sur l'enseignement primaire a réglé l'application en décidant que « dans chaque commune, il doit être donné un enseignement primaire satisfaisant dans des écoles en nombre suffisant ».

Immédiatement, la question s'est posée de savoir si ces textes imposaient aux communes la charge de créer des écoles publiques, alors que les écoles libres suffisaient à satisfaire les exigences de la population scolaire. A s'en tenir à une interprétation rigoureusement littérale, on serait porté à l'admettre ; mais ce serait dépasser la pensée du législateur. Il est évident que le bon sens commande de tenir compte de la situation particulière de chaque commune. C'est l'opinion qui a prévalu. « Le but du législateur, dit Buys, est clair comme le jour... Bien que la Constitution place l'école publique au premier plan, en un certain sens l'enseignement public sera toujours un enseignement complémentaire, parce qu'il a seulement à se préoccuper et qu'il ne peut s'occuper que de ceux qui se présentent à lui, c'est-à-dire de ceux qui ne veulent pas faire usage de l'école privée. »

Mais il ajoute que cela ne signifie pas que l'école privée soit complètement exclue. Si donc tous les enfants d'une école fréquentent l'école libre, sans réclamation de la part des parents, il n'est pas nécessaire légalement d'y établir une école publique. Cette création ne serait obligatoire que le jour où les parents en feraient la demande. Autant, il serait inconstitutionnel « de fermer une école publique sous le prétexte que ses élèves trouveront bien place dans une école privée », autant ce serait méconnaître les dispositions légales « de demander à une municipalité de créer une nouvelle école, non parce que la place fait défaut, mais parce qu'on espère que l'école, une fois ouverte, les demandes de place ne manqueront pas de se produire » (1).

Voilà ce que disait déjà, en 1887, le professeur Buys. Actuellement, on va plus loin encore et on admet qu'une commune peut même, sans enfreindre la loi, convertir une école publique en école privée, lorsque l'unanimité des parents le réclame. C'est ce qui s'est produit tout récemment dans la commune de Putten en Gueldre où, sur une pétition des pères de famille, le Conseil communal a décidé de donner en location à l'association scolaire qu'ils avaient formée les bâtiments de l'école publique du hameau de Huinen.

En un mot, le législateur hollandais, tout en exprimant sa conviction de la nécessité de l'enseignement officiel, n'entend pas l'imposer et charger les communes de dépenses aussi lourdes qu'inutiles.

En cette matière, l'application peut parfois être délicate et se heurter à un excès de zèle ou, par contre, à un

(1) Buys, De Grondwet, II, pp. 774 et 775.

parti-pris d'inertie. C'est pourquoi le Conseil communal n'est pas seul juge de l'opportunité de la création ou de l'augmentation des écoles publiques. Ses décisions doivent être approuvées par les Etats députés. Ceux-ci peuvent même, l'inspecteur du district entendu et sous réserve d'un appel auprès de la reine, ordonner l'établissement de nouvelles écoles, s'ils estiment que celles existantes sont trop peu nombreuses pour contenir tous les enfants qui veulent les fréquenter. Et si la commune refusait de se soumettre à un ordre de ce genre, elle risquerait de voir les sommes nécessaires inscrites d'office à son budget. (Art. 18 de la loi sur l'enseignement primaire ; art. 212 et 217 de la loi communale.)

2. — Des écoles publiques.

Les écoles publiques relèvent directement de l'autorité municipale. C'est la commune qui est chargée de veiller à ce que, suivant les prescriptions légales, « un enseignement primaire satisfaisant soit donné dans un nombre d'écoles suffisant ». A elle revient la mission de préparer les locaux scolaires, de décider la diminution ou l'augmentation du nombre des écoles, d'organiser l'enseignement. Elle ne peut se dérober à cette obligation ni sous prétexte d'insuffisance de ses finances, ni sous aucun autre motif. Néanmoins, il lui est permis de s'entendre avec une ou plusieurs communes voisines pour fonder ensemble une seule école unique. Ces conventions intercommunales doivent recevoir l'approbation des Etats députés et deviennent de véritables contrats qui font la loi des parties en présence. C'est pour cette raison qu'au

cas de différend, la législation hollandaise attribue la compétence, non à l'autorité administrative, mais aux tribunaux judiciaires.

Le nombre des conventions de ce genre a une tendance à diminuer. Il y en avait 31 en 1907 contre 39 en 1892.

Par ailleurs, une commune reste libre d'admettre dans ses écoles les enfants d'autres communes, sans aucune convention. Mais le plus souvent, on a recours à une entente basée presque toujours sur la réciprocité et qui est assujettie, elle aussi, à l'approbation des Etats députés.

Tous les enfants d'une commune ont accès à l'école publique. S'il y a plusieurs écoles dans la localité, ils ont le droit de choisir entre elles ; mais ce droit peut être limité par le Conseil communal qui possède la faculté, au cas d'une population scolaire trop dense, de diviser la commune en sections et d'assigner à chacune d'elles une ou plusieurs écoles. C'est une simple faculté pour la commune, mais cette faculté devient une obligation quand il existe des hameaux éloignés du centre. S'il s'y trouve un certain nombre d'enfants en âge scolaire, une école doit y être établie pour eux. Seulement, quand l'éloignement du centre est-il suffisant et quand les enfants sont-ils assez nombreux pour nécessiter cette création ? C'est une question d'appréciation que dans le silence de la loi les autorités communales tranchent sous le contrôle des Etats députés. On cite, à ce sujet, une décision des Etats d'Overijssel reconnaissant la nécessité d'établir une école dans un hameau distant d'une lieue du centre de la commune, lorsqu'il s'y trouve une vingtaine d'enfants en âge scolaire et que les parents en font la demande.

Il y a quelque temps, les villes importantes avaient

coutume de s'acquitter de leurs obligations en matière d'enseignement par la création d'immenses écoles comprenant 14, 16 classes, même davantage et réunissant fréquemment de 500 à 600 élèves. Deux fois par an, on admettait de nouveaux élèves et, vu la population scolaire, on était obligé de multiplier les classes parallèles. Mais ce système perd actuellement beaucoup de sa faveur et on en revient à l'idée de construire plutôt des petites écoles qu'un de ces grands établissements où le personnel enseignant se connaît à peine et ignore presque forcément les enfants. Des écoles moins importantes présentent l'avantage d'établir entre les élèves et les maîtres un contact plus intime ; l'éducation y gagne et la fréquentation scolaire aussi ; car les enfants ont en général moins de distance à parcourir pour s'y rendre.

Dans l'organisation de ses écoles, la commune est tenue dans l'intérêt de l'hygiène publique, d'observer des prescriptions minutieuses édictées par les décrets et règlements. Avant de choisir l'emplacement de l'école, elle doit envoyer à l'inspecteur du district un extrait du cadastre indiquant l'état des lieux dans un rayon de 200 mètres. Les bâtiments scolaires, dont le plan doit être joint à l'extrait cadastral, doivent être écartés de tout établissement insalubre et, autant que possible, isolés d'autres constructions. A moins d'une autorisation spéciale, aucune école publique ne peut contenir plus de 600 élèves. Le décret du 4 mai 1883 ajoute que les classes elles-mêmes ne peuvent recevoir plus de 100 élèves. Les classes pour plus de 50 élèves doivent pouvoir être séparées en deux compartiments. Les locaux scolaires doivent avoir au moins 4 m. 50 de hauteur depuis le sol jusqu'au plafond, donner à chaque élève

3 m. 6 d'air et 0 m. 80 de surface ; l'aérage, l'éclairage et le chauffage doivent être soignés, et les règlements entrent dans de tels détails qu'ils vont jusqu'à indiquer la couleur de la peinture des murs, la forme et la grandeur des bancs qui doivent tous être à dossier, etc. Mais on ne saurait traiter d'excessive cette minutie ; car, il s'agit de la santé des enfants et nul ne conteste qu'un local bien aménagé, bien entretenu, à l'aspect propre et coquet fait bonne impression sur l'esprit des élèves et les attache davantage à l'école. Les hollandais estiment qu'en matière de pédagogie, les plus petits détails ont leur importance, par exemple, la couleur qui doit flatter l'œil sans le fatiguer, les corridors dont la largeur facilite l'ordre, le mobilier scolaire qui doit être pratique et commode, etc.

La commune détermine, toujours sous l'approbation des Etats députés, l'âge auquel les enfants seront admis dans les écoles. Sous ce rapport, la loi n'édicte pas de règle générale et laisse aux municipalités le soin de prendre une réglementation, si elles le jugent utile, mais elle ne les y oblige pas. Pour l'âge de sortie, il n'existe jamais ou presque jamais de limite ; mais pour l'admission, les dispositions sont assez variables. Il semble même qu'il règne une certaine indécision sur ce point. Un décret du 2 février 1906, en effet, a établi que l'âge de cinq ans était trop bas ; tandis que d'autres en date du 22 octobre 1901 et du 28 janvier 1903 avaient déclaré que celui de six ans était, en général, trop élevé, alors surtout que les nouveaux élèves n'étaient admis qu'une fois par an. Heureusement que les usages locaux viennent corriger cette imprécision et ordinairement, les enfants vont à l'école depuis l'âge de six ans jusqu'à celui de quatorze ans.

Une coutume assez générale aussi est d'établir des écoles séparées pour garçons et pour filles, mais certaines communes y font exception et se rallient au système d'écoles pour les deux sexes.

D'autres, en particulier dans les grandes villes, sont affectées à chaque classe spéciale de la société; il y a ainsi l'école pauvre, l'école intermédiaire et l'école riche qui se départagent d'après la rétribution scolaire exigée des enfants qui les fréquentent.

Toutes les décisions du Conseil communal concernant ces divers points, de même que celles ayant trait à la fermeture d'une école ou à la réunion de deux écoles en une, ne sont pas exécutoires par elles-mêmes, elles ne le sont qu'à la suite de l'approbation des Etats députés.

Excessivement rares sont les communes qui ne possèdent pas d'école publique. On en compte en tout 19. Quelques-unes n'en ont pas, parce que les écoles privées contiennent tous les enfants en âge scolaire, d'autres, parce que les enfants sont reçus dans les écoles des communes voisines.

Les écoles publiques étaient, en 1908, au nombre de 3.274, et elles abritaient une population scolaire de 563.187 enfants dont 312.372 garçons et 250.915 filles.

3. — De l'enseignement dans les écoles publiques.

La réglementation des matières qui seront enseignées dans les écoles publiques revient au Conseil communal, mais son pouvoir n'est pas sans limites. Sous aucun prétexte, il ne peut dispenser de l'enseignement des matières obligatoires, que la loi impose dans toutes les écoles pri-

maires. Quant aux matières facultatives, il est libre d'en ordonner l'enseignement en tout ou en partie, suivant que le besoin s'en fait sentir et qu'il se trouve des élèves, en nombre raisonnable, pour en jouir. Mais, une fois la nécessité d'un cours facultatif reconnue, la commune doit l'établir sans pouvoir invoquer, pour se dérober à cette charge, ni la pauvreté des enfants qui fréquentent l'école — car, pauvres et riches doivent être égaux devant la loi ; — ni l'existence d'une ou plusieurs écoles moyennes dans la commune — car, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire sont deux enseignements distincts et l'un ne peut pas influencer sur le maintien ou le développement de l'autre.

De leur côté, les élèves sont obligés de recevoir l'enseignement de toutes les matières enseignées à l'école, sauf de la gymnastique dont ils peuvent être dispensés à la demande des parents.

Si le Conseil communal ne peut retrancher du programme aucun des cours légalement obligatoires, il ne peut pas davantage en ajouter d'autres. Il serait contraire à la loi d'organiser, par exemple, un cours professionnel dans une école primaire.

Pour ce qui est, du reste, des détails du fonctionnement de l'école : temps de classe et vacances, plan d'études, livres scolaires, etc., ce sont les directeurs d'école qui en décident, mais toujours sous l'approbation des bourgmestres et échevins en même temps que sous celle de l'inspecteur du district.

Un usage général consiste à fixer la durée des études primaires à six années qui se prolongent à 7, 8 ou même 9 années pour l'enseignement primaire développé et plus développé.

Le Conseil communal, enfin, est tenu de ne pas enfreindre dans sa réglementation des écoles, la neutralité religieuse. Les écoles publiques doivent être neutres, tel est le principe inscrit aussi bien dans la Constitution que dans la loi sur l'enseignement primaire : « L'instruction publique, porte la première, est organisée par la loi de manière à ne blesser les convictions religieuses de personne. » Et, la seconde fait l'application de la règle en plusieurs de ses articles : dans l'article 16 où elle dit que « les écoles sont ouvertes à tous les enfants sans distinction d'opinion religieuse » ; dans l'article 33 où elle déclare : « L'enseignement scolaire est organisé de façon à servir par l'étude des sciences nécessaires et convenables au développement des facultés intellectuelles de l'enfant et à l'acquisition de toutes les vertus chrétiennes et sociales. L'instituteur s'abstient de rien enseigner, faire ou permettre qui soit contraire au respect dû aux idées religieuses de ceux qui pensent autrement. »

Cette neutralité, comme nous l'avons déjà vu, n'est pas absolue. Elle n'exige pas le respect de toutes les opinions religieuses possibles, mais uniquement de celles des enfants qui fréquentent l'école. Si, par exemple, dans une école publique, il n'y a que des enfants catholiques, un instituteur catholique lui aussi pourrait donner légitimement une instruction religieuse catholique, car, en ce faisant, il ne froisserait les convictions religieuses de personne ; mais, du moment où il y a dans l'école des enfants appartenant à un autre culte, cet instituteur est obligé de ne rien dire qui soit de nature à les blesser dans leurs convictions.

L'obligation de la neutralité s'étend aussi bien aux

livres qu'à l'enseignement oral, mais, comme il n'y a pas de liste officielle d'ouvrages scolaires, l'instituteur peut en réalité imprimer à l'instruction la tendance qu'il veut. Seulement, s'il manque à la neutralité, il s'expose à se voir privé par la Reine pendant un an de sa capacité d'enseigner et en cas de récidive d'encourir la même peine pour un temps indéterminé.

L'instituteur, du reste, n'est astreint à la neutralité qu'aussi longtemps qu'il se trouve à l'intérieur de l'école. A l'extérieur, il recouvre toute sa liberté d'action. Il lui est permis alors de professer ouvertement ses opinions, il peut écrire des articles dans des journaux qui s'occupent de questions religieuses ; il peut même enseigner le dogme.

En général, les communes tiennent compte, pour le choix des instituteurs, du sentiment religieux de la population. Aucune prescription officielle ne le commande, mais, en fait, cela se pratique presque toujours ainsi et fréquents sont les avis des journaux où une municipalité fait appel, non à un instituteur catholique ou réformé, ce qui serait contraire à la loi, mais à un instituteur pour une commune catholique ou réformée.

Si l'obligation de la neutralité existe, l'enseignement de la religion n'est pas pour cela banni de l'école. Seulement, il est abandonné aux ministres des divers cultes. Le règlement de l'école leur réserve un certain nombre d'heures pendant lesquelles les locaux scolaires, chauffés et éclairés, s'il est nécessaire, sont tenus à leur disposition, aux conditions, déterminées par le bourgmestre et les échevins, de concert avec l'inspecteur du district. En cas de désaccord, le ministre de l'Intérieur statue.

« Cette règle, au témoignage de M. Moyersoen, admet

des interprétations diverses. Ainsi, on peut **donner** aux enfants qui fréquentent l'école un jour entier de **congé** chaque semaine et ce jour là, mettre les locaux à la disposition des ministres du culte. On pourrait aussi leur réserver un simple après-midi, par exemple, celui du mercredi, jour ordinaire de congé. Libre alors aux parents d'envoyer leurs enfants assister à l'instruction religieuse.

« On peut encore inviter les ministres du culte à venir donner leur instruction avant ou après la classe. Cette manière d'agir, absolument conforme aux intentions du législateur de 1857 qui introduisit la règle, est peut-être aussi la plus fréquente.

« Parfois aussi, il arrive qu'ils donnent leur enseignement pendant les heures ordinaires de classe. Les enfants dissidents et ceux qui ne professent aucun culte, quittent au moment de leur entrée et s'en vont jouer pendant qu'ils donnent l'instruction religieuse ; ils rentrent en classe dès qu'elle est terminée. Mais faisons remarquer que cette pratique, encore qu'elle s'allierait au plus grand respect de la liberté des consciences, est absolument contraire à l'esprit de la loi.

« Dans certaines communes, les pasteurs protestants ont fait usage de la faculté que leur donne la loi d'enseigner la religion dans les écoles publiques. Les prêtres catholiques n'en ont que peu ou point usé. Ils préfèrent enseigner le catéchisme à l'église. Les enfants catholiques qui fréquentent l'école publique peuvent quitter l'école avant les autres enfants, les jours où ils doivent assister à l'instruction religieuse. »

Au cours de l'année 1907, l'instruction religieuse a été donnée dans 1053 écoles réparties entre 406 communes,

et le rapport, qui nous fournit ces chiffres, ajoute qu'aucune difficulté ne s'est présentée, pas plus qu'en général les années précédentes.

4. — Des instituteurs publics.

1° Situation légale des instituteurs publics. — « A la tête de chaque école, dit la loi dans son article 23, est placé un instituteur qui doit avoir accompli l'âge de 23 ans et posséder le rang d'instituteur en chef ». C'est à cette condition seule qu'un instituteur est apte à diriger une école; ceux qui ne sont pourvus que du diplôme d'instituteur ordinaire ne peuvent assumer cette charge que provisoirement, à titre intérimaire et jamais plus de six mois.

Les fonctions du directeur d'école sont nombreuses : il fixe le plan d'études, le règlement intérieur de l'école, la liste des livres scolaires, les époques des classes et des vacances, le tout sous l'approbation municipale. D'une façon générale, l'année scolaire commence en Hollande vers le 1^{er} septembre, et les jours de congé varient, mais ils ne peuvent être accordés à l'occasion de fêtes religieuses particulières à l'un ou à l'autre culte que si les deux tiers des élèves et la majeure partie du personnel enseignant ne fréquentent pas l'école ce jour-là. C'est le directeur aussi qui doit fournir aux autorités administratives les rapports et les renseignements exigés et il est responsable de l'inexécution des prescriptions légales dans son école.

Dans certains endroits, le directeur n'a pas de classe à faire, il est uniquement chargé de la direction. Cela se

rencontre surtout dans les écoles populeuses. On dit alors que le directeur est « ambulant ». De vives réclamations s'élèvent actuellement contre ce système dans les milieux pédagogiques et l'utilité de « l'ambulantisme » est très contestée. Le mouvement hostile a même pris une telle force qu'à Amsterdam, l'échevin de l'instruction publique, M. de Vries a décidé tout récemment de revenir, à titre d'essai, à l'ancienne conception du directeur chargé de classe.

Le directeur d'école est assisté d'instituteurs-adjoints en nombre proportionné à celui des élèves. Il lui faut un adjoint lorsque l'école reçoit plus de 40 et moins de 91 élèves. Quand ce chiffre est dépassé, le nombre des instituteurs s'augmente d'une unité par 55 élèves. De plus, lorsque les instituteurs attachés à l'école, sont au moins trois ou sept, non compris le directeur, l'un d'entre eux dans le premier cas ou deux dans le second doivent remplir les conditions voulues pour pouvoir être directeur d'école. Ce sont là les exigences posées par l'article 24 de la loi sur l'enseignement primaire ; mais rien n'empêche les communes d'augmenter le nombre des instituteurs-adjoints ou d'imiter l'exemple d'Amsterdam où tous les instituteurs employés aux écoles de la ville doivent posséder le diplôme d'instituteur en chef.

Lorsque l'école comprend plusieurs classes, l'enseignement dans les classes inférieures est confié de préférence à des institutrices et dans les classes supérieures, sauf pour les écoles de filles, à des instituteurs.

Le directeur peut se faire aider aussi, sous certaines conditions énoncées dans l'article 8, par des élèves-instituteurs qu'il ne faut pas confondre, bien qu'ils soient soumis au même régime, avec les *Kweekelingen* qui se

préparent, sous la direction du chef de l'école, à passer l'examen pour le certificat de capacité. Ce sont ici de véritables instituteurs qui, jeunes pour la plupart et sans place, acceptent volontairement de seconder un directeur pour se donner une occupation utile. Ils sont obligés même de remplacer en cas de besoin les instituteurs empêchés. Leur travail est gratuit, mais le conseil communal peut, s'il est content de leurs services, leur allouer une indemnité.

Tous les instituteurs, aussi bien le directeur que les adjoints, sont nommés par le conseil communal sur une liste de trois candidats présentés par le collège échevinal (bourgmestre et échevins) d'accord avec l'inspecteur du district pour les chefs d'école, ou après consultation de l'inspecteur d'arrondissement et du directeur de l'école intéressée pour les instituteurs ordinaires.

La nomination du directeur de l'école revêt une importance toute particulière pour le bon fonctionnement de l'établissement. Aussi la loi l'entoure-t-elle de garanties spéciales : si le collège échevinal et l'inspecteur du district ne parviennent pas à s'entendre sur la composition de la liste des candidats, il y a lieu de recourir à un examen approfondi et comparatif sur l'aptitude des candidats à diriger une école. Avant 1889, cet examen était toujours requis, mais, des réclamations nombreuses s'étant élevées, il ne fut maintenu qu'au cas de désaccord entre les autorités jouissant du droit de présentation. Si les candidats, par ailleurs, sont trop nombreux, six d'entre eux peuvent être désignés pour prendre part au concours et si le désaccord se maintient pour ce choix, tous sont autorisés à y participer.

Les instituteurs des écoles publiques dites « d'appren-

tissage », rattachées à une école normale de l'État sont nommés par le ministre de l'Intérieur.

Les instituteurs peuvent être révoqués par les autorités qui ont procédé à leur nomination. Ce droit, complété par celui de suspension et même par celui d'enlever la capacité d'enseigner à l'instituteur révoqué par le Conseil communal, appartient, en outre, aux États députés, sur la proposition de l'inspecteur scolaire de district.

Le bourgmestre et les échevins peuvent eux aussi suspendre pour un mois, à la requête de l'inspecteur d'arrondissement, un instituteur public, à la condition d'en aviser immédiatement le conseil communal et l'inspecteur du district. Mais comme la suspension n'entraîne pas, pendant sa durée, la perte du traitement pour celui qui en est l'objet, elle n'est employée que dans de très rares circonstances.

Lors de démission volontaire ou non, de suspension, d'absence ou d'empêchement temporaire d'un instituteur, le collège échevinal pourvoit, d'accord avec l'inspecteur d'arrondissement, à son remplacement provisoire. Le traitement de cet intérimaire est toujours à la charge de la commune, même si le remplacement est nécessité par la maladie. Au cas de négligence du Conseil communal à nommer, quand il en est besoin, un titulaire définitif à la place de l'instituteur révoqué, absent ou malade, les États députés peuvent le faire, après le délai de six mois et à condition de faire précéder la nomination d'un examen préalable.

2° *Traitement des instituteurs.* — Le traitement des instituteurs est fixé par le Conseil communal sous le contrôle des États députés et en tenant compte des prescriptions légales. La loi, en effet, établit pour ce traite-

ment un minimum au dessous duquel il ne peut descendre. Autrefois, ce minimum était de 700 florins quand il s'agissait des directeurs d'école, de 600 florins pour les instituteurs munis du diplôme d'instituteur en chef et de 400 florins pour les instituteurs ordinaires. La loi du 3 juillet 1905 est venue apporter à ce système des modifications importantes, multipliant les catégories et élevant sensiblement le minimum légal.

Le projet primitif du docteur Kuyper faisait varier le tarif d'après le nombre des élèves fréquentant l'école : la 1^{re} catégorie, donnant droit pour le directeur suivant les années de services à un traitement minimum de 750 à 950 florins, aurait compris les écoles contenant moins de 200 élèves ; la 2^{me}, comportant un minimum de 850 à 1.050 florins, les écoles contenant de 200 à 309 élèves ; la 3^e, avec un minimum de 950 à 1.150 florins, celles contenant de 310 à 419 élèves ; la 4^e enfin, avec un minimum de 1.050 à 1.250 florins, celles ayant 420 élèves et plus. Le ministre partait de ce principe que le champ d'activité du directeur d'école s'étend en proportion du nombre d'enfants fréquentant l'école et il l'appuyait par cette considération qu'en général les écoles fortement peuplées se trouvent dans les grands centres où la vie est plus chère. Mais, pendant le travail de commission, de nombreuses protestations s'élevèrent contre le principe admis. On contesta son exactitude et on soutint qu'au contraire, l'activité du directeur d'une école peu importante était plus grande, car il avait, outre le travail administratif, des classes à faire ; et qu'il en était, en particulier ainsi pour les écoles donnant un enseignement primaire plus développé. D'autre part, on établit que le rapport entre la population scolaire et l'importance de la

localité n'était pas constant et on cita l'exemple des écoles chrétiennes d'Amsterdam où sur les 34 subsidiées, il y en avait 11 qui avaient moins de 200 élèves. Ces arguments amenèrent le gouvernement à présenter une autre classification basée sur les variations du prix de la vie et adoptant les catégories admises pour la réglementation de l'impôt personnel.

C'est cette manière de voir qui a été consacrée par la loi du 3 juin 1903. Le traitement minimum des directeurs d'école varie suivant la classe où est rangée la commune pour la perception de l'impôt personnel. Ainsi la catégorie A comprend les écoles établies dans les communes appartenant aux dernières classes; la catégorie B, celles établies dans les communes appartenant à la 3^e, 4^e ou 5^e classe; la catégorie C, celles établies dans les communes appartenant à la 2^e ou à la 1^{re} classe (1). Dans chaque catégorie, le traitement progresse; en outre, avec les années de services, augmentant de 50 francs par cinq années de services. De telle sorte que le minimum évolue entre 850 florins dans la catégorie A avec moins de cinq années de services et 1.250 florins dans la catégorie C avec 20 ans de services.

Pour les instituteurs-adjoints, cette classification n'existe pas. Elle serait, du reste, moins utile; car les variations du prix de la vie les atteignent moins: ils reçoivent

(1) Sur ce point, la loi de 1903 faisait une catégorie de plus: la catégorie A comprenait les 8^e et 9^e classes et fixait le traitement minimum de 750 à 950 florins; la catégorie B comprenait les 6^e et 7^e avec un traitement minimum de 850 à 1.050 florins. La loi du 28 décembre 1907 est venue fondre ces deux catégories en une seule avec traitement minimum de 850 à 1.050 florins. De plus, elle a augmenté le traitement des instituteurs-adjoints.

ordinairement la nourriture et le logement dans l'école lorsqu'ils ne sont ni mariés, ni veufs avec enfants et quand ils le sont, la loi leur accorde une indemnité de loyer de 50 florins par an. Pour eux, les années de services entrent seules en ligne de compte et font varier le traitement minimum entre 500 et 825 florins. Quand, en outre, ils sont munis du diplôme d'instituteur en chef, ils reçoivent 100 ou 200 florins en plus, selon qu'ils ont moins ou plus de 23 ans et qu'ils sont attachés à des écoles ayant moins ou plus de quatre instituteurs.

Tout instituteur a droit à un salaire fixe égal au moins à ce traitement minimum. On ne pourrait lui en verser une partie sous la forme de primes, par exemple, proportionnellement au nombre d'élèves ; ce système ne serait possible que s'il complétait le minimum fixe et, une fois admis, il ne pourrait plus être modifié au détriment des instituteurs qui en jouiraient. Assez généralement des suppléments de traitement sont accordés par les communes aux instituteurs. De même, il arrive fréquemment que les augmentations de traitement sont plus rapides que celles énoncées par la loi, et certaines municipalités décident qu'elles auront lieu tous les ans ou tous les deux ans, de manière à ce que les instituteurs jouissent du maximum au bout de 12 ou de 14 ans de services. Ailleurs, les augmentations ont lieu au mérite, mais on estime, d'ordinaire, qu'il est préférable de les accorder à l'ancienneté. Il en résulte que le montant des émoluments que les instituteurs reçoivent varie beaucoup suivant les localités.

Cependant, depuis vingt ans, le traitement des instituteurs a subi une progression continue. D'après les statistiques très détaillées et très complètes des rapports sur

l'état de l'enseignement primaire, il apparaît que de 1887 à 1891, en moyenne 64 pour cent des directeurs d'école touchaient moins de 1.000 florins par an ; de 1892 à 1896, il y en avait 63 pour cent ; de 1897 à 1901, 60 pour cent ; en 1902, la proportion était descendue à 45,5 pour cent ; enfin, en 1907, on n'en comptait plus que 967 sur 3237, soit 30,17 pour cent. Les instituteurs au nombre de 7.938 et les institutrices au nombre de 4.890 reçoivent en grande partie des traitements variables entre 500 et 1.000 florins, tandis que 36,02 pour cent chez les instituteurs et 18,75 pour cent chez les institutrices jouissent d'un salaire supérieur à mille florins.

En sus de leur traitement fixe, les directeurs d'école ont droit à une habitation gratuite, autant que possible avec jardin et, au cas où la commune ne peut la leur fournir, elle est tenue de leur allouer une indemnité de logement d'au moins 150 florins par an.

Mentionnons, en outre, que pour l'enseignement de répétition les instituteurs reçoivent une rémunération de 60 cents (1 fr. 20) par heure de classe.

Les traitements du personnel enseignant comprenant 15.942 membres ont, en 1907, coûté à l'État 669.675 florins pour ses écoles normales, les écoles primaires y annexées et les cours normaux, et aux communes 16.061.856 florins. Par suite de la revision apportée par la loi du 28 décembre 1907, ces chiffres se trouveront encore sensiblement augmentés, mais beaucoup moins qu'à la suite de l'introduction du régime de la loi de 1905 où le total des dépenses pour les appointements des instituteurs publics fit un bond de 466.745 florins.

Les émoluments des instituteurs doivent être tels qu'ils leur permettent d'en vivre ; car, il leur est défendu, sous

peine de révocation, d'exercer une autre profession, et cette défense s'étend aux membres de leur famille. Mais les États députés peuvent lever cette prohibition et, en pratique, ils le font assez fréquemment, du moment que l'enseignement ne doit pas en souffrir. En 1907, la dispense fut accordée à 79 instituteurs, ce qui porta à 1.173 le chiffre des instituteurs jouissant du privilège d'exercer une autre profession. Quand on parcourt la liste des emplois qu'ils étaient ainsi autorisés à remplir, on relève, parmi les plus fréquents, ceux de secrétaire et percepteur d'un polder, de caissier d'une institution de crédit agricole, de chantre, d'organiste ou de lecteur auprès d'une communauté protestante ou dans une église catholique, etc. On y rencontre même trois exemptions accordées à des membres d'un Conseil provincial.

De plus, comme l'instituteur est libre de son temps en dehors des heures de classe, il peut sans autorisation l'employer à des leçons particulières, à l'enseignement dans des écoles professionnelles ou à une autre occupation ne constituant pas un métier, mais il faut toujours que ce ne soit là qu'un accessoire et qu'on puisse dire qu'il vit pour sa fonction d'instituteur.

3^e *Pension de retraite des instituteurs.* — Aux instituteurs qui ont atteint l'âge de 65 ans, l'État sert une pension de retraite, comme aussi à ceux qui, après dix années de services au moins, sont, du chef de maladies du corps ou de l'esprit, reconnus impropres à continuer leur enseignement. Avant la loi de 1905, en ce dernier cas, la pension n'était que facultative, elle est maintenant obligatoire comme dans le premier. Pour le calcul des années de services, les années passées dans l'enseigne-

ment privé entrent en ligne de compte autant que celles passées dans l'enseignement public.

L'instituteur verse pour le service de la pension une contribution annuelle fixée par la loi à deux pour cent de ses appointements qui comprennent non seulement le traitement fixe, mais encore les primes qui lui sont allouées et les suppléments qu'il reçoit, même celui dont il est gratifié pour l'enseignement de répétition et jusqu'à la valeur locative de son habitation gratuite ou l'indemnité qui la remplace. Seules, les allocations à titre exceptionnel sont laissées de côté. La somme formée par tous ces revenus et qui sert de base pour le calcul de la contribution est fixée pour chaque intéressé par les États députés et le montant de la contribution versée tous les ans dans les caisses de l'État.

De même que l'apport des instituteurs, la pension se calcule d'après les appointements de l'instituteur, mais seulement durant les douze derniers mois précédant sa retraite. Elle comporte une soixantième partie de ces revenus pour chaque année de service, mais, ajoute la loi, n'en peut jamais dépasser les deux tiers. Par exception, la pension atteint toujours les deux tiers des émoluments dont jouissait l'instituteur pendant les douze derniers mois précédant sa retraite lorsqu'il a contracté des infirmités qui sont la suite de violences exercées contre lui ou d'accidents survenus dans l'exercice ou à l'occasion de ses fonctions, du moment qu'il n'y a ni faute, ni imprudence de sa part.

Pour obtenir la liquidation de sa pension, l'instituteur doit en faire la demande. L'attribution se fait par un décret royal.

La loi de 1903 a organisé un système de pensions

parallèle pour les instituteurs de l'enseignement privé.

En 1907, l'Etat versait aux anciens instituteurs publics et privés, à titre de pension de retraite, un total de 839.488 florins, pendant que les contributions des instituteurs publics s'élevaient à 305.179 florins et celles des instituteurs privés à 162.693 florins.

4° *Traitement d'attente.* — Il peut se faire, dans certains cas, qu'un instituteur soit privé de ses fonctions sans être dans les conditions voulues pour jouir d'une pension de retraite. Cela se produit notamment lors de la suppression de l'école à laquelle il était attaché comme directeur ou comme instituteur ordinaire, ou bien lors de la suppression de son poste. Dans l'un et l'autre cas, s'il se trouve sans place et qu'il n'a pas encore droit à une pension, l'Etat octroie à ce fonctionnaire dont l'emploi a été supprimé ce que l'on appelle un traitement d'attente.

Comme le mot l'indique, ce n'est qu'une rémunération provisoire en attendant ou qu'il ait droit à sa pension ou qu'il occupe une autre place compensant les avantages de celle qu'il a perdue. S'il ne parvient ni à l'une ni à l'autre, le traitement d'attente lui est versé pendant un temps variable suivant les années de services. Au bout de cette période, il cesse d'être dû, mais peut être prolongé par l'Etat, chaque fois pour une durée de cinq ans, avec cette particularité qu'il ne comprend plus la première fois que les deux tiers et les fois suivantes que la moitié du traitement d'attente primitif.

Cette rémunération provisoire se calcule également d'après les années de services. Elle comporte les cinquante centièmes des émoluments attachés à la fonction supprimée si l'instituteur a moins de cinq années de

services ; les 65 centièmes, s'il en a plus de 5 et moins de 10 ; les 80 centièmes, s'il en a dix et plus, sans que jamais elle puisse être inférieure à 500 florins.

Les traitements d'attente versés par l'Etat s'élevaient en 1907 au total de 18.021 florins.

5. — Des Frais de l'Enseignement public.

« Chaque commune supporte les frais de son enseignement primaire », tel est le principe posé par la loi dans son article 46.

Ces dépenses comprennent : les traitements des instituteurs, les indemnités de logement dues aux directeurs d'écoles et, dans certains cas, aux instituteurs-adjoints, les frais de l'enseignement de répétition, les suppléments et les subventions pour la formation des instituteurs, la construction et l'entretien des bâtiments scolaires, leur chauffage et leur éclairage, la fourniture et l'entretien des meubles et des livres, les frais de surveillance scolaire locale, les bibliothèques scolaires, les récompenses et diplômes.

Cette énumération faite par l'article 47 comprend l'ensemble des dépenses nécessitées par l'enseignement primaire et mises à la charge des communes. Mais, en dernière analyse, ce n'est pas la commune qui les supporte toutes : une partie importante lui est remboursée par l'Etat à titre de subsides, une autre est couverte par le produit des rétributions scolaires.

A) *Subsides de l'Etat.*

Outre les dépenses qu'il fait pour ses écoles normales,

ses cours normaux et les écoles primaires annexées à ces institutions, l'Etat intervient pour aider les communes à porter le lourd fardeau des dépenses scolaires. La loi de 1878 avait adopté, sur ce point, un système très simple, mais qui donnait lieu à de gros inconvénients et à de vives réclamations : l'Etat supportait les dépenses scolaires des communes jusqu'à concurrence de 30 pour cent. C'était mettre malheureusement le budget national à la disposition des communes qui, en augmentant leurs propres frais, grevaient par le fait même les finances de l'Etat et c'était avantager surtout les communes riches qui pouvaient consacrer de fortes sommes à l'instruction publique au détriment des communes pauvres qui avaient le plus besoin, pourtant, de voir leurs maigres ressources soutenues et multipliées par l'aide financière de l'Etat. Il en était résulté que nombre de petites communes, dans certaines provinces déjà peu favorisées sous le rapport de la richesse, en Frise, par exemple, n'avaient pu faire face à leurs obligations scolaires que par des impositions très lourdes et se voyaient enfermées dans le cercle vicieux de la pauvreté se cherchant des ressources et s'appauvrissant dans la mesure même où elle les trouvait.

Les reproches n'étaient que trop fondés. La loi de 1889 corrigea les abus en inaugurant une nouvelle méthode basant le taux de la participation sur le nombre des élèves. La loi de 1903 la continua en la perfectionnant.

A l'heure actuelle, les communes reçoivent annuellement de l'Etat des subsides sous quatre chefs : 1° pour les traitements du personnel enseignant ; 2° pour la construction des bâtiments scolaires ; 3° pour l'enseignement de répétition ; 4° pour la formation des instituteurs.

1° L'Etat rembourse aux communes le traitement

minimum fixé par la loi pour les directeurs d'école et pour les instituteurs-adjoints en nombre conforme aux prescriptions légales. Si le personnel enseignant est plus nombreux que ne l'exige l'article 24, l'Etat intervient encore, mais dans une mesure plus réduite. Cela se comprend : les communes pourraient, en multipliant les instituteurs, surcharger plus qu'il n'est raisonnable le budget national. Néanmoins, tout en prévenant ce danger, les subventions sont suffisantes pour encourager les communes à organiser l'enseignement d'une manière satisfaisante et sont une aide très efficace pour les petites communes. Elles comprennent, en ce cas :

a) Le traitement minimum d'un instituteur surnuméraire dans les écoles ayant plus de 24 et moins de 41 élèves ;

b) Une somme de 200 florins pour un instituteur surnuméraire dans les écoles ayant plus de 40 et moins de 310 élèves, et la même rémunération par instituteur pour deux instituteurs dans celles contenant plus de 310 élèves.

Si l'enseignement de l'école s'étend à deux au moins des matières facultatives : langues étrangères ou mathématiques, les subsides augmentent encore, s'élevant à 310 florins pour chacun des instituteurs surnuméraires que la loi prend en considération, soit un pour 90 élèves; deux de 91 à 199 élèves et trois à partir de deux cents élèves.

Ce procédé réellement compliqué semble concilier parfaitement tous les intérêts en présence : celui de l'Etat d'obtenir en retour de ses sacrifices financiers les meilleurs résultats possibles ; celui des communes importantes où les écoles très peuplées exigent des traitements

supérieurs et un personnel plus nombreux ; celui des petites communes avantagées proportionnellement plus encore que les grandes villes, puisque dans les écoles de moins de 41 élèves l'Etat rembourse le traitement intégral d'un instituteur surnuméraire alors qu'il n'en bonifie qu'une partie pour les écoles plus fréquentées ; celui enfin d'un bon enseignement, encouragé à se développer et à se donner des maîtres en nombre suffisant.

De plus, les communes forcées de verser une indemnité de logement à certains instituteurs-adjoints s'en voient rembourser une partie : 25 florins, par le Trésor public.

Par contre, l'aide de l'Etat cesse quand elle n'est plus utile. C'est ce qui arrive lorsque l'école est assez riche pour se suffire à elle-même. En application de cette règle de bons sens, aucun subside n'est octroyé pour le personnel enseignant des écoles où le produit de la rétribution scolaire atteint annuellement une moyenne de 80 florins par élève.

2° L'Etat intervient pour un quart dans les frais de construction, de reconstruction ou d'achat des locaux scolaires, sans qu'il ait le droit de discuter l'utilité des travaux effectués ou de l'opération intervenue. Cette participation se légitime par le désir d'encourager à se procurer les écoles nécessaires les communes qui pourraient hésiter devant l'importance des dépenses. Elle se règle, d'ailleurs, sur les dépenses qui incombent réellement et définitivement à la commune, déduction faite des ressources obtenues à l'occasion de cette construction ou de cet achat. Si, par exemple, la commune vend d'anciens bâtiments pour se procurer une école nouvelle où si elle reçoit des dons à cet effet, le prix de la vente ou le

montant des dons sera déduit du total des frais et c'est seulement le quart de la différence que l'Etat payera. Mais, d'autre part, elle s'évalue sur la totalité des dépenses faites effectivement par la commune et si le terrain, où les bâtiments ont été élevés, était propriété communale, la valeur en est estimée par experts et l'Etat en rembourse le quart à la commune.

Sous la loi de 1878, il y avait, en outre, une subvention pour l'achat du mobilier scolaire, mais elle donnait naissance à tant d'abus et à tant de conflits qu'en 1889, on jugea préférable de la supprimer.

3^e Pour l'enseignement de répétition, autrement dit pour les cours d'adultes, l'État octroie à la commune une subvention annuelle de 30 cents (0,60 centimes) par heure de classe jusqu'à concurrence, à moins d'autorisation spéciale, de 192 heures par école et par an, et sous la condition énoncée par l'article 49 que cet enseignement sera donné par des instituteurs en possession d'un certificat de capacité. Ici encore, se manifeste le souci du législateur d'éviter les abus tout en favorisant l'instruction.

4^e L'État intervient encore dans les frais effectués par les communes pour leurs écoles normales et leurs cours normaux. D'après la loi, cette intervention est facultative, mais les décrets royaux, et en dernier lieu celui du 8 mai 1906, rendus pour l'application de l'article 12 font usage de cette faculté et fixent la base d'après laquelle les subsides sont accordés, si les conditions posées par eux sont remplies.

Pour les écoles normales, ainsi que nous l'avons vu déjà, la base est double : la commune reçoit d'abord 35 florins par an pour chaque heure d'enseignement

donné par semaine sur les matières faisant partie de l'instruction primaire et sur la pédagogie jusqu'à concurrence de 120 heures au maximum ; elle touche ensuite une gratification de 480 florins au plus par diplôme d'instituteur obtenu par les élèves de l'école, gratification calculée à raison de 40 florins par mois pour le temps que le titulaire a passé sans interruption à l'école jusqu'au jour de l'examen qui lui a conféré le diplôme. Toutefois, l'établissement communal cesse de jouir de la subvention calculée d'après la première base, si pendant une période de cinq années consécutives, non comprises les quatre années suivant sa fondation, il a formé moins de 25 instituteurs diplômés. Et pour pouvoir prétendre à une intervention quelconque de l'Etat, il doit remplir un certain nombre de conditions détaillées par le décret du 8 mai 1906 et dont les principales sont : avoir quatre salles de classe conformes aux prescriptions du décret ; posséder au moins quatre professeurs munis de diplômes nécessaires ; consacrer au moins vingt heures à l'enseignement des matières indiquées comme obligatoires par l'article 2 de la loi sur l'instruction primaire, y compris les mathématiques et la pédagogie ; y ajouter au moins vingt heures pour l'enseignement de deux ou plusieurs matières facultatives ; etc.

Pour les cours normaux, la base, au contraire, est unique, et la commune reçoit seulement une somme de 500 florins au plus pour chaque diplôme d'instituteur qu'ils ont formé, du moment que le titulaire était entré dans sa quinzième année lors de son admission aux cours et qu'il les ait suivis pendant deux ans au moins sans interruption. Le montant de cette gratification est fixée chaque année par décret et les communes qui dési-

rent en jouir doivent en faire la demande accompagnée des pièces requises par le décret du 3 avril 1890 tel qu'il a été modifié le 30 novembre 1893.

Si l'on ajoute que l'État a la faculté de délivrer, sur avis des États députés, outre ces subventions légalement déterminées, des subsides temporaires aux communes qui seraient surchargées par les dépenses de leur enseignement, on peut se convaincre que le secours financier de l'État revêt une réelle importance. Pour en juger, il suffira de considérer qu'en 1907 le total des subsides reconnus aux communes, en vertu de l'article 48, pour le traitement des instituteurs et les constructions scolaires, s'est élevé à 10 millions 241.181 florins, que pour l'enseignement de répétition, l'État est intervenu pour une somme de 134.195 florins, qu'il a alloué 43 243 florins pour la formation des instituteurs, et qu'il a accordé 437.820 florins de subsides extraordinaires aux communes surchargées dont certaines se voient allégées de cette dernière manière de plus de 50 pour cent de leurs dépenses. Tout examiné, comme le montant des dépenses communales atteignait, dans cette même année 1907, 22.047.465 florins, on voit que l'État en supporte la moitié.

En dehors des subventions accordées pour la formation des instituteurs, le versement des subsides se fait par anticipation, trimestriellement à raison d'un quart, pour ce qui concerne le traitement des instituteurs, et seulement après l'achèvement des constructions scolaires à l'échéance de leur dernier paiement, pour ce qui regarde l'intervention de l'État en matière de locaux d'école. Le versement par avance pour les traitements a été adopté dans l'intérêt des petites communes qui n'ont guère d'ar-

gent disponible. Les formalités très détaillées auxquelles donnent lieu la fixation et le paiement de ces subsides ont été réglées à diverses reprises et en dernier lieu par le décret royal du 13 novembre 1905. Enfin, les subventions en faveur de l'enseignement de répétition ne sont versées qu'après la clôture du cours. Elles sont également accompagnées d'un ensemble de formalités administratives énoncées dans le décret du 21 décembre 1901.

B) De la rétribution scolaire.

La rétribution scolaire est un des principes fondamentaux de la loi de 1889.

Dans son article 50, elle l'a rendue obligatoire pour tous les enfants fréquentant les écoles de la commune. Il n'y a d'exception que pour les indigents qui en sont totalement affranchis et pour les moins fortunés qui ne sont astreints qu'à une rétribution réduite. Le soin de désigner nominativement les enfants qui en sont dispensés appartient au collège des bourgmestres et échevins sans que le Conseil communal ait à en connaître. Le fait de l'indigence donne par lui-même le droit de fréquenter gratuitement les écoles publiques ; l'autorité municipale ne peut y mettre d'autres conditions ; tout ce qu'elle peut faire, c'est s'il existe dans la commune plusieurs écoles, d'en affecter certaines aux indigents, pourvu que l'enseignement n'y soit pas inférieur à celui des écoles payantes. En général, les grandes villes se servent de cette faculté pour créer ce que l'on appelle les « écoles de classes, *standenschoolen* » lesquelles se décomposent en écoles entièrement gratuites, en écoles avec rétribution réduite, et en écoles avec rétribution complète.

La loi ne fixe, pour la rétribution scolaire, qu'un *minimum* qui est de 20 cents par mois : mais les communes peuvent élever ce *minimum* comme elles le veulent, pourvu qu'elle ne soit jamais pour elles une source de profit et qu'elle ne dépasse pas pour chaque enfant le total des frais que son instruction impose à la commune ; car, d'une part, elle ne peut jamais être qu'un allègement pour les charges communales et, de l'autre, elle ne peut servir à faire payer les riches pour les pauvres.

Les abus sur ce point sont peu à craindre, et l'on constate plutôt chez les municipalités une tendance à abaisser la rétribution scolaire qu'à l'élever. Si d'ailleurs, la commune en fixait le taux d'une manière exorbitante, le ministre de l'Intérieur aurait qualité pour intervenir et le faire diminuer. Il pourrait, en effet, refuser l'approbation gouvernementale nécessaire pour que la décision communale soit applicable. Ce serait une mesure radicale ; car, alors, il n'y aurait pas de rétribution scolaire tant que la commune n'aurait pas pris une décision raisonnable. Il en serait de même si, tout en se maintenant dans les limites légales, le Conseil communal établissait une rétribution trop basse aux yeux de l'autorité supérieure. Mais ce n'est jamais que par des procédés indirects que celle-ci pourrait intervenir ; car, dans ces diverses hypothèses, la commune, à qui il revient de déterminer librement le taux de la rétribution scolaire, resterait dans les termes légaux.

Dans les communes particulièrement pauvres où la fréquentation scolaire serait en péril, la Reine peut dispenser les élèves des écoles publiques de la rétribution scolaire par décret motivé et le Conseil d'Etat entendu. Mais cette exemption est très rare. En 1907, il n'y avait

que trois communes : Zype dans le Nord-Brabant, Nieuwe-Schans en Groningue et Putte en Nord-Brabant, qui se trouvaient dispensées de prélever une rétribution scolaire. A côté d'elles, six autres communes étaient autorisées à ne pas en percevoir pour le seul enseignement de répétition.

Cette latitude est inspirée par le souci de mettre l'enseignement public à la disposition de tous. La même préoccupation se manifeste dans la recommandation adressée par la loi à l'administration communale de favoriser autant que possible la fréquentation de l'école par les enfants des familles pauvres ou peu aisées ; mais, comme le dit M. Moyersoen, « elle lui défend d'entraver sous aucun prétexte la liberté des parents d'envoyer leurs enfants dans une école privée. Rien ne serait plus contraire à l'esprit de la loi et à l'ordre public qu'une décision que prendraient les bureaux de bienfaisance pour soumettre la jouissance de secours à la fréquentation des écoles publiques ». C'est la même raison qui empêche légalement les communes de supprimer sans nécessité la rétribution scolaire pour le seul motif de faire concurrence à des écoles privées.

La rétribution scolaire est donc due en principe par tous les enfants fréquentant les écoles publiques. Quand plusieurs de la même famille se rendent à la même école, l'usage est de réduire en leur faveur le taux de la rétribution et lorsqu'il s'agit des enfants d'une commune voisine, la loi ne veut pas qu'ils soient traités autrement que les enfants de la commune même et qu'on leur applique une rétribution plus élevée.

La taux de la rétribution scolaire n'est pas nécessairement uniforme pour tous les enfants de la même école.

Certaines communes le font varier d'après la fortune des parents. Voici, par exemple, quelle est, pour son école primaire ordinaire, la réglementation adoptée par la commune de Bussum : Les parents dont le revenu n'atteint pas 500 florins sont considérés comme indigents et leurs enfants admis gratuitement à l'école. Ceux dont le revenu compris entre 500 et 700 florins paient 0,75 pour cent pour un enfant et 1, 2 pour cent pour deux enfants ou plus ; au dessus de 800 florins de revenu, ils paient 1 pour cent pour un enfant ; 1, 6 pour cent pour deux, 2, 1 pour cent pour trois et 2, 4 pour cent pour quatre ou plus, jusqu'au *maximum* respectif de 15 fl. ; 24 fl., 34 fl. 50, ou 36 florins.

Ce qui caractérise la rétribution scolaire, en Hollande, c'est qu'elle est un véritable impôt. Le Conseil communal peut bien décider qu'elle sera payable par anticipation ou que l'instituteur la percevra lui-même, cela n'empêche pas que son paiement se fera d'après les règles établies pour le recouvrement des autres impôts communaux, ni que l'instituteur devra rendre compte de sa perception au receveur communal.

En conséquence, on suit pour son adoption les formalités prescrites par les articles 232 à 236 de la loi communale. Le Conseil communal arrête l'impôt, le modifie ou l'abolit et le soumet aux Etats députés. Ceux-ci font un rapport au gouvernement qui, sans avoir le pouvoir de modifier la décision municipale, approuve ou rejette. La seule différence qu'il y ait, c'est qu'au cas de refus, l'arrêté royal doit être motivé et rendu en Conseil d'Etat, ce qui n'est pas requis pour les impôts ordinaires. Une fois la rétribution fixée, des rôles nominatifs sont envoyés aux parents des élèves et le montant en est acquitté, à

moins d'indication contraire, entre les mains du receveur municipal.

Le produit des rétributions scolaires a augmenté d'une manière assez sensible depuis quinze ans : en 1892, il rapportait aux communes 1.505.759 florins et, en 1907, 2.191.714 florins. Mais il faut dire que la population scolaire des écoles publiques a augmenté dans la même proportion : au 1^{er} janvier 1889, elle était de 451.083 élèves et en 1907 de 564.346, ce qui fait, pour la rétribution scolaire, une moyenne de 3 florins 88 par tête d'élève, un peu supérieure à la moyenne ; 3 fl. 22 que M. Moyersoen signale pour 1892. Mentionnons enfin que sur ces 564.346 enfants fréquentant l'école publique au 1^{er} janvier 1907, il y en avait 229.850 qui y étaient admis gratuitement.

III. — L'enseignement privé.

1. — Définition.

Si l'enseignement public est celui qui est donné par l'Etat ou une de ses subdivisions administratives, l'enseignement privé est celui qui est donné par les particuliers. Au cours de la première moitié du XIX^e siècle, ce droit qui constitue à proprement parler la liberté d'enseignement n'existait qu'à l'état de tolérance ; car il était soumis au bon plaisir gouvernemental. Ce fut la Constitution de 1848 qui reconnut aux particuliers le droit d'ouvrir des écoles, sans avoir à demander l'autorisation de l'Etat. La loi de 1857 le régla ; la liberté d'enseignement passa dans les mœurs et les écoles privées se

multiplièrent, abritant de jour en jour une partie plus importante de la population scolaire de la Hollande.

Lors de l'entrée en vigueur de la loi du 13 août 1857, il existait 937 écoles privées. Quatre ans après, il y en avait 1.072 recevant environ 87.000 élèves. En 1875, ce chiffre montait à 1.129 écoles avec près de 125.000 élèves; en 1888, il atteignait 1.183 écoles fréquentées par 184.000 enfants. Mais c'est surtout à partir de la loi de pacification que la progression est rapide : elle arrive en 1895 à 1.362 écoles avec 218.000 élèves ; en 1904, à 1.630 écoles avec près de 298.000 élèves et enfin en 1908 à 1.885 écoles avec 316.088 élèves. Et, sur ces 1885 écoles privées existantes au 1^{er} janvier 1908, il y en avait 984 protestantes, 829 catholiques, 4 israélites et 66 ne rentrant sous aucune rubrique religieuse.

Les écoles privées sont libres : elles ne sont pas astreintes, en principe, aux dispositions légales qui régissent les écoles publiques. Néanmoins, elles sont tenues d'observer certaines règles considérées comme étant d'ordre public.

D'abord, les instituteurs doivent présenter des garanties suffisantes de capacité et de moralité. C'est pour cela que l'article 55 de la loi sur l'enseignement primaire exige d'eux, tout comme des instituteurs officiels, un diplôme de capacité obtenu à la suite des mêmes examens et un certificat de moralité délivré par le ou les bourgmestres de la ou des communes où le titulaire a résidé pendant les deux dernières années. En outre, il leur faut l'attestation que ces pièces ont été reconnues authentiques et visées par le collège échevinal de la commune où l'instituteur doit enseigner. Le visa doit être donné dans les quatre semaines à compter du jour

de la demande et communiqué immédiatement à l'intéressé. En cas de refus du visa ou d'inobservation du délai, un recours est ouvert devant les Etats députés et, s'il en est besoin, devant la Reine. L'instituteur qui voudrait enseigner sans posséder les pièces requises serait passible d'une amende de 50 florins et même, au cas de récidive dans les deux ans, d'une amende de 100 florins ou d'un emprisonnement de quinze jours qui, lors d'une troisième infraction, pourrait atteindre un an.

Ensuite, les écoles privées sont soumises aussi bien que les écoles publiques à la surveillance de l'autorité et à l'inspection scolaire. Si un instituteur se permettait un enseignement contraire aux lois ou aux mœurs ou s'il se conduisait d'une manière scandaleuse, la capacité d'enseigner pourrait lui être enlevée par les Etats députés sur la proposition du collège échevinal. Toutefois, il ne peut être révoqué par eux, ce droit n'appartenant qu'à la direction de l'école où il est employé; mais, le résultat pratique est le même.

Enfin, l'Etat restreint encore par certaines prescriptions obligatoires la liberté des écoles privées qui reçoivent de sa part des subsides; seulement, ici, ce n'est plus l'ordre public qui est en jeu, mais le souci de voir utilisé au mieux des intérêts de l'enseignement l'argent versé par les caisses publiques aux établissements particuliers.

Sous ce rapport, les écoles privées se subdivisent en deux grandes catégories : les écoles subsidiées et les écoles non subsidiées. Nous commencerons par examiner ces dernières, parce qu'il n'y a presque rien à en dire et aussi parce qu'elles sont à beaucoup près les moins nombreuses : en 1908, il n'y en avait que 151 sur 1885.

2. — Ecoles privées non subsidiées.

Les écoles privées non subsidiées n'ont à observer aucune des conditions posées par la loi sur l'enseignement primaire dans les articles 59 et suivants. L'article 58 seul leur est applicable. A leur tête doit se trouver un instituteur âgé de 23 ans au moins et possédant le rang d'instituteur en chef. En cas de vacance, la fonction ne peut être remplie par un instituteur ne réunissant pas ces deux qualités que d'une façon temporaire, pendant un délai de six mois au plus.

L'enseignement est réglé par la direction de l'école à son gré. Elle peut y faire figurer toutes les matières déclarées par l'article 2 comme obligatoires ou facultatives. Elle peut en retrancher, mais en renonçant à être une école d'instruction primaire si elle supprime des matières obligatoires. Elle peut surtout en ajouter, y introduire, par exemple, l'histoire biblique et l'instruction religieuse. La loi ne s'en occupe pas et l'instituteur jouit à ce point de vue de la plus complète liberté.

C'est cette considération qui avait, au temps où les écoles privées ne pouvaient recevoir de subsides qu'à la condition d'être neutres, multiplié ce genre d'écoles. Toutes ou presque toutes se refusaient à vendre au prix des faveurs officielles leur indépendance. Mais lorsqu'en 1889, cette exigence disparut de la loi, beaucoup se rangèrent sous le nouveau régime, et comme les mesures qu'il contenait n'étaient ni vexatoires, ni encombrantes, le nombre des écoles privées non subsidiées tendit de plus en plus à disparaître. Alors qu'en 1875, il y en avait 994 sur 1.129, en 1893, six ans après la mise en vigueur

de la loi de 1889, il n'en existait plus que 273, et en 1903, on n'en trouvait plus que 200. Depuis lors, chaque année enregistre une nouvelle diminution : il en restait 195 en 1904, 159 en 1907 et 151 en 1908.

3. — Ecoles privées subsidiées.

A) Régime de la loi de 1878.

Pendant la période qui va de la loi du 17 août 1878 à celle du 8 décembre 1889, un régime spécial était en vigueur qui permettait aux communes de subsidier les écoles privées. Mais celles-ci, pour avoir droit à cette aide financière, devaient remplir des conditions tellement rigoureuses que la plupart préféraient se passer de subsides. Il leur fallait, en effet :

1° Enseigner toutes les matières facultatives, les langues modernes et les mathématiques. Il est à croire que cette exigence était inspirée par le désir d'étendre les perspectives de l'enseignement primaire ; mais on oubliait que souvent le mieux est l'ennemi du bien et, en voulant trop obtenir, on décourageait les écoles qui se seraient volontiers orientées vers les branches facultatives dans une mesure plus conforme à leurs ressources accrues par l'aide communale ;

2° Satisfaire à toutes les prescriptions légales stipulées pour les locaux des écoles publiques ;

3° Enfin, observer la neutralité religieuse dans leur enseignement. Plus que les deux autres encore, cette condition rebutait les écoles privées qui trouvaient précisément dans leur liberté sur ce point leur principale raison d'être ;

La loi de 1889 respecta ce régime, autorisant les communes à continuer leurs subsides aux écoles qui en jouissaient au moment de son application, mais leur défendant d'en accroître le nombre ou de changer les conditions établies. Elle ne portait donc pas atteinte aux droits acquis. Le système continua de fonctionner, mais chaque année marqua une diminution dans le nombre des écoles qui lui restaient soumises. Il y en avait 57 en 1889 ; en 1904, 52 s'y étaient soustraites et les cinq dernières avaient elles-mêmes disparu en 1907.

B) Régime des lois de 1889, de 1901 et de 1905.

Lors de la revision scolaire de 1889, il fut décidé que les caisses publiques pourraient subventionner les écoles privées, même confessionnelles. Pour arriver à ce but, deux procédés se présentaient au législateur : ou faire retomber les charges qui en résulteraient sur les finances communales en confiant à la commune le soin de subventionner les écoles privées de même qu'elle entretenait les écoles publiques ou bien charger l'État du paiement de subsides à la fois à l'enseignement public et à l'enseignement privé. Ce fut ce dernier système qui prévalut ; car, l'autre eut été trop lourd pour les communes qui n'eussent pu faire face à d'aussi grosses dépenses.

D'après la loi de 1889, l'intervention de l'État ainsi admise ne pouvait s'exercer qu'en ce qui concerne le traitement du personnel enseignant, et jamais à l'occasion de la fondation d'écoles. Le prétexte invoqué pour légitimer son abstention sur ce point était l'intérêt des écoles libres elles-mêmes ; car, disait-on, l'octroi des subsides aurait en cette matière pour conséquence une régle-

mentation plus minutieuse des constructions scolaires privées, et, par suite, une diminution de liberté. Il n'en résultait pas moins entre les écoles publiques et les écoles privées une inégalité qui fut supprimée par la loi du 24 juin 1901.

a) *Montant des subsides.* — En principe, les particuliers qui ouvrent des écoles privées reçoivent de l'État les mêmes subsides que les communes pour leurs écoles publiques :

1° Il leur est alloué chaque année à titre de subvention le traitement minimum pour le nombre légal d'instituteurs. L'article 59 qui s'applique aux écoles privées renvoie sur ce point à l'article 48 qui parle des écoles communales. C'est sur la même base que l'on s'appuie et ce sont les mêmes règles que l'on suit (1).

Il y a cependant une disposition spéciale. Du montant de la subvention, il faut déduire, à moins de permission exceptionnelle accordée par les Etats députés, le produit des emplois lucratifs non confessionnels exercés par les instituteurs privés ou les membres de leur famille dans la maison d'habitation. En effet, il n'existe pas pour eux la même défense que pour les instituteurs publics ; rien ne les empêche de faire un commerce ou un métier, à moins que la direction de l'école ne s'y oppose et on semble supposer que, si cette dernière y consent, c'est que cette tolérance est corrélative à un abaissement du traitement, car assez souvent l'exercice d'une autre profession diminuera les garanties d'un bon enseignement et les fondateurs d'école n'y consentiront, en général, que contraints par des motifs pécuniaires.

(1) Voy. plus haut, p. 140.

2° Il leur est accordé, en outre, une participation dans les frais de construction des bâtiments scolaires, mais, pour cette subvention, on a suivi une autre méthode que pour les écoles publiques. Pour celles-ci, l'Etat rembourse en une fois aux communes le quart des frais occasionnés par une création d'école. Au contraire, pour les écoles privées, il verse une indemnité annuelle qui représente à la fois les intérêts du quart du capital engagé et son amortissement. C'est la même subvention donnée d'une autre manière et l'idée dont on s'est inspiré paraît juste : On n'a pas voulu engager inconsidérément les finances publiques, ni encourager les particuliers à faire avec l'argent de l'Etat des constructions scolaires, qui, au bout de quelques années, auraient été abandonnées ou auraient reçu une autre affectation.

Cette participation de l'Etat est proportionnelle au nombre d'élèves qui fréquentent l'école. Elle est annuellement de 46 florins jusqu'à 40 élèves ; de 75 florins 32⁵ de 41 à 90 élèves, et ainsi de suite atteignant 640 florins 55 lorsque le chiffre des élèves est de 530. Cette proportion tient compte du rapport qui existe entre le nombre des élèves et l'importance des bâtiments scolaires. La loi de 1901 qui avait introduit la méthode établissait une échelle moins élevée ; elle partait de 40 florins pour 40 élèves ou moins et ne montait qu'à 557 florins pour 530 élèves. Ce fut précisément l'un des buts de la loi du 3 juin 1905 de renforcer ces divers échelons.

Pour avoir droit à ces subsides, les écoles privées doivent remplir, en ce qui concerne les bâtiments scolaires, les conditions minutieuses d'aménagement et d'hygiène édictées « tant dans l'intérêt de la santé que de l'enseignement » par les décrets du 12 septembre 1905 et du

11 mai 1908. Ce sont les mêmes que celles exigées pour les locaux des écoles publiques (1).

3° Enfin, les écoles privées reçoivent, pour l'enseignement de répétition, la même subvention de 30 cents par heure de classe que les écoles publiques, suivant l'échelle et les conditions énoncées pour les communes dans l'article 49 (2).

Au cours de l'année 1907, les subsides versés à ces trois titres par l'Etat aux écoles privées, non compris les 298.932 florins alloués à la formation des instituteurs privés (3), arrivaient à un total de 4.880.028 florins, chiffre considérable au premier abord, mais qui paraît moins formidable lorsqu'on le rapproche de celui de 10.800.000 florins remboursés par l'Etat aux communes sous forme de subsides ordinaires ou extraordinaires. Quand on compare ces chiffres entre eux et quand on songe, d'autre part, que le nombre des élèves des écoles privées est de 310.000 contre 564.000 fréquentant les écoles publiques, on s'aperçoit que le rapport entre les écoles privées et les écoles publiques est de trois à cinq pour les élèves, alors qu'il n'est que deux à cinq en ce qui concerne les subsides.

b) Conditions mises aux subsides. — L'Etat, en octroyant les subsides, prétend ne les donner qu'à bon escient. C'est pourquoi la loi établit toute une série de conditions que les écoles privées doivent remplir si elles veulent y avoir droit. Examinons-les rapidement :

(1) Voy. plus haut, p. 120. Il y a pourtant une légère différence : Tandis que pour les écoles publiques, les plans des bâtiments doivent être approuvés par l'inspecteur avant le commencement des travaux, ils ne doivent, pour les écoles libres, lui être communiqués que dans les dix jours de l'ouverture de l'école.

(2) Voy. plus haut, p. 142.

(3) Voy. plus haut, p. 100.

1^o L'école doit se trouver sous la direction d'une institution ou d'une association possédant la personnalité civile. En Hollande, cette condition est des plus faciles à remplir ; car, la loi du 22 avril 1833 qui régit la matière est très libérale. Toutes les associations, de quelque nature qu'elles soient, peuvent obtenir la personnalité civile du moment qu'elles ne poursuivent pas un but contraire à la morale ou à l'ordre public. Et ces mots ont un sens précis : Pousser à la corruption des mœurs, provoquer à la désobéissance aux lois, troubler d'autres particuliers dans l'exercice de leurs droits, telle est la signification des termes : contraire à la morale ou à l'ordre public. La reconnaissance est accordée par une loi ou par un décret suivant que la durée pour laquelle est faite l'association est ou non supérieure à trente ans. Une loi est également nécessaire quand elle est indéterminée. Pour obtenir la personnalité civile, il suffit de demander l'approbation des statuts. Quand elle doit avoir lieu par décret, la Reine ne peut la refuser que pour des motifs tirés de l'intérêt général. Depuis le début de la loi, on ne connaît guère qu'un cas de refus, celui opposé au « Sociaal-democratische Bond », la Ligue socialiste révolutionnaire, en 1884, pour le motif que « l'organe édité par la Ligue et les écrits distribués par elle excitaient constamment à commettre les actes inconciliables avec le paisible exercice des droits garantis par la loi ». Ce qui ne l'empêcha de subsister ; mais, en 1893, ayant introduit dans son programme qu'elle poursuivrait son but « par tous moyens paisibles ou violents », la Ligue fut dissoute et ses chefs condamnés.

C'est le seul exemple de refus. Aussi, n'est-on pas étonné de voir les associations les plus diverses jouir de

la personnalité civile : syndicats ouvriers, sociétés d'agrément, paroisses, associations religieuses ou charitables, etc. Même, certaines d'entre elles possèdent la personnalité civile sans avoir besoin de la demander. Telles sont les communautés religieuses ou paroisses des différents cultes existant en 1855 au moment du vote de la loi et qui en jouissent par le fait même de leur érection ; telles sont encore les fondations, c'est-à-dire les affectations d'un bien ou d'une somme d'argent à un but déterminé et durable ; elles n'ont pas davantage besoin d'une reconnaissance quelconque.

La personnalité civile confère des droits très étendus : elle permet de contracter, d'acquérir des biens sans aucune entrave légale. Lors de dissolution, l'actif est distribué entre les membres de l'association. On va même, quand il s'agit d'écoles, jusqu'à la dispenser de payer la contribution foncière. Malgré l'étendue de ces prérogatives, il ne semble pas en résulter d'abus. D'ailleurs, l'autorité n'est pas dépourvue de tout moyen d'intervention. Si, par exemple, une association propageait dans ses écoles des doctrines immorales ou contraires à l'ordre public, le pouvoir pourrait la dissoudre ; il pourrait aussi, par une décision des Etats députés, enlever à l'instituteur qui s'en ferait le canal le droit d'enseigner.

En ce qui concerne les écoles privées subsidiées, la loi sur l'enseignement primaire n'exige rien de plus que cette garantie de la personnalité civile. Ainsi, elle ne dit pas, comme elle le fait pour les universités libres, que l'association doit posséder un certain capital, ni qu'elle doit être propriétaire des immeubles scolaires : il suffit qu'elle en dispose par bail, ce qui permet aux associations pauvres de poursuivre leur but, tout aussi bien que les plus

riches, avec les mêmes droits et les mêmes chances de succès.

2° Le plan d'études doit être communiqué à l'inspecteur d'arrondissement et l'enseignement doit comprendre toutes les matières obligatoires. Une exception est faite, toutefois, pour les travaux manuels qui peuvent ne pas être enseignés à l'école, du moment que l'on prouve que les enfants y sont instruits ailleurs et pour la gymnastique qui peut ne pas y figurer. La communication du programme est requise pour qu'il soit possible de contrôler si les matières obligatoires sont bien enseignées à l'école privée qui demande à recevoir des subsides.

Quant aux matières facultatives, on n'est jamais obligé de les enseigner et, d'un autre côté, la plus entière liberté demeure acquise pour l'enseignement religieux. La direction de l'école en agit sur ce dernier point comme elle l'entend et les inspecteurs ne peuvent même pas s'en occuper,

3° L'enseignement doit comporter au moins vingt heures de classe par semaine dont deux au plus consacrées aux travaux manuels. Cette condition se rattache à la précédente et a dû être établie pour parer à la tendance qu'auraient pu avoir certaines écoles de négliger les matières d'enseignement proprement dit au profit des travaux manuels. Ce que la loi veut, c'est que les branches nécessaires, que, pour cela même, elle a rendues obligatoires soient enseignées, pendant un temps suffisant pour une bonne instruction et elle a fixé ce temps suffisant à vingt heures par semaine. Les travaux manuels s'y trouvent compris, mais pour deux heures au *maximum*. Et si, comme c'est l'usage, il y a dans l'école plus de vingt heures de classe, il est permis d'employer les heures qui

excèdent le *minimum* légal à d'autres matières même à des travaux manuels.

Toutes les écoles doivent posséder un règlement, mise en application de leur programme dont elles ne peuvent s'écarter. Ce règlement doit être communiqué chaque année avant l'ouverture des cours à l'inspecteur d'arrondissement et affiché dans les classes, il contient l'indication des matières enseignées avec celle des jours et heures qui y sont consacrés. L'inspecteur examine s'il est conforme à la loi, c'est-à-dire si les matières obligatoires y sont enseignées pendant le temps voulu, si les congés et vacances y sont portés, si les prescriptions légales au sujet des travaux manuels de filles y sont observées. Mais son droit s'arrête là; il ne peut apporter aucune modification, ni faire preuve d'arbitraire; il possède seulement un droit de contrôle qui peut aller jusqu'à un refus de visa et l'on n'a pas d'exemple qu'il en ait été fait abus.

La direction de l'école fixe en toute indépendance l'époque et la durée des vacances, mais il lui faut pratiquement tenir compte du désir des parents : elle ne pourrait les prolonger outre mesure sans perdre leur confiance, et cette considération prévient les excès mieux même que ne pourraient le faire des dispositions légales.

4° Les instituteurs doivent satisfaire, quant à leur nombre et quant à leurs diplômes, aux vœux exprimés par la loi, dans les articles 23 et 24, pour les instituteurs publics, c'est-à-dire qu'à la tête de chaque école doit se trouver un directeur âgé de 23 ans et muni du diplôme d'instituteur en chef, qu'il doit être assisté d'adjoints en nombre variable d'après le chiffre des élèves fréquentant l'école au 15 janvier, et que, parmi eux, un au moins,

quand il y a au moins trois instituteurs-adjoints, et deux quand il y en a au moins sept, doivent posséder le diplôme d'instituteur en chef. Cette dernière exigence n'a été introduite que par la loi de 1903. Auparavant, tous les adjoints pouvaient se contenter du certificat de capacité ordinaire.

De plus, aucun instituteur ne peut être nommé à titre provisoire pour plus d'un an. Enfin, le même directeur ne peut jamais être placé à la tête de plusieurs écoles à la fois, il leur ferait perdre à toutes le bénéfice des subsides de l'Etat; car la loi exige formellement un directeur à la tête de chaque école subsidiée.

5° Le traitement des instituteurs attachés à l'école doit être égal au traitement minimum et aux indemnités de logement garantis par l'article 26 aux instituteurs publics. Cette condition est la première d'une série de trois inaugurées par la loi de 1903 afin de consolider et d'améliorer la situation juridique des instituteurs privés.

En émettant cette exigence, le législateur veut que ce qu'il verse pour les traitements des instituteurs reçoive effectivement cette destination. En cela, il est logique. Mais il ne s'inquiète de rien d'autre. Il ne cherche pas à savoir ce que les instituteurs font de leur traitement, c'est leur affaire et l'Etat n'a rien à y voir. La question présente une certaine importance; car, au cours de la discussion de la loi de 1903, certaines réclamations s'étaient élevées au sujet des instituteurs et des institutrices appartenant à des ordres religieux et qui feraient, disait-on, profiter leur ordre d'une partie de leur salaire. Fallait-il garantir à eux aussi le minimum légal? Se basant sur le principe que tous les citoyens sont égaux devant la loi et trouvant que l'Etat n'avait pas à s'occuper de l'usage que les fonc-

tionnaires faisaient de leur salaire, qu'ils l'emploient tout entier à leur entretien ou qu'ils le dépensent en partie pour leur agrément, en vue d'un but charitable ou autre, le législateur n'a pas cru devoir faire une exception pour eux. Tout ce qu'il demande, c'est qu'ils reçoivent réellement le traitement légal et, pour en être sûr, il exige encore une autre garantie.

6° Les instituteurs doivent être en possession d'un acte de nomination énonçant toutes les clauses de la convention qui les lie vis-à-vis de l'administration de l'école : leurs nom et prénoms, la durée de leurs fonctions, le traitement, le montant de l'indemnité de logement, s'il y a lieu, des dispositions en cas de départ pour la milice, et en cas de maladie, le délai réciproque de résiliation. C'est un véritable contrat de louage de services que l'institution ou association est obligée d'établir de concert avec les maîtres qu'elle emploie. De la sorte se trouve nettement délimitée la situation juridique des instituteurs, et, par là même, sont évités beaucoup des conflits qui pourraient se produire.

Cela n'empêche pas la nomination des instituteurs privés d'appartenir sans contrôle à l'institution ou association dont l'école dépend ; elle fait seulement l'objet d'un contrat exprès, alors qu'auparavant elle pouvait se faire oralement et même sous la forme la plus rudimentaire. On est unanime à approuver cette innovation de la loi de 1905, comme une autre, du reste, qui la complète et empêche la révocation arbitraire des instituteurs.

7° En effet, le contrat de louage de services doit contenir une clause spéciale visant le cas de révocation. Lorsqu'un instituteur est nommé pour un temps déterminé, il faut qu'il ait la garantie, si, plus tard, il est révoqué

avant l'expiration du terme, de pouvoir en appeler devant une commission dite « d'appel » à la décision de laquelle l'administration de l'école s'engage à se soumettre. Inspirée par le désir de donner aux instituteurs privés une garantie contre les révocations arbitraires, l'institution de cet organe d'appel les place dans une situation analogue à celle des instituteurs publics qui peuvent recourir devant les États députés de la décision du Conseil communal.

Cette commission d'appel est organisée d'une façon assez curieuse. Elle est nommée par les intéressés qui doivent s'entendre à cet effet. Les administrations et les instituteurs de douze écoles subsidiées au moins, se réunissent et élisent : les administrations, trois membres et les instituteurs trois membres. Les représentants des deux parties en présence choisissent à leur tour le septième membre qui remplira les fonctions de président. Aucun des membres de la commission ne peut ni faire partie de l'administration d'une école, ni du personnel enseignant. Ainsi le décide la loi qui a voulu qu'aucune suspicion de partialité ne puisse venir diminuer l'autorité de la décision et qui a pensé que des hommes intelligents pris en dehors des sphères intéressées prononceraient avec plus de souci de la justice; sans se laisser égarer par des préjugés de classe.

L'appel contre la révocation taxée d'arbitraire doit être introduit par lettre adressée au président de la Commission dans les dix jours qui suivent celui où la révocation a été notifiée par écrit à l'intéressé. On a pensé que le délai de dix jours était suffisant; car, si le réclamant ne pouvait dans ce laps de temps réunir tous ses moyens d'action, rien n'empêcherait la commission d'appel de

remettre l'affaire à une date ultérieure. La commission saisie du recours l'instruit et juge. En attendant sa sentence, l'instituteur continue à jouir de son traitement. De deux choses l'une, ou la commission déclare la révocation juste et fondée et alors, comme le jugement est confirmatif, l'instituteur est tenu de rembourser le traitement qu'il a perçu depuis le jour de la révocation ; ou elle l'infirme comme entachée d'arbitraire et dans ce cas, elle replace l'instituteur dans ses fonctions et peut même lui allouer des dommages-intérêts pour le préjudice moral qu'il a subi, s'il prétend se retirer. La loi ne parle pas de cette issue du conflit, mais elle résulte nettement des travaux préparatoires (1).

Les attributions de la Commission d'appel ne vont pas au delà du recours pour révocation arbitraire : elles ne s'étendent pas aux autres différends qui peuvent s'élever dans l'interprétation des clauses du contrat. Encore moins sont-elles à comparer à celles des Etats députés. L'espèce de tutelle exercée par ceux-ci sur les écoles publiques est autrement importante, surtout en matière financière. La raison de cette dissemblance est vraisemblablement qu'on n'aura pas voulu imposer aux écoles privées des entraves trop fortes à l'indépendance dont elles ont besoin pour vivre et se développer.

Telles sont les conditions que les écoles libres doivent observer si elles veulent recevoir leur part des subsides de l'Etat. Mais même en les réunissant, elles ne sont pas encore assurées de les obtenir.

N'y ont pas droit, en effet :

1° Les écoles privées qui ne comptent pas 25 élèves

(1). Voy. notamment : *Memorie van Antwoord*, pp. 21-22.

ayant accompli l'âge de six ans. Cette disposition écarte les asiles et les écoles maternelles qui pourraient être tentés de rechercher l'aide financière de l'Etat en se faisant passer pour écoles primaires et aussi les écoles privées, qui, ouvertes sans nécessité, fonctionneraient avec un nombre dérisoire d'élèves. Cette limitation est d'autant plus utile que les directions d'écoles privées sont absolument libres de fixer comme elles l'entendent l'âge d'admission des élèves et que cette réglementation n'est pas soumise, comme pour les communes, à l'approbation des Etats députés.

2° Celles où la rétribution scolaire atteint une moyenne de 80 florins par an et par élève. Dans ce cas, en effet, l'école peut se suffire par ses seules ressources et le besoin du secours de l'Etat ne se fait plus sentir.

3° Celles qui sont tenues dans un but lucratif. Ce que les fondateurs ont eu en vue, dans cette hypothèse, ce n'est plus l'intérêt général, mais un intérêt privé, celui de l'organisateur de l'enseignement. Or, le rôle de l'Etat n'est pas de faire gagner de l'argent à un particulier, mais de veiller à l'intérêt général. Le but lucratif de l'école ressortira d'un ensemble de faits dont il résultera que l'établissement a été fondé non pour procurer l'instruction aux enfants, mais en premier lieu pour faire vivre l'instituteur et lui assurer des bénéfices, à lui ou aux fondateurs. On prendra en considération, par exemple, le montant de la rétribution scolaire, les circonstances qui ont entouré la création de l'école, etc. Mais l'existence d'un but lucratif ne se présume pas et ce sont les Etats députés qui doivent en apporter la preuve.

4° Celles où les vacances du directeur ou des adjoints

ne sont pas comblées dans les délais voulus, à moins de dispense de l'autorité. Cette possibilité d'obtenir dispense a été introduite par une loi postérieure à 1889 en faveur des petites écoles qui, malgré leurs efforts et l'offre d'un traitement convenable, ne pouvaient, dans le délai de six mois ou de quatre mois, trouver le directeur d'école ou l'instituteur qui leur faisait défaut.

c) *Formalités à remplir.* — Le décret du 13 novembre 1903 décrit minutieusement les formalités à remplir par les écoles privées qui désirent obtenir les subsides prévus par l'article 59 de la loi sur l'enseignement primaire. En voici les grandes lignes :

Chaque année, dans le courant du mois de janvier, l'administration de l'école envoie aux Etats députés sa demande accompagnée des quittances délivrées par les instituteurs au moment du paiement de leur traitement et d'une déclaration portant que les instituteurs réunissent les conditions requises par la loi. La demande est rédigée de façon à permettre de juger si l'école s'est conformée aux prescriptions légales et de calculer, dans l'affirmative, le montant de la subvention. Elle comprend, par suite :

1° Le nom et l'adresse de l'institution ou de l'association dont dépend l'école ;

2° Les matières enseignées dans cette école ;

3° L'indication du nombre d'enfants fréquentant l'école au 15 janvier de l'année écoulée ou à la fin du mois qui suit son ouverture, s'il s'agit d'une école nouvelle, en spécifiant ceux qui sont âgés de plus ou de moins de six ans ;

4° Le montant global de la rétribution scolaire et sa répartition moyenne par élève et par année ;

5° Le nombre d'instituteurs attachés à l'école, leur nom, leur âge, leurs diplômes, etc. ;

6° Le montant des subsides auxquels l'administration de l'école croit avoir droit pour la participation de l'Etat aux frais des locaux scolaires ;

7° Le montant des subsides auxquels l'administration de l'école croit avoir droit pour l'enseignement de répétition donné l'année précédente ;

8° La somme totale des subsides nationaux ;

9° Enfin, une déclaration de l'administration que l'école n'est pas tenue dans un but lucratif.

Les Etats députés, régulièrement saisis, examinent la demande avec un soin scrupuleux. s'entourent de tous les renseignements utiles : rapports détaillés des inspecteurs de district, explications de l'administration de l'école, intéressée, etc., et rendent leur décision avant le 1^{er} mai. Leur examen porte exclusivement sur le point de savoir si l'école remplit les conditions requises par la loi, et nullement sur la valeur de l'enseignement qui y est donné. S'ils concluent à l'affirmative, ils fixent le montant des subsides et transmettent leur décision au ministre de l'Intérieur, à l'inspecteur général du ressort, et à l'administration de l'école. Les intéressés peuvent en appeler à la Reine dans le mois qui suit. S'ils ne le font pas, la décision devient définitive. En cas d'appel, la Reine juge souverainement.

4. — Pensions de retraite des instituteurs privés.

Une loi spéciale du 5 juin 1903 a organisé pour les instituteurs des écoles primaires ordinaires et des écoles normales privées un système de pensions de retraite identique à celui qui existait pour les instituteurs publics.

C'est le même principe qui a été adopté : l'État sert une pension aux instituteurs parvenus à l'âge de 65 ans ou à ceux qui, après dix années de services au moins, sont, du chef de maladies du corps ou de l'esprit, incapables de continuer leur enseignement.

Ce principe s'étend non seulement aux instituteurs des écoles privées subsidiées, mais encore à ceux des écoles privées non subsidiées, pourvu que le programme d'études en ait été communiqué à l'autorité administrative, que les matières obligatoires y soient enseignées pendant vingt heures au moins par semaine et suivant un règlement fixe, et que les instituteurs eux-mêmes ne se trouvent pas à la tête d'une école dirigée pour leur propre compte.

De là, les prescriptions assez minutieuses édictées par l'article 61 de la loi sur l'enseignement primaire, prévoyant les hypothèses où un instituteur passe d'une catégorie dans l'autre et qui donnent lieu à l'application de cette règle qu'une fois le droit à la pension acquis, il ne se perd plus, alors même que l'intéressé ne se trouverait plus dans la suite dans les conditions voulues pour l'acquérir ; par exemple, si, après les 65 ans accomplis ou après les dix années de services, lors de maladie ultérieure, il était attaché à une école ne satisfaisant plus aux exigences légales ou s'il prenait pour son propre compte la direction de l'école.

Comme les instituteurs publics, les instituteurs privés versent annuellement pour le service de leur pension deux pour cent de leurs appointements comprenant le traitement fixe et la valeur locative de l'habitation gratuite, s'ils en jouissent. L'administration de l'école qui les emploie est obligée de communiquer chaque année,

avant le 1^{er} février, les données nécessaires à l'inspecteur du district en observant les prescriptions du décret du 5 décembre 1903. En tenant compte de ces indications, le ministre de l'Intérieur établit la base de la pension qui servira au calcul de la contribution. Comme la rémunération des instituteurs privés n'est pas uniforme, il peut se produire que leur traitement ne se compose pas uniquement d'un salaire fixe en argent. Dans ce cas, pour éviter les calculs compliqués et difficiles, la loi établit elle-même une base de pension qui varie, suivant le nombre d'élèves, de 900 à 1.800 florins pour les directeurs d'école, qui s'élève pour les instituteurs-adjoints à 600 ou à 800 florins selon qu'ils possèdent ou non le diplôme d'instituteur en chef et l'âge de 23 ans, qui est fixée à 3.000 florins pour le directeur d'une école normale et à 800 ou 1.200 florins pour chacun des instituteurs y employés suivant qu'ils sont munis ou non du diplôme d'instituteur en chef. C'est la même échelle se rapprochant le plus possible des traitements légaux qui est appliquée lors de doute sur l'exactitude des déclarations fournies. Du reste, les administrations d'écoles sont légalement tenues de fournir les renseignements utiles et elles s'exposeraient à des peines assez graves : emprisonnement de trois mois ou amende de 300 florins au plus, en cas de refus de les fournir ; emprisonnement d'un an au plus, en cas d'inexactitude volontaire. Les contributions des instituteurs doivent être versées par les administrations ou chefs d'écoles dans les caisses publiques avant le 1^{er} octobre de chaque année et, à leur défaut, par les intéressés eux-mêmes avant le 1^{er} décembre.

Des dispositions spéciales permettent aux instituteurs

publics ou privés en fonctions au moment de l'application de la loi, c'est-à-dire au 1^{er} janvier 1906, de faire entrer en ligne de compte les années passées antérieurement au service d'une école privée et qui régulièrement par suite de l'effet non rétroactif des lois ne devaient pas être prises en considération, moyennant l'engagement pris avant le 1^{er} janvier 1908 de payer la contribution afférente à ces années suivant des bases établies par l'article 72 de la loi. De même, ceux qui, au 1^{er} janvier 1906, ne sont pas attachés à une école publique ou privée remplissant les conditions requises par l'article 60, mais qui s'y retrouveront plus tard, pourront jouir de la même faveur, si, dans les trois mois de leur rentrée en fonctions, ils prennent le même engagement de verser, en une fois ou en dix termes annuels égaux, le montant de la contribution due pour les années antérieures.

Une légère différence existe entre les instituteurs publics et les instituteurs privés en ce qui concerne la liquidation de la pension de retraite. Pour les premiers, elle s'établit d'après les appointements de l'intéressé dans les douze mois qui précèdent son congé ; pour les seconds, on prend, au contraire, en considération la moyenne des appointements qui, pendant les cinq dernières années, ont servi de base à l'apport de l'intéressé et c'est la 60^e partie de cette moyenne qu'on multiplie, suivant le même procédé que pour les instituteurs publics, par le nombre d'années de services, parmi lesquelles rentrent les années pour lesquelles la contribution a été payée, même celles passées au service d'une école publique ou dans l'une des fonctions donnant droit à une pension civile. Le maximum de la pension de retraite ainsi calculée est ici encore des deux tiers de la moyenne

de base ; mais, il est toujours atteint et la pension toujours fixée aux deux tiers pour les instituteurs atteints d'infirmités dans l'exercice de leur charge.

Le droit à la pension se perd pour l'instituteur qui se retire volontairement avant l'âge requis, qui cesse pendant trois années consécutives ou cinq années non consécutives de verser les contributions obligatoires, qui est révoqué ou privé du droit d'enseigner. Toutefois, au cas de révocation, un subside peut lui être accordé par l'État.

Cette organisation des pensions de retraite en faveur des instituteurs privés, réclamée depuis longtemps a beaucoup amélioré leur situation et ne contribue pas peu à amener aux écoles privées des maîtres capables qui ne craignent pas d'entreprendre la carrière de l'enseignement, parce qu'ils sont rassurés sur l'avenir de leurs vieux jours.

IV. — De l'obligation scolaire.

1. — Dispositions de la loi du 7 juin 1900.

L'obligation a été introduite en Hollande par la loi du 7 juin 1900, non sans difficulté, ni sans opposition.

Cette loi pose le principe que tous ceux qui sont chargés de la garde d'un enfant : parents, tuteurs, etc., sont tenus de veiller à ce qu'il lui soit donné un enseignement satisfaisant soit à l'école, soit à domicile. Cette obligation existait bien auparavant, mais uniquement à

l'état d'obligation naturelle. Tout au plus, trois articles de la loi de 1878 la supposaient-ils : l'article 80 ordonnait aux chefs d'écoles publiques et privées de dresser la liste des enfants de six à douze ans fréquentant leur école au 1^{er} février de chaque année. L'article 81 imposait, d'un autre côté, aux bourgmestres et échevins la confection de la liste des enfants du même âge habitant la commune. Lorsqu'il résultait de la comparaison des deux listes que des parents manquaient à leur devoir de faire instruire leurs enfants, la seule sanction était qu'ils ne pouvaient recevoir de la commune, s'ils étaient indigents, d'autres secours que des soins médicaux, à moins qu'ils ne parvinssent à prouver qu'il y avait une erreur par rapport à leurs enfants ou que le défaut de fréquentation scolaire ne leur était pas imputable. C'était un moyen indirect de forcer les enfants pauvres à recevoir l'enseignement primaire. Avant 1878, ce moyen qui n'était pas réglementé donnait lieu à de sérieux abus. La loi, en effet, permettait aux administrations civiles de bienfaisance de refuser tout secours aux parents qui laissaient leurs enfants sans instruction et quelques-unes s'en autorisaient pour forcer les enfants indigents à fréquenter l'école publique. La loi de 1878 vint supprimer l'abus et rendre impossible désormais, par une réglementation expresse, cette atteinte à la liberté des familles. Elle contenait de plus, un article 82 qui abandonnait aux communes la faculté de favoriser de différentes manières la fréquentation assidue de l'école, en particulier par des récompenses et des distinctions honorifiques qui pouvaient se donner aussi bien aux élèves des écoles privées qu'à ceux des écoles publiques ; car elles n'étaient pas considérées comme subsides.

Tout se bornait donc à encourager la fréquentation scolaire et à y contraindre les enfants indigents par un motif d'intérêt, mais l'obligation elle-même n'était pas exprimée.

La loi de 1900 la consacre et pour l'assurer d'une manière pratique, édicte deux prescriptions :

1° Tout enfant arrivé à l'âge de sept ans doit recevoir l'enseignement et fréquenter l'école pendant six ans. Cette première règle présente une certaine élasticité. Il résulte, en effet, clairement des travaux préparatoires que le but du législateur n'a pas été de rendre d'une manière absolue l'école obligatoire de sept à treize ans. Il se peut que l'enfant ait commencé à y aller dès l'âge de six ans ; l'obligation cessera pour lui lorsqu'il aura, en l'espace de six ans, passé régulièrement d'une classe à l'autre, par suite le jour où il aura douze ans. Mais, si les progrès de cet enfant n'ont pas été réguliers, il ne sera affranchi de l'obligation qu'au moment où il aura suivi la classe que normalement il doit fréquenter pendant la sixième année de sa scolarité. Cependant, comme il est possible que des enfants plus ou moins arriérés se trouvent à l'âge de douze ans dans une classe très inférieure, il serait déraisonnable de les astreindre à parfaire toutes leurs classes ; car cela pourrait les mener fort loin. Aussi la loi déclare-t-elle qu'ils seront libérés de l'obligation scolaire quand ils auront suivi la classe où ils se trouvaient au cours de leur treizième année. Par conséquent, pour un enfant qui commence à fréquenter l'école à six ans, l'obligation cesse normalement à 12 ans et exceptionnellement à treize ans. Elle cessera, au contraire, à 13 ans pour celui qui ne fréquente pas l'école avant sept ans, de même que pour celui qui n'a jamais

été en classe ; car, après l'âge de 13 ans, il ne saurait plus être question d'obligation scolaire.

On peut se demander encore ce qui se passera lorsque l'enfant a suivi une classe préparatoire avant d'entrer à l'école primaire : le temps pendant lequel il y sera demeuré comptera-t-il ou non pour les six années obligatoires ? Pour résoudre l'hypothèse, il faut s'inspirer de considérations de fait et voir la nature de cette classe préparatoire : si c'est une simple garderie ou une véritable classe différant uniquement de la dernière classe d'une école primaire ordinaire en ce que l'âge d'admission des élèves y est moins élevé et que la méthode d'enseignement y est autre. Dans ce dernier cas, du moment qu'on y enseigne déjà les éléments de l'écriture, de la lecture, et de l'arithmétique, il n'y a aucune raison de ne pas la faire entrer en ligne de compte.

2° Pendant les six années obligatoires, l'enfant doit fréquenter régulièrement l'école et y suivre les cours qui y sont donnés suivant les règles posées par la loi sur l'enseignement primaire.

La fréquentation scolaire est censée régulière lorsque, pendant deux mois consécutifs, l'enfant ne s'est pas absenté plus de deux fois de la classe sans raison valable. La loi dit : « n'a pas manqué à plus de deux temps de classe. » En Hollande, en effet, on calcule non par jours de classe, mais par temps de classe (*schooltijden*) et, sauf le mercredi et le samedi où, d'ordinaire, il n'y en a qu'un et le dimanche où il n'y en a pas, une journée comporte deux temps de classe. A moins de dispense ou de congé ou de raison valable, un enfant qui n'assiste pas à ces deux temps de classe, en l'espace de deux mois, contrevient à la loi et engage la responsabilité de ses

parents ou tuteurs. Cette responsabilité commence dès le jour où, régulièrement inscrit parmi les élèves d'une école, un enfant s'y est rendu et s'affirme au cas d'absence inexcusable de l'enfant, toutes les fois qu'ils ne peuvent prouver qu'ils ont fait raisonnablement le possible pour prévenir cet abandon de l'école.

Cette double prescription ne s'adresse pas seulement aux parents et tuteurs qui envoient en classe les enfants dont ils ont la garde, mais aussi à ceux qui leur font donner l'instruction à domicile. Même dans ce cas, il leur faut veiller à ce que leurs enfants reçoivent pendant six années consécutives un enseignement satisfaisant dans la lecture, l'écriture, les éléments de langue néerlandaise, d'histoire nationale, de géographie et de sciences naturelles. Cette obligation commence, de même, quand les enfants ont atteint l'âge de 7 ans et finit à 12 ans, s'ils ont commencé leur instruction à partir de 6 ans ou à 13 ans, s'ils ont débuté plus tard.

Les parents et tuteurs sont censés ne pas remplir leur obligation tant qu'ils n'ont pas envoyé au bourgmestre de leur résidence une déclaration signée par eux et par l'instituteur qu'ils emploient, indiquant : 1° les noms et prénoms de ceux qui donnent l'enseignement ; 2° les noms, prénoms et domicile des enfants qui le reçoivent ; 3° les matières enseignées.

Du reste, l'enseignement à domicile n'échappe pas à la surveillance administrative. Certes, il ne peut être question d'y contrôler les absences pendant les temps de classe, mais l'inspecteur scolaire de l'arrondissement est autorisé à réclamer aux parents et tuteurs des renseignements écrits sur la durée de l'enseignement dans les diverses matières. (Art. 23 de la loi du 7 juin 1900.) Il

peut même demander à assister aux leçons et il jouit de la faculté de convoquer une fois par an les enfants à un endroit qui n'est pas distant de plus de 4 kilomètres de leur résidence et de les interroger afin de s'assurer si leur instruction est satisfaisante. Les parents ou tuteurs sont obligés de donner les renseignements réclamés et d'envoyer, sur convocation, leurs enfants à cet examen de l'inspecteur dont les détails sont réglés par le décret du 16 novembre 1900. Lorsqu'ils ne le font pas, ils se mettent en contravention avec la loi et encourent les pénalités prévues par elle. Si, à l'examen, l'inspecteur s'aperçoit que l'enseignement n'est pas suffisant, il enjoint aux parents et tuteurs d'avoir à remplir les lacunes de l'instruction donnée dans les trois mois et, au bout de ce terme, il passe un nouvel examen pour s'assurer s'ils ont tenu compte de son avertissement. Mais, ajoute la loi, l'inspecteur scolaire ne peut faire usage de ces pouvoirs qui tourneraient facilement à l'arbitraire et à l'inquisition, « que s'il a des raisons sérieuses de douter fortement de l'exacte observation de l'obligation scolaire ». En fait, les inspecteurs s'en servent rarement et on n'entend pas parler d'abus. D'ailleurs le décret du 16 novembre 1900 entre dans de minutieuses précautions pour les prévenir.

La même surveillance s'applique encore aux écoles privées où l'enseignement des huit premières matières obligatoires énoncées par l'article 2 de la loi sur l'instruction primaire ne comporte pas seize heures par semaine, c'est-à-dire à certaines écoles primaires non subsidiées, et s'exerce par les visites faites par l'inspecteur à l'école. Mais on ne s'explique pas très bien au premier abord pourquoi ces écoles sont soumises à un régime spécial et

leur enseignement assimilé seul à l'enseignement familial ; car, ce ne sont pas les seules écoles non subsidiées, il y en a d'autres où l'enseignement est donné pendant le temps légal et qui, faute de remplir toutes les conditions imposées par la loi sur l'enseignement primaire dans son article 59, ou faute d'en adresser la demande, ne reçoivent pas de subsides et conservent leur entière liberté. Peut-être le motif de cette exception est-il dans cette opinion possible du législateur que les écoles où l'on n'enseigne pas, ou d'une manière insuffisante, toutes les matières obligatoires ne relèvent pas de l'enseignement primaire proprement dit, mais plutôt de l'enseignement familial ?

2. — Des dispenses à l'obligation scolaire.

Tout enfant de plus de 7 ans et de moins de 12 ou de 13 ans suivant les hypothèses doit suivre régulièrement pendant six années l'enseignement de l'école que ses parents ou tuteurs ont choisie pour lui, à peine d'engager la responsabilité de ceux qui les ont en leur garde. Voilà le principe, mais auquel il y a des exceptions : Certains enfants jouissent d'une dispense absolue, d'autres d'une dispense temporaire.

A) *Dispenses absolues.*

Sont dispensés de remplir l'obligation qui leur est imposée par la loi de veiller à ce que leurs enfants reçoivent une instruction primaire suffisante :

1° Les parents qui n'ont pas de résidence fixe. Il est

impossible, en effet, d'astreindre les nomades qui n'ont pas de domicile et qui passent leur temps à voyager de côté et d'autre à suivre les prescriptions légales. Il y a un obstacle matériel qui en empêche l'application. Cet obstacle disparaît dès le moment où les nomades se fixent dans un endroit pendant un temps assez considérable pour qu'une surveillance soit possible. S'ils demeurent plus de 28 jours consécutifs dans une commune, ils rentrent, d'après l'article 8, dans le droit commun et sont soumis à l'obligation scolaire jusqu'au jour où il quittent de nouveau la commune. Plus loin, ils pourront acquérir par un séjour de quatre semaines une nouvelle résidence scolaire. Leur situation pourra être pleine de bizarreries : à certaines époques, leur responsabilité sera engagée ; à d'autres, elle ne le sera pas, à raison des mêmes faits. Ce n'est pas étonnant quand on considère que leur vie elle-même est anormale et bizarre.

2° Les parents qui font donner à leurs enfants l'enseignement moyen ou l'enseignement supérieur. Ils satisfont d'une autre manière au vœu qu'émet la loi d'une instruction suffisante.

Parfois, il peut s'écouler un intervalle assez long entre l'abandon de l'école primaire et l'entrée dans un établissement d'enseignement secondaire ou supérieur. En général, ce délai d'attente doit être raisonnable : Les parents feront bien, souvent, pour se mettre à couvert du côté de la loi, de conserver pendant ce temps leurs enfants à l'école primaire ; mais si, dans certains cas, il leur paraît préférable de les laisser quelques semaines en dehors de toute école, les dispositions légales sont assez larges pour qu'ils ne soient pas inquiétés.

La dispense vaut aussi bien pour les parents qui met-

tent leurs enfants dans des établissements étrangers que pour ceux qui les placent dans des institutions établies sur le territoire hollandais.

3^e Les parents qui ont des griefs considérables contre l'enseignement des écoles situées dans le rayon de 4 kilomètres de leur résidence. C'est ce qu'on a appelé « la clause de conscience », expressément indiquée dans l'article 7 de la loi de 1900. Les griefs qui motivent cette dispense doivent être ressentis contre l'enseignement, non contre la personne de l'instituteur. Si l'enseignement ne convient pas aux parents, ils conservent la liberté de le refuser et ils ne sont pas forcés d'envoyer leurs enfants à une école distante de plus de 4 kilomètres. Mais, il faut pour cela, ajoute l'article 10, qu'ils aient contre l'enseignement de cette école ou de ces écoles, des griefs si considérables qu'ils préfèrent priver leurs enfants de toute instruction plutôt que de les confier à ces écoles.

Pour obtenir une dispense de ce chef, les parents doivent en faire la déclaration à l'inspecteur scolaire d'arrondissement qui est obligé, dans les 28 jours, d'y apposer sa signature, à moins qu'il ne découvre que l'enfant a fréquenté l'école ou les écoles incriminées au cours de l'année précédente ou que la demande a été inspirée pour d'autres motifs. Dans ces deux hypothèses, il refuse de contresigner la déclaration. Comme le visa de l'inspecteur est nécessaire pour jouir de l'exemption, appel peut être fait auprès de l'inspecteur de district qui rend sa décision dans les trois semaines, signe ou ne signe pas, selon qu'il reconnaît la réclamation fondée ou non. Depuis le jour de la déclaration jusqu'à celui de la sentence définitive, l'obligation scolaire est suspendue pour les parents qui invoquent cette dispense, et cela se comprend, car

il serait injuste de les forcer à envoyer leurs enfants à des écoles contre lesquelles ils ont des griefs si prononcés.

4° Les parents qui, malgré leur demande, n'ont pu obtenir de place pour leurs enfants dans aucune des écoles primaires distantes de moins de 4 kilomètres de leur habitation. Il peut se présenter, en effet, dans une commune que l'école ne puisse à un moment donné contenir tous les enfants qui demandent à y être admis. La Constitution déclare bien que partout les écoles doivent être en nombre suffisant pour recevoir tous les enfants qui se présenteront, mais il serait impossible, dans toutes les communes, de prévoir toutes les éventualités, et la loi hollandaise ne croit pas pouvoir forcer les enfants à faire plus de 4 kilomètres pour se rendre en classe.

5° Les parents qui ont fait inscrire leurs enfants sur les listes d'une école primaire où l'époque de l'admission n'est pas encore arrivée pour les élèves. Jusqu'à cette date, les enfants ne sont pas tenus à la fréquentation scolaire.

6° Les parents dont les enfants ne fréquentent pas l'école parce que des prescriptions légales en défendent l'accès. C'est le fait du prince qui dégage complètement leur responsabilité. Parmi ces prescriptions légales, sont comprises les ordonnances prises par le Conseil communal. Cette dispense se produira notamment lorsque par mesure générale d'hygiène seront fermées toutes les écoles d'une région ou d'une commune.

7° Les parents dont les enfants sont incapables, d'après un certificat médical, de suivre les classes. Cette incapacité pourra résulter d'une maladie de l'esprit ou du corps,

d'une infirmité, etc. La loi ne les force pas, en ce cas, de donner l'enseignement à domicile; c'est à eux de voir ce que permet et exige l'état de santé de leurs enfants.

Aucune des dispenses énumérées n'est valable tant que les parents ou tuteurs n'ont pas indiqué au bourgmestre de leur résidence pour quel enfant et pour quel motif ils se réclament d'une dispense légale. Cette déclaration doit être renouvelée tous les douze mois, à moins que le motif n'ait disparu, car, naturellement la dispense tombe alors avec le motif qui lui avait donné naissance — ou que l'enfant ne soit plus en âge scolaire.

Lorsque ces formalités sont observées, les parents peuvent faire rayer leur enfant de la liste des élèves de l'école qu'il fréquentait, s'il y était inscrit. Ils le peuvent encore si l'enfant part à bref délai résider dans une autre commune, s'il doit changer d'école dans la quinzaine ou s'il va recevoir l'enseignement à domicile; mais, dans ces dernières hypothèses, le directeur d'école n'est pas obligé de faire droit immédiatement à la demande; il peut attendre jusqu'à ce qu'il ait la preuve que les motifs invoqués sont bien réels et accorder provisoirement l'autorisation de ne pas suivre les classes pendant quatorze jours; et, dans aucun cas, il ne peut rayer un élève soumis à l'obligation scolaire sans l'autorisation de l'inspecteur scolaire du district.

B) Dispenses temporaires, permissions et excuses.

Temporairement, certaines causes peuvent être des empêchements à une fréquentation régulière de l'école. La loi en énumère quelques-unes dans l'article 12 qui n'est pas limitatif; car, il se termine lui-même par une

allusion à « d'autres circonstances sérieuses qui peuvent être considérées comme excuses valables ». Les raisons expressément mentionnées sont :

1° La fermeture temporaire de l'école ou l'interruption de l'enseignement. Lorsque l'école est fermée provisoirement, par exemple parce que l'enseignement s'y trouve interrompu à la suite de la maladie du personnel enseignant, les enfants ne sont pas obligés de s'adresser à une autre école. Ils sont dispensés temporairement de la fréquentation scolaire.

2° Une prescription légale qui défend provisoirement la fréquentation de l'école. Telle, une mesure spéciale interdisant l'accès de l'école parce qu'il s'y est produit un ou plusieurs cas de maladie contagieuse.

3° Le licenciement temporaire de l'école par mesure disciplinaire.

4° La permission de ne pas fréquenter l'école pendant un certain temps, par suite du travail urgent dans certaines professions. Les travaux des champs étaient avant le vote de la loi, la principale cause de la fréquentation irrégulière des écoles à la campagne. Il arrivait souvent que des écoles remplies d'élèves durant l'hiver n'en possédaient plus guère dès que l'été survenait. Pour faire disparaître cette pratique avec les graves inconvénients qui en résultaient pour l'instruction des enfants, le législateur hollandais a pensé qu'il serait inutile d'essayer de la supprimer complètement, qu'il serait plus fructueux de l'enrayer dans des limites raisonnables. C'est pourquoi, il a imaginé un système ingénieux : l'inspecteur scolaire d'arrondissement peut, chaque année, en dehors des vacances, délivrer en faveur des travaux des champs une permission n'excédant pas six semaines ; mais il faut

pour cela que l'enfant pour lequel cette permission lui est demandée ait fréquenté régulièrement l'école pendant les six mois précédant la demande. Autrement, l'inspecteur refuse d'y faire droit. Il refuse également s'il a des raisons sérieuses de penser que la permission ne sera d'aucune faveur pour les travaux des champs, et si l'enfant n'a pas encore dix ans. Ces dispositions s'expliquent parfaitement : il ne faut pas que la loi abrite les petites fraudes de certains parents désireux de conserver chez eux leurs enfants, alors même qu'ils ne peuvent être d'aucun secours appréciable. En cas de refus de l'inspecteur d'arrondissement, les parents peuvent en appeler à l'inspecteur du district. La dispense peut être retirée, enfin, si, après la demande, la fréquentation scolaire devient irrégulière. •

D'un autre côté, les communes peuvent déterminer, en tenant compte des circonstances locales, l'époque ou les époques de l'année où les permissions pour travaux ruraux seront accordées. En 1907, il existait 209 communes où une réglementation de ce genre avait été adoptée.

En somme, la permission est une prime à la fréquentation scolaire dans les professions où il y a le plus de danger de la voir négligée. Elle s'applique, de la sorte, à l'agriculture, à l'horticulture, à l'élevage et à l'industrie de la tourbe qui occupent la majeure partie de la population rurale de la Hollande. Le travail des fabriques ne s'y trouve pas compris parce que la loi du 5 mai 1889 interdit d'y employer les enfants avant l'âge de douze ans et que les communes peuvent, en outre, prendre les mesures qui leur semblent nécessaires si les dispositions de cette loi ne leur paraissent pas suffisantes. La permission est donc accordée uniquement en faveur des

professions rurales, et, sur ce point, le texte légal est assez large : il en fait profiter aussi bien l'enfant qui reste à la maison paternelle pour permettre à la famille de se livrer aux travaux des champs que celui qui s'y livre lui-même.

La sagesse dont a fait preuve le législateur a produit d'excellents effets. Bien que les absences sans permission, motivées par les travaux de la campagne, forment encore la majeure partie des absences constatées (en 1903, 17.95 pour cent), elles ne dépassent plus 0,23 pour cent des temps de classe ; et, pendant le reste de l'année, l'école est régulièrement fréquentée, puisqu'en 1907, sur les 44.387 permissions demandées de ce chef, 2.924 seulement ont été refusées par l'inspecteur d'arrondissement. Tant il est vrai qu'une loi ne peut réussir que si elle tient compte dans une certaine mesure des habitudes des populations auxquelles elle est destinée.

5° L'indisposition de l'enfant, l'accomplissement de devoirs religieux ou autres circonstances sérieuses. Pour le premier de ces motifs, le chef d'école peut d'ailleurs accorder à l'enfant malade ou indisposé une permission écrite pour un temps indéterminé et, en ce qui concerne les autres pour un temps déterminé, mais si la permission se répète trop souvent, si elle excède dix temps de classe en l'espace de 28 jours, elle doit être approuvée par l'inspecteur d'arrondissement.

Mention expresse a été faite aussi de l'accomplissement des devoirs religieux, afin de lever le doute qui aurait pu naître de l'article 22 de la loi sur l'enseignement primaire. Cet article prévoit, en effet, dans la réglementation des heures de classe, des heures spéciales pour l'enseignement religieux et la question pouvait se poser de

savoir si, en dehors de ces heures spéciales, il était permis aux enfants de s'absenter valablement pour des motifs religieux. La loi du 7 juillet 1900 s'est prononcée pour l'affirmative. Ces motifs religieux pourront être aussi bien la réception de l'instruction religieuse que l'accomplissement proprement dit des devoirs religieux lors des fêtes cultuelles. Il en résulte que loin de s'immiscer dans la détermination du temps nécessaire pour l'enseignement religieux ou pour la préparation à la première communion, le législateur laisse pleine liberté aux enfants de les suivre et s'en réfère, pour excuser leur absence, aux décisions des autorités ecclésiastiques sur ce point.

Les autres circonstances sérieuses qui peuvent légitimer l'absence d'un enfant sont nombreuses. Au premier rang, se trouve la misère. Au moment de la confection de la loi, d'aucuns auraient voulu qu'elle fut nommément désignée, mais on a pensé que c'eût été trop généraliser ; car les indigents ne sont pas tous, par le fait même de la misère, dans l'impossibilité d'envoyer leurs enfants en classe. C'est une question de fait qui doit être appréciée par les autorités compétentes. Du reste, les conseils communaux peuvent accorder aux enfants nécessiteux des écoles publiques et privées des secours en nature ou en argent pour nourriture et habillements. Ce mode de subvention en faveur de la fréquentation scolaire était appliqué en 1907 dans 37 communes et entraînait pour leurs budgets une dépense de 65 500 florins.

Figurent encore parmi les causes d'absence valable : le travail à domicile qui retient chez eux presque autant d'enfants que le travail des champs, l'état du temps et des chemins avec lesquels il faut compter dans un pays aquatique comme la Hollande, les fêtes de famille, etc.

Lorsqu'une raison quelconque motivant une dispense temporaire existe pour une absence que le chef d'école n'a pas permise, mais dont il a été averti par les parents dans les huit jours, il en avise l'inspecteur d'arrondissement. Celui-ci peut, d'ailleurs, légitimer ou excuser lui-même une absence pour laquelle aucune permission n'a été accordée et il doit noter toutes les absences légitimes ou excusables sur un registre spécial où il en consigne également les motifs. Les autres constituent des infractions à l'obligation scolaire et, si elles se répètent, donnent lieu à des avertissements et même à des pénalités.

3. — Des infractions à l'obligation scolaire.

Les infractions à l'obligation scolaire sont de deux sortes :

1° Les parents ou tuteurs négligent totalement de faire donner aucun enseignement à leurs enfants ou pupilles (*absoluut schoolverzuim*) ;

2° Les parents ou tuteurs négligent de faire fréquenter régulièrement l'école à leurs enfants ou pupilles (*betrekkelijk schoolverzuim*).

1° Les premières se constatent par la comparaison de deux listes nominatives : l'une dressée avant le 15 janvier de chaque année par le collège échevinal, comprenant tous les enfants de sept à treize ans, qui habitent la commune au 1^{er} janvier, et constamment mise à jour au fur et à mesure des modifications qui se produisent après sa confection ; l'autre, établie par les directeurs d'école avant le 22 janvier, comprenant tous les enfants qui, au 15 janvier, fréquentent l'école, et tenue elle aussi

soigneusement à jour des changements qui se présentent dans le cours de l'année.

Si l'inspecteur scolaire d'arrondissement auquel ces listes et ces compléments sont communiqués découvre que, sans motif valable, un enfant soumis à l'obligation scolaire ne reçoit pas l'enseignement, il entame une série de mesures qui débute par un avertissement aux parents ou tuteurs responsables, se continue par leur convocation devant la commission pour la fréquentation scolaire et se clôture, au cas d'inertie persistante, par l'inscription d'office de l'enfant à une école primaire. La procédure administrative s'arrête là. Si, désormais, les parents ne remplissent pas leur devoir, l'inspecteur d'arrondissement dressera procès-verbal et les déférera devant le juge du canton.

2° L'inspecteur d'arrondissement constate les secondes au moment où il reçoit des chefs d'école les communications qu'ils doivent lui fournir sur les absences permises ou non permises, sur leurs motifs, sur leur fréquence, sur les enfants qui ont abandonné l'enseignement scolaire pour l'enseignement à domicile, etc. Lorsqu'il s'aperçoit que pendant deux mois consécutifs, un enfant a négligé plus de deux temps de classe, que, par suite, la fréquentation scolaire n'est pas régulière pour lui et qu'aucun motif ne légitime ou n'excuse son absence, il avertit immédiatement par écrit la personne responsable d'avoir à observer les prescriptions de la loi. Si, dans les six mois, l'absence se répète, il s'adresse à la commission scolaire qui, dans les huit jours, convoque devant elle le contrevenant, lui indique son devoir et lui fait de sérieuses observations ou les lui envoie d'une façon ou d'une autre, s'il ne comparait pas devant elle.

Les parents ou tuteurs ne tiennent-ils pas davantage compte de ce nouvel avertissement et la contravention vient-elle à se renouveler dans les six mois, il n'y a pas encore lieu à poursuite pénale, mais la personne responsable est prévenue que, si l'infraction se répète avant l'expiration des six mois, procès-verbal sera dressé contre elle et qu'elle sera traduite devant le juge du canton. Ce n'est donc qu'après le troisième avertissement et à la quatrième infraction, constatée chaque fois à moins de six mois d'intervalle, que des mesures de rigueur seront prises contre elle. Et si, entre deux contraventions, il s'était écoulé plus de six mois, il faudrait reprendre par le début toute la procédure administrative.

Pour les deux catégories, les pénalités sont les mêmes. Lors d'un premier procès-verbal, les parents ou tuteurs de l'enfant sont passibles d'une amende de 15 florins au plus. Il en est de même en cas de récidive dans l'année de la première condamnation ; mais si la récidive se produit dans les six mois, l'amende peut s'élever jusqu'à 50 florins, et lors de récidives ultérieures chaque fois dans les six mois, à compter de la dernière condamnation, elle peut être convertie en un emprisonnement de sept jours au plus.

D'un autre côté, des pénalités sont édictées contre les chefs d'école qui, après un premier avertissement de l'inspecteur d'arrondissement, s'obstinent à fournir incomplètement les listes et les communications que, conformément à la loi, ils doivent lui envoyer pour que le contrôle scolaire soit possible : amende de 15 florins au plus, lors d'une première condamnation ; amende de 50 francs au plus si, dans l'année, cette première condamnation est suivie d'une nouvelle infraction ; amende

de 100 florins au plus si dans l'année encore de la seconde condamnation se produit une récidive.

Ce mécanisme assez compliqué joue d'une façon normale et n'est pas seulement un épouvantail de parade. Ainsi, dans le cours de l'année 1907, 49 procès-verbaux ont été dressés pour constater des infractions de la première catégorie (abandon complet de l'école). Sur ces 49 affaires, 4 ont été abandonnées, 15 ont abouti à une condamnation et 30 n'étaient pas encore jugées au 31 décembre. Pour la deuxième catégorie, (abandon relatif de l'école), il est intervenu, la même année, 8.348 procès-verbaux dont 4.840 ont abouti à une condamnation, 751 à l'abandon des poursuites, 413 à un acquittement et 2.574 ont été ajournés à l'année suivante.

Il faut ajouter que le défaut de fréquentation régulière n'est pas toujours imputable aux parents ou tuteurs ; il peut être le fait d'enfants qui font l'école buissonnière. Aussi la loi autorise-t-elle les communes à prendre des mesures de police pour faire conduire de force par les agents à l'école où ils sont inscrits, les enfants rencontrés pendant la classe sur la voie publique. En 1907, des arrêtés de ce genre étaient en vigueur dans 91 communes et, autant que les documents nous permettent de le constater, ils ont reçu leur application dans 353 cas.

4. — Des commissions pour la fréquentation scolaire.

L'autorité administrative chargée du contrôle de la fréquentation scolaire est l'inspecteur d'arrondissement, assez à portée pour se renseigner et pour agir. L'autorité judiciaire compétente pour connaître des contraventions

est le juge du canton dans lequel se trouve la résidence de l'enfant. Mais à côté de ces deux autorités, se meut un organe très important : la commission pour la fréquentation scolaire.

Cette commission doit exister dans toutes les communes. Il peut même y en avoir plusieurs dans la même localité. C'est le conseil communal qui décide de leur nombre en prenant pour règle que, si la commune est divisée en plusieurs arrondissements scolaires, il en faut au moins une par arrondissement. Il indique en même temps la partie de la commune dont chaque commission devra s'occuper. Il fixe encore, d'un autre côté, le nombre des membres qui composent la commission sans pouvoir dépasser le chiffre de neuf et il les nomme pour trois ans, en ayant soin d'y comprendre, autant que possible, des représentants de chacune des catégories parmi lesquelles doit s'exercer son choix : 1° les parents ou tuteurs qui ont à l'école des enfants ou pupilles ; 2° les instituteurs majeurs employés dans une école primaire publique de la commune ; 3° les instituteurs majeurs employés dans une école privée ; 4° les autres habitants de la commune. Au cas de mauvaise volonté du conseil communal, le Commissaire royal dans la province y pourvoit.

Le règlement intérieur des commissions est arrêté par le Conseil communal. Chacune d'elles élit un président et un secrétaire et se réunit au moins deux fois par mois, à moins que quarante-huit heures auparavant, le secrétaire ne s'aperçoive qu'il n'y a rien à l'ordre du jour. Même s'il n'assistait qu'un membre à la réunion, il aurait qualité pour exercer les attributions légales.

Ces attributions consistent essentiellement à prévenir

les parents ou tuteurs qui ont enfreint la loi en ne veillant pas à ce que leurs enfants ou pupilles fréquentent régulièrement l'école, à user de leur influence pour les amener à leur devoir, à faire opérer, s'il y a lieu, les inscriptions d'office. Les commissions aident de toutes leurs forces l'inspecteur d'arrondissement à faire diminuer les absences de l'école — d'où leur nom de : *commissien tot wering van schoolverzuim*, commissions pour la disparition de l'abandon de l'école — ; elles lui fournissent tous les renseignements désirables sur les motifs des absences et les éclaircissements qu'il demande. Elles peuvent, dans ce but, charger un ou plusieurs de leurs membres de faire une enquête sur le point signalé. Elles présentent chaque année un rapport sur leur activité. Pour les échanges de communications avec la municipalité et l'inspecteur, elles jouissent d'une large franchise postale.

Si l'inspecteur d'arrondissement constate qu'une commission ne remplit pas ses attributions, il en avertit le collège échevinal et le Commissaire de la Reine dans la province. Ce dernier, si le fait est justifié, dissout la commission et en remet les fonctions aux bourgmestre et échevins en attendant que soit nommée une nouvelle commission qui accepte de se conformer aux prescriptions légales.

Le rôle de la commission scolaire dans la lutte pour la fréquentation scolaire est tellement important qu'au moment de l'introduction de l'obligation, le ministre déclarait que son fonctionnement était indispensable pour que la loi pût être appliquée. Les espérances que le législateur fondait sur elle n'ont pas été déçues. Partout, les commissions pour fréquentation scolaire existent ; beaucoup de communes en possèdent même plusieurs,

en 1907, par exemple, cette pluralité se remarquait dans 236 localités et allait de deux jusqu'à seize. En général, ces organes fonctionnent normalement sans donner lieu à des plaintes sérieuses, et le droit de dissolution remis au commissaire royal dans la province trouve rarement occasion de s'exercer. Au cours de l'année 1907, toutefois, il reçut son application dans six communes.

5. — Résultats et statistiques.

Bien qu'au moment où la loi du 7 juin 1900 sur l'obligation scolaire fut introduite, la Hollande se trouvait déjà dans une situation relativement favorisée en ce qui concerne la fréquentation scolaire, on ne peut nier que depuis lors, elle a fait encore de grands progrès. En 1873, d'après les statistiques de M. Steyn Parvé (1), le nombre des enfants de 6 à 12 ans qui ne fréquentaient pas d'école s'élevait à 17 %. En 1892, sur 311.208 garçons de 6 à 12 ans, 27.300 (soit 8.83 %) et sur 307.922 filles du même âge, 33.578 (soit 10.90 %) ne recevaient aucune instruction primaire. En 1900, d'après M. A. Heringa (2), cette proportion atteignait encore environ 8 %, mais, suivant le même auteur, au 13 janvier 1902, soit un an après la mise en application de la loi, elle s'était abaissée à 5 %. Seulement, ces derniers chiffres expriment le rapport qui existait entre la population enfantine du pays et le nombre des enfants n'allant pas aux écoles primaires. Si l'on en

(1) Steyn Parvé, *L'organisation de l'instruction dans le royaume des Pays-Bas*, p. 77.

(2) Dans la revue *Vragen des Tijds* 1904.

déduit celui des enfants recevant l'enseignement secondaire et supérieur ou l'instruction à domicile et celui des enfants ne fréquentant pas l'école par suite d'un motif légitime, on s'aperçoit en adoptant les chiffres donnés, que la proportion des enfants échappant à toute instruction primaire était descendu de 2,71 % en 1900 à 0,24 % au 15 janvier 1902.

En 1904, d'après la documentation publiée par le Bureau central de statistique, dans les 933 communes pour lesquelles on possédait des renseignements précis, sur 546.666 enfants âgés de 7 à 13 ans, 1.147 seulement ne recevaient aucune instruction, soit 0,21 % et ne pouvaient se réclamer d'aucune dispense légale. Quant aux enfants du même âge n'allant pas à l'école primaire au 15 janvier 1904 par suite d'un motif légitime, leur nombre s'élevait pour les 933 communes à 73.106, soit 13,37 % se répartissant d'après les dispenses absolues, de la façon suivante :

	Pas d'école à moins de 4 kil.	Enseignement à domicile	Fin de l'obligation scolaire	Recevant l'enseig. moyen ou supérieur	Griet considérable contre l'enseignement	Pas de place à l'école	Dans l'attente de l'ouverture de l'école	Défense légale	Incapacité d'aller à l'école	Pas de résidence fixe
Chiffres absolus.	72	364	65.771	239	463	445	1.635	500	1.408	2.209
o/o.....	0,01	0,07	12,03	0,04	0,08	0,08	0,29	0,09	0,25	0,42

Au 1^{er} janvier 1908, le nombre des enfants de 7 à 13 ans ne recevant aucune instruction était, d'après les données des inspecteurs scolaires d'arrondissement, de 383 garçons et de 392 filles (contre 477 et 537 au 1^{er} janvier 1907), soit 775 sur 748.187 enfants en âge scolaire. La proportion est donc descendue à 0.10 % (au lieu de 0.13 % en 1907), diminuant de plus de moitié en l'espace de quatre ans.

D'un autre côté, la fréquentation régulière des écoles a augmenté dans une notable mesure et les absences illégales ont diminué considérablement. Voici, d'après le rapport sur l'état de l'enseignement primaire au cours de l'année 1907-1908, quelle est la proportion sur 10.000 temps de classe des absences légitimes et illégitimes pour les différentes écoles depuis 1901 à 1907 :

SORTES D'ÉCOLES		1901	1902	1903	1905	1907
Ecoles publiques	avec motif.	519	573	537	548	565
	sans motif.	467	453	449	425	410
Ecoles privées protestantes	avec motif.	575	597	547	542	573
	sans motif.	423	403	96	84	71
Ecoles privées catholiques	avec motif.	395	415	381	384	390
	sans motif.	89	78	76	76	67
Ecoles privées israélites	avec motif.				356	262
	sans motif.	inconnu	inconnu	inconnu	inconnu	44
Autres écoles privées	avec motif.	420	427	352	406	419
	sans motif.	36	25	22	4	3
Toutes les écoles ensemble	avec motif.	506	549	511	518	533
	sans motif.	447	433	428	410	95

On peut juger par là que les absences légitimes sont restées à peu près sans changement, mais que celles illégitimes ou inexcusables ont régulièrement diminué dans une proportion de 0,0147 % à 0,0095 %.

Si nous envisageons maintenant, pour l'année 1903, par exemple, les absences illégitimes ou inexcusables, nous voyons qu'elles se répartissent d'après les motifs supposés comme suit dans les écoles publiques et dans les écoles privées :

Sortes d'écoles	Nombre d'écoles	Total des temps de classe	Travaux agricoles		Temps et chemins		Misère		Travail à domicile		Fêtes de famille		Autres raisons	
			Chiffres absolus	o/o	Chiffres absolus	o/o	Chiffres absolus	o/o	Chiffres absolus	o/o	Chiffres absolus	o/o	Chiffres absolus	o/o
Ecoles publiques	3.192	236.343,247	715.476	0,283	3.267	0,0013	9.939	0,0039	543.617	0,21	4.398	0,0017	2.545.980	0,99
Ecoles privées	1.560	118.994,018	147.630	0,12	742	0,0006	559	0,0005	192.349	0,16	1.623	0,0014	642.995	0,54
Ensemble	4.752	375.337,265	863.160	0,23	4.009	0,0014	10.498	0,0028	735.966	0,20	6.018	0,0016	3.188.975	0,99

Ce qui frappe immédiatement en parcourant les chiffres de ce tableau extrait des documents du Bureau central de statistique (1), c'est la différence entre les absences non motivées aux écoles publiques et celles aux écoles privées. Dans la même publication (2), on s'aperçoit qu'en 1903, aux écoles publiques, le pourcentage par rapport aux temps de classe était: de 1,49 pour les absences non motivées, 5,37 pour les absences motivées et 6,86 pour toutes ensemble, tandis qu'aux écoles privées, il était respectivement de 0,83, 4,55 et 5,38. D'où il s'ensuit qu'à tous points de vue, les écoles privées sont plus régulièrement fréquentées que les écoles publiques.

Le fait est à tout le moins singulier et il ne date pas d'aujourd'hui. Déjà, en 1876, M. Steyn Parvé le constatait (3) et il l'expliquait par cette considération que « les écoles libres sont surtout établies dans les villes ou dans les grands centres de population, tandis que dans les communes rurales où la fréquentation scolaire souffre le plus par les travaux des champs qui enlèvent les enfants à l'école, au printemps, à l'été et surtout en automne, l'instruction est à quelques exceptions près donnée dans les écoles publiques ». Cette raison avait certainement sa valeur en 1876, mais elle ne l'a plus autant en 1903 où pour 1.131 communes, il existait 1.560 écoles privées. Cela paraîtra davantage encore si nous examinons la proportion des absences illégitimes pour

(1) Statistiek van het Betrekkelijk Schoolverzuim in 1903 en van het Volstrekt Leerverzuim op 15 January 1904, pp. X-XIII.

(2) *Ibidem*, p. VIII.

(3) Steyn Parvé, *Organisation de l'instruction dans le royaume des Pays-Bas*, p. 77.

les écoles publiques et pour les écoles privées dans les villes de plus de 20.000 âmes et dans les autres communes (2) :

SORTES D'ÉCOLES		Nombre d'écoles	Absences illégitimes par 10.000 temps de classe
Ecoles publiques	{ Villes de plus de 20.000 habit.	586	84,89
	{ Autres communes	2.606	184,28
Ecoles privées	{ Villes de plus de 20.000 habit.	454	53,59
	{ Autres communes	1.406	104,11

Comme on le voit, la proportion reste invariable et aussi bien dans les petites et moyennes communes que dans les vingt-quatre grandes villes de plus de 20.000 habitants, l'avantage de la régularité se manifeste en faveur des écoles privées. Il faut donc chercher une autre explication. Des différentes personnalités que nous avons interrogées à ce sujet, les unes nous ont répondu que les parents envoyant leurs enfants aux écoles privées prenaient dans leurs sentiments religieux, qui précisément motivaient cette préférence, une conscience plus forte de leurs devoirs vis-à-vis de leurs enfants ; d'autres, tout en rendant hommage au zèle des instituteurs publics, trouvaient qu'ils ne faisaient pas preuve de la même initiative et ne multipliaient pas, comme les instituteurs privés, leurs efforts pour la fréquentation continue de leurs écoles ; d'autres encore estimaient que les comités fondés pour soutenir les écoles libres et prenant, à tâche, aidés

(2) Statistiek, pp. XXIV et XXV.

du curé ou du pasteur, de veiller avec une sollicitude constante à la bonne fréquentation de leurs écoles en étaient la principale cause. Il y a probablement un peu de toutes ces raisons — surtout de la dernière — et peut-être faudrait-il tenir compte de quelques autres encore de moindre importance. En tout cas, nous avions en terminant cette étude rapide de l'obligation scolaire et de ses résultats, le devoir de signaler le fait en toute impartialité.

V. — L'Enseignement primaire supérieur.

Au dessus de l'enseignement primaire ordinaire, le continuant et le complétant, s'étend l'enseignement primaire supérieur. Mais cet enseignement ne rentre pas dans les cadres de la législation hollandaise. Il n'y a pas été prévu ni réglementé. Les auteurs des lois scolaires, et en particulier Thorbecke, avaient dressé tout un système de constructions étagées : au bas, pour le peuple, l'école primaire ; plus haut, l'école moyenne ou école bourgeoise pour les classes un peu plus élevées ; enfin, au sommet, le gymnase et l'université pour les intellectuels.

La pratique est venue déranger ce plan théorique et idéaliste. L'école moyenne n'a pas eu, en certaines de ses parties, le succès que l'on espérait et, par contre, entre les deux étages inférieurs, s'est glissée une forme nouvelle : l'enseignement primaire supérieur. De ce côté, s'est portée immédiatement une partie de la faveur du public. Les motifs en étaient que cet enseignement était plus

facile à donner que l'instruction moyenne, car il n'exigeait ni laboratoires, ni cabinets scientifiques et il ne réclamait pas la présence de nombreux professeurs spéciaux, que le programme en était plus précis et moins touffu, enfin qu'il jouissait d'une plus grande liberté de mouvements.

De la sorte, les écoles pour un enseignement primaire plus développé, *voor meer uitgebreid lager onderwijs*, comme on dit là-bas, ou M. U. L. O., comme on écrit par abréviation, se sont peu à peu multipliées en marge de la loi. Tantôt écoles préparatoires à l'enseignement moyen ou supérieur, tantôt dispensant des connaissances plus étendues aux jeunes gens qui ne veulent pas pousser plus loin leurs études, tantôt se rattachant étroitement à l'enseignement primaire et tantôt se différenciant à grand peine de l'enseignement moyen, elles présentent la plus grande diversité. Cependant, en général, elles offrent ce trait caractéristique qu'elles s'attachent davantage à l'étude approfondie des langues vivantes que la multiplicité des matières dans les écoles moyennes ou dans les gymnases ne permet pas d'aborder avec tout le temps et toute l'ampleur nécessaires. De plus en plus, elles tendent « à s'étendre à ceux pour qui l'enseignement primaire ordinaire ne fournit pas une préparation suffisante à leur carrière sociale, bien qu'ils n'aient aucun besoin de l'enseignement moyen ou supérieur ».

Mais aux yeux du législateur, elles apparaissent seulement comme des écoles primaires ordinaires. Elles reçoivent des subsides comme telles et suivant la même mesure. Elles sont soumises aux mêmes règles et jouissent des mêmes droits pour tout ce qui rentre dans l'enseignement primaire ordinaire. Pour ce qui dépasse cet

enseignement, la loi les ignore et elles restent complètement libres, ne subissant aucune entrave ni pour le choix des matières, ni pour la réglementation des cours, ni pour les méthodes d'enseignement.

Pourtant, leur importance sans cesse grandissante a forcé le législateur à s'apercevoir qu'elles existaient avec un caractère différent des écoles ordinaires, qu'elles remplissaient une fonction dans le pays et qu'elles méritaient sa sollicitude. Aussi, le ministre actuel, M. Heemskerck a-t-il cru le moment venu, le 10 juillet 1909, de déposer un projet de loi en leur faveur. Ce projet a pour but unique de leur procurer les subsides de l'Etat dans une mesure plus large qu'ils ne sont accordés aux écoles primaires ordinaires. Il part de ce principe très juste que l'enseignement primaire supérieur dure plus longtemps et comprend plus de matières, puisqu'il comporte d'ordinaire neuf années d'études et au moins deux langues étrangères, que, par suite, il lui faut un plus grand nombre d'instituteurs, et il en conclut à une augmentation du nombre des instituteurs ayant droit au minimum de traitement légal.

C'est ainsi que les écoles de moins de 91 élèves auraient droit au remboursement du traitement légal pour trois instituteurs au lieu d'un seul et pour quatre instituteurs au dessus de ce chiffre au lieu de deux ou de trois.

Mais, pour avoir droit à cette augmentation de subsides que le ministre estime dans son exposé des motifs s'élever pour l'ensemble des écoles primaires supérieures à environ 450.000 florins, il faut que ces écoles remplissent certaines conditions, qu'elles aient au total un cycle de de neuf années d'études, soit qu'elles existent indépendamment, soit qu'elles se greffent sur la 1^{re}, la 2^e ou la

3^e année d'une école primaire ordinaire, qu'elles comportent, en outre, l'enseignement de deux langues étrangères et de la physique et que dans chacune des trois classes supérieures, elles y donnent l'instruction pendant huit heures au moins par semaine.

Telle est l'économie du projet Heemskerk qui ne saurait tarder longtemps à passer à l'état de loi. Il marque un progrès réel, car il constitue un encouragement sérieux à l'enseignement primaire supérieur. Mais il ne le définit, ni ne l'organise, ne voulant pas empiéter sur les attributions de la Commission nommée en 1904 par le ministre Kuyper pour la réorganisation complète de l'enseignement en Hollande.

CHAPITRE IV

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE OU MOYEN

I. — Les Ecoles et l'enseignement.

1. — Notions générales.

L'enseignement secondaire qui porte en Hollande le nom que nous lui conserverons d'enseignement moyen (*middelbaar onderwijs*) devait, dans la pensée de Thorbecke, son créateur, « former cette nombreuse bourgeoisie qui, tendant au dessus de l'enseignement primaire, à des connaissances plus générales, plus développées et plus raffinées, se prépare aux diverses fonctions de la société industrielle ».

Il constitue donc un enseignement intermédiaire entre l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur, qui n'est pas une préparation à ce dernier, mais qui aboutit à des carrières spéciales. C'est pour cela que, fait caractéristique, il ne comprend pas les écoles latines, les gymnases, que la Constitution elle-même range parmi l'enseignement supérieur, et il ne lui reste qu'une place assez restreinte entre les deux degrés extrêmes de l'instruction.

« En donnant à l'enseignement primaire, disait le ministre Thorbecke, dans l'exposé des motifs de la loi de 1863, le nom d'enseignement populaire, parce que, première base de toute éducation, il est destiné à tous, et en rappelant que l'enseignement supérieur n'est destiné qu'au petit nombre de ceux qui, pour pouvoir exercer une profession libérale, ont besoin d'une préparation spéciale, il ressort que l'enseignement moyen, qui tient le milieu entre ces deux enseignements, a pour but de donner aux représentants de la classe moyenne auxquels l'enseignement primaire ne suffit pas, les connaissances générales dont ils auront besoin dans la vie et de les préparer plus ou moins aux professions commerciales et industrielles. »

L'enseignement moyen était de la sorte primitivement destiné à donner aux élèves, non pas la théorie et la pratique des professions qu'ils seraient appelés à exercer plus tard, mais une culture générale qui devait leur rendre le plus de services possible dans les différentes professions. Ce n'était pas un enseignement professionnel que la loi de 1863 organisait, bien que certaines branches comme l'enseignement agronomique et l'enseignement polytechnique s'y rattachassent ; et les écoles moyennes créées par elle n'avaient pas en vue une industrie spéciale, elles avaient uniquement pour but de développer les facultés intellectuelles des élèves de façon à pouvoir mettre plus tard en application les données scientifiques générales acquises.

Seulement, il arrive assez souvent que les constructeurs de systèmes se heurtent à la réalité et qu'au bout de quelque temps, par suite de ce contact avec les faits, la construction élevée de toutes pièces suivant un plan

préconçu ne présente plus complètement le même aspect ; car, il est difficile de commander aux événements et de prétendre renfermer dans des formules doctrinaires le cours de la vie. Ainsi en fut-il pour l'enseignement moyen : les écoles professionnelles qui occupaient une place accessoire ne tardèrent pas à prendre une importance inattendue, tandis que les écoles à culture générale ne répondirent pas aux espérances du législateur.

Mais cette évolution se fit pour ainsi dire en fraude de la loi, à côté d'elle, et les écoles bourgeoises (*burger-scholen*) demeurent pour elle le type préféré et presque exclusif des établissements d'enseignement moyen. A côté de leurs variétés (écoles moyennes inférieures et supérieures), elle ne désigne, en effet, comme dispensant l'instruction moyenne, que les écoles d'agriculture et aussi l'école polytechnique que la loi du 22 mai 1903 a transportée sous le non d'école supérieure technique dans l'enseignement supérieur. Mais d'autres écoles sont venues s'ajouter à cette nomenclature : écoles professionnelles, industrielles, commerciales, agricoles qui ont pris une extension considérable, sans parler des écoles pour les armées de terre et de mer qui sont régies par des lois spéciales.

Quant aux matières dont l'enseignement moyen se compose, la loi reste volontairement dans le vague : ce sont, dit-elle, « celles qui sont enseignées dans les écoles régies par ses dispositions ». Elle en donne bien ensuite une énumération pour les écoles qu'elle a prévues, mais les mêmes matières peuvent se retrouver soit dans l'enseignement primaire, soit dans l'enseignement supérieur ; et c'est alors le difficile de juger d'après ce critérium le caractère de l'établissement où elles sont enseignées. En

tout cas, ce qui paraît au premier abord, c'est qu'il ne faut pas tant considérer en elles-mêmes les matières portées au programme que dans leur étendue, dans leurs rapports entre elles, dans le but de l'ensemble qu'elles forment et dans les conditions requises des professeurs qui les enseignent. Au cas de doute encore, on pourra prendre en considération l'âge des élèves : au seuil des écoles moyennes, en effet, bien qu'il n'y ait pas d'âge légal fixé pour l'admission, il faut un certain bagage de connaissances ; et il est très rare de le voir franchir par les élèves avant douze ans, tandis que les écoles primaires acceptent d'ordinaire les enfants à l'âge de six ou sept ans. La classification d'un établissement dans l'une ou l'autre branche de l'enseignement est, du reste, une question de fait qu'au cas de contestation la Reine tranchera par décret, mais elle est particulièrement délicate parfois ; car certaines écoles peuvent, par suite de l'imprécision légale se ranger aussi bien parmi les écoles primaires supérieures que parmi les écoles moyennes.

Comme l'enseignement primaire, l'enseignement moyen peut être donné soit à l'école soit à domicile, dans la famille ; et pour savoir où s'arrête la famille et où commence l'école, la loi admet la même ligne de démarcation. Tant que l'enseignement ne s'adresse qu'aux enfants de trois familles, il y a enseignement à domicile ; au dessus de ce chiffre, il y a école et l'instruction est soumise aux prescriptions de la loi concernant les écoles.

Celles-ci peuvent être de deux sortes : publiques ou privées. La loi les reconnaît toutes et édicte pour chacune de ces deux catégories des règles spéciales en même temps que des règles communes.

Les règles communes se rapportent aux professeurs, à l'inspection de l'enseignement et aux diplômes de fin d'études.

2. — Des professeurs.

Pour qu'ils puissent exercer les fonctions de professeur, la loi exige de ceux qui se destinent à l'enseignement moyen un certificat de moralité et des garanties de capacité. Le premier leur est délivré par les autorités des communes qu'ils ont habités au cours des deux années précédant leur nomination. Les secondes consistent soit en un grade universitaire, soit en un certificat de capacité obtenu à la suite d'un examen passé devant une commission spéciale dont les membres nommés par le ministre de l'Intérieur se réunissent à cette fin dans des localités désignées d'avance.

A la différence de ce qui existe dans l'enseignement primaire où les instituteurs peuvent enseigner plusieurs matières, la spécialisation est la règle de l'enseignement moyen : on n'y peut professer d'autres matières que celles où l'on a conquis l'acte de capacité ou le grade universitaire. C'est le contraire de ce qui se passe en Allemagne pour les « realschulen » où l'on a des professeurs de classe. Et cette complication est la conséquence assez logique de la portée plus grande de l'enseignement qui exige des connaissances spéciales, plus approfondies.

Nous retrouverons les grades universitaires de docteur ou licencié en droit, en lettres, en sciences qui confèrent le droit de professer dans les établissements d'instruction

moyenne, lorsque nous parlerons de l'enseignement supérieur ; car, c'est la loi de 1876 qui en règle les effets.

Les certificats de capacité sont aussi nombreux que le, branches d'enseignement. Parfois, ils sont à deux degrés comme pour les sciences mathématiques et mécaniques, pour la physique, la chimie, l'agriculture, etc., de même que certains se subdivisent en autant de certificats spéciaux que de matières distinctes. Ainsi en est-il des sciences mathématiques et physiques où la géométrie, l'algèbre, la mécanique, etc., donnent lieu à des diplômes séparés et de la langue néerlandaise qui se décompose en littérature, histoire et géographie. Par ailleurs, des matières isolées comme la langue et la littérature française, anglaise et allemande, ont leurs certificats.

Lorsque les certificats sont à deux degrés, le premier degré suffit pour l'enseignement moyen inférieur, et ils varient toujours suivant que le professeur se destine à l'enseignement moyen proprement dit ou à l'enseignement agricole.

La possession de ces certificats, énumérés dans les articles 70 à 79 de la loi du 2 mai 1863, est requise même pour enseigner à domicile. Seulement, lorsque cet enseignement se circonscrit aux enfants d'une seule famille, aucune condition de moralité, ni de capacité n'est plus exigée. La même dispense est accordée à ceux qui, se livrant au professorat d'une manière désintéressée, ont obtenu l'autorisation royale d'enseigner gratuitement.

L'examen que les futurs professeurs doivent subir pour l'obtention du certificat de capacité se double, sauf pour ceux qui se destinent uniquement à l'enseignement à domicile, d'un examen pédagogique, portant, par

suite, sur la manière de donner aux enfants l'instruction et l'éducation.

La loi ne formule pas d'autres exigences. Aucun âge minimum n'est fixé comme pour les instituteurs primaires et cela se comprend ; pour arriver à l'enseignement, les professeurs de l'enseignement secondaire doivent avoir parcouru les cinq années de l'instruction moyenne ou suivi les cours de l'instruction supérieure. ce qui leur assure fatalement un certain âge et une certaine maturité d'esprit.

Une fois acquis, le droit d'enseigner ne se perd que pour condamnation pénale à la suite d'un crime ou d'un délit et pour enseignement contraire aux lois ou aux mœurs.

Disons enfin qu'il n'y a aucune école normale pour la formation des professeurs de l'enseignement moyen.

Au 1^{er} janvier 1908, dans les écoles moyennes supérieures, sur 1201 professeurs, il y avait 339 docteurs de l'université, 16 licenciés et 797 pourvus de certificats d'aptitude à l'enseignement moyen.

3. — De l'inspection des écoles moyennes.

L'inspection des écoles moyennes tant publiques que privées est confiée, sous la haute surveillance du ministre de l'Intérieur, à des commissions locales et à des inspecteurs.

Les Commissions locales sont l'émanation du Conseil communal. Elles surveillent les écoles moyennes qui se trouvent dans la localité, y assurent l'exacte observation des lois et règlements, se tiennent au courant des chan-

gements qui peuvent s'y produire, font les propositions nécessaires au développement de l'instruction, sont, en un mot, les intermédiaires entre les écoles, le conseil communal et les autorités administratives auxquels ils adressent chaque année un rapport sur les établissements de la commune.

Au dessus des Commissions locales se trouvent les inspecteurs, nommés et révoqués par la Reine. Depuis le décret du 7 juin 1907, ils sont au nombre de cinq, se répartissant les différentes écoles du pays. Ce n'est pas une circonscription territoriale qui leur est attribuée, bien que le contrôle des écoles moyennes supérieures soit partagé entre deux inspecteurs : l'un s'occupant des provinces de la Hollande méridionale et septentrionale, de la Frise, de Groningue et de Drenthe et l'autre du reste du royaume; mais le troisième inspecte les écoles moyennes inférieures, le quatrième les écoles et les cours commerciaux et le cinquième enfin est chargé de la surveillance de l'enseignement agricole.

La mission des inspecteurs consiste à s'informer de la situation de l'enseignement, à éclairer le ministre sur ses besoins et sur les mesures propres à le favoriser. Pour la remplir, ils visitent fréquemment les écoles qui sont confiées à leur vigilance, siègent dans les jurys qui font passer les examens de fin d'études, s'entendent avec les administrations communales ou avec les professeurs sur les améliorations à apporter à l'instruction et, chaque année, adressent sur son état un rapport détaillé au ministre de l'Intérieur. Celui-ci, de plus, les réunit annuellement afin de conférer avec eux sur les moyens d'accroître la prospérité de l'enseignement secondaire.

Les inspecteurs reçoivent un traitement de 3.000 flo-

rins et des indemnités pour leurs frais de bureau et de déplacement. Ils ne peuvent remplir aucun autre emploi sans l'autorisation royale.

Les membres des Commissions locales et les inspecteurs ont droit de pénétrer à toute heure dans les écoles dont ils ont la surveillance. Ils peuvent exiger des chefs des établissements les renseignements qui leur sont utiles et, s'ils constatent des infractions à la loi, ils en dressent procès-verbal.

D'une façon générale, cette inspection ne soulève aucune plainte et les rapports annuels prouvent que ceux qui en sont chargés accomplissent leurs fonctions fidèlement et consciencieusement, ainsi qu'ils en ont prêté le serment ou fait la promesse au moment de leur entrée en charge.

4. — Des examens de fin d'études.

À leur sortie d'un établissement d'instruction moyenne, les élèves qui en ont parcouru les différentes classes peuvent obtenir un certificat ou un diplôme de fin d'études, à la suite d'un examen passé devant une Commission spéciale.

La composition de cette commission varie suivant les degrés de l'enseignement. Pour les écoles moyennes inférieures, elle comprend, d'après l'article 56 de la loi de 1863, un membre de la commission locale d'inspection, président, assisté du directeur de l'école et des professeurs enseignant les matières qui font l'objet de l'examen. Pour les autres écoles, les membres sont nommés par le Commissaire de la Reine dans la province où elle doit siéger. En général, elle est présidée par le directeur d'un établissement de l'Etat situé dans la

province et d'un certain nombre de professeurs pris dans les écoles moyennes publiques de la région. Ses membres reçoivent une indemnité de déplacement, outre des vacations. Comme ils sont assez nombreux, la dépense qui en résulte atteint une certaine importance : en 1907, elle montait à 61.500 florins.

Cette manière de faire passer les examens par provinces a rencontré de vives critiques. On s'est élevé surtout contre le fait que des candidats étaient examinés par sept professeurs de leur école, tandis que d'autres ne l'étaient que par deux. D'autre part, ces examens constituent une charge très lourde pour quelques professeurs qui, dans certaines provinces, sont obligés d'y consacrer une grande partie de leurs vacances, au point que dans la Hollande septentrionale et la Hollande méridionale, on a été forcé de créer deux commissions composées chacune d'un président et de trente membres. Pour remédier à cet état de choses, d'aucuns ont proposé de répartir également le nombre de candidats sur diverses commissions qui s'assembleraient dans quelques villes du pays ; d'autres de remplacer les examens subis hors de l'école par des examens scolaires. Vers 1890, cette question préoccupa beaucoup les milieux pédagogiques et l'association des professeurs des écoles moyennes établit même à ce sujet une consultation parmi les professeurs des écoles moyennes supérieures. La très grande majorité se prononça pour le maintien des examens de fin d'études, tels qu'ils étaient organisés. La conception des examens scolaires se trouva surtout fort rejetée, parce qu'on craignait qu'ils n'eussent une influence défavorable sur le niveau de l'instruction, particulièrement dans les petites villes.

Les examens de fin d'études sont annuels et tous les élèves peuvent s'y présenter, même ceux qui n'ont pas fréquenté un établissement public ; mais, pour les écoles privées, il n'existe pas de jury qui leur soit spécial. Il faut reconnaître, du reste, que le système actuel ne donne lieu à aucune plainte de leur part.

Lorsque les candidats ont subi d'une manière satisfaisante cet examen, ils reçoivent pour les écoles d'agriculture un diplôme qui leur est délivré contre le versement d'une somme de 40 florins, et pour les écoles moyennes proprement dites, un certificat gratuit qui leur confèrent certains droits. La plupart de ceux qui obtiennent, de la sorte, le certificat de fin d'études d'une école moyenne supérieure passent à l'université ou à l'école supérieure technique ou entrent dans le corps des fonctionnaires publics. C'est ainsi que sur 874 candidats admis aux examens de 1907, 204 se destinaient, d'après les documents officiels, à l'université, 187 à l'école supérieure technique, 53 au commerce et une soixantaine à des emplois administratifs.

5. — Ecoles auxquelles la loi ne s'applique pas.

La loi du 2 mai 1863, sur l'enseignement moyen ne régit pas toutes les écoles qui pourraient rentrer sous cette dénomination.

Elle ne s'applique pas, d'abord, aux écoles militaires qui préparent aux grades de l'armée de terre et de mer, et que la nature spéciale de leur enseignement soumet à un régime particulier organisé par la loi du 21 juillet 1890 : cours régimentaires, école des cadets, académie mili-

taire royale, école supérieure de guerre, institut royal pour la marine, etc.

Elle ne s'applique pas davantage aux établissements pour l'instruction des aveugles et des sourds et muets, bien que ces écoles soient assujetties au contrôle des inspecteurs de l'enseignement moyen.

II. — L'enseignement public.

1. — Des écoles moyennes publiques.

L'enseignement public est, d'après l'article 2 de la loi, celui qui est donné dans des écoles fondées et entretenues, soit séparément, soit conjointement, par les communes, par les provinces et par l'Etat.

Ces écoles se divisent, toujours aux termes de la loi : 1° en écoles moyennes inférieures ; 2° en écoles moyennes supérieures ; 3° en écoles d'agriculture.

Mais, ce serait une erreur de croire que cette énumération est complète. La loi, en effet, ne parle ni des écoles moyennes pour jeunes filles, ni des autres écoles professionnelles qui sont venues rapidement prendre place à côté des écoles d'agriculture. De telle sorte, qu'il nous paraît préférable de grouper les nombreux établissements où se donne l'enseignement public moyen sous quatre rubriques :

1° Des écoles moyennes inférieures (burgerscholen ;

2° Des écoles moyennes supérieures (hoogere burgerscholen) ;

3° Des écoles professionnelles ;

4° Des écoles moyennes pour jeunes filles.

A) Des écoles moyennes inférieures.

Dans le plan du législateur, les écoles moyennes inférieures devaient former le premier degré de l'enseignement moyen. Elles étaient destinées essentiellement, et la loi prenait la peine de le spécifier dans son article 13, aux jeunes gens de la classe ouvrière et de la classe agricole.

Chaque commune dont la population dépassait dix mille âmes était obligée, dans un délai de six ans à partir de la mise en application de la loi, d'établir une école moyenne inférieure, à la fois école du jour et école du soir. Ne pouvaient en être dispensées par le Roi que les villes qui pourvoyaient d'une autre façon aux besoins de l'enseignement ou dont la population était trop disséminée pour que la fréquentation fut sérieuse. De même là où l'école du soir était suffisante, la création d'une école du jour pouvait être temporairement ajournée.

a) Ecoles du jour. — Les dispenses de l'école du jour furent nombreuses. Les communes montraient peu d'enthousiasme pour la fondation des établissements ordonnés par la loi, et celles qui les établirent constatèrent bientôt qu'ils recueillaient peu de faveur auprès des populations. Dix ans après la mise en vigueur de la loi, en 1876, sur 41 communes ayant plus de 10.000 âmes, 4 se trouvaient dispensées pour avoir atteint depuis peu ce chiffre, 9 parce que leur population était trop disséminée, 2 parce qu'elles avaient des établissements libres assurant une instruction moyenne satisfaisante, 20 parce que l'école du soir suffisait aux besoins de l'enseignement. De telle sorte que cinq villes seulement avaient obéi aux prescriptions légales : La Haye, Amsterdam,

Utrecht, Leuwarde et Groningue. Et encore ces cinq écoles moyennes inférieures qui comprenaient un cours de deux années ne réunissaient-elles que 330 élèves. Sur ce total, la classe ouvrière n'en fournissait que 133, tandis que la classe agricole restait complètement indifférente à ce genre d'instruction. La plupart des élèves appartenaient à la bourgeoisie attirée vers les écoles moyennes inférieures par la modicité de la rétribution scolaire. Le but du législateur était manqué : ces écoles ne servaient en aucune manière à la formation des artisans et des cultivateurs. Elles continuèrent, du reste, à périliter et ne tardèrent pas à se fermer l'une après l'autre. En 1893, il n'en restait plus qu'une seule, celle de Leuwarde qui comprenait 38 élèves et qui disparut à son tour en 1904.

b) *Ecoles du soir*. — Si les écoles moyennes inférieures du jour sombrèrent dans cet insuccès, les écoles du soir, au contraire, prirent un certain développement. Les motifs de cette différence de fortune résident principalement dans le caractère plus pratique de l'enseignement des écoles du soir et dans les cours de dessin qu'elles organisaient. Elles étaient au nombre 37 en 1894; et, en 1907, ce chiffre était monté à 45, en y comprenant l'école libre de Leyde fondée en 1851 par la société *Mathesis Scientiarum Genitrix*.

La durée de l'enseignement dans ces écoles varie entre deux et six ans. Des matières assez diverses y sont comprises : assez souvent le hollandais, le français, les mathématiques, la physique, toujours le dessin. L'instruction se double parfois d'un enseignement professionnel, enseignement industriel comme à Utrecht, cours de métier comme à Arnhem, etc. Le programme en est fixé par le décret royal qui accorde dispense de l'école du

jour : c'est une différence avec cette dernière qui se voyait imposer son programme par la loi elle-même.

Les écoles du soir sont soumises à l'autorité du Conseil communal qui fait choix des matières supplémentaires qu'il veut y faire enseigner. C'est lui aussi qui nomme les professeurs et qui fixe leur traitement, mais sur ces deux points, ses délibérations doivent être approuvées par les États députés. D'ordinaire, les professeurs des écoles du soir sont en même temps professeurs dans d'autres établissements d'instruction moyenne ou exercent une autre profession. C'est ce qui explique comment leurs traitements sont relativement peu élevés ; ils varient entre 400 florins — ce qui était le cas pour 339 professeurs sur les 587 qui constituaient le personnel enseignant en 1907 — et 1.800 florins. Quant aux directeurs, ils reçoivent pour le même motif un traitement très divers, oscillant entre 100 et 2.500 florins. Pour apprécier ces traitements, il faut considérer encore que l'école du soir n'est ouverte en général que pendant l'hiver ; et ils constituent pour les professeurs plutôt une rémunération accessoire pour les quelques heures qu'ils vouent à l'enseignement le soir et pendant une partie seulement de l'année.

Les élèves des 45 écoles moyennes inférieures du soir étaient en décembre 1907 au nombre de 8.255. Ils paient, en règle générale, une rétribution scolaire variable entre 1 fl. 50 et 12 florins. Mais cette règle comporte des exceptions. D'abord, deux écoles : celles de Bréda et Harlingen dispensent un enseignement gratuit ; et ensuite, dans les autres établissements, les élèves indigents sont affranchis de la rétribution scolaire. Cette mesure a pour but d'enlever l'obstacle qui empêchait trop souvent les

enfants de la classe ouvrière de suivre les cours. En 1907, le nombre de ceux recevant ainsi l'instruction gratuite s'élevait au total de 1.883.

Pour entrer à l'école du soir, les élèves doivent subir un examen d'admission et quand ils ont suivi toutes les classes qui doivent durer au moins deux années, ils peuvent se présenter à un examen de sortie. Mais on constate toujours que le nombre des élèves se présentant à l'examen de sortie est très restreint par rapport à celui des admis. En 1907, par exemple, les rapports indiquent 1.798 candidats à l'admission, 1.217 admis, 784 candidats à l'examen de sortie et 673 reçus. Ce phénomène tient en grande partie à ce que la presque totalité des élèves de l'école du soir sont des jeunes gens ayant déjà choisi une carrière : apprentis menuisiers, ébénistes, vitriers, etc., qui abandonnent les cours lorsque leur métier ne leur permet plus de les suivre facilement. Sur les 8.255 élèves qui en 1907 fréquentaient les écoles du soir, 580 seulement n'avaient pas encore fait choix d'un état.

La plus importante et la plus florissante de ces écoles est celle de Rotterdam, qui porte le nom d'Académie des Beaux-Arts et des Sciences techniques, où les cours durent huit ans, où le nombre des élèves était, en 1907, de 1462 et celui des professeurs de 73.

B) Des écoles moyennes supérieures.

En établissant ce second échelon d'instruction moyenne, le but du législateur était de remplacer les secondes sections des gymnases qui dispensaient l'enseignement des sciences et surtout des langues modernes que les écoles latines ne donnaient pas. Et, en 1863, ces sections spé-

ciales existaient dans 31 gymnases communaux, fréquentés par 585 élèves.

Par suite, les écoles moyennes supérieures qui devaient les supplanter et procurer à cet enseignement « moderne » une extension plus considérable en même temps qu'une influence plus grande, répondaient au besoin de la bourgeoisie, de la classe aisée, de fournir à ses enfants une instruction plus pratique que celle des gymnases et ouvrant pourtant comme elle les portes de l'université.

Les écoles moyennes supérieures se divisent, d'après l'article 15 de la loi de 1863, en écoles à cours triennal et en écoles à cours quinquennal.

a) *Ecoles moyennes supérieures à cours triennal.* — Ces écoles eurent beaucoup de peine à s'implanter. Longtemps après la mise en application de la loi, leur nombre était encore fort restreint. En 1876, on en comptait 15 dont 9 fondées par l'Etat et 6 par les communes. Même actuellement, leur succès est très relatif. En 1907, il en existait 7 nationales et 14 communales. Dans certaines grandes villes comme Amsterdam, Rotterdam, La Haye, Utrecht, elles ont pris un développement considérable, au point de devoir dédoubler ou même quadrupler l'école primitive ; mais, à part ces exceptions, ce genre d'établissements n'a rencontré ailleurs presque aucune faveur. La raison principale en est que les écoles à cours triennal ne délivrent à la fin des études aucun diplôme officiel. Il y a bien un examen dit « de fin de cours » que les élèves passent devant leurs professeurs, mais le certificat qui leur est délivré ne leur donne aucun droit. Aussi, de nombreuses familles préfèrent-elles envoyer leurs enfants aux écoles à cours quinquennal dont le diplôme officiel permet l'accès aux études universitaires ou aux hautes

études techniques en même temps qu'à la plupart des emplois dans les administrations publiques.

Le programme des écoles à cours triennal est fixé par la loi elle-même ; mais les communes peuvent l'étendre ou le restreindre suivant les nécessités locales, et elles usent assez souvent de cette faculté. Il comprend essentiellement les éléments des sciences physiques et naturelles et l'étude des langues modernes : hollandais, français, anglais, allemand. Dans les écoles de l'Etat, l'organisation de l'enseignement revient au Ministre de l'Intérieur, et aux écoles communales à la municipalité qui la règle selon les intérêts de la population. Il en résulte une variété qui est d'autant plus grande que la plupart des écoles communales ne reçoivent aucune subvention de l'Etat et qu'au contraire, plusieurs d'entre elles sont soutenues d'une manière efficace par l'initiative privée.

Les règles concernant les élèves et le personnel enseignant sont les mêmes pour les écoles à cours triennal que pour les écoles à cours quinquennal ; nous les retrouverons plus loin.

b) Ecoles moyennes supérieures à cours quinquennal.

— Le programme de ces écoles à cours quinquennal, indiqué par l'article 16 de la loi du 2 mai 1863, est plus étendu et surtout plus approfondi que celui des écoles à cours triennal. On le comprend facilement quand on songe qu'il consacre cinq ans au lieu de trois à l'étude des mêmes matières, avec en plus seulement la cosmographie et les institutions politiques de la Hollande. Mais, par ailleurs, les trois premières années sont assez semblables aux cours des écoles triennales et c'est une des raisons qui font préférer d'ordinaire les premières

aux secondes, même par ceux qui n'entendent pas aller jusqu'au bout des cinq années d'études.

Les écoles à cours quinquennal sont aussi les plus nombreuses. Sans parler des établissements privés, il en existe à l'heure actuelle 15 fondées et entretenues par l'Etat, et 32 communales dont 22 sont subventionnées par l'Etat, non compris l'école communale subsidiée d'Almelo dont le cours n'est que de 4 années. Ces chiffres, disons-le en passant, marquent un progrès notable sur ceux de l'année 1876 pour laquelle M. Steyn Parvé enregistrait 9 écoles de l'Etat et 22 écoles communales.

Comme on le voit, la disposition légale qui ordonnait à l'Etat de construire au moins 15 écoles moyennes supérieures dont cinq au moins à cours quinquennal, « réparties entre les diverses régions du pays où elles seraient jugées les plus opportunes », a été observée et les écoles moyennes supérieures publiques jouissent d'une certaine prospérité, puisqu'au 1^{er} janvier 1908, elles fournissaient l'enseignement à 9.746 jeunes gens et à 2.182 jeunes filles.

C'est, en effet, un usage communément reçu en Hollande qu'aux écoles moyennes supérieures publiques, comme aux gymnases publics d'ailleurs, les jeunes filles sont admises aux mêmes cours que les jeunes gens. Il n'en fut pas toujours ainsi, et c'est seulement en 1871 que le ministre de l'Intérieur introduisit cette innovation en autorisant l'admission des jeunes filles aux écoles de l'Etat. Beaucoup de communes suivirent cet exemple, mais, au début, les familles ne montrèrent pas grand empressement : il n'y avait que 48 jeunes filles en 1874 et 61 en 1876 à fréquenter les cours des écoles moyennes supérieures publiques de garçons. En 1894, elles étaient

250 et leur nombre augmenta rapidement au cours des dix dernières années, au point d'atteindre déjà, au 31 décembre 1904, le chiffre de 1.578, supérieur de 192 à celui de l'année précédente. Cet accroissement s'explique par ce fait que beaucoup de petites villes ne possèdent pas d'établissement spécial d'instruction pour les jeunes filles et que, là même où il en existe, ces établissements ne fournissent pas les connaissances requises pour le diplôme de fin d'études de l'enseignement moyen, diplôme qui donne aux titulaires le droit de continuer leurs études à l'université ou d'entrer au service de certaines administrations.

Sur cet usage lui-même, les avis peuvent varier : M. Steyn Parvé, en 1876, déclarait « qu'on ne saurait y voir autre chose qu'une dernière ressource pour les parents dans les localités où l'administration ne pourvoit pas d'une manière satisfaisante à l'instruction des jeunes personnes, quoique la grande nécessité s'en fasse sentir de plus en plus » (1). Au contraire, M. de Loos, dit, en 1894, dans son rapport à l'Exposition universelle d'Anvers : « En général, la présence de jeunes filles ne met pas d'obstacle à la marche de l'instruction ; les rapports de quelques directeurs sont même très favorables à cet égard (2). » Quoi qu'il en soit, il paraît bien que les inconvénients de ce système sont moindres en Hollande qu'ils ne le seraient en d'autres pays. Car, d'abord, le tempérament national et l'éducation familiale laissent de bonne heure les jeunes filles dans une grande liberté ;

(1) Steyn Parvé, *Organisation de l'instruction dans le royaume des Pays-Bas*, p. 137.

(2) D. de Loos, *Organisation de l'enseignement secondaire dans le royaume des Pays-Bas*, p. 43.

de plus, les écoles moyennes supérieures publiques n'ont jamais d'internat; les élèves n'y viennent que pour suivre les cours sans y recevoir ni logement, ni nourriture.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que les écoles ne sont fréquentées que par des élèves dont les familles résident dans la localité même. Il en vient des communes environnantes soit en bicyclette soit en chemin de fer, et ceux qui habitent trop loin pour faire ce va-et-vient sont placés soit chez des particuliers, soit dans des pensionnats fondés par des professeurs ou par d'autres personnes.

Pour pouvoir passer l'examen d'admission aux écoles moyennes supérieures, les élèves doivent avoir d'ordinaire l'âge de douze ans et c'est à titre tout à fait exceptionnel que quelques-uns trouvent accès à l'école avant cet âge. Une fois admis, ils sont tenus de payer une rétribution scolaire qui varie en moyenne pour l'enseignement complet entre 30 et 100 florins, et pour quelques leçons entre 5 fl. et 30 florins par an. Il faut ajouter que la base établie n'est pas toujours la même lorsqu'il s'agit de l'assistance à quelques leçons où la rétribution est assez souvent calculée par heure hebdomadaire, que certaines écoles, par exemple, celles d'Amsterdam, de Hilversum, etc., font payer les élèves proportionnellement à la situation de fortune de leur famille, — ce qui élève le maximum à 200 et même à 300 florins, — et que d'autres exigent une contribution plus forte des élèves de l'extérieur, ce qui se produit notamment à Rotterdam, Amsterdam, etc. La loi qui a pris la précaution de fixer un maximum de 12 florins pour les écoles moyennes inférieures communales et de 60 florins pour les écoles

moyennes supérieures de l'Etat n'en a pas établi pour les écoles moyennes supérieures communales, et le conseil communal détermine le taux de rétribution scolaire, sauf l'approbation des Etats provinciaux et du gouvernement. D'autre part, un certain nombre d'élèves (663 en 1907) sont dispensés de toute rétribution scolaire par suite de bourses fondées par la commune ou par des particuliers.

Dans les limites fixées par la loi, le ministre de l'Intérieur, pour les écoles moyennes supérieures de l'Etat, et le Conseil communal, pour celles de la commune, règlent tout ce qui les concernent. Ce sont ces autorités qui fixent, en particulier, le traitement des professeurs.

Avec l'augmentation du nombre des élèves qui de 3.362 en 1876 est passé à 11.928 en 1908, le personnel enseignant des écoles moyennes supérieures publiques s'est accru dans une notable proportion. D'environ 600 en 1876, le chiffre des professeurs est monté à plus de 1100 en 1907, répartis entre les 48 établissements de l'Etat et des communes. Les traitements qui leur sont alloués sont assez variables. Au début, pour les écoles de l'Etat, ils étaient plus élevés que pour les écoles communales. Aujourd'hui, c'est le contraire que l'on remarque généralement. Les directeurs reçoivent, d'ordinaire, de 3.000 à 5.000 florins bien qu'il y en ait quelques-uns qui ne touchent pas plus de 1.900 à 3.000 florins. Les professeurs sont payés, en moyenne, de 1.800 à 2.400 florins, et, par exception, de 2.500 à 3.100 florins.

C) Des écoles professionnelles.

Au moment de l'introduction de la loi de 1863, l'enseignement professionnel était peu développé. Il n'existait guère que deux écoles qui le dispensaient: l'une, fondée

à Amsterdam en 1860 par la Société dite de la classe ouvrière » (*Maatschappij van den werkenden stand*), donnait l'instruction théorique et pratique nécessaire aux futurs artisans ; l'autre, l'école libre d'agriculture, avait été établie en 1842 à Haren, dans la province de Groningue, également par l'initiative privée.

Dans son organisation de l'enseignement moyen public, le législateur ne s'occupa que de l'enseignement de l'agriculture ; mais peu à peu, à mesure que le besoin d'instruction professionnelle se faisait sentir davantage, à côté des écoles agronomiques vinrent s'ouvrir des écoles pratiques d'agriculture, des écoles de métiers, des cours de commerce, de dessin et de beaux-arts, des écoles de navigation, des écoles de machinistes des écoles minières, etc. Un certain nombre d'entre elles étaient publiques et d'autres privées, et toutes ont réussi à former une ensemble où les unes et les autres se coudoient et rivalisent d'ardeur pour la diffusion de l'enseignement professionnel en Hollande.

a) *Ecoles agronomiques*. — L'article 19 de la loi du 2 mai 1863 portait « qu'il serait fondé un institut agricole de l'Etat » ; mais, au cours de la discussion, la majorité des Etats-généraux n'avait pas caché ses préférences pour un établissement libre subventionné par l'Etat. C'est pourquoi le texte ajoutait : « s'il n'est pas pourvu autrement à la nécessité de l'enseignement agronomique. » Le gouvernement essaya, par suite, de s'entendre avec l'école libre de Haren, qui comprenaient alors 12 professeurs et 26 élèves, pour sa réorganisation sur d'autres bases. L'instruction, en effet, y était exclusivement théorique pendant le semestre d'hiver et exclusivement pratique à la ferme modèle pendant le semestre

d'été et on y voyait un inconvénient. Seulement, les efforts faits par le gouvernement n'aboutirent pas et, en 1870, la société qui administrait l'école s'étant dissoute, l'école elle-même disparut.

La même année de cette suppression, une école communale s'organisait à Warffum, en Groningue également, avec l'appui de l'Etat qui lui accordait une subvention annuelle de 4.000 florins, tandis que fonctionnait en Gueldre un établissement identique fondé à Wageningen en 1863, annexé en 1869 à l'école moyenne supérieure de cette localité et subsidié par l'Etat à raison de 5.000 florins par an. Mais, ces tentatives n'eurent pas de succès. L'école de Warffum ne tarda pas à se fermer et celle de Wageningen ne réunissait plus en 1874 que 44 élèves.

Ce fut alors que le ministre de l'Intérieur, frappé de la stérilité de l'initiative privée, même soutenue par l'Etat, proposa aux Etats-généraux la création par l'Etat d'une école d'agriculture. Sa proposition fut acceptée et, en 1876, s'ouvrit l'Institut agricole de l'Etat (*Rijkslandbouwschool*) de Wageningen.

Cet institut agronomique avait été divisé tout d'abord en deux sections A et B différant entre elles par l'âge des élèves et l'étendue de l'instruction, et auxquelles s'ajoutait une école moyenne supérieure à cours triennal. Le décret du 10 août 1896 vint porter à quatre le nombre des sections, de telle sorte que l'établissement se décomposait en section supérieure agricole et forestière, section d'agriculture, section d'horticulture et section moyenne supérieure. Sous cette forme, l'institut agricole fonctionna jusqu'en 1904. Il comptait à cette époque 49 élèves dont une jeune fille pour la 1^{re} section, 73 pour

la 2^{me}, 27 dont 6 jeunes filles pour la 3^{me}; 73 enfin pour la quatrième.

L'année 1904 vit une nouvelle réorganisation plus complète encore. Par le décret du 3 août 1904, la première section fut élevée au rang d'une école spéciale sur des bases nouvelles, et le décret du 10 août suivant opéra la même transformation pour les trois autres sections, étendant par surcroît le cours triennal de l'école moyenne supérieure en un cours quinquennal. Depuis le 1^{er} septembre 1904, il existe donc actuellement à Wageningen quatre écoles distinctes ayant chacune leur direction, leur organisation et leur programme : 1° l'école supérieure agricole, horticole, et forestière de l'Etat ; 2° l'école d'agriculture de l'Etat ; 3° l'école horticole de l'Etat ; 4° l'école moyenne supérieure de l'Etat.

Nous n'avons à examiner ici que les deux premières ; car, la troisième, l'école horticole, ne fonctionne pas encore et la quatrième rentre, non parmi les écoles professionnelles, mais dans le cadre des écoles moyennes supérieures.

1° *Ecole supérieure agricole, horticole et forestière de l'Etat*. C'est cette école qui, à l'heure actuelle, donne satisfaction à la prescription formulée par l'article 19 de la loi de 1863 et son programme comporte, par suite, les matières énumérées par l'article 20 de la même loi.

L'école est administrée par un directeur assisté d'un Conseil d'administration de 12 membres au plus, choisis par le ministre de l'Agriculture, du Travail, du Commerce et de l'Industrie, dont relève l'établissement, parmi les professeurs qui y sont attachés. Les attributions du directeur et du Conseil d'administration sont déterminées par le décret du 3 août 1904. Il leur revient en particu-

lier de régler le budget de l'école et de le soumettre à l'approbation du ministre. Le directeur est tenu de verser un cautionnement en garantie de sa gestion financière. Chaque année, il doit, avant le 1^{er} décembre, envoyer au ministre un rapport détaillé sur la situation de l'établissement pendant l'année scolaire écoulée, laquelle année scolaire s'ouvre le deuxième mardi de septembre pour se terminer le 15 juillet. Au cas d'empêchement de courte durée, il est remplacé par un membre du Conseil d'administration qu'il désigne à cet effet.

Les professeurs ne peuvent remplir aucune fonction publique ou privée, ni donner l'enseignement privé sans l'autorisation du ministre.

L'école elle-même est divisée en six sections, qui sont : l'agriculture hollandaise, l'agriculture coloniale, la culture forestière hollandaise, la culture forestière coloniale, l'horticulture et la chimie agricole. Dans chaque section, l'instruction est dirigée en vue de la carrière future des élèves. C'est le souci qui a présidé d'ailleurs à la réorganisation de l'établissement qui a pour but de former, tant pour la mère-patrie que pour les colonies, des agriculteurs ayant un haut degré de culture scientifique, des horticulteurs renommés, des administrateurs des domaines, des fonctionnaires pour le service forestier de l'Etat, des chimistes agricoles, etc. A l'école se trouvent rattachés la ferme-modèle de Duivendaal, une station expérimentale, un jardin botanique, une installation de machines agricoles, etc. La durée des cours, dans chaque section, est de trois ans, mais elle peut être prolongée facultativement pendant une quatrième année par les élèves qui désirent se perfectionner dans l'étude d'une ou de plusieurs branches spéciales. A la fin de la troisième

année, ils peuvent passer devant le directeur et les professeurs de l'école l'examen public qui doit leur obtenir le diplôme d'agronome, conformément aux dispositions de l'article 66 de la loi de 1863. A cet enseignement se trouve joint un cours particulier pour les officiers de l'intendance militaire : il fut suivi en 1907 par 5 officiers dont 3 de l'armée néerlandaise et 2 de celle des Indes.

Pour pouvoir accéder à l'école, il n'existe pas d'autre condition que de se faire inscrire chez le directeur et de verser la somme de 40 florins exigée par la loi pour chaque année de scolarité de tous ceux qui veulent suivre l'enseignement complet ou une somme variable entre 5 et 20 florins, si l'on ne désire en suivre que quelques leçons. Mais au bout de la première année d'études, se trouve un examen pour l'obtention d'un certificat et ne sont admis à s'y présenter que les candidats qui possèdent un certificat d'aptitude aux écoles universitaires ou un certificat de fin d'études d'une école moyenne supérieure à cours quinquennal. En fait, les élèves de l'école possèdent tous l'un ou l'autre de ces certificats. Ainsi, en 1907, sur les 83 jeunes gens suivant dans les quatre années les cours de l'une ou de l'autre des six sections, 71 avaient le certificat de fin d'études moyennes, 1 le certificat de fin d'études d'un gymnase, 3 le certificat d'aptitude aux études universitaires, tandis que 8 s'y trouvaient en vertu de dispositions transitoires adoptées par le décret du 3 août 1904.

Les frais pour l'école supérieure se montaient en 1907 à 74.943 florins pour les appointements des professeurs et 52.000 florins pour les autres dépenses contre 11.897 florins de recettes et une contribution de 20.000 florins versée par les Indes néerlandaises.

2° *École d'agriculture de l'Etat.* Elle procure un enseignement moins élevé et moins développé que l'école supérieure, bien que dans les grandes lignes le programme soit le même. Pour le suivre, il suffit de posséder une bonne instruction primaire. Les cours y comprennent deux années précédées d'une année préparatoire et complétées par une « classe indienne ». Ils sont orientés en vue de la formation de futurs agriculteurs. Un certificat de fin d'études est délivré à ceux qui ont suivi avec succès l'examen sur les matières enseignées à l'école.

Une particularité à signaler est que dans la classe préparatoire, l'étude du français et de l'anglais sont facultatives et que dans les deux autres années, les élèves ont le choix entre les deux langues.

Au début de 1907, l'école d'agriculture comptait 77 élèves de 14 à plus de 18 ans pour l'enseignement complet et 6 pour quelques leçons. Parmi ces 77 élèves, 43 étaient fils d'agriculteurs et 11 suivaient la « classe indienne ».

Durant la même année 1906-1907, les dépenses pour l'école d'agriculture de Wageningen se sont élevées à 31.484 florins dont 22.537 pour les appointements des professeurs.

b) *Écoles pratiques d'agriculture.* — Sous ce titre, on peut ranger toute une série d'institutions qui ont pour but de dispenser aux fils d'agriculteurs les connaissances qui leur sont utiles pour l'exercice de leur profession et le progrès de l'agriculture: étude des terrains, maladies du bétail, culture des plantes, élève des bestiaux, théorie des engrais, comptabilité agricole, préparation du lait, etc...

1° *Écoles d'hiver.* En premier lieu, viennent les

écoles d'hiver de l'Etat qui se divisent en écoles d'agriculture et en écoles d'horticulture. Toutes sont organisées suivant le même type en deux années d'études comprenant le même programme, différant seulement d'après les régions et d'après les branches de l'enseignement. Comme leur nom l'indique, elles ne sont ouvertes que l'hiver : la durée du cours complet est donc de deux semestres d'hiver ; mais là où la nécessité s'en fait sentir, on peut ajouter quelques leçons dans le courant de l'été. En général, pendant la belle saison, les élèves sont placés dans des fermes, d'accord avec le directeur de l'école et ils y font de la pratique. Et ainsi, on revient par un revirement curieux au système qui était en usage à l'école de Haren et qui y avait fait l'objet de vives critiques.

L'organisation des écoles d'hiver de l'Etat est réglée par le décret du 17 septembre 1904. A leur tête, se trouve un directeur assisté d'autant de professeurs fermes ou temporaires que le besoin s'en fait sentir. Le directeur et les professeurs sont nommés et révoqués par le ministre. Le montant de leur traitement est fixé de la même façon. La surveillance est confiée à l'inspecteur de l'enseignement secondaire qui est chargé de contrôler les écoles d'agriculture et à une commission de surveillance de cinq membres choisis par le ministre de l'agriculture sur la présentation des Etats députés de la province. Chaque année, au mois d'avril, le programme de l'année suivante est arrêté par le directeur et les professeurs et soumis à l'approbation ministérielle.

Les élèves qui veulent suivre les cours d'une école d'hiver doivent être âgés de 16 ans au moins pour la première année et de 17 ans au moins pour la deuxième,

et subir avec succès un examen d'admission prouvant qu'ils ont des connaissances générales suffisantes, même en agriculture pratique, pour retirer profit de l'enseignement qui leur sera donné. Une dispense d'une année peut être accordée par le ministre. Ce dernier fixe aussi le montant de la rétribution scolaire qui est exigée de chaque élève et qui peut atteindre au maximum 10 florins par an. Ceux qui présentent de réelles dispositions pour l'enseignement et qui en seraient éloignés par suite du manque de ressources peuvent être exemptés de toute rétribution. Même certaines sociétés d'agriculture leur viennent en aide au moyen de bourses.

Les élèves qui ont suivi la 2^e classe subissent un examen de fin d'études et un certificat leur est délivré en cas de succès.

Les écoles d'agriculture et d'horticulture sont fréquentées, en général, par des fils de cultivateurs ou d'horticulteurs qui désirent se perfectionner dans la profession paternelle.

Les écoles d'hiver d'agriculture de l'Etat étaient, en 1907, au nombre de 6, réparties dans les diverses parties du pays : à Groningue, à Leuwarde, à Schagen, à Dordrecht, à Goes et à Sittard. Elles se sont augmentées, le 1^{er} octobre 1908, par l'adjonction de l'école de Veendam qui avait existé jusqu'alors comme établissement communal largement subventionné par l'Etat qui supportait 50 pour cent des frais. Dans ces sept établissements, l'enseignement était suivi, en 1906-1907, par 233 élèves dont 13 auditeurs.

Les écoles d'hiver d'horticulture, au nombre de quatre sont établies dans les provinces où l'horticulture est spécialement en honneur : en Hollande septentrionale à

Alsmeer, en Hollande méridionale à Naaldwijk et à Boskoop, et en Gueldre à Tiel. Ces quatre écoles avaient, en 1906-1907, une population scolaire de 78 élèves recevant l'enseignement complet et de 8 auditeurs, soit une moyenne de 20 élèves environ par école. Le plus florissant des établissements de cette nature est une école privée qui a été fondée en Frise par M. Gérard-Adrien Van Swieten et qui comptait à la même époque 33 élèves.

Les frais effectués par l'Etat pour ses écoles agricoles et horticoles d'hiver sont assez élevés puisqu'en 1906-1907, ils s'élevaient à 59.858 florins et représentent un effort assez considérable en vue de la prospérité de la culture nationale.

2° *Ecole nationale de laiterie.* La sollicitude de l'Etat pour l'agriculture se manifeste encore par l'établissement à Bolsward, en Frise, d'une école nationale de laiterie (*Rijkssuivelschool*). L'école a pour but de former, par un enseignement théorique, de bons directeurs de laiterie, ayant une culture rationnelle et scientifique. En Hollande où les laiteries et les fromageries sont si nombreuses et si importantes, elle répond à une réelle nécessité ; et, de fait, c'est elle qui fournit aux laiteries coopératives, dont la plupart sont à vapeur, des directeurs expérimentés. Ainsi, des premiers élèves qui avaient obtenu en mars 1906 le certificat de fin d'études, quatre étaient en 1907 directeurs de laiterie, deux directeurs-adjoints, un consultant-adjoint, un directeur-adjoint d'une fabrique de présure et de colorant, etc...

Organisée suivant le modèle des écoles d'hiver par le décret du 19 septembre 1904, l'école nationale de laiterie en diffère pourtant en ce que les cours y sont d'un an et

deux, et qu'ils comprennent, par suite, trois semestres, commençant le 1^{er} octobre et le 1^{er} avril, coupés par quatre vacances : deux de dix jours, une de dix-sept jours et une de huit semaines. Pendant ces dernières huit semaines, les élèves doivent se livrer à la pratique dans des établissements indiqués par le directeur. De plus, l'âge d'admission est fixé à 18 ans et les candidats doivent, avant de passer un examen d'entrée dont sont dispensés en tout ou en partie les anciens élèves de l'école d'agriculture de Wageningen et des écoles agricoles d'hiver, avoir travaillé au moins un an et demi dans une laiterie ou une fromagerie. Enfin, la rétribution scolaire y est plus élevée qu'aux écoles d'hiver ; elle ne peut dépasser cependant 30 florins par semestre et varie entre 2 florins 50 et 10 florins par semestre pour ceux qui veulent suivre seulement certains cours.

Au 1^{er} octobre 1907, l'école nationale de laiterie comprenait 12 élèves dont 7 seulement finirent leurs études. Pendant les huit semaines de vacances de 1907, un cours spécial y fut organisé par le directeur, à la demande du « *Friesche Rundvee-Stamboek* », pour l'étude du contrôle et du pesage du lait, cours auquel assistèrent huit élèves.

Les dépenses pour l'école nationale de laiterie ont atteint en 1907 le chiffre de 11.326 florins dont 6.752 florins pour le traitement du directeur et des 8 professeurs attachés à l'école.

3^e *Professeurs d'agriculture et d'horticulture et consultants.* L'enseignement agricole est encore répandu par l'Etat au moyen des professeurs d'agriculture et d'horticulture, des consultants et des professeurs ambulants.

Les professeurs d'agriculture et d'horticulture s'occupent des champs d'expériences établis dans le pays, donnent des conseils par écrit à ceux qui en demandent, font des cours et des conférences dans les écoles d'hiver, de même qu'aux instituteurs et aux cultivateurs d'une région.

Les consultants se rencontrent dans la laiterie (*Zuivel-consulenten*). Ils remplissent pour l'industrie laitière les mêmes fonctions que les professeurs pour l'agriculture : ils instruisent les directeurs de laiterie sur la façon de procéder à l'examen du lait, donnent leurs consultations font des conférences, organisent des cours pour le personnel des laiteries et fromageries, etc... Il y en a un par province et les rapports de l'instruction publique contiennent les preuves de leur activité.

Il existe aussi des professeurs ambulants, mais ils agissent non pour le compte de l'Etat, mais de sociétés particulières. C'est pourquoi nous n'en parlons pas ici.

c) *Ecoles d'artisans (Ambachtscholen)*. — L'exemple donné à Amsterdam par la « Société de la classe ouvrière », qui avait créé en 1860 une école professionnelle d'artisans, fut suivi quelques années plus tard en d'autres villes. Les obligations imposées aux communes par la loi de 1863 et le peu de succès rencontré par les écoles moyennes inférieures hâtèrent encore le mouvement. Rotterdam en 1870, La Haye en 1873, Arnhem en 1874 eurent ainsi, à la place d'une école moyenne inférieure, une école d'artisans. Mais, presque toujours, ces écoles étaient dues à l'initiative privée d'associations soutenues par les subventions des communes et de l'Etat. La raison en était que les administrations communales craignaient

de rencontrer des inconvénients provenant de la concurrence faite par ces écoles aux producteurs ordinaires. D'autre part, les grands frais occasionnés par cet enseignement et les ressources relativement minimales apportées par la rétribution scolaire étaient un obstacle sérieux à l'établissement d'écoles de ce genre. Aussi, la création par des sociétés avec l'aide financière des pouvoirs publics et des particuliers sembla-t-elle presque toujours la meilleure solution.

C'est ce qui explique comment sur les 43 écoles professionnelles d'artisans qui existaient aux Pays-Bas en 1907, cinq seulement appartenaient à l'enseignement public : l'école communale de Bois-le-Duc, celle de Bréda fondée grâce à un legs de M. le docteur Van Cooth, celle de Deventer, l'école publique de Hulst et celle de Hoogeveen.

Les écoles d'artisans forment les jeunes gens à la pratique d'un métier. La plupart des élèves qui y entrent se destinent au métier de menuisier-charpentier, d'ébéniste, de forgeron, de peintre, etc. Ainsi, au 31 décembre 1907, sur 5.117 élèves qui fréquentaient les 43 écoles d'artisans, 1.994 se préparaient pour la menuiserie, 394 pour l'ébénisterie, 2.263 pour le métier de forgeron, 544 pour la peinture.

L'enseignement qui y est donné se divise en deux parties : une partie pratique qui est l'apprentissage d'un métier et une partie théorique qui est la continuation de l'école primaire. D'ailleurs, dans plusieurs de ces établissements, les élèves suivent les cours de l'école moyenne inférieure du soir. La durée de l'enseignement comporte ordinairement 3 ou 4 ans. Les élèves paient une rétribution très variable d'après les écoles, puisqu'elle oscille

entre 1 et 60 florins et, par contre, la plupart du temps, les indigents sont affranchis de toute rétribution. C'était le cas en 1907 de 741 élèves répartis dans 37 écoles. A la sortie, les élèves qui font preuve de connaissances professionnelles suffisantes reçoivent un diplôme de fin d'études.

d) *Écoles de dessin et des Beaux-Arts.* — Le développement qu'ont pris les écoles de dessin en Hollande est dû en grande partie à l'initiative privée, mais cette initiative privée est encouragée par les subventions des communes des provinces et de l'Etat. Il existe, en outre, un certain nombre d'écoles publiques, mais en quantité presque négligeable quand on les compare aux écoles privées. Ainsi, au 1^{er} janvier 1908, il y avait seulement 29 écoles publiques de dessin avec 1.361 élèves contre 160 écoles privées avec 10.667 élèves. La plupart sont des écoles de jour, d'autres sont écoles du soir. L'enseignement y comporte, en général, toutes les branches du dessin ; dans certaines écoles, on prépare plus spécialement à l'adaptation du dessin aux divers métiers. Il est à signaler aussi comme particularités que, parmi les écoles de dessin, se trouvent rangées l'école publique de navigation sur le Rhin (*Rijnschipperschool*) de Rotterdam qui enseigne la théorie et la pratique de la batellerie et qui compte 48 élèves, la section d'électricité de l'école fondée à Leyde par la Société *Mathesis Scientiarum Genitrix*, laquelle section forme des électriciens et avait, en 1907, 89 élèves ; enfin l'école privée d'art décoratif et de dessin de Zutphen qui enseigne, en outre, les arts féminins.

Les Ecoles des Beaux-Arts et d'arts décoratifs sont dues en grande partie, elles aussi, à l'action des associations privées. Il en est pourtant plusieurs qui sont publiques.

Ce sont : l'Ecole nationale d'arts décoratifs d'Amsterdam divisée en quatre sections : architecture, sculpture, peinture et travaux d'art à l'aiguille, et comptant, au 1^{er} janvier 1908, 82 élèves ; l'école royale d'art pratique et de beaux-arts de Bois-le-Duc, s'occupant surtout de l'architecture et fréquentée par 327 élèves ; l'institut communal de dessin de Maastricht contenant 201 élèves et celui de Ruremonde avec 154 élèves. La section des travaux artistiques à l'aiguille de l'école nationale d'Amsterdam a été établie afin de créer une nouvelle branche d'industrie pour les femmes, elle a donné déjà des résultats très appréciables, par exemple en ce qui concerne la restauration des Gobelins, et elle était suivie au 1^{er} janvier 1908 par 34 élèves.

A Amsterdam, il existe encore une école normale de l'Etat pour professeurs de dessin. Les derniers rapports parlementaires ne fournissent aucun renseignement sur cette école normale qui continue pourtant à fonctionner, puisque les frais en sont portés parmi les dépenses de l'enseignement moyen. Il y a enfin un cours normal de l'Etat pour professeurs de dessin à l'école privée subventionnée des Arts décoratifs de Harlem. Ce cours était suivi au 1^{er} janvier 1908 par 40 élèves.

Parmi les écoles privées de Beaux-Arts qui sont au nombre de sept, la plus importante est l'Académie des Beaux-Arts de La Haye qui ne compte pas moins de 48 professeurs et de 736 élèves.

e) *Ecoles de commerce et écoles industrielles.* — Les écoles de commerce sont généralement rattachées à une école moyenne supérieure ; mais il en existe aussi séparées : telle l'école de commerce de Winschoten. Seulement, la plupart du temps encore, cet enseignement est donné par

des établissements privés et même par des pensionnats donnant l'instruction en vue du commerce et de l'administration (*voor handel en administratie*). Il y a aussi de très nombreux cours du soir tant publics que privés, rattachés à des écoles du soir ou dispensés par des associations particulières.

Les écoles d'enseignement industriel moyen sont assez peu nombreuses. Il n'y a guère que « l'école normale pour machinistes » à Amsterdam, institution communale qui réunit à ses diverses sections et à son cours du soir plus de 300 élèves et que l'on parle d'étendre davantage encore, et « l'école hollandaise pour le commerce et l'industrie » d'Enschede dont l'enseignement était suivi en janvier 1908 par 155 élèves, qui répondent à ce type d'écoles. Pour ce qui regarde l'école d'Enschede, il est question de la diviser en deux écoles séparées ; l'une serait une école textile, ce qui satisferait à une véritable nécessité dans cette région où l'industrie textile est très développée ; l'autre serait une école moyenne supérieure à cours quinquennal en même temps qu'une école commerciale.

Il faut ajouter, pour être complet, l'école des mines de Heerlen, ouverte le 10 avril 1907 pour la formation des surveillants des usines. L'enseignement y est donné par des employés des mines de l'Etat. Trois jours de la semaine sont consacrés à l'étude et trois autres au travail dans la mine « Wilhelmina ». L'enseignement comprend un cours préparatoire suivi de deux années d'études pour l'obtention du titre surveillant. Le cours préparatoire comptait à la fin de 1908 12 élèves. La création de cette école est devenue un besoin à la suite de la mise en exploitation par l'Etat des mines récemment

découvertes dans le Limbourg hollandais et elle semble appelée à rendre de très grands services.

f) *Écoles de navigation*. — Dans un pays maritime comme la Hollande et qui, malgré la diminution de sa puissance, a gardé sur mer, par son commerce et ses transports, une importance presque disproportionnée avec la grandeur de son territoire, il était évident que les écoles de navigation devaient se multiplier. Il en existe, en effet, de nombreuses qui se divisent en deux groupes ; les écoles de navigation (*Zeevaartscholen*) et les écoles de pêche (*Visserijscholen*).

Par écoles de navigation, il faut entendre, non l'école de la marine (*Willemsoord*) au Helder destinée à fournir à la marine de l'Etat des officiers, mais les établissements où l'on s'occupe de former pour la marine marchande des pilotes et des capitaines de vaisseau, pourvus des connaissances scientifiques et pratiques nécessaires pour diriger un navire. Bien que les lois du pays n'exigent pas de diplômes spéciaux pour la conduite des navires marchands, les armateurs tiennent à rencontrer chez les capitaines au long cours, les capitaines-caboteurs, les pilotes, etc. des garanties sérieuses. C'est ce qui explique le nombre de ces écoles qui n'a guère varié depuis cinquante ans, mais dont la fréquentation scolaire s'est accrue depuis la réorganisation de l'enseignement de la navigation en 1877. Il y en a onze dont six communales : Rotterdam, le Helder, Terschelling, Schiermonnikoog, Vlieland et Delfzijl ; les autres sont institutions privées subventionnées par la commune et par la province, sauf la plus importante à Amsterdam : l'école normale de navigation (*Kweekschool voor de Zeevaart*). Ce sont, à Amsterdam, la maison du marin (*Zeemanshuis*), les écoles de

Harlingen, de Groningue et de Vlissingen. Presque toutes ces écoles ont deux sections ; la première pour ceux n'ayant jamais navigué, la seconde comprenant les cours de pilotage. Pendant l'année 1907, ces écoles ont été fréquentées par 862 élèves, dont 654 pour les cours de pilotage, mais la population scolaire qui suit ces cours est, d'ordinaire, assez flottante par suite des voyages effectués par les élèves au cours de l'année.

Les écoles de pêche sont destinées à former des marins et des pilotes pour la pêche. Ces écoles qui sont au nombre de huit : Enkhuizen, Marken, Volendam, Ymuiden, Katwijk-aan-zee, Massluis, Waardingen et Scheveningen, ne sont ouvertes que pendant 3, 4 ou tout au plus 5 mois d'hiver. Les unes sont communales, les autres fondées par des sociétés privées. Elles rendent de grands services aux pêcheurs qui peuplent les côtes du Zuyderzée et de la mer du Nord, et, en même temps qu'elles complètent leur instruction souvent assez rudimentaire, elles leur donnent des connaissances professionnelles précieuses.

g) *Ecole spéciale.* — Pour terminer cette nomenclature des écoles professionnelles classées en Hollande parmi l'enseignement moyen, citons encore, l'école vétérinaire d'Utrecht qui, au début de 1908, comprenait 144 élèves répartis en quatre années d'études.

D) De l'enseignement moyen pour les jeunes filles.

La loi du 2 mai 1863 n'entre dans aucun détail en ce qui concerne le régime de l'enseignement moyen des jeunes filles. C'est à peine si, dans l'article 21, elle y fait allusion pour donner « aux communes, provinces ou particuliers qui créeront des écoles moyennes pour jeu-

nes filles avec ou sans subvention de l'État » la liberté de les organiser comme ils l'entendront. Le motif de cette abstention était que le besoin pour les jeunes filles d'un enseignement moyen solidement organisé n'était pas encore à cette époque assez généralement reconnu. On estimait que les écoles primaires supérieures et les pensionnats suffisaient à leur donner les connaissances et la formation nécessaires à leur fonction sociale, et on se contentait pour elles d'une bonne instruction primaire agrémentée de l'étude des langues modernes et d'une éducation distinguée sans songer à les initier aux sciences mathématiques, naturelles et physiques.

Mais bientôt, les résultats obtenus par les écoles moyennes de garçons appelèrent l'attention des autorités sur l'instruction moyenne des jeunes filles. Comme nous l'avons vu, on ne tarda pas à leur permettre, dans les écoles de l'Etat, de fréquenter les cours donnés aux garçons. Mais déjà auparavant, certaines villes avaient pris l'initiative de fonder des écoles moyennes spéciales pour jeunes filles. La ville de Harlem fut la première à en créer une de ce genre en 1867, et son exemple fut imité en 1871 par Arnhem, puis par d'autres localités. De telle sorte qu'à l'heure actuelle, il y a onze écoles communales pour l'enseignement moyen des jeunes filles. Il faut y ajouter 4 écoles privées.

De plus, depuis quelques années, on commence à s'occuper de l'enseignement professionnel pour les jeunes filles. Diverses institutions ont été établies dans ce but. Nous les examinerons brièvement après les écoles d'enseignement moyen proprement dit.

a) *Enseignement moyen proprement dit.* — Les communes sont libres, en l'absence de toutes prescriptions

légales, d'organiser comme elles l'entendent les écoles moyennes pour jeunes filles. En fait, il y a peu de différence d'un établissement à l'autre en ce qui concerne les matières admises au programme. On y enseigne partout les mathématiques, les sciences physiques, l'histoire, la géographie, les quatre langues modernes : hollandais, français, anglais, allemand, et les travaux à l'aiguille. Dans quelques écoles, on y ajoute : l'hygiène, la gymnastique, le chant, des notions d'économie sociale et des données sommaires sur les institutions politiques du pays, l'histoire naturelle. Le programme se rapproche, par suite, beaucoup de celui adopté pour les écoles moyennes supérieures de garçons, mais il revêt un caractère plus pratique, étant issu de cette idée de dispenser avant tout les connaissances utiles à la femme.

Autrefois, les écoles se divisaient, suivant la durée de leur enseignement, en écoles à cours à quinquennal et en écoles à cours triennal. Toutes sont actuellement à cours quinquennal, sauf celle de Deventer où l'instruction ne dure que quatre ans.

A la tête de chaque école se trouve une directrice, — à Deventer, par exception, c'est un directeur — aidée d'un certain nombre de professeurs des deux sexes. Pour enseigner, les mêmes conditions et les mêmes certificats sont exigés d'une façon générale de ces professeurs que pour ceux des écoles moyennes supérieures de garçons. D'ordinaire, on confie l'enseignement des sciences physiques ou mathématiques, de l'économie sociale et des institutions politiques à des professeurs hommes. Mais le nombre des professeurs femmes est beaucoup plus élevé que celui des professeurs hommes. Ainsi, en décembre 1907, le personnel enseignant tant public que

privé se composait de 14 directrices recevant de 2.400 à 4.000 florins, un directeur à 1.595 florins, de 174 institutrices touchant en moyenne de 1.000 à 2.000 florins et 39 instituteurs ne touchant guère plus de 1.000 florins. Cette infériorité des traitements des professeurs-hommes s'explique par cette considération qu'ils sont en même temps chargés de cours à une école moyenne supérieure de garçons.

Des 11 écoles communales et des 4 privées qui sont disséminées dans les diverses provinces de la Hollande, sauf dans le Brabant et le Limbourg où il n'en existe pas, aucune ne reçoit de subvention du gouvernement. A l'origine, le principe contraire était admis et les écoles communales recevaient de l'État un subside de 3.500 à 5.000 florins. Mais on leur retira cette aide vers 1885 et la suppression de cette subvention amena immédiatement la fermeture de deux écoles : celles de Goes et de Middelbourg que la privation de ces ressources très importantes empêchait de fonctionner à l'avenir.

Pour être admises, les élèves doivent, en général, avoir au moins 12 ans. Elles sont tenues de payer une rétribution scolaire qui varie entre 50 et 350 florins, avec la même diversité que nous avons remarquée pour les écoles moyennes supérieures de garçons. A leur sortie de l'école, les jeunes filles qui en ont suivi les cours jusqu'au bout passent un examen de fin d'études qui leur fait acquérir un diplôme ; mais ce diplôme ne leur confère pas les droits attachés à celui des écoles moyennes supérieures à cours quinquennal de garçons. C'est une des raisons pour lesquelles les jeunes filles fréquentent davantage ces dernières écoles que les établissements qui leur sont spéciaux. Au 1^{er} janvier 1908, tandis que les jeunes filles

suivant les cours des écoles moyennes supérieures de garçons étaient au nombre de 2.182, 1.610 seulement fréquentaient les écoles moyennes pour jeunes filles.

Il serait erroné, pourtant, d'évaluer d'après ces chiffres le degré du développement de l'instruction moyenne parmi les jeunes filles ; car, il existe, en outre, de nombreux pensionnats qui, vu l'âge d'admission et les branches de l'enseignement, devraient se rattacher à l'enseignement moyen, mais qui, par suite de l'imprécision de la loi, ne sont pas classés et sont plutôt considérés comme des établissements ressortissant à la catégorie très vague en Hollande des écoles d'instruction primaire supérieure.

b) *Ecoles professionnelles.* — Dès 1863, fonctionnait à Amsterdam une école destinée à enseigner aux jeunes filles de la petite bourgeoisie une profession qui leur permit de pourvoir à leurs besoins personnels et plus tard à ceux de leur famille. Cette école avait été créée par la célèbre société dite « du Bien public » (*Maatschappij tot Nut van't Algemeen*) et bien qu'ouverte dans des circonstances peu favorables, elle n'avait pas tardé à prospérer et à s'étendre grâce aux subventions de l'État, de la province et de la ville. En 1876, elle comptait 170 élèves et 18 professeurs, et son budget annuel atteignait 14.000 florins, dont 8.000 provenaient de subsides administratifs.

Cet exemple ne resta pas longtemps isolé : en 1876, La Haye imita la capitale et en 1904, il y avait dix écoles de ce genre qui passaient au chiffre de 24 au 1^{er} janvier 1907. C'est dire la progression rapide qui s'est manifestée au cours de ces dernières années.

Les écoles professionnelles pour jeunes filles se divi-

sent en écoles ménagères, écoles industrielles, écoles de cuisine et école de métiers. Mais cette division que l'on fait est loin d'être précise et, le plus souvent, les écoles industrielles sont en même temps écoles ménagères, de même que dans les écoles de métiers, il y a des cours spéciaux pour la cuisine et la tenue du ménage. Ce qu'il faut en retenir, c'est que ces diverses écoles présentent un caractère particulier d'après le but principal qu'elles se proposent. Toutes, du reste, complètent aussi plus ou moins l'instruction primaire des élèves.

Les *écoles ménagères* tendent à former des ménagères diplômées (*gediplomeerde huishoudsters*) et des « professeurs d'enseignement ménager ». De plus, il existe un diplôme d'aide ménagère et un de domestique. Les candidates « ménagères » suivent les cours pendant deux années. Celles qui se destinent au professorat doivent, en outre, passer une année à étudier chacune des branches qui rentrent dans l'enseignement ménager : 1° la cuisine et l'art culinaire ; 2° la tenue du ménage ; 3° le blanchissage. De telle sorte que la jeune fille qui voudra pouvoir enseigner les trois branches devra faire trois années d'études supplémentaires. Ces diplômes ne sont pas délivrés par l'Etat, mais par la « Ligue des professeurs d'enseignement ménager » qui reçoit une subvention de l'Etat pour les examens qu'elle fait passer. Ce sont surtout l'école ménagère de l'Avenue Van Meerdervoort à La Haye et la « nouvelle école ménagère » d'Amsterdam qui s'occupent de la formation des professeurs. Les « ménagères diplômées » sont placées par les soins du « Bureau de placement pour ménagères diplômées ».

Il faut remarquer encore que l'enseignement ménager n'est pas seulement donné dans des écoles spéciales,

mais aussi à Bréda, à l'école primaire de filles de la Société du bien public ; à Hilversum, par un comité de dames, à une vingtaine d'élèves de l'école populaire ; à Enschedé, par des particuliers et à Hengelo, par la commune aux jeunes filles travaillant en fabrique ; et que, de plus, il fait partie du cours de répétition de l'enseignement primaire dans une douzaine de villes.

Les *écoles industrielles* (*industriescholen voor meisjes*) initient les jeunes filles aux travaux du costume, de la lingerie, etc. La « Ligue des directrices des écoles pour industries féminines » n'a établi jusqu'ici qu'un diplôme, celui de costumière ; mais, on en réclame un autre pour la lingerie. A ces écoles, outre la formation professionnelle que l'on donne, on complète les connaissances acquises aux écoles primaires et on enseigne le dessin dans ses applications pratiques. Au bout de trois ans, l'élève trouve place dans un atelier dépendant de l'établissement et où son travail commence à être rémunéré.

Les professeurs aux écoles industrielles et ménagères sont en général diplômées, bien que les certificats de capacité ne soient requis que par les professeurs de dessin (certificat de l'enseignement moyen) et pour les travaux utiles et d'agrément (certificat de l'enseignement primaire).

Les écoles pour le travail féminin (*wrouwenarbeidscholen*) sont une variété d'écoles industrielles. On n'y donne pas autant d'importance au dessin, mais davantage au travail manuel. Après un an et demi d'études communes, commence la spécialisation des élèves en vue de la cuisine, du costume, de la lingerie, etc. La scolarité de ces écoles est ordinairement moins coûteuse que celle des écoles d'industrie.

En un mot, les écoles professionnelles forment les jeunes filles à toutes les fonctions qu'elles pourront remplir, jusqu'à celles de comptable, de femme de chambre ou de bonne d'enfants. Il y a même à Amsterdam une école communale (*de Amsterdamsche werk-en leerschool*) qui s'occupe de former plus spécialement des domestiques.

Au 1^{er} janvier 1908, il existait 24 écoles professionnelles féminines, la plupart privées, toutes écoles du jour et quelques-unes, par surcroît, écoles du soir et contenant, d'après le rapport officiel sur la situation de l'enseignement moyen en 1907-1908 — mais dont les chiffres paraissent être incomplets — un personnel enseignant de 340 professeurs et une population scolaire de 5.467 élèves. Les cours, en général, y durent de 2 à 3 ans et la rétribution scolaire y varie extrêmement, au point que certaines sont presque gratuites, comme l'école publique d'Amsterdam pour la formation des domestiques, tandis que pour d'autres le maximum peut atteindre 650 florins.

De ces 24 écoles, 18 reçoivent une large subvention de l'Etat, de la province ou de la commune, quelquefois des trois. C'est ainsi qu'en 1907, l'Etat a fourni à l'enseignement professionnel féminin 83.745 florins de subsides, les provinces 26.220 florins et les communes 68.745 florins, pendant que des subventions leur venaient de particuliers ou de sociétés pour une somme de 24.486 florins.

Signalons enfin parmi les écoles professionnelles spéciales aux jeunes filles une école privée à Amsterdam pour les métiers d'art, rangée parmi les écoles d'artisans, une école commerciale privée, toujours à Amsterdam, et deux écoles de l'Etat pour la formation de sages-femmes : à

Amsterdam et à Rotterdam avec respectivement 25 et 33 élèves.

2. — De l'enseignement dans les écoles moyennes publiques.

Aux explications données plus haut sur l'enseignement moyen en général et sur les diverses écoles, il suffit d'ajouter que les écoles moyennes publiques doivent « être accessibles à tous les élèves sans distinction d'opinions religieuses », que, par suite, l'enseignement doit être neutre comme dans les écoles primaires publiques.

Pour les écoles de l'Etat, c'est la Reine, par décret et pour les écoles municipales, le conseil communal qui fixent l'organisation de l'enseignement dans les limites prévues par la loi de 1863. Leurs pouvoirs, sur ce point, sont assez importants, puisque l'article 21 leur permet de modifier, d'étendre ou de restreindre le programme prescrit aux écoles publiques par les articles 13, 16, 17 et 20. En fait, le plan d'études adopté ne s'en écarte guère.

3. — Des professeurs publics.

Le personnel enseignant se compose, pour chaque école d'un directeur et d'un certain nombre de professeurs (*leeraren*). Ils sont nommés par décret royal ou par décision du conseil communal, selon qu'ils doivent être attachés à une école de l'Etat ou à une école communale. Dans ce dernier cas, le collège échevinal possède le droit de présentation, après avoir pris l'avis de l'inspecteur. Ils sont, en principe, suspendus et révo-

qués par les autorités qui les ont nommés. Il n'y a qu'une exception pour les professeurs des écoles communales qui peuvent être révoqués par le collège échevinal, mais sous la réserve de l'approbation du conseil communal. En outre, les Etats députés jouissent, sur la proposition de l'inspecteur ou du collège échevinal, du droit de suspension et de révocation en cas d'inertie de la part des autorités compétentes. La suspension des directeurs ou professeurs ne peut être prononcée pour plus de trois mois. Elle peut l'être aussi avec ou sans privation de traitement.

Les certificats exigés des professeurs publics varient suivant les matières qu'ils auront à enseigner, et suivant les écoles auxquelles ils seront attachés. Les articles 24 à 28 de la loi de 1863 en contiennent l'énumération. Pour les écoles moyennes inférieures, il suffit presque toujours de posséder le degré inférieur du certificat, lorsqu'il y a en a plusieurs, où même dans certaines branches, le diplôme d'instituteur en chef de l'enseignement primaire. Pour les écoles moyennes supérieures à cours triennal, les exigences restent sensiblement les mêmes, elles augmentent seulement pour les écoles moyennes supérieures à cours quinquennal où il faut posséder le second degré du certificat.

Le conseil communal fixe le nombre des professeurs que doit compter chacune des écoles moyennes de la commune et le montant de leur traitement; mais ses décisions doivent être approuvées par les Etats députés, s'il s'agit d'écoles dont l'installation est légalement imposée aux communes, et même par le ministre de l'Intérieur quand les écoles en question reçoivent une subvention de l'Etat. « La même approbation, ajoute

l'article 24, est nécessaire pour les écoles fondées par une province avec subvention de l'Etat. » Mais, comme il n'existe pas, en Hollande, d'écoles moyennes provinciales, cette dernière disposition ainsi que toutes celles se rapportant aux écoles provinciales demeure sans application.

En fait, les traitements des professeurs de l'enseignement moyen sont des plus variables. Nous l'avons déjà constaté en parlant des différentes écoles ressortissant à l'enseignement moyen. Celui des directeurs des écoles moyennes inférieures, par exemple, va de 300 à 250 florins ; celui des directeurs des écoles moyennes supérieures, de 1.900 à 5.000 florins ; parfois, ils jouissent, en outre, d'une habitation gratuite.

Les professeurs des écoles moyennes publiques ont droit, au bout d'un certain nombre d'années de professorat, à une pension de retraite. Pour les règles qui les concernent, ils sont assimilés aux fonctionnaires publics. Les contributions à la pension sont versées entre les mains des autorités communales. Avant 1890, la caisse des pensions de retraite ne payait la pension que jusqu'à concurrence des versements encaissés, et le surplus devait être porté au budget de l'Etat parmi les dépenses de l'instruction publique, et, pour alléger le fardeau de l'Etat accru par cette manière de faire, la loi forçait les communes de prendre à leur charge la moitié des frais de pension des directeurs et professeurs des écoles communales. Ces dispositions ont été supprimées par la loi du 9 mai 1890, qui a totalement rangé le personnel enseignant, au point de vue de la retraite, parmi les fonctionnaires civils.

4. — Des dépenses de l'enseignement moyen public.

L'Etat supporte les dépenses des écoles nationales ; les communes pourvoient à celles des écoles communales. Ces dépenses énumérées par l'article 36 de la loi de 1863 comprennent : les traitements des directeurs et professeurs, les frais de construction et d'entretien des locaux scolaires, leur chauffage et leur éclairage, la fourniture et l'entretien du mobilier scolaire, et les frais de la commission locale d'inspection. Il fallait y ajouter autrefois la contribution de la commune à la pension de retraite.

Pour subvenir, au moins partiellement, à ces frais, on exige des élèves le paiement d'une rétribution scolaire. C'est une règle générale qui souffre très peu d'exceptions ; mais ce qui est très variable, c'est le taux de la rétribution. La loi de 1863 ne fixe même de maximum que pour les écoles moyennes inférieures communales, pour les écoles moyennes supérieures et les instituts agricoles de l'Etat. Pour le reste, la fantaisie des autorités communales peut se livrer libre cours et elle n'y manque pas. Certaines écoles sont complètement gratuites, mais elles sont rares ; d'autres exigent un écolage assez élevé. Dans la plupart, un certain nombre d'élèves indigents sont reçus gratuitement en vertu soit de décisions des autorités, soit de bourses fondées par des particuliers.

Le taux de la rétribution scolaire est fixé par le ministre de l'Intérieur pour les écoles de l'Etat et par le conseil communal pour les écoles communales. C'est un véritable impôt qui, en matière communale ne peut être établi ou modifié qu'en observant les règles en vigueur

pour les impôts ordinaires et dont la perception a lieu de la même façon.

Il est assez difficile de donner un chiffre exact du produit des rétributions scolaires pour l'ensemble des écoles moyennes publiques, à cause de leur multiplicité et de leur variété. Pour les écoles moyennes supérieures de l'Etat, l'apport des élèves a donné, en 1907, un revenu de 101.161 florins contre une dépense de 1.684.251 florins. Pour les écoles moyennes inférieures et supérieures des communes, le revenu a été, cette même année de 749.120 florins contre une dépense de 2.159.375 florins. Il est vrai que les communes reçoivent assez fréquemment des subsides de l'Etat pour aider à couvrir ces frais. Ces subventions revêtent une réelle importance puisqu'en 1907, elles atteignaient, pour les écoles moyennes inférieures et supérieures, 247.333 florins. Il y en a également pour les autres branches d'enseignement moyen ; et, en certains cas, aux subventions de l'Etat s'ajoutent des subventions de la province. Cela se produit, en particulier, pour les écoles d'artisans où les subventions de l'Etat s'élevaient, en 1907, à 79.271 florins et celles de la province à 24.741 florins, allégeant assez sensiblement la charge des communes qui était de 259.801 florins.

III. — L'enseignement moyen privé.

1. — Des écoles moyennes privées.

L'initiative privée s'est montrée aussi ingénieuse et aussi féconde dans le domaine de l'instruction moyenne

que dans celui de l'enseignement primaire. Nous l'avons déjà rencontrée à différentes reprises en traitant des établissements publics et ses institutions étaient même parfois tellement mêlées à ces derniers qu'il était presque impossible de les séparer. Il importe cependant de jeter un regard d'ensemble sur l'œuvre de l'initiative privée dans les différentes parties de cet enseignement.

A) Ecoles moyennes inférieures.

Dès avant la loi de 1863, des particuliers avaient fondé deux des établissements qui allaient être rangés plus tard dans cette catégorie : c'étaient, à Leyde, l'école libre inaugurée en 1851 par la Société « *Mathesis Scientiarum Genitrix* » et comprenant, en 1907, 377 élèves, et, à Rotterdam, l'Académie des Beaux-Arts qui réunit à l'heure actuelle plus de 1.450 élèves. Mais, ces écoles demeurèrent les seules de ce genre, et ce médiocre développement est une conséquence du peu de faveur rencontrée parmi la classe ouvrière par cette branche de l'enseignement moyen.

B) Ecoles moyennes supérieures.

Ici encore, l'enseignement privé n'a pas pris une très grande extension. En 1876, il n'existait en fait d'établissements moyens supérieurs que l'école d'Enschede fondée en 1863 et comptant 52 élèves, et une école catholique à Amsterdam créée dix ans plus tard et qui en comprenait 48.

En 1907, ces deux premières écoles avaient disparu, mais on en comptait 3 autres : à Nimègue (Canisius-college), à Rotterdam (Christelijk hogere burgerschool), à Voorschoten, à Katwijk-sur-le-Rhin (Willebrordus-

college) et à Rolduc. Ensemble, elles contenaient une population scolaire de 527 élèves. Toutes sont à cours quinquennal et, sauf l'école protestante de Rotterdam, n'admettent pas de jeunes filles à leurs cours. Ajoutons qu'à l'école catholique de Rolduc, dans le Limbourg, tous les élèves qui, en décembre 1907, étaient au nombre de 157, sont, contrairement à la règle générale, internes.

C) Ecoles professionnelles.

C'est surtout sur le terrain de l'enseignement professionnel que l'initiative privée s'est donné libre carrière. A l'origine même de cet enseignement, nous rencontrons l'école établie à Amsterdam par la « Société de la classe ouvrière » et l'école libre d'agriculture de Haren. La nécessité de ces études professionnelles se faisant sentir de plus en plus, les établissements privés se multiplièrent pour préparer aux différentes carrières de la vie concurrentiellement avec les établissements publics.

a) Enseignement agricole. — Si beaucoup d'efforts furent inutiles ou ne donnèrent que de maigres résultats, ce serait pourtant une erreur de croire que l'initiative privée s'est désintéressée de l'enseignement agricole. Les sociétés d'agriculture, notamment, qui sont très nombreuses en Hollande, ont pris à cœur la prospérité des études agricoles. Presque toutes ont leur professeur ambulant ou leur consultant. C'est ainsi que la Société néerlandaise d'horticulture a ses professeurs ambulants qui, durant l'hiver 1907-1908, ont donné 77 leçons suivies par 2.802 auditeurs, que l'association « L'Enseignement agricole » à Middelharnis possède un consultant agricole, que, dans les différentes provinces, ont été institués des cours pour les soins du bétail et pour la

ferrure des chevaux, cours suivis pendant l'hiver 1907-1908 par plus de 1.400 élèves, etc. La plupart du temps, ces sociétés reçoivent une subvention de l'Etat.

D'un autre côté, un ancien officier de cavalerie, M. le major Van Swieten avait, vers 1890, fondé en Frise un groupe de trois écoles : une école d'agriculture, une école forestière et une école d'horticulture. De ces trois institutions, une seule est restée : l'école d'hiver d'horticulture, à Frederiksoord. A la fin de 1906, cette école comptait 35 élèves. Elle reçoit annuellement du gouvernement une subvention de 5.000 florins.

b) *Ecoles d'artisans.* — Ce sont les particuliers ou les associations de particuliers qui ont créé cette branche de l'enseignement professionnel et, maintenant encore, sur 43 écoles d'artisans, 38 sont libres. Elles ont servi de modèle aux établissements publics et sont organisées de même façon. La durée des études y est la même. Elles exigent aussi une rétribution scolaire de leurs élèves et reçoivent des subsides des pouvoirs publics.

c) *Ecoles de dessin et de Beaux-Arts.* — Plus nombreuses encore sont les écoles de dessin dues à l'initiative privée. De puissantes associations se sont occupées de les appeler au jour : La Société du Bien public, en particulier, qui, érigée en 1784, a eu une influence considérable sur la marche de l'instruction en Hollande, en a créé plusieurs ; d'autres associations ouvrières comme « Patrimonium » ou la Ligue populaire des Catholiques-romains l'ont imitée sur ce point, tant et si bien qu'en 1907, sur 189 écoles de dessin avec 12.028 élèves, il y avait 160 écoles privées comprenant 10.667 élèves. Ces chiffres montrent éloquemment l'élan donné par l'initiative privée à cet enseignement.

L'enseignement des Beaux-Arts lui-même, est donné dans sept établissements libres fréquentés par plus de 1.500 élèves.

d) *Ecoles de commerce.* — Pour l'instruction commerciale, les écoles privées ne font pas défaut. On comptait en 1907, 10 écoles libres de jour et de nombreux cours du soir. Deux sociétés : celle d'Amsterdam et celle de Rotterdam, s'occupent de fournir une instruction commerciale supérieure. Du reste, grâce à l'activité de l'inspecteur de l'enseignement moyen chargé de la surveillance des écoles de commerce et aux efforts de l'Association nationale pour l'enseignement commercial, cet enseignement s'est beaucoup développé durant ces dernières années.

e) *Ecoles de navigation et de pêche.* — Plusieurs de ces écoles que nous avons examinées plus haut, sont l'œuvre de sociétés privées qui veillent concurremment avec les communes à la formation professionnelle des marins, des pilotes et des pêcheurs. Presque toujours, elles reçoivent des subventions de l'État ou de la commune pour aider à atteindre leur but.

D) Enseignement moyen pour les jeunes filles.

Sans parler des nombreux pensionnats qui existent en Hollande pour l'éducation des jeunes filles des classes aisées, il faut signaler les quatre écoles moyennes libres de Ubbergen, Amsterdam, Hilversum et Bloemendaal, et surtout les écoles professionnelles féminines inaugurées par la Société du Bien public et arrivées au développement considérable que nous avons constaté en examinant l'enseignement public.

2. — Du régime légal des écoles moyennes privées.

Les écoles privées, en principe, sont libres et ne sont pas astreintes aux dispositions qui régissent l'enseignement moyen public. Il en est, cependant, quelques-unes, qui leur sont applicables :

a) Leurs professeurs doivent posséder un diplôme de capacité, un certificat de bonne conduite et y joindre l'attestation que ces pièces ont été reconnues authentiques par le collège échevinal du lieu où ils vont enseigner. Les règles applicables sur ce point sont les mêmes que pour les instituteurs de l'enseignement primaire privé : la décision du collège échevinal doit intervenir dans les quatre semaines de la demande de l'attestation et, au cas de refus, un recours est ouvert à l'intéressé devant les Etats députés et même devant la Reine.

b) Les écoles privées sont soumises à la surveillance de l'autorité et à l'inspection scolaire. Si un professeur privé se permettait un enseignement contraire aux bonnes mœurs ou aux lois du pays, il pourrait se voir enlever par la Reine son droit d'enseigner. De même, il perdrait ce droit, s'il était frappé d'une peine afflictive et infamante.

c) La loi soumet encore les écoles moyennes privées à des prescriptions particulières lorsqu'elles reçoivent des subsides de l'Etat. Mais ici, comme pour l'enseignement primaire, ce n'est plus l'ordre public qui est en jeu, mais le souci de voir employer au mieux des intérêts de l'enseignement les subsides alloués, et seules y sont soumises les écoles qui en reçoivent. Sous ce rapport, il y a encore distinction à faire suivant que les écoles moyennes

privées sont subsidiées en vertu de la loi de 1863 ou en vertu de celle de 1909.

1° *Ecoles subsidiées en vertu de la loi de 1863.* — D'après l'article 2 de cette loi, « la commune, la province et l'Etat peuvent accorder à des établissements privés une subvention aux conditions que les autorités communales, les administrations provinciales ou le roi jugent nécessaires ». En général, les communes, les provinces et l'Etat ont largement usé de ce droit d'encourager les écoles privées, particulièrement en ce qui concerne l'enseignement professionnel. Ainsi, les seules écoles d'artisans recevaient à la fin de 1907, 348.709 florins de l'Etat, 89.392 florins des provinces et 237.665 florins des communes. Les écoles soutenues de la sorte doivent se conformer aux obligations spéciales qui sont imposées à chacune d'elles au moment où les subsides leur sont accordés et ordinairement, ces conditions ne sont pas très compliquées ni très encombrantes ; elles laissent une grande latitude aux administrations de ces écoles, bien qu'elles aient pour résultat de rapprocher le programme des études de celui en cours dans les écoles officielles.

Seulement, il est une disposition générale énoncée par la loi qui s'applique à toutes les écoles soumises à ce régime. L'article 2 ajoute, en effet, après avoir indiqué le droit des diverses autorités administratives d'accorder leur aide financière : « Les établissements privés ainsi subventionnés sont, de même que les écoles publiques, accessibles à tous les élèves sans distinction de confessions religieuses » C'est donc pour eux la neutralité obligatoire. Cette neutralité ne présentait guère d'inconvénients aux yeux de personne lorsqu'il s'agissait de l'enseignement professionnel de l'agriculture, du dessin ou

du commerce, mais elle donnait lieu à de vives critiques lorsqu'il était question des écoles moyennes supérieures, parce qu'elle mettait dans une situation d'infériorité certains établissements dont la principale raison d'être était précisément, outre le désir de répandre l'instruction moyenne, le souci de grouper des élèves appartenant à des confessions religieuses déterminées pour leur donner un enseignement répondant en toutes ses parties à la volonté de leurs familles. Ce fut l'objet de la loi du 14 juin 1909 d'abroger pour ces écoles la nécessité d'être neutres si elles voulaient profiter du secours des finances publiques.

2° Ecoles subsidiées en vertu de la loi du 14 juin 1909.

— La loi du 14 juin 1909 ne vise pas toutes les écoles privées rentrant dans le cadre de l'enseignement moyen, mais seulement les écoles moyennes supérieures à cours triennal au moins et quinquennal au plus. Pour ces écoles, d'un côté, elle supprime l'obligation de la neutralité imposée aux établissements privés en échange des subsides de l'Etat, et de l'autre, elle édicte des conditions spéciales qu'elles doivent remplir, à peine de refus de la subvention.

Ces conditions sont assez nombreuses :

1^{re} L'école doit se trouver sous la direction d'une institution ou association possédant la personnalité civile. Le législateur veut ici comme pour l'enseignement primaire avoir devant lui un être moral, pourvu de stabilité et responsable de ses actes ;

2^{re} Le plan général doit être communiqué au ministre de l'Intérieur. Il doit contenir la preuve que l'enseignement, à l'école, porte sur les matières énumérées par la loi et variables suivant que les cours y durent trois ou cinq ans, et qu'il y est consacré 25 heures au moins par

semaine. Par conséquent, il n'y a pas de type de programme imposé, contrairement à ce qui existe pour les gymnases privés auxquels les subsides ne sont accordés que s'ils adoptent le plan d'études des gymnases publics. La raison de cette différence est que pour les écoles moyennes supérieures publiques, il n'y a pas de programme officiel de ce genre. Et le décret du 17 novembre 1909 se contente d'énumérer en trois tableaux les matières qui doivent être enseignées dans les écoles subsidiées à cours de trois, de quatre et de cinq ans, en y ajoutant le nombre d'heures que réclame par semaine l'enseignement de chaque matière. Pour les écoles à cours quinquennal, les matières indiquées sont celles qui font l'objet de l'examen de fin d'études prévu par l'article 57 de la loi de 1863. Pour celles à cours triennal, on a procédé par analogie. La gymnastique et la calligraphie n'en font partie ni d'un côté ni de l'autre, ce qui ne veut pas dire que, si elles sont enseignées à l'école privée, il n'y aura pas une augmentation de subsides ; car, autre chose est les matières exigées pour pouvoir recevoir une subvention, autre chose les matières qui entrent en ligne de compte pour le calcul de la subvention.

3° Il faut que chaque année, le règlement des cours soit communiqué au ministre de l'Intérieur et affiché dans les classes. La direction de l'école fixe en toute liberté les époques et la durée des vacances, mais, une fois le règlement approuvé, elle doit le suivre fidèlement. Le gouvernement, de son côté, ne peut rien y modifier ; son rôle consiste à vérifier si les matières exigées sont réellement enseignées pendant le nombre d'heures prescrites. La sanction d'une contravention sur ce point est le refus de la subvention.

4° Les professeurs doivent posséder les diplômes équivalents de ceux exigés pour la même classe des professeurs publics, à moins qu'ils n'aient obtenu une autorisation temporaire et spéciale de la Reine. Le directeur lui-même doit être en possession d'un diplôme de professeur.

Lorsqu'une école privée remplit ces diverses conditions, elle peut demander à l'Etat, mais à l'Etat seulement et non plus à la province ou à la commune, une subvention. A cet effet, la direction de l'école joint à sa demande adressée à la Reine les pièces justificatives énumérées par le décret du 17 novembre 1909 : les statuts de l'association, le plan d'études de l'école, l'état du personnel enseignant. A la suite de ces formalités, un décret royal spécial intervient pour admettre l'école aux subsides de l'Etat et, chaque année, après avoir reçu dans les délais prescrits le règlement des classes pour l'année suivante et les renseignements nécessaires, la Reine détermine le montant de la subvention pour l'année écoulée.

Pour le calcul de cette subvention, la loi a pris pour base unique l'heure d'enseignement hebdomadaire, parce que cette base semble la plus raisonnable. Elle diffère cependant de celle admise pour les écoles primaires libres, où les subsides sont proportionnés au traitement des instituteurs et aux frais des constructions scolaires ; mais elle est la même que celle établie par la loi sur l'enseignement supérieur pour les gymnases privés. Et réellement, on ne pouvait se baser ici sur les traitements des professeurs, car, ils sont trop variables et trop inégaux. Mais, d'autre part, en s'attachant au nombre d'heures consacrées par semaine à l'enseignement, il

était à craindre que les écoles n'exagérassent ce nombre afin de toucher des subsides plus élevés. C'est pourquoi le législateur a fixé un *maximum* hebdomadaire de 30 heures par classe, ou par division lorsque la classe compte plus de 25 élèves et est séparée en deux ou plusieurs divisions parallèles, qui pourront entrer en compte pour les subsides.

L'unité est donc l'heure d'enseignement, c'est-à-dire une heure entière passée effectivement à enseigner et les leçons de moindre durée doivent être ramenées à cette unité. Par faveur, deux heures consécutives peuvent être coupées par une récréation d'un quart d'heure au plus, laquelle est censée faire partie du temps d'enseignement.

Sur cette base, les écoles moyennes supérieures privées peuvent toucher jusqu'à un total de 45 florins, si elles sont à cours triennal et de 50 florins si elles sont à cours de quatre ou de cinq ans, ce qui fait que pour 30 heures hebdomadaires de classe, les premières pourront recevoir annuellement de ce chef 4.050 florins et les secondes 7.500 florins.

De plus, l'Etat intervient dans le traitement du directeur de l'école pour une somme de 1.000 florins et participe dans une certaine mesure dans les frais de construction, de location ou d'entretien des locaux pour la gymnastique. Cette dernière disposition a été adoptée pour favoriser l'étude de la gymnastique.

Quant à la différence que le législateur a établie entre les écoles à cours triennal et à celles à cours de quatre ou de cinq ans pour le taux de la subvention, elle s'explique par cette considération que les frais de celles-ci sont proportionnellement plus élevés que les dépenses

de celles-là. C'est ce que l'on constate, en particulier pour les écoles de l'Etat, où l'on a calculé que par heure hebdomadaire d'enseignement, les frais des écoles à cours de quatre ou de cinq ans revenaient à une moyenne de 150 florins tandis que ceux des écoles à cours triennal ne s'élevaient qu'à 135 florins.

Cependant, toutes les écoles moyennes supérieures privées, même remplissant les conditions énoncées plus haut, ne reçoivent pas les subsides prévus par la loi. Certaines catégories en sont exclues. Ce sont :

1° Les écoles qui apparaissent tenues dans un but lucratif. Deux dispositions manifestent la volonté très légitime du législateur de ne pas procurer à ces écoles l'aide financière de l'Etat. C'est d'abord l'exclusion des écoles où la rétribution scolaire fournit un revenu moyen de 75 florins ou de 150 florins par élève suivant qu'elles sont à cours triennal ou à cours quinquennal. Ensuite, comme en dehors de cette hypothèse, il est assez difficile de juger quand l'école est à but lucratif, la loi déclare qu'en aucun cas, il ne peut être versé de subsides qui, ajoutés aux recettes de l'établissement, dépasseraient le montant des dépenses. L'Etat, en effet, se propose d'aider les associations fondatrices d'écoles moyennes supérieures à les entretenir et non de leur procurer un bénéfice. Aussi lors d'excédent des recettes totalisées de la sorte, la subvention sera-t-elle supprimée ou tout au moins réduite, de façon à ce que la balance des recettes et des dépenses ne signale pas un profit obtenu à l'aide de cette subvention. Cette dernière disposition n'existe pas pour les écoles primaires privées, ni pour les gymnases libres, et c'est pour combler une lacune et une incertitude qu'elle a été admise pour l'enseignement moyen ; car, lors de

recettes légèrement inférieures aux dépenses, on se demandait s'il fallait supprimer la subvention ou la maintenir : la première solution mettant l'école en déficit et la seconde lui octroyant un bénéfice à l'aide des deniers publics.

2° Les écoles qui sont établies dans des communes possédant une école moyenne supérieure publique avec des cours équivalents ou dans les communes environnantes, du moment où elles font une concurrence déloyale à l'école publique soit en abaissant d'une manière exagérée le taux de la rétribution scolaire, soit en accordant la gratuité à de trop nombreux élèves. C'est dans ce but que le nouvel article 43 *bis* porte que ces écoles n'auront pas droit aux subsides pour l'année écoulée, si le revenu moyen de la rétribution scolaire n'a pas été pendant cette année de 20 florins par élève pour les écoles à cours triennal et de quarante florins pour les écoles à cours quinquennal. Ces chiffres ont été établis d'après le calcul de la moyenne des rétributions scolaires dans les écoles moyennes supérieures de l'Etat.

3° De plus, dans les communes où il n'y a pas d'autre école moyenne supérieure que celle fondée par l'initiative privée, l'accès de cette école ne peut être refusé, à peine de perdre tout droit aux subsides, à aucun élève à cause de ses opinions religieuses, à moins que l'école ne soit destinée exclusivement à des internes. Cette disposition a été introduite en cours de discussion par un amendement présenté par un membre de la 2^e Chambre : M. de Geer, comme mesure transactionnelle entre ceux qui voulaient maintenir l'obligation de la neutralité et ceux qui voulaient l'abolir. Elle n'en a pas moins été critiquée par certains partisans de l'enseignement libre ; car,

« autant il est logique, disaient-ils, que l'Etat exige des garanties en ce qui concerne l'enseignement, autant il semble dangereux de poser le principe de son immixtion pour régler les conditions d'admission des élèves » (1).

4^o Enfin, la subvention est diminuée de cinquante pour cent, si le nombre des élèves fréquentant les classes au 15 janvier a été inférieur à 18, s'il s'agit d'une école à cours triennal et à 30, s'il s'agit d'une école à cours quinquennal. Elle sera même supprimée complètement si ces chiffres descendent respectivement au dessous de 12 ou de 20. Cette mesure a pour objet d'empêcher la fondation irréfléchie de petites écoles sans avenir, mais elle ne s'applique pas durant les trois ou les cinq premières années qui suivent l'ouverture ; car, on ne peut souvent au début préjuger du succès et c'est alors surtout que l'établissement a besoin d'être aidé.

Tel est le régime auquel les écoles moyennes supérieures privées sont soumises d'après la loi du 14 juin 1909. Comme il est entré en vigueur seulement le 1^{er} janvier 1910, il est difficile de se prononcer encore sur ses résultats. Il faut reconnaître, pourtant, que cette loi a mis en harmonie les mesures régissant l'enseignement moyen privé avec celles s'appliquant à l'enseignement primaire et à l'enseignement supérieur, qu'elle a été très favorablement accueillie par tout le monde ou à peu près et qu'elle n'a plus laissé chez les partisans de l'enseignement libre qu'une revendication, à savoir : la participation de l'Etat dans les frais de construction des établissements moyens privés.

(1) Voir *De Tijd*, 19 juin 1909.

CHAPITRE V

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

I. — Les écoles et l'enseignement.

« L'enseignement supérieur embrasse, dit l'article 1^{er} de la loi du 28 avril 1876, la formation et la préparation à la culture substantielle des sciences et à l'exercice des professions sociales qui exigent une éducation scientifique ». Il constitue, comme son nom l'indique, le degré supérieur de l'enseignement, couronnant les études primaires et moyennes et dispensant à une élite une formation savante.

En Hollande, il ne se donne pas seulement aux universités, mais il commence aux gymnases et s'achève à l'école supérieure technique ou à l'université. Les gymnases en relèvent donc à titre d'écoles préparatoires.

Les établissements d'instruction supérieure se divisent en deux grandes catégories : les uns sont publics et les autres privés. C'est la conséquence du principe de la liberté d'enseignement proclamé par la Constitution de 1848.

Les écoles publiques sont celles qui sont fondées et entretenues par les communes et par l'Etat ; les autres

sont privées. Le critérium adopté est donc le même que pour l'enseignement primaire et l'enseignement moyen.

Il est à remarquer aussitôt que la loi n'exige des professeurs des établissements privés aucune garantie de moralité ou de capacité. Elle n'en réclame aucun certificat comme elle le fait pour les instituteurs primaires ou les professeurs de l'enseignement moyen. Cette différence trouve sa source dans la Constitution elle-même qui, dans son article 192, déclare : « L'enseignement est libre, sauf le contrôle de l'autorité, et, en ce qui concerne l'enseignement primaire et moyen, sauf les garanties de capacité et de moralité à exiger de l'instituteur, le tout à régler par la loi. » En faisant cette exception pour l'enseignement supérieur, on a pensé probablement que les fondateurs reconnaîtraient d'eux-mêmes qu'il est de l'intérêt de leur établissement de ne confier l'instruction des élèves qu'à des professeurs de conduite irréprochable et jouissant d'une véritable notoriété dans le monde intellectuel, ainsi que d'une compétence réelle que les diplômes ne suffisent pas à fournir. Néanmoins, certains auteurs, à l'exemple de Buys, le regrettent, parce qu'ainsi, disent-ils, « le gouvernement s'est privé de tout moyen de s'assurer que l'enseignement supérieur n'est pas donné par des gens qui n'en ont pas le droit ».

Pour la surveillance administrative, elle existe même pour les établissements privés, mais elle est réglée différemment suivant qu'il s'agit des gymnases ou des universités. Il en est de même pour les examens de fin d'études et pour les branches que comporte l'enseignement supérieur caractérisé, par suite, non par les matières enseignées, mais par les écoles où elles le sont.

II. — L'enseignement supérieur public.

L'enseignement supérieur public se donne dans les gymnases, l'école supérieure technique et les universités.

1. Des Gymnases publics.

A) Des Ecoles.

Les gymnases sont, d'après la loi, des établissements destinés à préparer à l'enseignement universitaire.

De même que, aux termes de la loi de 1863, toute commune ayant une population de plus de 10.000 âmes était obligée de créer une école moyenne, conformément à celle de 1876, toute commune ayant une population de plus de 20.000 âmes devait avoir, sauf dispense royale, un gymnase organisé selon ses prescriptions. Elle était tenue de l'établir dans le délai de trois ans à partir de la promulgation de la loi. Les communes de moindre importance pouvaient en établir un, mais pour elles la fondation était facultative.

Les gymnases obligatoires comprennent six années d'études organisées suivant un plan général établi par le gouvernement (décret royal du 21 juin 1887). Les communes de moins de 20.000 habitants peuvent se contenter de quatre années d'études, mais l'établissement ne porte plus alors le nom de gymnase, mais de pro-gymnase ; et le programme qui lui est applicable est déterminé de la même manière.

En 1877, au moment de la mise en application de la

loi, il existait 49 écoles latines et 2 gymnases à double section, soit au total 51 gymnases communaux avec 1.351 élèves. Ses dispositions nouvelles entraînant un surcroît de dépenses eurent pour résultat de faire décroître leur nombre qui n'est plus à l'heure actuelle que de 30 ; mais, par contre, le chiffre des élèves est monté à 2.108.

Ici donc, comme pour l'enseignement moyen, les plans du législateur ne se sont pas réalisés : aucun pro-gymnase ne s'est créé et les gymnases ne se sont pas multipliés dans la mesure espérée. Peut-être faut-il en chercher la raison dans le développement des gymnases privés et imputer la défaveur des pro-gymnases à ce fait que l'examen de sortie n'ouvrait pas aux candidats admis la porte de l'université.

Les gymnases publics sont tous communaux et c'est à l'administration communale, par suite, que revient la mission de les organiser suivant les prescriptions légales. Elle nomme le recteur et les professeurs, délimite leurs attributions, détermine le programme de l'instruction, l'époque et la durée des vacances ; elle fixe les conditions d'admission des élèves et ajoute, s'il lui paraît utile, les éléments des mathématiques ou ceux de la langue française aux matières qui doivent légalement faire partie de l'examen d'entrée.

Bien qu'il n'y ait pas d'âge fixé pour l'admission des élèves, la nécessité de cet examen d'entrée, qui exige chez les candidats une bonne instruction primaire, fait que les élèves ne franchissent guère le seuil des gymnases avant douze ans. Comme la durée des classes est de six ans, ils en sortent d'ordinaire vers 18 ans. Il y a des examens pour le passage d'une classe à l'autre, et à la sortie, un examen de fin d'études, public pour la partie orale,

passé devant les professeurs de l'établissement, constate leur aptitude à l'enseignement universitaire.

Les élèves des gymnases publics sont tenus de payer une rétribution scolaire annuelle, qui varie, selon les localités et parfois suivant les classes, entre 50 et 100 florins. En quelques endroits, comme à Delft et à Amsterdam, le maximum s'élève même jusqu'à 150 et 250 florins. Certains élèves, en très petit nombre, sont dispensés par suite de leur indigence du versement de la rétribution scolaire : Il y en avait 15 dans ce cas au 1^{er} janvier 1908.

Aux cours des gymnases publics sont admis, comme aux écoles moyennes supérieures, non seulement des garçons, mais aussi des jeunes filles. Le nombre de ces dernières a même considérablement augmenté depuis quelques années. En 1896, il n'était que de 100; au 1^{er} janvier 1908, il se trouvait être de 528.

Certaines classes, où les élèves sont trop nombreux, sont fractionnées en deux ou même trois divisions parallèles, chacune avec un chiffre d'élèves allant de 8 à 20.

B) De l'enseignement.

Sous le régime de l'ordonnance de 1815, les écoles latines ou gymnases n'enseignaient que les langues anciennes et leur littérature, les mathématiques élémentaires, la géographie, l'histoire et la mythologie. Vers 1838, un mouvement commença de se faire sentir vers les langues modernes et vers les sciences; il eût pour résultat la création aux gymnases d'une seconde section plus particulièrement destinée à ces études nouvelles, tandis que le gymnase proprement dit continuait à ouvrir les voies à l'université; mais son programme se

développa à son tour, surtout après que la loi de 1863 eût transformé les secondes sections en écoles moyennes supérieures et plusieurs communes prirent des dispositions afin de faire enseigner dans le gymnase les matières qui l'avaient été dans la seconde section. La loi de 1876 consacra cette manière de procéder et adjoignit obligatoirement aux matières enseignées jadis les langues modernes : hollandaise, française, allemande et anglaise, et les sciences physiques et naturelles. Elle permit même d'y ajouter facultativement la langue hébraïque et la gymnastique. Pour appliquer ses dispositions, le décret du 21 juin 1887 imposa aux gymnases publics un plan uniforme.

En fait, dans les 30 gymnases publics existant au 1^{er} janvier 1908, on enseignait partout l'une ou l'autre des matières facultatives presque toujours l'hébreu, parfois les deux, et la gymnastique seule aux gymnases de Bois-le-Duc, Bréda et Maestricht.

C) Des professeurs.

Le personnel enseignant d'un gymnase public se compose d'un certain nombre de professeurs à la tête desquels se trouvent un recteur et un vice-recteur.

Les professeurs (*leeraren*) sont nommés par le conseil communal sur une liste de candidats dressée par les curateurs après avoir pris l'avis de l'inspecteur. L'approbation du ministre n'est nécessaire que si le gymnase reçoit des subsides de l'Etat.

Pour pouvoir être nommé professeur à un gymnase public, il faut, outre un certificat de bonne conduite délivré par l'administration de la commune où l'on a résidé durant les deux dernières années, posséder le titre

de docteur ou le certificat d'aptitude à l'enseignement moyen ou un diplôme ecclésiastique suivant les cas et les matières à enseigner. Par assimilation au titre de docteur, la même prérogative est attachée au certificat obtenu à la suite de l'examen précédant immédiatement le doctorat. Pour le recteur et le vice-recteur, ils doivent être docteurs en littérature classique. En 1908, sur 451 professeurs, 237 avaient le grade de docteur, 54 celui de licencié et 156 possédaient un certificat d'aptitude à l'enseignement moyen.

Les professeurs, une fois nommés, peuvent être suspendus pour trois mois au plus avec ou sans suppression de traitement par le collège échevinal qui doit en rendre compte dans le plus bref délai au conseil communal. Ils ne peuvent, au contraire, être révoqués que par le conseil communal, le collège échevinal et l'inspecteur entendus. Au cas d'inertie du collège échevinal ou du conseil communal, la suspension ou la révocation peut être prononcée par les Etats députés. L'intéressé a, du reste, le droit en toute circonstance d'en appeler devant la Reine de la décision prise contre lui.

C'est encore le conseil communal qui détermine, sous l'approbation des Etats députés, le nombre des professeurs attachés au gymnase et le montant de leur traitement. Ce montant est assez variable; car, il arrive fréquemment que les professeurs des gymnases enseignent en même temps à une école moyenne, à une école primaire ou à une école normale primaire de la même localité. En général, le recteur reçoit de 3.000 à 5.000 florins, mais ne jouit pas du logement gratuit. Les professeurs touchent pour la plupart moins de 2.000 florins; quelques-uns seulement ont un traitement supérieur à

2.500 florins. Au 1^{er} janvier 1908, le personnel enseignant des gymnases publics comprenant 451 professeurs recevait au total 815.951 florins, soit une moyenne de 1.800 florins par professeur.

Au bout d'un certain nombre d'années d'exercice, les professeurs ont droit à une pension, mais sur ce point, la loi n'édicte aucune disposition spéciale et renvoie à la législation sur les pensions civiles, car elle considère les professeurs des gymnases publics ainsi que ceux des écoles moyennes publiques comme des fonctionnaires civils. Leurs contributions pour la constitution de la pension sont encaissées par l'administration communale pour le compte de l'Etat.

D) Des dépenses.

Pour couvrir les frais des gymnases publics, la loi établit facultativement une rétribution scolaire que les élèves doivent payer pour recevoir l'enseignement ; mais, en même temps, elle la renferme dans certaines limites que le conseil communal doit observer lorsqu'il en fixe le taux. Ainsi la rétribution scolaire ne peut dépasser 100 florins si elle est la même pour tous les élèves de la même classe. Mais il arrive, comme à Amsterdam, que le tarif varie suivant la fortune des parents des élèves : il y peut atteindre jusqu'à 250 florins.

En tout cas, le conseil communal qui établit ou modifie la rétribution scolaire de la même manière qu'un impôt communal ordinaire, ne peut jamais exiger plus que la dépense moyenne du gymnase par tête d'élève, ni réclamer plus de 100 florins pour la classe la moins élevée. De même, son pouvoir est singulièrement restreint s'il s'agit d'un gymnase subventionné par l'Etat en ce qui,

concerne les élèves étrangers à la commune ; car, dans cette hypothèse, la Reine se réserve le droit d'établir le tarif qui devra être observé comme la condition des subsides accordés.

Et presque toujours les gymnases publics reçoivent de l'Etat une subvention. Sur les 30 qui fonctionnaient en 1908, 4 seulement n'en touchaient pas : Rotterdam, La Haye, Amsterdam et Kampen. Les subventions accordées sont assez importantes puisque, pour l'année 1907, elles s'élevaient pour les 26 gymnases subsidiés à 257.894 florins.

E) De l'administration et du contrôle.

En Hollande, les établissements d'instruction supérieure sont administrés par un collège de curateurs et par un recteur. Cette assemblée, composée d'hommes en vue et connus pour l'intérêt qu'ils portent à l'enseignement, jouit de pouvoirs assez étendus. Elle est nommée, pour les gymnases publics, par le conseil communal qui est obligé de lui allouer certains crédits pour frais de bureau. Veiller à la fidèle exécution de la loi, signaler à l'inspecteur les modifications qui se produisent dans le gymnase, indiquer au conseil communal les améliorations à apporter, adresser annuellement à l'administration municipale et à l'inspecteur un rapport détaillé sur la situation de l'école, telles sont les obligations qui en font un organe actif de surveillance locale.

Au dessus de lui, l'inspection des gymnases est placée sous la haute surveillance du ministre qui délègue un ou plusieurs inspecteurs, nommés et révoqués par la Reine, nantis d'un traitement et d'une indemnité de voyage, ne pouvant, sans autorisation, remplir aucune charge, ni

aucun emploi. Actuellement, il n'y a qu'un inspecteur pour tous les gymnases du royaume ; il touche 4.000 florins auxquels s'ajoutait, en 1907, une somme de 1.499 florins pour frais de bureau, de voyage et de séjour.

A son entrée en fonctions, l'inspecteur prête serment de remplir consciencieusement sa charge. Celle-ci consiste à se tenir au courant par des visites de tout ce qui se passe dans les gymnases, à favoriser de concert avec le Conseil communal et même avec le ministre la prospérité des établissements confiés à sa surveillance, à éclairer le gouvernement sur toutes les questions qui lui sont soumises. Il en rend compte chaque année dans un rapport détaillé adressé au ministre de l'Intérieur. Pour la remplir, il a libre accès dans tous les gymnases et il a le droit de constater par procès-verbal toutes les infractions aux dispositions légales.

2. — De l'école supérieure technique.

Avant la loi du 22 mai 1903, elle s'appelait l'école polytechnique et faisait partie de l'enseignement moyen. Sa création avait été ordonnée par la loi de 1863 et elle avait été ouverte l'année suivante à Delft où elle remplaçait l'ancienne Académie royale d'ingénieurs civils. Au moment de la revision de la loi sur l'enseignement supérieur, l'école polytechnique avait pris une telle extension et son enseignement présentait si bien tous les caractères d'un enseignement supérieur qu'on se décida, avec raison, à la ranger sous cette rubrique. Commencée, en effet, en 1864 avec 167 élèves, elle en comptait en 1876, 289 et 12 professeurs ordinaires, 8 professeurs agrégés et 6 professeurs temporaires. En 1903 ces chiffres étaient

montés à 1.104 élèves avec 30 professeurs agrégés, 10 professeurs ordinaires et 53 professeurs assistants. Son passage de l'enseignement moyen à l'enseignement supérieur fut accompagné d'un changement de nom et d'une réorganisation de l'école. Sa nature elle-même ne s'est pas modifiée : elle reste un établissement de l'Etat, mais l'organisation intérieure s'est transformée par suite surtout de la division en sections ayant chacune leurs professeurs et leurs élèves.

A) Notions générales.

Autrefois, la loi elle-même commençait par indiquer le but de l'école polytechnique. C'était, disait l'article 39 de la loi de 1863, « de former : 1° les industriels et les technologues qui désirent acquérir des connaissances théoriques et techniques supérieures à ce qu'enseigne l'école moyenne supérieure à cours quinquennal ; 2° ceux qui se préparent aux diverses carrières d'ingénieur énumérées dans la loi ». Le but de l'école supérieure technique n'a pas varié, mais la loi ne l'énonce plus expressément. Elle déclare seulement que l'école est divisée en cinq sections qui sont : les sciences générales ; les ponts et chaussées ; l'architecture ; la construction mécanique, la construction navale et l'électrotechnie ; la technologie chimique et les mines. Dispenser la haute culture scientifique et technique et préparer aux carrières d'architecte et d'ingénieur demeure toujours la fin de l'école.

Pour être admis à l'école supérieure technique, aucune autre condition n'est exigée que de s'inscrire chez le recteur magnifique, après avoir payé, au préalable, une somme de 200 florins, à moins qu'on n'ait obtenu une bourse, qu'on n'ait déjà conquis un diplôme à l'école,

qu'on n'ait versé 800 florins pour racheter le droit annuel ou qu'on ne soit inscrit, par ailleurs, à une université de l'Etat. Mais ceux qui veulent se présenter aux examens de l'école doivent, à ce moment, posséder le certificat d'aptitude aux études supérieures délivré à la suite d'un examen subi devant une commission spéciale nommée par la Reine ou le certificat d'aptitude aux sciences mathématiques et physiques obtenu dans une université.

A la sortie de l'école supérieure technique, les élèves qui en ont suivi les cours peuvent passer devant les professeurs de leur section augmentés, s'il est nécessaire, d'un ou plusieurs professeurs d'une autre section et d'un ou plusieurs hommes compétents, étrangers à l'école et désignés par le ministre de l'Intérieur, un examen qui leur donnera droit à l'un des diplômes suivants : 1° d'ingénieur civil ; 2° d'architecte ou d'ingénieur architecte ; 3° d'ingénieur-mécanicien ; 4° d'ingénieur-constructeur de la marine ; 5° d'ingénieur-électrotechnique ; 6° d'ingénieur-chimiste ou technologue ; 7° d'ingénieur des mines. En cours d'études, il y a un examen propédeutique et un examen de licence (candidats-examen).

En outre, le sénat académique peut délivrer solennellement au titulaire d'un ou plusieurs de ces diplômes, après la soutenance publique de la thèse, le grade de docteur en sciences techniques. La promotion au doctorat est gratuite contrairement aux autres examens qui donnent lieu à la perception d'un droit de 50 florins.

Au 1^{er} janvier 1908, les cours des cinq sections de l'école supérieure technique étaient suivis par 1.198 étudiants et 45 étudiantes dont 167 se présentèrent à l'examen d'ingénieur et dont 150 obtinrent le diplôme. En outre, deux d'entre eux furent promus docteurs.

B) De l'enseignement.

L'article 34 de la loi de 1876 modifiée par celle de 1905 énumère les matières que l'Etat fait enseigner à l'école supérieure technique. Ce sont, d'un mot, les hautes sciences techniques, celles qui sont nécessaires à une culture scientifique développée pour ceux qui devront diriger plus tard les grands travaux d'utilité ou d'art. On y joint des notions sur l'économie politique, le droit, la géographie, l'histoire, etc., et si l'Etat le juge utile, des matières peuvent y être enseignées qui ne figurent pas à l'article 34, car ce dernier n'est pas limitatif.

L'enseignement comprend l'étude théorique de ces sciences et, en outre, des travaux pratiques, par exemple, sur bois ou sur métal, des expériences, des voyages d'étude, et des excursions scientifiques. Le programme en est dressé chaque année dans le mois de juin par les curateurs. L'année d'études elle-même commence le 1^{er} mardi de septembre pour finir le 10 juillet, et elle est coupée de deux vacances de 15 jours à la Noël et à Pâques.

L'Etat prévoit tout ce qui est nécessaire pour l'enseignement et inscrit à son budget les sommes indispensables à la construction et à l'entretien des locaux scolaires, au mobilier, à la constitution et à l'augmentation de la bibliothèque, des collections, et des instruments scientifiques etc. En 1907, les dépenses figurant à ce titre au budget s'élevaient à 389.186 florins.

De plus, l'Etat favorise l'enseignement en constituant des bourses pour les étudiants peu fortunés et intelligents, des concours pour chaque section, mais non limités aux seuls élèves de l'école, des voyages d'étude à l'étranger

pour les ingénieurs de l'école qui désirent conquérir le titre de docteur. Pour ce dernier point, l'Etat doit, d'après la loi, affecter un crédit annuel de 10.000 florins. D'un autre côté, en 1908, 14 étudiants jouissaient d'une bourse de 800 florins.

C) Des professeurs.

L'enseignement est donné à l'école supérieure technique par des professeurs nommés par la Reine sur une liste de candidats présentée au ministre de l'Intérieur par les curateurs. La liste de présentation doit être motivée et accompagnée de l'avis du recteur magnifique, de ses assesseurs et de la section où le nouveau professeur prendra rang. Les professeurs sont admis à la retraite sur leur demande ou lorsqu'ils ont atteint l'âge de 70 ans et conservent leur titre. Ils peuvent être aussi révoqués par la Reine sur l'avis des curateurs et après avoir produit leurs explications.

Les professeurs enseignent les matières pour lesquelles ils sont nommés; mais ils peuvent, d'une part, avec l'approbation royale, changer de cours avec un autre professeur et, de l'autre, ils ont la faculté de donner des leçons supplémentaires sous l'approbation des curateurs; mais ils ne peuvent y être forcés. En outre, ils doivent observer toute une série de prohibitions: Il ne leur est permis, sinon avec l'autorisation de la Reine, d'accepter aucune charge, ni fonction, ni d'être conseillers techniques dans une entreprise, chargés du plan, de l'exécution ou de la surveillance de travaux. S'ils sont élus membres des Etats généraux, l'incompatibilité avec leurs fonctions est absolue; ils entrent de droit en non-activité pendant la durée de leur mandat et reçoivent à titre de

traitement de congé la moitié de leurs appointements. Le législateur a pensé que les fonctions professorales étaient assez absorbantes par elles-mêmes pour ne pas tolérer que leur activité soit détournée au détriment de l'enseignement.

Aux professeurs ordinaires, il est adjoint des professeurs extraordinaires et des lecteurs (chargés de cours) nommés et révoqués avec les mêmes formalités que les premiers. L'enseignement peut même être confié d'une manière provisoire à des lecteurs agrégés (*privaat-docenten*, ou maîtres de conférences). Les employés : conservateurs de collections, comptables, machinistes, appariteurs, etc., sont nommés et révoqués par le ministre de l'Intérieur qui, pour les employés subalternes, délègue ses pouvoirs au collège des curateurs.

Les professeurs qui portent le nom de *hoogleraren* ont seuls un costume spécial composé comme suit, d'après le décret du 24 juin 1903 portant règlement de l'école supérieure technique : toge de soie noire, bonnet de velours noir, vêtements de dessous noirs, cravate et rabat blancs. Mais tous, au moment de leur entrée en fonctions prêtent serment ou font promesse entre les mains des curateurs de remplir consciencieusement leur charge ; et ils sont tenus de fournir leur appui et leurs conseils aux curateurs chaque fois que ceux-ci les leur demandent. De plus, ils ne peuvent, sans la permission des curateurs, interrompre leur enseignement sinon pour raison de maladie ou un autre empêchement légitime.

Le traitement des professeurs est fixé par le décret du 13 octobre 1903. Celui des professeurs ordinaire est de 4.000 florins, portés à 5.000 florins après une première

période de cinq années d'exercice et de 6.000 florins après dix années.

Au 1^{er} janvier 1908, il y avait dans les cinq sections de l'école supérieure technique : 53 professeurs ordinaires, 2 extraordinaires, 8 lecteurs (chargés de cours); 4 lecteurs agrégés (maîtres de conférences) et le total de leurs traitements atteignait la somme de 225.839 florins.

D) De l'administration et de la surveillance.

« A la tête de l'école supérieure technique se trouve un collège de curateurs composé de trois ou de cinq membres, nommés et révoqués par la Reine. Tous les deux ans, l'un d'entre eux est renouvelable; le membre sortant peut être renommé. » Ainsi parle l'article 51 de la loi sur l'enseignement supérieur, et le règlement du 24 juin 1906 définit d'un mot les fonctions des curateurs : « Ils doivent prendre à cœur tout ce qui intéresse l'école supérieure technique ». Par suite, ils veillent à ce que les professeurs fassent régulièrement leurs cours conformément au programme, répartissent les sommes allouées par le ministre à l'entretien des bâtiments et des collections, administrent le patrimoine provenant des dons et legs faits à l'école, tiennent la main à l'observation des prescriptions légales, envoient au ministre tous les renseignements demandés sur l'école, etc. Ils ont le droit de prononcer la suspension pour six semaines au plus des professeurs, lecteurs ou agrégés qui se rendent coupables de négligence dans l'exercice de leurs fonctions et de proposer au ministre de l'Intérieur les mesures qu'ils jugent nécessaires, même la révocation. Chaque année, avant le 1^{er} novembre, ils envoient au ministre un rapport détaillé sur la situation de l'école durant l'année

écoulée et avant le 15 juin le budget de l'année civile suivante.

Au moment de leur entrée en fonctions, les curateurs prêtent serment ou font la promesse de les remplir consciencieusement. Ils se réunissent au moins une fois par mois à Delft, siège de l'école supérieure technique et peuvent provoquer une assemblée générale de leur Collège et du Sénat toutes les fois qu'ils le jugent utile.

Leur charge est gratuite; ils n'ont droit qu'à une indemnité pour frais de voyage et de séjour. Dans les solennités, ils ont rang avant les professeurs.

Le collège des curateurs possède un président assisté par un secrétaire rétribué qui doit avoir sa résidence à Delft alors que les curateurs peuvent habiter l'extérieur. Exceptionnellement, il peut être dispensé de l'obligation de la résidence. Le secrétaire est nommé pour cinq ans, par la Reine sur présentation de deux noms par les curateurs. A son entrée en charge, il jure, détail curieux, qu'il « n'a jamais essayé de parvenir à ses fonctions en versant de l'argent et qu'il remplira fidèlement tous les devoirs qui lui sont imposés ». En sus de son traitement, il reçoit une indemnité pour ses frais de bureau.

Ce rouage de l'administration qu'est le collège des curateurs se rencontre également pour les universités. Il présente le mérite de mettre souvent à la tête des écoles supérieures des hommes de très grande valeur.

A côté du collège des curateurs qui administre, se trouve un autre organisme : le sénat qui dirige les études et les étudiants. Le sénat est formé par la réunion de tous les professeurs ordinaires. Les professeurs honoraires et les professeurs extraordinaires y siègent aussi, mais avec voix consultative seulement.

D'autre part, dans chaque section, les professeurs ordinaires se choisissent un président et un secrétaire, élus pour deux ans et renouvelables à tour de rôle chaque année. Leur réunion forme une sorte de petit sénat qui gouverne la section.

Le sénat de l'école supérieure technique possède également un président nommé par la Reine parmi les professeurs ordinaires pour trois années, sur présentation de trois noms et qui porte le titre de recteur-magnifique. Sa mission consiste surtout à maintenir la discipline parmi les étudiants. Dans ce but, il avertit et réprimande ; mais l'exclusion qui intervient dans les cas très graves ne peut être prononcée que par le sénat. Le recteur-magnifique se réunit avec ses assesseurs, qui sont les présidents des sections, aussi souvent qu'il est nécessaire et cette assemblée peut faire au collège de curateurs toutes propositions utiles, de même qu'elle doit lui fournir tous les renseignements demandés.

En même temps qu'un président, le sénat possède un secrétaire qu'il choisit parmi les professeurs ordinaires pour trois années également. Le recteur-magnifique et le secrétaire sont rémunérés pour leurs fonctions.

3. — Des universités publiques.

A) Des écoles.

Il existe en Hollande trois universités de l'Etat établies à Leyde, Groningue et Utrecht, plus une université communale à Amsterdam. Qu'il s'agisse des universités de l'Etat ou de l'université communale, les prescriptions légales sont les mêmes dans les grandes lignes ; car, ce

n'est que sous la condition de satisfaire aux exigences imposées par la loi aux premières qu'Amsterdam a pu obtenir pour son Athénée transformé en université les mêmes droits et les mêmes prérogatives.

Chacune des universités publiques comprend cinq facultés : la faculté de théologie, la faculté de droit, la faculté de médecine, la faculté des sciences mathématiques et physiques; la faculté des lettres et philosophie.

Pour suivre les cours universitaires, il suffit de prendre une inscription chez le recteur-magnifique, après avoir versé une rétribution de 200 florins dûe pour chaque année d'études. Sont dispensés de cette rétribution les étudiants qui sont incrits, d'autre part, à l'école supérieure technique, qui ont déjà été promus docteurs ou qui ont obtenu une bourse de l'Etat. Par ailleurs, ceux qui le veulent peuvent la racheter en versant en une fois une somme de 800 florins, laquelle est, par faveur spéciale, réduite de moitié pour les élèves des établissements supérieurs préparant à l'état ecclésiastique situés dans la ville universitaire. De même, si ces élèves préfèrent acquitter la rétribution annuelle, ils ne devront verser que 100 florins, mais, comme nous le verrons plus loin, cette faveur n'est absolue que pour leur inscription à la faculté de théologie.

Les étudiants qui tenteraient d'enfreindre ces prescriptions et de suivre les cours sans payer les droits requis seraient passibles d'une amende de 250 florins. Même ceux qui désirent n'assister qu'à quelques cours doivent en demander l'autorisation aux curateurs. Ceux-ci l'accordent pour une année d'études et pour deux cours au plus, moyennant le paiement de 30 ou de 15 florins

pour chaque cours, suivant qu'il dure une année ou seulement un semestre.

Les élèves inscrits ont accès aux bibliothèques, collections et laboratoires sous les conditions édictées, pour les universités de l'Etat par la Reine, et par l'autorité municipale pour l'université d'Amsterdam.

Pour l'inscription elle-même, on n'exige la présentation d'aucun certificat ou diplôme ; mais, les étudiants qui veulent se présenter aux examens universitaires doivent posséder le certificat d'aptitude aux études universitaires, ce qui revient, en fait, dans la plupart des cas, à l'exiger au moment de l'inscription elle-même. Au certificat d'aptitude aux études universitaires sont assimilés pour les étudiants venant de l'étranger, certains diplômes et certificats délivrés à l'étranger. Ainsi en est-il, d'après le décret du 12 février 1903 qui en contient l'énumération, « du diplôme de bachelier ès-lettres obtenu en France devant une faculté des lettres ».

Les quatre universités publiques, si elles se ressemblent par des caractères ainsi que par ceux que nous étudierons en parlant de l'enseignement, des professeurs, de l'administration et des diplômes, se distinguent néanmoins par certains traits spéciaux que nous allons examiner brièvement.

a) *Université de Leyde*. — C'est la plus ancienne et la plus célèbre. Elle fut créée en 1575 pour récompenser la ville de Leyde du siège héroïque qu'elle avait soutenu contre les Espagnols. Inaugurée le 5 février 1575 au milieu de fêtes splendides, ornée de professeurs savants que les Etats de Hollande surent y attirer de tous les pays de l'Europe, elle jouit rapidement d'un prestige énorme et compta jusqu'à 2.000 étudiants.

A l'heure actuelle, quoiqu'un peu déchu de sa splendeur d'autrefois, l'université de Leyde reste la plus florissante et la plus réputée de Hollande. Après la Révolution, elle avait subi une dépression considérable et le nombre des élèves qu'elle réunissait en 1820 n'était plus que de 320. Mais, elle se releva de cette crise, compta, en 1836, 812 élèves pour retomber en 1850 à 456. La cause de cette nouvelle diminution résidait dans l'établissement par l'ordonnance du 23 mai 1845 d'un examen pour les élèves sortant des gymnases. L'influence de cette mesure se fit sentir immédiatement pour toutes les universités ; et avec son retrait en 1850, commença une nouvelle marche en avant. Depuis 1875, le chiffre des étudiants de l'université de Leyde reste fixé aux environs de 1.000. Au 1^{er} janvier 1908, il était exactement de 1.027 dont 110 étudiantes. A la même date, les facultés les plus suivies étaient celles de médecine et surtout de droit qui comptaient respectivement 316 et 370 élèves. La dernière, en particulier, jouit encore d'un grand renom.

A la Faculté de droit, se trouve établie la chaire de droit sud-africain inaugurée par la loi du 9 juillet 1901. La Faculté des lettres, de son côté, possède le privilège d'avoir des cours de langues très développés même en ce qui concerne les langues orientales.

La Faculté de théologie comptait en 1908 : 5 professeurs et 82 étudiants dont 3 étudiantes : celle de droit, 7 professeurs, 1 lecteur, 3 lecteurs-agrégés et 370 étudiants dont 15 étudiantes ; celle de médecine, 11 professeurs, 1 lecteur, 3 lecteurs-agrégés et 316 étudiants dont 28 étudiantes ; celle des sciences, 12 professeurs, 4 lecteurs, 1 lecteur-agrégé et 157 étudiants dont 27 étudian-

tes ; celle des lettres enfin : 19 professeurs, 4 lecteurs, 6 lecteurs-agrégés et 102 étudiants dont 37 étudiantes. Nous sommes loin, comme on le voit, des 21 professeurs que l'ordonnance de 1815 fixait pour l'université de Leyde.

Ajoutons encore que cette université tire un éclat tout particulier des riches collections et des splendides musées qu'elle a réunis.

b) *Université d'Utrecht*. — L'université d'Utrecht est elle aussi antérieure à la Révolution. Elle date de 1636, mais, sous le gouvernement français, elle ne fut pas maintenue et devint une école secondaire. L'ordonnance de 1815 la releva de cette déchéance. En 1820, elle comptait 230 étudiants qui furent 500 vers 1836, mais qui subirent une baisse continue jusqu'en 1850. Elle était fréquentée de nouveau en 1876, par 506 élèves et, au 1^{er} janvier 1908, elle en réunissait 979 dont 139 étudiantes. Elle s'est donc développée durant ces dernières années proportionnellement beaucoup plus que les deux autres universités de l'Etat. Sa faculté de théologie, très fréquentée, continue à représenter la doctrine orthodoxe, tandis que celle de Groningue et surtout celle de Leyde ont toujours passé pour enseigner les opinions avancées.

Au lieu des 18 professeurs que lui reconnaissait l'ordonnance de 1815, l'université d'Utrecht comportait au 1^{er} janvier 1908 : pour la faculté de théologie, 4 professeurs et 1 lecteur-agrégé avec 181 étudiants dont 1 étudiante ; celle de droit, 7 professeurs, 2 lecteurs-agrégés avec 119 étudiants dont 7 étudiantes ; celle de médecine, 10 professeurs, 3 lecteurs chargés de cours et 3 lecteurs-agrégés avec 416 étudiants dont 38 étudiantes ; celle des sciences, 11 professeurs ordinaires, 1 extraordinaire,

2 lecteurs chargés de cours et 2 lecteurs-agrégés avec 173 étudiants dont 54 étudiantes ; celle des lettres, 9 professeurs ordinaires, 2 extraordinaires (en histoire ancienne et en sanscrit), 1 lecteur chargé de cours, 3 lecteurs-agrégés avec 90 étudiants dont 39 étudiantes.

c) *Université de Groningue*. — Fondée en 1624, l'université de Groningue fut constamment destinée à recevoir les étudiants des provinces situées au nord du Zuyderzée et très différentes du reste de la Hollande. C'est à ce titre qu'elle fut maintenue sous la période française. Vers 1820, elle comprenait 236 élèves, un peu plus que celle d'Utrecht à la même époque. En 1836, elle en avait augmenté très peu le nombre et les rapports officiels accusaient 272 élèves qui, en 1850, s'étaient transformés en 249. Ce chiffre avait baissé encore en 1876 et n'était plus que de 194 inscrits. Mais, durant les dernières années du XIX^e siècle, elle prit sa part de la prospérité des universités hollandaises et, en 1908, accusait la présence de 459 étudiants dont 89 étudiantes.

L'université de Groningue est surtout réputée pour sa faculté des lettres qui comporte plus d'étudiants que les facultés similaires des autres universités. En 1908, le nombre des professeurs s'élevait à 4 avec 36 étudiants pour la théologie ; à 7 plus 1 lecteur-agrégé avec 66 étudiants dont 3 étudiantes pour le droit ; à 9 ordinaires, 1 extraordinaire, 1 lecteur chargé de cours et 4 lecteurs-agrégés avec 160 étudiants dont 9 étudiantes pour la médecine ; à 12 professeurs, 1 lecteur chargé de cours et 1 lecteur-agrégé avec 70 étudiants dont 10 étudiantes pour les sciences ; à 10 professeurs, 3 lecteurs chargés de cours et 1 lecteur-agrégé avec 127 étudiants dont 59 étudiantes pour les lettres.

d) *Université communale d'Amsterdam*. — L'athénée communal d'Amsterdam qui fonctionnait avant 1876 avait reçu un accroissement considérable par suite de l'extension des études médicales, résultat de la loi du 1^{er} juin 1865 relative à l'exercice de la médecine. Comme la capitale possédait de vastes établissements cliniques, c'est de ce côté surtout qu'il s'orienta. Alors que vers 1850, il comptait tout au plus une centaine d'élèves, il en eut 247 en 1868, et lorsqu'en 1876, vint la revision de la loi sur l'enseignement supérieur, avec ses 27 professeurs et ses 398 étudiants, il était assez important pour pouvoir réclamer une place parmi les universités. On lui en accorda la faculté et, dès l'année suivante, « l'*Athenæum illustre* » se transforma en université communale qui prospéra rapidement.

En 1908, l'université d'Amsterdam comprenait 87 professeurs de tout ordre et 1.010 étudiants dont 165 étudiantes qui se répartissaient ainsi : 15 professeurs, 1 lecteur chargé de cours, 16 lecteurs-agrégés, et 551 étudiants dont 52 étudiantes pour la médecine ; 8 professeurs, et 24 étudiants dont 1 étudiante pour la théologie ; 6 professeurs, 2 lecteurs-agrégés et 162 étudiants dont 26 étudiantes pour le droit ; 13 professeurs, 3 lecteurs chargés de cours, 7 lecteurs-agrégés et 191 étudiants dont 54 étudiantes pour les sciences ; 10 professeurs, 6 lecteurs-agrégés et 82 étudiants dont 32 étudiantes pour les lettres. De telle sorte que la nouvelle université d'Amsterdam, grâce surtout à sa faculté de médecine et au prestige de la capitale, est actuellement presque aussi peuplée que la vieille université de Leyde.

L'université étant communale, c'est le conseil de la ville d'Amsterdam qui nomme les professeurs, mais

cette nomination doit être soumise à l'approbation royale. De même, c'est lui qui prend les décisions ayant trait à l'organisation et elles sont exécutoires, sauf opposition royale. Chaque année, avant le 1^{er} novembre, l'administration communale adresse au ministre de l'Intérieur un rapport motivé sur la situation de l'université.

Le collège des curateurs chargés de l'administration et du contrôle est régi par des règles spéciales. Il se compose de 5 membres dont le bourgmestre de la capitale est président de droit. Les quatre autres sont nommés, et révoqués, s'il y a lieu, moitié par la Reine, moitié par le conseil communal. Les fonctions de ce collège sont déterminées, non par décret, comme pour les universités de l'Etat, mais par ordonnance municipale approuvée par la Reine. La rétribution scolaire qui ne diffère pas de celle exigée dans les autres universités est un impôt communal et soumis comme tel pour son établissement, sa modification et sa perception aux dispositions des articles 232 à 236 et 258 à 262 de la loi municipale concernant les taxes communales.

En un mot l'université d'Amsterdam est un établissement communal qui fonctionne sous le contrôle de l'Etat. A condition de se conformer aux prescriptions énoncées par la loi pour les universités de l'Etat, en ce qui regarde l'enseignement, les examens et les promotions, elle jouit des mêmes droits qu'elles.

B) De l'enseignement.

Les matières faisant partie de l'enseignement des universités publiques sont énumérées par l'article 77 de la loi de 1876 pour chacune des facultés. Pour chacune d'elles, cette énumération forme un ensemble de hautes connais-

sances permettant de posséder complètement la science qui y est enseignée.

A côté des matières obligatoires qui se rencontrent dans toutes les universités, l'article 78 en prescrit certaines autres qui ne sont obligatoires que pour l'une au moins d'entre d'elles, ce sont :

1° Dans la faculté de théologie, l'archéologie chrétienne qui est enseignée à Utrecht ;

2° Dans la faculté de droit, le droit mahométan qui ne figure pourtant expressément au programme d'aucune université ; le droit public colonial qui est enseigné à Leyde ; le droit international privé qui l'est partout, sauf à Groningue ;

3° Dans la faculté de médecine, la psychiatrie et l'ophtalmologie qui sont enseignées partout ; l'otologie qui l'est à Leyde et à Utrecht ; et l'odontologie qui ne l'est qu'à Utrecht ;

4° Dans la faculté des sciences, la météorologie qui de nouveau ne figure expressément au programme d'aucune université ;

5° Dans la faculté des lettres, l'archéologie qui est enseignée à Leyde et à Utrecht, les langues sémitiques qui le sont à Utrecht, à Groningue et surtout à Leyde ; les langues indiennes dont Leyde fait sa spécialité ; les langues et littératures modernes enseignées, le français à Groningue, l'allemand à Leyde et à Groningue, l'anglais à Groningue ; l'esthétique et l'histoire de l'art qui le sont à Leyde et à Utrecht ; le sanscrit qui l'est partout de même que les vieilles langues germaniques.

De plus, l'Etat peut, si le gouvernement le juge utile, faire donner à l'une ou l'autre des universités l'enseignement de matières qui ne sont mentionnées par la loi ni

comme obligatoires, ni comme facultatives. C'est ainsi, par exemple, que la faculté de droit de Groningue possède un cours de notariat et celle de Leyde un cours sur les assurances sociales, que la faculté des lettres de Groningue enseigne le vieil italien, celle d'Utrecht le suédois et le danois, le frison et le vieux frison, etc.

Quant à l'université communale d'Amsterdam, son enseignement est le même que celui des universités de l'Etat, avec cette particularité que l'enseignement de la médecine y est particulièrement développé. On y remarque notamment des cours sur les maladies d'enfants et même sur la psychologie infantine qui ne se retrouvent pas ailleurs. Dans la faculté de théologie existe une chaire de sociologie dont le titulaire est actuellement un prêtre catholique, Mgr Nolens, membre des Etats-généraux, nommé professeur extraordinaire le 12 mai 1909. En droit, on y enseigne le droit international privé et en lettres, outre l'histoire de l'art, figure le sanscrit parmi les langues anciennes et l'allemand parmi les langues modernes, mais non le français.

Les cours universitaires sont professés en hollandais ou en latin ; pour qu'ils puissent l'être en d'autres langues, il faut l'autorisation des curateurs. Leur programme rédigé en latin est fixé chaque année dans le courant du mois de juin par le sénat sous l'approbation des curateurs. L'année scolaire s'ouvre le premier lundi de septembre et se clôture le deuxième samedi de juillet, elle est coupée par deux vacances de quinze jours à trois semaines à la Noël et de dix jours à Pâques.

Les dépenses de l'enseignement sont, pour les universités de l'Etat, à la charge du budget national et pour celle d'Amsterdam à la charge de la ville. Ces dépenses

sont considérables ; car elles comprennent les sommes nécessaires à l'entretien des bâtiments, au mobilier scolaire, à l'extension des collections et musées, des laboratoires, des bibliothèques, des observatoires, des hôpitaux, etc., qui se trouvent annexés à chaque université et qui sont à la disposition des étudiants sous les conditions fixées par un règlement royal. De ce chef, l'Etat a dépensé, en 1907, 581.683 florins pour l'université de Leyde, 714.177 florins pour celle d'Utrecht et 541.137 florins pour celle de Groningue. Quant à la ville d'Amsterdam, elle versa en 1907 une somme de 201.216 florins pour les frais de son université.

Pour favoriser l'enseignement, l'Etat établit aussi des concours. Chaque année, une université, à tour de rôle, met dix questions au concours, deux pour chaque faculté, et les vainqueurs, qu'ils viennent de n'importe quelle université hollandaise même privée, reçoivent une médaille d'or. De plus, à chacune de ces universités, l'Etat peut accorder six bourses de 800 florins pour élèves peu fortunés.

C) Des professeurs.

Le personnel enseignant des universités se divise en professeurs ordinaires, professeurs extraordinaires, lecteurs chargés de cours et lecteurs-agrégés (maîtres de conférences).

Les professeurs ordinaires des universités de l'Etat (*hoogleraren*) sont nommés par la Reine, sur la présentation des curateurs, et révoqués par elle après avoir pris leur avis. L'âge de la retraite est fixé à 70 ans. Leur traitement s'élève à 4.000 florins au moins.

Les matières qu'ils sont chargés d'enseigner sont

indiquées dans leur acte de nomination ; elles peuvent être modifiées plus tard par la Reine et leur nombre réduit ; mais, à part cette hypothèse, ils ne peuvent être contraints d'en enseigner d'autres, s'ils n'y consentent personnellement. Seulement, ils ont la faculté d'échanger entre eux, sous l'approbation royale, les matières d'enseignement et de faire d'autres cours supplémentaires avec l'autorisation des curateurs et sous le contrôle du gouvernement.

Tout comme pour les professeurs de l'école supérieure technique, il leur est défendu de remplir aucune charge ni fonction sans la permission royale ; ils ne peuvent exercer la profession rétribuée de médecin ou d'avocat et il y a incompatibilité entre leur chaire et le mandat de membre des Etats-généraux. Pendant la durée de leur mandat, ils sont de droit en non-activité et jouissent, à ce titre, de la moitié de leur traitement.

Cette incompatibilité et ces défenses n'existent pas pour les professeurs extraordinaires qui sont en général des hommes remarquables par leur science et qui exercent une autre profession, mais dont la présence est de nature à augmenter encore le prestige de l'université. Ils sont désignés par la Reine après avis des curateurs de l'université et de la faculté où ils doivent prendre rang.

Les lecteurs chargés de cours sont nommés de la même manière. Leur traitement comme celui des professeurs ordinaires est fixé par la Reine.

De plus, il pourra être pris, parmi les docteurs, des lecteurs agrégés (maîtres de conférences) chargés de donner d'une manière précaire l'enseignement à l'université. Leurs cours ne figurent pas nécessairement au programme.

Lors d'empêchement ou d'absence d'un professeur, il y est pourvu par la Reine, si l'intérêt de l'enseignement le demande.

Les employés de l'université sont nommés par le ministre de l'Intérieur qui règle en même temps leurs fonctions et qui peut déléguer ses pouvoirs aux curateurs, en ce qui concerne les employés subalternes.

Au 1^{er} janvier 1908, il y avait dans les trois universités de l'Etat : 137 professeurs ordinaires, 4 professeurs extraordinaires, 20 lecteurs chargés de cours et 31 lecteurs-agrégés (maîtres de conférences). Le montant de leurs traitements s'élevait pour l'année 1907 à 753.205 florins.

Quant à l'université communale d'Amsterdam, elle comptait à la même époque 53 professeurs ordinaires, 4 lecteurs chargés de cours, 30 lecteurs-agrégés et la ville dépensait pour les traitements, y compris ceux des employés, 253.588 florins.

Les professeurs ont le même costume que ceux de l'école supérieure technique : toge noire, bonnet de velours noir, vêtements de dessous noirs, cravate et rabat blancs.

D) De l'administration et de la surveillance.

L'administration et la surveillance des universités publiques sont organisées de la même manière que celles de l'école supérieure technique ; collège de curateurs de 3 membres au moins et de 5 au plus, dont les fonctions sont réglées par le décret royal du 3 décembre 1878 qui a, du reste, servi de modèle au règlement édicté le 4 juillet 1905 pour l'école supérieure technique, et sénat académique.

Pour le collège de curateurs, il n'y a rien à ajouter à

ce que nous avons dit à propos de l'administration de l'école supérieure technique; et nous savons que celui qui se trouve à la tête de l'université d'Amsterdam est régi par quelques règles spéciales, résultant du caractère communal de cet établissement.

Dans l'organisation du sénat académique, les seules différences entre le sénat universitaire et le sénat de l'école supérieure technique qu'il importe de signaler sont les suivantes : 1° Le secrétaire qui assiste le recteur-magnifique de l'université est choisi à tour de rôle parmi les professeurs ordinaires, tandis que celui de l'école supérieure technique est élu par le sénat ; 2° Les assesseurs du recteur-magnifique de l'université sont nommés par le sénat académique, tandis qu'à l'école supérieure, ce sont de droit les présidents des sections ; 3° Le président et le secrétaire de chaque faculté sont élus pour quatre ans et sortent de charge en même temps.

E) Des examens et des grades universitaires.

Les grades universitaires sont de deux sortes : celui de licencié (*candidaat*) et celui de docteur. Ils sont obtenus à la suite d'examens dont le programme est soigneusement décrit par le décret du 27 avril 1877 rendu après consultation des sénats des diverses universités. L'examen de licence porte sur les matières qui forment les principes de la science étudiée et demeure le même, en général, quel que soit le doctorat auquel on aspire. Ainsi, en droit, où il existe trois doctorats : ès-sciences juridiques, ès-sciences politiques et en droit romain-hollandais actuel, l'examen de licence comporte uniformément : l'encyclopédie du droit, l'histoire et les principes fondamentaux du droit romain; les principes fondamentaux

de l'économie politique, sauf néanmoins pour le dernier doctorat qui comprend l'étude du droit sud-africain et où les candidats à la licence voient l'économie politique remplacée par les traits caractéristiques du vieux droit hollandais. De même, la licence en médecine comprend l'anatomie, la physiologie, la médecine générale et la pharmacognosie et est la même pour les différents doctorats en médecine. Seulement ici, cet examen présente ceci de particulier qu'avant de l'aborder, les étudiants doivent passer devant la faculté des sciences un examen portant sur la physique, la chimie, la botanique et la zoologie. D'ailleurs, pour pouvoir se présenter à l'examen de licence dans n'importe quelle faculté, il faut posséder le certificat d'aptitude aux études universitaires délivré soit par un gymnase, soit par la commission royale, ou un diplôme y assimilé. L'examen est, comme pour le doctorat, passé devant les professeurs de la faculté.

Le grade de licencié n'emporte pas avec lui de bien grands privilèges. Il ne confère guère autre chose que le droit d'enseigner dans une école moyenne.

Les doctorats que les étudiants peuvent obtenir dans une université hollandaise sont les suivants : en théologie, le doctorat en théologie ; en droit, le doctorat ès-sciences juridiques, le doctorat ès-sciences politiques et le doctorat en droit romain-néerlandais moderne ; en médecine, le doctorat en médecine, le doctorat en chirurgie, le doctorat en obstétrique ; en sciences, le doctorat ès-sciences mathématiques et physiques, le doctorat en chimie, le doctorat en géologie et minéralogie, le doctorat en botanique et zoologie, le doctorat en pharmacie ; en lettres, le doctorat ès-lettres classiques, le doctorat ès-lettres sémitiques, le doctorat ès-lettres

hollandaises, le doctorat ès-lettres indiennes, le doctorat en philosophie.

Les examens de doctorat se divisent toujours en deux épreuves publiques : l'une orale et l'autre écrite consistant en la soutenance d'une proposition. Leur durée et l'époque où ils ont lieu sont réglées par le décret du 27 avril 1877. Ils sont suivis de la promotion qui a lieu après la soutenance publique d'une thèse contenant au moins douze propositions. La promotion est publique ou privée au choix du candidat, suivant que le public est ou non admis à la contradiction. Elle a toujours lieu par les soins du sénat ou de la commission qui le représente à cet effet.

Sauf le grade de docteur qui est conféré gratuitement, les examens universitaires comportent le paiement d'un droit de 50 florins.

Le grade de docteur communique d'une manière générale au titulaire le droit d'enseigner et d'exercer certains emplois ou fonctions.

Le doctorat ès-sciences juridiques permet de se faire inscrire comme avocat ou d'entrer dans la magistrature soit dans la mère-patrie, soit dans la métropole, en se conformant, bien entendu, aux formalités spéciales qui peuvent être mises à l'entrée de ces carrières, ou d'enseigner dans une école moyenne les institutions politiques de la Hollande. Les docteurs en droit qui se destinent à des fonctions judiciaires ou civiles aux Indes néerlandaises doivent, en outre, devant les facultés réunies de droit et de lettres, se soumettre à un examen complémentaire sur le droit mahométan et les usages de l'Inde, le droit public colonial, l'ethnographie des peuples de l'Océan Indien, le malais et le javanais.

Le doctorat ès-sciences politiques confère le droit d'enseigner dans une école moyenne l'économie politique, la statistique, et les fondements des institutions administratives.

Le doctorat en médecine permet l'exercice de la profession médicale pourvu que le titulaire ait subi avec succès l'examen pratique établi par la loi du 1^{er} juin 1865 sur l'exercice de la médecine.

Les divers doctorats ès-sciences confèrent aux titulaires le droit d'enseigner dans la branche où ils ont conquis leur diplôme.

Le doctorat en pharmacie entraîne comme conséquence la faculté d'exercer la pharmacie, après avoir passé l'examen pratique prévu par la loi du 1^{er} juin 1865.

Les doctorats ès-lettres permettent l'enseignement aux écoles moyennes.

F) Dépenses de l'enseignement supérieur.

Les dépenses des universités de l'Etat sont supportées par le budget national. Elles s'élevaient en 1907 à 2.885.317 florins contre 345.000 florins de recettes provenant presque entièrement des droits d'inscription et d'examen.

De son côté, la ville d'Amsterdam dépensait, la même année, pour son université 455.492 florins et enregistrait, par contre, 174.723 florins de recettes parmi lesquelles se remarquaient une subvention de l'Etat de 3.000 florins et une autre de 10.000 florins versée par la province de la Hollande septentrionale.

III. — L'enseignement supérieur privé.

1. — Règles générales.

En Hollande, la liberté de l'enseignement supérieur comme celle de l'enseignement primaire et moyen existe dans la plus large mesure. Aux termes de l'article 149 de la loi du 28 avril 1876, « tout néerlandais, tout étranger ayant obtenu de la Reine l'autorisation d'enseigner dans le royaume, toute association reconnue, toute communauté religieuse jouissent de la faculté d'ouvrir librement une école privée d'enseignement supérieur ». Ils sont seulement obligés d'en donner avis préalable à la fois à l'administration de la commune où ils projettent de l'établir et au ministre de l'Intérieur. Cet avis doit être accompagné de la communication des statuts ou règlements et la même formalité est requise si, dans la suite, ceux-ci venaient à être modifiés. En outre, si la fondation de l'école privée résulte d'une disposition testamentaire, il faut l'approbation royale sollicitée par une requête des héritiers.

Une fois créée, l'école fonctionne sous la surveillance de l'autorité, laquelle s'exerce différemment suivant qu'il s'agit des établissements préparatoires ou des universités, et l'obligation pour les administrateurs de fournir chaque année un rapport sur la situation de l'école à l'administration communale avant le 1^{er} mars et au ministre de l'Intérieur avant le 1^{er} novembre.

L'inaccomplissement de ces prescriptions n'entraîne pas, du reste, en principe, la fermeture de l'école. Il est

puni seulement d'une amende de 25 florins et de 100 florins lors de récidive. Ce n'est qu'au cas de mauvaise volonté persistante se manifestant par plus de deux contraventions qu'à la troisième une décision judiciaire peut ordonner la fermeture de l'école.

Il n'y a pas d'autres formalités, ni d'autres conditions. Comme nous l'avons déjà dit, il n'est même pas exigé de certificat d'aptitude ou de moralité. Aussi n'est-il pas étonnant que sous une législation aussi favorable, les établissements privés d'instruction supérieure se soient largement développés.

Ils se divisent : 1° en écoles supérieures préparatoires ; 2° en écoles théologiques ou séminaires ; 3° en écoles universitaires apparaissant elles-mêmes sous la triple forme de chaires privées, de lectures privées, dans les universités publiques et d'universités privées.

2. — Des écoles supérieures préparatoires.

Elles comprennent les gymnases et pro-gymnases dont certains autorisés jouissent de privilèges spéciaux et doivent, par contre, réunir certaines conditions particulières.

A) Des gymnases privés ordinaires.

La loi n'en parle pas. Par suite, ils sont soumis uniquement aux règles générales que nous avons énoncées plus haut et demeurent libres pour tout le reste. L'organisation de l'école, le choix des professeurs, le programme d'études, etc., sont établis souverainement par

la direction. Mais, en revanche, ces établissements ne reçoivent aucune subvention de l'État et les examens qu'ils organisent n'ont aucune valeur officielle. Si leurs élèves veulent obtenir le certificat d'aptitude aux études secondaires, ils doivent se présenter devant la commission spéciale prévue par l'article 123 de la loi.

Le rapport officiel sur la situation de l'enseignement supérieur au cours de l'année 1907-1908 mentionne 23 gymnases privés ordinaires, tous ou presque tous catholiques, répartis en particulier dans le sud du royaume et fondés la plupart du temps par des congrégations religieuses. Ils portent des noms assez divers, constituant 8 des écoles latines ou des collèges, 1 à Venlo, un progymnase avec quatre années de cours seulement, les autres des gymnases avec six années de cours. Ensemble, ils sont fréquentés par près de 1.700 élèves.

B) Des gymnases privés autorisés.

Les gymnases privés autorisés sont ceux qui, à la suite d'une désignation spéciale du gouvernement, possèdent le droit de délivrer des diplômes de fin d'études ayant une valeur officielle et celui de recevoir les subsides de l'État.

On sait comment le premier de ces droits leur fut octroyé. Lors de la revision partielle de 1901 projetée en vue notamment de faciliter aux étudiants étrangers l'accès des universités hollandaises, un membre des Etats-généraux fit ressortir l'inégalité qui en résulterait pour les établissements privés du pays même dont les diplômes auraient moins de valeur que ceux des écoles étrangères et demanda l'équivalence des certificats également pour eux. L'amendement qu'il déposa en ce sens

fut adopté et les gymnases privés de Hollande passèrent par la brèche qui avait été ouverte par les établissements étrangers. Le principe était admis, mais il fut étendu et confirmé par la loi de 1903 qui créa un chapitre spécial pour traiter des gymnases privés.

La seconde prérogative leur fut conférée par la loi du 22 mai 1903 dont le principal objet était de consacrer l'admission de l'enseignement supérieur libre aux subsides de l'État.

a) De l'autorisation et des écoles autorisées. — L'autorisation est accordée par la Reine, le Conseil d'Etat entendu. Elle n'est valable que pour une période de six ans. Pour pouvoir y prétendre, le gymnase doit être à cours sexennal et donner un enseignement semblable à celui des gymnases publics.

L'établissement qui désire l'autorisation doit la solliciter dans une requête adressée à la Reine par l'administration du gymnase ou à son défaut, par son directeur. La requête doit être accompagnée des règlements ou statuts et du plan d'études, afin que le gouvernement puisse s'assurer si les exigences de la loi par rapport à l'enseignement, aux professeurs et à la surveillance sont bien respectées. Moyennant ces formalités, l'établissement est admis à délivrer des diplômes assimilés à ceux des gymnases publics et conférant les mêmes droits. Pendant la durée de l'autorisation, si par suite de modifications apportées, les conditions légales ne sont plus observées, elle peut être retirée par la Reine, le Conseil d'Etat entendu.

Après la mise en vigueur de la loi de 1903, des décrets furent rendus ou renouvelés conférant pour une période de six années, à partir du 1^{er} novembre 1903, l'autori-

sation de délivrer le diplôme d'aptitude aux études universitaires à dix gymnases privés. Ce sont : le gymnase réformé d'Amsterdam, le gymnase chrétien d'Utrecht, le gymnase catholique dépendant du collège diocésain de Ruremonde, le gymnase catholique-romain d'Amsterdam, le gymnase Saint-Willebrord à Katwijk-sur-le-Rhin, la section gymnasiale du collège Canisius à Nimègue, le gymnase rattaché au grand séminaire du diocèse de Ruremonde à Rolduc, le gymnase réformé d'Arnhem, le gymnase Marnix, également réformé, à Rotterdam, enfin le gymnase dépendant de l'école théologique des Eglises réformées à Kampen. Ces dix gymnases réunis sont fréquentés par près de 1.400 élèves. Ce chiffre montre aussitôt l'importance de l'enseignement supérieur autorisé lorsqu'on le compare à celui des élèves des gymnases publics qui n'était supérieur que d'un millier et encore plus, lorsqu'on songe qu'en 1907-1908, 375 élèves des gymnases autorisés se sont présentés aux examens de fin d'études et 340 avec succès, tandis qu'il n'y en avait pour les gymnases publics que 252 dont 222 furent reçus.

b) *De l'enseignement.* — L'enseignement des gymnases privés autorisés doit répondre à certaines conditions qui ont pour conséquence de le rendre semblable à celui des gymnases publics. La loi, en effet, dans l'article 158, exige que l'enseignement comporte, pendant les six années de cours un total d'heures identique à celui qui est porté au programme officiel des gymnases publics. C'est le même programme qui sert de point de comparaison pour la détermination des heures qui doivent être consacrées aux matières obligatoires enseignées en vertu de l'article 5 et pour chacune de ces matières. Pour le

reste, les matières facultatives énumérées dans l'article 5 ne peuvent faire l'objet que de 4 heures au plus par semaine et par classe.

Le certificat de fin d'études donnant accès aux études universitaires ne peut être délivré qu'après un examen organisé d'après les mêmes règles qu'aux gymnases publics. Il porte sur les mêmes matières, est public pour la partie orale, et est passé devant les professeurs du gymnase sous la surveillance d'un ou plusieurs délégués du ministre de l'Intérieur. De telle sorte qu'en définitive, au point de vue de l'enseignement, il ne reste guère de différence entre les gymnases privés autorisés et les gymnases publics.

c) *Des professeurs.* — Les gymnases privés autorisés sont encore assimilés aux gymnases publics en ce qui concerne les professeurs. En effet, contrairement à la règle générale applicable à l'enseignement supérieur, la loi exige de leurs professeurs, outre un certificat de bonne conduite, le même certificat de capacité que des professeurs des gymnases publics. Il n'y a qu'une différence, c'est qu'ici le certificat de capacité peut être remplacé par l'approbation du ministre de l'Intérieur. En exécution de ces prescriptions, les administrations des gymnases autorisés ou, à leur défaut, leurs directeurs doivent, dans le mois, notifier au ministre de l'Intérieur chaque nomination de professeur dans l'établissement, en y ajoutant la liste des diplômes et certificats dont l'intéressé est titulaire ainsi que l'état de ses services comme professeur. Le ministre ne peut refuser son approbation que par une décision motivée et il est censé l'avoir accordée, s'il ne s'est pas prononcé dans les deux mois de la notification.

Si les administrateurs ou le directeur du gymnase privé ne se conformaient pas aux prescriptions légales, s'ils maintenaient, par exemple, un professeur qui n'eût pas les certificats voulus, l'autorisation donnée à l'établissement pourrait être retirée. Il en serait de même si l'on n'y suivait pas le programme d'études approuvé.

d) De l'administration et de la surveillance. — Bien qu'il n'y ait aucune disposition légale sur ce point, les gymnases privés autorisés sont administrés, comme les gymnases publics, par un collège de curateurs et dirigés par un recteur.

Ils sont, par ailleurs, directement soumis à la surveillance des autorités scolaires, laquelle est pour eux un peu plus étroite que pour les gymnases privés ordinaires. Les administrateurs et les directeurs sont tenus de fournir à l'inspecteur des gymnases tous les renseignements demandés sur l'école et sur l'enseignement et de lui donner accès dans les classes pendant les heures de cours. Ils doivent communiquer, de plus, au ministre de l'Intérieur avant le début de chaque année scolaire le programme des cours et lui donner connaissance dans le mois des changements qui y seraient apportés ou aux statuts.

e) Des dépenses et des subsides de l'Etat. — Les dépenses des gymnases autorisés sont, en principe, supportées par les particuliers ou l'association qui les fondent, mais une partie en est couverte par les rétributions scolaires dont ils fixent librement le taux. De plus, ils reçoivent l'aide financière de l'Etat qui se manifeste par des subventions assez importantes.

Pour avoir droit à ces subventions, une seule condition s'ajoute à celles requises pour l'autorisation : l'école

doit être fondée ou administrée par un établissement, une fondation ou une association possédant la personnalité civile. Ainsi, l'aide financière et l'autorisation se complètent mutuellement : la première suit l'autre, du moment que l'Etat se trouve en face d'une personne morale ayant une capacité juridique ; et les conditions qui doivent être remplies pour obtenir l'autorisation sont une garantie que les fonds versés seront bien employés. Mais encore faut-il que l'on adresse une demande spéciale au ministre de l'Intérieur : les subsides ne sont pas accordés de droit, ils doivent être réclamés chaque année au mois de janvier pour l'année écoulée.

Le système adopté pour le calcul de la subvention est le même que pour l'enseignement moyen. La loi de 1909 qui régit ce dernier n'a fait, du reste, qu'imiter sur ce point la loi du 22 mai 1905. C'est donc également l'heure de classe hebdomadaire qui sert de base, et sur cette base, les subsides sont octroyés pour l'enseignement des matières obligatoires, telles qu'elles sont énumérées dans l'article 7 de la loi et pour le nombre d'heures qui y est consacré dans le plan général d'études pour les gymnases publics. Ici, en effet, à la différence de ce qui se passe pour les écoles moyennes supérieures, la loi n'indique pas elle-même le maximum des heures qui pourront entrer en ligne de compte pour la subvention, mais elle renvoie au plan d'études établi par le décret du 21 juin 1887. La raison de cette différence est que ce plan n'existe pas pour l'enseignement moyen. Il y a encore une autre particularité. Tandis que, pour les écoles moyennes supérieures, le maximum de la subvention est de 45 ou de 50 florins par heure hebdomadaire de classe suivant la durée des cours de l'école, le maximum pour les gym-

nases autorisés est de 45 ou de 54 florins suivant qu'ils sont établis dans une commune ayant moins ou plus de 30.000 âmes. On a pensé que les frais de fonctionnement de l'école étaient plus élevés dans les grandes villes que dans les petites, et, comme les études des gymnases autorisés ont toutes la même durée, on a estimé qu'il était juste d'augmenter l'aide financière de l'Etat en proportion des dépenses de l'établissement.

Par ailleurs, les dispositions sont identiques : D'une part, si une classe contient plus de 25 ou de 50 élèves et qu'elle est divisée en deux ou trois divisions parallèles, ces divisions entrent en ligne de compte pour la subvention. De l'autre, entre deux heures de classe consécutives, il pourra être donné un quart d'heure de récréation lequel ne sera pas déduit, de telle manière que pour deux heures de classe, il pourra n'y avoir que sept quarts d'heure de classe et un quart d'heure de récréation.

Enfin, l'Etat intervient encore pour une somme de 1.000 florins dans le traitement du recteur.

Toujours de même que pour les écoles moyennes supérieures, ne peuvent prétendre aux subsides :

1° Les gymnases autorisés qui apparaissent tenus dans un but lucratif;

2° Les gymnases autorisés où la perception des rétributions scolaires donne un revenu moyen de plus de 200 florins par élève et par an ;

3° Les gymnases autorisés établis dans des communes possédant un gymnase ou dans des communes environnantes, si la perception de la rétribution scolaire ne donne pas par élève et par an un revenu supérieur à 80 florins. On ne veut pas que les gymnases privés puissent faire une concurrence déloyale aux établissements publics

et même le fait que le revenu moyen de la rétribution scolaire est dans ces derniers inférieure à 80 florins ne peut servir d'excuse.

Seulement, la loi de 1905 n'a pas ajouté comme celle de 1909 que dans les communes où il n'y a pas d'autre gymnase, l'accès de l'école doit être ouvert à tous les élèves sans distinction d'opinions religieuses, ni que la subvention sera diminuée de moitié si le gymnase n'a pas un nombre d'élèves suffisant.

Les gymnases ainsi exclus pour l'un des trois motifs que nous venons d'énumérer peuvent être autorisés, c'est-à-dire posséder le droit de délivrer des diplômes ayant valeur officielle, mais ils ne peuvent prétendre aux subsides de l'Etat.

En fait, les dix gymnases autorisés se trouvent dans les conditions requises pour être subsidiés et, en 1908, ils ont reçu de l'Etat pour l'année 1907 des subventions variant entre 8.900 et 14.750 florins et formant un total de 107.130 florins.

3. — Des écoles de théologie, des séminaires et des maisons pour les missions.

Les écoles de théologie et les séminaires occupent une place à part, en Hollande, parmi l'enseignement supérieur. Dès avant la loi de 1876, ces établissements spéciaux recevaient l'aide financière de l'Etat, et la loi de 1876 donnait à leurs professeurs rang et séance parmi les professeurs de l'université à l'occasion des solennités universitaires. Ce privilège a été réglementé à nouveau en 1905 et quelque peu étendu. D'après l'article 182, ils

ont, en effet, droit de siéger au sénat académique et à la faculté de théologie avec voix consultative. De plus, ils continuent à jouir des subsides de l'Etat, du moment qu'ils existaient au 1^{er} janvier 1903 et étaient soutenus à ce moment par le Trésor public.

En outre, si l'Eglise réformée venait à fonder de nouvelles chaires ou écoles pour la formation de ses pasteurs, « l'Etat, dit l'article 154, pourrait les doter de telle subvention annuelle qu'il jugerait nécessaire à cette fin ». La seule formalité requise est la communication préalable à la Reine des dispositions ou règlements relatifs à ces institutions, disposition et règlements où doit être énoncé le mode de nomination du personnel enseignant, le tout à peine d'amende ou même de fermeture judiciaire à la troisième contravention.

Si des libéralités testamentaires sont faites pour la fondation ou l'entretien de semblables écoles ou en faveur des études théologiques, la Reine en règle la destination de la manière qui lui paraît la plus conforme aux volontés du testateur, après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat.

Les élèves des écoles de théologie et des séminaires situés dans une ville universitaire jouissent de la faveur de pouvoir suivre les cours de l'Université de l'Etat en payant provisoirement la moitié seulement des droits d'inscription. Mais, ils doivent en même temps s'engager à verser le surplus, soit 200 florins, s'ils se présentent plus tard à un examen devant une autre faculté que celle de théologie ou à un examen quelconque devant une section de l'école supérieure technique. La réduction ne leur est accordée, en effet, que pour les cours de la faculté de théologie.

Il n'y a pas d'autres prescriptions légales. L'organisation des écoles et de l'enseignement reste entièrement libre.

Au 1^{er} janvier 1908, il y avait, en Hollande, trois chaires en vue de la formation de professeurs pour l'Eglise réformée : à Leyde, Utrecht et Groningue, groupant respectivement 54, 166 et 37 étudiants ecclésiastiques, un séminaire pour les Remontrants à Leyde avec 4 étudiants, un séminaire pour la religion luthérienne-évangélique, à Amsterdam avec 8 étudiants, une école normale pour la formation de prédicants de la religion luthérienne-évangélique rétablie à Amsterdam avec 4 élèves, un séminaire anabaptiste à Amsterdam avec 18 étudiants, une école théologique des Eglises réformées à Kampen avec 28 étudiants, une école théologique de l'Eglise chrétienne-réformée à Rijswijk avec 10 étudiants, 5 séminaires catholiques diocésains divisés chacun en deux sections (petit et grand séminaire) avec un total d'environ 1.200 élèves, 20 collèges ou écoles supérieures catholiques, la plupart dirigés par des ordres religieux et servant à leur recrutement avec, en y comprenant la chaire à Amsterdam pour l'enseignement de la philosophie de saint Thomas d'Aquin, plus de 700 étudiants ; un séminaire pour la secte des Vieux-Catholiques à Amersfoort avec 7 étudiants et enfin un séminaire pour les Juifs-néerlandais et un autre pour les Juifs-portugais, tous deux à Amsterdam avec respectivement 13 et 3 étudiants.

Les subsides accordés par l'Etat à ces différents établissements ecclésiastiques s'élevaient pour l'année 1907 à 78.487 florins qui se décomposaient ainsi : 36.847 florins pour les écoles de la religion réformée, 8.460 flo-

rins pour celles des Luthériens - Evangéliques , des Remontrants et des Luthériens-Evangéliques rétablis, 13.580 florins pour les séminaires catholiques et 19.600 florins pour l'enseignement des confessions juives.

Des écoles théologiques et des séminaires, il faut rapprocher les maisons pour la formation de missionnaires. Elles font également partie de l'enseignement supérieur, mais ne sont l'objet d'aucune prescription légale et la loi ne prévoit pour eux aucun subside. Au 1^{er} janvier 1908, il en existait 20, dont 3 étaient déjà mentionnées au rapport officiel parmi les écoles supérieures ecclésiastiques catholiques. Toutes, ou presque toutes, dépendaient d'ordres religieux catholiques, et elles réunissaient au total 1.567 étudiants.

4. — De l'Enseignement universitaire privé.

L'enseignement universitaire privé peut se donner soit dans des chaires privées fondées au sein même d'une université de l'Etat, soit dans des universités privées.

A) Des chaires privées dans les universités de l'Etat.

Ce n'est pas la particularité la moins curieuse de la revision apportée en 1905 à la loi sur l'enseignement supérieur que cette reconnaissance du droit de certaines personnes morales de fonder avec leurs ressources et sous leur direction des chaires privées au sein même d'une université de l'Etat. Aussi cette innovation ne fut-elle pas admise sans difficulté. Les adversaires ne manquèrent pas d'objecter qu'elle rompait l'unité de l'en-

seignement et qu'elle dénaturait ces institutions elles-mêmes en mêlant l'initiative privée et l'action publique. Les partisans répondirent que l'unité de l'enseignement supérieur était un mythe, que cette réforme ne présentait aucun danger du moment que des règles précises étaient édictées pour définir d'une manière exacte la situation de la chaire et des professeurs au milieu de l'université, qu'il ne pouvait en résulter même qu'une prospérité plus grande pour l'université qui attirerait ainsi, autour de professeurs remarquables, des étudiants plus nombreux. Ce fut l'opinion de ces derniers qui prévalut devant les Etats-généraux.

La fondation d'une chaire par une association privée dans une faculté d'une université de l'Etat ou dans une section de l'école supérieure technique fut donc admise par le législateur. Mais, elle doit faire l'objet d'une autorisation légale, et le décret qui la permet est entouré de multiples garanties. Non seulement, le Conseil d'Etat doit être entendu, mais les curateurs de l'université ou de l'école supérieure technique doivent être consultés après avoir pris eux-mêmes l'avis du sénat académique. C'est alors seulement que le décret d'autorisation peut intervenir en ayant soin de désigner expressément la faculté ou la section où la chaire est créée en même temps que les matières qui y seront enseignées.

L'autorisation qui n'est jamais un droit, mais une faveur — car, le texte porte que la Reine peut autoriser, et non qu'elle autorise — exige l'accomplissement de certaines formalités et conditions :

1^o L'administration de l'établissement, de la fondation ou de l'association doit adresser, à l'effet de l'obtenir, une requête à la Reine, en y ajoutant les statuts, l'acte ou le

règlement adoptés pour la création d'une ou de plusieurs chaires.

2° Les statuts, acte ou règlement doivent contenir la clause que la chaire est placée sous le contrôle d'un collège de trois ou de cinq curateurs, ainsi que des prescriptions réglant la nomination, la suspension ou la mise à la retraite des professeurs. Tout cela est important afin de rendre plus précise, mieux définie la situation du titulaire de la chaire.

3° Le professeur qui sera désigné pour occuper cette chaire doit posséder le titre de docteur dans la faculté où il va enseigner, titre qu'il aura obtenu à une université de l'Etat ou à une université privée jouissant du droit de délivrer des diplômes équivalents à ceux des universités de l'Etat. Cette condition est la garantie de sa valeur, mais elle n'est pas exigée d'une manière absolue : elle peut être remplacée, en effet, par l'attestation que la nomination a reçu l'approbation royale. Cette approbation, du reste, ne peut être refusée que par un décret motivé, le sénat académique entendu, et le silence de la Reine pendant deux mois à compter de la demande est censé valoir approbation, à moins que la décision n'ait été ajournée pour deux mois au plus.

L'administration des établissements, fondations ou associations, est obligée de veiller à ce que la chaire créée ne soit pas occupée par un professeur qui ne présente pas les garanties exigées par la loi. C'est pourquoi elle doit, pour la nomination du titulaire, en donner connaissance dans le mois au ministre de l'Intérieur en ajoutant la liste des diplômes ou des certificats qu'il possède ainsi que la nomenclature de ses écrits et un état de ses précédentes fonctions. Elle doit, en outre, communi-

quer immédiatement au ministre de l'Intérieur toute modification apportée aux statuts et adresser chaque année avant le 1^{er} novembre « un rapport très détaillé », dit la loi, sur la situation de la chaire, autant au point de vue de son enseignement que de ses finances au cours de l'année écoulée. Elle est tenue enfin de lui fournir à tout moment les renseignements demandés à leur sujet.

Ces conditions sont fort simplifiées pour les chaires fondées au sein d'une faculté de théologie. Elles se réduisent à la requête adressée à la Reine, à l'obligation d'envoyer tous les ans un rapport au ministre de l'Intérieur et de lui communiquer sans plus la nomination, la suspension ou la révocation des professeurs. C'est un régime privilégié pour les chaires de théologie. On a voulu les avantager de façon à rendre possible pour toutes les confessions religieuses leur création, et peut-être aussi a-t-on craint que si l'on maintenait pour elles les conditions exigées des autres chaires privées, l'esprit de secte s'en mêlant, il n'y ait de la part des gouvernants une opposition plus arbitraire et des refus injustifiés.

Les cours donnés par les professeurs privés doivent toujours être accessibles à tous les étudiants inscrits à l'université et aussi aux membres de la Commission chargée d'après l'article 201, de la surveillance de l'enseignement universitaire privé. Ils sont annoncés sur le programme des cours de l'établissement d'instruction supérieure; ils font partie de l'enseignement universitaire.

Si l'association autorisée qui a fondé la chaire ne se conformait pas à ces prescriptions, si elle refusait l'accès des cours à des étudiants inscrits à l'université ou aux membres de la commission de surveillance; de même,

si elle faisait occuper la chaire par un professeur qui n'ait pas qualité ou si elle ne donnait pas connaissance de la nomination d'un professeur, l'autorisation pourrait lui être retirée par décret royal en observant les mêmes formalités qui l'ont accompagnée.

Les professeurs occupant des chaires privées font partie de l'université : et, par suite, ils peuvent, sous les règles fixées par le collège des curateurs universitaires, se servir des locaux, des bibliothèques, des collections ; dans les solennités, ils siègent parmi les professeurs de la faculté où ils sont installés, mais ils ne prennent rang qu'après eux. Cependant, ils n'entrent pas de droit au sénat académique et au conseil de faculté, ils n'y sont admis avec voix consultative que par une décision des curateurs sur la proposition du sénat ou celle de la faculté. C'est une différence avec les professeurs des écoles théologiques situées dans la ville universitaire. Ceux-ci ont accès de droit avec voix consultative aux réunions du sénat ou de la faculté de théologie. Il en est de même, à plus forte raison, de ceux qui sont titulaires d'une chaire privée de théologie dans l'université même. Cette différence fait partie de la série de faveurs accordées à l'enseignement supérieur de la théologie et peut-être faut-il y voir, d'un autre côté, une conséquence de la disposition d'esprit de l'auteur de la loi de 1903 : le Dr Kuyper qui, ayant fondé lui-même une université libre, n'était pas très partisan, au fond, des chaires privées ; car, il voyait un obstacle à la création d'universités privées, l'effort à fournir étant moins grand et moins lourd.

Quoi qu'il en soit, les titulaires de chaires privées ne sont pas de plein droit membres du sénat ou de la faculté. Ils ne peuvent pas davantage faire passer des

examens sur les matières qu'ils enseignent : il leur faut pour cela l'approbation de la faculté ou de la section dans laquelle leur chaire est installée et la réglementation à prendre sur ce point doit recevoir elle-même l'approbation des curateurs universitaires.

Ces dispositions légales assez minutieuses concernant la création de chaires privées dans les universités de l'Etat ou à l'école supérieure technique viennent récemment de recevoir leur application pour la première fois, il y a quelques mois. Un décret du 20 octobre 1909, a autorisé, en effet, l'association catholique appelée « Fondation de Saint-Radbout. Sint-Radbout-Stichting », à établir au sein de la Faculté des lettres et philosophie d'Utrecht une chaire « pour l'enseignement de la logique, de la métaphysique, de la psychologie et de la morale ». Le titulaire en est le Dr Beysens dont la réputation de philosophe brillant a fait accueillir très favorablement la nomination faite à la fin de décembre 1909 et ratifiée par le décret royal du 15 janvier 1910. Cette première fondation a, du reste, été suivie peu de temps après d'une seconde et la même association a nommé en mars 1910 avec l'approbation royale, le Dr Schrijnen comme lecteur à la faculté des lettres de la même université d'Utrecht pour enseigner « les lettres classiques comparées et l'histoire de la civilisation de l'antiquité chrétienne ».

B) Des lectures privées ou conférences dans les universités de l'Etat.

Non seulement, la loi permet à des associations privées possédant la personnalité civile de fonder des chaires dans les universités de l'Etat ou à l'école supérieure technique, mais elle leur fournit encore la possibilité d'y organiser

une série de lectures ou de conférences. Les formalités à remplir sont les mêmes : requête à la Reine qui autorise par décret après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat, des curateurs et du sénat de l'université. A la requête doivent être joints : le règlement des lectures qui seront faites, l'indication des jours et heures et la liste des sujets qui seront traités ainsi que le nom de ceux qui les traiteront. Ces indications sont indispensables ; car le décret d'autorisation doit mentionner les professeurs et les sujets.

L'autorisation n'est jamais donnée que pour un an et peut être retirée sur avis des curateurs de l'université ou de l'école supérieure, le sénat entendu. La situation de ces « lecteurs » est moins favorable que celle des chaires privées. Il leur faut, en effet, une autorisation des curateurs pour se servir des locaux, des bibliothèques et collections universitaires, et le sénat n'est pas obligé d'admettre ces lectures au programme des cours ; mais, au cas de refus du sénat, il y a un appel possible au ministre.

Ici encore, les lectures ou conférences doivent être ouvertes gratuitement à tous les étudiants inscrits à l'université.

Ajoutons que l'éventualité prévue par la loi de lectures ou conférences organisées par une association privée dans une université publique ou à l'école supérieure technique ne s'est pas encore réalisée.

C) Des universités privées.

En vertu du principe de la liberté d'enseignement admis par les lois hollandaises, tout particulier ou toute association privée peut ouvrir une université libre, mais pour que cette université puisse conférer des grades et

recevoir des subsides de l'État il faut qu'elle ait fait l'objet d'une autorisation spéciale.

a) *De l'autorisation.* — L'autorisation ne peut être accordée qu'à des établissements, fondations ou associations possédant la personnalité civile et sur leur demande. La requête est adressée à la Reine qui se prononce par décret après avoir pris l'avis du Conseil d'Etat. A la requête doivent être annexés, suivant l'article 185 de la loi :

1° Les statuts, l'acte ou le règlement concernant la fondation de l'université. Ces statuts doivent, du reste, répondre à toute une série de prescriptions. La première et la plus importante est qu'il doit en résulter que l'université pour laquelle l'autorisation est demandée comporte au moins trois facultés composées chacune d'au moins trois professeurs ordinaires. Et comme ce n'est là encore qu'une situation provisoire, l'université doit viser à devenir une université parfaite réunissant les cinq facultés. C'est pour cela qu'au bout de 25 ans à dater de l'autorisation, la loi veut qu'elle possède 4 facultés, et 5 au bout de 50 ans, sous peine de se voir retirer l'autorisation donnée.

D'autres dispositions visent l'enseignement, la surveillance, les professeurs, les examens, les droits d'inscription et d'examen ; elles ont pour but d'acquérir la certitude que l'université privée ne fera pas une concurrence déloyale aux établissements de l'Etat et assurera une situation convenable à ses professeurs.

Toutefois, ces prescriptions légales ne sont pas applicables à la faculté de théologie pour laquelle nous retrouvons ici encore un régime de faveur. Elle figure parmi les trois facultés requises pour que l'université

libre puisse être autorisée et doit pour cela comprendre au moins trois professeurs ; mais, pour le reste, elle jouit d'une liberté complète dans son organisation, dans son enseignement, dans ses professeurs. L'article 200 le déclare en termes exprès quand il dit que « les dispositions du chapitre V (concernant les universités privées) ne sont pas applicables à la faculté de théologie ». Il ajoute que la nomination, la suspension ou la retraite des professeurs de cette faculté donne lieu à une simple communication au ministre de l'Intérieur. Aucune mention n'est donc nécessaire à ce sujet dans les statuts. Mais, par contre, ils ne prennent aucune part à la décision du Sénat académique ayant trait à la collation des grades du doctorat mentionnés dans l'autorisation.

2° L'attestation que la personne morale possède au profit de l'œuvre qu'elle entreprend un capital de 100.000 florins en biens immobiliers ou en valeurs mobilières sérieuses et stables : inscriptions sur le grand livre de la Dette nationale ou effets figurant sur la liste dressée par le ministre des Finances pour la composition des cautionnements des fonctionnaires publics. Cette exigence semble légitime ; car, ce capital est la garantie de la durée de l'université libre et de son bon fonctionnement. La loi prend, d'ailleurs, des précautions pour que cette garantie demeure d'une manière permanente. Les biens immobiliers ne peuvent être aliénés, chargés ou hypothéqués qu'avec l'autorisation du ministre de l'Intérieur et sous les conditions posées par lui. Les effets ou valeurs mobilières doivent, de leur côté, être déposés à l'endroit qu'il indiquera.

3° Un règlement d'ordre pour les promotions où la libre discussion soit sauvegardée d'une façon satisfaisante.

Une fois obtenue, l'autorisation peut être retirée à tout moment par décret royal, le Conseil d'Etat entendu.

A l'heure actuelle, il n'existe en Hollande qu'une seule université privée : C'est celle fondée en 1880 à Amsterdam par « l'Association pour l'enseignement supérieur sur la base Réformée » et dont la création est l'œuvre d'un homme sur lequel les opinions sont partagées, mais dans lequel on s'accorde à reconnaître, quel que soit le jugement que l'on porte sur sa personne, un des plus merveilleux organisateurs et un des plus grands politiques de la Hollande moderne : le Dr Kuyper. Après le vote de la loi de 1903, cette association protestante réclama l'autorisation de posséder pour son « Université libre » les mêmes droits que les universités de l'Etat. Le décret du 4 décembre 1903 la lui accorda.

L'Université libre (*de Vrije Universiteit*) comporte trois facultés complètes : la faculté des lettres et philosophie qui comprend 6 professeurs enseignant le grec, le latin, l'hébreu et les langues orientales, la philosophie et la rhétorique avec, en 1907-1908, 12 étudiants, la faculté de théologie dont quatre des six professeurs enseignent en même temps à la faculté des lettres et qui comptait 103 étudiants, la faculté de droit avec 3 professeurs et 52 élèves. En outre, il y fonctionne un commencement de faculté de médecine — un professeur y enseignait, en 1907-1908, la biologie générale, la psychiatrie théorique et la neurologie à 8 étudiants — et de faculté des sciences avec un cours et 6 étudiants. Au total, la population scolaire de l'Université libre s'élevait en 1908 à 180 étudiants.

b) *De l'enseignement dans les universités privées autorisées.* — L'enseignement dans les universités qui ont

fait l'objet de l'autorisation doit porter sur toutes les matières dont la connaissance est exigée pour arriver aux grades du doctorat que l'université pourra conférer. L'indication de ces grades est contenue dans le décret d'autorisation. C'est ainsi que, d'après le décret du 4 décembre 1905, l'Université libre d'Amsterdam peut conférer les doctorats : en droit, en lettres classiques, en lettres sémitiques, et en philosophie. On n'y parle pas du doctorat en théologie, parce que la faculté de théologie échappe, comme nous l'avons vu, aux règles posées pour toutes les autres facultés.

Pour suivre les cours, auxquels sont toujours admis, sous peine de retrait de l'autorisation, les membres de la commission de surveillance organisée par l'article 201, les étudiants sont assujettis au paiement d'une somme au moins égale à celle qui est exigée des étudiants d'une université de l'Etat : soit 200 fl. par an ou 800 fl. pour l'enseignement global, avec la même réduction de moitié pour la faculté de théologie. Ainsi le veut formellement la loi ; mais elle ajoute que les étudiants gratifiés d'une bourse de l'Etat doivent y être admis gratuitement. L'Etat, en effet, peut accorder une bourse de 500 florins à dix étudiants au plus d'une université privée autorisée qui présentent des aptitudes exceptionnelles et sont dénués de fortune. A l'Université libre d'Amsterdam, il y en avait 7 en 1907-1908 et le montant des droits d'inscription y atteignait la somme de 10.880 florins.

c) *Des examens et de la collation des grades.* — Les étudiants des universités privées autorisées qui veulent se présenter aux examens ne le peuvent qu'à la condition de posséder, comme leurs camarades des universités de l'Etat, un certificat d'aptitude aux études universitaires.

Les examens eux-mêmes pour les divers doctorats doivent être en tous points semblables à ceux des universités publiques et doivent être précédés du versement des mêmes droits.

C'est à ce prix seulement que le sénat de l'université, où par une exception assez curieuse ne siègent pas en cette circonstance les professeurs de la faculté de théologie, pourra conférer les grades à la suite d'une promotion publique sur thèse. Mais, les diplômes les constatant n'ont pas de valeur officielle par eux-mêmes ; il faut pour cela, qu'ils soient signés « pour visa » par la commission de surveillance. Il en est de même, du reste, pour les certificats constatant l'admission aux examens universitaires préparatoires au doctorat. C'est le président de la faculté ou le président du sénat qui doit solliciter cette signature par requête introduite dans le mois qui suit tout examen subi avec succès ou toute collation d'un doctorat. Une fois visés, les certificats et les diplômes donnent aux titulaires des privilèges identiques à ceux que communiquent les mêmes certificats et diplômes aux universités de l'Etat.

Même ainsi réglé, ce droit de conférer les grades que la loi de 1903 a reconnu aux universités privées autorisées a rencontré les plus vives résistances et nous avons déjà vu que l'opposition rencontrée par le gouvernement sur ce point fut la cause de la dissolution de la Première Chambre en 1904.

d) Des professeurs des universités privées autorisées.

— Les professeurs d'un de ces établissements d'instruction supérieure doivent posséder le grade de docteur dans la faculté où ils enseignent et l'avoir obtenu à une université publique ou à une université autorisée. Ce grade

peut être remplacé par l'attestation que la nomination est approuvée par la Reine. C'est la même règle que pour les titulaires de chaires privées et la même procédure est employée pour obtenir cette approbation : demande adressée à la Reine, refus, s'il y a lieu, par décret motivé et présomption d'approbation si aucune décision n'intervient dans les deux mois.

De même, la responsabilité des établissements, fondations et associations créatrices d'universités autorisées est engagée si les professeurs ne sont pas revêtus de la qualité voulue pour enseigner. Pour s'en assurer, la loi oblige les administrateurs à notifier dans le mois au ministre de l'Intérieur la nomination de tout professeur avec l'indication de ses titres, de ses écrits et de ses précédentes fonctions. La sanction de cette responsabilité est le retrait de l'autorisation.

Le législateur s'est occupé, par ailleurs, de la situation qui est faite aux professeurs des universités autorisées. Les statuts qui sont joints à la demande d'autorisation doivent, ainsi que nous l'avons vu, contenir obligatoirement des dispositions au sujet de la nomination, la suspension et la révocation des professeurs, régler d'une manière satisfaisante leur situation pécuniaire quand ils sont mis à la retraite ou en non activité pour d'autres motifs que leur propre demande, l'oubli de leurs devoirs ou leur inconduite.

Les professeurs se divisent également, comme dans les universités publiques, en professeurs ordinaires, extraordinaires, lecteurs chargés de cours, lecteurs agrégés ou maîtres de conférences, professeurs honoraires. Et, bien que la loi n'en parle pas, ils se groupent ici encore par faculté avec, à leur tête, un président ou doyen, et la

réunion de tous les professeurs ordinaires constitue le sénat académique présidé par un recteur et plusieurs assesseurs, C'est l'organisation à la fois rationnelle et traditionnelle des universités en Hollande.

Pour pouvoir, sur la proposition d'une faculté, conférer *honoris causa* à un néerlandais ou à un étranger l'un des doctorats mentionnés dans l'autorisation, il faut au sénat de l'université privée l'approbation royale. C'est une différence avec les universités publiques. Une autre est qu'il n'existe pour les professeurs ordinaires aucune des incompatibilités et des défenses en vigueur pour ceux des établissements publics.

e) *Des dépenses des universités privées autorisées.* — Les frais de ces universités sont à la charge des établissements, fondations et associations qui les ont créées et elles constituent un lourd fardeau. Pour l'université libre d'Amsterdam, elles atteignaient, en 1907-1908, plus de 68.000 florins dont 52.500 pour le traitement des professeurs et sans compter les frais de la faculté de médecine qui étaient de 6.675 florins.

Les universités privées pourvoient à cette charge au moyen des droits d'inscription et d'examen, des intérêts du capital placé, du produit des dons ou legs et même au moyen de l'aide financière de l'Etat.

D'après la loi du 22 mai 1905, en effet, l'Etat peut participer aux dépenses faites par les universités privées autorisées pour les locaux qui doivent servir à l'enseignement. Cette subvention ne repose pas le moins du monde sur la base où sont établis les subsides accordés aux autres écoles d'enseignement privé. Elle a lieu à l'occasion des dépenses effectuées pour les locaux scolaires, non en faveur de l'enseignement proprement dit ;

elle est facultative de la part de l'Etat qui en fixe le montant à son gré, elle est, par suite, variable d'année en année, mais ne doit pas dépasser, en 25 ans, la somme de 100.000 florins, qui est, du reste, le montant du capital exigé de la personne morale fondatrice de l'université. Par conséquent, si la moyenne annuelle est de 4.000 florins, rien n'empêche l'Etat de donner davantage et de verser la somme en moins de temps, en dix ou quinze ans par exemple, quitte à ne fournir plus aucune contribution dès que le maximum sera atteint. Seulement, au cas où l'université viendrait à disparaître ou l'autorisation à être retirée, il y aurait lieu à restitution par la personne morale ainsi subsidiée de tout ce qui aurait été versé chaque année au dessus de 4.000 florins, à partir du moment où pour la première fois, elle a touché une subvention.

En 1907, l'université libre d'Amsterdam a reçu de cette manière de l'Etat la somme de 3.989 florins et le décret du 30 mai 1908 lui en a alloué 4.000 florins pour l'année suivante.

*D) De l'administration et de la surveillance de
l'enseignement universitaire privé.*

Les chaires privées et les universités privées autorisées sont administrées par ceux qui se trouvent à la tête de l'établissement, fondation ou association possédant la responsabilité civile qui en a entrepris la création. Le droit hollandais admet ces trois formes de propriété collective : l'établissement, c'est-à-dire l'institution ayant déjà un but propre ; la fondation, c'est-à-dire la masse collective de biens ayant une affectation et administrée, la plupart du temps, par d'autres que ceux qui l'ont constituée par

leurs libéralités ; l'association, c'est-à-dire la réunion de personnes possédant la capacité légale par l'autorisation royale, différente de celle qui nous occupe ici et qui suppose la première déjà obtenue.

Ce sont les statuts qui organisent cette administration comme ils l'entendent. La loi se borne à imposer aux administrateurs certaines obligations : veiller à ce que les professeurs aient bien la qualité voulue pour enseigner, notifier les nominations dans le mois, et immédiatement les changements apportés aux statuts ou règlements, adresser au ministre, avant le 1^{er} novembre de chaque année un rapport détaillé sur la situation de l'université durant l'année précédente en y ajoutant une revue de la situation financière, fournir au ministre et à la commission de surveillance tous les renseignements demandés, voilà ce à quoi ils sont tenus après avoir rempli les formalités de l'autorisation.

Quant au contrôle, il est confié en premier lieu à un collège de curateurs composé de trois ou de cinq membres et choisis parmi les hommes remarquables auxquels l'université a intérêt de confier le soin de sa prospérité. Les curateurs sont d'ordinaire nommés par les administrateurs et leurs fonctions se rapprochent de celles des curateurs auprès des universités publiques, bien que la loi n'en parle pas et s'en remette complètement aux statuts pour tout ce qui regarde le fonctionnement du collège de curateurs qu'elle se borne à exiger pour les chaires privées comme pour les universités privées.

La surveillance est exercée encore par une commission spéciale de cinq membres au moins, nommés et révoqués par la Reine qui désigne un de ses membres pour la

présider. La commission élit elle-même, son secrétaire.

La commission se réunit, en principe à La Haye, aussi souvent que son président ou trois de ses membres le jugent utile. Elle se donne un règlement intérieur soumis à l'approbation du ministre de l'Intérieur et est régie, pour son organisation, par le décret du 18 septembre 1905.

Ses fonctions consistent à veiller à ce que les chaires et les universités privées se conforment aux prescriptions légales, à éclairer le ministre sur tout ce qui les concerne et à lui soumettre les propositions nécessaires. Elle donne le *visa* indispensable aux certificats et diplômes délivrés par les universités privées pour avoir une valeur officielle. Au cas de refus, lequel n'est possible que si la thèse soutenue par le candidat en doctorat n'a pas été faite par lui-même, un recours est ouvert à l'intéressé auprès du ministre dans le mois de la notification.

Au moment de leur entrée en fonctions, les membres de la commission prêtent serment ou font la promesse de les remplir fidèlement. Ils ne reçoivent aucun traitement, mais seulement une indemnité de voyage et de séjour, s'il y a lieu. Ils ont le droit d'assister à tous les cours et la commission peut même déléguer un ou plusieurs de ses membres pour assister à la réunion du collège des curateurs, si elle y est invitée.

Elle adresse, de plus, chaque année avant le 1^{er} novembre, un rapport détaillé sur ses travaux au cours de l'année écoulée, et elle y ajoute un rapport sur les examens les thèses et les grades subis, soutenus et conférés dans chaque université.

En un mot, la commission de surveillance est pour l'enseignement universitaire privé un organe de surveillance générale et un haut Conseil assistant le ministre.

CHAPITRE VI

RÉSULTATS ET PROJETS DE RÉFORMES

Lorsqu'en 1890, le régime actuel de l'enseignement fut inauguré, un homme politique en vue, M. Veegens, répandait dans la revue « *Vragen des Tijds* » de noires prophéties sur son avenir : « Il apparaîtra vite, écrivait-il, que l'argent du pays, en beaucoup de circonstances, fut dépensé en pure perte pour l'enseignement, qu'il ne répond pas au but du législateur et produit peu de fruits pour les élèves. » Et il terminait son article sur « la chute de l'école publique » par ces sombres pronostics : « La lutte continuera à se déchaîner sur l'école. L'école publique disparaîtra lentement, mais sûrement. L'enseignement ne sera plus universellement répandu. La jeunesse sera moins bien instruite. La nation sera de plus en plus divisée et morcelée (1). »

Après une expérience de vingt années, il faut reconnaître que la législation scolaire mise en application le 1^{er} janvier 1890 et complétée en 1901, 1905 et 1909 n'a pas entraîné les funestes conséquences prédites par

(1) *Vragen des Tijds* 1890, 1^{re} partie. De val der openbare school, pp. 23 et 24.

M. Veegens. Le régime de liberté n'a fait tort ni à l'instruction, ni au pays.

Certes, les dépenses effectuées en faveur de l'enseignement ont augmenté dans une notable proportion et ce n'est pas sans une certaine surprise que l'on constate que de 1870 à 1907 le budget de l'instruction publique, y compris les dépenses des communes et des provinces, a passé, en moins de quarante ans, de 7.192.397 florins à 40.292.457 florins. Mais, si l'on examine, pour chacune des branches de l'enseignement, les chiffres de ses dépenses, on s'aperçoit qu'elles ont suivi une progression normale, identique à celle qui s'est manifestée durant ces cinquante dernières années dans presque tous les pays d'Europe pour les frais de l'instruction publique et qu'elles ont amené des progrès sérieux.

L'enseignement supérieur, d'abord, a vu le montant de ses dépenses atteindre successivement 752.706 florins en 1870 ; 1.719.437 florins en 1878 ; 2.529.365 florins en moyenne de 1886 à 1890 ; 3.021.708 florins en moyenne de 1896 à 1901 ; 4.514.809 florins en moyenne de 1901 à 1905 ; et enfin 5.074.495 florins en 1907, par suite, en grande partie de la mise en vigueur de la loi du 22 mai 1905 subsidiant les écoles supérieures privées et faisant passer dans l'enseignement supérieur l'école polytechnique. Mais il est indéniable qu'à cette augmentation de dépenses ont correspondu de grands progrès dans l'enseignement. Pendant cette période de 37 ans, les gymnases tant publics que privés se sont multipliés, de 55 qu'ils étaient en 1870 avec 1.428 élèves et de 51 en 1878 avec 1.351 élèves, ils sont devenus 63, non compris les nombreuses écoles théologiques, avec 4.900 élèves en 1907. Les universités publiques se sont accrues d'une unité

importante par la transformation en université de l'athénée d'Amsterdam et les quatre universités augmentées de l'université libre d'Amsterdam comptaient, en 1907, 2.700 étudiants au lieu de 1.422 en 1870. L'école supérieure technique réorganisée abritait de son côté 1.243 étudiants au lieu de 180. Partout, en un mot, l'on trouve un enseignement mieux outillé, plus approfondi, plus fréquenté avec un corps professoral plus nombreux.

La même constatation se présente pour l'enseignement moyen. Si le budget de l'instruction secondaire a passé de 43.258 florins en 1865, à 1.336.806 florins en 1870 et à 1.840.433 florins en 1876 pour aboutir à 5.612.029 florins en 1907, les écoles moyennes surtout professionnelles se sont, par contre, développées dans les proportions que nous avons vues plus haut ; l'enseignement moyen pour les jeunes filles s'est créé de toutes pièces et pour les écoles moyennes supérieures elles-mêmes, tant publiques que privées, leur nombre de 45 avec 3.559 élèves en 1870 est arrivé en 1907 à 53 avec 12.450 élèves.

Mais c'est spécialement pour l'enseignement primaire que l'accroissement des dépenses apparaît énorme et qu'il importe de considérer les résultats obtenus.

En 1858, les dépenses globales pour ce premier degré de l'instruction se montaient à 2.379.838 florins. En 1863, elles avaient déjà fait, à la suite de l'application de la loi du 13 août 1857, un bond jusqu'à 4.550.207 florins dont 408.625 florins à la charge de l'Etat, 69.907 florins à celle des provinces et 3.159.624 florins pour les communes. Depuis ce moment, la progression est continue comme le montre le tableau suivant :

	DÉPENSES A LA CHARGE :			Total	Total déduction des recettes
	de l'Etat	des provinces	des communes		
En 1878.....	953.251 fl	212.826 fl.	7.449.787 fl.	8.325.865 fl.	7.078.469 fl.
En 1880.....	2.332.639 »	649.695 »	6.746.339 »	9.668.694 »	8 366.937 »
De 1881 à 1886 (en moyenne)	5.536.340 »	»	8.432.309 »	13.968.650 »	12.543.637 »
De 1886 à 1891 id.	4.535.565 »	»	8.462.044 »	12.997.607 »	11.361.027 »
De 1891 à 1896 id.	6.004.620 »	»	9.740.647 »	15.762.266 »	13.869.207 »
De 1896 à 1901 id.	6.740.093 »	»	11.514.171 »	18.254.265 »	16.443.457 »
De 1901 à 1906 id.	9.295.710 »	»	14.476.946 »	23.772.657 »	21.304.807 »
En 1906.....	45.545.336 »	»	40.534.260 »	26.049.597 »	23.301.704 »
En 1907.....	48.398.776 »	»	11.207.455 »	29.605.932 »	26.814.334 »

En parcourant ces chiffres tirés du rapport officiel sur la situation de l'enseignement primaire en 1907 (1), il est facile de constater que chaque loi nouvelle : de 1878 qui a déchargé complètement les provinces, de 1889, de 1901 et de 1905, a entraîné une augmentation de dépenses ; et si, en 1906 et 1907, la part mise à la charge des communes s'est trouvée réduite dans une mesure appréciable, cela tient aux subventions plus fortes que l'État leur consent depuis la loi de 1905.

Par contre aussi, le nombre des écoles primaires et des élèves a progressé d'une manière parallèle :

	Ecoles publiques	Elèves des écoles publiques	Ecoles privées	Elèves des écoles privées	Total des écoles	Total des élèves
En 1857....	2.478	322.767	944	83.562	3.422	406.329
En 1862....	2.535	323.408	1.072	86.954	3.607	410.359
En 1876....	2.705	387.877	1.116	127.258	3.821	515.135
En 1889....	2.952	454.926	1.206	184.803	4.158	649.729
En 1895....	3.052	476.200	1.390	215.150	4.442	691.350
En 1903....	3.216	559.831	1.580	259.475	4.796	819.306
En 1904....	3.241	562.610	1.630	268.508	4.871	831.589
En 1906....	»	567.764	»	289.371	»	857.135
En 1907....	3.266	564.445	1.734	302.305	5.043	866.750
En 1908....	3.274	563.187	1.885	316.088	5.159	879.275

De l'examen des chiffres que nous venons de citer, il ressort donc :

1° Que le nombre des écoles primaires, depuis 1862, s'est accru de 1.552 et que celui des élèves a plus que

(1) Verslag 1907-1908, p. 137.

doublé. Si, d'autre part, on compare cet accroissement à celui de la population de la Hollande, on se rend compte que celle-ci s'est élevée de 3.373.033 habitants en 1862, à 4.511.000 environ en 1889 et à 5.747.269 au 1^{er} janvier 1908. De telle sorte que de 1862 à 1908 l'augmentation a été de 114 pour 100 pour les élèves tandis qu'elle n'a été que de 70 pour cent pour la population. Et alors qu'en 1862, les écoles primaires n'étaient fréquentées que par 12 % de la population, elles l'étaient en 1908 par 15,3 %.

2° Que l'accroissement des élèves des écoles publiques a été continu jusqu'en 1906, que notamment de 1889 à 1906, il a été de 112.500 environ, soit de 24 %. Il est vrai que, pendant le même laps de temps, la population enfantine des écoles privées a augmenté de 104.500 environ soit de 56 % et qu'elle n'a cessé de monter en 1907 et en 1908, pendant qu'au cours de ces deux années, la population des écoles publiques a légèrement fléchi. Mais il n'en reste pas moins établi que l'école officielle continue à abriter la majorité des élèves et que les progrès réalisés par les écoles privées ne semblent en aucune façon menacer son existence.

3° Que de 1863 à 1907, le total des dépenses pour l'instruction primaire s'est élevé de 4 millions 1/2 de florins à 29 millions 1/2 de florins et qu'en particulier de 1889 à 1907, il a subi une augmentation de 16 millions 1/2 de florins soit en près de 20 ans de 126 %, alors que la population scolaire ne s'est accrue pendant la même période que de 33 %. Mais il ne faut pas oublier que, de l'aveu de tous, au cours de ces vingt ans, les conditions de l'enseignement se sont beaucoup améliorées, que le personnel enseignant, beaucoup plus nom-

breux (1), est mieux rétribué (2), et surtout que, jusqu'en 1890, ces dépenses ne pourvoient qu'aux frais des seules écoles publiques. De telle sorte que si l'on prend le chiffre des dépenses en 1889, déduction faite seulement des recettes provenant surtout des rétributions scolaires et si on le divise par les 454.926 élèves fréquentant les écoles publiques, on trouve une moyenne de près de 25 florins par élève. Et si, d'un autre côté, on prend le chiffre net des dépenses en 1907 et si on le divise par les 866 750 élèves participant à ces dépenses, on en arrive à une moyenne de 30 florins par élève (3).

(1) Il y avait en 1862, 6.182 instituteurs, dont 2.479 chefs d'école, aux écoles primaires publiques et 3.461 instituteurs, dont 1.171 chefs d'école, aux écoles privées. En 1876, il y avait 8.105 instituteurs publics et 4.516 instituteurs privés. Au 15 janvier 1908, le nombre des instituteurs publics s'élevait par contre à 16.063 se décomposant en 11.109 instituteurs, dont 3.171 directeurs d'écoles, et en 4 954 institutrices, dont 64 directrices, et celui des instituteurs privés à 8.375 comprenant 4.617 instituteurs, dont 1.330 directeurs, et 4.258 institutrices, dont 551 directrices d'écoles.

(2) Pour les traitements des instituteurs, voir ce que nous avons dit plus haut, pp. 133-134.

(3) Pour être tout à fait exact et savoir d'une manière précise à combien revient l'instruction d'un élève aux écoles primaires hollandaises, il faudrait déduire des dépenses tout ce qui ne concerne pas l'instruction primaire proprement dite, par exemple, les frais des écoles normales, de l'enseignement de répétition, il faudrait, de plus, distinguer entre les écoles publiques et les écoles privées ; car les frais des dernières ne sont supportés que partiellement par les finances publiques alors qu'elles le sont en totalité pour les premières. Mais nous avons voulu simplement indiquer le rapport existant entre les dépenses générales de l'enseignement primaire et le nombre des enfants auxquels ces dépenses s'appliquaient en 1889 et, près de 20 ans après, en 1907.

En résumé, si les dépenses en faveur de l'enseignement primaire ont augmenté — ce qui est incontestable — elles ont produit des résultats utiles, et il suffit de considérer que, de 1862 à 1908 l'accroissement du nombre des élèves dépasse de 44 % l'accroissement de la population totale de la Hollande pour reconnaître que l'école primaire est actuellement mieux fréquentée que jadis. Nous l'avons vu, du reste, déjà, lorsque nous avons parlé de la fréquentation scolaire. Rappelons seulement que, depuis le début du siècle, la proportion des élèves ne recevant aucune instruction a baissé d'une façon notable. Alors qu'elle était en 1900 de 2,71 %, elle n'était plus en 1904 que 0,21 % et de 0,10 % en 1908, diminuant à tel point que dans le rapport officiel de l'année 1908-1909, l'inspecteur de l'arrondissement de Nimègue ne craignait pas d'affirmer « que bientôt, sauf quelques rares exceptions, il n'y aurait plus aucun enfant de 13 et 14 ans ne sachant ni lire, ni écrire » (1).

Le même espoir se dégage des statistiques constatant le degré d'instruction des recrues au moment de leur arrivée à l'armée. « On peut, écrit M. A. Lefèvre dans la Revue pédagogique de novembre 1900, envisager comme prochain le moment où presque aucun des hommes compris dans le contingent de la milice ne sera complètement illettré. La proportion de ceux qui ne savent ni lire ni écrire s'est abaissée de 4 % en 1897, à 3,6 % en 1898 (2). » En 1904, cette proportion était descendue à 2,09 % et en 1907 à 1,87 %.

(1) Verslag, 1907-1908, p. 2.

(2) Dans cet article, M. Lefèvre ajoutait : « Une des suites inévitables de ce progrès, c'est que le milieu où se recrutent les délinquants et les criminels participe peu à peu lui-même à la possession d'une

Ces progrès sont pour partie aussi la conséquence d'une fréquentation plus régulière de l'école que nous avons signalée à propos de l'obligation scolaire et qui se trouve, en 1908, affirmée en ces termes par l'inspecteur primaire des provinces de Frise, Overijssel, Groningue et Drenthe : « Certains inspecteurs de district, écrit-il dans son rapport officiel, consacrent à la situation de l'enseignement des considérations rétrospectives qui, en résumé, se ramènent à ceci que nous progressons sans cesse, bien que très lentement et que ce progrès est le plus sensible dans les régions les plus écartées, ce qui certes, peut s'appeler un heureux phénomène. Il est difficile d'en trouver, au dire de l'inspecteur du district de Leuwarde, un exemple plus remarquable que dans la région située entre Twijzel et Zwaag-Westeinde et contenant une population misérable et sauvage. Il y a vingt ans, deux écoles fournissaient — l'une, celle de Zwaag-Westeinde avec trois classes et celle de Twijzelerheide avec deux classes — en été, bien suffisamment de place pour la jeunesse de la contrée fréquentant l'école ; il est vrai que l'hiver, c'était différent et que, fréquemment, la place faisait défaut, mais pas toujours, car l'état élevé des eaux était parfois un obstacle insurmontable pour ces oiseaux d'hiver ; et maintenant, au lieu de cinq classes, il y en a quinze dont une seulement est inoccupée, tandis que les

instruction élémentaire. Mais ce qui fait bien voir que le défaut de toute instruction se concilie assez bien avec les mauvais penchants et les mauvaises habitudes, c'est que la proportion d'illettrés que renferme la population des prisons ne fléchit que très lentement et reste supérieure (19 %) à ce qu'elle est pour l'ensemble du pays ». En 1900, la proportion d'illettrés dans les prisons était de 15,9 %, de 14 % en 1904 et de 11,8 % en 1907.

autres sont remplies convenablement et l'été et l'hiver, les chemins sont améliorés, l'obligation scolaire est introduite, l'âge moyen des élèves de la classe supérieure s'est élevé de deux à trois ans. » Et l'inspecteur ajoute : « Chaque augmentation des subsides au cours des dernières années aussi bien en faveur de l'école privée elle-même que pour la formation des instituteurs a eu une heureuse influence sur l'organisation de l'école, les moyens d'enseignement et le mobilier scolaire comme aussi sur le personnel enseignant. A tous points de vue, surtout après la revision scolaire de 1905, on a marché de l'avant à pas rapides ; c'était comme si on eût senti qu'on était en retard et qu'on eût voulu combler cette insuffisance le plus promptement possible (1). »

La grande objection faite à la loi de 1905, à savoir que l'octroi plus généreux de subsides aux écoles privées aurait pour conséquence de multiplier outre mesure les petites écoles ne s'est pas réalisée davantage. Tandis que le 1^{er} janvier 1905, il existait 407 écoles ne contenant pas plus de 40 élèves, lesquelles se décomposaient en 251 publiques et 156 privées, il n'y en avait plus au 15 janvier 1908 que 389 dont 256 publiques et 133 privées.

Quant à la lutte autour de l'école et à la division du pays, elles n'ont pas disparu complètement et il était difficile qu'il en fût autrement. La question scolaire se range au nombre des problèmes les plus délicats et les plus compliqués qui puissent se présenter au jugement d'un gouvernement et de l'opinion publique dans une nation parlementaire. En Hollande, elle continue à préoccuper les esprits. Mais tout observateur impartial est

(1) Verslag, 1907-1908, p. 2.

obligé de reconnaître qu'elle ne revêt plus ce caractère d'acuité qu'elle avait il y a vingt-cinq ou trente ans. Il y a un apaisement qui s'est fait et qui se manifeste aussi bien aux Etats-généraux où l'on voit des partisans de l'école publique accorder des augmentations de subsides en faveur de l'enseignement privé (1) et réciproquement des ministres, partisans de l'école privée, traiter avec équité l'enseignement public et favoriser ses progrès, que dans le pays où les familles choisissent librement les établissements qui leur conviennent le mieux : « L'égalité entre l'enseignement public et l'enseignement privé, atteste encore l'inspecteur des provinces du Nord, est devenue de plus en plus un fait qui, même pour les plus grands partisans de l'école publique, n'est plus accepté comme une nécessité à laquelle il faut bien se soumettre, mais elle est appréciée même par eux, parce qu'il en résulte une concurrence à beaucoup d'égards salulaire avec l'enseignement public qui est excité par là à déployer lui aussi une plus grande activité (2) ».

Cependant, malgré les résultats appréciables qu'il a fournis et qui ont répondu aux grands sacrifices que le budget national fait en faveur de l'instruction, il ne faudrait pas croire que le régime légal de l'enseignement en Hollande atteigne la perfection et échappe à toute critique.

Les associations d'instituteurs qui sont nombreuses et puissantes formulent depuis longtemps leurs réclamations. Certaines d'entre elles, comme la Ligue des institu-

(1) Cela c'est vu notamment en 1909, lors de la discussion du projet de loi sur l'enseignement moyen qui a été soutenu par des libéraux avancés comme le Dr Bos, l'ancien ministre Rink, etc.

(2) Verlag 1907-1908, p. 2.

teurs néerlandais (Bond van Nederlandsche Onderwijzers) qui comprend plus de 7.000 membres, demandent une autonomie plus grande pour l'instituteur dans sa classe, l'obligation scolaire jusqu'à 14 ans et jusqu'à 18 ans pour l'enseignement de répétition (1), la revision de la loi sur l'enseignement primaire dans ses nombreuses parties qui, comme l'organisation de l'instruction le nombre des élèves et des maîtres, l'inspection scolaire, la formation des instituteurs ne répondent plus aux besoins de l'époque. D'autres, avec l'Association des instituteurs socialistes vont plus loin encore, revendiquant la suppression du directeur et l'introduction de ce qu'ils appellent « de republikeinsche school, l'école républicaine », l'enseignement gratuit, l'enseignement obligatoire pendant huit ans avec obligation d'une instruction plus développée pendant deux ans, etc. D'autres encore, comme la ligue protestante « De Unie eene school met den Bijbel » réclame que les communes soient déchargées par l'Etat du poids trop lourd des dépenses scolaires et qu'elles remettent la direction des écoles publiques à des commissions spéciales nommées dans chaque localité par les parents des enfants qui les fréquentent.

Quoi qu'il en soit de ces diverses revendications comme des critiques qui se produisent pour l'enseignement moyen ou pour l'enseignement supérieur, il est certain que le régime légal que nous venons d'exposer est suranné en certains points. Il présente surtout le grand défaut de ne contenir aucune réglementation pour les écoles primaires supérieures et de ne faire qu'une place trop étroite à l'enseignement professionnel qui prend une

(1) N. Oosterbaan. *Politieke en Sociale programm's*, I, p. 55.

importance capitale à notre époque. Malgré toute l'habileté dont on peut faire preuve dans l'interprétation des lois et dans les modifications partielles qui ont pour but de les rajeunir, il arrive un moment où les circonstances sociales dont l'enseignement doit satisfaire les exigences réclament un remaniement plus profond.

C'est ce qu'a pensé, en 1904, le ministère Kuyper lorsqu'il a nommé une commission d'Etat pour la réorganisation de l'enseignement et la codification des dispositions légales qui s'y rapportent. Cette commission dite de « codification — Ineenschakelingscommissie » a procédé à une vaste enquête sur les conditions de l'enseignement en Hollande et son travail qui a duré six ans est condensé dans un long rapport sur les conclusions duquel on a conservé jusqu'ici un secret rigoureux, mais qui contiendra certainement de précieuses indications pour l'avenir.

Vu : *Le Doyen,*
CAUWÈS.

Vu et approuvé :
Le Président de la Thèse,
BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

ANNEXES

LOI SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE**du 17 août 1878.**

*Revisée notamment le 8 décembre 1889, le 24 juin 1901,
le 3 juin 1905 et le 5 juin 1905.*

Nous, Guillaume III, par la grâce de Dieu, roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes verront ou entendront lire, salut !

Considérant que la revision de la loi du 13 août 1857 est nécessaire,

Notre Conseil d'Etat entendu et de commun accord avec les Etats généraux, avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I**Dispositions générales.**

Article premier. — 1. L'enseignement primaire se donne à domicile dans la famille, ou à l'école.

2. L'enseignement donné aux enfants de trois familles au plus réunis dans la demeure du chef de l'une d'elles est enseignement à domicile.

3. Tout autre enseignement, y compris même l'enseignement donné dans les établissements charitables, hôpitaux, hospices,

et ouvriers, institutions de bienfaisance et autres établissements d'utilité publique est considéré comme enseignement scolaire pour l'application de la présente loi.

Art. 2. — 1. Par enseignement primaire, la présente loi entend l'enseignement des matières suivantes :

a) La lecture ; b) l'écriture ; c) le calcul ; d) les éléments de la langue néerlandaise ; e) ceux de l'histoire nationale ; f) ceux de la géographie ; g) ceux de la science de la nature ; h) le chant ; i) les premiers éléments du dessin ; j) les exercices libres et ordonnés de la gymnastique ; k) les travaux manuels utiles pour les filles.

2. En outre, peuvent être enseignés dans les écoles primaires :

l) Les éléments de la langue française ; m) ceux de la langue allemande ; n) ceux de la langue anglaise ; o) ceux de l'histoire universelle ; p) ceux des mathématiques ; q) le dessin ; r) les principes de l'agriculture ; r^{bis}) ceux de l'horticulture ; s) la gymnastique ; t) les travaux manuels d'agrément pour filles.

Art. 3. — 1. Les écoles primaires fondées et entretenues par l'Etat ou les communes sont écoles publiques, les autres sont écoles privées.

2. Aucune dépense n'est faite pour l'enseignement primaire par les administrations des eaux ou par les provinces.

3. Ni aux écoles privées, ni aux institutions privées pour la formation d'instituteurs, il ne peut être attribué de subsides communaux en argent ou de subvention quelconque directe ou indirecte sinon dans les cas et sous les conditions déterminées par la présente loi.

Art. 4. — 1. L'article 4 de la loi sur l'hygiène est applicable à tous les locaux dans lesquels l'enseignement primaire est donné.

2. Par mesure générale d'administration intérieure, des règles générales sont établies par le Roi autant dans l'intérêt de l'hygiène que de l'enseignement pour la construction et l'aménage-

ment des locaux où l'enseignement primaire public est donné, comme aussi pour le nombre des enfants qui peuvent y avoir accès, avec la spécification si ces règles sont obligatoires et jusqu'à quel point elles le sont pour les locaux où il est donné un enseignement primaire privé subventionné par les communes.

Art. 5. — 1. Aucun enseignement primaire ne peut être donné dans les locaux que l'inspecteur en chef de l'hygiène publique condamne comme préjudiciables à la santé ou comme présentant un espace insuffisant pour le nombre des enfants qui y sont admis.

2. L'inspecteur en chef exprime sa désapprobation par une déclaration écrite et motivée ; il en envoie copie aux Etats députés, et le même jour à l'administration communale, à l'inspecteur scolaire du district et au directeur de l'école. Les Etats députés chargent le bourgmestre et les échevins de la commune où se trouve situé le local de publier cette déclaration dans un délai fixé.

3. Auprès des Etats députés, peuvent en appeler de la décision de l'inspecteur en chef :

a) L'inspecteur scolaire du district ; b) le directeur de l'école ; c) le propriétaire du local ou l'occupant ; d) les parents ou tuteurs des enfants fréquentant l'école.

4. L'appel doit être fait dans les trente jours francs, à compter du jour où la copie de la déclaration de l'inspecteur en chef à la charge des Etats députés a été publiée par l'administration communale.

5. Les Etats députés donnent par écrit connaissance de leur décision à chacun de ceux qui ont un intérêt dans l'appel interjeté.

6. Chacun de ceux qui ont été partie au jugement peut en appeler plus haut devant le Roi.

7. Cet appel doit être fait dans les trente jours francs, à compter du jour où la signification de la décision des Etats députés a été envoyée aux intéressés.

8. Durant les délais d'appel et jusqu'au jugement définitif, on peut continuer à donner l'enseignement dans le local condamné, à moins que l'inspecteur en chef de l'hygiène publique n'en ait décidé autrement pour des raisons urgentes mentionnées expressément dans sa déclaration.

9. Si l'inspecteur en chef atteste par écrit que le local condamné est amélioré d'une façon satisfaisante ou que le nombre des enfants est limité dans les proportions requises, l'enseignement peut y être repris.

Art. 6. — 1. Personne ne peut donner l'enseignement primaire sans être en possession des certificats de capacité et de moralité exigés par la présente loi.

2. Les étrangers ont besoin, en outre, de l'autorisation royale.

Art. 7. — 1. Les dispositions du précédent article ne sont pas applicables :

a) A ceux qui donnent l'enseignement primaire aux enfants d'une seule famille ;

b) A ceux qui, ne faisant pas profession de donner l'enseignement primaire et déclarant s'y adonner sans rétribution pécuniaire, ont obtenu du Roi l'autorisation de donner un tel enseignement.

2. Est dispensé de la possession d'un des certificats de capacité visés par l'article précédent celui qui, pour la partie ou les parties où il donne l'enseignement, y est apte d'après le décret royal du 2 août 1815, la loi du 28 avril 1876 ou la loi du 2 mai 1863.

Art. 8. 1. Les jeunes gens des deux sexes peuvent être admis comme élèves-instituteurs dans l'école et y exercer, du moment que :

a) Ils sont entrés dans leur 15^e année et qu'ils n'ont pas accompli leur 19^e ou qu'ils possèdent l'acte exigé dans l'art. 77 sous la lettre a ;

b) Qu'ils ne sont pas employés dans l'école à d'autres besognes qu'à celle-là laquelle ils accomplissent sous la surveillance et la

direction d'un homme compétent présent dans le même local scolaire ; et

c) Qu'après avoir été placés pendant trois mois comme élèves-instituteurs, ils sont en possession d'un certificat approuvé par écrit par l'inspecteur scolaire de l'arrondissement, ne datant pas de plus d'un an, remis et signé par le directeur de l'école où ils étaient employés au moment de la remise, constatant que leur conduite morale et leur avancement sont satisfaisants.

2. Au cas où l'inspecteur scolaire refuse son approbation, le directeur de l'école peut, dans la quinzaine qui suit ce refus, en appeler à la décision de l'inspecteur scolaire de district. Celui-ci se prononce dans le mois.

3. Le chef de l'école donne connaissance par écrit à l'inspecteur scolaire d'arrondissement, au moins trois jours à l'avance, de l'admission dans son école d'un élève-instituteur.

Art. 9. — 1. Celui qui, en violation de l'art. 5, donne l'enseignement scolaire dans un local condamné ou qui, en tant que chef de l'école, admet dans une classe plus d'élèves qu'elle ne peut en contenir d'après les règles établies dans l'art. 4, ou y admet des élèves-instituteurs sans en donner l'avis écrit exigé au préalable ou bien dans d'autres conditions que celles déterminées par l'article précédent, est passible d'une amende qui ne peut dépasser 50 florins.

2. Si, au moment de l'infraction, deux années ne se sont pas encore écoulées depuis qu'un précédent jugement contre le coupable pour infraction de même nature est devenu irrévocable, il est passible d'une amende de 100 florins au plus ou d'un emprisonnement de 14 jours au plus. Lors de la deuxième récidive et des suivantes survenues chaque fois dans les deux années après que le dernier jugement pour la première récidive ou les suivantes est devenu irrévocable, il est passible d'une peine d'un an d'emprisonnement au plus.

Art. 10. — Sauf les cas mentionnés ci-après, la capacité de

donner l'enseignement primaire tombe pour celui qui est condamné par jugement définitif : *a*) pour crime ; *b*) à une des peines édictées dans l'art. 28, nos 3 et 4 du Code pénal.

Art. 11. — 1. Celui qui a perdu la capacité de donner l'enseignement primaire ne peut la recouvrer sinon dans les cas prévus par les art. 30, 32 et 57.

2. Dans ces cas, elle peut leur être rendue par le roi.

Art. 12. — 1. Des écoles normales et des cours normaux pour la formation d'instituteurs sont créés et entretenus par l'Etat.

2. Ces institutions sont organisées par des mesures générales d'administration.

3. En faveur de la formation des instituteurs, il peut être accordé une subvention de l'Etat :

1° A des écoles normales communales et privées ;

2° A des cours normaux et à des chefs d'école pour chaque personne formée par eux ayant obtenu l'acte exigé dans l'art. 77 sous la lettre *a*, suivant des règles et des conditions à établir par le Roi par mesure générale d'administration.

4. Les paragraphes 1 et 2 de l'art. 35 sont applicables aux écoles normales et aux cours normaux fondés et entretenus par l'Etat ou les communes.

5. Les dispositions énoncées sous les lettres *a* et *c* de l'art. 8 et celles de l'art. 9, pour autant qu'elles ont trait à l'admission d'élèves-instituteurs, ne sont pas applicables aux écoles d'apprentissage annexées aux écoles normales désignées par le Roi.

Art. 13. — Là où la présente loi parle d'instituteurs, elle comprend sous ce terme les institutrices, à moins que le contraire ne soit expressément spécifié.

Art. 14. — 1. Sauf ce qui est déterminé dans l'art. 5 et exception faite des cas prévus dans l'art. 19 sous les lettres *a*, *b*, *c*, *d*, et *f*, il peut en être appelé auprès du roi de toute décision prise en vertu de la présente loi par les Etats députés par qui-

conque a intérêt à la disparition ou à l'amélioration de la décision des Etats députés.

2. Cet appel doit être introduit dans les trente jours francs à compter du jour où la décision a été rendue publique ou signifiée aux intéressés.

Art. 15. — La loi n'est pas applicable : a) à ceux qui donnent exclusivement l'enseignement privé dans une ou plusieurs des branches mentionnées dans l'art. 2 sous les lettres *h, i, k, q, r, r^{bis}* et *t* ;

b) Aux écoles exclusivement destinées à l'enseignement d'une ou plusieurs des matières mentionnées dans l'art. 2 sous les lettres *h, i, j, k, q, r, r^{bis}, s.* et *t*.

c) Aux écoles où n'est admis aucun enfant de 6 ans et où il n'est donné aucun autre enseignement que l'enseignement préparatoire, sauf que ces écoles sont soumises aux dispositions des art. 5 et 96 de la présente loi ;

d) Aux instituteurs militaires et à l'enseignement donné par eux à des militaires ;

e) Aux écoles pour sourds et muets, aveugles, muets, faibles d'esprit et idiots ;

f) Aux écoles des prisons, des dépôts de mendiants ou des institutions nationales de travail et des établissements nationaux d'éducation, sauf pour les dispositions concernant la capacité de ceux qui donnent l'enseignement primaire.

TITRE II

De l'enseignement public.

I. — Des écoles.

Art. 16. — 1. Dans chaque commune, il est donné un enseignement primaire satisfaisant dans des écoles en nombre suffisant, lesquelles sont ouvertes à tous les enfants sans distinction d'opinions religieuses.

2. L'enseignement comprend les matières mentionnées à l'art. 2 sous les lettres *a-k*, et là où il existe une nécessité suffisante de l'étendre, une ou plusieurs ou la totalité des matières mentionnées dans cet article sous les lettres *l-t*. Il peut être accordé une dispense de l'obligation de donner l'enseignement dans la branche mentionnée à l'art. 2 sous la lettre *j*, par les Etats députés, l'inspecteur scolaire du district entendu, dispense valable chaque fois pour cinq ans au plus.

3. Les enfants admis dans l'école sont obligés dans chaque classe de suivre l'enseignement de toutes les matières qui y sont enseignées, exception faite des matières mentionnées à l'art 2 sous les lettres *j* et *s*.

4. Des communes voisines peuvent, en tenant compte de l'art. 121 de la loi du 29 juin 1851, s'associer pour créer et entretenir des écoles communes ou pour établir une réglementation sur l'admission des enfants d'une commune dans les écoles de l'autre.

Art. 17 — 1. A ceux qui ont reçu l'enseignement primaire ordinaire, il est donné la possibilité de recevoir l'enseignement de répétition.

2. L'enseignement de répétition peut s'étendre même à des matières qui n'ont pas été comprises dans l'enseignement primaire reçu.

3. Le conseil communal règle, après entente avec l'inspecteur scolaire du district et après s'être procuré l'avis du directeur ou des directeurs des écoles primaires, la teneur de l'enseignement de répétition et la manière dont il sera donné, d'après les besoins locaux, en tenant compte des prescriptions suivantes :

1^o Il doit être donné pendant au moins 96 heures dans l'année;

2^o Il doit comprendre au moins quatre matières d'enseignement dont deux au moins sont comprises parmi l'enseignement scolaire ordinaire;

3^o Il doit être organisé de telle sorte que les parents qui ne

veulent pas faire profiter leurs enfants de plus de 96 heures d'enseignement de répétition dans l'année puissent faire suivre à ces enfants un cours régulier sans que ce nombre d'heures soit dépassé ;

4° Sauf les dispenses temporaires à accorder par le Roi à des communes ou fractions de communes déterminées, il doit y avoir possibilité pour les filles, soit qu'elles assistent ou non aux leçons avec les garçons, de recevoir dans l'année 96 heures d'enseignement de répétition en dehors des heures du soir ;

5° Il ne peut être consacré à l'enseignement de répétition, en dehors des heures du soir, plus de deux demi-journées par semaine ;

6° Durant les heures désignées pour l'enseignement de répétition, il ne sera donné dans les locaux affectés à cet usage aucun enseignement primaire ordinaire aux classes de l'école primaire ordinaire qui sont introduites dans ces locaux.

4. Une heure d'instruction commençant à 5 heures de l'après-midi ou plus tard est réputée appartenir aux heures du soir.

5. L'art. 18 et l'art. 19, lettre b, sont applicables ici.

Art. 18. — 1. Les décisions du conseil communal concernant le nombre des écoles et les matières qui y seront enseignées sont communiquées aux Etats députés. Si les Etats députés jugent insuffisant le nombre des écoles ou la teneur de l'enseignement, ils ordonnent, l'inspecteur entendu, de les augmenter.

2. Une semblable augmentation peut être ordonnée par le Roi, les Etats députés entendus.

Art. 19 — 1. Les décisions du conseil communal concernant :

- a) L'endroit où sera établi un bâtiment scolaire ;
- b) La diminution du nombre des écoles ou de la teneur de l'enseignement ;
- c) La réunion d'une école avec une autre ou son remplacement par une autre ;
- d) La fermeture d'une école ou l'interruption de l'enseignement dans une école ;

e) L'âge que les enfants doivent avoir atteint pour être admis dans les écoles publiques et celui où ils doivent quitter l'école ;

f) L'acceptation de la démission des instituteurs dans les cas visés à l'art. 30 sous les lettres *b* et *c* ;

Sont soumises à l'approbation des Etats députés

2. Les art. 196, 197, 198, 200, 201 et 202 de la loi du 29 juin 1851 sont applicables ici.

Art. 20. — 1. La fermeture d'une école pour un temps déterminé peut être ordonnée par décision motivée par les Etats députés.

2. Ceux-ci entendent préalablement, dans ce cas et dans celui de l'article précédent, l'inspecteur de l'enseignement primaire.

3^o Semblable fermeture peut être ordonnée par le Roi, les Etats députés entendus.

Art. 21. — 1. La réglementation des temps d'école et des vacances, la fixation du plan d'études et des livres à employer pour l'enseignement et la division de l'école en classes sont faites par le chef de l'école, et, si la réglementation s'applique également à plusieurs écoles, par les chefs de ces écoles d'un commun accord, sous l'approbation du bourgmestre et des échevins et celle de l'inspecteur scolaire du district.

2. En cas de désaccord entre le bourgmestre et les échevins et l'inspecteur scolaire de district, le conflit est tranché par le ministre chargé de l'application de la présente loi.

Art. 22 — 1. Dans la réglementation des temps d'école, il est veillé, par la concession d'heures expressément désignées dans la réglementation, à ce que les enfants fréquentant l'école puissent recevoir l'enseignement religieux des ministres du culte.

2. Sous des conditions à déterminer par le bourgmestre et les échevins d'accord avec l'inspecteur scolaire du district, les locaux scolaires, au besoin chauffés et éclairés, sont rendus disponibles pour cet enseignement religieux.

3. En cas de désaccord, le dernier paragraphe de l'article précédent reçoit son application.

II. — *Des instituteurs.*

Art. 23 — 1. A la tête de chaque école est placé un instituteur qui doit avoir accompli l'âge de 23 ans et posséder le titre d'instituteur en chef.

2 Le soin de la direction d'une école peut cependant être confiée temporairement à un instituteur qui ne possède pas l'âge exigé ou le rang d'instituteur en chef, du moment qu'il n'est attaché à l'école, conformément à l'art. 24. aucun instituteur en possession de ce titre. Un tel intérim ne peut durer plus de six mois.

Art. 24. — 1. Le directeur de l'école est assisté d'au moins un instituteur, dès que le nombre des enfants fréquentant l'école dépasse 40, d'au moins deux instituteurs, dès qu'il atteint 91.

2. Pour chaque tranche de 55 enfants fréquentant l'école au-dessus de 90, il faut un instituteur en plus.

3. Quand le nombre des instituteurs attachés à l'école en vertu des précédentes dispositions du présent article est de plus de quatre, y compris le directeur de l'école, deux au moins, et trois au moins quand leur nombre est de plus de huit, doivent avoir accompli l'âge de 23 ans et posséder le grade d'instituteur en chef.

4. Ne sont pas compris parmi les instituteurs visés dans le présent article ceux qui donnent exclusivement l'enseignement d'une ou plusieurs des matières énumérées dans l'art. 2 sous les lettres *h-t*.

5. Dans aucune école, il ne peut être admis en même temps plus de 600 enfants, à moins que pour des raisons spéciales cela ne soit autorisé par le Roi.

6. Pour l'application du présent article on prend pour base le nombre d'enfants qui sont reconnus fréquenter réellement l'école au quinzième jour du mois de janvier de l'année courante. Les

enfants qui demeurent temporairement dans la commune, habitant sous une tente, dans un bateau ou dans une roulotte ne doivent pas être compris dans ce nombre.

7. Là où, par suite de l'époque de la création de l'école, on ne peut prendre cette base, il faut s'attacher au nombre des enfants qui sont reconnus fréquenter effectivement l'école au dernier jour du mois qui suit celui où l'école a été ouverte.

Art. 25 — Lorsque l'école est divisée en plusieurs classes, l'enseignement dans les classes inférieures est confié de préférence à des institutrices, celui dans les classes supérieures, sauf dans les écoles exclusivement destinées aux filles, de préférence à des instituteurs.

Art. 26. - 1. A chaque instituteur, il est alloué un traitement annuel fixe. Ce traitement annuel comprend au moins :

1^o Pour le directeur d'une école :

A) Etabli dans une commune ou fraction de commune appartenant, à la 6^e, 7^e, ou 9^e classe visée dans l'art. 5 de la loi pour la réglementation de l'impôt personnel du 16 avril 1896 révisée en dernier lieu par la loi du 15 juillet 1907 :

- a) Avec moins de cinq années de services, 850 florins ;
- b) Avec de cinq à dix années de services, 900 florins ;
- c) Avec de dix à quinze années de services, 950 florins ;
- d) Avec de quinze à vingt années de services, 1.000 florins ;
- e) Avec vingt ans de services et plus, 1050 florins ;

B) Etabli dans une commune ou section de commune appartenant à la 3^e, 4^e, ou 5^e classe de la table mentionnée sous la lettre A :

- a) Avec moins de cinq années de services, 950 florins ;
- b) Avec de cinq à dix années de services, 1.000 florins ;
- c) Avec de dix à quinze années de services, 1.050 florins ;
- d) Avec de quinze à vingt années de services, 1.100 florins ;
- e) Avec vingt ans de services et plus, 1.150 florins.

C) Etabli dans une commune ou fraction de commune appartenant à la 1^{re} ou à la 2^e classe de la table mentionnée sous la lettre A :

- a) Avec moins de cinq années de services, 1.050 florins ;
 - b) Avec de cinq à dix années de services, 1.100 florins ;
 - c) Avec de dix à quinze années de services, 1.150 florins ;
 - d) Avec de quinze à vingt années de services, 1.200 florins ;
 - e) Avec vingt ans de services et plus, 1.250 florins ;
- 2° Pour chacun des instituteurs qui assistent le chef d'école :
- a) Ayant moins de cinq années de services, 500 florins ;
 - b) Ayant de cinq à dix années de services, 600 florins ;
 - c) Ayant de dix à quinze années de services, 700 florins ;
 - d) Ayant de quinze à vingt années de services, 750 florins ;
 - e) Ayant vingt années de services et plus, 825 florins.

3° Pour chacun des instituteurs qui assistent le directeur de l'école et qui possèdent le grade d'instituteur en chef, 100 florins de plus, et quand ils ont accompli l'âge de 23 ans et qu'ils doivent, conformément à l'art. 24, être attachés à des écoles avec plus de quatre instituteurs, 200 florins de plus que ce qui est fixé au 2° sous les lettres a jusqu'à e inclusivement.

2. Le droit à l'augmentation du traitement annuel prend naissance :

- a) En ce qui concerne le temps de services, le premier jour du mois suivant celui où se trouve accompli un service de 5, 10, 15, et 20 ans ;
- b) En ce qui concerne la possession du diplôme d'instituteur en chef pour les instituteurs qui lors de leur nomination ne sont pas en possession du diplôme indiqué, le premier jour du mois suivant celui où les instituteurs en question obtiennent ce diplôme.

3. On compte comme temps de services le temps passé avant et après l'introduction de la présente loi, au service aussi bien d'écoles primaires publiques que privées comme directeur et comme instituteur adjoint au chef de l'école, en même temps que les services fournis conformément à l'art. 33 de la présente loi et conformément au dernier paragraphe de l'art. 22 de la loi du 13 août 1857.

4. Il peut être déterminé par le Roi, les Etats députés entendus, pour chaque province, où et jusqu'à qu'elle somme le minimum du traitement annuel pour les différents instituteurs des diverses catégories d'écoles sera plus élevé que la somme fixée ci-dessus.

5. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux instituteurs exclusivement chargés de l'enseignement d'une ou plusieurs des matières énumérées dans l'art. 2 sous les lettres *h-t*.

6. Le directeur de l'école jouit, en sus de son traitement annuel, d'une habitation gratuite, autant que possible avec un jardin.

7. Au cas où il ne peut pas lui être fourni de logement gratuit, il reçoit une indemnité de logement d'au moins 150 florins par an.

8. Chacun des instituteurs hommes qui assistent le directeur de l'école jouit, s'il a atteint l'âge de 28 ans et s'il est ou marié ou veuf avec des enfants mineurs restant avec lui, d'une participation au loyer d'au moins 50 florins par an.

9. En tenant compte de ces prescriptions, les traitements des instituteurs, l'indemnité de loyer pour les directeurs d'écoles et la participation visée au paragraphe précédent sont réglés par le conseil communal sous l'approbation des Etats députés. Cette approbation n'est pas valable pour plus de dix ans.

10. Au cas où il en est appelé auprès du Roi de la décision des Etats députés, la réglementation requise est faite par le Roi.

Art. 27. — 1. En sus et en dehors du traitement annuel fixe prévu dans l'art. 26, l'instituteur chargé de donner l'enseignement de répétition, mentionné à l'art. 17, jouit d'une rétribution d'au moins 60 cents par heure de classe.

2. En tenant compte de cette prescription, les rétributions des instituteurs pour la fourniture de l'enseignement de répétition sont réglées par le conseil communal sous l'approbation des Etats députés.

Art. 28. — 1. Pour pouvoir être nommé instituteur, il faut être en possession :

a) D'un acte de capacité ;

b) D'un certificat de bonne conduite délivré par le bourgmestre de la commune ou les bourgmestres des communes où le titulaire a eu sa résidence durant les deux dernières années.

2. Au cas de refus d'un de ces bourgmestres, le certificat peut être délivré par le Commissaire royal dans la province.

3. Ce certificat peut être remplacé par le certificat de moralité délivré par l'autorité étrangère compétente des pays où l'intéressé a résidé durant les deux dernières années.

Art. 29. — 1. Les instituteurs attachés aux écoles communales sont nommés par le conseil communal.

2. La nomination de l'instituteur placé à la tête d'une école est faite sur une liste d'au moins trois candidats capables, dressée par le bourgmestre et les échevins et l'inspecteur scolaire de district.

3. Si le bourgmestre et les échevins et l'inspecteur primaire de district ne peuvent arriver à s'entendre, on procède préalablement à la nomination à une enquête comparative sur les aptitudes des candidats.

4. Lorsque plus de six candidats capables se présentent à l'enquête, les bourgmestre et échevins peuvent, d'accord avec l'inspecteur scolaire de district, déterminer quels candidats, mais pas moins de six, y seront soumis. En cas de désaccord sur le choix des personnes à indiquer, tous les candidats qui se sont présentés sont admis à l'enquête.

5. Au cas où la nomination a lieu après enquête comparative préalable, la liste de trois candidats capables au moins est achevée par l'inspecteur scolaire de district qui l'adresse au conseil avec un avis écrit et motivé sur les candidats proposés.

6. Tout ce qui concerne plus spécialement l'enquête visée dans le présent article est réglé par le Roi, par mesure générale d'administration.

Dans les communes où existent plusieurs écoles, l'instituteur placé à la tête de l'une d'elles peut être mis à la tête d'une autre sans proposition, pourvu que le conseil communal en décide ainsi après entente avec l'inspecteur primaire de district.

8. La nomination des autres instituteurs est faite sur une proposition de trois candidats capables au moins, établie par le bourgmestre et les adjoints d'accord avec l'inspecteur scolaire de l'arrondissement après s'être procuré l'avis du directeur de l'école où la nomination doit être faite. L'opinion du directeur de l'école et l'avis écrit et motivé de l'inspecteur scolaire d'arrondissement sont communiqués au conseil.

9. Les instituteurs attachés à des écoles exclusivement entretenues par l'Etat sont nommés par le ministre chargé de l'application de la présente loi.

Art. 30. — 1. Le conseil communal donne congé aux instituteurs attachés aux écoles communales :

a) Conformément à leur propre demande, à compter du jour à fixer par le conseil communal ;

b) Sur la proposition du bourgmestre et des échevins ou de l'inspecteur scolaire de district, si elle concerne un instituteur placé à la tête d'une école ;

c) Sur la proposition du bourgmestre et des échevins ou de l'inspecteur scolaire d'arrondissement, si elle concerne un instituteur qui n'est pas à la tête d'une école.

2. Dans les deux derniers cas, le congé peut être donné non honorablement.

3. Il peut être déclaré par les Etats députés que l'instituteur révoqué a perdu la capacité d'enseigner.

4. Aux instituteurs attachés à une école exclusivement entretenue par l'Etat, le congé est donné, soit qu'il soit conforme à leur propre demande, soit qu'il soit prononcé d'office par le ministre chargé de l'application de la présente loi.

Art. 31. — 1. Un instituteur attaché à une école communale

peut, sur la requête de l'inspecteur scolaire d'arrondissement, être suspendu pour un mois au plus par le bourgmestre et les échevins. Ceux-ci en donnent immédiatement connaissance au Conseil communal et à l'inspecteur scolaire de district en énonçant les motifs de la suspension.

2. La suspension n'entraîne pas diminution du traitement.

3. Elle peut pendant le temps pour lequel elle est prononcée être levée par le conseil communal.

Art. 32. — 1. Outre la manière déterminée dans les deux articles précédents, la suspension et la révocation peuvent être prononcées, sur la proposition de l'inspecteur scolaire de district par les Etats députés.

2. L'avant-dernier paragraphe de l'article 30 est applicable à cette révocation.

Art. 33. — 1. Le bourgmestre et les échevins, d'accord avec l'inspecteur scolaire d'arrondissement, pourvoient au soin provisoire des vacances qui se sont produites dans une école communale par suite de suspension, congé ou défaut.

2. Si, en ce qui concerne le directeur de l'école, le conseil communal n'a pas prévu de remplaçant dans les six mois de la vacance, les Etats députés y pourvoient après une enquête comparative préalable sur les aptitudes des candidats.

3. En cas d'empêchement provisoire, il est pourvu au service de la manière énoncée au paragraphe 1 du présent article.

4. La suspension d'instituteurs attachés à des écoles exclusivement entretenues par l'Etat et le soin de pouvoir provisoirement à la vacance dans ces écoles incombent au ministre chargé de l'application de la présente loi.

Art. 34. — Quand, dans une école communale, des jeunes gens, en possession de l'acte prévu dans l'art. 77 sous la lettre a sont admis comme élèves-instituteurs sur le pied de l'art. 8, ceux-ci sont, en cas de suspension, congé, empêchement ou défaut temporaire d'un instituteur de cette école, capables et obligés, sur la désignation du directeur, de remplir cette

vacance tant que ne s'est pas produite l'entente prévue dans le par. 4 de l'art. 33.

Art. 35. — 1. L'enseignement scolaire est organisé de façon à servir, par l'étude des sciences nécessaires et convenables, au développement des facultés intellectuelles de l'enfant et à son éducation dans toutes les vertus chrétiennes et sociales.

2. L'instituteur s'abstient de rien enseigner, faire ou permettre qui soit contraire au respect dû aux opinions religieuses de ceux qui pensent autrement.

3. L'instituteur qui, à ce point de vue, commet la faute de manquer à son devoir peut être suspendu par le Roi pour un an au plus, et, en cas de récidive, pour une période indéterminée, de sa capacité d'enseigner dans une école publique.

4. L'enseignement religieux est laissé aux ministres du culte.

Art. 36. — 1. Le ministre de l'Intérieur, chargé de l'application de la présente loi, juge les griefs qui peuvent s'élever contre l'emploi à l'école de certains livres d'études déterminés.

2. Sa décision est rendue publique dans le *Staatscourant* (*Journal officiel*).

3. L'instituteur qui fait emploi d'un livre d'études ainsi condamné reçoit défense du bourgmestre et des échevins de continuer à l'employer.

4. En cas de désobéissance, l'instituteur est révoqué.

Art. 37. — Il est défendu aux instituteurs, sous peine de congé, de faire le commerce ou d'exercer un métier ou une profession autres que donner l'enseignement.

Art. 38. — 1. Il leur est défendu, sous semblable peine, d'occuper des emplois ou charges ou de tolérer que, dans leur maison, il soit fait un commerce ou un métier ou exercé une profession par les membres de leur famille.

2. Dispense aussi bien de l'une que de l'autre prohibition peut être accordée par les Etats députés, l'inspecteur scolaire de district entendu.

3. Le congé, prévu dans cet article et les deux précédents,

est prononcé, soit par le Conseil communal sur proposition de l'inspecteur scolaire de district ou du bourgmestre et des échevins d'après les distinctions faites à l'art. 30 sous les lettres *b* etc, soit par les Etats députés suivant l'art. 30, soit par le ministre chargé de l'exécution de la présente loi pour les écoles exclusivement entretenues par le Royaume.

Art. 39. — Aux instituteurs, il est, dans les cas prévus par l'art. 40 et sous les conditions posées par les art. 43 et 44 de la présente loi, accordé une pension à la charge du Royaume.

Art. 40. — 1. Le droit à la pension est acquis par le congé obtenu après l'âge de 65 ans accomplis.

2. De même la pension est accordée à l'instituteur qui, après dix années de services, est, du chef de maladies de l'esprit ou du corps devenu inapte à l'accomplissement de sa fonction et a obtenu son congé et à l'instituteur qui est congédié à la suite de maladies de l'esprit ou du corps produites par l'une des causes mentionnées à l'art. 42 parag. 2, lesquelles maladies le rendent impropre désormais à l'accomplissement de sa fonction.

3. Un ci-devant instituteur dont l'emploi est supprimé après dix années de services acquiert le droit à la pension lorsque, à l'âge de 65 ans accomplis et plus, il est atteint de maladies de l'esprit ou du corps qui le rendent impropre à remplir la fonction d'instituteur.

4. Pour le temps de services entrent en considération tous les services justifiés avant ou depuis la mise en application de la présente loi :

En qualité d'instituteur dans une école publique à usage de l'enseignement primaire;

En qualité d'instituteur dans une école primaire privée ou dans une école normale privée pour la formation d'instituteurs du moment que ces emplois donnent droit à la pension ;

Dans une des autres fonctions qui, conformément à la loi sur les pensions civiles, viennent en considération pour le calcul d'une pension civile.

Art. 44. — 1. Aux instituteurs qui, à la suite de la suppression de l'école à laquelle ils étaient attachés en qualité de directeur ou d'instituteur adjoint, ou à la suite de la suppression de leur poste, sont congédiés et ne se trouvent pas dans les conditions voulues pour recevoir une pension, il est alloué un traitement d'attente à la charge du royaume.

2. Dans les traitements d'attente à verser aux instituteurs qui ne sont pas directeurs d'école, la commune indemnise l'Etat d'une somme égale au quart des revenus qui étaient attachés à la fonction remplie en dernier lieu par l'instituteur. Cette obligation cesse la 5^e année à compter du jour où commence le congé, si à ce jour l'instituteur n'avait pas encore atteint l'âge de 45 ans.

3. Le traitement d'attente pour l'instituteur qui au moment de son congé a un temps de services :

a) De moins de cinq années, est fixé aux 50/100^{es} des revenus attachés à sa fonction ;

b) De plus de cinq, mais de moins de dix années, aux 65/100^{es} de ces revenus ;

c) De dix années et plus, aux 80/100^{es} de ces revenus ;
en étant entendu que le traitement d'attente ne sera pas fixé à moins de 500 florins par an.

4. Par temps de services, dans le paragraphe précédent, il faut entendre le temps de services qui vient en considération pour la pension. Par revenus, dans le paragraphe précédent, il faut entendre la somme totale indiquée à l'art. 43, par. 2.

5. Le traitement d'attente tombe :

a) Si l'instituteur parvient à réunir les conditions voulues pour jouir d'une pension, à partir du jour où commence la pension ;

b) Si l'instituteur est nommé par le Royaume, la province ou la commune à une fonction dont les appointements égalent ou dépassent le montant du traitement d'attente ou s'il accepte pareille fonction qui ne lui est pas confiée par l'Etat, la province ou la commune, à partir du jour où la nomination prend date ;

c) Dès que l'instituteur qui a moins de cinq années de services

a joui de son traitement d'attente pendant une durée double de son temps de services ;

d) Dès que l'instituteur qui a plus de cinq, mais moins de dix années de services, a joui de son traitement d'attente pendant dix ans ;

e) Dès que l'instituteur qui a dix années de services et plus, mais moins de vingt années de services, a joui de son traitement d'attente pendant quinze ans.

6. Dans les cas prévus sous les lettres *d* et *e* du paragraphe précédent, le Roi se réserve la faculté d'attribuer de nouveau à l'instituteur un traitement d'attente, chaque fois pour une durée de cinq ans. Pour lors, le traitement d'attente est fixé pour la première fois aux deux tiers et les fois suivantes à la moitié du traitement d'attente primitif.

7. Lors d'acceptation d'une fonction qui lui est confiée ou non par le Royaume, la province ou la commune et dont les appointements sont inférieurs au traitement d'attente, le traitement d'attente est diminué du montant de ses appointements.

8. Pendant la durée de l'accomplissement d'une fonction qui lui est confiée pour un temps déterminé par le Royaume, la province ou la commune, le traitement d'attente est suspendu totalement ou partiellement, en application des par. 5 et 6.

9. Les traitements d'attente sont accordés en florins pleins. Les fractions d'un florin y entrent en compte pour un florin.

Art. 42. — 1. La pension comporte pour chaque année de services une soixantième partie du traitement annuel qui, pendant les douze derniers mois précédant le congé, a servi de base pour la détermination de l'apport mentionné dans l'article suivant, mais ne peut jamais dépasser les deux tiers de ce traitement annuel.

2. Par exception, à ce qui est déterminé dans le paragraphe précédent, la pension des instituteurs atteints d'infirmités de l'esprit ou du corps qui les rendent désormais impropres à remplir leur fonction est fixée aux deux tiers de ce traitement annuel,

du moment que ces infirmités sont la suite, soit de violences exercées contre eux dans l'exercice d'actes de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice, soit de l'accomplissement de tâches présentant un danger, soit d'accidents dans l'exécution de tâches où aucun danger n'était à prévoir, si l'accident qui a occasionné les infirmités n'est pas imputable à la faute ou à l'imprudence de l'instituteur. Le droit à cette pension disparaît toutefois s'il s'est écoulé un intervalle de plus de deux ans entre le jour où ces infirmités, comme elles sont prévues en ce paragraphe, se sont produites et celui où l'instituteur a reçu son congé.

Art. 43. — 1. Il est payé chaque année par les instituteurs, comme apport à leur pension, 2 0/0 du traitement annuel attaché à leur fonction.

2. Le traitement annuel est calculé de façon à comprendre ce que l'instituteur, placé à la tête d'une école, reçoit sur la base de l'art. 26, par. 6 de la présente loi. Le montant de ces revenus est fixé par les Etats députés. Le traitement annuel des instituteurs-hommes, visé dans le par. 8 de l'art. 26, est calculé de façon à comprendre la participation mentionnée dans ce texte légal.

3. En cas de diminution du traitement, l'apport prévu dans le par. 1 du présent article est perçu sur la somme qui a servi en dernier lieu de base à la contribution, à moins que l'intéressé ne puisse choisir le contraire et qu'il n'en fasse la déclaration par écrit à l'administration communale dans les deux mois après qu'il a eu connaissance de cette diminution.

4. L'apport prévu dans le par. 1 n'est pas payé par les instituteurs qui passent dans le courant de l'année de l'enseignement privé à l'enseignement public pour la partie de l'année pendant laquelle ils sont en activité dans ce dernier enseignement.

5. L'apport est fait en faveur du Royaume, perçu par les soins de l'administration communale et versé au Trésor public.

Art. 44. — Les dispositions des art. 8, 9, par. 2, 3 et dernier, 12 par. 3, 18 jusqu'à 31 inclusivement de la loi sur les pensions

civiles sont applicables aux pensions des instituteurs. En même temps est applicable l'art. 5 de cette loi, avec cette interprétation toutefois que les médecins visés dans le par. 2 sont nommés par le bourgmestre de la résidence de l'intéressé.

Art. 45. — 1. Les art. 6, 26, 28 par. 1, et 37-44 ne s'appliquent pas aux instituteurs des écoles publiques uniquement chargés de l'enseignement d'une ou plusieurs des matières mentionnées à l'art. 2 sous les lettres *h, i, k, q, r, r^{bis}* et *t*.

2. Les art. 26 et 37-44 ne s'appliquent pas aux instituteurs des écoles publiques qui enseignent exclusivement l'une des deux ou les deux matières mentionnées à l'art. 2 sous les lettres *j* et *s*, ou bien y ajoutent l'enseignement d'une ou plusieurs des matières mentionnées à l'art. 2 sous les lettres *h, i, k, q, r, r^{bis}* et *t*.

III. — Des frais de l'enseignement.

Art. 46. — Chaque commune pourvoit aux frais de son enseignement primaire pour tout ce qui n'est pas à la charge d'autres ou qui n'est pas couvert d'une autre manière.

Art. 47. — Ces frais sont :

- a) Les traitements annuels des instituteurs ;
- b) L'indemnité versée aux instituteurs situés à la tête des écoles pour défaut de logement gratuit et la participation prévue au par. 8 de l'art. 26 ;
- c) Les suppléments et les subventions pour la formation des instituteurs ;
- d) Les dépenses en faveur de l'enseignement de répétition ;
- e) Celles faites pour la fondation et l'entretien ou pour la location des bâtiments scolaires et des maisons d'instituteurs ;
- f) Celles faites pour la fourniture et l'entretien des meubles scolaires et des livres scolaires, instruments d'études et nécessités scolaires ;
- g) Celles faites pour l'éclairage, le chauffage et le bon état des locaux scolaires ;

h) Celles de la surveillance scolaire locale, y compris les Commissions pour la fréquentation scolaire, et de l'enquête comparative ;

i) Celles faites pour les bibliothèques scolaires, récompenses et distinctions honorifiques.

Art. 48. — 4. Le royaume accorde à la commune pour chaque année d'exercice une subvention :

1^o *a)* Pour chaque directeur d'école et pour chacun des instituteurs qui assistent le directeur de l'école, pour autant que cette assistance est obligatoire en vertu de l'art. 24, du traitement annuel minimum auquel ils peuvent prétendre d'après l'art. 26 ;

b) Si le personnel enseignant dépasse le minimum d'instituteurs fixé par l'art. 24 : Pour les écoles de plus de 24 et moins de 41 élèves, pour un instituteur, du minimum du traitement annuel auquel il peut prétendre d'après l'art. 26 ;

Pour les écoles de plus de 40 et moins de 310 élèves, de 260 florins pour un instituteur ;

Pour les écoles de 310 élèves et plus, de 260 florins par instituteur, pour deux instituteurs au plus ;

Toutefois, si l'enseignement comprend, outre les matières *a*, *k*, encore au moins deux des matières énumérées sous les lettres *l*, *m*, *n* et celle mentionnée sous la lettre *p* de l'art. 2, la subvention est :

Pour les écoles de 90 élèves ou moins de 310 florins pour un instituteur ;

Pour les écoles de 91 jusqu'à 199 élèves inclusivement de 310 florins par instituteur, pour deux instituteurs au plus ;

Pour les écoles de 200 élèves et plus, de 310 florins par instituteur, pour trois instituteurs au plus ;

c) Pour chacun des instituteurs-hommes visés sous les lettres *a* et *b* qui assistent le directeur de l'école, du moment qu'ils ont atteint l'âge de 28 ans et qu'ils sont soit mariés, soit veufs avec des enfants mineurs habitant avec eux, de 25 florins.

Si les subventions comprises sous les lettres *b* et *c* sont dues

pour des fractions d'année, l'année est fixée pour le calcul à 360 jours et le mois à 30 jours. Si dans le calcul du nombre obligatoire d'instituteurs d'après la mesure de l'art. 24, sont compris des élèves au dessous de 6 ans, le nombre obligatoire d'instituteurs est calculé, pour la fixation de la subvention visée sous la lettre *a*, comme il le serait si ces élèves avaient été laissés de côté. De même pour le calcul de la subvention, visée sous la lettre *b*, les élèves de moins de 6 ans sont laissés de côté.

2° De 25 0/0 des frais de fondation, de reconstruction et d'achat de locaux scolaires, pour autant qu'ils ne sont pas à la charge d'autres ou qu'ils ne sont pas fournis autrement. Si pour la fondation de locaux scolaires, il est employé un terrain qui est la propriété de la commune, la valeur de ce terrain sera fixée par trois experts aux frais de la commune. 25 0/0 de cette valeur lui seront retournés, auxquels elle aura droit dans l'année où les locaux scolaires seront achevés.

2. Pour les subventions mentionnées sous le 1°, ne viennent pas en considération les écoles où le produit des rétributions scolaires fournit un revenu moyen de 80 florins ou plus par élève et par an.

3. Pour le calcul de ce revenu, on prend pour base le nombre d'élèves d'après lequel, suivant la mesure établie dans l'art. 24, est réglé le nombre des instituteurs.

4. Pour les subventions mentionnées sous le 1° ne viennent pas davantage en considération les écoles où, par suite d'une vacance dans le personnel enseignant, il s'écoule, entre le moment où elle se produit et celui de l'acceptation de la fonction par le successeur un temps de plus de six mois, s'il s'agit du directeur d'école, et de quatre mois, s'il s'agit des autres instituteurs.

5. S'il n'est pas satisfait au vœu exprimé dans le paragraphe précédent, le roi peut, en certaines circonstances, accorder dispense de cette obligation pour un temps déterminé, du moment que l'administration communale lui adresse une requête à cet

effet avant la fin de l'année suivant celle où la vacance aurait dû être remplie

6. Des prescriptions pour l'exécution de ces dispositions seront édictées par mesure générale d'administration, en tenant compte du principe que, sauf complément au remboursement après la fin de l'année d'exercice, le versement de la subvention a lieu :

a) Par avance :

Pour celle déterminée sous 1^o a d'après le nombre des instituteurs qui, suivant ce qui a été établi par les art. 23 et 24, doivent être attachés à l'école ;

Pour celle déterminée sous 1^o b et c, pour autant que le nombre de ces instituteurs attachés à l'école au 1^{er} janvier de l'année de services entre en considération pour cette subvention ;

b) En concordance avec les termes de paiement ou après que le droit a été obtenu pour celle visée sous le 2^o.

Art. 49. — 1. Le Royaume octroie à la commune pour chaque année d'exercice, en tenant compte de ce qui est déterminé au parag. 2 de cet article, une participation de 30 cents par heure de classe dans la rétribution à verser aux instituteurs pour la fourniture de l'enseignement de répétition ; du moment que :

1^o Cet enseignement est donné par autant d'instituteurs en possession de certificats de capacité qu'il comprend de branches où l'obtention d'actes légaux de capacité est possible ; et

2^o Pour autant que cet enseignement comporte des branches où il n'est pas possible d'obtenir d'actes légaux de capacité, qu'il est donné par des instituteurs nommés après y avoir été habilités par l'inspecteur scolaire d'arrondissement. Cette habilitation est-elle refusée, il est permis d'en appeler de la décision de l'inspecteur scolaire d'arrondissement auprès de l'inspecteur scolaire de district.

2. La subvention prévue par cet article est accordée pour un maximum de 192 heures de leçons par école et par an, à moins que le nombre d'heures de leçons qui peuvent entrer en considé-

ration pour une subvention nationale ne soit fixé à un chiffre plus élevé par les Etats députés, l'inspecteur de l'enseignement primaire entendu. Ce maximum ne peut dépasser le total de 384 heures de leçons par école et par an.

3. Le Roi donnera par mesure générale d'administration, des prescriptions pour l'exécution de ces dispositions.

Art. 50. — 1. Comme contribution aux frais qui restent à la charge de la commune, il est perçu pour chaque enfant fréquentant l'école, exception faite de ceux qui sont assistés par la caisse des pauvres et de ceux qui bien que non assistés, sont indigents, une rétribution scolaire d'au moins 20 cents par mois.

2. Les moins fortunés ne sont soumis que pour partie à ce prélèvement si la rétribution scolaire est égale pour tous les enfants de la même classe.

3. Le Roi peut, par une décision motivée, le Conseil d'Etat entendu, exempter une commune de l'obligation de prélever une rétribution scolaire. Le retrait de cette exemption s'opère de la même façon.

4. L'introduction, la modification ou la suppression de cette rétribution scolaire a lieu en tenant compte des art. 232-236 de la loi du 29 juin 1851, avec cette signification que l'approbation royale ne pourra être refusée à la décision de prélèvement que par un décret motivé, le Conseil d'Etat entendu.

5. La perception en sera réglée par une décision locale conforme aux dispositions des art. 258-262 de ladite loi.

6. Si la rétribution scolaire, sauf pour autant qu'il s'agit des cas mentionnés au par. 2 du présent article et à l'art. 52, n'est pas égale pour tous les enfants de la même classe, les art. 264-266 de ladite loi telle qu'elle a été modifiée par la loi du 28 juin 1881 sont applicables, étant entendu que la rétribution scolaire ne pourra pour aucun enfant, dépasser la part qui est jugée rester à la charge de la commune dans l'instruction de cet enfant.

Art. 51. — L'administration communale favorise autant que

possible la fréquentation scolaire des enfants des assistés de la caisse des pauvres, des indigents et des moins fortunés.

Art. 52. — 1. A moins qu'il n'en soit décidé autrement par une réglementation faite en vertu du dernier paragraphe de l'art. 16, la rétribution scolaire ne comporte rien de plus pour les enfants des autres communes que pour les enfants de la commune qui perçoit.

2. Pour deux ou plusieurs enfants d'une même famille, allant en même temps à l'école, le montant de la rétribution scolaire peut être abaissé à un chiffre moindre qu'il ne l'aurait été, calculé pour chacun en particulier.

Art. 53. — Si le Roi juge, les Etats députés entendus, qu'une commune par suite des dépenses exigées par l'organisation convenable de son enseignement primaire, est surchargée d'une manière déraisonnable vu ses moyens et ses autres dépenses, il peut lui accorder des subsides temporaires de la caisse du Royaume. La décision royale motivée y tendant sera rendue publique dans le *Journal Officiel*, accompagnée de l'avis des Etats députés.

Art. 54. — 1. Les plans et les autorisations de la construction et de la reconstruction d'écoles et de maisons d'instituteurs, pour les frais desquelles il est accordé à la commune, conformément à l'art. 53 un subside temporaire de la caisse du Royaume doivent recevoir l'approbation du ministre chargé de l'exécution de la présente loi; celui-ci décide, l'inspecteur scolaire de district entendu.

2. Dans tous les autres cas, les plans sont soumis à l'approbation de l'inspecteur scolaire de district. Au cas où celui-ci fait difficulté pour accorder son approbation, on peut s'en référer à la décision du ministre chargé de l'exécution de la présente loi.

TITRE III

De l'enseignement privé.

Art. 55. — 1. Pour donner l'enseignement privé, il faut posséder :

- a) Un acte de capacité ;
- b) Un certificat semblable à celui qui est mentionné à l'art. 28 sous la lettre *b* et auquel l'avant-dernier et le dernier paragraphe dudit article sont applicables ;
- c) Une attestation que ces deux pièces ont été vues et reconnues en règle par le bourgmestre et les échevins de la commune où l'enseignement sera donné.

2. Les bourgmestre et échevins en informent l'inspecteur scolaire de district.

Art. 56. — 1. Les bourgmestre et échevins se prononcent expressément sur la délivrance de l'attestation mentionnée sous la lettre *c* du précédent article dans les quatre semaines à compter du jour où la demande a été faite pour l'obtenir.

2. De cette décision ou lorsqu'aucune décision n'a été, dans ce délai, notifiée à l'intéressé, il est permis de recourir aux Etats députés.

3. Au cas de rejet du recours par les Etats députés ou si dans le délai de six mois après l'introduction du recours leur décision n'a pas été portée à la connaissance de l'intéressé, on peut en appeler devant le Roi.

Art. 57. — 1. L'instituteur qui, en donnant l'enseignement scolaire ou familial privé, répand des doctrines contraires aux bonnes mœurs ou excitant à la désobéissance aux lois du pays peut, sur la proposition du bourgmestre et des échevins ou de l'inspecteur scolaire du district, se voir enlever par les Etats députés son aptitude à donner l'enseignement.

2. Cette disposition est également applicable à l'instituteur qui se rend coupable d'une conduite scandaleuse.

Art. 58. — 1. L'instituteur qui dirige les leçons d'une école est censé se trouver à sa tête.

2. Il doit avoir accompli l'âge de 23 ans et posséder le grade d'instituteur en chef.

3. Il est accordé dispense de ces conditions lors d'emploi temporaire, pourvu que ne soit pas supérieur à six mois le temps où un instituteur, qui ne possède pas l'âge requis ou le rang d'instituteur en chef, se trouve à la tête d'une école.

4. Dans les écoles primaires privées, l'enseignement peut être donné dans les mêmes branches que dans les écoles publiques.

Art. 59. — 1. Le royaume accorde pour chaque année d'exercice aux directions des écoles primaires privées une subvention d'après la même mesure que celle qui est admise par l'art. 48 sub. 1^o pour la commune en faveur de l'école primaire publique, pourvu :

1^o Que l'école se trouve sous la direction d'une institution ou d'une association qui possède la personnalité juridique ;

2^o Que le plan d'études soit communiqué à l'inspecteur scolaire d'arrondissement et que l'enseignement comprenne les matières mentionnées dans l'art. 2 sous les lettres *a* — *i*, comme aussi *k*, à moins que, en ce qui regarde cette dernière matière, il n'apparaisse que les enfants fréquentant l'école y reçoivent ailleurs un enseignement satisfaisant ;

3^o Que l'enseignement soit donné durant au moins vingt heures par semaine, dont deux heures au plus dans la matière mentionnée sous la lettre *k* de l'art. 2, suivant un plan d'heures de leçons communiqué à l'inspecteur scolaire d'arrondissement et suspendu à une place visible dans une des classes, où sont mentionnés en même temps les jours de fêtes et les temps de vacances ;

4^o Que le nombre des instituteurs satisfasse aux vœux exprimés pour les écoles publiques dans les art. 23 et 24, le troisième paragraphe excepté, et qu'aucun instituteur ne soit nommé provisoirement pour plus d'un an ;

5° Que le directeur de l'école et les instituteurs qui assistent le directeur de l'école, pour autant que cette assistance est obligatoire, d'après l'art. 24, en tenant compte de ce qui est déterminé sous le 4°, jouissent d'un traitement annuel et d'une participation aux frais de logement au moins égaux aux sommes auxquelles, suivant l'art. 26 de la présente loi, les instituteurs publics ont droit ;

6° Que les instituteurs soient en possession d'un acte de nomination signé par la direction de l'école et mentionnant : les nom et prénoms du titulaire, la détermination si la nomination est faite pour un temps ferme ou pour quelle durée, le traitement, le montant de la participation prévue sous le 5° de cet article, les dispositions en rapport avec l'accomplissement des devoirs de milice par les instituteurs, la réglementation en prévision du cas de longue maladie, une disposition concernant le terme réciproque de résiliation, ainsi que les conditions ci-après à établir par mesure générale d'administration ;

7° Que les instituteurs nommés pour un temps ferme ou déterminé qui, avant d'avoir atteint l'âge de 65 ans ou d'avoir accompli le temps pour lequel ils étaient nommés, se sont retirés autrement que sur leur propre demande, puissent en appeler de ce congé auprès d'une Commission, au jugement de laquelle la direction de l'école a à se soumettre. Ce recours doit être introduit par écrit auprès du président de la Commission dans les dix jours après que le congé aura été porté par écrit à la connaissance de l'instituteur. Pendant le délai de l'appel, l'instituteur continue à jouir de son traitement annuel. La Commission d'appel doit étendre sa sphère d'action au moins à douze écoles privées, qui usent du droit de recevoir les subventions du royaume prévues dans cet article, à moins que la loi n'établisse un chiffre moins élevé dans des cas particuliers. Elle doit comprendre sept membres dont trois membres sont choisis par les directions et trois membres par le personnel des écoles visées dans la phrase précédente, pendant que ces six membres choisissent le septième

membre, en même temps président. Les membres de cette Commission ne peuvent siéger dans aucune direction ni faire partie du personnel d'aucune école primaire.

2. Pour cette subvention, ne viennent pas en considération les écoles privées :

a) Dont le nombre d'élèves au dessus de 6 ans qui sont reconnus fréquenter réellement l'école, calculé suivant la mesure mentionnée dans l'art. 24, est inférieur à 25, étant entendu qu'une école qui jouit déjà d'une subvention d'après cet article, mais dont le nombre d'élèves descend au dessous de 25, ne perd pas de ce chef cette jouissance pendant trois années consécutives, du moment qu'en aucune année le nombre ne descend au dessous de 20 ;

b) Où le produit des rétributions scolaires donne un revenu moyen de 80 florins ou plus par élève et par an ;

c) Quand, lors de vacance dans le personnel enseignant, il s'écoule entre le moment où elle se produit et l'acceptation de sa fonction, par celui qui y est nommé, un temps supérieur : en ce qui concerne le directeur de l'école, à six mois, et en ce qui concerne les autres instituteurs, à quatre mois, sauf la disposition de l'avant-dernier paragraphe de cet article ;

d) Dont il apparaît qu'elles sont tenues comme un métier lucratif.

3. Pour le calcul de ce qui est mentionné sous la lettre *b*, on suivra la prescription donnée à cet égard par l'art. 48.

4. Les directions sont tenues de fournir au ministre chargé de l'exécution de la présente loi et aux Etats députés de la province où l'école est établie tous les éclaircissements souhaités en rapport avec les lettres *a-d*, mentionnés dans le 2^e paragraphe de cet article, et cela, sous peine de perdre le droit à la subvention.

5. En outre, il est accordé par le royaume pour chaque année d'exercice aux directions des écoles primaires privées qui viennent en considération pour une subvention en vertu du paragraphe premier de cet article :

A) Une subvention pour la participation dans les frais effectués afin de pouvoir à la nécessité de locaux pour écoles :

De 40 élèves et moins	46 fl.	
» 41 à 90 élèves.	75 »	325
» 91 à 144 élèves.	135 »	125
» 145 à 199 élèves.	197 »	80
» 200 à 254 élèves.	261 »	05
» 255 à 309 élèves.	324 »	30
» 310 à 364 élèves.	387 »	55
» 365 à 419 élèves.	450 »	80
» 420 à 474 élèves.	514 »	05
» 475 à 529 élèves.	577 »	30
» 530 élèves et plus	640 »	55

du moment qu'il est satisfait aux règles établies par mesure générale d'administration aussi bien dans l'intérêt de la santé que de celui de l'enseignement pour la construction et l'aménagement des locaux, comme aussi en ce qui regarde le nombre d'enfants qui peuvent y être admis.

B) Une subvention pour les frais d'enseignement de répétition suivant la même échelle et dans les mêmes conditions qu'elle est concédée par l'art. 39 aux communes en faveur de cet enseignement.

6. Des subventions, calculées conformément au premier paragraphe, il est déduit le montant du traitement annuel minimum de l'instituteur qui :

1^o Tient un commerce ou exerce un métier ou une charge, hormis donner l'enseignement ; ou

2^o Remplit des emplois ou des fonctions non confessionnels ou tolère que dans sa maison il soit exercé par les membres de la famille un commerce ou un métier ou quelque charge, hormis donner l'enseignement, à moins que les Etats députés n'aient accordé la permission, l'inspecteur scolaire de district entendu.

7. Chaque année dans le mois de janvier la direction qui réclame conformément au présent article, son droit aux subsides

de l'Etat pour l'année précédente, envoie aux Etats députés de la province où l'école est établie une demande y tendant, accompagnée :

a) Des quittances de salaires délivrées par les instituteurs visés dans le premier parag. sous le 5^o.

b) D'une déclaration des instituteurs attachés à l'école qu'il est satisfait aux prescriptions du premier par. 6^o et 7^o.

8. Ceux-ci décident avant le 1^{er} mai qui suit si l'école satisfait aux exigences et conditions posées dans cet art. pour la délivrance des subventions du royaume demandées, déterminent le montant de ces subventions du royaume et communiquent leur conclusion sans délai au Ministre chargé de l'exécution de la présente loi, comme aussi à l'inspecteur de l'enseignement primaire, sous la juridiction duquel l'école est située et à la direction qui a fait la demande.

9. Dans les trente jours francs à partir de la date de cette décision, il peut en être appelé devant le Roi par le Commissaire royal dans la province et par l'inspecteur et la direction visés dans le parag. précédent.

10. La somme à laquelle la direction pourrait prétendre serait alors fixée par décision définitive du Roi.

11. Quand une direction n'a pas satisfait à la condition contenue dans le 2^e parag. sous la lettre c du présent art. et qu'elle en a donné connaissance à l'inspecteur scolaire de district au moment où la vacance aurait dû être remplie, le Roi peut accorder dispense de cette condition, si dans le mois de janvier après la fin de l'année ordinaire elle lui présente une supplique y tendant et s'il lui paraît qu'il n'a pas été possible par force majeure et malgré l'offre d'un traitement annuel convenable de remplir la vacance dans les délais fixés. La direction envoie alors la demande prévue dans le 7^e par. de cet art., dans le mois qui suit la date de la décision royale, aux Etats députés qui statuent dans les trois mois à son sujet.

12. Des prescriptions pour l'application du présent art. comme

aussi des règles concernant la composition et l'action de la commission d'appel prévue par le premier paragraphe sous le 7° seront données par mesure générale d'administration.

Art. 60. — 1. Aux instituteurs attachés à des écoles privées dont le plan d'études, en ce qui regarde les matières dans lesquelles et les heures par semaine durant lesquelles l'enseignement est donné, est d'accord avec ce qui est déterminé à ce sujet dans l'art. 59, par. 1, comme aussi aux instituteurs attachés à des écoles normales privées pour la formation d'instituteurs, il est accordé à la charge du royaume une pension dans les cas indiqués dans l'art. 61 et suivant les règles déterminées par les art. 62 jusqu'à 72 inclusivement.

2. En cas de doute si une école satisfait à ce qui est déterminé dans le paragraphe précédent, il est statué par le Roi sur ce point.

3. Parmi les instituteurs visés dans le premier par., ne sont pas compris ceux qui se trouvent à la tête d'une école dirigée pour leur propre compte.

Art. 61. — 1. Le droit à la pension est acquis après avoir obtenu son congé comme instituteur à l'âge de 65 ans accomplis.

2 La pension de l'art. précédent est également accordée à celui qui après dix années de services est impropre à remplir sa fonction du chef d'infirmités du corps ou de l'esprit et qui a obtenu son congé et à l'instituteur qui s'est retiré après avoir gagné, à la suite de l'une des causes mentionnées dans l'art. 63, par. 2 des infirmités du corps ou de l'esprit qui le rendent impropre à remplir sa charge à l'avenir.

3. De même ont droit à la pension après une période de dix années de services, dès qu'ils ont atteint l'âge de 65 ans ou plus, lorsqu'ils ont gagné des infirmités de l'esprit ou du corps qui les rendent impropres à remplir la fonction d'instituteur :

a) Les instituteurs attachés à une école privée qui cesse de satisfaire aux exigences formulées dans l'art. 60 par. 1;

b) Les instituteurs qui passent à une autre école dont il n'est pas établi à l'époque de cette mutation qu'elle ne satisfait pas aux exigences formulées dans l'art. 60 par. 1 ;

c) Les ci-devant instituteurs dont l'emploi est supprimé ; et

d) Les ci-devant instituteurs qui dans l'année qui suit la perte de leur emploi viennent à se trouver expressément comme instituteurs à la tête d'une école privée ou d'une école normale dirigée pour leur propre compte.

Art. 62. — 1. Le droit à la pension se perd si l'instituteur :

1° Reçoit son congé sur sa propre demande, sauf aux cas prévus par l'art. 61 ;

2° Ou ne verse plus les contributions dues dans les cas visés par l'art. 70, 3^e et dernier paragraphes, durant trois années consécutives ou pendant un total de cinq ans ;

3° Ou est destitué par décision judiciaire de l'exercice de sa fonction ou perd par déclaration des Etats députés la capacité de donner l'enseignement ;

4° Ou est congédié du chef de mauvaise conduite, immoralité, négligence outrée ou omission de ses devoirs.

2. Néanmoins, le Roi se réserve le droit d'attribuer dans un des cas visés sous le 4^o à un ci-devant-instituteur un supplément à la charge du Royaume.

3. Ce supplément ne peut pas dépasser la somme à laquelle l'intéressé aurait eu droit par application de l'art. 63, premier paragraphe, s'il avait été pensionné au moment de son congé.

Art. 63. — 1. La pension comporte pour chaque année de service, qui vient en considération suivant l'art. 64, la 60^e partie de la base de pension moyenne sur les cinq dernières années, mais ne peut jamais dépasser les deux tiers de cette base moyenne.

2. Par exception à ce qui est déterminé dans le parag. précédent, la pension des instituteurs atteints d'infirmités de l'esprit ou du corps qui les rendent impropres à l'accomplissement futur de leur charge est fixée aux deux tiers de leur dernière base de pension, du moment que ces infirmités sont la suite soit

de violences commises contre eux dans l'exercice d'actes de leur état ou à l'occasion de cet exercice, soit de l'accomplissement de services où du danger était à prévoir, soit d'accidents dans l'exécution de services où n'était à prévoir aucun danger, si l'accident qui a occasionné les infirmités ne doit pas être imputé à la faute ou à l'imprudence de l'instituteur. Le droit à cette pension tombe cependant s'il s'est écoulé un temps supérieur à deux ans entre le jour où des infirmités comme celles visées dans ce paragraphe sont arrivées et celui où l'instituteur a obtenu son congé.

Art. 64. — 1. Viennent en considération comme temps de services, sans préjudice de ce qui est déterminé dans l'art. 72, les années complètes pour lesquelles la contribution mentionnée dans l'art. 69 est payée ou retenue sur la pension.

2. De plus, viennent en considération les services fournis comme instituteurs à une école publique en faveur de l'enseignement primaire, pour autant qu'ils donnent droit à la pension, comme aussi tous les autres services qui suivant la loi sur les pensions civiles viennent en considération pour le calcul d'une pension civile.

Art 65. — 1. Chaque année avant le 1^{er} février, ceux qui administrent ou qui tiennent des écoles du genre de celles prévues dans l'art. 60, font aux inspecteurs scolaires de district la déclaration des noms, prénoms et dates de naissance des instituteurs attachés au 1^{er} janvier de l'année à l'institution, qui tombent sous l'application de l'art. 60 comme aussi, au cas où leur salaire consiste exclusivement en un traitement annuel ou un supplément ferme en argent, de son montant au dernier jour indiqué. La jouissance d'une demeure ou d'un logement gratuit est considérée comme traitement annuel en argent et estimé à une somme de 150 florins.

2. Les intéressés qui font connaître à ce sujet leur désir avant le 15 février à l'inspecteur scolaire de district, reçoivent, chacun en ce qui le concerne, communication des déclarations faites.

Art. 66. — 1. En tenant compte de ce qui est déterminé par le présent article et les deux articles suivants, le ministre, chargé de l'exécution de la présente loi, établit, pour chaque instituteur qui, au 1^{er} janvier, se trouve attaché à une des écoles visées dans l'art. 60 et à dater de ce jour ou qui y a été nommé au cours de l'année précédente, la base de la pension et en donne connaissance avant le 1^{er} mai à ceux qui administrent ou tiennent l'école, lesquels sont obligés de leur côté de donner communication, avant le 1^{er} juin, de cette notification aux instituteurs, chacun en ce qui le concerne.

2. Chaque année les bases des pensions seront examinées en vue des déclarations prévues dans l'art. 65.

3. Une base une fois établie ne peut être abaissée ou supprimée, quand l'instituteur en possède plus d'une, que si une demande, motivée par une diminution de revenus ou la suppression d'une des fonctions remplies, est adressée avant le 1^{er} février par l'intéressé ou en son nom au ministre chargé de l'exécution de la loi.

4. En cas d'augmentation de la base, les dispositions énoncées dans le premier paragraphe reçoivent leur application.

5. Le ministre susnommé suit pour la fixation, l'augmentation ou l'abaissement de la base de la pension les déclarations visées dans l'art. 65, sauf ce qui est déterminé dans l'art. 67 et dans l'art. 68.

Art. 67. — 1. Pour les instituteurs dont le salaire ne consiste pas exclusivement en un traitement annuel ou un supplément ferme en argent, la jouissance d'une habitation ou d'un logement gratuits mise à part, il est pris comme base unique des pensions par le ministre chargé de l'exécution de la présente loi :

a) Pour chaque directeur d'une école de :

199 élèves et moins : 900 florins ;

200 à 309 élèves inclusivement : 1.200 florins ;

310 à 419 élèves inclusivement : 1.500 florins ;

420 élèves et plus : 1.800 florins ;

Pour le calcul du nombre d'élèves, on s'en rapporte à la situation au 15 janvier; une diminution du nombre d'élèves n'entraîne aucune modification dans une base de pension déjà établie.

b) Pour chacun des instituteurs qui assistent un des chefs d'école visés sous la lettre *a*: 600 florins, et pour chacun de ces instituteurs qui ont accompli l'âge de 23 ans et possèdent le titre d'instituteur en chef ou qui profitent de la dispense prévue dans l'art. 7 dernier paragraphe: 800 florins.

c) Pour chaque directeur d'une école normale privée: 3.000 florins.

d) Pour chacun des autres instituteurs d'une école visée sous la lettre *c*: 800 florins et pour chacun de ceux qui possèdent le titre d'instituteur en chef ou profitent de la dispense prévue dans l'art. 7, dernier paragraphe: 4.200 florins.

2. Les sommes indiquées sous les lettres *b* et *d* sont diminuées de moitié pour ceux qui ont coutume de donner aux écoles visées par l'art. 60 moins de 15 heures de classes par semaine.

3. Les déclarations selon l'art. 65 mentionnent, dans les cas y donnant lieu, les particularités requises pour l'application des prescriptions édictées ici.

Art. 68. — Le ministre chargé de l'application de la présente loi, peut, en cas de doute sur l'exactitude des déclarations prévues dans l'art. 65, par exception à ce qui est déterminé à la fin de l'art. 66, établir, même pour d'autres instituteurs que ceux visés dans le précédent article, la base unique de pension d'après les sommes y indiquées.

Art. 69. — 1. Comme contribution pour la pension il est dû annuellement par les instituteurs exerçant leurs fonctions dans des écoles primaires privées, deux pour cent et par ceux exerçant leurs fonctions dans des écoles normales privées, trois pour cent de la somme prise comme base de pension.

2. Si un instituteur perd ses fonctions dans le courant de l'année, il n'en doit pas moins la contribution sur l'année entière.

Art. 70. — 1. La somme totale des contributions pour la pension due pour l'année courante sera communiquée avant le 1^{er} mai à l'administration ou au directeur, par le ministre chargé de l'exécution de la présente loi, pour le personnel enseignant qui était attaché à l'école au 1^{er} janvier.

2. Pour autant que n'a pas été portée en compte la contribution de l'Etat visée dans l'art. 12 ou dans l'art. 59, cette somme sera versée dans la caisse du Royaume avant le 1^{er} octobre par l'administration ou le directeur. Le ministre susnommé donnera connaissance aux instituteurs intéressés de cette liquidation ou de ce versement.

3. Si le versement n'est pas fait à temps, le ministre chargé de l'exécution de la présente loi en donne connaissance à l'instituteur intéressé qui peut alors, du moins jusqu'au 1^{er} décembre, verser lui-même la contribution pour la pension.

4. Un instituteur reçoit il, dans le courant de l'année, sa retraite dans les cas prévus par l'art. 61, par. 1 et 2, la contribution à la pension est retenue, pour autant qu'il n'a pas été fait de paiement dans la situation antérieure, pour l'année entière sur sa pension. Sont retenues également sur sa pension les contributions à la pension qui ne sont pas encore payées pour les années qui restent sans influence, suivant l'art. 63, sur la fixation du montant de la pension.

5. L'instituteur pour qui il est établi plus d'une base de pension et qui, au cas de suppression d'une de ses fonctions, n'a pas fait usage de la faculté accordée dans l'art. 66, 3^e par., est censé appartenir, en ce qui concerne les contributions pour la base correspondante à la fonction abandonnée, au nombre de ceux auxquels est applicable le par. 3.

Art. 71. — Les dispositions des art. 9, 2^e, 3^e et dernier par., 18 jusqu'à 31 inclusivement de la loi sur les pensions civiles sont applicables aux pensions des instituteurs visés dans l'art. 60, avec cette signification que les instituteurs sont censés dépendre dans leurs fonctions du département des affaires intérieures. De

même est applicable l'art. 5 de cette loi, avec cette signification, cependant, que les médecins visés dans le par. 2 sont nommés par le bourgmestre de la résidence de l'intéressé.

Art. 72. — 1. Pour les instituteurs qui, au 1^{er} janvier 1906, seront attachés à des écoles publiques ou à des écoles comme celles visées dans l'art. 60, les services valables pour la pension suivant les dispositions antérieurement énoncées accomplis avant cette date en qualité d'instituteur attaché à une école primaire privée ou à une école normale privée, viendront en considération comme temps de services uniquement si ces instituteurs se sont avant le 1^{er} janvier 1908 engagés par écrit à payer la contribution dûe pour cela.

2. Cette contribution est fixée à deux pour cent du montant total des traitements annuels dont ils sont censés avoir joui avant le 1^{er} janvier 1906. Le nombre d'années qui sera pris en considération pour cela et pour le calcul de la pension sera déterminé uniquement par le ministre chargé de l'exécution de la présente loi.

3. Le traitement annuel dont ils sont censés avoir joui durant chacune de ces années comporte pour les directeurs d'école privées : neuf cents florins et pour les instituteurs adjoints à ces écoles : six cents florins, pour les directeurs d'écoles normales privées : 1.200 florins et pour les autres instituteurs de ces écoles ; 700 florins.

4 Le ministre chargé de l'exécution de la présente loi donnera connaissance à l'intéressé par lettre signée du montant de la contribution à payer par lui.

5 La contribution sera soldée soit en une fois, soit en dix termes annuels d'égale importance. Le paiement en une fois aura lieu expressément au 31 décembre 1908. Pour le paiement des termes, le premier terme sera soldé expressément au 31 décembre 1908 et chacun des termes suivants expressément au 31 décembre de chaque année suivante.

6. Au cas où il ne sera pas satisfait à temps à la disposition

du paragraphe précédent, les services visés dans le parag. 1 de cet article ne viendront pas en considération comme temps de services.

7. Les termes de la contribution déjà versés ne seront pas remboursés.

8. Si un instituteur qui a pris l'engagement visé dans le paragraphe premier de cet article reçoit une pension avant que la contribution soit soldée, cette contribution ou ce qui en reste à payer sera retenu sur la pension en dix fractions égales.

9. Pour les instituteurs qui, au 1^{er} janvier 1906, ne sont pas attachés à des écoles publiques ou à des écoles remplissant les conditions énoncées dans l'art. 60, mais qui plus tard se trouvent replacés dans des semblables fonctions, les dispositions des par. 1, 2, 3, 4, 7 et 8 du présent article seront applicables, si dans les trois mois de leur rentrée en fonctions, ils se sont engagés par écrit à payer la contribution due pour cela. Cette contribution sera payée soit en une fois, soit en dix termes annuels d'égale importance. Le paiement en une fois aura lieu expressément au 31 décembre de l'année qui suivra celle de leur rentrée en fonctions. Pour le paiement des termes, le premier terme sera soldé expressément au 31 décembre de l'année qui suivra celle de leur rentrée en fonctions, et chacun des termes suivants expressément au 31 décembre de chaque année suivante.

10. S'il n'est pas satisfait à temps à la disposition du précédent paragraphe, les services visés dans le par. 1 de cet article ne viennent pas en considération comme temps de services.

Art. 73. — Les dispositions des art. 60 à 72 inclusivement ne sont pas applicables aux instituteurs attachés à des écoles primaires privées qui sont chargés exclusivement de l'enseignement soit d'une matière non mentionnée dans l'art. 2, soit d'une ou plusieurs des matières énoncées dans l'art. 2, sous les lettres *h*, *i*, *k*, *q*, *r*, *r^{bis}* et *t*, ou qui donnent uniquement l'enseignement dans une des matières ou dans les deux matières énoncées dans l'art. 2 sous les lettres *j* et *s*, bien qu'ils donnent, en outre,

l'enseignement dans une ou plusieurs des matières énoncées dans l'art. 2 sous les lettres *h, i, k, q, r, r^{bis}* et *t* ou dans une matière non mentionnée dans l'art. 2.

Art. 74. — 1. Outre les déclarations et les communications prescrites par les art. 65 et 66, ceux qui administrent ou qui tiennent des écoles remplissant les conditions édictées par l'art. 60 sont obligés de fournir au ministre chargé de l'exécution de la présente loi tous les renseignements qui lui paraissent nécessaires pour l'examen des demandes de pension ou des contributions à la pension d'un instituteur qui est ou a été attaché à leur école. Pour obtenir ces renseignements, le ministre susnommé s'adresse par lettre signée aux administrateurs ou directeurs en question qui sont obligés de répondre clairement et sans réticence aux questions posées dans les quinze jours à compter de la date de la lettre.

2. Les administrateurs ou directeurs qui refusent ou négligent de fournir les déclarations, communications ou éclaircissements susvisés, seront punis d'un emprisonnement de trois mois au plus et d'une amende de 300 florins au plus.

3. Celui qui fournit de propos délibéré une déclaration, des communications ou des éclaircissements inexacts du genre de celles et de ceux visés dans le présent article, ou est de propos délibéré complice de leur inexactitude, sera puni d'un emprisonnement d'un an au plus.

4. Ceux qui administrent ou tiennent des écoles privées et qui, en dehors de l'enseignement nécessaire, font donner ou donnent un enseignement qui, en opposition avec le plan d'études, ne satisfait pas aux exigences formulées dans l'art. 60 par. 1 seront punis d'un emprisonnement de trois mois au plus ou d'une amende de 300 florins au plus.

5. Les faits rendus punissables dans les par. 2 et 4 du présent article sont considérés comme contraventions et ceux visés dans le par. 3 comme délits.

Art. 75. — Des prescriptions seront édictées par le Roi, par

mesure générale d'administration en ce qui regarde l'exécution des art. 60 à 74 inclusivement.

TITRE IV

Des certificats d'aptitude à donner l'enseignement primaire.

Art. 76. — La capacité de donner l'enseignement primaire est acquise en passant les examens prescrits par la présente loi.

Art. 77. — Les certificats de capacité sont :

a) Ceux dont l'obtention confère l'aptitude à donner l'enseignement familial et scolaire dans les matières mentionnées à l'art. 2 sous les lettres *a-i*, et en même temps peut conférer l'aptitude à donner l'enseignement familial et scolaire dans l'une des matières ou dans les deux matières désignées sous les lettres *j* et *k* dans l'art. 2 de la loi ;

b) Ceux dont l'obtention confère, avec le titre d'instituteur en chef, la capacité de donner l'enseignement familial et scolaire non seulement dans les matières mentionnées à l'art. 2 sous les lettres *a-i*, mais aussi dans celles y désignées sous les lettres *o* et *q*, et en même temps peut conférer la capacité de donner l'enseignement familial et scolaire dans l'une des matières ou dans les deux matières désignées sous les lettres *j* et *k* dans l'art. 2 de la loi ;

c) Ceux dont l'obtention confère l'aptitude à donner l'enseignement familial ou à donner l'enseignement familial et scolaire dans des matières déterminées.

Art. 78. — 1. Pour obtenir le certificat mentionné dans l'art. 77, sous la lettre *a*, il faut :

a) Avoir l'âge de 18 ans accomplis ;

b) Passer un examen, qu'il est possible de subir, au moins une fois par an, devant une Commission composée d'un inspecteur de l'Enseignement primaire ou d'un inspecteur scolaire de

district comme président et d'au plus cinq inspecteurs de district ou d'arrondissement qui sont ou ont été en fonctions.

2. Le nombre de ces commissions est au moins de neuf. Le ministre chargé de l'exécution de la présente loi indique chacun des arrondissements pour lesquels chacune de ces commissions siège, nomme les membres de ces commissions et fixe l'époque où elles se réunissent.

3. Les membres de ces commissions reçoivent de la caisse du Royaume des vacations et une indemnité de voyage et de séjour.

Art. 79. — 1. Les commissions, désignées dans l'article précédent sous la lettre *b*, siègent dans l'un des arrondissements pour lesquels elles sont indiquées. La fixation du lieu est faite pour chaque commission par le ministre chargé de l'exécution de la présente loi.

2. Le temps pendant lequel les examens sont subis est porté à la connaissance de tous par annonce publique par les inspecteurs de l'enseignement primaire.

3. La commission peut se faire assister par des experts.

4. Les examens, sauf pour les institutrices, sont soutenus en public.

Art. 80. — 1. Celui qui désire subir l'examen en informe à temps l'inspecteur scolaire du district de son domicile, ou vient-il de l'étranger, du lieu où il a l'intention de se fixer.

2. Il y joint une ou plusieurs attestations de bonne conduite et son acte de naissance.

3. Le jour et l'endroit où il doit passer l'examen lui sont annoncés par l'inspecteur scolaire de district.

4. Il passe l'examen devant la commission qui est indiquée pour l'arrondissement de son domicile ou, s'il vient de l'étranger, du lieu où il a l'intention de s'établir.

Art. 81. — 1. L'examen comprend : le bien lire et écrire ; la connaissance de l'analyse, des règles d'orthographe et des premiers éléments de la langue néerlandaise ; l'aptitude à s'expri-

mer aussi bien oralement que par écrit avec justesse et facilité; les premiers exercices du dessin ;

Le calcul, aussi bien avec nombres entiers qu'avec des fractions ordinaires et décimales et la connaissance de la théorie des proportions et du système néerlandais de poids et mesures ;

Les principes de la géographie, en particulier des Pays-Bas et de ses possessions d'outre-mer ;

Les traits caractéristiques de l'histoire nationale ;

Les principes de l'histoire naturelle ;

La théorie du chant ;

Les principes de l'enseignement et de l'éducation .

2. Tous ceux qui en ont fait connaître le désir dans leur demande ont la faculté, après leur admission, de fournir des preuves de leur savoir dans les exercices libres et ordonnés de la gymnastique et, en outre pour les institutrices, des preuves d'habileté dans les travaux manuels nécessaires pour les filles.

3. A tous ceux qui ont satisfait à cet examen, il est délivré gratuitement un certificat de capacité. Sur l'acte de capacité de ceux qui ont satisfait, en outre, à l'examen pour les exercices libres et ordonnés de la gymnastique ou pour les ouvrages manuels nécessaires ou pour les deux matières, il en est fait mention.

4. Sont dispensés de l'examen dans les premiers exercices du dessin ceux qui sont en possession d'un acte de capacité dans cette matière conformément à l'art. 87.

Art. 82. — 1. Pour obtenir le certificat mentionné dans l'art. 77 sous la lettre *b*, il faut :

a) Etre en possession du certificat mentionné dans l'art. 77, sous la lettre *a* ;

b) Avoir l'attestation de deux années au moins d'exercice comme instituteur en Hollande ou dans les Indes néerlandaises ou, après l'obtention du certificat mentionné dans l'art. 77 sous la lettre *a*, comme élève-instituteur auprès d'une ou de plusieurs écoles publiques ou privées d'enseignement primaire, ou comme

instituteur auprès d'une ou plusieurs écoles de sourds et muets, aveugles, muets, faibles d'esprit ou idiots, attestation délivrée par le ou les chefs de ces écoles, ou bien l'attestation délivrée par l'administrateur d'une école normale pour instituteurs désignée par le Roi constatant que pendant deux ans on a suivi à cette école les leçons pour la préparation du certificat mentionné à l'art. 77 sous la lettre *a* ;

c) Passer devant une des commissions visées dans l'art. 83 un examen portant, indépendamment des matières mentionnées à l'art. 2 sous les lettres *a-g*, sur celles y désignées sous *o* et *q*, et sur la méthode d'enseignement et d'éducation.

2. Sont, en ce qui concerne la matière *q*, dispensés de cet examen ceux qui sont en possession d'un certificat de capacité en cette matière, conformément à l'art. 83.

Art. 83. — 1. Chaque année il est nommé par le ministre chargé de l'exécution de la présente loi, une ou plusieurs commissions pour faire passer les examens visés dans l'article précédent, et l'époque et l'endroit où elles siégeront sont annoncés en temps utile par lui.

2. Les présidents et les membres de ces commissions reçoivent du Trésor public des vacations et une indemnité pour les frais de voyage et de séjour.

3. Le président de la Commission fait connaître publiquement en temps utile l'époque pendant laquelle les examens seront subis.

4. Les examens, sauf pour les institutrices, se passeront en public.

Art. 84. — 1. Celui qui désire subir l'examen en informe à temps le président de la Commission devant laquelle il désire se présenter et produit, en outre :

- a) Son acte de naissance ;
- b) Une ou plusieurs attestations de bonne conduite ;
- c) Son certificat de capacité comme instituteur, visé dans l'art. 77 sous la lettre *a* ;

d) L'attestation mentionnée à l'art 82 sous la lettre *b* ;

2. Le jour et le lieu de l'examen lui seront annoncés par le président.

3. L'étendue de l'examen, la manière de le passer et ce qui se rapporte de plus à cet examen seront réglés par le Roi par mesure d'administration intérieure.

4. A chacun de ceux qui auront satisfait à l'examen, il sera délivré gratuitement un certificat de capacité comme instituteur en chef.

5. L'adjonction visée dans l'avant-dernier paragraphe de l'art. 84 sera transcrite sur le certificat de capacité comme instituteur en chef.

Art. 85. — 1. Pour obtenir un certificat qui confère la capacité de donner l'enseignement familial dans certaines matières mentionnées dans l'art. 2 sous les lettres *a-g*, il faut :

a) Avoir l'âge de 18 ans accomplis ;

b) Passer un examen pour les matières où l'on désire acquérir la capacité d'enseigner devant une des commissions mentionnées à l'art. 78.

2. Les dispositions des art. 79 et 80 sont applicables ici.

3. A chacun de ceux qui auront satisfait à l'examen, il sera délivré gratuitement un certificat de capacité comme instituteur à domicile où seront mentionnées les matières sur lesquelles l'examen aura été subi avec succès.

Art. 86. — 1. Pour obtenir un certificat de capacité pour l'enseignement familial et scolaire dans l'une ou plusieurs des matières mentionnées dans l'art. 2 sous les lettres *l, m, n, p, r, r^{bis} et s*, il faut :

a) Etre en possession du certificat mentionné dans l'art. 77, sous la lettre *a* ;

b) Passer un examen devant l'une des commissions visées dans l'art. 69 de la loi du 2 mai 1863.

2. Tout ce qui regarde plus avant les examens visés dans le

présent article, est réglé par le Roi par mesure générale d'administration.

Art. 87. — 1. De temps en temps, la faculté sera donnée de passer, devant des commissions spéciales nommées à cet effet par le ministre chargé de l'exécution de la présente loi, un examen pour obtenir un certificat de capacité pour l'enseignement familial et scolaire dans l'une ou plusieurs des matières mentionnées à l'art. 2 sous les lettres *j*, *k*, *q*, et *t*.

2. Tout ce qui regarde les examens visés dans cet article sera réglé par le Roi par mesure générale d'administration.

Art. 88. — 1. Il sera dû d'avance pour le passage des examens les sommes suivantes :

Pour l'examen mentionné dans l'art. 78 sous la lettre *b*, cinq florins ;

Pour l'examen mentionné dans l'art. 82 sous la lettre *c*, dix florins ;

Pour l'examen mentionné dans l'art. 85 sous la lettre *b* portant sur une matière, 2 florins ;

Pour l'examen mentionné dans l'art. 85 sous la lettre *b* portant sur plus d'une matière, 4 florins ;

Pour l'examen mentionné dans l'art. 86 sous la lettre *b*, dans chacune des matières énumérées sous les lettres *l*, *m*, *n*, *p*, *r*, *r*^{bis} et *s* dans l'art. 2, 5 florins ;

Pour l'examen mentionné à l'art. 87, dans chacune des matières énumérées sous les lettres *j* et *k* dans l'art. 2, deux florins ;

Pour l'examen mentionné à l'art. 87, dans chacune des matières énumérées sous les lettres *q* et *t* dans l'art. 2, cinq florins.

2. Les sommes sont versées dans la Caisse du Trésor du Royaume.

Art. 89. — 1. Les certificats de capacité obtenus suivant les prescriptions de la présente loi valent, en ce qui concerne la compétence y attachée, pour tout le royaume et ses colonies et possessions dans les autres parties du monde.

2. Les certificats de capacité comme instituteur et comme ins-

tituteur en chef remis dans l'Inde néerlandaise — pour autant qu'ils ont obtenu à la suite d'examens subis d'une manière heureuse, avec les mêmes exigences et, autant que possible, suivant les mêmes règles que celles qui sont établies par la présente loi pour ces examens en Hollande — sont placés sur le pied de l'égalité avec les certificats semblables qui sont délivrés en Hollande.

TITRE V

De la Surveillance de l'Enseignement primaire.

Art. 90. — 1. La surveillance de l'enseignement primaire dans tout le Royaume incombe au ministre qui est chargé de l'exécution de la présente loi.

2 Cette surveillance est exercée sous son autorité par les inspecteurs, les inspecteurs scolaires du district, et les inspecteurs scolaires d'arrondissement.

Art. 91. — 1. Le ressort de chaque inspecteur s'étend à une ou plusieurs provinces, celui de chaque inspecteur scolaire de district à l'un des districts dans lesquels les provinces sont divisées par le Roi.

2. Les inspecteurs et les inspecteurs scolaires de district sont nommés, suspendus et révoqués par le Roi.

3. Ils jouissent, en sus d'un traitement fixe annuel, d'une indemnité pour les frais de voyage et de séjour payée par la Caisse du Royaume.

4. Il ne remplissent aucun emploi ou fonction sans l'autorisation royale.

5. En cas de maladie, d'absence, de suspension ou d'omission, un inspecteur est remplacé par un inspecteur scolaire de district, un inspecteur scolaire de district par un inspecteur scolaire d'arrondissement.

6. Le ministre chargé de l'exécution de la présente loi indique le remplaçant.

Art. 92. — 1. Chaque district scolaire est divisé par le Roi en deux arrondissements au moins.

2. Dans chaque arrondissement, il y a un inspecteur scolaire d'arrondissement.

3. Ces inspecteurs scolaires sont nommés par le Roi pour une période de six ans.

4. Ceux sortant de fonction peuvent être nommés de nouveau.

5. Ils peuvent en tout temps être révoqués par le Roi.

6. Ils jouissent, en sus et indépendamment d'une indemnité pour les frais de voyage et de séjour, d'un supplément payé par la Caisse du Royaume. La jouissance de ce supplément n'occasionne aucune diminution sur la pension servie sur les revenus de l'Etat ou sur ceux de ses colonies et possessions dans les autres parties du monde.

7. Ils assistent l'inspecteur scolaire de district.

8. La division du travail entre les inspecteurs scolaires de district et d'arrondissement sera réglée par le Roi.

Art. 93. — 1. La surveillance locale est exercée par le bourgmestre et les échevins.

2. Le Conseil communal peut instituer, pour assurer de plus près la surveillance locale, une Commission qui possède les pouvoirs inscrits dans les art. 96 et 97 de la présente loi.

3. Une ordonnance locale règle sa composition et son organisation.

Art. 94. — 1. Les membres des Commissions locales, les inspecteurs scolaires d'arrondissement, les inspecteurs scolaires de district et les inspecteurs, en acceptant leur fonction, prêtent le serment ou font la promesse de remplir fidèlement et comme il faut leurs devoirs.

2. La prestation du serment ou de la promesse a lieu, pour les membres de la Commission locale, entre les mains du bourgmestre et, pour le bourgmestre, s'il est nommé lui-même membre de la Commission, entre les mains du juge du canton ; pour les inspecteurs scolaires d'arrondissement et les inspecteurs scolaires

de district, entre les mains du Commissaire royal dans la province ; pour les inspecteurs, entre les mains du ministre chargé de l'exécution de la présente loi.

3. En cas de maintien dans les fonctions venues à leur expiration, le serment ou la promesse ne sont pas prêtés de nouveau.

Art. 95. — Indépendamment des fonctionnaires, désignés dans l'art. 8, nos 4-6 du Code d'instruction criminelle, sont aptes à dresser procès-verbal pour les infractions à la présente loi et à prendre d'autres mesures au sujet de l'enseignement primaire : les membres du collège des bourgmestre et échevins, les présidents et membres des Commissions locales de surveillance, les inspecteurs scolaires d'arrondissement et les inspecteurs, chacun dans les limites de son ressort.

Art. 96 — Pour les membres du collège des bourgmestre et échevins, pour les présidents et les membres des Commissions locales de surveillance, pour les inspecteurs scolaires d'arrondissement, pour les inspecteurs scolaires de district et pour les inspecteurs, chacun dans les limites de son ressort, l'accès de de toutes les écoles où est donné l'enseignement primaire, tant publiques que privées, doit toujours être possible et sur leur demande leur est ouvert sans délai. Les directeurs de ces écoles et les autres instituteurs sont tenus de leur fournir ou au ministre chargé de l'exécution de la présente loi, les renseignements demandés sur l'école et l'enseignement. Ils y sont obligés quelle que soit la forme sous laquelle ces renseignements sont demandés, que ce soit par écrit ou oralement, et aussi bien à l'occasion de l'inspection scolaire qu'en d'autres temps.

Art. 97. — Les Commissions locales exercent une surveillance attentive sur toutes les écoles de la commune où est donné l'enseignement primaire, les visitent au moins deux fois chaque année, soit collectivement, soit par des commissions prises dans leur sein, veillent à ce que les mesures concernant l'enseignement primaire soient exactement observées ; tiennent note du personnel enseignant, du nombre des élèves et de l'état de l'ins-

truction, font chaque année avant le 1^{er} mars au Conseil communal un rapport motivé sur la situation de l'enseignement dans la commune et en envoient une copie à l'inspecteur scolaire d'arrondissement ; communiquent à ce dernier les modifications importantes que la physionomie de l'école a subies ; lui fournissent, et à l'inspecteur scolaire de district et à l'inspecteur provincial toutes les explications que ceux-ci réclament ; accordent leur aide aux instituteurs qui demandent leurs lumières, leur secours ou leur collaboration et s'appliquent avec zèle à prendre, de toutes leurs forces, à cœur la prospérité de l'enseignement.

Art. 98. — Les inspecteurs scolaires d'arrondissement veillent à être constamment au courant de la situation de la physionomie scolaire dans leur arrondissement ; visitent deux fois par an toutes les écoles y situées où se donne l'enseignement primaire et tiennent rigoureusement note de cette visite scolaire ; veillent à ce que les dispositions concernant l'enseignement primaire soient exactement observées ; se mettent en rapport avec les Commissions scolaires locales et les administrations communales ; proposent aussi bien à celles-ci qu'aux inspecteurs scolaires de district les mesures qu'ils jugent utiles à l'enseignement ; indiquent à l'inspecteur scolaire de district, à l'expiration de chaque trimestre, les écoles visitées par eux pendant le trimestre ; lui donnent connaissance de tout ce qu'ils ont appris d'important au cours de la visite scolaire et lui fournissent tous les renseignements qu'il réclame ; prennent à cœur les intérêts des instituteurs, favorisent leurs réunions et y assistent autant que possible.

Art. 99. — 1. Les inspecteurs scolaires de district veillent, aussi bien par les visites scolaires que par des relations orales et écrites avec les inspecteurs scolaires d'arrondissement, les Commissions locales et les administrations communales, à demeurer constamment au courant de la situation des écoles primaires dans leur district et à en favoriser l'amélioration et la prospérité ; ils exercent la surveillance qui leur est confiée d'une

manière attentive et veillent à ce que les dispositions concernant l'enseignement primaire soient exactement observées ; ils proposent à l'inspecteur les mesures qu'ils jugent utiles à l'enseignement et lui donnent tous les renseignements qu'il réclame.

2. Chacun d'eux fait parvenir chaque année avant le 1^{er} mai à l'inspecteur un rapport motivé sur la situation de l'enseignement dans son district et en adresse une copie aux Etats députés de la province.

Art. 100. — Les inspecteurs tâchent, tant par des visites scolaires que par des relations orales et écrites avec les inspecteurs scolaires de district, et les inspecteurs scolaires d'arrondissement, les commissions locales et les administrations communales, de favoriser l'amélioration et la prospérité de la situation scolaire primaire ; ils éclairent le ministre chargé de l'exécution de la présente loi sur tous les projets au sujet desquels leur avis est demandé ; ils confectionnent chaque année d'après les rapports annuels des inspecteurs scolaires de district et d'après leurs propres notes un rapport motivé sur la situation de l'enseignement dans la province ou les provinces et l'envoient avant le 1^{er} juillet au ministre précité.

Art. 101. — Les inspecteurs, inspecteurs scolaires de district et inspecteurs scolaires d'arrondissement ont accès aux réunions de toutes les commissions locales de leur ressort et peuvent convoquer de semblables réunions.

2. Dans la réunion, ils ont voix consultative.

Art. 102. — 1. Au cas où une Commission locale fait défaut, le bourgmestre et les échevins d'accord avec l'inspecteur scolaire d'arrondissement, peuvent charger de la visite des écoles des personnes aptes, choisies en dehors de leur collège.

2. La première partie de l'art. 96 est applicable à ces mandataires.

TITRE VI

De la protection de la fréquentation scolaire.

Art. 103. — 1. Le Conseil communal peut, pour autant que cela n'est pas prévu par la loi, établir des mesures prohibitives par rapport au travail des enfants au dessous de 12 ans.

2. La fréquentation assidue des écoles peut être encouragée par l'administration commerciale au moyen de la distribution de récompenses publiques et de témoignages d'honneur.

3. Afin de pouvoir juger les demandes de ces récompenses et témoignages d'honneur, il pourra être prescrit par ordonnance locale aux directeurs des écoles publiques et privées d'introduire des livrets scolaires où il sera tenu note de la fréquentation scolaire.

TITRE VII

Dispositions transitoires.

Art. 104. Tous ceux qui, à l'époque où la présente loi entrera en application, seront légalement en fonctions comme instituteurs ou élèves-instituteurs ou bien comme présidents et membres de commissions locales, n'ont besoin d'aucune nomination nouvelle ou d'aucune reconnaissance pour continuer à remplir leurs fonctions.

Art. 105. 1. Jusqu'au 1^{er} janvier 1883, des élèves-instituteurs pourront être acceptés dans les conditions de la loi du 13 août 1857.

2. En leur faveur et en faveur des élèves instituteurs qui existent au moment de l'application de la présente loi, les dispositions de cette dernière loi restent applicables jusqu'au 1^{er} janvier 1886.

3. Les suppléments pour ces élèves-instituteurs qui sont atta-

chés aux écoles publiques ne seront pas établis pendant cette période suivant un taux moindre qu'ils ne le seraient par suite de l'application de la présente loi. Les suppléments pour les élèves-instituteurs qui seront placés auprès des écoles publiques pendant la période transitoire accordée par la présente loi seront réglés par le Conseil communal ; sa décision sera soumise à l'approbation des Etats députés.

Art. 106.— 1. Le certificat d'instituteur-adjoint et d'institutrice-adjointe obtenus après le 1^{er} janvier 1858 et le certificat d'admission générale de 3^e classe obtenu avant cette époque donnent la même capacité que le certificat mentionné dans l'art 77 de la présente loi sous la lettre *a*.

2 Le certificat d'instituteur ou d'institutrice en chef obtenu après le 1^{er} janvier 1858 et le certificat d'admission générale de 1^{re} et de 2^e classe obtenu avant cette date donnent la même capacité que le certificat mentionné dans l'art. 77 sous la lettre *b*.

3. Il en est de même pour le certificat de tenancière d'école obtenu avant le 1^{er} janvier 1854, mais seulement dans les limites de la commune et de la province où il est délivré.

4. Ceux qui possèdent un certificat d'instituteur à domicile ou d'institutrice à domicile obtenu après le 1^{er} janvier 1858 pour tout le Royaume ou avant le 1^{er} janvier 1858 pour la commune conservent la capacité qu'ils possèdent au moment où la présente loi entre en application.

5. Les mentions mises sur les certificats de capacité pour donner l'enseignement scolaire par rapport à l'examen subi d'une manière heureuse dans l'une ou plusieurs des matières, mentionnées sous les lettres *k-p* de l'art. 1^{er} de la loi du 13 août 1857 donnent la même capacité eu égard à ces matières que les certificats spéciaux mentionnés dans l'art. 77 sous la lettre *c*.

6. La dispense, visée dans le dernier paragraphe de l'art. 82, s'applique également à ceux qui sont en possession d'un certificat de capacité et d'une mention pour la matière mentionnée sous la lettre *o* à l'art. 1^{er} de la loi du 13 août 1857.

Art. 107. — Tous les instituteurs et institutrices publics en exercice au moment où la présente loi entrera en application, continueront, aussi longtemps qu'ils remplissent leur fonction, à jouir d'un traitement annuel au moins égal à celui qui à cette époque était attaché à leur fonction, augmenté des revenus variables dont ils jouissaient. Pour déterminer le montant de ces revenus il est pris pour base le chiffre moyen qui a été touché annuellement de ce chef dans les cinq dernières années précédant celle où la présente loi entrera en application ou, pour les instituteurs ou institutrices qui ont été moins longtemps en exercice, dans cette période plus courte.

2. Les indemnités prévues par l'art. 29 de la loi du 13 août 1857 qui, au moment de l'application de la présente loi sont ou étaient encore dues pour une partie de cette période écoulée demeurent exigibles après cette époque.

Art. 108. — Dans le règlement général d'administration intérieure visé dans l'art. 4 de la présente loi, seront en même temps données les prescriptions nécessaires concernant les locaux qui sont, au moment de son application, employés pour donner l'enseignement primaire.

Art. 109. — 1. Le délai octroyé pour la mise en application des prescriptions de la présente loi finit pour l'école publique au 1^{er} janvier 1892.

2. Le délai pour la mise en application des prescriptions de l'article 23 de la présente loi expire pour les écoles privées qui viennent en considération pour la subvention de l'Etat visée dans l'article 59 au 1^{er} janvier 1891, et celui pour la mise en application des prescriptions de l'art. 24 de la précédente loi expire pour ces écoles au 1^{er} janvier 1899.

3. Des prescriptions seront données par le Roi, pour en assurer l'exécution progressive.

Art. 110. — Les dispositions existantes sur les examens et les examens équivalents demeurent en vigueur jusqu'à ce que soient réglées de nouveau ces questions en conformité avec la présente loi, mais pas plus longtemps que le 1^{er} janvier 1883.

Art. 111. — Les subsides reçus maintenant, qui, après la date où la présente loi entrera en application, ne pourraient plus être accordés pour la première fois, pourront encore être reçus après ce moment pendant 10 ans, mais non à une somme supérieure ni sous d'autres conditions.

Art. 112. Les instituteurs qui, ne possédant pas le titre d'instituteur en chef, se trouvent, au moment de la mise en application de la présente loi, légalement d'après les art. 20 ou 51 de la loi du 13 août 1857, à la tête d'une école, continuent à remplir cette fonction.

Art. 113. — 1. Les inspecteurs scolaires de district et les inspecteurs qui, à l'époque mentionnée dans l'art. 114, seront en fonction entreront de droit en retraite honorable par le fait de la mise en application de la présente loi.

2. Les inspecteurs qui, à ce moment, auront atteint l'âge de 65 ans conservent, toute leur vie durant, leur traitement entier comme traitement d'attente; les inspecteurs, qui à ce moment n'auront pas atteint cet âge, auront droit à un traitement d'attente conformément aux dispositions du décret royal du 21 juillet 1869.

Art. 114. — 1. La présente loi entrera en application à une époque qui sera fixée par le Roi.

2. Sauf les prescriptions du présent titre, sont abrogés par son introduction, la loi du 13 août 1859 et tous les autres règlements généraux, provinciaux et locaux concernant l'enseignement primaire pour autant qu'ils sont en contradiction avec les prescriptions de la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi sera insérée au *Journal Officiel* et que tous les départements ministériels, autorités, collèges et fonctionnaires à ce qui ce devoir incombe veilleront à sa stricte exécution.

Fait à Het Loo, le 17 août 1878.

GUILLAUME.

Promulgué le 22 août 1878.

Le Ministre de l'Intérieur, KAPPEYNE.

II

LOI SUR L'OBLIGATION SCOLAIRE

du 7 juillet 1900.

Nous Wilhelmine, par la grâce de Dieu, reine des Pays-Bas, princesse d'Orange-Nassau, etc., etc., etc., etc.

A tous ceux qui les présentes liront ou entendront lire, salut !

Considérant qu'il est souhaitable de veiller, par des dispositions légales en vue de prévenir l'abandon de la classe et de l'enseignement et d'assurer la possibilité de recevoir l'enseignement de répétition, à ce que les enfants reçoivent un enseignement primaire convenable ;

Le Conseil d'Etat entendu et de commun accord avec les Etats-généraux, Nous avons décrété et décrétons ce qui suit.

TITRE PREMIER

De l'enseignement primaire ordinaire.

Article premier. — Les parents, tuteurs et autres, chargés d'après la loi ou d'après une convention de la garde des enfants, sont obligés, pour autant que ces enfants habitent chez eux, dans l'établissement sous leur autorité ou avec eux chez d'autres, de veiller à ce qu'un enseignement primaire satisfaisant leur

soit donné durant le temps et suivant les règles établies par la présente loi.

Ils remplissent cette obligation :

1^o Ou en veillant à ce que l'enfant soit placé comme élève dans une école primaire et à ce qu'il fréquente régulièrement cette école ;

2^o Ou en donnant ou faisant donner à l'enfant l'enseignement dans la famille.

Art. 2. — Par écoles primaires, visées dans l'art. 1^{er}, il faut entendre toutes les écoles pour enseignement primaire, soit publiques, soit privées où l'enseignement est donné dans les matières mentionnées sous les lettres *a-h* dans l'art. 2 de la loi réglementant l'enseignement primaire.

La fréquentation scolaire est censée avoir lieu d'une manière régulière du moment que pendant deux mois consécutifs, on n'a pas été absent sans raison valable de plus de deux temps de classe.

L'enseignement familial, visé dans le 2^o de l'art. 1^{er} comprend les matières énumérées sous les lettres *a-g* dans l'art. 2 de la loi réglementant l'enseignement primaire, en rapport avec un bon enseignement.

Art. 3. — L'obligation de veiller à ce que l'enfant, pour autant que la préférence est donnée à l'enseignement scolaire, soit placé dans une école primaire, commence expressément dès l'instant où il atteint l'âge de sept ans.

Cette obligation finit dès l'instant où l'enfant a été, pendant six ans, élève d'une école primaire et qu'il a parcouru toutes les classes ou bien, pour autant que l'enseignement est donné dans des classes qui comprennent ensemble une durée de plus de six ans, un nombre de classes suffisant pour comporter ensemble une période scolaire de six ans, étant entendu qu'en ce dernier cas, l'obligation ne cesse pas avant que l'enfant n'ait atteint l'âge de douze ans et qu'il n'ait suivi la classe où il était placé au moment où il a atteint cet âge. Un enfant qui, à son admis-

sion dans l'école, a été placé dans une classe supérieure, est censé avoir parcouru la période scolaire que comportent la classe ou les classes inférieures.

L'obligation cesse en tout cas si l'enfant a suivi la classe où il était placé au moment où il a atteint l'âge de treize ans.

Art. 4. — L'obligation de veiller, pour autant que la préférence est donnée à l'enseignement familial, à ce que l'enfant reçoive une égale instruction, commence expressément dès l'instant où il atteint l'âge de sept ans.

En ce qui concerne un enfant à qui il a été donné, avant ou depuis qu'il a atteint la sixième année, l'enseignement familial au sens de la présente loi, l'obligation cesse à l'âge de 12 ans, du moment que l'enfant a reçu pour lors six années consécutives d'enseignement.

En ce qui concerne un enfant qui commence à recevoir l'enseignement familial à une époque plus tardive que celle énoncée dans le paragraphe précédent, l'obligation cesse dès qu'il a atteint l'âge de 13 ans.

Les parents, tuteurs et autres gardiens énumérés dans l'art. 1^{er} sont censés ne pas satisfaire à l'obligation de donner l'enseignement familial, aussi longtemps qu'ils n'ont pas donné connaissance, par une déclaration signée par eux au bourgmestre de leur résidence :

1^o Des matières dans lesquelles les enfants reçoivent l'enseignement familial ;

2^o a) Du nom des enfants, avec adjonction des prénoms, de la date de naissance et du lieu de la résidence réelle ainsi que du lieu où l'enseignement est donné ;

b) Des noms et prénoms de ceux qui donnent l'enseignement. Si l'art. 7 ou l'art. 15 a de la loi portant réglementation de l'enseignement primaire est applicable à ces derniers, mention en doit être faite également.

Cette déclaration qui doit être signée en même temps par ceux

qui donnent l'enseignement, doit être renouvelée chaque année avant le 1^{er} février.

Les changements survenus dans les personnes qui donnent l'enseignement doivent être communiqués au bourgmestre dans les vingt-huit jours.

Il sera déterminé par nous de quelle manière ces énonciations devront se produire et comment elles parviendront à la connaissance de l'inspecteur scolaire de l'arrondissement. (Décret du 13 novembre 1900.)

Art. 5. — L'obligation de veiller à ce que l'enfant fréquente régulièrement l'école où il est inscrit comme élève commence au jour où il est admis pour la première fois à prendre place à l'école.

Art. 6. — L'obligation visée dans l'art. 1^{er} n'est pas remplie :

1^o Aussi longtemps que l'enfant, ayant atteint l'âge de sept ans et pas encore celui de 13 ans qui suivant l'art. 3 parag. 3 l'affranchirait de l'obligation scolaire, n'est placé comme élève dans une école primaire, ni ne reçoit l'enseignement familial conformément aux règles de la loi, alors qu'il ne ressort pas, ni qu'il ait accompli plus tôt la durée de l'obligation scolaire, suivant l'art. 3 parag. 2 ou l'art. 4 parag. 2, ni qu'il jouisse d'aucune dispense légale.

2^o Aussi souvent que l'enfant qui est placé comme élève dans une école primaire et qui n'est pas, à raison de l'art. 3 parag. 2 ou 3, affranchi de l'obligation scolaire, ne fréquente pas régulièrement cette école, alors qu'il n'existe pas de raison valable d'abandon temporaire de l'école, et qu'il n'apparaît pas que la personne responsable a fait encore de l'accomplissement de cette obligation, raisonnablement le possible pour prévenir cet abandon de l'école.

Art. 7. — Les parents, tuteurs et autres gardiens désignés dans l'art. 1 sont dispensés de remplir l'obligation qui leur est imposée dans l'art. 1, aussi longtemps :

1^o Qu'ils n'ont pas une résidence fixe ;

2^o Qu'ils font fréquenter aux enfants un établissement qui est jugé appartenir à l'enseignement supérieur ou secondaire et où les enfants ont en dehors des heures du soir, au moins seize heures d'enseignement par semaine ;

3^o Qu'ils ont des griefs considérables contre l'enseignement donné dans toutes les écoles primaires situées dans le rayon de 4 kilomètres de leur résidence et ouvertes aux enfants ;

4^o Qu'ils n'ont pas obtenu pour les enfants, malgré leur demande d'admission, de place dans une école primaire située dans le rayon de 4 kilomètres de l'habitation ;

5^o Que l'époque fixée pour l'admission des élèves n'est pas arrivée à l'école primaire où la promesse d'une place a été obtenue ;

6^o Qu'une prescription légale défend la fréquentation des écoles primaires ;

7^o Que les enfants sont, d'après la déclaration écrite d'un médecin, incapables de fréquenter une école primaire ou l'une des écoles primaires situées à moins de 4 kilomètres de leur demeure.

La distance, visée dans les 3^o, 4^o et 5^o de cet article, se mesure par le plus court chemin praticable.

Art. 8. — Ceux qui demeurent plus de 28 jours consécutifs dans une commune, peu importe qu'ils y habitent dans une maison, une tente, un bateau ou une voiture, sont censés pour l'application de la présente loi avoir dans cette commune une résidence fixe jusqu'au jour où ils quittent de nouveau cette commune, à moins qu'ils n'aient ailleurs un domicile fixe où les enfants vont à l'école.

Art. 9. — Les parents, tuteurs et autres gardiens désignés dans l'art. 1^{er}, qui ont un domicile fixe, ne peuvent invoquer aucune dispense de l'accomplissement de l'obligation qui leur est faite par l'art. 1^{er}, aussi longtemps qu'ils n'ont pas indiqué au

bourgmestre de leur résidence pour quel enfant et pour quelle raison ils croient pouvoir prétendre à une dispense.

Cette déclaration doit, aussi longtemps que le droit à la dispense continue d'exister et que les enfants se trouvent encore dans l'âge de l'obligation, être faite à nouveau à la fin de chaque période de 12 mois.

La Reine déterminera de quelle façon cette déclaration devra se faire et comment elle sera portée à la connaissance de l'inspecteur scolaire de l'arrondissement.

En même temps, la Reine fixera par qui et de quelle façon les noms des enfants, qui ont trouvé place dans une école primaire, mais qui n'ont pas encore été admis, seront portés à la connaissance de l'inspecteur scolaire de l'arrondissement.

Art. 10. — Les parents, tuteurs et autres gardiens désignés dans l'art. 1^{er} ne peuvent invoquer la dispense indiquée sous le 3^o de l'art. 7 que s'ils ont joint à l'avertissement visé dans l'art. 9, par. 1 et 2, la déclaration qu'ils ont, contre l'enseignement des écoles dans le rayon de 4 kilomètres de l'habitation et où il y a place pour les enfants, des griefs si considérables qu'ils préfèrent provisoirement priver leurs enfants de l'enseignement assuré par la loi que de les confier à ces écoles.

Cette déclaration, pour être valable, doit porter aussi la signature de l'inspecteur scolaire de l'arrondissement. Ce fonctionnaire est obligé d'accorder son concours en mettant sa signature dans les 28 jours qui suivent la demande.

L'inspecteur scolaire refuse son concours lorsqu'il lui apparaît que l'enfant a été placé à l'école ou à une des écoles contre lesquelles des griefs sont élevés durant l'année précédant la date de la déclaration et qu'il est persuadé qu'aucun grief sérieux contre l'enseignement, mais d'autres considérations ont motivé la demande de dispense.

Si l'inspecteur scolaire de l'arrondissement refuse de contresigner une déclaration, il en donne immédiatement un avis motivé à l'intéressé. Celui-ci peut, pendant les quatorze jours après que

le refus a été porté à sa connaissance, en appeler plus haut auprès de l'inspecteur scolaire du district qui décide dans les trois semaines. Au cas d'une décision favorable, ce fonctionnaire met sa signature sur la déclaration. Il donne sans retard connaissance de sa décision à l'intéressé et à l'inspecteur scolaire de l'arrondissement.

Jusqu'au jour où la décision finale est parvenue à leur connaissance, les parents, tuteurs et autres gardiens désignés dans l'art. 1^{er} sont dispensés de l'obligation visée dans l'art. 1^{er}.

Art. 11. — Un enfant qui est placé dans une école primaire peut, sur la demande de la personne responsable de son enseignement selon l'art. 1^{er}, être rayé par le chef de l'école de la liste des élèves, sauf à respecter les dispositions suivantes.

Pendant l'âge de l'obligation fixé par l'art. 3, le chef de l'école a qualité pour ne donner aucune suite à une pareille demande lorsqu'elle est faite pour un autre motif que les suivantes :

1^o A raison du départ de l'enfant allant résider dans une autre commune, alors qu'il apparaît au chef de l'école que ce départ a eu lieu ou est imminent ;

2^o A raison de l'envoi projeté de l'enfant à une autre école, alors qu'il apparaît au chef de l'école que ce déplacement aura lieu dans les quatorze jours ;

3^o A raison du dessein de faire donner à l'enfant l'enseignement familial, alors qu'il apparaît au chef de l'école que les prescriptions de l'art. 4 sont ou seront observées ;

4^o A raison d'une des dispenses prévues dans l'art. 7, alors qu'il apparaît au chef de l'école que les prescriptions des art. 9 et 10 sont observées.

Dans les cas prévus sous le 1^o jusqu'au 3^o inclusivement dans le précédent paragraphe de cet article, le chef de l'école a qualité pour donner provisoirement par écrit, pour 14 jours au plus, la permission à l'enfant de ne pas venir à l'école et pour différer la radiation de l'enfant de la liste des élèves jusqu'à ce qu'il lui apparaisse que l'enfant habite une autre commune, qu'il est

placé dans une autre école, qu'il reçoit l'enseignement familial, tandis que les prescriptions de l'art. 4 sont observées.

Le chef d'une école publique n'a pas qualité pour rayer de la liste des élèves un enfant pendant la durée de l'obligation scolaire fixée dans l'art. 3 pour une autre raison que l'une de celles énumérées dans le 2^e paragraphe de cet article, depuis le 1^o jusqu'au 4^o inclusivement, sinon avec autorisation de l'inspecteur scolaire du district.

Un enfant qui est inscrit d'office; conformément à l'art. 20, par. 4, ne peut, pendant les six premiers mois qui suivent son placement à l'école, être rayé de la liste des élèves sans le consentement de l'inspecteur scolaire de l'arrondissement que dans les cas prévus sous les 1^o, 2^o et 3^o du 2^e paragraphe de cet article.

Art. 12. — Sont raisons valables de non fréquentation scolaire temporaire :

1^o La fermeture temporaire de l'école ou l'interruption de l'enseignement ;

2^o Une prescription légale qui défend temporairement la fréquentation de l'école ;

3^o Le licenciement temporaire de l'école par mesure disciplinaire ;

4^o La permission accordée par l'inspecteur scolaire sur la base de l'art. 13 de cesser temporairement de fréquenter l'école à cause du travail dans ou pour les professions agricoles, horticoles, de l'élevage ou de la tourbe ;

5^o L'indisposition de l'enfant, l'accomplissement de devoirs religieux ou autres circonstances sérieuses qui peuvent être considérées comme raisons valables.

Art. 13. — En faveur du travail dans ou pour les professions agricoles, horticoles, de l'élevage ou de la tourbe, l'inspecteur scolaire d'arrondissement peut permettre aux enfants qui ont fréquenté régulièrement l'école pendant les six derniers mois précédant la demande de ne pas fréquenter temporairement l'école chaque année pendant six semaines au plus, non compris

les vacances. Cette permission peut être retirée par l'inspecteur scolaire à raison d'une fréquentation scolaire irrégulière après que la demande est faite.

Il est immédiatement donné connaissance à l'intéressé de la décision de l'inspecteur scolaire d'arrondissement. En cas de refus, cette décision doit être motivée.

Les parents, tuteurs ou autres gardiens mentionnés dans l'art. 1^{er} peuvent, dans les 14 jours après que le refus a été porté à leur connaissance en appeler auprès de l'inspecteur scolaire de district.

La permission accordée est communiquée aussitôt au directeur de l'école où les enfants sont inscrits. Le ministre chargé de l'exécution de la loi réglementant l'enseignement primaire, détermine de quelle manière les permissions sont communiquées à l'inspecteur et aux autres autorités y intéressées.

L'inspecteur envoie chaque année avant le 1^{er} février au ministre chargé de l'exécution de la loi sur l'enseignement primaire, un relevé du nombre des permissions accordées dans chaque arrondissement durant l'année précédente, en indiquant la durée pour laquelle elles sont octroyées.

Art. 14. — Les permissions prévues dans l'article précédent ne peuvent être refusées, sinon :

1^o A raison de fréquentation scolaire irrégulière pendant les six derniers mois précédant la demande ;

2^o S'il y a des raisons motivées de penser qu'il ne sera pas fait usage de la permission pour le but déterminé dans le 1^{er} paragraphe de l'art. 13 ;

3^o Si l'enfant n'a pas encore atteint l'âge de dix ans.

Art. 15. — Le conseil municipal peut, pour toute la commune ou pour certaines parties de la commune, régler par ordonnance la période ou les périodes, avec exclusion d'autres périodes de l'année, pendant lesquelles les permissions prévues par l'art. 13 pourront être accordées.

Pour chaque projet y tendant, l'inspecteur scolaire d'arron-

dissement doit être entendu avant qu'il ne vienne en discussion dans le conseil.

Art. 16. — Le chef de l'école peut accorder par écrit aux élèves, la permission de ne pas fréquenter temporairement l'école :

1^o Pour un temps indéterminé à raison de l'indisposition de l'enfant ;

2^o Pour un temps déterminé à raison d'un des autres motifs mentionnés et prévus dans l'art. 12, 5^o.

La dispense prévue dans le 2^o doit être approuvée par l'inspecteur scolaire d'arrondissement, si elle est accordée à l'égard du même enfant pour plus de dix temps de classe en l'espace de 28 jours.

Si le chef de l'école estime légitime ou excusable, à raison de l'un des motifs mentionnés et prévus dans l'art. 12, une absence de l'école non permise par lui, il en donne communication à l'inspecteur scolaire d'arrondissement, conformément aux dispositions de l'art. 19.

Une absence au sujet de laquelle le chef de l'école n'a reçu aucun avis dans les huit jours avec énonciation des motifs n'est pas déclarée excusable par lui.

Art. 17. — L'inspecteur scolaire d'arrondissement peut déclarer légitime ou justifier, à raison d'un des motifs mentionnés et prévus dans l'art. 12, une absence de l'école pour laquelle aucune permission n'a été accordée selon l'article 16.

L'inspecteur scolaire d'arrondissement consigne dans un registre les cas où une permission de ne pas fréquenter temporairement l'école est accordée, et ceux où l'absence est excusée par lui ou déclarée légitime, avec la mention des motifs qui l'ont amené à l'un et à l'autre.

Il sera donné par la Reine des prescriptions concernant la tenue du registre sus-visé et concernant la manière dont il sera porté en totalité ou par extrait à la connaissance des autorités qui seront indiquées par elle.

Art. 18. — Chaque année avant le 15 janvier, le bourgmestre et les adjoints dressent en double une liste alphabétique, d'après leur âge ou non, des enfants qui, au premier jour du mois de janvier, se trouvent dans la commune et qui, dans le cours de l'année, ont ou auront l'âge de sept à treize ans.

La liste comporte le nom des enfants avec adjonction des prénoms, le sexe, la date de la naissance et le lieu de leur domicile réel.

Sur la liste, il est constamment tenu note, en tenant compte des prescriptions du second par. de cet art., des enfants de l'âge susmentionné qui viennent s'établir dans la commune dans le courant de l'année, qui y tiennent résidence dans le sens de l'art. 8, qui quittent la commune, qui changent de lieu de domicile réel dans les limites de la commune ou qui meurent.

Un double de la note est envoyé avant le 1^{er} février à l'inspecteur scolaire d'arrondissement à qui, en outre, communication est faite dans les 14 jours après l'inspection de chaque mois, des annotations prescrites dans le par. précédent effectuées dans le courant du mois.

Si la commune dépend du ressort de plus d'un inspecteur scolaire d'arrondissement, un exemplaire de la liste qui y est dressée par arrondissement et dont, conformément aux exigences, il y est fait plus de deux exemplaires, est envoyée, et la communication de toutes les annotations effectuées est faite à chaque inspecteur scolaire d'arrondissement.

Art. 19. — Chaque année avant le 22 janvier, les chefs des écoles primaires publiques et privées dressent en double une liste alphabétique des enfants fréquentant chez eux l'école au 15^e jour de ce mois, avec mention spéciale des enfants qui ne tombent plus sous les dispositions des art. 3 et 5.

La liste comprend le nom des enfants avec adjonction des prénoms, le sexe, la date de la naissance et lieu de leur domicile réel et au cas d'inscription d'office la mention de cette particularité. Si le lieu du domicile réel est situé dans un autre arron-

dissement que celui auquel l'école appartient, il en est fait mention sur la liste.

Sur la liste, il est constamment tenu note de l'admission et de la radiation des enfants, ainsi que des motifs qui ont occasionné la radiation ; ensuite de chaque temps de classe non suivi, de chaque permission accordée conformément à l'art. 16 et de chaque absence que, suivant l'art. 16 avant-dernier par , le chef d'école estime légitime ou excusable.

Le double de la liste est envoyé avant le 1^{er} février à l'inspecteur scolaire d'arrondissement à qui, en outre, communication est faite chaque semaine des annotations prescrites dans le par. précédent, effectuées dans le courant de la semaine.

Ces communications se font par écrit et sont contresignées, en ce qui concerne les temps de classes non suivis, par l'instituteur de la classe, si l'élève se trouve placé dans une autre classe que celle où le chef d'école donne l'enseignement.

L'inspecteur scolaire est obligé d'exhorter les chefs d'école, au cas de non-envoi ou d'envoi incomplet des listes et des communications, à remplir encore leur obligation dans un délai fixé par lui.

Art. 20. — § 1. Dès que l'inspecteur scolaire d'arrondissement a reçu les listes prévues dans les art. 18 et 19, comme aussi les communications et données prévues dans les art. 4 et 9, il recherche quels sont les enfants, en âge d'obligation scolaire d'après les articles 3 et 4, qui ne sont placés dans aucune école, ni inscrits pour y trouver place, et qui ne reçoivent pas l'enseignement à domicile.

Si, de son enquête, il apparaît qu'à l'égard d'un enfant, visé dans le premier alinéa de ce paragraphe, il n'existe pas de base de dispense conformément à l'art. 7, il avertit par écrit la personne responsable suivant l'art. 1 de satisfaire aussi rapidement que possible à l'obligation qui lui est imposée par la loi.

§ 2. L'inspecteur scolaire d'arrondissement découvre-t-il que quatorze jours après l'avertissement prévu dans le paragraphe

précédent, il n'y a pas encore été satisfait, il en donne alors connaissance aussi rapidement que possible à la commission chargée de veiller à la fréquentation scolaire.

Dans les huit jours qui suivent la réception de la communication prévue dans le premier alinéa du présent paragraphe, la personne responsable d'après l'art. 1^{er} est convoquée par écrit par la commission pour la fréquentation scolaire.

Entre la convocation et le jour de la comparution y indiqué, il doit y avoir un délai d'au moins huit jours francs.

La personne responsable d'après l'art. 1^{er} comparaissant devant la commission pour la fréquentation scolaire, on lui indiquera son devoir et on l'avertira sérieusement d'avoir à mettre fin à cet abus.

Si la personne convoquée ne comparaît pas, semblable avertissement lui sera envoyé par écrit.

L'inspecteur scolaire d'arrondissement est immédiatement avisé que l'avertissement a été donné et du jour où il a été donné.

§ 3. L'inspecteur scolaire d'arrondissement découvre-t-il que l'abus décrit dans l'art. 1^{er} et dans l'art. 6, sub 1^o continue, après que quatorze jours se sont écoulés depuis que l'avertissement prévu dans le paragraphe précédent a été envoyé au contrevenant, il avise celui-ci par écrit que l'enfant est inscrit d'office comme élève d'une école primaire, que la procédure administrative de son infraction se clôturera par là et que s'il ne remplit pas son obligation de veiller à une fréquentation régulière, il sera poursuivi pour ce fait devant le juge pénal.

§ 4. En même temps, il donne connaissance de l'avis prévu dans le paragraphe précédent à la Commission pour la fréquentation scolaire qui, à la réception de cette communication, prend soin le plus rapidement possible que l'enfant soit inscrit d'office comme élève d'une école primaire. Dans le choix de l'école, il est tenu compte autant que possible des désirs de l'intéressé quand ils apparaissent.

L'inscription d'office est portée à la connaissance de l'inspecteur scolaire d'arrondissement et à la personne responsable d'après l'art. 1^{er} avec indication de l'école et de l'époque où l'enfant a été placé comme élève.

A l'égard de l'enfant qui est inscrit d'office dans une école, est applicable la réglementation qui existe dans cette école pour la perception de la rétribution scolaire.

Art 21. — § 1. L'inspecteur scolaire d'arrondissement découvre-t-il, à l'examen des listes et des communications qui lui sont envoyées, que la fréquentation scolaire n'a pas été régulière pour quelque élève, sans qu'une permission ait été accordée ou sans qu'un autre motif ait rendu l'absence légitime ou excusable, il avertit par écrit aussitôt que possible la personne responsable d'après l'art. 1^{er} d'avoir à remplir les obligations qui lui sont imposées par la loi.

§ 2. L'inspecteur scolaire d'arrondissement s'aperçoit-il que l'infraction décrite dans l'article 1^{er} et dans l'article 6, sub 2^o, s'est répétée dans les six mois après que l'avertissement prévu dans le paragraphe précédent a été porté à la connaissance de la personne responsable d'après l'art. 1^{er}, il en avise aussi rapidement que possible, après avoir constaté la récidive, la commission pour la fréquentation scolaire.

Dans les huit jours qui suivent la réception de la communication prévue dans le premier alinéa présent paragraphe, la personne responsable d'après l'art. 1^{er} est convoquée par écrit par la Commission pour la fréquentation scolaire.

Entre la convocation et le jour de la comparution juridique, il doit y avoir un délai d'au moins huit jours francs.

La personne responsable d'après l'art. 1^{er} comparaisant devant la commission, on lui indiquera son devoir et on la préviendra sérieusement contre la répétition de sa négligence.

Si la personne convoquée ne comparaît pas, la commission pour la fréquentation scolaire instruit la personne responsable d'après l'art. 1^{er} d'une autre façon, de la manière qui lui paraît

la meilleure, de ses obligations et la prévient sérieusement contre la répétition de sa négligence.

L'inspecteur scolaire d'arrondissement est immédiatement avisé du jour où l'avertissement est donné conformément au 4^e ou au 5^e alinéa du présent paragraphe.

§ 3. L'inspecteur scolaire d'arrondissement s'aperçoit-il que l'infraction à l'article 1^{er} et à l'art. 6, sub 2^o, s'est répétée dans les six mois après que l'avertissement prévu dans le paragraphe précédent a été donné, il avise alors par écrit la personne responsable d'après l'art. 1^{er} que la procédure administrative de ses infractions est terminée par rapport à l'enfant nominativement désigné dans l'avis, qu'il lui rappelle de plus qu'une infraction a été commise de nouveau par lui, que cette infraction ne sera pas encore poursuivie pénalement, mais qu'à la prochaine infraction qui pourra être commise dans les six mois, et aux infractions suivantes, procès-verbal sera dressé.

Par mesure générale d'administration des prescriptions seront données concernant la manière dont l'avis prévu dans le présent paragraphe sera notifié à la personne responsable.

§ 4. L'inspecteur scolaire d'arrondissement s'aperçoit-il que l'infraction décrite dans l'art. 1^{er} et l'art. 6, sub 2^o, a été commise de nouveau à l'égard du même enfant dans les six mois après que l'avertissement prévu dans le paragraphe précédent a été envoyé au contrevenant, il fait parvenir à l'occasion de cette infraction et des suivantes un procès-verbal de ses constatations et de l'avertissement prévu dans le paragraphe précédent au fonctionnaire compétent du ministère public. Il y ajoute la communication des motifs de l'absence scolaire pour autant qu'ils lui sont connus.

§ 5. S'il s'est écoulé six mois depuis l'avertissement prévu dans le par. 3, sans qu'une nouvelle infraction ait été commise par la même personne à l'égard du même enfant, on en use de nouveau, lors d'une infraction ultérieure, conformément aux par. 1 jusqu'à 3 inclusivement de cet article.

S'il s'est écoulé un an depuis le fait d'une contravention à

l'occasion de laquelle un jugement définitif est intervenu ou le condamné a payé volontairement l'amende, sans qu'une nouvelle infraction ait été commise par la même personne à l'occasion du même enfant, on en use de nouveau, lors d'une infraction ultérieure comme il est déterminé dans l'alinéa précédent du présent paragraphe.

§ 6. Les mesures administratives décrites dans les par. 1 à 3 inclusivement du présent article ne sont pas applicables à une contravention prévue dans l'article 1^{er} et l'art. 6, sub 2^o, commise à l'occasion d'un enfant inscrit d'office comme élève d'une école primaire, durant six mois à compter du jour où l'enfant est censé faire partie de la population scolaire.

A l'égard d'une telle contravention, l'inspecteur scolaire d'arrondissement fait immédiatement parvenir à l'agent compétent du ministère public un procès-verbal de sa constatation, en y ajoutant un extrait des listes et communications prévues dans l'art. 19 pour autant qu'il concerne le cas dénoncé.

Art. 22. — Le conseil communal nomme une ou plusieurs commissions qui assistent l'inspecteur scolaire d'arrondissement dans l'exercice des attributions prévues dans les art. 20 et 21.

Ces commissions sont nommées parmi :

1^o Les parents, tuteurs et autres gardiens mentionnés dans l'article 1^{er} demeurant dans la commune et ayant des enfants inscrits à une école primaire dans la commune ;

2^o Les instituteurs majeurs qui sont employés dans une école primaire publique dans la commune ;

3^o Les instituteurs majeurs qui sont employés dans une école primaire privée dans la commune ;

4^o Les autres habitants majeurs de la commune pour autant qu'ils ne font pas partie d'une des catégories précédentes.

Dans chaque commission sont représentées autant que possible toutes les catégories depuis la 1^{re} jusqu'à la 4^e inclusivement.

Ces commissions portent le nom de commissions pour la dis-

parition de l'absence scolaire (*commissiën tot wering van schoolverzuim*).

Si, dans une commune, il est institué plus d'une commission, chaque commission est nommée pour une partie déterminée d'une manière précise de la commune.

Le Conseil communal fixe le nombre des membres de la ou des commissions à instituer dans la commune, étant entendu que le nombre des membres d'une commission ne peut nulle part être supérieur à neuf.

Les membres sont nommés pour une durée de trois ans. Les membres sortants sont rééligibles.

Si le Conseil communal, dans les trois mois qui suivent la mise en application de la présente loi, n'a institué aucune commission pour la disparition des absences scolaires ou n'a pas pourvu dans les trois mois à une vacance qui s'est produite dans la commission, la commission est nommée ou complétée par le Commissaire royal dans la province.

Les attributions de ces commission seront réglées par mesure générale d'administration.

Si la commission ne remplit pas les attributions qui lui sont confiées, le bourgmestre et les échevins s'en occupent à sa place d'après les règles à établir par mesure générale d'administration.

Art. 23. — § 1. Sont punissables d'une amende de 15 florins au plus les parents, tuteurs et autres gardiens, énumérés dans l'art. 1^{er} qui se rendent coupables d'une infraction énoncée dans l'art. 4 et l'art. 6, sub 2^o, dans un des cas suivants :

1^o Lorsque la contravention concerne un enfant qui est inscrit d'office comme élève d'une école primaire et que l'infraction a été commise dans les six mois suivant le jour où l'enfant est censé appartenir à la population de l'école ;

2^o Lorsque le contrevenant a reçu l'avertissement prévu dans l'art. 21 § 3, que l'infraction concerne l'enfant qui donnait lieu à cet avertissement et que l'infraction a été commise dans

les six mois après que le contrevenant a reçu l'avertissement ;

3^o Lorsque le contrevenant a été auparavant conformément au 1^o ou au 2^o de ce paragraphe condamné sans appel ou a payé volontairement l'amende, que l'infraction a été commise dans l'année à compter de l'infraction qui a motivé la condamnation et qu'elle concerne le même enfant ;

4^o Lorsque le contrevenant a été auparavant, conformément au 3^o de ce paragraphe, condamné en dernier ressort ou a payé l'amende volontairement, que l'infraction ultérieure a été commise dans l'année à compter de celle qui a motivé la condamnation et qu'elle concerne le même enfant.

§ 2. Lorsqu'au moment du fait de l'infraction, il ne s'est pas encore écoulé six mois depuis qu'une condamnation antérieure du coupable pour une des infractions prévues dans le premier paragraphe de cet article est devenue définitive par rapport au même enfant ou que le contrevenant a payé volontairement l'amende, il est passible d'une amende d'au plus 50 florins.

Lors de récidives ultérieures commises à l'égard du même enfant, chaque fois dans les six mois à compter du jour où la dernière condamnation est devenue définitive ou le condamné a payé l'amende volontairement, il peut être prononcé à la place de l'amendement une peine d'emprisonnement de sept jours au plus.

Art. 24. — Le chef de l'école qui ne tient pas compte de l'avertissement prévu dans l'art. 19, dernier alinéa, est passible d'une amende de 15 florins au plus.

Lorsqu'au moment du fait de cette infraction, il ne s'est pas encore écoulé un an depuis qu'une condamnation antérieure du coupable pour une infraction prévue dans le 1^{er} alinéa de cet article est devenue définitive ou que le condamné a payé volontairement l'amende, il est passible d'une amende de 50 florins au plus.

Lors de récidives ultérieures commises chacune dans l'année à compter du jour où la dernière condamnation est devenue

définitive ou que le condamné a payé volontairement l'amende, il est prononcé une amende de 100 florins au plus.

Art. 25. — L'inspecteur scolaire d'arrondissement a le droit de demander aux parents, tuteurs et autres gardiens mentionnés dans l'art. 1^{er} qui satisfont à leurs obligations prévues dans l'art. 1^{er} en faisant donner l'enseignement à domicile, des renseignements écrits au sujet de la durée pendant laquelle les enfants reçoivent dans les diverses branches l'enseignement à domicile. La personne responsable d'après l'art. 1^{er} est obligée de donner ces renseignements. L'inspecteur scolaire d'arrondissement peut demander à assister aux leçons.

Il a le droit de convoquer une fois par an les enfants visés dans le premier alinéa, afin de rechercher si un enseignement satisfaisant leur est donné dans les branches que l'enseignement doit comprendre. La personne responsable, d'après l'art. 1^{er}, est obligée de veiller à ce que cette convocation soit suivie d'effet.

Entre la convocation et le jour de la comparution y indiqué, il doit y avoir un délai d'au moins dix jours francs.

L'enseignement reçu paraît-il insuffisant, l'inspecteur scolaire d'arrondissement avertit la personne responsable d'après l'art. 1^{er}, d'avoir dans les trois mois à y apporter une amélioration suffisante et celle-ci est obligée de tenir compte de cet avertissement.

L'inspecteur scolaire d'arrondissement ne peut faire usage des pouvoirs qui lui sont conférés dans cet article, que s'il y a des raisons fondées de douter sérieusement si l'obligation de donner l'enseignement est exactement observée.

Quand les parents, tuteurs ou gardiens ne donnent pas les renseignements visés dans le premier alinéa de cet article, ou quand les enfants ne sont pas envoyés par les parents, tuteurs ou gardiens à l'examen prescrit par l'inspecteur scolaire d'arrondissement, comme aussi lorsqu'après le délai accordé prévu dans le troisième alinéa, une amélioration suffisante ne se manifeste pas dans une reprise de l'examen, l'inspecteur scolaire d'arrondissement envoie le procès-verbal de sa constatation à l'agent

compétent du ministère public, à moins que les raisons qui en sont cause ne soient jugées légitimes ou excusables.

Les dispositions de cet article sont également applicables aux élèves des écoles privées où il est donné moins de 16 heures d'enseignement par semaine dans les branches mentionnées sous les lettres *a-h* dans l'art. 2 de la loi pour la réglementation de l'enseignement primaire.

Pour l'application du présent article, des prescriptions seront données par mesure générale d'administration.

Art. 26. — Les dispositions pénales de l'art. 23 sont applicables aux parents, tuteurs et autres gardiens mentionnés dans l'art. 1^{er} qui se rendent coupables d'infraction à une des prescriptions de l'art. 25.

Art. 27. — La connaissance des infractions visées dans l'art. 23, en connexion avec les art. 4 et 6, relève de la compétence du juge de canton dans le ressort duquel est située l'école primaire de la population de laquelle l'enfant fait partie.

La connaissance des infractions visées dans l'art. 26 relève de la compétence du juge de canton dans le ressort duquel est située :

a) La résidence de la personne responsable si l'enfant habite chez lui ou avec lui ;

b) Si l'enfant habite dans un établissement sous la direction de la personne responsable, cet établissement.

Art. 28. — La déclaration faite sous serment professionnel par l'inspecteur scolaire d'arrondissement qu'il apparaît des listes et annotations à lui transmises d'après l'art. 19 et des communications faites conformément à cet article, qu'un enfant est placé dans une école primaire, qu'un enfant est inscrit d'office et qu'un enfant n'a pas fréquenté l'école aux jours et temps de classe indiqués dans cette déclaration, en dehors des cas visés dans le second alinéa de l'art. 2, peut, pour autant que les faits mentionnés ci-dessus ne sont pas contestés, fournir une preuve complète de chacune de ces circonstances.

La déclaration faite sous serment professionnel par l'inspecteur scolaire d'arrondissement :

1^o Que des parents, tuteurs ou autres gardiens mentionnés dans l'art. 4 ne lui ont pas fourni, sur sa demande, les renseignements visés dans l'art. 25, premier alinéa;

2^o Que des parents, tuteurs ou autres gardiens mentionnés dans l'art. 4 n'ont pas soumis un enfant à l'examen prescrit d'après l'article 25, deuxième, sixième ou septième alinéa ;

3^o Qu'à un examen complémentaire, selon l'art. 25, sixième alinéa, une amélioration satisfaisante ne s'est pas manifestée ;

Peut fournir une preuve complète de chacune de ces circonstances.

Art. 29. — Le Conseil communal peut déterminer par ordonnance que, sous les conditions à fixer par cette ordonnance, des agents de la police auront le droit de conduire au chef de l'école dont il fait partie l'enfant qu'ils trouveront sur la voie publique durant les temps de classe.

Art. 30. — Les déclarations, les listes et les communications visées dans les art. 18, 40 et 49 sont dressées d'après les modèles qui seront établis par le Ministre chargé de l'application de la loi réglementant l'enseignement primaire.

Art. 31. — Les formules des déclarations mentionnées par les art. 4 et 40, et aussi les listes en blanc et les formules des communications visées dans l'art. 49 peuvent être obtenues gratuitement au secrétariat de la commune comme les listes visées dans l'art. 18 sont fournies gratuitement par l'Etat aux municipalités.

Art. 32. — Les faits déclarés punissables par la présente loi sont considérés comme contraventions.

Art. 33. — Toutes les pièces et requêtes établies en conséquence de la présente loi sont affranchies du droit de timbre et de la formalité de l'enregistrement ; la délivrance de ces pièces a lieu gratuitement.

Les communications, déclarations, demandes et requêtes

visées dans les art. 4, 9, 10 et 13, peuvent être envoyées gratuitement par la poste par les intéressés, en tenant compte des prescriptions à établir par la Reine. Franchise de lettres est en même temps accordée pour l'envoi aux intéressés de la communication des permissions et dispositions et des avertissements convocations, avis et notifications visés dans les art. 10, 13, 16, 20, 21 et 25.

TITRE II

De l'enseignement de répétition.

Art. 34. — L'art. 17 de la loi réglementant l'enseignement primaire sera rédigé comme suit :

A ceux qui ont reçu l'enseignement primaire ordinaire, il est donné la possibilité de recevoir l'enseignement de répétition.

L'enseignement de répétition peut s'étendre même à des matières qui n'ont pas été comprises dans l'enseignement primaire reçu.

Le Conseil communal règle, après entente avec l'inspecteur scolaire de district, et après s'être procuré l'avis du directeur ou des directeurs des écoles primaires, la teneur de l'enseignement de répétition et la manière dont il sera donné, d'après les besoins locaux, en tenant compte des prescriptions suivantes :

1^o Il doit être donné pendant au moins 96 heures dans l'année ;

2^o Il doit comprendre aux moins quatre matières d'enseignement, dont deux au moins sont comprises parmi l'enseignement primaire ordinaire ;

3^o Il doit être établi de telle sorte que les parents qui ne veulent pas faire profiter leurs enfants de plus de 96 heures d'enseignement de répétition dans l'année puissent faire suivre à ces enfants un cours régulier sans que ce nombre d'heures soit dépassé ;

4^o Sauf les dispenses temporaires à accorder par la Reine, à des communes ou à des fractions de communes déterminées, il

doit y avoir possibilité pour les filles, soit qu'elles assistent ou non aux cours avec les garçons, de recevoir dans l'année 96 heures d'enseignement, en dehors des heures du soir ;

5° Il ne peut être consacré à l'enseignement de répétition, en dehors des heures du soir, plus de deux demi-journées par semaine ;

6° Durant les heures désignées pour l'enseignement de répétition, il ne sera donné, dans les locaux attribués à cet usage, aucun enseignement primaire ordinaire aux classes de l'école primaire ordinaire qui reçoivent l'instruction dans ces locaux.

Une heure de cours commençant à 5 heures de l'après-midi ou plus tard est censée appartenir aux heures du soir.

L'art. 18 et l'art. 19, lettre b, lui sont applicables.

TITRE III

Dispositions finales et transitoires.

Art. 35. — Le Conseil communal a le droit, pour favoriser la fréquentation scolaire, de distribuer de la nourriture et des habillements aux enfants fréquentant l'école qui en ont besoin, ou d'accorder dans ce but des subsides, l'un et l'autre, d'après les règles qui seront établies par mesure générale d'administration.

Les enfants qui fréquentent les écoles publiques et les enfants qui fréquentent les écoles privées visées dans l'art. 2, 1^{er} alinéa de la présente loi, sont traités à ce sujet sur le pied de l'égalité.

Art. 36. — A l'égard des enfants pour lesquels un congé sera demandé conformément aux dispositions de l'art. 13, dans les six mois à compter du moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, le délai de six mois mentionné dans le 1^{er} paragraphe de l'art. 13 sera remplacé par le délai plus court qui s'est écoulé

entre l'instant de l'entrée en vigueur de la présente loi et le jour de la demande.

Art. 37. — Cette loi peut être citée sous le titre : *Leerplichtwet*.
Loi sur l'Obligation scolaire.

Art. 38. — Cette loi entrera en application à une date à fixer ultérieurement par la Reine.

Par la mise en application de la présente loi sont abrogés les articles 80 et 81 de la loi pour la réglementation de l'enseignement primaire.

Mandons et ordonnons que la présente loi sera insérée au *Journal Officiel*, et que tous les départements ministériels, autorités, collèges et fonctionnaires à qui ce devoir incombe veilleront à sa stricte exécution.

Donné à Soestdijk, le 7 juillet 1900.

WILHELMINE.

Promulgué le 18 juillet 1900.

Le Ministre de l'Intérieur,
Goeman BORGESIUŠ.

III

LOI SUR L'ENSEIGNEMENT MOYEN

du 2 mai 1863.

Revisée notamment le 14 juin 1909.

Nous, Guillaume III, par la Grâce de Dieu, roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, etc,

A tous ceux qui les présentes verront et entendront lire, salut !

Considérant que, d'après l'art. 194 de la Constitution, l'enseignement moyen doit être réglé par la loi ;

Notre Conseil d'Etat entendu, et de commun accord avec les Etats-généraux, avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Sont censées faire partie de l'instruction moyenne toutes les matières enseignées dans les écoles que régit la présente loi.

Art. 2. — Les écoles d'enseignement moyen sont publiques ou libres.

Les écoles publiques sont celles fondées et entretenues par

les communes, les provinces et l'Etat, séparément ou conjointement ; les autres sont des écoles libres.

La commune, la province ou l'Etat peuvent accorder à des établissements privés une subvention, aux conditions que les autorités communales, les administrations provinciales ou le Roi jugent nécessaires.

Les établissements privés ainsi subventionnés sont, de même que les écoles publiques, accessibles à tous les élèves sans distinction de confession religieuse.

Art. 3. — L'enseignement moyen donné conjointement aux enfants de trois familles au plus est considéré comme enseignement à domicile.

Art. 4. — Nul ne peut donner l'instruction moyenne s'il n'est en possession des certificats de capacité et de moralité exigés par la présente loi.

Pour les étrangers, il faut, en outre, l'autorisation du Roi.

Art. 5. — Les dispositions de l'article précédent ne sont pas applicables :

a) A ceux qui ne donnent l'instruction moyenne qu'aux enfants d'une seule famille ;

b) A ceux qui, ne faisant pas de l'enseignement moyen leur profession et se déclarant disposés à enseigner gratuitement, ont obtenu du Roi l'autorisation de donner un semblable enseignement.

Art. 6, et 7 (abrogés par la loi du 15 avril 1886).

Art. 8. — Le droit de donner l'enseignement moyen est perdu pour quiconque a subi une condamnation définitive :

a) Pour crime ;

b) A une des peines prévues dans l'art. 28, n° 4 et 5 du Code pénal.

Tout professeur qui mène une conduite déréglée ou qui répand, par son enseignement, des doctrines contraires aux bonnes

mœurs ou excitant à la désobéissance aux lois du pays, peut être privé par le Roi de son droit de donner l'instruction.

Art. 9. — Celui qui a perdu le droit de donner l'enseignement moyen ne peut le recouvrer.

Toutefois, dans le cas prévu au dernier paragraphe de l'article précédent, ce droit peut être rendu par le Roi.

Art. 10. — On peut en appeler au Roi de toute décision prise par les Etats députés conformément à la présente loi.

Art. 11. — La présente loi n'est pas applicable aux établissements d'enseignement de la marine et de l'armée de terre, ni aux professeurs y attachés.

Elle ne l'est pas non plus, pour autant qu'il s'agit du droit d'enseigner, aux écoles de sourds et muets ou d'aveugles qui sont cependant soumises à la surveillance mentionnée dans l'art. 46.

En cas de dissentiment sur la qualification d'une école, le Roi décide si elle doit être rangée en tout ou en partie parmi les établissements d'instruction primaire, moyenne, ou supérieure.

TITRE II

De l'Enseignement moyen public.

Art. 12. — L'enseignement moyen public se donne :

- a) Dans les écoles moyennes inférieures (burgerscholen) ;
- b) Dans les écoles moyennes supérieures (hoogere burgerscholen) ;
- c) Dans les écoles d'agriculture.

CHAPITRE PREMIER

Des écoles moyennes inférieures, des écoles moyennes supérieures et des écoles d'agriculture.

§ 1. — *Des écoles.*

Art. 13. — Les écoles moyennes inférieures, destinées essentiellement aux futurs hommes de métier et cultivateurs, se divisent en écoles du jour et en écoles du soir.

L'école du jour comprend un cours de deux ans.

On y enseigne : *a)* les mathématiques ; *b)* les premiers principes de la mécanique théorique et appliquée et de la théorie des machines ; *c)* ceux de la physique et de la chimie ; *d)* ceux de l'histoire naturelle ; *e)* ceux de la technologie ou de l'agronomie ; *f)* les éléments de la géographie ; *g)* ceux de l'histoire ; *h)* ceux de la langue hollandaise ; *i)* les premières notions de l'économie politique ; *k)* le dessin artistique et linéaire ; *l)* la gymnastique.

Le Conseil communal choisit entre l'enseignement de la technologie et celui de l'agronomie ; il peut aussi décider que ces deux matières seront enseignées simultanément. Aux matières énumérées ci-dessus, il peut encore ajouter l'enseignement du modelage et d'une langue étrangère.

Le Conseil détermine en même temps quelles sont les matières mentionnées dans cet article qui seront enseignées à l'école du soir.

Art. 14. — Dans chaque commune dont la population excède dix mille âmes, l'administration communale est tenue d'établir au moins une école moyenne inférieure, école du jour et du soir. Cette école pourra être annexée à une école primaire.

Si la population d'une commune de plus de 10.000 âmes était tellement éparsée qu'il faudrait peu compter sur la fréquentation d'une école moyenne ou s'il était pourvu d'une autre manière aux besoins de l'enseignement, le Roi pourrait dispenser la

commune des prescriptions contenues dans le premier alinéa du présent article.

S'il est bien évident qu'une école du soir suffit aux besoins d'une commune, le Roi peut accorder à celle-ci dispense de l'obligation d'établir une école moyenne du jour, mais chaque fois pour un nombre limité d'années seulement. Dans ce cas, l'enseignement de l'école du soir se répartira sur un cours de deux ans et le Roi décidera, le Conseil communal entendu, lesquelles des branches énumérées dans l'article précédent seront comprises dans l'enseignement.

Art. 15. — Les écoles moyennes supérieures se divisent en écoles moyennes supérieures à cours quinquennal et en écoles moyennes supérieures à cours triennal.

Art. 16. — L'enseignement des écoles moyennes supérieures à cours triennal comprend :

a) Les mathématiques ; *b)* les premiers éléments de la physique et de la chimie ; *c)* les éléments de la botanique et de la zoologie ; *d)* ceux de l'économie politique ; *e)* ceux de la comptabilité ; *f)* la géographie ; *g)* l'histoire ; *h)* la langue hollandaise ; *i)* la langue française ; *k)* la langue anglaise ; *l)* la langue allemande ; *m)* la calligraphie ; *n)* le dessin artistique et linéaire ; *o)* la gymnastique.

Art. 17. — L'enseignement des écoles moyennes supérieures à cours quinquennal comprend : *a)* les mathématiques ; *b)* les éléments de la mécanique théorique et appliquée, de la théorie des machines et de la technologie ; *c)* la physique et ses principales applications ; *d)* la chimie et ses principales applications ; *e)* les éléments de la minéralogie, de la géologie, de la botanique et de la zoologie ; *f)* ceux de la cosmographie ; *g)* les fondements des institutions communales, provinciales et nationales des Pays-Bas ; *h)* l'économie politique et la statistique, principalement des Pays-Bas et de leurs colonies et possessions dans les autres parties du monde ; *i)* la géographie ; *k)* l'histoire ; *l)* la langue et la littérature hollandaise ; *m)* la langue et la littérature

française ; *n*) la langue et la littérature anglaise ; *o*) la langue et la littérature allemande ; *p*) les éléments des sciences commerciales, entre autre ceux de la mercio-logie et de la comptabilité ; *q*) la calligraphie ; *r*) le dessin artistique et linéaire ; *s*) la gymnastique.

Art. 18. — Il sera créé ou moins quinze écoles moyennes supérieures de l'Etat qui seront réparties entre les communes des diverses régions du pays où elles seront jugées les plus opportunes. Cinq au moins parmi elles seront à cours quinquennal.

Art. 19. — Il sera fondé un institut agricole de l'Etat, s'il n'est pas pourvu d'autre manière au besoin d'instruction agronomique.

L'Etat peut accorder une subvention aux écoles privées d'Agriculture.

Art. 20. — L'enseignement de l'institut agricole de l'Etat comprend : *a*) l'économie politique ; *b*) les mathématiques appliquées comme l'arpentage, le nivellement et le cubage ; *c*) la mécanique appliquée à l'agriculture et la connaissance des machines agricoles ; *d*) la construction et l'aménagement des bâtiments destinés à l'agriculture et à l'élevage du bétail ; *e*) le dessin linéaire appliqué à l'architecture et aux machines ; *f*) la physique, la chimie et la météorologie appliquées à l'agriculture ; *g*) la technologie agricole ; *h*) la minéralogie et la géologie appliquées à l'agriculture ; *i*) la botanique et la zoologie générales et spéciales ; *k*) l'anatomie et la physiologie des plantes et des animaux ; *l*) la connaissance des formes extérieures des races, des maladies et de la thérapeutique des animaux domestiques ; *m*) l'agriculture générale et les cultures spéciales — l'agriculture proprement dite, la patologie, la culture maraîchère, l'horticulture, l'arboriculture, et la pomologie ; *n*) l'élevage du bétail, y compris l'élevage des oiseaux de basse-cour, l'apiculture et la préparation des produits de la laiterie ; *o*) la comptabilité agricole ; *p*) l'agriculture pratique, y compris l'arboriculture et l'économie du bétail ; *q*) l'agriculture et la sylviculture dans les colonies.

Art. 21. — Le plan d'organisation de l'enseignement, tel qu'il est prescrit aux écoles communales et aux écoles de l'Etat par les art. 13, 16, 17 et 20, peut être modifié, restreint, ou étendu, suivant les circonstances dans les écoles moyennes inférieures, dans les écoles moyennes supérieures ou dans les écoles d'agriculture établies avec ou sans subvention de l'Etat par les provinces, les communes ou des particuliers.

Les communes, les provinces ou les particuliers qui créeront des écoles moyennes pour les jeunes filles, avec ou sans subvention de l'Etat, seront libres de les organiser comme ils l'entendront, sous réserve toutefois des conditions auxquelles la subvention leur est accordée.

Art. 22. — Tout ce qui concerne l'admission aux écoles moyennes supérieures et aux écoles d'agriculture de l'Etat, les obligations du directeur et des professeurs et l'organisation de l'enseignement est, pour autant que la présente loi n'y a pas pourvu, fixé par mesure générale d'administration.

§ 2. — *Des professeurs.*

Art. 23. — Les instituteurs des écoles moyennes inférieures, des écoles moyennes supérieures publiques et de l'institut agricole de l'Etat portent le titre de professeur (leeraar).

A la tête de chacune de ces écoles se trouve placé un des professeur portant le titre de directeur.

Art. 24. — Le nombre des professeurs aux écoles communales ainsi que le montant de leur traitement, est fixé par le Conseil communal.

Les décisions du Conseil communal y relatives seront soumises à l'approbation des Etats députés, lorsqu'il s'agit d'écoles que les communes sont tenues d'établir en vertu de la présente loi, et à celle du ministre de l'Intérieur quand il s'agit d'écoles subventionnées par l'Etat. La même approbation est nécessaire pour les écoles fondées par une province avec subvention de l'Etat.

Art. 25. — Pour pouvoir être nommé professeur à une école moyenne inférieure, il faut, outre un certificat de bonne conduite délivré par l'administration de la commune ou des communes où l'on a séjourné pendant les deux dernières années, être en possession d'un des diplômes suivants :

a) Pour les matières désignées sous les lettres *a-d* dans l'art. 13 et pour la technologie, du diplôme *A* mentionné à l'art. 70 ou d'un des diplômes mentionnés à l'art. 76, pour chacune de ces matières séparément ;

b) Pour l'agronomie, du diplôme spécial *A* pour cette branche conféré en vertu de l'art. 73 ;

c) Pour les branches désignées sous les lettres *f-h* dans l'art. 13, du diplôme mentionné au 1^{er} paragraphe de l'art. 74 ou d'un des diplômes mentionnés à l'art. 76, pour chacune de ces branches séparément ;

d) Pour les premières notions de l'économie politique, du diplôme mentionné au 2^e paragraphe de l'art. 74 ou du diplôme spécial pour cette matière mentionné à l'art. 76 ;

e) Pour le dessin et la gymnastique, du diplôme spécial pour ces branches mentionné à l'art. 76.

Sont également autorisés à enseigner les matières mentionnées dans l'art. 13 sous les lettres *f-h*, ceux qui possèdent le diplôme d'instituteur en chef pour l'instruction primaire ; de même ceux qui possèdent un diplôme pour les mathématiques et les langues vivantes conféré en vertu de l'art. 47 de la loi du 13 août 1857 sont autorisés à enseigner ces matières.

Art. 26. — Pour pouvoir être nommé professeur à une école moyenne supérieure à cours triennal, il faut, outre le certificat mentionné à l'article précédent, être en possession d'un des diplômes suivants :

a) Pour les matières désignées dans l'art. 16 sous les lettres *a-c*, du diplôme *A* mentionné dans l'art. 70 ou d'un des diplômes mentionnés à l'art. 76, pour chacune de ces matières séparément ;

b) Pour les éléments de l'économie politique, du diplôme mentionné au second paragraphe de l'art. 74 ou du diplôme spécial pour cette branche mentionné à l'art. 76 ;

c) Pour les éléments de la comptabilité, du diplôme mentionné au 1^{er} paragraphe de l'art. 75 ou du diplôme spécial pour cette branche mentionné à l'art. 76 ;

d) Pour les matières désignées dans l'art. 16 sous les lettres *f-h* du diplôme mentionné au 1^{er} paragraphe de l'art. 74 ou d'un des diplômes mentionnés à l'art. 76 pour chacune de ces matières séparément ;

e) Pour les matières désignées dans l'art. 16 sous les lettres *i, k, l, n* et *o* des diplômes spéciaux pour ces matières conférés en vertu de l'art. 77.

Art. 27. — Pour pouvoir être nommé professeur à une école moyenne supérieure à cours quinquennal, il faut outre le certificat mentionné à l'art. 25, être en possession d'un des diplômes suivants :

a) Pour les branches désignées dans l'art. 17 sous les lettres *a* et *b*, du diplôme *B* mentionné à l'art. 70 ou à l'art. 71 ;

b) Pour la branche désignée sous la lettre *c*, du diplôme *B* mentionné à l'art. 71 ;

c) Pour la branche désignée sous la lettre *d*, du diplôme *B* mentionné à l'art. 72 ;

d) Pour les branches désignées sous les lettres *e* et *f*, du diplôme *A* mentionné à l'art. 70 ;

e) Pour les matières désignées sous les lettres *g* et *h*, du diplôme mentionné au second paragraphe de l'art. 73 ou d'un des diplômes pour ces matières conférés en vertu de l'art. 76 ;

f) Pour les matières désignées sous les lettres *i-l*, du diplôme mentionné au 1^{er} paragraphe de l'art. 74 ou d'un des diplômes conférés en vertu de l'art. 76, pour chacune de ces branches séparément ;

g) Pour les matières désignées sous les lettres *m-o, r* et *s*, d'un des diplômes pour ces branches conférés en vertu de l'art. 77 ;

h) Pour les matières désignées sous la lettre p, du diplôme mentionné au 1^{er} paragraphe de l'art 75, ou du diplôme spécial pour cette branche mentionné à l'art. 76.

Art. 28. — Les directeurs et professeurs des écoles moyennes supérieures de l'Etat et de l'institut agricole national sont nommés, suspendus et révoqués par le Roi.

Art. 29. — Les directeurs et professeurs des écoles communales sont nommés par le conseil communal, sur une liste de candidats dressée par le bourgmestre et les échevins, l'inspecteur entendu.

Ils peuvent être suspendus par le collège échevinal qui rend compte dans le plus bref délai possible de sa décision au conseil communal.

Ils sont révoqués par le conseil communal, le collège échevinal et l'inspecteur entendus.

Si l'inspecteur estime une suspension nécessaire et que le collège échevinal néglige ou refuse de la prononcer, elle peut être prononcée par les Etats députés.

Si le collège échevinal ou l'inspecteur juge une révocation nécessaire et que le Conseil communal néglige ou refuse de la prononcer, elle peut être prononcée par les Etats députés.

Art. 30. — La durée de la suspension d'un directeur ou professeur ne peut dépasser trois mois.

L'arrêté de suspension détermine si elle se produit soit avec maintien soit avec perte totale ou partielle du traitement.

Art. 31. — (Supprimé par la loi du 5 juin 1905).

Art. 32. — Les directeurs et professeurs des écoles moyennes supérieures communales, des écoles moyennes inférieures communales et des écoles moyennes communales pour jeunes filles sont assimilés aux fonctionnaires civils pour l'application des règles concernant leur pension.

Art. 33. — Les contributions dues par les directeurs et professeurs conformément au précédent article sont perçues par les

soins des administrations communales pour le compte de l'Etat.

Art. 34 et 35. — (Abrogés par l'art. 41 n° 5 de la loi du 9 mai 1890).

§ 3. — *Des dépenses.*

Art. 36. — Les dépenses des écoles moyennes communales que la commune doit supporter, pour autant qu'elles ne sont pas couvertes par des fonds spéciaux y affectés ou qu'elles ne sont pas à la charge d'autres, sont :

- a) Les traitements des directeurs, des professeurs et du personnel domestique attachés à ces écoles ;
- b) Les frais de construction et d'entretien ou les frais de location des locaux scolaires et des habitations des directeurs ou professeurs, pour autant qu'ils peuvent avoir la jouissance d'un logement gratuit ;
- c) Les frais d'éclairage et de chauffage des locaux scolaires ;
- d) Les frais d'achat et d'entretien du mobilier scolaire, des instruments et autres objets nécessaires pour l'enseignement ;
- e) La contribution de la commune à la pension de retraite des professeurs ;
- f) Les frais de la commission locale d'inspection.

Art. 37. — Pour subvenir aux dépenses des écoles, il pourra être exigé une rétribution de chaque élève.

Cette rétribution ne pourra dépasser douze florins par an dans les écoles communales visées par l'art. 14, ni soixante florins par an dans les écoles moyennes supérieures de l'Etat.

Le taux de la rétribution aux écoles communales est fixé par le Conseil communal, aux écoles provinciales par les Etats provinciaux et aux écoles de l'Etat par le ministre de l'Intérieur.

La rétribution aux écoles communales ne pourra être établie, modifiée ou abolie que conformément aux art. 232.236 de la loi du 29 juin 1851.

La perception de cette rétribution est réglée par une ordon-

nance locale conformément aux dispositions des art. 258-262 de ladite loi.

La perception de la rétribution aux écoles moyennes supérieures de l'Etat se fait suivant le mode prescrit par le ministre de l'Intérieur. Le produit des rétributions est versé au Trésor public.

Art. 38. — Quiconque est inscrit comme élève d'un institut agricole de l'Etat verse au début de chaque année scolaire une somme de 40 florins au moins et de 100 florins au plus. Il acquiert par là accès à tous les cours de l'école. Le taux de la contribution est fixé par le ministre de l'Intérieur.

Ceux qui ne désirent suivre que quelques cours peuvent en obtenir l'autorisation du directeur. Ils paient aussi au début de chaque année scolaire pour les cours qui se donnent :

Une fois par semaine, 5 florins ;

Deux fois par semaine, 10 florins ;

Trois fois par semaine, 15 florins ;

Quatre fois par semaine ou plus, 20 florins.

Le produit des rétributions mentionnées dans le présent article est versé au Trésor public.

CHAPITRE II

De l'école polytechnique.

(Ce chapitre comprenant les art. 39-43 a été abrogé par la loi du 22 mai 1905 sur l'enseignement supérieur).

TITRE III

De l'enseignement moyen privé.

Art. 44. — Pour pouvoir donner l'enseignement dans les écoles privées ou l'enseignement à domicile, il faut être en possession :

a) D'un diplôme de capacité obtenu conformément à la présente loi;

b) D'un certificat de bonne conduite délivré par l'administration de la commune ou des communes où l'on a résidé durant les deux dernières années;

c) D'une attestation que ces deux pièces ont été vues et recon-
nues en règle par le bourgmestre et les échevins de la commune où l'enseignement sera donné.

Art. 45. — Le collègue échevinal (bourgmestre et échevins) décide, dans les quatre semaines à compter du jour où la demande a été faite, s'il y a lieu d'accorder ou de refuser l'attestation mentionnée à l'art. 44 sous la lettre c.

Il est permis de recourir aux Etats députés contre cette décision ou si la décision n'a pas été notifiée dans le délai fixé à celui qui désire enseigner.

Après rejet du pourvoi par les Etats députés ou si, dans un délai de six semaines, leur décision n'a pas été notifiée à l'intéressé, il peut en être appelé au Roi.

Art. 45 bis. — 1. Le Roi peut accorder une subvention versée par le Trésor public, chaque fois pour une période correspondant au total des années d'études, aux administrations des écoles moyennes supérieures privées avec cours de trois ans au moins et cours de cinq ans au plus, pourvu que :

1^o L'école se trouve sous l'administration d'une institution ou association possédant la personnalité civile;

2^o Le plan d'études soit communiqué au ministre de l'Intérieur et qu'il résulte de ce document que l'enseignement, s'il s'agit d'une école à cours triennal embrassera les matières mentionnées dans l'art. 16 sous les lettres *a-l* et *n*, et, s'il s'agit d'une école à cours de quatre ou de cinq ans, les matières mentionnées sous les lettres *a-p* et *r*, et qu'il sera donné pour chaque classe et dans l'ensemble des matières indiquées pour cette classe par le plan d'études au moins pendant vingt-cinq heures par semaine, et pour chaque matière en particulier au cours de l'ensemble

des années d'études pendant un nombre minimum d'heures par semaine qui sera fixé par mesure générale d'administration.

3^o L'enseignement soit donné conformément à un programme de leçons communiqué chaque année au ministre de l'Intérieur, affiché à une place visible dans les locaux des classes, et mentionnant en même temps les jours de fête et les périodes de vacances ;

4^o L'enseignement soit donné dans les matières mentionnées dans les art. 16 et 17 par des professeurs possédant les certificats de capacité exigés pour pouvoir être nommé professeur en ces matières dans les écoles moyennes supérieures publiques à cours équivalent ou, pour autant que l'enseignement est ou sera donné temporairement dans une matière par un professeur qui n'en a pas complètement le droit, que l'autorisation royale ait été obtenue. Cette autorisation ne peut être accordée que pour des motifs spéciaux et elle ne peut l'être chaque fois pour plus d'une année scolaire ;

5^o Le directeur possède la capacité, exigée dans l'art. 26, s'il s'agit d'une école à cours triennal, ou dans l'art. 27, s'il s'agit d'une école avec cours de quatre ou de cinq ans, de donner l'enseignement dans l'une des matières prévues dans ce paragraphe sous le 2^o.

2. Chaque année le Roi détermine le montant de la subvention à laquelle l'administration a droit pour l'année écoulée.

3. La subvention est calculée :

1^o Par heure d'enseignement donnée hebdomadairement, jusqu'à un maximum de trente heures par classe dans les matières mentionnées dans les art. 16 et 17, comme aussi dans les matières qui d'après la réponse faite par le ministre de l'Intérieur à la demande de l'administration, ne font pas obstacle à l'octroi des subsides. Si le nombre des élèves dans une classe dépasse vingt-cinq et que cette classe est divisée en deux classes parallèles, deux classes parallèles entrent en compte pour le

calcul de la subvention et trois, si une classe en comprend plus de cinquante et que cette classe est divisée en trois classes parallèles :

Entre plus de deux heures de classe consécutives, il pourra être accordé un quart d'heure au plus de récréation qui comptera pour le calcul de la subvention.

Pour une classe divisée en deux classes parallèles dont le nombre des élèves descend à vingt-cinq ou à moins de vingt-cinq et pour une classe divisée en trois classes parallèles dont le nombre des élèves descend à cinquante ou à moins de cinquante, les classes parallèles peuvent néanmoins entrer en compte s'il apparaît que cette diminution sera temporaire;

2^o S'il s'agit d'une école à cours triennal, jusqu'à un total de 45 florins et, s'il s'agit d'une école avec cours de quatre ou cinq ans, jusqu'à un total de 50 florins.

En outre il sera accordé une contribution dans le traitement alloué au directeur jusqu'à concurrence de mille florins ;

3^o Pour les dépenses de construction, création et entretien ou de location d'un local pour la gymnastique, suivant des dispositions qui seront établies par mesure générale d'administration.

La subvention calculée conformément au présent paragraphe sera cependant diminuée jusqu'à l'excédent au cours de l'année écoulée, des dépenses de l'école sur les autres recettes et ne sera pas versée du moment que les recettes visées ne sont pas dépassées par les dépenses.

4. Le versement de la subvention pour l'année écoulée n'a pas lieu pour les écoles moyennes supérieures :

a) Où le revenu des rétributions scolaires pour cette année a comporté une recette moyenne par élève de plus de 75 florins s'il s'agit d'une école à cours triennal, et de plus de 150 florins, s'il s'agit d'une école avec cours de quatre ou cinq ans ;

b) Qui sont établies dans des communes possédant une école moyenne supérieure publique avec des cours équivalents ou dans des communes environnantes, si le revenu des rétri-

butions scolaires n'a pas donné pour cette année une recette moyenne par élève de plus de 20 florins, s'il s'agit d'une école à cours triennal, ni de plus de 40 florins s'il s'agit d'une école avec cours de quatre ou cinq ans, et encore moins si ce revenu de l'école moyenne supérieure est resté inférieur à cette somme;

c) Qui n'ont pas rempli durant cette année les conditions posées dans le premier paragraphe.

5. Les administrations sont tenues de fournir au ministre de l'Intérieur tous les renseignements demandés ayant trait aux deux premiers paragraphes du présent article, et cela à peine de suppression du droit à la subvention.

6. Des prescriptions concernant l'application du présent article seront données par mesure générale d'administration.

7. En dehors de ce qui est dit au par. 1^{er} du présent art. l'Etat ne peut accorder aucun secours pécuniaire à une école moyenne supérieure subsidiée en vertu du présent article ni lui procurer aucune aide soit directe soit indirecte.

8. A l'égard d'une école moyenne supérieure subsidiée en vertu de la présente loi, les articles 2, par. 3 et 4 et 21 par. 1^{er} de la présente loi et l'art. 1^{er} de la loi du 25 avril 1879 ne sont pas applicables.

9. Dans les communes où il n'existe pas d'école moyenne supérieure publique, l'accès de l'école moyenne supérieure subsidiée ne peut être, à moins que l'école ne soit destinée exclusivement à des internes, refusée à aucun élève pour ses croyances religieuses.

Art. 45 *ter*. — La subvention prévue par l'art. précédent sera diminuée dans la proportion de 50 % pour chaque année durant laquelle le nombre des élèves aura été inférieur à 18, s'il s'agit d'une école à cours triennal, et à 30, s'il s'agit d'une école avec cours de quatre ou de cinq ans. La subvention sera supprimée pour chaque année durant laquelle le nombre des élèves aura été respectivement inférieur à 42 et à 20.

Cette disposition n'est pas applicable, s'il s'agit d'une école à cours triennal, pendant les trois premières années, et, s'il s'agit d'une école avec cours de quatre ou de cinq ans, pendant les cinq premières années qui suivent l'ouverture de l'école.

Pour l'application de cet article, on prendra pour base le nombre des élèves qui au 15 janvier de l'année scolaire courante sont connus comme fréquentant réellement l'école.

TITRE IV

Du contrôle.

Art. 46. — Le contrôle des écoles publiques et libres d'enseignement moyen est remis, sous la haute surveillance du ministre de l'Intérieur :

a) A des commissions locales d'inspection nommées par le Conseil communal ;

b) A des inspecteurs dont l'un est spécialement chargé du contrôle des écoles d'agriculture tant libres que de l'Etat.

Art. 47. — Le nombre des inspecteurs est fixé par le Roi.

Ils sont nommés et révoqués par le Roi.

Ils jouissent d'un traitement et d'une indemnité pour frais de voyage et de séjour, le tout à la charge de l'Etat.

La disposition de l'art. 34 leur est également applicable.

Ils ne remplissent aucune charge ni emploi sans l'autorisation du Roi.

Art. 48. — Les inspecteurs sont convoqués une fois l'an par le ministre de l'Intérieur, afin d'examiner sous sa direction les besoins de l'enseignement moyen et d'aviser aux meilleures mesures à prendre pour le faire prospérer.

Art. 49. — Lors de leur installation, les membres des commissions locales d'inspection et les inspecteurs prêtent serment ou font promesse d'exercer leurs fonctions fidèlement et consciencieusement.

Les membres des commissions d'inspection prêtent ce serment ou font la promesse entre les mains du juge du canton où ils résident, les inspecteurs entre les mains du ministre de l'Intérieur.

Art. 50. — Les membres des commissions d'inspection et les inspecteurs ont le droit de constater par procès-verbal les contraventions à la présente loi et aux ordonnances concernant l'enseignement moyen.

Art. 51. — Les écoles mentionnées à l'art. 46 sont constamment accessibles aux membres des commissions d'inspection et aux inspecteurs.

Les professeurs sont tenus de leur fournir les renseignements demandés au sujet de l'école et de l'enseignement.

Art. 52. — Les commissions locales d'inspection exercent le contrôle sur les écoles moyennes de la commune et les visitent au moins deux fois l'an. Elles veillent à ce que les ordonnances générales concernant l'enseignement moyen et les règlements spéciaux pour les écoles moyennes et les écoles moyennes supérieures publiques soient rigoureusement observés. Elles tiennent note du personnel enseignant, du nombre des élèves et de l'état de l'enseignement; elles signalent à l'inspecteur les changements importants survenus dans les écoles de la commune et lui fournissent toutes les informations qu'il demande; elles font, tant au conseil communal qu'au ministre de l'Intérieur, toutes les propositions qu'elles croient nécessaires dans l'intérêt de l'enseignement.

Elles adressent, chaque année avant le 1^{er} mars, au conseil communal un rapport motivé sur l'état de l'enseignement soumis à leur contrôle pendant l'année précédente et en envoient copie aux Etats députés et à l'inspecteur ou aux inspecteurs chargés du contrôle de ces écoles.

Art. 53. — Les inspecteurs visitent les écoles confiées à leur surveillance assez fréquemment pour se tenir au courant de leur situation; ils s'efforcent d'augmenter la prospérité de l'ensei-

gnement moyen en s'entendant pour cela avec les administrations communales et les professeurs ; ils ont accès aux examens de fin de cours des écoles moyennes inférieures et supérieures ; ils renseignent le ministre de l'intérieur sur tous les projets sur lesquels leur avis est demandé et lui font toutes les propositions qu'ils jugent utiles aux intérêts de l'enseignement moyen.

Chaque année, avant le 1^{er} mai, ils adressent au susdit ministre un rapport motivé sur l'état de l'enseignement dans les écoles dont l'inspection leur est confiée.

Art. 54. L'inspecteur de l'enseignement agronomique veille à la fidèle observation des dispositions de la présente loi et de toutes les ordonnances rendues par le Roi ou en son nom qui ont trait aux écoles d'agriculture. Il surveille la marche de l'enseignement dans ces écoles, comme aussi dans les écoles moyennes inférieures où l'on enseigne la science agronomique ; dans ces dernières cependant l'enseignement agronomique est seul de son ressort ; il s'efforce d'augmenter la prospérité de l'enseignement agricole en s'entendant pour cela avec les administrations communales et avec les professeurs ; il a accès aux examens de fin de cours des écoles d'agriculture et des écoles bourgeoises où l'enseignement agronomique est donné ; il renseigne le ministre de l'Intérieur sur tous les sujets sur lesquels son avis est demandé et lui fait toutes les propositions qu'il juge utiles aux intérêts des écoles.

Chaque année, avant le 1^{er} mai, il adresse au susdit ministre un rapport motivé sur l'état de l'enseignement agricole.

TITRE V

Des examens de fin d'études.

Art. 55. — A tous ceux qui auront suivi l'enseignement d'une école moyenne inférieure, d'une école moyenne supérieure à cours quinquennal ou d'une école d'agriculture publique, l'oc-

casion sera offerte une fois chaque année d'obtenir un certificat ou un diplôme à la suite d'un examen.

Sont également admis à subir cet examen ceux qui n'ont pas suivi l'enseignement de ces écoles.

Les examens sont publics.

Art. 56. — L'examen de fin d'études pour les écoles moyennes inférieures a lieu devant une commission, composée d'un membre de la commission locale d'inspection choisi par elle, comme président, du directeur de l'école et des professeurs enseignant les matières sur lesquelles porte l'examen.

L'examen embrasse les branches enseignées à l'école établie dans la commune, à l'exception de la gymnastique. Si l'agriculture et la technologie sont enseignées simultanément à l'école, le candidat peut choisir sur laquelle de ces deux matières il désire être examiné.

Art. 57. — Les examens de fin d'études des écoles moyennes supérieures à cours quinquennal et ceux des écoles d'agriculture ont lieu devant des commissions nommées chaque année par le Commissaire du Roi dans la province où ces écoles sont situées.

Les membres de ces commissions reçoivent de l'Etat une indemnité pour frais de voyage et de séjour, en même temps que des vacations.

L'examen de fin d'études des écoles moyennes supérieures embrasse les matières mentionnées sous les lettres *a-p* et *r* de l'art. 17.

Le diplôme d'agronome s'obtient à la suite d'un examen d'où il ressort que le candidat possède les connaissances qui lui ont été enseignées à l'école.

Art. 58-65. — (Supprimés par la loi du 22 mai 1905).

Art. 66. — Le candidat qui a subi, à la satisfaction de la commission un des examens mentionnés dans les articles précédents reçoit un certificat ou un diplôme, conforme au modèle fixé par le ministre de l'Intérieur.

Des certificats sont délivrés à ceux qui ont subi d'une manière satisfaisante les examens de fin d'études des écoles moyennes inférieures et des écoles moyennes supérieures ; des diplômes sont délivrés à ceux qui ont subi d'une manière satisfaisante les examens de fin d'études dans la science agronomique.

Les certificats sont délivrés gratuitement ; le coût du diplôme est de quarante florins. Cette somme est versée dans les caisses de l'Etat.

Art 67. — Les commissions visées dans l'art. 56 adressent un rapport sur leur activité au conseil communal et en envoient une copie à l'inspecteur ou aux inspecteurs chargés de la surveillance des écoles moyennes inférieures.

Les commissions visées dans l'art. 57, adressent au Commissaire du Roi, dans la province, un rapport sur leur activité et en envoient une copie à l'inspecteur ou aux inspecteurs chargés de la surveillance des écoles moyennes supérieures ou des écoles d'agriculture.

TITRE VI

Des certificats de capacité.

Art. 68. — Les certificats d'aptitude à donner l'enseignement à l'école et à domicile sont conférés à la suite d'examens.

Art. 69. — Chaque année, le ministre de l'Intérieur nomme des commissions chargées d'examiner ceux qui désirent obtenir un certificat de capacité pour l'enseignement moyen.

Les localités où siégeront ces commissions sont indiquées chaque année par le susdit ministre.

Les examens sont publics à l'exception de ceux des institutrices.

Les membres des commissions reçoivent de l'Etat une indemnité pour frais de voyage et de séjour en même temps que des vacations.

Art. 70. — Il y a deux certificats de capacité pour l'enseignement scolaire des sciences mathématiques et mécaniques.

Le premier certificat A est conféré à la suite d'un examen comprenant :

a) L'arithmétique, l'algèbre, la géométrie, la trigonométrie rectiligne et sphérique, les éléments de la géométrie descriptive et analytique ;

b) Les éléments de la mécanique théorique et appliquée, de la théorie des machines et de la technologie ;

c) Les éléments de la physique, de la chimie et de la cosmographie ;

d) Les éléments de la minéralogie, de la géologie, de la botanique et de la zoologie.

Le second, certificat B, qui ne peut être conféré qu'à ceux qui possèdent déjà le certificat A mentionné en cet article est obtenu à la suite d'un examen comprenant :

e) La géométrie descriptive et analytique, le calcul différentiel et intégral ;

f) La mécanique théorique et appliquée.

Art. 71. — Il y a deux certificats de capacité pour l'enseignement scolaire de la physique.

Le premier, certificat A, est identique au certificat A mentionné à l'art. 70.

Le second, certificat B, qui ne peut être conféré qu'à ceux qui possèdent déjà le certificat A mentionné ci-dessus est obtenu à la suite d'un examen comprenant :

a) La géométrie analytique ;

b) Le calcul différentiel et intégral ;

c) La mécanique théorique ;

d) La physique et ses principales applications ;

e) La météorologie ;

f) La chimie.

Art. 72. — Il y a deux certificats de capacité pour l'enseignement scolaire de la chimie.

Le premier, certificat A, est identique au certificat A mentionné à l'art. 70.

Le second, certificat B, qui ne peut être conféré qu'à ceux qui possèdent déjà le certificat A mentionné ci-dessus, est obtenu à la suite d'un examen comprenant :

- a) La chimie générale, la chimie appliquée et la chimie analytique ;
- b) La technologie chimique ;
- c) La physique.

Art. 73. — Il y a deux certificats de capacité pour l'enseignement scolaire de l'agriculture :

Le premier, certificat A, s'obtient, pour celui qui possède déjà le diplôme A mentionné dans l'art. 70, à la suite d'un examen sur les principes de l'agriculture ;

Le second, certificat B, s'obtient à la suite d'un examen semblable à celui nécessaire pour conquérir le diplôme d'agronome.

Art. 74. — Le certificat de capacité pour l'enseignement scolaire de la langue et de la littérature néerlandaise et des sciences historiques s'obtient à la suite d'un examen comprenant :

- a) La langue et la littérature néerlandaise ;
- b) L'histoire ;
- c) La géographie mathématique, physique et politique.

Celui pour l'enseignement scolaire de l'économie politique s'obtient à la suite d'un examen comprenant :

a) L'économie politique et la statistique, spécialement celles des Pays-Bas et de leurs colonies et possessions dans les autres parties du monde ;

b) Les principes des institutions communales, provinciales et nationales des Pays-Bas.

Art. 75. — Le certificat de capacité pour l'enseignement scolaire des sciences commerciales s'obtient à la suite d'un examen comprenant :

- a) La tenue des livres ;
- b) Les éléments des sciences commerciales, embrassant le

droit commercial, la géographie commerciale, la statistique de l'industrie et du commerce, la connaissance de l'organisation financière des divers Etats et la mercio-logie.

Le certificat pour l'enseignement scolaire de l'art de la navigation s'obtient à la suite d'un examen comprenant :

a) Les mathématiques élémentaires, y compris la trigonométrie sphérique ;

b) Les éléments de l'astronomie ;

c) La connaissance des phénomènes de l'atmosphère et de l'océan ;

d) La connaissance des instruments en usage dans les observations sur mer.

Art. 76. — Les Commissions mentionnées dans l'art. 69 sont autorisées à accorder, après un examen satisfaisant, des certificats spéciaux de capacité pour chacune des matières mentionnées dans les art. 70 et 74 et pour la tenue des livres.

Art. 77. — Les Commissions mentionnées à l'art. 69 confèrent, après un examen satisfaisant, des certificats spéciaux pour l'enseignement scolaire :

a) De la langue et de la littérature française ;

b) De la langue et de la littérature anglaise ;

c) De la langue et de la littérature allemande ;

d) Du dessin ;

e) De la calligraphie ;

f) Du modelage ;

g) De la gymnastique.

Cependant, pour pouvoir enseigner les matières énumérées sous les lettres *e* et *f*, il n'est pas nécessaire de posséder un certificat de capacité.

Lesdites commissions sont, en outre, autorisées à conférer après un examen satisfaisant, des certificats pour l'enseignement scolaire d'autres langues vivantes.

Par mesure générale d'administration, le certificat désigné sous la lettre *d* sera divisé en divers certificats dans le pro-

gramme desquels le modelage sera compris pour autant qu'il est utile. De plus, la capacité d'enseigner attachée à la possession de chacun de ces certificats y sera déterminée.

Art. 78. — Pour l'obtention des certificats d'aptitude à l'enseignement scolaire mentionnés dans les art. 70-76, ainsi que de ceux concernant les langues vivantes, il faut subir en outre un examen satisfaisant sur la théorie de l'enseignement et de l'éducation (la pédagogie), principalement au point de vue de l'enseignement moyen.

En sont dispensés toutefois ceux qui, possédant déjà un de ces certificats, se présentent pour l'obtention d'un nouveau certificat pour l'enseignement scolaire moyen.

Le certificat mentionné à l'art. 45 de la loi du 13 août 1857 donne le droit d'enseigner les matières y spécifiées dans les écoles moyennes de filles.

Art. 79. — Le certificat pour l'enseignement à domicile s'obtient après un examen semblable à celui qui est requis pour l'enseignement scolaire, en éliminant de l'examen la pédagogie.

Les certificats d'aptitude à l'enseignement scolaire sont valables aussi pour l'enseignement à domicile.

Art. 80. — Lorsque le candidat a passé l'examen à la satisfaction de la commission qui en est chargée, celle-ci lui délivre le certificat désiré, suivant le modèle prescrit par le ministre de l'Intérieur.

Art. 81. — Le certificat d'aptitude à l'enseignement scolaire moyen est délivré contre perception de :

Vingt florins pour un des certificats *B* mentionnés dans les art. 70, 71, 72 et 73 ;

Quinze florins pour un des certificats *A* mentionnés dans les art. 70, 71 et 72, ou pour un des certificats mentionnés dans les art. 74 et 75 ;

Dix florins pour le certificat *A* mentionné à l'art. 73 ou pour un des certificats mentionnés dans les art. 76 et 77.

Le certificat d'aptitude à l'enseignement moyen à domicile est

délivré contre perception de sept florins quand il ne comprend qu'une matière et de dix florins quand il comprend deux ou plusieurs matières.

Le produit des droits payés pour les certificats est versé dans les caisses de l'Etat, déduction faite des frais de réunion de la commission dans lesquels ne sont pas compris toutefois les frais **de voyage** et de séjour et les vacations des membres.

Art. 82. — Quiconque a obtenu dans le pays en vertu de la présente loi ou d'**ordonnances** antérieures un diplôme de médecin vétérinaire ou d'agronome a le droit d'enseigner les sciences techniques pour lesquelles il a passé l'**examen** et conquis le diplôme. Toutefois, il doit posséder en outre le **certificat de bonne conduite** mentionné à l'art. 25.

TITRE VII

Dispositions transitoires.

Art. 83. — Quiconque, à l'époque de la mise en vigueur de la présente loi, sera attaché à un établissement public ou privé d'enseignement moyen et y enseignera, sans être en contravention avec les règlements existants, des matières pour l'enseignement desquelles la présente loi exige un certificat de capacité n'aura besoin pour continuer son enseignement dans cet établissement d'aucune nomination ou autorisation nouvelle.

Art. 84. — Le diplôme d'admission générale du premier degré obtenu en vertu de la loi du 3 avril 1806 donne les mêmes droits que le certificat A mentionné à l'art. 70 et le certificat de capacité mentionné dans le par. 1^{er} de l'art. 74.

Art. 85. — Le certificat de capacité conféré en vertu de l'art. 72 de la loi du 13 août 1857 pour l'enseignement moyen plus développé des langues vivantes, des mathématiques et de la physique, ainsi que les certificats équivalents obtenus en vertu de la loi du 3 avril 1806 donnent les mêmes droits que

les certificats de capacité pour ces matières délivrés conformément aux art. 76 et 77 de la présente loi.

Art. 86. — Ceux qui, avant l'époque de la mise en vigueur de la présente loi, ont obtenu un grade académique à l'une des écoles supérieures de l'Etat conservent le droit de donner l'enseignement moyen dans les matières que le diplôme conféré les autorise à enseigner.

Le grade de docteur ès-sciences mathématiques et physiques donne les mêmes droits que le certificat B mentionné dans les art. 70, 71 et 72.

Le grade de candidat (licencié) ès-sciences mathématiques et physiques donne les mêmes droits que le certificat A mentionné à l'art. 70.

Le grade de docteur ou de candidat ès-lettres donne les mêmes droits que le certificat mentionné au premier alinéa de l'art. 74.

Le grade de docteur en droit donne les mêmes droits que le certificat pour l'économie politique mentionné à l'art. 74.

Art. 87. — Mêmes droits qu'à l'article ci-dessus sont reconnus à ceux qui après la mise en vigueur de la présente loi obtiendront les susdits grades de docteur ou de candidat, jusqu'à ce que la loi sur l'enseignement supérieur en ait disposé autrement.

Art. 88. — Le certificat mentionné à l'art. 3 du décret royal du 13 avril 1817, n° 22, s'il a été obtenu avant la mise en application de la présente loi, donne les mêmes droits que le certificat de capacité pour l'enseignement du dessin, délivré conformément à l'art. 77 de la présente loi.

Art. 89. — Ceux qui, quoique ne possédant pas le diplôme d'ingénieur, en exercent ou en ont exercé les fonctions au service de l'Etat, sont autorisés, sous les conditions spécifiées au dernier alinéa de l'art. 82, à enseigner les sciences techniques dont la connaissance est requise pour remplir les fonctions d'ingénieur.

Sous les mêmes conditions, ceux qui ont suivi le cours complet d'une des institutions de l'Etat destinées à former des ingénieurs et des officiers de l'armée de terre et de mer sont autorisés à enseigner les sciences techniques dans lesquelles ils ont été instruits pendant la durée de ce cours.

Art. 90. — Pendant les six premières années, à partir du jour de l'entrée en application de la présente loi, le Roi pourra accorder aux néerlandais et aux étrangers qui ont acquis à l'étranger le droit d'enseigner une ou plusieurs des matières mentionnées dans la présente loi, le droit d'enseigner les mêmes matières dans le pays.

Art. 91. — Les communes qui, en vertu de l'art. 14 de la présente loi sont tenues d'établir et d'entretenir des écoles moyennes, devront s'acquitter de cette obligation dans un délai de six années, à compter du moment où la présente loi sera exécutoire ou de celui où la population de la commune dépassera le chiffre de dix mille âmes.

Art. 92. — Les écoles moyennes supérieures de l'Etat mentionnées seront ouvertes dans les cinq années qui suivront l'époque de l'entrée en application de la présente loi.

Art. 93. — Les cours à l'école polytechnique seront ouverts dans l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la présente loi.

Les élèves de l'Académie d'ingénieurs civils à Delft qui, à l'époque de l'ouverture des cours seront admis à suivre en 3^e ou 4^e année les cours du génie civil ou des mines, seront dispensés de l'examen A mentionné à l'art. 59. Les élèves qui, à cette époque, seront admis à suivre les cours de la 1^{re} ou de la 2^e année d'études et qui désireront subir ledit examen, seront dispensés de l'examen sur les matières où ils ont déjà été examinés lors de leur admission à l'académie ou qui n'y ont pas été enseignées.

Art. 94. — Tant qu'il n'aura pas été ouvert un nombre suffisant d'écoles moyennes supérieures à cours quinquennal, une

partie de l'enseignement qui doit y être donné en préparation aux cours de l'école polytechnique sera donnée à ce dernier établissement.

Cet enseignement préparatoire comprendra :

a) Les mathématiques ; b) la physique ; c) la chimie ; d) les éléments de la botanique et de la zoologie ; e) la tenue des livres et les éléments des sciences commerciales ; f), le dessin artistique et linéaire.

Le Roi déterminera quand cessera à l'école polytechnique cet enseignement préparatoire.

Art. 95. — La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} juillet 1863.

Les prescriptions existantes concernant l'enseignement moyen seront abrogées avec l'entrée en vigueur de la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi sera insérée au *Journal Officiel* et que tous les départements ministériels, autorités, collèges, et fonctionnaires à qui ce devoir incombe veilleront à sa stricte exécution.

Donné à Amsterdam, le 2 mai 1863.

GUILLAUME.

Le ministre de l'Intérieur,

THORBECKE.

Promulgué le 19 mai 1863.

IV

LOI SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

du 28 avril 1876.

Revisée notamment le 22 mai 1905.

Nous, Guillaume III, par la grâce de Dieu, roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

A tous ceux qui verront ou entendront lire les présentes, salut !

Considérant que d'après l'art. 194 de la Constitution, l'enseignement supérieur, doit être réglé par la loi ;

Notre Conseil d'Etat entendu, et de commun accord avec les Etats-Généraux, avons décrété et décrétons ce qui suit :

TITRE I

Dispositions générales.

Article premier. — L'enseignement supérieur embrasse la formation et la préparation à la culture substantielle des sciences et à l'exercice des professions sociales qui exigent une éducation scientifique.

Art. 2. — Les écoles d'enseignement supérieur sont publiques ou privées.

Les écoles publiques sont celles établies et entretenues par les communes et l'Etat, séparément ou conjointement ; les autres sont écoles privées.

Art. 3. — Pour être admis à donner l'enseignement supérieur dans les écoles communales ou privées, les étrangers doivent être autorisés par le Roi.

TITRE II

De l'Enseignement supérieur public.

Art. 4. — L'enseignement supérieur public est donné :

Dans les gymnases ;

Dans les écoles supérieures ;

Dans les universités.

CHAPITRE PREMIER

Des Gymnasés.

§ 1. — Des écoles.

Art. 5. — Les gymnases sont des institutions destinées à préparer à l'enseignement universitaire.

Dans les gymnases seront enseignées :

a) La langue et la littérature grecque ; *b)* la langue et la littérature latine ; *c)* la langue et la littérature hollandaise ; *d)* la langue française ; *e)* la langue allemande ; *f)* la langue anglaise ; *g)* l'histoire ; *h)* la géographie ; *i)* les mathématiques ; *k)* la physique ; *l)* la chimie ; *m)* l'histoire naturelle.

Pourront également être enseignées dans les gymnases :

n) La langue hébraïque ; *o)* la gymnastique.

Art. 6. — Chaque commune, dont la population excède 20.000 âmes, sera tenue d'établir un gymnase ou, s'il en existe

déjà, de l'organiser conformément aux dispositions de la présente loi.

Dans les autres communes, des gymnases pourront être établis.

Le Roi pourra dispenser de l'obligation énoncée dans le premier paragraphe de cet article les communes possédant plus de 20.000 habitants où il y aurait peu à compter sur la fréquentation d'un gymnase.

Art. 7. — L'enseignement dans les gymnases comportera un cours de six ans suivant un plan d'études qui sera arrêté par le Roi par mesure générale d'administration et qui règlera la teneur de l'enseignement et les détails du cours.

Il appartient aux administrations des communes où la population est de moins de 20.000 âmes et avec l'approbation royale aux communes dispensées de l'obligation contenue dans le premier paragraphe de l'art 6, de fonder des gymnases à cours de quatre ans qui porteront le nom de progymnases et dont le plan d'études général sera arrêté de la même manière par le Roi.

Art. 8. — Il pourra être accordé aux communes une subvention de l'Etat pour leurs gymnases.

Les communes qui jouissent déjà d'une subvention de l'Etat pour leurs écoles latines ou gymnases continueront à en jouir pour autant que ces institutions seront conformes aux dispositions de la présente loi.

Art. 9. — Pour être admis comme élève à un gymnase, il faut avoir subi un examen.

Cet examen passé devant un ou plusieurs professeurs sous le contrôle des curateurs comporte pour l'admission à la première année d'études : la lecture, l'écriture, le calcul, les éléments de la langue néerlandaise, la géographie et l'histoire.

Là où les circonstances locales le rendront utile, le Conseil communal pourra décider que l'examen s'étendra aux éléments

des mathématiques et à ceux de la langue française ou à l'une seulement de ces deux matières.

L'examen d'admission à une année d'études supérieure comprendra les branches enseignées, au gymnase, au cours de l'année d'études précédant celle où le candidat demande à être admis.

En cas de divergence d'opinion entre professeurs et curateurs sur l'issue de l'examen, le collège des curateurs décidera.

Art. 10. — Tout ce qui concerne l'admission aux gymnases, les obligations du recteur et des professeurs, l'organisation de l'enseignement et les vacances, sera réglé par l'administration communale, pour autant qu'il n'y aura pas été pourvu par la loi.

Art. 11. — Aux élèves des gymnases à cours sexennal qui ont suivi l'enseignement complet, la faculté sera donnée annuellement d'obtenir, après un examen oral et écrit, un certificat constatant leur aptitude à commencer des études universitaires dans la faculté indiquée dans le certificat.

Cet examen sera public pour la partie orale et aura lieu devant les professeurs du gymnase sous le contrôle d'un ou plusieurs délégués désignés par le ministre de l'Intérieur. En cas de divergence entre les professeurs qui ont fait passer l'examen et le ou les délégués au sujet de la délivrance du certificat, l'avis des délégués prévaudra.

Le programme de cet examen, de même que l'exercice du contrôle du ou des délégués sera fixé par mesure générale d'administration.

Art. 12. — Tous autres élèves que ceux mentionnés dans les art. 11 et 157 auront la faculté annuellement d'obtenir le même certificat en subissant avec succès le même examen mentionné dans l'art. 11 devant une commission nommée par le Roi

L'époque et le lieu des réunions de cette commission seront déterminés par le ministre de l'Intérieur. Ses membres recevront de l'Etat, outre une rémunération pour vacations, une indemnité pour frais de voyage et de séjour.

Art. 13. — Ceux qui auront subi avec succès l'examen final des écoles moyennes supérieures à cours quinquennal seront, à l'examen prescrit à l'art. 12, examinés uniquement sur les matières auxquelles ils n'avaient pas été soumis lors de l'examen de fin d'études.

Par mesure générale d'administration, seront indiquées les matières, dont à l'examen prévu dans l'art 12 seront dispensés ceux qui auront subi avec succès d'autres examens institués par l'Etat et portant, en partie, sur les mêmes matières.

§ 2. — *Des professeurs.*

Art. 14. — Les instituteurs dans les gymnases portent le titre de professeurs (*leeraar*).

A la tête de chaque gymnase est placé l'un des professeurs qui porte le titre de recteur

Un des professeurs est désigné pour remplacer le recteur en cas d'empêchement ; il porte le titre de vice-recteur (*conrector*).

Art. 15. — Le conseil communal fixe le nombre des professeurs du gymnase ainsi que le montant de leurs traitements.

Les décisions du conseil communal y ayant trait seront soumises à l'approbation des Etats députés, pour les écoles que les communes sont tenues d'établir en vertu de la présente loi, et à celle du ministre de l'Intérieur pour les écoles subventionnées par l'Etat.

Art. 16. — Pour pouvoir être nommé professeur à un gymnase, il faut, outre un certificat de bonne conduite délivré par l'administration de la commune ou des communes que l'on a habitées durant les deux dernières années, être en possession d'un des grades ou diplômes suivants :

a) Pour les langues et littératures grecque et latine, du grade de docteur en littérature classique ;

b) Pour la langue et la littérature hollandaise, du grade de docteur en littérature hollandaise ;

c) Pour les langues française, allemande, anglaise, d'un diplôme constatant l'aptitude du titulaire à donner l'instruction moyenne dans ces matières ;

d) Pour l'histoire, du grade de docteur en littérature classique ou de celui de docteur en littérature néerlandaise ;

e) Pour la géographie, du grade de docteur en littérature néerlandaise ou de celui de docteur ès-sciences mathématiques et physiques ;

f) Pour les mathématiques et la physique, du grade de docteur ès-sciences mathématiques et astronomiques ou de celui de docteur ès-sciences mathématiques et physiques ;

g) Pour la chimie, du grade de docteur en chimie ;

h) Pour l'histoire naturelle, du grade de docteur en géologie et minéralogie ou de celui de docteur en botanique et zoologie ;

i) Pour la langue et la littérature hébraïque, du grade de docteur en théologie ou de celui de docteur ès-lettres sémitiques.

Cet enseignement pourra également être donné par ceux qui sont en possession d'un diplôme prouvant qu'ils ont subi avec succès un examen ecclésiastique, du moment que ce diplôme leur donne le droit d'exercer les fonctions de ministre ou de professeur du culte. Cette disposition s'étend à ceux qui, au rang supérieur et moyen, enseignent la religion israélite-hollandaise et la religion israélite-portugaise ;

k) Pour la gymnastique, d'un diplôme constatant l'aptitude du titulaire à donner l'enseignement moyen en cette matière.

Pourront également être préposés à l'enseignement mentionné plus haut, sous les lettres *a*, *b*, *e*, *f*, *g*, *h* et *i*, ceux qui auront subi avec succès l'examen précédant immédiatement celui du doctorat.

Pourront également être préposés à l'enseignement mentionné plus haut sous les lettres *b*, *d*, *e*, *f*, *g* et *h*, ceux qui possèdent un diplôme constatant leur aptitude à enseigner ces branches dans une école moyenne supérieure à cours quinquennal.

Les recteurs et vice-recteurs devront avoir le grade de docteur en littérature classique. Les vice-recteurs des progymnases pourront temporairement être dispensés par le Roi de la possession du grade de docteur.

Art. 17. — Le Conseil communal nomme les professeurs des gymnases sur une liste de candidats dressée par les curateurs, après avoir entendu l'inspecteur dont l'avis sera communiqué au Conseil.

Pour les nominations aux écoles subsidiées par le Royaume, il faut l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Ils peuvent être suspendus par le bourgmestre et les échevins qui rendent compte aussitôt que possible de cette décision au Conseil communal.

Ils sont révoqués par le Conseil communal, le collège échevinal et l'inspecteur entendus.

Si l'inspecteur juge une suspension nécessaire et que le collège échevinal néglige ou refuse de la prononcer, elle peut l'être par les Etats députés de la province.

Si le collège échevinal ou l'inspecteur juge une révocation nécessaire et que le Conseil communal néglige ou refuse de la prononcer, elle peut l'être par les Etats députés de la province.

Art. 18. — La durée de la suspension d'un professeur ne peut dépasser trois mois.

L'arrêté de suspension détermine si elle est prononcée avec maintien ou bien avec perte totale ou partielle du traitement.

La suspension ou la révocation ne peut être prononcée sans que l'intéressé ait été préalablement entendu ou dûment appelé.

Art. 19. — L'intéressé, pour autant qu'il n'aura pas reçu satisfaction auprès du collège échevinal, du Conseil communal et de l'inspecteur, peut en appeler au Roi des décisions prises par les Etats députés en vertu de l'art. 15, par. 2, et des art. 17 et 18.

Art. 20. — Les professeurs des gymnases sont, pour l'application des règles concernant la pension, considérés comme des fonctionnaires civils.

Art. 21. — Les contributions dûes par les professeurs conformément à l'article précédent, sont encaissées par l'administration communale pour le compte de l'Etat.

§ 3. — *Des dépenses.*

Art. 22. — Pour subvenir aux dépenses des gymnases, il pourra être exigé de chaque élève une rétribution scolaire, laquelle, si elle est la même pour les élèves de la même classe, ne pourra dépasser la somme de 100 florins par an pour l'ensemble des leçons.

L'établissement, la modification ou la suppression de cette rétribution ont lieu en tenant compte des art. 232-236 de la loi communale. La perception en est réglée par une ordonnance locale conformément aux art. 258-262 de cette loi.

Si la contribution n'est pas la même pour tous les élèves de la même classe, les art. 264-266 de la loi communale y sont également applicables, étant entendu que :

1^o Il ne sera perçu pour aucun élève plus que ce qui est estimé revenir par tête d'élève au compte de la commune pour l'enseignement ;

2^o La contribution annuelle restera au dessous de 100 florins pour la dernière classe de rétribution scolaire ;

3^o La rétribution scolaire sera, pour les élèves dont les parents ou les tuteurs ne résident pas dans la commune, fixée d'après un tarif qui chaque fois sera déterminé par le Roi comme la condition que la commune devra remplir pour recevoir, conformément à l'art. 8, les subsides du Royaume pour son gymnase.

§ 4. — *De l'administration et du contrôle.*

* Art. 23. — Chaque gymnase est placé sous le contrôle d'un collège de curateurs nommé par le Conseil communal.

Une somme pour frais de bureau est allouée annuellement à ce collège, à la charge de la caisse communale.

Art. 24. — Le collège de curateurs veille à la fidèle observation de la présente loi et de toutes les ordonnances qui en découleront.

Il signale à l'inspecteur les modifications importantes qui se sont produites dans le gymnase et adresse au Conseil communal les propositions qu'il juge nécessaires dans l'intérêt de l'établissement.

Chaque année, avant le 1^{er} mars, il présente au Conseil communal un rapport détaillé sur la situation du gymnase pendant l'année précédente et, avant le 1^{er} septembre, il adresse à l'inspecteur un semblable rapport sur l'année scolaire qui vient de s'écouler.

Art. 25. — L'inspection des gymnases est, sous la haute surveillance du ministre de l'Intérieur, confiée à un ou plusieurs inspecteurs.

Les inspecteurs sont nommés et révoqués par le Roi. Ils jouissent d'un traitement et d'une indemnité pour frais de voyage et de séjour, le tout à la charge de l'Etat. Ils ne peuvent, sans l'autorisation du Roi, remplir aucune charge ni emploi.

Art. 26. — Lors de l'acceptation de leur fonction, les inspecteurs prêtent le serment ou font la promesse, entre les mains du ministre de l'Intérieur, de remplir leur charge fidèlement et consciencieusement.

Art. 27. — Les inspecteurs ont le droit de constater par procès-verbal toutes les contraventions à la présente loi et aux ordonnances qui en découleront, pour autant qu'elles concernent les gymnases.

Art. 28. Les inspecteurs ont libre accès à tous les gymnases placés sous leur surveillance. Les curateurs et recteurs sont tenus de leur fournir les renseignements qu'ils demandent concernant l'école et l'enseignement qui s'y donne. *

Art. 29. — Les inspecteurs veillent à se tenir au courant, par des visites, des gymnases placés sous leur surveillance ; ils s'appliquent, de concert avec les Conseils communaux, les curateurs

et les recteurs à augmenter la prospérité des gymnases ; ils éclairent le gouvernement sur toutes les questions au sujet desquelles leur avis est demandé, et adressent au ministre de l'Intérieur les propositions qu'ils jugent utiles.

Chaque année, avant le 1^{er} novembre, ils envoient au ministre de l'Intérieur un rapport détaillé sur l'état de l'enseignement dans les gymnases placés sous leur surveillance.

CHAPITRE II

Des écoles supérieures.

SECTION I. — Dispositions générales.

Art. 30. — L'Etat donnera l'enseignement technique supérieur dans une école supérieure technique.

SECTION II. — De l'école supérieure technique.

§ 1. — Dispositions générales.

Art. 31. — L'école polytechnique de Delft est l'école supérieure technique.

Art. 32. — L'école supérieure technique comprend les sections suivantes :

- a) La section des sciences générales ;
- b) La section des ponts et chaussées ;
- c) La section de l'architecture ;
- d) La section de la construction mécanique, de la construction navale et de l'électrotechnie ;
- e) La section de la technologie chimique et des mines.

Par mesure générale d'administration, le nombre des sections pourra être augmenté et chaque section répartie en subdivisions.

Art. 33. Pour autant que la réglementation n'en est pas

faite par la présente loi, seront déterminés par mesure générale d'administration :

- a) L'organisation intérieure de l'école supérieure technique ;
- b) La gestion des curateurs et, pour autant que cela paraîtra nécessaire, celle du recteur-magnifique et de ses assesseurs, et les autres attributions de ces collègues ;
- c) Les modalités de l'examen prévu par l'art. 123, les conditions pour la délivrance du titre de docteur, la manière, la teneur et la durée des examens et promotions, les moments où ils auront lieu, et tout ce qui s'y rapporte.

§ 2. — *De l'enseignement.*

Art. 34. — L'Etat donne à l'école supérieure technique l'enseignement dans les branches suivantes :

- a) Les mathématiques pures et appliquées ; b) la mécanique théorique et appliquée ; c) la physique théorique et appliquée ; d) la chimie générale ou physique ; la chimie minérale et organique et leurs applications, la chimie analytique ; e) l'hydraulique théorique et expérimentale ; f) l'architecture hydraulique ; g) la construction et l'exploitation des routes et des ponts ; h) l'architecture ; i) la construction mécanique ; k) l'architecture navale ; l) l'électrotechnie ; m) la technologie mécanique et chimique ; n) l'hygiène technique ; o) la microbiologie générale et appliquée ; p) l'anatomie microscopique ; q) la géologie et la minéralogie ; r) l'exploitation des mines, la métallurgie et la docimasie ; s) l'arpentage, le nivelage et la géodésie ; t) le mesurage et le pesage suivant l'étalon ; u) la connaissance et la recherche des matériaux de construction ; v) le dessin technique ; w) le dessin à la main et le modelage ; x) l'art décoratif ; y) l'histoire de l'art ; z) l'économie politique ; aa) le droit constitutionnel, administratif et commercial ; bb) l'enseignement professionnel et la comptabilité ; cc) la géographie ; dd) l'histoire générale et l'histoire nationale ; ee) l'histoire de la civilisation ; ff) l'étude des rapports.

En outre, on enseignera les travaux pratiques sur bois et sur métal et des expériences pratiques seront faites dans les laboratoires et stations d'épreuves.

Art. 35. — Si le Roi le juge utile, l'Etat peut enseigner des matières qui ne sont pas comprises dans l'art. 34.

§3. — *Du matériel de l'enseignement, des concours et des bourses.*

Art. 36. — L'Etat prévoit chaque année les sommes nécessaires pour la construction, l'entretien et l'amélioration des bâtiments, pour le mobilier, pour la réunion et l'extension des collections et des instruments servant à l'enseignement.

L'administration et l'usage de ces collections et instruments seront réglés par le Roi, les curateurs entendus.

Art. 37. — Chaque année, il y aura, dans chaque section à tour de rôle un ou plusieurs concours dont le nombre sera fixé par le ministre de l'Intérieur, les curateurs entendus.

La réponse la plus satisfaisante faite par l'un des élèves d'une institution hollandaise d'enseignement supérieur et jugée digne d'être couronnée par la section qui aura posé la question sera récompensée par une médaille d'or.

Art. 38. — Chaque année, l'Etat prévoira une somme de 10.000 florins au plus afin de faire accomplir, sur la proportion des curateurs, à un ou plusieurs étudiants diplômés qui désirent obtenir le grade de docteur, un voyage d'études à l'étranger, et afin de fournir, pour autant qu'il est nécessaire des bourses dont le montant ne peut dépasser 800 florins aux étudiants peu fortunés présentant des aptitudes spéciales.

§ 4. — *Des professeurs et des employés.*

Art. 39. — Les professeurs sont nommés et révoqués par le Roi.

Pour chaque place vacante une liste de présentation motivée est envoyée par les curateurs au ministre de l'Intérieur.

Cette liste de présentation est accompagnée de l'avis du recteur magnifique et de ses assesseurs, et de la section où le nouveau professeur prendra rang.

La démission n'est prononcée que sur demande de l'intéressé ou après audition des curateurs; ceux-ci expriment leur avis sur ce point, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

La démission honorable conserve aux professeurs leur titre.

Art. 40. — Les professeurs reçoivent de l'Etat un traitement annuel dont le montant sera fixé par le Roi.

Art. 41. — Chaque professeur sera chargé de l'enseignement de branches déterminées désignées dans son acte de nomination. Ces branches peuvent être modifiées ou diminuées par le Roi.

Un professeur ne peut pas être forcé, contre sa volonté, d'enseigner d'autres matières.

Art. 42. — Chaque professeur reste libre, sous l'approbation des curateurs, de donner d'autres leçons en sus de celles dont il est chargé.

Les décisions des curateurs accordant ou refusant cette approbation sont communiquées au ministre de l'Intérieur et peuvent être cassées par le Roi.

Art. 43. — Les professeurs peuvent avec l'approbation du Roi être autorisés à échanger entre eux les matières qui leur sont attribuées.

Art. 44. — Les professeurs ne peuvent remplir aucune charge ni fonction sinon avec l'autorisation du Roi.

Les professeurs qui acceptent d'être membres de l'une des deux Chambres des Etats-généraux sont de droit en non activité pendant la durée de leur mandat et jouissent de la moitié de leur traitement à titre de traitement de congé.

Art. 45. — Sans l'autorisation écrite du ministre de l'Intérieur, les professeurs ordinaires ne peuvent remplir les fonctions de

conseiller technique, ni se charger du plan, de l'exécution ou de la surveillance de travaux.

Art. 46. — A la fin de l'année d'études au cours de laquelle un professeur aura atteint l'âge de soixante-dix ans, ce professeur sera mis à la retraite.

Sur la proposition de la section, le professeur qui a été mis à la retraite conformément au paragraphe 1^{er} de cet article pourra, avec l'approbation des curateurs, être admis à continuer de donner des leçons dans des branches qui seront indiquées. Ces branches seront désignées de la manière ordinaire.

Ces leçons ne comptent pas pour l'application de l'art. 34.

Art. 47. — Des professeurs extraordinaires et des lecteurs seront nommés par le Roi après avis des curateurs, du recteur-magnifique et ses assesseurs, et de la section. Ils recevront de l'Etat un traitement annuel.

Leur démission n'est prononcée que sur leur demande ou après audition des curateurs ; ceux-ci expriment leur avis, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

Les professeurs extraordinaires sont membres de la section où ils ont été nommés.

L'expression de professeurs employée dans les art. 39, 40, 44, 45 et 46 ne comprend pas les professeurs extraordinaires.

Art. 48. — Des lecteurs agrégés (*privaat-docenten*) pourront, les curateurs entendus, être admis par le ministre de l'Intérieur à donner d'une manière précaire l'enseignement supérieur à l'école technique supérieure.

Les curateurs peuvent accorder aux lecteurs agrégés, sous des conditions à déterminer, l'usage des institutions, collections et matériel servant à l'enseignement

Art. 49. — En cas d'empêchement ou d'absence d'un professeur ou lecteur, et dans le cas prévu dans le 2^e paragraphe de l'art. 44, le Roi y pourvoira par des mesures provisoires, si l'intérêt de l'enseignement le demande.

Art. 50. — Les employés sont nommés et révoqués par le ministre de l'Intérieur qui peut déléguer ses pouvoirs aux curateurs en ce qui concerne les employés inférieurs.

§ 5. — *De l'accès aux leçons.*

Art. 51. — A l'occasion de l'enseignement donné par les professeurs et lecteurs, celui qui assiste une ou plusieurs fois à leurs leçons doit payer pour chaque année d'études une somme de 200 fl. qui est versée dans les caisses de l'Etat.

La restitution de ces droits a lieu seulement, lorsque par suite de décès avant l'ouverture des cours, ceux-ci ne sont pas suivis, et, alors, sur la demande des héritiers.

Sauf cette somme de 200 fl., aucune rétribution n'est exigée pour recevoir l'enseignement des professeurs et des lecteurs.

Art. 52. — Le droit d'assister aux cours est acquis, sauf ce qui sera dit à l'art. 54, en s'inscrivant chez le recteur-magnifique.

L'inscription se fait gratuitement ; le recteur-magnifique en donne une attestation signée dans la forme qui sera déterminée par le ministre de l'Intérieur ; elle vaut pour l'année d'études où elle s'est produite et donne accès pour cette année à toutes les leçons comme aussi à toutes les institutions et collections de l'école supérieure, sauf ce qui est dit dans le 2^e paragraphe des art. 39 et 69.

Le recteur magnifique n'admet à l'inscription que si on lui présente l'attestation que l'intéressé a payé les droits prévus à l'art. 51, ou qu'il est en possession d'un des diplômes mentionnés dans l'art. 118, ou qu'il jouit d'une bourse de l'Etat, ou qu'il a payé une somme de 800 florins à l'occasion de l'enseignement des professeurs et des lecteurs, ou qu'il est inscrit pour tout l'enseignement chez le recteur-magnifique d'une université de l'Etat.

Art. 53. — Celui qui aura assisté une ou plusieurs fois, sans

y avoir droit, aux cours de l'école supérieure sera puni d'une amende de 250 florins au plus. Le fait punissable sera considéré comme contravention.

Art. 54. — Le ministre de l'Intérieur, les personnes désignées par lui, les curateurs, les professeurs, les lecteurs, les employés de l'école supérieure et les lecteurs agrégés (*privaat-docenten*) visés dans l'art. 48 ont, en tout temps, la faculté de suivre toutes les leçons à l'école supérieure technique.

Les professeurs et les lecteurs, chacun en ce qui concerne leurs leçons, peuvent accorder l'accès de leurs leçons pendant quelques heures à des personnes qui ne sont pas inscrites conformément à l'art. 52.

Art. 55. — Quiconque possède l'un des diplômes prévus dans l'art. 118, ou jouit d'une bourse de l'Etat, ou a payé les 800 florins mentionnés à la fin de l'art. 52, ou est inscrit pour tout l'enseignement chez le recteur-magnifique d'une université de l'Etat, est dispensé d'opérer le paiement prescrit par l'art. 51. Cependant, après l'inscription prévue par l'art. 52, il a droit d'accès aux institutions et collections visées dans le 2^e parag. de l'art. 52, sous la réserve y mentionnée.

Les curateurs peuvent, chaque fois pour une année d'étude, accorder à ceux qui le désirent, la permission de suivre seulement quelques cours de professeurs ou de lecteurs. Dans ce cas, il est perçu à l'occasion de cet enseignement, pour des leçons données :

Une fois par semaine, 10 florins ;

Deux fois par semaine, 20 florins ;

Trois fois par semaine, 30 florins ;

Quatre fois par semaine ou plus, 40 florins.

Le 2^e et le 3^e paragraphe de l'art. 51 sont applicables à ces droits.

Le droit de profiter de cet enseignement est acquis par l'inscription chez le recteur-magnifique qui n'y consent que si

on lui montre l'attestation qu'on a obtenu l'autorisation nécessaire des curateurs et qu'on a payé les droits susmentionnés.

Le recteur-magnifique donne de cette inscription une attestation signée de lui dans la forme qui sera déterminée par le ministre de l'Intérieur.

Sur présentation de cette attestation, les curateurs délivrent une déclaration constatant les institutions et collections mentionnées dans le paragraphe 1^{er} de cet article auxquelles l'intéressé peut accéder, sauf ce qui est dit au 2^e paragrap. des art. 36 et 69.

§ 6. — *De l'administration et de la surveillance.*

Art. 56. — A la tête de l'école supérieure technique se trouve un collège de curateurs, composé de trois ou cinq membres, nommés et révoqués par le Roi.

Tous les deux ans l'un d'entre eux est renouvelable ; le membre sortant peut être renommé.

Le collège de curateurs établit un règlement intérieur pour l'accomplissement de ses fonctions et le soumet à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 57. — Les curateurs sont assistés par un secrétaire rétribué qui doit avoir sa résidence fixe dans la commune où l'école supérieure technique est établie ; il est nommé et révoqué par le Roi. Le Roi peut, les curateurs entendus, accorder dispense de l'obligation de résidence.

Pour la nomination du secrétaire, les curateurs envoient une liste de présentation de deux personnes au ministre de l'Intérieur.

Le secrétaire est nommé pour cinq ans à l'expiration desquels ses fonctions peuvent lui être renouvelées.

Pour ses frais de bureau, il lui est accordé une somme annuelle à forfait. Il reçoit une indemnité pour frais de voyage et de séjour.

Art. 58. — Les curateurs ne jouissent d'aucun traitement.

Ils reçoivent une indemnité pour frais de voyage et de séjour.

Art. 59. — Les curateurs veillent à l'exacte observation de la présente loi et de toutes les ordonnances qui en découleront concernant l'école supérieure technique.

Art. 60. — Si les professeurs, lecteurs ou employés de l'école supérieure technique se rendent coupables de négligence dans leurs fonctions ou de mauvaise conduite, les curateurs prennent les mesures urgentes, parmi lesquelles la suspension qu'ils peuvent prononcer pour six semaines au plus, et proposent au ministre de l'Intérieur les mesures qu'ils jugent nécessaires, même la révocation.

Art. 61. — Les curateurs adressent chaque année, avant le 1^{er} novembre, au ministre de l'Intérieur, un rapport détaillé sur la situation de l'école supérieure durant l'année scolaire écoulée et lui envoient avant le 15 juin le budget des dépenses pour l'année civile suivante.

Art. 62. — La réunion des professeurs ordinaires forme le sénat de l'école supérieure. Les professeurs extraordinaires comme aussi les professeurs honoraires siègent dans le sénat avec voix consultative. Le sénat établit un règlement pour ses réunions.

Le professeur qui occupe la présidence porte le titre de recteur-magnifique.

Il est nommé par le Roi pour trois années d'études consécutives sur présentation faite par le sénat de trois professeurs ordinaires parmi lesquels ne rentre pas le recteur-magnifique sortant.

Art. 63. — A côté du sénat, il y a un secrétaire.

Il est nommé par le sénat parmi les professeurs ordinaires pour une durée de trois années d'études consécutives et voit ses fonctions expirer à la même époque que le recteur-magnifique.

Art. 64. — Le recteur-magnifique et le secrétaire reçoivent chacun, pour l'accomplissement de leur charge, une rétribution qui sera fixée par le Roi. Celle allouée au secrétaire comprendra en même temps les frais de bureau.

Art. 65. — Le recteur-magnifique est assisté dans ses fonctions par des assesseurs.

Les assesseurs sont les présidents des sections.

En cas d'empêchement ou d'absence du recteur-magnifique, ses fonctions seront exercées par le plus âgé des assesseurs. En cas d'empêchement ou d'absence du secrétaire, il sera remplacé par son prédécesseur immédiat.

Art. 66. — Les professeurs ordinaires de chaque section choisissent dans leur sein à la majorité absolue des voix un président et un secrétaire pour une durée de deux années consécutives. Après une période de deux ans, et par suite chaque année, l'un des deux sort de charge.

Art. 67. — Le sénat, le recteur-magnifique et chaque professeur en particulier doivent fournir au ministre de l'Intérieur et aux curateurs tous les renseignements et avis utiles.

Art. 68. — Le soin de maintenir la discipline parmi les étudiants est remis au recteur-magnifique.

Art. 69. — Lors d'infraction à la discipline ou de mauvaise conduite, le recteur-magnifique avertit ou réprimande.

Dans des cas extraordinaires laissés au jugement du sénat, comme aussi dans le cas où un étudiant cité devant le recteur-magnifique ou devant le recteur-magnifique et ses assesseurs ne se présente pas par insolence, le sénat peut fermer l'accès de l'école supérieure au délinquant pour une durée d'un an au moins et de cinq ans au plus.

L'intéressé peut en appeler auprès du Ministre de l'Intérieur de la sentence du sénat.

CHAPITRE III

Des universités.

§ 1. — *Dispositions générales.*

Art. 70. — Il y a trois universités de l'Etat établies à Leyde, à Utrecht et à Groningue.

Il peut être établi à Amsterdam une université communale.

Art. 71. - L'université communale d'Amsterdam possède, en ce qui concerne ses examens et la collation des grades du doctorat, les mêmes droits que les universités de l'Etat, du moment qu'elle satisfait à toutes les exigences posées par la loi aux universités de l'Etat, par rapport à l'étendue de l'enseignement, aux promotions, aux examens et que la nomination des professeurs soit, en outre, soumise à l'approbation du Roi.

Art. 72. — Les décisions du Conseil communal relatives à l'organisation de l'université visée dans l'article précédent seront communiquées au Roi et ne pourront être exécutées avant qu'il ne soit apparu qu'elles ne donnent lieu à aucune objection. Ce sera censé être le cas, lorsque le Roi n'aura pris aucune décision dans les deux mois de la réception de la décision.

Art. 73. — Chaque année avant le 1^{er} novembre, l'administration communale d'Amsterdam adressera au ministre de l'Intérieur un rapport motivé sur la situation de l'université communale durant l'année scolaire qui vient de s'écouler.

Art. 74. — Un collège de cinq curateurs est chargé de la surveillance de l'université d'Amsterdam. Le bourgmestre est membre et président de ce collège, deux membres sont nommés et révoqués par le Roi et deux par le Conseil communal.

Les fonctions de ce collège et la sortie de charge de ses membres sont réglées par une ordonnance du Conseil communal à laquelle s'applique l'art. 72.

Art. 75. Les dispositions des art. 232-236 de la loi du

29 juin 1851 sont applicables aux rétributions perçues pour subvenir aux frais de l'université d'Amsterdam. La perception en est réglée par une ordonnance communale, conformément aux dispositions des art. 258-262 de ladite loi.

Art. 76. — Chacune des universités comprend les facultés suivantes :

- a) La faculté de théologie ;
- b) La faculté de droit ;
- c) La faculté de médecine ;
- d) La faculté des sciences mathématiques et physiques ;
- e) La faculté des lettres et philosophie.

§ 2. — *De l'enseignement dans les universités de l'Etat.*

Art. 77. — Dans chaque université, l'Etat fera enseigner les matières suivantes :

1^o Dans la faculté de théologie :

a) L'encyclopédie de la théologie ; b) l'histoire des doctrines concernant la Divinité ; c) l'histoire des religions en général ; d) l'histoire de la religion juive ; e) l'histoire du christianisme ; f) la littérature juive et chrétienne ancienne ; g) l'explication de l'ancien et du nouveau Testament ; h) l'histoire des dogmes de la religion chrétienne ; i) la philosophie de la religion ; k) la morale.

2^o Dans la faculté de droit :

a) L'encyclopédie de la science du droit ; b) la philosophie du droit ; c) le droit romain et son histoire ; d) l'ancien droit hollandais et son histoire ; e) le droit civil et commercial ; f) la procédure civile ; g) le droit pénal ; h) l'instruction criminelle ; i) le droit public ; k) le droit des gens ; l) le droit administratif ; m) l'économie politique ; n) la statistique ; o) l'histoire politique.

3^o Dans la faculté de médecine :

a) L'anatomie ; b) la physiologie ; c) la pathologie et l'anatomie pathologique ; d) la médecine ; e) la chirurgie ; f) l'obsté-

trique; *g*) la pharmacognosie et la pharmacodynamie; *h*) l'hygiène et la police sanitaires; *i*) la médecine légale.

4^o Dans la faculté des sciences mathématiques et physiques :

a) Les mathématiques; *b*) la mécanique; *c*) la physique; *d*) l'astronomie; *e*) la géographie physique; *f*) la géologie; *h*) la botanique; *i*) la zoologie, l'astronomie comparée et la physiologie; *k*) la chimie; *l*) la pharmaceutique; *m*) la toxicologie.

5^o Dans la faculté des lettres et philosophie :

a) La langue et la littérature grecque; *b*) la langue et la littérature latine; *c*) la langue et la littérature hébraïque; *d*) la langue et la littérature néerlandaise; *e*) les antiquités juives, grecques et romaines; *f*) l'histoire générale; *g*) l'histoire nationale; *h*) la géographie politique; *i*) l'histoire de la philosophie; *k*) la logique; *l*) la métaphysique; *m*) la psychologie.

Art. 78. — Dans l'une des universités au moins, l'Etat fera enseigner :

1^o Dans la faculté de théologie :

a) L'archéologie chrétienne.

2^o Dans la faculté de droit :

a) Le droit mahométan et les autres institutions et coutumes des peuples des Indes néerlandaises; *b*) le droit public et l'organisation des colonies du Royaume et de ses possessions d'outre-mer; *c*) le droit international privé; *d*) le droit sud-africain.

3^o Dans la faculté de médecine :

a) La psychiatrie; *b*) l'ophtalmologie; *c*) l'otologie; *d*) l'odontologie.

4^o Dans la faculté des sciences mathématiques et physiques :

a) La météorologie.

5^o Dans la faculté des lettres et philosophie :

a) L'archéologie; b) les langues des peuples sémitiques et leur littérature; c) les langues, la littérature, la géographie et l'ethnologie de l'archipel indien; d) les langues française, anglaise, allemande et leur littérature; e) l'esthétique et l'histoire de l'art; f) le sanscrit et sa littérature; g) les langues et et littératures anciennes des peuples germaniques.

Art. 79. — L'Etat pourra, lorsque le Roi le jugera nécessaire, faire donner à une ou plusieurs des universités l'enseignement de matières qui ne sont pas mentionnées dans les art. 77 et 78.

Art. 80. — Les cours seront professés en latin ou en néerlandais; ils pourront l'être en d'autres langues avec l'autorisation des curateurs.

Art. 81. — L'année scolaire s'ouvre le troisième lundi du mois de septembre.

Il y a trois vacances: les premières dureront depuis le deuxième samedi du mois de juillet jusqu'au commencement du cours suivant; les secondes depuis le dernier samedi avant Noël jusqu'au troisième mardi suivant; les troisièmes, d'une durée de dix jours à partir du dernier mercredi avant Pâques.

Art. 82. — Le programme des cours, rédigé en latin, est fixé dans le courant du mois de juin pour chaque année scolaire par le Sénat de l'université après approbation des curateurs. Il comprend les cours qui seront donnés dans un semestre, ou dans une période plus longue et le nombre d'heures consacrées par semaine à chaque cours.

§ 3. — *Du matériel de l'enseignement, des concours et des bourses d'études aux universités de l'Etat.*

Art. 83. — L'Etat prévoit chaque année les sommes nécessaires pour la construction, l'entretien et l'amélioration des bâtiments, pour le mobilier, pour la réunion et l'extension des collections et du matériel servant à l'enseignement.

L'administration et l'usage de ces collections et de ce matériel est réglé par le Roi, les curateurs entendus.

Art. 84. — Les universités mettront annuellement à tour de rôle, dix questions au concours, dont deux pour chaque faculté. Une médaille d'or sera décernée à celui des étudiants d'une institution néerlandaise d'enseignement supérieur dont la réponse aura été jugée digne d'être couronnée par la faculté qui a proposé la question.

Art. 85. — L'État pourra accorder à chaque université six bourses, chacune de 800 florins, au profit d'étudiants sans fortune d'une aptitude extraordinaire.

Ces bourses seront dévolues par le Roi, les curateurs entendus.

§ 4. — *Des professeurs et employés des universités de l'Etat.*

Art. 86. — Les professeurs (*hoogleeraren*) sont nommés et révoqués par le Roi.

Pour chaque place vacante, les curateurs, après avoir pris l'avis de la faculté, présentent au ministre de l'Intérieur une liste de candidats motivée.

La démission n'est prononcée que sur la demande de l'intéressé ou après audition des curateurs ; ceux-ci expriment leur avis sur ce point, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

La démission honorable conserve aux professeurs leur titre.

Art. 87. — Le traitement des professeurs comporte 4.000 florins au moins.

Art. 88. — Chaque professeur est nommé pour l'enseignement de matières déterminées indiquées dans son acte de nomination. Il est loisible au Roi d'en réduire le nombre ou de les modifier.

Aucun professeur ne pourra, sans son consentement, être chargé de l'enseignement d'autres matières.

Art. 89. — Chaque professeur reste libre, sous l'approbation des curateurs, de donner d'autres leçons que celles dont il est chargé. Ces cours sont annoncés de la manière ordinaire.

Les décisions des curateurs approuvant ou refusant cette

approbation sont communiquées au ministre de l'Intérieur et peuvent être annulées par le Roi.

Art. 90. — Les professeurs peuvent, avec l'approbation du Rci, être autorisés à échanger entre eux les matières qui leur sont attribuées.

Art. 91. — Les professeurs ne peuvent remplir aucune charge ni fonction sans l'autorisation du Roi.

Les professeurs qui acceptent un mandat de représentant à l'une des deux Chambres des Etats-généraux sont de droit en non activité pendant la durée de leur mandat et jouissent de la moitié de leur traitement à titre de traitement de congé.

Art. 92. — En dehors du traitement gratuit des malades confiés à leurs soins dans les hôpitaux ou reçus chez eux, et des consultations médicales et juridiques, il est interdit aux professeurs d'exercer la profession de médecin ou d'avocat.

Art. 93. — A la fin de l'année scolaire dans le courant de laquelle un professeur aura atteint l'âge de 70 ans, ce professeur sera mis à la retraite.

Sur la proposition de la faculté, le professeur qui aura été mis à la retraite conformément au par. 1^{er} de cet article pourra, avec l'approbation des curateurs, être admis à continuer de donner des leçons dans les branches qui seront indiquées. Ces branches seront désignées de la manière ordinaire.

Ces cours ne comptent pas pour l'application des art. 77 et 78.

Art. 94. — Des professeurs extraordinaires et des lecteurs seront nommés par le Roi, après avis des curateurs et de la faculté. Ils recevront de l'Etat un traitement annuel.

La démission ne sera prononcée à leur égard que sur leur demande ou après audition des curateurs ; ceux-ci expriment leur avis, l'intéressé entendu ou dûment appelé.

Les professeurs extraordinaires sont membres de la faculté où ils ont été nommés.

L'expression de professeurs employée dans les art. 86, 87, 91, 92, 93 et 110 ne comprend pas les professeurs extraordinaires.

Art. 95. — Des docteurs pourront, les curateurs entendus, être admis, comme lecteurs-agrégés (*privaat docenten*), par le ministre de l'Intérieur, à donner d'une manière précaire l'enseignement supérieur dans les universités.

Le sénat pourra autoriser l'annonce de leurs leçons dans le programme mentionné à l'art. 82. En cas de refus, le ministre de l'Intérieur décidera, les curateurs entendus.

Les curateurs pourront, sous les conditions qu'ils détermineront, permettre aux lecteurs agrégés l'usage des institutions, collections et matériel servant à l'enseignement.

Art. 96. — En cas d'empêchement ou d'absence d'un professeur ou d'un lecteur, ainsi que dans le cas prévu dans le 2^e alinéa de l'art. 94, le Roi y pourvoira par des mesures provisoires si l'intérêt de l'enseignement le demande.

Art. 97. — Les employés des universités sont nommés et révoqués par le ministre de l'Intérieur qui peut déléguer ses pouvoirs aux curateurs en ce qui regarde les employés inférieurs. Une liste des employés sera dressée par le Roi.

Le ministre de l'Intérieur, les curateurs entendus, règlera les fonctions et les obligations des employés.

§ 5. *De l'accès aux cours dans les Universités de l'Etat.*

Art. 98. — A l'occasion de l'enseignement donné par les professeurs et lecteurs, celui qui assiste une ou plusieurs fois à leurs cours doit payer pour chaque année d'études une somme de 200 florins qui est versée dans les caisses de l'Etat.

La restitution de ces droits a lieu seulement, lorsque par suite de décès avant l'ouverture des cours, ceux-ci ne sont pas suivis, et, alors, sur la demande des héritiers.

Sauf cette somme de 200 florins, aucune rétribution n'est exigée pour recevoir l'enseignement des professeurs et des lecteurs.

Art. 99. — Le droit d'assister aux cours est acquis, sauf ce qui

sera dit à l'art. 101, en s'inscrivant chez le recteur-magnifique.

L'inscription a lieu gratuitement ; le recteur-magnifique en donne une attestation signée dans la forme qui sera déterminée par le ministre de l'Intérieur ; elle vaut pour l'année d'études où elle s'est faite et donne accès pour cette année à tous les cours de chaque université de l'Etat sans distinction, ainsi qu'à toutes les institutions et collections des universités, sauf ce qui est dit dans le 2^e alinéa des art. 83 et 117.

Le recteur-magnifique n'accorde l'inscription que si l'intéressé lui présente l'attestation qu'il a payé les droits visés à l'art. 98 ou à l'art. 155, 2^e alinéa, ou qu'il fait partie de la promotion, ou qu'il jouit d'une bourse de l'Etat, ou qu'il a versé une somme de 800 florins pour l'enseignement des professeurs et des lecteurs, ou qu'il est inscrit pour tout l'enseignement chez le recteur-magnifique de l'école supérieure technique.

Pour les étudiants et les élèves visés à l'art. 155, cette somme s'élève à 400 florins.

Art. 100 — Celui qui aura assisté une ou plusieurs fois, sans y avoir droit, au cours d'une université de l'Etat, sera puni d'une amende de 250 florins au plus. Le fait punissable sera considéré comme contravention.

Art. 101. Le ministre de l'Intérieur, les personnes désignées par lui, les curateurs, les professeurs, les lecteurs, les employés des universités et les lecteurs-agrégés (*privaat-docenten*) visés dans l'art 95 ont, en tout temps, la faculté de suivre les cours de chaque université.

Les professeurs et les lecteurs, chacun en ce qui concerne leurs leçons, peuvent accorder l'accès de leurs cours pendant quelques heures à des personnes qui ne sont pas inscrites conformément à l'art. 99.

Art. 102. — Quiconque fait partie de la promotion visée à l'art. 131 ; ou jouit d'une bourse de l'Etat ; ou a payé les 800 ou les 400 florins mentionnés à la fin de l'art 99 ; ou est inscrit pour tout l'enseignement chez le recteur-magnifique de l'école

supérieure technique, est dispensé d'opérer le paiement prescrit par l'art. 98 ou par l'art. 155. Néanmoins, après l'inscription prévue par l'art. 99, il a droit d'accès aux institutions et collections visées dans le deuxième alinéa de l'art. 99, sous la réserve y mentionnée.

Les curateurs de l'université peuvent, chaque fois pour une année d'études, accorder à ceux qui désirent suivre deux cours au plus de professeurs ou lecteurs, la permission de les suivre. Dans ce cas, il est perçu pour cet enseignement une somme de 30 florins pour chaque cours, et de 15 florins seulement si le cours ne dure qu'un semestre, laquelle somme est versée dans les caisses de l'Etat. Les deuxième et troisième alinéas de l'art. 98 sont applicables à ces versements.

Le droit de profiter de cet enseignement est acquis par l'inscription chez le recteur-magnifique qui n'y consent que si on lui montre l'attestation qu'on a obtenu l'autorisation nécessaire des curateurs et qu'on a payé les droits sus-mentionnés.

Le recteur-magnifique donne de cette inscription une attestation signée de lui dans la forme qui sera déterminée par le ministre de l'Intérieur.

Sur présentation de cette attestation, les curateurs délivrent une déclaration désignant les institutions et collections mentionnées dans le premier alinéa de cet article auxquelles l'intéressé peut accéder, sauf ce qui est dit au deuxième alinéa des art. 83 et 117.

§ 6. — *De l'administration et de la surveillance des universités de l'Etat.*

Art. 103. — A la tête de chaque université se trouve un collège de curateurs composé de trois membres au moins et de cinq au plus, nommés et révoqués par le Roi.

Tous les deux ans, l'un d'entre eux est renouvelable; le membre sortant peut être renommé.

Le Roi règle, par mesure générale d'administration intérieure

et en tenant compte des dispositions de la présente loi, l'administration des curateurs et leur activité.

Chaque collège de curateurs établit un règlement intérieur pour l'accomplissement de ses fonctions et le soumet à l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Art. 104. — Les curateurs sont assistés par un secrétaire rétribué qui doit avoir sa résidence fixe dans la commune où l'université est établie : il est nommé et révoqué par le Roi. Le Roi peut, les curateurs entendus, accorder dispense de l'obligation de résidence.

Pour la nomination du secrétaire, les curateurs envoient une liste de présentation de deux personnes au ministre de l'Intérieur.

Le secrétaire est nommé pour cinq ans à l'expiration desquels ses fonctions peuvent lui être renouvelées.

Pour ses frais de bureau, il lui est accordé une somme annuelle à forfait. Il reçoit une indemnité pour frais de voyage et de séjour.

Art. 105. — Les curateurs ne jouissent d'aucun traitement. Ils reçoivent une indemnité pour frais de voyage et de séjour.

Art. 106. — Les curateurs veillent à l'exacte observation de la présente loi et de toutes les ordonnances qui en découleront concernant l'université.

Art. 107. — Si les professeurs, lecteurs ou employés de l'université se rendent coupables de négligence dans leurs fonctions ou de mauvaise conduite, les curateurs prennent les mesures urgentes, parmi lesquelles la suspension qu'ils peuvent prononcer pour six semaines au plus, et proposent au ministre de l'Intérieur les mesures qu'ils jugent nécessaires, même la révocation.

Art. 108. — Les curateurs adressent chaque année avant le 1^{er} novembre au ministre de l'Intérieur un rapport détaillé sur la situation de l'université durant l'année scolaire écoulée et lui envoient avant le 15 juin le budget des dépenses pour l'année civile suivante.

Art. 109. — La réunion des professeurs ordinaires forme le sénat de l'université. Les professeurs extraordinaires comme aussi les professeurs honoraires siègent dans le sénat avec voix consultative.

Le professeur qui occupe la présidence porte le titre de recteur-magnifique.

Il est nommé par le Roi pour la durée de chaque année d'études sur présentation faite par le sénat de trois professeurs ordinaires parmi lesquels ne rentre pas le recteur-magnifique sortant.

Art. 110. — A côté du sénat, il y a un secrétaire.

Chaque professeur est à son tour, suivant un tableau qui sera établi par le sénat, chargé pour un an de cette fonction.

Il sort de charge à la même époque que le recteur-magnifique.

Art. 111. — Le recteur-magnifique et le secrétaire reçoivent chacun pour l'accomplissement de leur charge une rétribution qui sera fixée par le Roi.

Celle allouée au secrétaire comprendra en même temps les frais de bureau.

Art. 112. — Le recteur-magnifique est, là où il est nécessaire, assisté dans ses fonctions par quatre assesseurs. Ils sont nommés par le sénat pour la durée d'un an et ils sortent de charge à l'époque indiquée par l'art. 110 ; les assesseurs sortants sont rééligibles.

En cas d'empêchement ou d'absence du recteur-magnifique, ses fonctions seront remplies par le plus âgé des assesseurs. En cas d'empêchement ou d'absence du secrétaire, il sera remplacé par son prédécesseur immédiat.

Art. 113. — Le sénat établit un règlement pour ses réunions, pour les fonctions du secrétaire, pour celles du recteur-magnifique et de ses assesseurs.

Les professeurs ordinaires de chaque faculté choisissent dans leur sein à la majorité absolue des voix un président et un secré-

taire dont les fonctions durent quatre ans. Ils ne sont pas immédiatement rééligibles.

Art. 114. — Le sénat, le recteur-magnifique et chaque professeur en particulier doivent fournir au ministre de l'Intérieur et aux curateurs tous les renseignements et avis utiles.

Art. 115. — Au début de l'année scolaire le recteur-magnifique transmettra, en séance publique, ses fonctions à son successeur, et il fera à cette occasion un rapport sur les événements marquants de l'année scolaire écoulée.

Art. 116. — Le soin de maintenir la discipline parmi les étudiants est confié au recteur-magnifique.

Art. 117. — Lors d'infraction à la discipline ou de mauvaise conduite, le recteur-magnifique avertit ou réprimande.

Dans des cas extraordinaires laissés au jugement du sénat comme aussi dans le cas où un étudiant cité devant le recteur-magnifique ou devant le recteur-magnifique et ses assesseurs refuse obstinément de comparaître, le sénat peut interdire au coupable l'accès de l'université pendant un an au moins et cinq ans au plus.

Les intéressés pourront en appeler auprès du ministre de l'Intérieur de la sentence du sénat.

CHAPITRE IV

Des grades scientifiques, certificats et diplômes.

Art. 118. — A l'école supérieure technique, on peut obtenir les diplômes :

1^o D'ingénieur civil ; 2^o d'architecte ou d'ingénieur-architecte ; 3^o d'ingénieur mécanicien ; 4^o d'ingénieur constructeur de la marine ; 5^o d'ingénieur électrotechnique ; 6^o d'ingénieur-chimiste ou technologue ; 7^o d'ingénieur des mines.

A ceux qui possèdent un ou plusieurs de ces diplômes, le doctorat en science technique peut être délivré par le sénat et en pré-

sence de ce corps ou d'une commission prise en son sein, après la soutenance publique d'une thèse.

Art. 119. — Tous les examens à l'école supérieure technique sont passés devant les sections complétées s'il est nécessaire à cette fin par un ou plusieurs professeurs appartenant à une autre section, et par un ou plusieurs hommes compétents pris en dehors de l'école supérieure et désignés à cet effet par le ministre de l'Intérieur.

La section se réunit pour faire passer les examens et doit comprendre au moins trois membres. La majorité des voix décide du résultat d'un examen subi. S'il y a égalité de voix de part et d'autre, le candidat est censé refusé.

Les hommes compétents pris en dehors de l'école supérieure reçoivent de l'Etat, outre des honoraires de vacation, une indemnité pour frais de voyage et de séjour.

Art. 120. — Le possesseur d'un diplôme ou certificat délivré par des établissements universitaires étrangers d'enseignement ou de recherches, ou par des écoles supérieures techniques étrangères peut être dispensé totalement ou partiellement de l'obligation de passer les examens prévus par l'article précédent, du moment qu'il n'était pas établi dans le royaume à l'époque où il a obtenu le diplôme ou le certificat.

Le Roi peut en certains cas accorder dispense de cette condition que le possesseur du diplôme ou du certificat ne devait pas être établi dans le royaume à l'époque où il l'a obtenu.

Le Roi indiquera par décret, le Conseil d'Etat entendu et après avis du sénat de l'école supérieure technique, les établissements et écoles supérieures techniques visés comme aussi les diplômes et les certificats en question, avec les dispenses qui doivent y être attachées.

Art. 121. — Le possesseur d'un certificat, d'un titre de docteur ou d'une autre attestation d'un examen passé avec succès, délivré par une université hollandaise peut être dispensé totalement ou partiellement par le Roi, par décret, le Conseil d'Etat

entendu et après avis du sénat de l'école supérieure technique, de l'obligation de passer les examens prévus par l'art. 119.

Art. 122. — Tous sont admis à se présenter aux examens visés dans l'art. 119, quelle que soit la manière dont ils ont acquis les connaissances à ce requises, du moment qu'ils possèdent un certificat d'aptitude à l'enseignement de l'école supérieure technique.

Art. 123. — Une fois par an, la faculté sera donnée aux intéressés d'obtenir le certificat prévu par l'article précédent, à la suite d'un examen oral et écrit devant une Commission qui sera nommée par le Roi.

Le ministre de l'Intérieur déterminera l'époque et l'endroit où cette commission se réunira. Les membres recevront de l'Etat, outre une rémunération pour vacations, une indemnité pour frais de voyage et de séjour.

Art. 124. — Le certificat attestant que l'on a subi avec succès l'examen de fin d'études des écoles moyennes supérieures à cours quinquennal et le certificat d'aptitude à l'enseignement des sciences physiques et mathématiques dans une université, mentionné dans l'art. 2, seront assimilés au certificat mentionné dans le précédent article.

Art. 125. — De même, sera assimilé au certificat mentionné dans l'art. 123, le certificat délivré par des établissements étrangers d'enseignement ou de recherches pourvu :

1^o Que les conditions requises pour l'obtention de ce certificat présentent des garanties suffisantes que le possesseur est capable de suivre les études de l'école supérieure technique néerlandaise ;

2^o Que le possesseur ne fut pas à l'époque où le certificat a été obtenu habitant du royaume.

Le Roi peut dispenser en certains cas de cette condition que le possesseur du diplôme ou du certificat ne devait pas habiter le Royaume à l'époque où il a été obtenu.

Le Roi indiquera par décret, le Conseil d'Etat entendu, et après

avis du sénat de l'école supérieure technique, les établissements étrangers visés ainsi que les certificats qui seront assimilés au certificat mentionné dans l'art. 123.

Art. 126. — Sera dispensé de l'obligation de posséder le certificat mentionné dans l'art. 123 quiconque possédera un diplôme ou certificat compris dans le décret royal prévu par l'art. 120.

Art. 127. Pour chaque examen à l'école supérieure technique, il sera perçu une somme de 50 florins.

Ceux qui auront échoué à un examen n'auront rien à payer la première fois qu'ils se présenteront de nouveau.

Ces sommes seront versées dans les caisses de l'Etat.

L'obtention du grade de docteur est gratuite.

Art. 128. — Le sénat a le droit, sur la proposition d'une section, de conférer à des hollandais ou à des étrangers à raison de mérites exceptionnels le titre de docteur *honoris causa* dans la science technique.

Art. 129. — Quiconque a obtenu ici dans le pays, en vertu de la présente loi ou des lois et ordonnances antérieures, un diplôme d'ingénieur civil, d'ingénieur architecte ou d'architecte, d'ingénieur mécanicien, d'ingénieur constructeur de la marine, d'ingénieur électrotechnique, d'ingénieur chimiste ou technologue, d'ingénieur des mines, a capacité pour donner l'enseignement moyen dans les sciences techniques où il a passé un examen pour l'obtention de son diplôme. Mais il lui faut en outre posséder le certificat de bonne conduite mentionné dans l'art. 14.

Art. 130. — Aux universités, les doctorats suivants peuvent être obtenus :

1^o Dans la faculté de théologie, le doctorat en théologie ;

2^o Dans la faculté de droit :

a) Le doctorat ès-sciences juridiques ; b) le doctorat ès-sciences politiques ; c) le doctorat en droit romain-hollandais moderne ;

3° Dans la faculté de médecine :

- a) Le doctorat en médecine ; b) le doctorat en chirurgie ;
c) le doctorat en obstétrique ;

4° Dans la faculté des sciences mathématiques et physiques :

- a) Le doctorat ès-sciences mathématiques et physiques et astronomiques ; b) le doctorat ès-sciences mathématiques et physiques ;
c) le doctorat en chimie ; d) le doctorat en géologie et minéralogie ; e) le doctorat en botanique et zoologie ; f) le doctorat en pharmacie ;

5° Dans la Faculté des lettres et philosophie :

- a) Le doctorat en littérature classique ; b) le doctorat en littérature sémitique ; c) le doctorat en littérature hollandaise ; d) le doctorat en langues et littérature de l'archipel Indien ; e) le doctorat en philosophie.

Art. 131. — Les doctorats énumérés dans l'article précédent ne seront obtenus qu'après avoir satisfait aux conditions et subi les examens que le Roi indiquera par mesure générale d'administration intérieure, après avoir pris l'avis combiné des sénats des universités de l'Etat.

Ce règlement comprendra l'organisation, l'étendue et la durée des examens et des promotions, les époques auxquelles ils auront lieu et tout ce qui peut y avoir rapport

Il sera accordé aux sénats pour donner leur avis un délai de trois mois au moins, à partir du jour où, sur l'invitation du ministre de l'Intérieur, ils se seront réunis en assemblée générale.

En cas de modification du décret royal, les sénats des universités de l'Etat seront consultés séparément.

Art. 132. — Peut être dispensé en tout ou en partie de l'obligation de subir les examens prévus dans l'article précédent quiconque possède un diplôme ou certificat délivré par des établissements universitaires étrangers d'enseignement ou de recherches, pourvu qu'à l'époque où le diplôme ou certificat a été obtenu, il n'était pas habitant du Royaume.

Le Roi peut dans certains cas accorder dispense de cette condition que le possesseur du diplôme ou du certificat ne devait pas habiter le royaume au moment où ce diplôme ou ce certificat a été obtenu.

Le Roi indiquera par décret, le Conseil d'Etat entendu, et après avis de chacun des sénats des universités de l'Etat, les établissements visés ainsi que les diplômes et certificats en question avec les dispenses y attachées

Art. 133. — Est admis à se présenter aux examens, sans qu'il ait à justifier de la manière dont il a acquis les connaissances à ce requises, quiconque est en possession de l'un des certificats mentionnés aux art. 11 et 12.

Est dispensé de l'obligation de posséder l'un des certificats mentionnés aux art. 11 et 12, devant la faculté pour laquelle cette dispense est accordée, celui qui possède un diplôme ou certificat compris dans le décret royal prévu par l'art. 132.

Au certificat mentionné à l'art. 11 sera assimilé celui que les directeurs d'écoles préparatoires à l'enseignement universitaire dans les colonies et possessions d'outre mer du royaume auront délivré à ceux qui, après avoir suivi les cours complets dans un de ces établissements auront subi l'examen requis pour obtenir ce certificat. Cette assimilation toutefois n'aura lieu que pour autant que ce privilège aura été accordé par le Roi à ces établissements.

Art. 134 — De même sera assimilé au certificat mentionné dans l'art. 11 le certificat d'aptitude aux études universitaires délivré par des établissements étrangers d'enseignement et de recherches, pourvu :

1^o Que les conditions requises pour l'obtention de ce certificat présentent des garanties suffisantes que le possesseur est capable de suivre les études d'une université hollandaise ;

2^o Que le possesseur ne fut pas, à l'époque où le certificat a été obtenu, habitant du Royaume.

Le Roi pourra dispenser en certains cas de cette condition

que le possesseur du diplôme ou du certificat ne devait pas habiter le Royaume à l'époque où il a été obtenu.

Le Roi indiquera par décret, le Conseil d'Etat entendu et après avis de chaque sénat des universités de l'Etat, les établissements étrangers visés ainsi que les certificats qui seront assimilés au certificat mentionné dans l'art. 11.

Art. 135. — Ceux qui, durant leurs études universitaires, changent de matière d'étude et désirent passer des examens devant une faculté autre que celle pour laquelle ils ont obtenu le certificat prescrit par les art. 11 et 12, sont tenus de fournir à la faculté des lettres et philosophie ou à celle des sciences mathématiques et physiques, selon la nature de leurs études, la preuve qu'ils possèdent des connaissances suffisantes sur les matières qui n'ont pas fait partie de l'examen à la suite duquel ils ont obtenu le certificat.

Art. 136. — Tous les examens universitaires seront subis devant les facultés.

Art. 137. — Le grade de docteur est conféré par le sénat, en présence de ce corps ou d'une commission prise dans son sein, suivant les règles posées par mesure générale d'administration intérieure en exécution de l'art. 131.

Art. 138. — Pour les examens désignés à l'art. 12, s'ils ont lieu devant la commission y mentionnée, et pour ceux désignés à l'art. 136, il sera payé une somme de 10 florins

Pour tout autre examen aux universités de l'Etat, il sera payé une somme de 50 florins.

Ceux qui auront échoué à un examen n'auront rien à payer la première fois qu'ils se présenteront de nouveau.

Ces sommes seront versées dans les caisses de l'Etat.

Le grade de docteur est conféré gratuitement.

Art. 139. — Les sénats ont le droit de conférer, sur la proposition des facultés, le doctorat *honoris causa* à des Néerlandais ou à des étrangers qui se distinguent par leur mérite extraordinaire.

Art. 140. — Le grade de docteur confère d'une manière générale le droit d'enseigner et d'exercer des fonctions et des emplois, conformément aux dispositions légales.

Art. 141. — Le grade de docteur ès-sciences juridiques confère, en tenant compte des autres dispositions en vigueur à cet égard, le droit de se faire inscrire comme avocat ou d'être nommé à des fonctions judiciaires, pour lesquelles la loi sur l'organisation judiciaire exige le grade de maître-ès-droit, ainsi qu'à des fonctions judiciaires ou civiles dans les colonies et possessions d'outre-mer du Royaume, sous réserve toutefois des autres conditions qu'exigeraient pour chacune de ces fonctions, des lois ou ordonnances spéciales.

En ce qui concerne les Indes orientales, ledit grade confère, sous la même réserve, le droit d'être nommé à des fonctions judiciaires ou civiles à celui qui aura subi avec succès, devant la faculté qui en est chargée, un examen réglé par le Roi en vertu de l'art. 131, sur les matières mentionnées dans l'article 78 n° 2 sous les lettres *a* et *b* et n° 5 sous la lettre *c*.

Les docteurs ès-sciences juridiques et ceux qui sont compris dans la promotion admise à prétendre au doctorat ont le droit d'enseigner dans une école moyenne les fondements des institutions administratives : commune, province, Etat, des Pays-Bas.

Art. 142. — Les docteurs ès-sciences politiques et ceux qui sont compris dans la promotion admise à prétendre au doctorat ont le droit d'enseigner dans une école moyenne l'économie politique, la statistique en particulier pour ce qui concerne les Pays-Bas et leurs colonies, et les fondements des institutions administratives : commune, province, Etat, des Pays-Bas.

Art. 143. — Les docteurs en médecine et ceux qui ont été admis à la promotion pour ce doctorat, ont le droit d'exercer la médecine dans toute son étendue, après avoir subi avec succès l'examen pratique mentionné à l'art. 5 de la loi du 1^{er} juin 1865 révisée par celle du 8 juillet 1874.

Art. 144. — Les docteurs ès-sciences mathématiques et astronomiques, les docteurs ès-sciences mathématiques et physiques, et ceux qui ont été admis à la promotion pour ces doctorats possèdent les mêmes droits que ceux qui ont obtenu le diplôme *B* mentionné dans les art. 70 et 71 de la loi du 2 mai 1863.

Les docteurs en chimie et ceux qui sont admis à la promotion pour ce doctorat possèdent les mêmes droits que ceux qui ont obtenu le diplôme *B*, mentionné dans l'art. 70 de la susdite loi.

Les docteurs en géologie et minéralogie et ceux qui sont admis à la promotion pour ce doctorat possèdent les mêmes droits que ceux qui ont obtenu le diplôme *A* mentionné dans l'art. 70 de ladite loi.

Les docteurs en botanique et zoologie et ceux qui sont admis à la promotion pour ce doctorat possèdent les mêmes droits que ceux qui ont obtenu le diplôme *A*, mentionné dans l'art. 70 de ladite loi.

Art. 145. — Les docteurs en pharmacie et ceux qui sont admis à la promotion pour ce doctorat peuvent exercer la pharmacie dans toute son étendue, après avoir subi avec succès l'examen pratique prévu sous la lettre *B* de l'art. 9 de la loi mentionnée à l'art. 143.

Art. 146. — Les docteurs ès-lettres classiques et ceux qui ont subi avec succès l'examen précédant immédiatement celui pour l'obtention de ce grade, ont, en ce qui concerne l'histoire ancienne, les mêmes droits que ceux qui possèdent le diplôme mentionné dans le 1^{er} alinéa de l'art. 74 de la loi du 2 mai 1863.

Art. 147. — Le grade de docteur ès lettres néerlandaises confère les mêmes droits que le diplôme mentionné dans le 1^{er} alinéa de l'art. 74 de la loi du 2 mai 1863.

Le certificat constatant que le titulaire a subi avec succès l'examen précédant immédiatement le doctorat confère les mêmes droits que le diplôme mentionné dans le 1^{er} alinéa de l'art. 74 de ladite loi.

Art. 148. — Les indications données par les décrets prévus par les art. 120, 125, 132 et 134 peuvent être abrogées de la même manière qu'elles ont été rendues.

Il en est de même d'un décret comme celui prévu par l'art. 121.

TITRE III

De l'enseignement supérieur privé.

CHAPITRE PREMIER

Dispositions générales.

Art. 149. — Tout Néerlandais, tout étranger ayant obtenu l'autorisation prévue par l'art. 3, toute association reconnue et toute communauté religieuse jouissent de la faculté d'ouvrir librement une école privée d'enseignement supérieur, sous la condition, pour le fondateur, d'en donner avis préalable à l'administration communale, et au ministre de l'Intérieur en y ajoutant les communications des règlements ou statuts.

Si ces règlements ou statuts sont modifiés ou abrogés, pareille communication devra être faite par le chef ou la direction de l'école.

Art. 150. — L'approbation du Roi est requise pour l'ouverture d'une école privée d'enseignement supérieur fondée par disposition testamentaire. Le testament sera annexé à la requête des héritiers, exécuteurs testamentaires ou administrateurs demandant l'approbation.

Art. 151. — L'administration de toute école privée d'enseignement supérieur adressera chaque année, avant le 1^{er} mars, à l'administration communale un rapport détaillé de la situation de l'école, et avant le 1^{er} novembre, au ministre de l'Intérieur, un semblable rapport sur l'année scolaire écoulée.

Art. 152. — L'omission des communications, de l'envoi de la

requête et des rapports prescrits par les art. 149, 150 et 151 est passible d'une amende de 25 florins, au plus, et, en cas de récidive de 100 florins au plus. La troisième contravention pourra entraîner la fermeture de l'école par décision judiciaire.

CHAPITRE II

Des établissements pour la formation de professeurs pour les confessions religieuses ou d'élèves pour l'état ecclésiastique qui au 1^{er} janvier 1903 étaient soutenus par le Trésor public.

Art. 153. — Les écoles et séminaires, destinés à former des professeurs pour une confession religieuse ou des élèves pour l'état ecclésiastique, existant au moment de la mise en vigueur de la présente loi continueront, tant qu'ils existeront, à recevoir les subventions, bourses, gratifications et autres secours pécuniaires qu'à la dite époque ils recevaient de l'Etat.

Art. 154. — Dans le cas où, après l'entrée en vigueur de la présente loi, l'Eglise réformée instituerait une ou plusieurs chaires ou écoles d'enseignement supérieur destinées à former les pasteurs de cette église, l'Etat pourrait leur allouer annuellement à cet effet telle subvention qu'il jugerait nécessaire pour cette fin.

Les dispositions ou règlements relatifs à ces institutions doivent être au préalable communiqués au Roi. Le mode de nomination des membres du corps enseignant y sera mentionné.

L'alinéa 2 de l'art. 149 et l'art. 152 sont applicables en l'occurrence.

Art. 155. — Les étudiants ou élèves des institutions visées par les art. 153 et 154 établies dans une commune où existe une université de l'Etat auront accès à tous les cours des professeurs, ainsi qu'aux collections et établissements scientifiques de l'université.

Ceux qui désirent avoir accès à cette faculté paieront la moitié des sommes fixées par les art. 98 et 102.

Ils seront inscrits par le recteur-magnifique de la manière indiquée dans l'art. 99. Il ne procédera pas à cette inscription avant qu'ils, ou en cas de minorité leur père ou tuteur, ne se soient engagés par écrit à payer 200 florins si l'étudiant inscrit est admis à se présenter à quelque examen devant une faculté quelconque, celle de théologie exceptée, ou à quelque examen devant une section de l'école supérieure technique, et cela avant de passer cet examen. Si cette inscription fait défaut, ils ne peuvent jouir de l'accès mentionné ci-dessus.

Art. 156. — Le Roi, le Conseil d'Etat entendu, règlera de la manière la plus conforme à la volonté des testateurs ou des fondateurs la destination permanente des legs en faveur d'une faculté de théologie ou des études théologiques, ainsi que des fondations de bourses ou de prêts en faveur des étudiants en théologie à une des universités de l'Etat dans le cas où l'organisation prévue par l'art. 154 aurait lieu.

CHAPITRE III

Des gymnases privés.

Art. 157. — Le roi peut désigner par décret, le Conseil d'Etat entendu, et chaque fois pour une période de six ans, des gymnases privés à cours sexennal qui seront autorisés à délivrer à leurs élèves qui auront suivi l'enseignement jusqu'à son achèvement un certificat d'aptitude aux études universitaires, lequel sera assimilé au certificat mentionné dans l'art. 2, du moment que ce certificat aura été délivré à la suite d'un examen semblable à celui mentionné en cet article, examen public pour la partie orale, et subi devant des professeurs du gymnase sous la surveillance d'un ou plusieurs délégués désignés par le ministre de l'Intérieur, étant bien entendu qu'au cas de divergence d'appréciations sur la délivrance du certificat entre les professeurs

examineurs et le ou les délégués, l'avis de ces derniers l'emportera.

Les règles à suivre par le ou les délégués dans l'exercice de leur contrôle seront établies par mesure générale d'administration.

Art. 158. — La désignation entraînant autorisation se fait sur requête adressée au Roi par l'administration ou à son défaut par le directeur du gymnase.

A la requête doivent être annexés :

a) Les règlements ou statuts du gymnase ; b) le plan d'études du gymnase.

De ces pièces, il doit ressortir :

1° Qu'au gymnase il est donné, dans le courant des six années de cours au moins autant d'heures d'enseignement que le plan général d'études prévu dans l'art. 7 en exige dans un gymnase public ;

2° Que dans toutes les matières mentionnées à l'art. 5 sous les lettres *a-m*, mais non comprises dans le programme prévu par le 3° alinéa de l'art. 11, il est donné, pendant les six années du cours, et dans l'ensemble de ces matières, au moins autant d'heures que le plan général d'études en consacre obligatoirement pour l'ensemble de ces matières dans un gymnase public ;

3° Que pour chaque matière mentionnée à l'art. 5 sous les lettres *a-m* et comprises dans le programme prévu par le 3° alinéa de l'art. 11, il est donné, pendant les six années du cours, autant d'heures d'enseignement que le plan général d'études en consacre obligatoirement pour cette matière dans un gymnase public, sauf la diminution qui peut être permise, conformément à ce qui est dit sous le 4° ;

4° Que des heures qui, suivant ce qui est dit au 1°, doivent, au gymnase, être consacrées à l'enseignement, il n'y en a pas plus de quatre par semaine et par classe qui le sont à des matières non mentionnées dans l'art. 5 sous les lettres *a-m*.

Art. 159. — Pour pouvoir enseigner dans un gymnase privé, il faut posséder :

a) Le diplôme ou certificat d'aptitude exigé par l'art. 16 pour les professeurs des gymnases publics ou, pour autant que celui qui est ou sera chargé de donner l'enseignement dans une branche, ne possède pas ce diplôme ou ce certificat d'aptitude, l'attestation que la nomination a reçu l'approbation du ministre de l'Intérieur ;

b) Un certificat de bonne conduite délivré par le chef de l'administration de la commune ou des communes où le titulaire a habité pendant les deux dernières années.

Art. 160. — L'article précédent n'est pas applicable à celui qui remplace pendant une période qui ne peut dépasser quinze jours un professeur suspendu, démissionnaire, absent ou temporairement empêché.

Art. 161. — Les administrations et à leur défaut les directeurs des gymnases autorisés sont obligés de veiller à ce que l'enseignement soit donné exclusivement par des professeurs remplissant les conditions requises pour enseigner dans un gymnase privé autorisé. Elles doivent, dans le mois, donner au ministre de l'Intérieur connaissance de la nomination, en y joignant la liste des diplômes et certificats d'aptitude que possède l'intéressé ainsi que l'état de ses services comme professeur.

Art. 162. — L'approbation du ministre de l'Intérieur pour la nomination d'un professeur, prévue par l'art. 159 sous la lettre *a* est censée accordée, si aucune décision n'est intervenue à ce sujet ou si aucun ajournement n'a été invoqué dans les deux mois de la réception de la demande. La décision ne peut être ajournée qu'une fois et pour une durée de deux mois au plus, et l'approbation ne peut être refusée que par une décision motivée.

Art. 163. — Les locaux des gymnases autorisés où des cours sont faits doivent, durant les heures des cours, être toujours accessibles à l'inspecteur des gymnases dans le ressort duquel le

gymnase se trouve établi. L'accès doit lui en être donné immédiatement sur sa demande.

Art. 164. — Les administrations et les directeurs, les curateurs et les recteurs des gymnases autorisés sont tenus de fournir à l'inspecteur des gymnases dans le ressort duquel le gymnase se trouve établi les renseignements demandés au sujet de l'école et de l'enseignement. Chaque année avant le début de l'année scolaire, le programme des heures de cours devra être communiqué au ministre de l'Intérieur.

Art. 165. — Les administrations ou à leur défaut les directeurs des gymnases autorisés sont tenus de donner, dans le mois, connaissance au ministre de l'Intérieur des modifications ou des compléments apportés aux règlements ou statuts ou au programme d'études.

Art. 166. — Chaque année, le ministre de l'Intérieur fixera pour les gymnases autorisés l'époque où le ou les délégués seront disponibles pour la surveillance de l'examen.

Art. 167. — Le Roi peut, par décret, le Conseil d'Etat entendu, retirer l'autorisation, s'il lui apparaît que les dispositions de la loi ne sont pas observées, que l'enseignement n'est pas donné conformément au plan d'études, ou que, par suite de modifications ou compléments apportés aux règlements ou statuts, ou au plan d'études, les exigences légales ne reçoivent plus satisfaction. De même si un gymnase autorisé ne répond plus aux conditions des art. 161 et 163, l'autorisation sera retirée de la même manière.

Art. 168. — Les administrations des gymnases autorisés recevront de l'Etat une subvention à condition que le gymnase se trouve administré par un établissement, une fondation ou une association possédant la personnalité civile.

La subvention sera accordée sur les bases suivantes :

1^o Par heure de classe hebdomadaire pour un nombre maximum d'heures qui concorde avec le nombre d'heures qui doit

être consacré, suivant le plan général d'études prévu par l'art. 7, à l'enseignement des matières mentionnées à l'art. 5, sous les lettres *a-m*, dans un gymnase public.

Si le nombre des élèves d'une classe est de plus de 25 et que la classe est divisée en deux classes parallèles, il sera tenu compte pour le calcul de la subvention de deux classes et de trois, si une classe contenant plus de 50 élèves est divisée en trois classes parallèles. Entre plus de deux heures de classe consécutives, il pourra être donné un quart d'heure au plus de récréation qui comptera pour le calcul de la subvention.

2° Jusqu'à un total de 45 florins, si le gymnase est établi dans une commune qui possède une population de 30.000 âmes ou moins, et jusqu'à un total de cinquante-quatre florins si le gymnase est établi dans une commune où la population dépasse 30.000 âmes.

En outre, il sera accordé une contribution dans le traitement alloué au recteur jusqu'à concurrence de mille florins.

Ne peuvent prétendre aux subsides :

a) Les gymnases privés qui apparaissent tenus dans un but lucratif ;

b) Les gymnases privés où la perception des rétributions scolaires donne un revenu moyen de plus de 200 florins par élève et par an ;

c) Les gymnases privés établis dans des communes possédant un gymnase public ou dans des communes environnantes, si la perception des rétributions scolaires ne donne pas un revenu moyen par élève et par an supérieur à 80 florins, et encore moins si ce revenu du gymnase public est inférieur à cette somme.

Pour le calcul de la subvention, il ne faut pas tenir compte des heures de classe consacrées à l'enseignement des matières mentionnées dans l'art. 5, sous les lettres *n* et *o*, ainsi qu'à celui des matières, non mentionnées dans les lettres *a-m* de cet article au sujet desquelles le ministre de l'Intérieur aura averti l'ad-

ministration qu'elles ne peuvent être comprises parmi l'enseignement supérieur préparatoire. L'avertissement dont il est question sera envoyé à l'administration dans le mois qui suivra soit la réception du programme d'études envoyé conformément à l'art. 158, soit la réception de la communication des modifications ou compléments y apportés faite en exécution de l'article 165.

Les administrations sont tenues de fournir au ministre de l'Intérieur tous les renseignements demandés au sujet des dispositions mentionnées sous les lettres *a*, *b* et *c* du présent article, et ce, sous peine d'être privées du droit aux subsides.

Chaque année dans le courant du mois de janvier, l'administration qui réclame, conformément au présent article, les subsides de l'Etat pour l'année précédente, adresse une demande à cet effet au ministre de l'Intérieur.

Des prescriptions seront établies par mesure générale d'administration pour l'application du présent article.

En dehors de ce qui est dit au premier alinéa du présent article, l'Etat ne peut accorder aucun secours pécuniaire à un gymnase privé ni lui procurer aucune autre aide soit directe, soit indirecte.

Art. 169. — La subvention prévue dans l'article précédent sera diminuée dans la mesure de 50 pour cent pour chaque année où le nombre des élèves sera inférieur à 36 et sera supprimée pour chaque année où il sera inférieur à 24.

Cette disposition ne reçoit pas son application durant les six premières années qui suivent l'ouverture de l'école.

Pour l'application de cet article, on prendra pour base le nombre des élèves qui au 15 janvier de l'année scolaire courante sont connus comme fréquentant réellement l'école.

CHAPITRE IV

Des chaires privées.

Art. 170. — Le Roi peut, par décret, le Conseil d'Etat entendu après avoir pris l'avis des curateurs de l'université de l'Etat ou de l'école supérieure technique, le sénat entendu, autoriser des établissements, fondations ou associations possédant la personnalité civile à créer une ou plusieurs chaires auprès d'une ou plusieurs facultés expressément désignées de cette université de l'Etat ou auprès d'une ou plusieurs sections expressément désignées de cette école supérieure, en indiquant les matières qui seront enseignées par ceux qui occuperont ces chaires. La désignation des matières pourra être modifiée de la même façon.

Art. 171. — L'autorisation est accordée sur requête adressée à cet effet au Roi par l'administration de l'établissement, la fondation ou l'association.

A la requête doivent être annexés les statuts, l'acte ou le règlement concernant la création d'une ou plusieurs chaires.

Art. 172. Les statuts, acte ou règlement devront contenir, outre les dispositions nécessaires pour satisfaire aux prescriptions légales :

a) La clause que la chaire est placée sous le contrôle d'un collège de curateurs composé de trois ou de cinq membres;

b) Des prescriptions concernant la nomination, la suspension ou la mise à la retraite des professeurs.

Art. 173. — Pour pouvoir occuper une chaire privée, il faut posséder le titre de docteur dans la faculté où le titulaire enseigne ou doit enseigner, obtenu à une université de l'Etat ou à université qui, pour la collation du grade de doctorat, a les mêmes droits que les universités de l'Etat, ou bien l'attestation que la nomination est approuvée par le Roi.

Art. 174. — L'approbation royale pour la nomination d'un

professeur, prévue dans l'art. 173 est censée accordée, si, dans les deux mois de la réception de la demande, aucune décision n'est intervenue et aucun ajournement prononcé à ce sujet. La décision ne peut être ajournée qu'une fois et pour une durée de deux mois au plus, et l'approbation ne peut être refusée que par un décret motivé, le sénat de l'université ou de l'école supérieure technique entendu.

Art. 175. — Les administrations des établissements, fondations ou associations autorisés sont obligées de veiller à ce que l'enseignement soit donné exclusivement par des professeurs ayant l'aptitude voulue pour occuper une chaire privée. Elles doivent, dans le mois, donner au ministre de l'Intérieur connaissance de la nomination, en y joignant la liste des diplômes et certificats d'aptitude que possède le professeur nommé, celle de ses écrits ainsi qu'un état de ses précédentes fonctions.

Art. 176. — Les administrations des établissements, fondations ou associations sont obligées de donner immédiatement connaissance au ministre de l'Intérieur de tout changement ou complément apporté aux statuts, acte ou règlement. Elles adressent chaque année avant le 1^{er} novembre au ministre de l'Intérieur un rapport très détaillé sur la situation de la chaire ou des chaires durant le cours écoulé, en y ajoutant une revue de la situation financière, l'un et l'autre suivant le modèle qu'établira le susdit ministre.

Art 177. — Les administrateurs des établissements, fondations ou associations, les collèges des curateurs et les professeurs sont tenus de fournir au ministre de l'Intérieur et à la Commission prévue dans l'art. 201 les renseignements nécessaires sur la chaire et sur l'enseignement qui y est donné.

Art. 178. — Les cours donnés par les professeurs qui occupent des chaires privées doivent toujours être accessibles pour ceux qui jouissent du droit de suivre les cours des universités de l'Etat ou de l'école supérieure technique et, en outre, pour la commission prévue dans l'art. 201 et ses membres.

Art. 179. — Les professeurs qui occupent des chaires privées peuvent, sous les conditions qui seront établies par les curateurs de l'université de l'Etat ou de l'école supérieure technique, se servir pour autant que la place et le matériel disponibles le permettent, des locaux, institutions, collections et matériel pour l'enseignement. Leurs cours sont annoncés sur le programme des cours.

Les curateurs de l'université de l'Etat ou de l'école supérieure technique peuvent, sur proposition du sénat, les admettre avec voix consultative dans les réunions du sénat. Ces professeurs prennent rang dans les solennités et siègent, chacun dans la faculté ou section où il est installé, après les professeurs de l'université ou de l'école supérieure.

La faculté ou section auprès de laquelle ils sont installés peut leur accorder l'accès avec voix consultative de cette faculté ou section.

Avec l'approbation de la faculté ou de la section, ils peuvent faire passer des examens sur les matières qu'ils enseignent. La réglementation à intervenir sur ce point sera soumise à l'approbation des curateurs.

Art. 180. — L'autorisation prévue dans l'art. 170 peut toujours être retirée par le Roi, au moyen d'un décret, le Conseil d'Etat entendu, après avoir pris l'avis des curateurs de l'université de l'Etat ou de l'école supérieure technique. De même si l'établissement, fondation ou association autorisé ne se conforme pas ou ne se conforme plus aux dispositions des art. 175 et 178, l'autorisation sera retirée de la même manière.

Art. 181. — Les dispositions des art. 173, 174, 175 et 177, de même que la mention faite de l'art. 175 dans l'art. 180, ne sont pas applicables aux chaires créées auprès de la faculté de théologie.

Communication de la nomination, de la suspension ou de la retraite des professeurs auprès de cette faculté est simplement faite, sans plus, au ministre de l'Intérieur.

Art. 182. — L'art. 179 est applicable aux professeurs des institutions visées dans les art 153 et 154, établies dans des communes où il existe une université de l'Etat, en ce sens que les professeurs des institutions établies au 1^{er} janvier 1904 dans des communes où existe une université de l'Etat ont accès avec voix consultative aux réunions du sénat et que dans les solennités, ils prennent rang et place dans la faculté de théologie après les professeurs de l'université ; ils ont en même temps accès avec voix consultative à la faculté de théologie.

Art. 183. — Le Roi peut permettre à des établissements, fondations ou associations possédant la personnalité civile, sur leur requête, après avoir pris l'avis des curateurs de l'université de l'Etat ou de l'école supérieure technique, le sénat entendu, chaque fois pour la durée d'une année scolaire, d'organiser à une université de l'Etat et à l'école supérieure technique une série de lectures, conférences scientifiques, confiées à des personnes nommément désignées dans l'acte d'autorisation et portant sur des sujets qui y sont expressément mentionnés

A la requête qui doit être envoyée avant le 1^{er} avril, l'établissement, fondation ou association doit joindre :

- 1^o Les statuts, l'acte ou le règlement des lectures qui seront faites ;
- 2^o L'indication des jours et heures où il désire que ces lectures aient lieu ;
- 3^o La liste de ceux qui feront les lectures et des sujets qu'ils traiteront.

Les curateurs peuvent accorder pour ces lectures l'usage des locaux scolaires, des institutions, des collections et du matériel pour l'enseignement, sous les conditions qu'ils fixeront et qu'ils communiqueront au ministre de l'Intérieur au moins quatorze jours avant leur mise en application.

Le sénat peut admettre l'annonce de ces lectures sur le programme des cours. S'il s'y refuse, le ministre de l'Intérieur décide, les curateurs entendus.

Quiconques a accès aux cours de l'université ou de l'école supérieure technique peut assister gratuitement à ces lectures.

L'autorisation peut être retirée par le Roi, après avis des curateurs de l'université de l'Etat ou de l'école supérieure technique, le sénat entendu.

CHAPITRE V

Des universités privées.

Art. 184. — Le Roi peut, par décret, le Conseil d'Etat entendu, autoriser des établissements, fondations ou associations possédant la personnalité civile à posséder une université privée, qui, par rapport à la collation des grades du doctorat mentionnés expressément dans l'autorisation, jouiront des mêmes droits que les universités de l'Etat. La désignation des grades du doctorat pourra être modifiée de la même manière.

Art. 185. — L'autorisation est accordée sur requête à cet effet adressée au Roi par l'administration de l'établissement, fondation ou association.

A la requête doivent être annexés :

a) Les statuts, l'acte ou le règlement concernant la création de l'université ;

b) L'attestation que l'établissement, la fondation ou l'association possède au profit de l'université un capital de 100.000 florins, libre de toute charge, consistant en biens immobiliers productifs de revenus situés dans le royaume, en inscriptions sur l'un des Grands Livres de la Dette Nationale, en effets compris sur la liste dressée par le ministre des Finances conformément à l'art. 6 de la loi sur les cautionnements ;

c) Un règlement d'ordre pour les promotions qui fournisse des garanties suffisantes pour la libre discussion.

Art. 186. — Les statuts, acte ou règlement devront contenir,

outre les dispositions nécessaires pour satisfaire aux prescriptions légales :

a) Des prescriptions d'où il ressort que l'université comprend au moins trois des cinq facultés énumérées dans l'art. 76, étant entendu qu'une faculté qui comporte moins de trois professeurs ordinaires ne peut entrer ici en ligne de compte et qu'un professeur ne peut compter que dans une seule faculté ;

b) Des prescriptions d'où il ressort que dans chaque faculté l'enseignement est donné dans toutes les matières sur lesquelles doivent porter les examens nécessaires pour obtenir les grades du doctorat qui seront mentionnés dans l'autorisation ;

c) La clause que l'université est placée sous la surveillance d'un collège de curateurs composé de trois ou de cinq membres ;

d) Des prescriptions concernant la nomination, la suspension ou la retraite des professeurs et autres maîtres, et qui régleront d'une manière satisfaisante la situation pécuniaire d'un professeur mis à la retraite ou en non activité pour des motifs autres que sa propre demande, l'oubli de ses devoirs ou son inconduite ;

e) Des prescriptions d'où il ressort que les grades du doctorat mentionnés dans l'autorisation ne peuvent être obtenus qu'à la suite des mêmes examens publics de faculté et en satisfaisant aux mêmes conditions que ceux et celles établis par le règlement d'administration publique prévu par l'art. 431. Il est entendu que ces grades ne peuvent être conférés que par le sénat et en présence du sénat ou d'une commission prise dans son sein, à la suite d'une promotion publique sur thèse ;

f) Des prescriptions d'où il ressort qu'aux examens ne pourront se présenter que ceux qui possèdent l'un des certificats y mentionnés dans les art. 11 et 12 ou un certificat y assimilé, et que le certificat en question devra être remis avant le début de l'examen à la faculté ou à son président ;

g) Des prescriptions d'où il ressort que pour recevoir l'enseignement des professeurs et autres maîtres, il faut payer une somme au moins égale à celle exigée pour suivre les cours des universités de l'Etat et que ceux qui jouissent d'une bourse de l'Etat sont affranchis de toute redevance universitaire ;

h) Des prescriptions d'où il ressort que pour chaque examen, il faut payer des droits au moins égaux à ceux exigés pour les examens des universités de l'Etat, et que l'attestation constatant le paiement de ces droits et de la somme dûe suivant les dispositions de la lettre *g* pour l'assistance aux cours, doit être remise avant le début de l'examen à la faculté ou à son président.

Art. 187. — Les biens immobiliers et les effets visés dans l'art. 185 sous la lettre *b* doivent conserver leur entière affectation au service de l'université et ne peuvent être aliénés, chargés ou hypothéqués qu'après autorisation du ministre de l'Intérieur et sous les conditions édictées par lui. Les effets ou valeurs mobilières doivent être déposés en un lieu qu'indiquera le susdit ministre.

Art. 188. — Pour enseigner à une université privée qui a été l'objet d'une autorisation conforme à l'art. 184, il faut posséder le titre de docteur dans la faculté où le titulaire enseigne ou doit enseigner, obtenu à une université de l'Etat ou à une université qui, pour la collation de ce grade de doctorat avait, au moment de sa délivrance, les mêmes droits que les universités de l'Etat, ou bien l'attestation que la nomination est approuvée par le Roi.

Art. 189. L'approbation royale des nominations de professeurs et autres maîtres prévue dans l'art. 188 est censée accordée si, dans les deux mois de la réception de la demande aucune décision n'est intervenue et aucun ajournement prononcé à ce sujet. La décision ne peut être ajournée qu'une fois et pour une durée de deux mois au plus ; et l'approbation ne peut être refusée que par un décret motivé.

Art. 190. — Les administrations des établissements, fondations et associations autorisés sont obligées de veiller que dans l'université, propriété de l'établissement, fondation ou association administrée par eux, l'enseignement soit donné exclusivement par des professeurs et autres maîtres ayant l'aptitude voulue pour cela.

Elles doivent, dans le mois, donner au ministre de l'Intérieur connaissance de toute nomination d'un professeur ou d'un autre maître, en y ajoutant la liste des diplômes et certificats d'aptitude que possède le professeur nommé, celle de ses écrits, ainsi qu'un état de ses précédentes fonctions.

Art. 191. -- Les administrations des établissements, fondations ou associations autorisées sont obligées de donner immédiatement connaissance au ministre de l'Intérieur de tout changement ou complément apporté aux statuts, acte ou règlement.

Elles adressent chaque année avant le 1^{er} novembre au ministre de l'Intérieur un rapport très détaillé sur la situation de l'université durant l'année écoulée, en y ajoutant une revue de la situation financière, dressés l'un et l'autre suivant le modèle établi par le susdit ministre.

Art. 192. — Les administrations des établissements, fondations ou associations, les collèges de curateurs, les professeurs et autres maîtres sont tenus de fournir au ministre de l'Intérieur et à la commission prévue par l'art. 201 les renseignements nécessaires sur l'université et sur l'enseignement qui y est donné.

Art. 193. — Les cours, examens et promotions de même que les institutions et collections des universités privées ayant fait l'objet de l'autorisation prévue dans l'art. 184 doivent toujours être accessibles pour la commission prévue par l'art. 201 et pour ses membres.

Art. 194. — Les certificats délivrés par les universités privées ayant fait l'objet de l'autorisation prévue dans l'art. 184 et

constatant l'admission avec succès aux examens nécessaires pour obtenir les grades du doctorat mentionnés dans l'autorisation ainsi que les diplômes constatant la collation des grades de doctorat doivent, pour avoir une valeur légale, être signés pour visa par la commission prévue dans l'art. 201.

La requête y tendant doit être faite à la commission par le président de la faculté dans le mois qui suit tout examen subi avec succès et par le président du sénat dans le mois qui suit toute collation d'un doctorat.

Art. 195. — Les certificats visés dans l'article précédent donnent, en ce qui concerne l'aptitude à l'enseignement, pendant trois ans à partir du jour où les examens ont été subis avec succès, les mêmes droits que les certificats délivrés par les universités de l'Etat à la suite des mêmes examens subis avec succès.

Art. 196. — Pour pouvoir, sur proposition d'une faculté, conférer, *honoris causa*, à raison de mérites extraordinaires, à des Néerlandais ou à des étrangers un des doctorats mentionnés dans l'autorisation, il faut au sénat d'une université privée ayant fait l'objet de l'autorisation prévue dans l'art. 184 l'approbation du Roi pour chaque cas particulier.

Art. 197. — Les administrations des établissements, fondations ou associations autorisées peuvent recevoir de l'Etat une participation dans les frais occasionnés par les locaux qui doivent servir à l'enseignement.

Cette participation ne dépassera pas pour une période de 25 années la somme de 100.000 florins. En cas de fermeture de l'université privée ou en cas de retrait de l'autorisation, l'établissement, fondation ou association restitue au Trésor public ce qu'il a reçu dépassant 4.000 florins par an durant les années écoulées depuis la première réception des subsides.

Art. 198. — L'Etat peut accorder une bourse de 500 florins à dix étudiants au plus sans fortune et d'aptitudes exceptionnelles

dans chaque université ayant fait l'objet de l'autorisation prévue dans l'art. 184.

Le Roi accorde les bourses, les curateurs entendus.

Art. 199. — Le Roi peut retirer à tout moment par décret, le Conseil d'Etat entendu, l'autorisation prévue dans l'art. 184. De même si l'établissement, fondation ou association autorisée ne se conforme pas ou ne se conforme plus aux dispositions des art. 190 et 193, l'autorisation sera retirée de la même manière.

De la même manière sera retirée l'autorisation si l'université, propriété d'un établissement, fondation ou association autorisée, ne possède pas, vingt-cinq ans après l'autorisation, quatre des cinq facultés énumérées dans l'art. 76, et de nouveau vingt-cinq ans après toutes les cinq facultés y énumérées comprenant chacune au moins trois professeurs.

Art. 200. — Les dispositions du présent chapitre ne sont pas, à l'exception de ce qui est dit à l'art. 186 sous la lettre *a*, applicables à la faculté de théologie.

Communication de la nomination, de la suspension ou de la retraite des professeurs ou autres maîtres auprès de cette faculté est simplement faite, sans plus, au ministre de l'Intérieur.

Les professeurs de cette faculté ne prennent pas part dans le sénat à la décision concernant la collation des grades du doctorat mentionnés dans l'autorisation.

CHAPITRE VI

De la surveillance de l'enseignement supérieur privé prévu dans les deux chapitres précédents.

Art. 201. — Il existe une commission de surveillance pour les chaires privées et les universités privées, composée de cinq membres au moins, nommés et révoqués par le Roi.

L'exercice de ce contrôle sur l'enseignement supérieur privé prévu dans les deux chapitres précédents sera réglé par mesure

générale d'administration, en tenant compte des dispositions de la présente loi.

Art. 202. — Les membres de cette commission ne jouissent d'aucun traitement. Ils reçoivent une indemnité pour frais de voyage et de séjour.

Art. 203. — La commission examine si les prescriptions édictées dans les deux articles précédents sont observées par les établissements, fondations ou associations autorisées.

Si elles ne sont pas ou ne sont plus observées, elle en donne immédiatement connaissance au ministre de l'Intérieur.

Art. 204. — La commission se prononce sur les demandes faites conformément à l'art. 194 dans le mois qui suit leur réception.

La demande ne peut être accueillie par un refus que s'il apparaît que la thèse prévue dans l'art. 186 sous la lettre *e* n'a pas été faite et soutenue par le candidat au doctorat lui-même.

L'intéressé peut, dans le mois qui suit le jour de la notification du refus, en appeler auprès du ministre de l'Intérieur.

Art. 205. — La commission adresse chaque année avant le 1^{er} novembre au ministre de l'Intérieur un rapport détaillé de son activité. A ce rapport elle ajoute pour chaque université en particulier visée dans l'art. 184 un rapport sur les grades de doctorat conférés par cette université, sur les thèses soutenues devant cette université et sur les examens subis dans cette université.

Art. 206. — La commission ou un ou plusieurs de ses membres désignés à cet effet, peuvent, aussi souvent qu'ils y seront invités, assister aux réunions des collèges de curateurs visés dans les deux chapitres précédents.

TITRE IV

Dispositions transitoires

Art. 207. — Quiconque, à l'époque de la mise en vigueur de la présente loi, sera attaché comme professeur à un établissement d'instruction supérieure sans se trouver en contravention avec les règlements existants, sera autorisé à continuer son enseignement.

Art. 208. — A l'époque mentionnée à l'art. 207, le Roi désignera aux professeurs en exercice des écoles supérieures de Leyde, Utrecht et Groningue qui n'auront pas atteint l'âge de soixante-dix ans, les branches dans lesquelles ils enseigneront.

Ceux qui, pour des motifs approuvés par le Roi, refuseront de se charger d'enseigner les matières qui leur seront désignées conserveront comme traitement d'attente le traitement dont ils jouiront à l'époque sus-mentionnée et cela jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de soixante-dix ans.

Ils cesseront de toucher ledit traitement d'attente dès qu'ils auront accepté des fonctions publiques ou auront été nommés par l'Etat à un emploi dont le traitement est égal ou supérieur au traitement d'attente, ou encore dès qu'ils auront accepté des fonctions équivalentes non conférées par l'Etat.

S'ils acceptent une fonction non conférée par l'Etat et dont les émoluments sont inférieurs au traitement d'attente, celui-ci sera diminué du montant de ces émoluments.

Le temps pendant lequel les professeurs auront touché le traitement d'attente comptera pour le droit à la pension.

Nul traitement d'attente n'excédera la somme de 3.000 florins par an.

Art. 209. — Les professeurs mentionnés au premier alinéa de l'art. 208 qui justifieront que, pendant les cinq années antérieures à l'époque indiquée dans l'art. 207, ou, si leur professorat a été de plus courte durée, pendant cette durée plus courte, la moyenne

annuelle de leurs revenus en traitement, rétribution pour les leçons et autres émoluments a été supérieure au traitement qui leur sera accordé en vertu de la présente loi, pourront obtenir une rétribution personnelle extraordinaire, égale à la différence entre ces revenus et le traitement fixé pour leurs nouvelles fonctions. Par rapport à la pension de retraite, cette rétribution ne sera pas considérée comme traitement ou rémunération.

Les professeurs retraités qui, à l'époque mentionnée à l'art. 207, jouiront, en vertu de l'art. 4 du décret royal du 7 mai 1837, des émoluments mentionnés à l'art 134, n^{os} 1 et 2 du décret organique du 2 août 1815, pourront obtenir, en dédommagement de ces émoluments une rétribution annuelle égale à la moyenne de ce que ces émoluments leur auront rapporté annuellement pendant les cinq années antérieures à l'époque mentionnée à l'art. 207, ou si la jouissance de ces émoluments a été de plus courte durée, pendant cette durée plus courte.

Pareil supplément personnel pourra être également accordé aux professeurs en fonctions à l'époque mentionnée dans l'art. 207, lorsqu'ils ont obtenu leur pension de retraite à l'âge de soixante-dix ans.

L'art. 30 de la loi sur les pensions civiles, modifiée par la loi du 21 mai 1873 n'est pas applicable à ces rétributions personnelles.

Art. 240. — Les professeurs, mentionnés au 1^{er} alinéa de l'art. 208 seront sur leur demande exemptés de la contribution à la caisse des pensions de retraite, qu'ils seraient tenus de payer en vertu de l'art. 15 b de la loi sur les pensions civiles modifiée par la loi du 21 mai 1873, à raison de l'augmentation de leur traitement. Toutefois, si cette augmentation dépasse la moyenne de leurs revenus en rétributions pour les leçons et autres émoluments, calculée comme à l'article précédent, ils devront payer la contribution pour ce surplus.

La partie du traitement pour laquelle la rétribution n'a pas été payée n'entre pas en compte pour la fixation ultérieure de la pension de retraite.

Art. 211. — Ceux qui ont obtenu le titre de professeur avant l'époque mentionnée à l'art. 207 le conservent.

Art. 212. — L'affectation des capitaux et archives appartenant au fonds académique de chacune des écoles supérieures de Leyde, Utrecht et Groningue, en vertu du décret royal du 13 août 1836, sera réglée par le Roi.

Art. 213. — Les communes qui sont tenues, en vertu de l'art. 6 de la présente loi, d'établir un gymnase ou de l'organiser conformément à ses dispositions et qui n'en auront pas été dispensées selon le troisième alinéa du dit article, satisferont à cette obligation dans l'espace de trois ans, au plus, à dater de l'époque mentionnée dans l'art. 207.

Tant que, durant cette période de trois ans, une école latine ou un gymnase continuera d'exister, les dispositions du décret organique du 2 août 1815 et celles qui auront modifié ou complété ce décret, seront applicables au corps enseignant, aux branches d'études et à l'organisation de l'école.

Pareil délai sera accordé aux communes dont la population, d'après le dernier dénombrement décenal précédant cette époque, aura dépassé le chiffre de vingt mille âmes et qui n'auront pas été dispensées de la manière susdite.

Art. 214. — Les professeurs des gymnases visés dans le 1^{er} alinéa de l'article précédent qui, à l'époque mentionnée dans l'art. 207, seront en fonctions dans une école latine ou dans un gymnase pourront renoncer au droit à la pension de retraite qui leur est reconnu par l'art. 20. En ce cas les art. 20 et 21 ne leur seront pas applicables.

Art. 215. — Pendant quatre ans, à compter de l'époque mentionnée à l'art. 207, l'admission aux examens universitaires aura lieu selon les dispositions du décret royal du 4 août 1853.

Art. 216. — Ceux qui, jusqu'à l'époque mentionnée à l'art. 207, seront inscrits comme étudiants à une université néerlandaise, seront dispensés de produire les certificats mentionnés

aux art. 11 et 12, pour autant qu'ils auront été inscrits après avoir produit le certificat mentionné au 1^{er} alinéa de l'art. 1^{er} du décret royal du 4 août 1853, ou après avoir subi l'examen mentionné au second alinéa du dit article.

Art. 217. — Le Roi fera connaître, par mesure générale d'administration intérieure, quelles preuves de capacité seront exigées de ceux qui sont mentionnés aux deux articles précédents, avant qu'ils puissent être admis aux examens prévus par l'art. 131.

Art. 218. — Le Roi fera connaître par mesure générale d'administration intérieure de quels examens prévus par l'art. 131 seront exemptés ceux qui, à l'époque mentionnée à l'art. 207, auront obtenu le grade de candidat à une des universités néerlandaises.

Art. 219. — Le Roi se réserve la faculté d'accorder dispense totale ou partielle de la rétribution mentionnée à l'art. 99 pour la première année scolaire après l'époque mentionnée dans l'art. 207, à ceux qui auront déjà payé la rétribution pour les cours de cette année.

Art. 220. — Pendant une période de deux années, à compter de l'époque mentionnée à l'art. 207, ceux qui, avant cette époque, auront subi le dernier examen dans une des facultés seront encore admis à la promotion conformément aux dispositions du décret organique du 2 août 1815 et à celles qui en ont complété ou modifié le texte.

Art. 221. — Ceux qui, avant l'époque mentionnée à l'art. 207, auront obtenu un grade académique à l'une des universités néerlandaises, pourront continuer à enseigner les matières que leur diplôme les autorise à enseigner.

Le grade de docteur en théologie confère les mêmes droits que les grades de docteur en théologie et de docteur en littérature sémitique, mentionnés à l'art. 130.

Le grade de doctor juris romani et hodierni confère les mêmes droits que les grades de docteur en droit et de docteur ès-sciences politiques mentionnés à l'art. 130.

Les grades de docteur en médecine, de docteur en chirurgie et de docteur en obstétrique confèrent les mêmes droits que ceux de docteur en ces sciences mentionnés à l'art. 130.

Le grade de docteur ès-sciences mathématiques et physiques confère les mêmes droits que les grades de docteur ès-sciences mathématiques et astronomiques, de docteur ès-sciences mathématiques physiques, de docteur en chimie, de docteur en géologie et minéralogie et de docteur en botanique et zoologie, mentionnés à l'art. 130 ou selon le diplôme, les mêmes droits qu'un ou plusieurs de ces grades.

Le titre de candidat (licencié) ès-sciences mathématiques et physiques préparatoire au doctorat en ces sciences, confère les mêmes droits que le certificat constatant qu'on a subi avec succès l'examen précédant immédiatement l'examen requis pour obtenir un des grades de docteur dans la faculté des sciences mathématiques et physiques mentionnés à l'art. 130.

Le grade de *doctor artis pharmaceuticæ* confère les mêmes droits que celui de docteur en pharmacie mentionné à l'art. 130.

Le grade de docteur ès-lettres et en philosophie confère les mêmes droits que les grades de docteur en littérature classique et de docteur en littérature hollandaise, mentionné à l'art. 130.

Le titre de candidat, préparatoire au doctorat ès-lettres et en philosophie, confère les mêmes droits que le certificat constatant qu'on a subi avec succès les examens précédant immédiatement les examens requis pour obtenir le grade de docteur en littérature classique et celui de docteur en littérature hollandaise.

Les droits qui, d'après le présent article, sont attachés aux susdits grades de docteur, seront aussi accordés à ceux qui obtiendront le grade de docteur en vertu de l'art. 220.

Art. 222. — Les communes qui jouissent actuellement d'une

subvention de l'Etat pour leurs écoles latines ou leurs gymnases et qui la perdraient, conformément à l'art. 8, si elles ne satisfont pas aux exigences de la présente loi, continueront à en jouir pendant une année à compter de l'époque mentionnée à l'art. 207.

Art. 223. — Dans les six mois à compter de l'époque mentionnée à l'art. 207, les directeurs des écoles libres d'enseignement supérieur, existant à cette époque, seront tenus de donner communication des règlements ou statuts de ces écoles à l'administration communale et au ministre de l'Intérieur, auxquels dorénavant devront être également communiquées les modifications ou l'abrogation ultérieure des dits règlements ou statuts.

L'omission de ces communications sera punie de la manière mentionnée à l'art. 152.

Art. 224. — L'institution nationale pour l'enseignement des langues, de la géographie, et de l'ethnologie de l'archipel Indien, fondée en vertu de la loi du 10 juin 1864 sera supprimée à l'époque mentionnée à l'art. 207.

L'art. 208 est applicable aux professeurs.

Art. 225. — La présente loi entrera en vigueur à l'époque qui sera fixée ultérieurement par le Roi.

A dater de cette époque seront abrogés, sauf les exceptions temporaires édictées au présent titre, le décret organique du 2 août 1815 et toutes les autres dispositions générales ultérieures concernant l'enseignement supérieur.

Tout ce qui sera nécessaire pour préparer la promulgation et pour assurer l'exécution de la présente loi sera réglé par le Roi. Les chaires aux universités de l'Etat dont la loi exige la création devront être remplies dans un espace de cinq ans à compter de l'époque où elle entrera en application.

Art. 226. — La présente loi peut être citée sous le titre de « loi sur l'enseignement supérieur ».

Mandons et ordonnons que la présente loi sera insérée au

Journal officiel et que tous les départements ministériels, autorités, collèges et fonctionnaires à qui ce devoir incombe veilleront à sa stricte exécution.

Donné à Amsterdam, le 28 avril 1876.

GUILLAUME.

Le ministre de l'Intérieur,

HEEMSKERK.

Promulgué le 6 mai 1876.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- A.-R. ARTZENIUS. — *Handelingen over de herziening der Grondwet*, 8 vol. La Haye, Belinfante.
- BACOT (David). — *Notes sur l'instruction primaire en Hollande. L'école neutre*. Paris, 1875.
- S. BLAUPOT, TEN CATE et A. MOENS. — *De wet op het lager onderwijs met aantekeningen*, bewerkt door G. Van Millingen, Groningue, 1890.
- BOSCH KEMPER (Jhr M. J. de). — *Geschiedenis van Nederland na 1830*, met aantekeningen en onuitgegeven stukken, 5 vol. Amsterdam, 1873.
- BUYS. — *De Grondwet*. Arnhem, 1887.
- COUSIN (Victor). — *L'instruction publique en Hollande*. Paris, 1837.
- DOUWES (G.-F.). — *Staatkundige geschiedenis van Nederland (1849-1906)*. Amsterdam, 1906.
- FRANCKEN. — *De wet op het lager onderwijs*.
- GROEN VAN PRINSTERER. — *Historische Bijdrage : Hoe de onderwijswet van 1857 tot stand kwam*. Amsterdam, 1876.
- HARTMAN. — *Wet tot regeling van het lager onderwijs met aantekeningen*. Sneek, 1890.
- HERINGA. — *De Gemeentebesturen en de Leerplichtwet*. (Vragen des Tijds, 1904).

- HUBRECHT (P.-F.). — *Jaarboek van het onderwijs in Nederland* Haarlem, 1891.
- JAARVERSLAGEN VAN DE UNIE : *Eene school met de Bijbel, — tevens jaarboekjes voor het Christelijk onderwijs.*
- KUYPER (D^r A.). — *De nutsbeweging.*
— *Ons program.* Amsterdam, 1880.
- KUYPER (J.). — *Geschiedenis van het Christelijk Lager Onderwijs in Nederland.* Groningue, 1904.
- LACHERET (E.). — *Choses de Hollande.* Paris, 1893.
- LAVELEYE (Emile de) — *L'instruction du peuple.* Paris, 1872.
- LEFÈVRE (A.). — Notice dans la *Revue pédagogique* (novembre 1900).
- LOOS (D^r D. de). — *Organisation de l'enseignement secondaire dans le royaume des Pays-Bas.* Leyde, 1894.
- MAAKT front voor de Bijzondere School, Leyde, 1905.
- MOYFRSOEN (Romain). — *Le régime légal de l'enseignement primaire en Hollande.* Paris, 1895.
- NUYENS (D^r W. J. F.). — *Geschiedenis van het Nederlandsch volk van 1813-1835*
- OPPEDIJK. — *Wat gaf het ? Een onderzoek op het gebied van het lager onderwijs.*
La réforme de l'enseignement supérieur aux Pays-Bas. Paris, 1879.
- SAVORNIN-LOHMANN (Jhr. de). — *De Vrije School.* Utrecht, 1877.
— *De pacificatie.* Amsterdam, 1889.
— *Onze Constitutie.* Utrecht, 1901.
- SCHAEPMAN (D^r H.-J.-A.-M.). — *De wet op het lager onderwijs met aantekeningen.* Utrecht, 1890.
— *Het volksonderwijs en de wet van 1889* (Jaarboek van het onderwijs, 1891.)
- STEIJN PARVÉ. — *Organisation de l'instruction primaire, secondaire et supérieure dans le royaume des Pays-Bas.* Leyde, 1878.

VAN OTTERLOO. — *De Gordiaansche Knoop*. Amsterdam, 1875.

VAN RENESSE. — *Het lager onderwijs in Nederland sedert 1877*.
Haarlem, 1886.

VISSER. — *De staat kan, mag en moet schoolmeesteren !*

Documents parlementaires.

BIJLAGEN-HANDELINGEN et HANDELINGEN. — Années 1877-1878,
1882-83-84, 1888-89, 1899-1900-1901, 1903-04-05. —
1862-63. — 1873-74-75-76, 1899-1900, 1902-03-04-05.

LEERPPLICHTSTATISTIEK. — Uitgegeven door het Centraal Bureau
voor de Statistiek.

VERSLAGEN van den staat der hooge, middelbare en lagere scholen
(en particulier en 1904-05 et 1907-08).

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
AVANT-PROPOS	VII

CHAPITRE PREMIER

Historique.

Situation de l'enseignement en Hollande avant 1801	1
I. — Période du monopole (1801-1848).....	4
1. Enseignement primaire.....	4
2. Enseignement supérieur.....	9
II. — La Constitution de 1848 et la législation scolaire de 1857 à 1889.....	13
1. Enseignement primaire.....	14
2. Enseignement moyen ou secondaire.....	20
3. Enseignement supérieur	33
III. — Le régime des lois de 1889, 1905 et 1909.....	39
1. Enseignement primaire	39
2. Enseignement supérieur.....	46
3. Enseignement moyen ou secondaire.....	51

CHAPITRE II

Principes généraux du régime scolaire hollandais

I. — Neutralité de l'enseignement public.....	58
II. — Liberté d'enseignement.....	63

III. — Egalité devant la loi des écoles privées et des écoles publiques	67
1. Subsidés de l'Etat	70
a) Ecoles primaires subsidiées.....	70
b) Ecoles supérieures subsidiées.....	76
c) Ecoles moyennes subsidiées	78
2. Rétribution scolaire.....	80
3. Collation des grades.....	84
4. Pensions de retraite des instituteurs privés.....	86
IV. — Obligation scolaire.....	86

CHAPITRE III

L'enseignement primaire.

I. — Les écoles et l'enseignement.....	90
1. Notions générales.....	90
2. Des instituteurs.....	94
A) Formation par l'Etat.....	96
1 ^o Ecoles normales.....	96
2 ^o Cours normaux.....	97
B) Formation subsidiée par l'Etat.....	99
1 ^o Ecoles normales communales	99
2 ^o Ecoles normales privées	100
3 ^o Cours normaux communaux et privés.....	101
4 ^o Formation par les chefs d'école.....	103
3. De l'inspection des écoles	104
A) De l'inspection médicale et sanitaire.....	104
B) De l'inspection scolaire.....	106
4. De l'enseignement de répétition et des cours du soir.....	111
5. Des écoles auxquelles la loi ne s'applique pas	113
II. — L'enseignement public.....	115
1. Définition	115
2. Des écoles publiques.....	118
3. De l'enseignement dans les écoles publiques.....	122
4. Des instituteurs publics.....	127
1 ^o Situation légale des instituteurs publics.....	127
2 ^o Traitement des instituteurs.....	130

3 ^o Pensions de retraite des instituteurs.....	135
4 ^o Traitement d'attente.....	137
5. Des frais de l'enseignement public.....	138
A) Subsidés de l'Etat.....	138
B) De la rétribution scolaire.....	145
III. — L'enseignement privé.....	149
1. Définition.....	149
2. Ecoles privées non subsidiées.....	152
3. Ecoles privées subsidiées.....	153
A) Régime de la loi de 1878.....	153
B) Régime des lois de 1889, de 1901 et de 1905.....	154
a) Montant des subsides.....	155
b) Conditions mises aux subsides.....	157
c) Formalités à remplir.....	167
4. Pensions de retraite des instituteurs privés.....	168
IV. — De l'obligation scolaire.....	172
1. Dispositions de la loi du 7 juin 1900.....	172
2. Des dispenses à l'obligation scolaire.....	178
A) Dispenses absolues.....	178
B) Dispenses temporaires, permissions et excuses.....	182
3. Des infractions à l'obligation scolaire.....	18
4. Des commissions pour la fréquentation scolaire.....	190
5. Résultats et statistiques.....	193
V. — L'enseignement primaire supérieur.....	200

CAAPITRE IV

L'enseignement secondaire ou moyen.

I. — Les écoles et l'enseignement.....	204
1. Notions générales.....	204
2. Des professeurs.....	208
3. De l'inspection des écoles moyennes.....	210
4. Des examens de fin d'études.....	212
5. Ecoles auxquelles la loi ne s'applique pas.....	214
II. — L'enseignement moyen public.....	215
1. Des écoles moyennes publiques.....	215

A) Des écoles moyennes inférieures.....	216
a) Ecoles du jour.....	216
b) Ecoles du soir.....	217
B) Des écoles moyennes supérieures.....	219
a) Ecoles à cours triennal.....	220
b) Ecoles à cours quinquennal.....	221
C) Des écoles professionnelles.....	225
a) Ecoles agronomiques.....	226
b) Ecoles pratiques d'agriculture.....	231
c) Ecoles d'artisans.....	236
d) Ecoles de dessin et des Beaux-Arts.....	238
e) Ecoles de commerce et écoles industrielles.....	239
f) Ecoles de navigation.....	241
g) Ecole spéciale.....	242
D) De l'enseignement moyen pour les jeunes filles.....	242
a) Enseignement moyen proprement dit.....	243
b) Ecoles professionnelles.....	246
2. De l'enseignement dans les écoles moyennes publiques...	250
3. Des professeurs publics.....	250
4. Des dépenses de l'enseignement moyen public.....	253
III. — L'enseignement moyen privé.....	254
1. Des écoles moyennes privées.....	254
A) Ecoles moyennes inférieures.....	255
B) Ecoles moyennes supérieures.....	255
C) Ecoles professionnelles.....	256
a) Enseignement agricole.....	256
b) Ecoles d'artisans.....	257
c) Ecoles de dessin et de Beaux-Arts.....	257
d) Ecoles de commerce.....	258
e) Ecoles de navigation et de pêche.....	258
D) Enseignement moyen pour les jeunes filles.....	258
2. Du régime légal des écoles moyennes privées.....	259
a) Certificats de capacité et de moralité.....	259
b) Surveillance de l'autorité.....	259
c) Conditions mises à l'octroi des subsides.....	259
1 ^o Ecoles subsidiées en vertu de la loi de 1863.....	260
2 ^o Ecoles subsidiées en vertu de la loi du 14 juin 1909..	261

CHAPITRE V

L'enseignement supérieur.

I. — Les écoles et l'enseignement.....	268
II. — L'enseignement supérieur public.....	270
1. Des gymnases publics.....	270
<i>A)</i> Des écoles.....	270
<i>B)</i> De l'enseignement.....	272
<i>C)</i> Des professeurs.....	273
<i>D)</i> Des dépenses.....	275
<i>E)</i> De l'administration et du contrôle.....	276
2. De l'école supérieure technique.....	277
<i>A)</i> Notions générales.....	278
<i>B)</i> De l'enseignement.....	280
<i>C)</i> Des professeurs.....	281
<i>D)</i> De l'administration et du contrôle.....	283
3. Des universités publiques.....	285
<i>A)</i> Des écoles.....	285
<i>a)</i> Université de Leyde.....	287
<i>b)</i> Université d'Utrecht.....	289
<i>c)</i> Université de Groningue.....	290
<i>d)</i> Université communale d'Amsterdam.....	291
<i>B)</i> De l'enseignement.....	292
<i>C)</i> Des professeurs.....	295
<i>D)</i> De l'administration et de la surveillance.....	297
<i>E)</i> Des examens et des grades universitaires.....	298
<i>F)</i> Dépenses de l'enseignement universitaire.....	301
III. — L'enseignement supérieur privé.....	302
1. Règles générales.....	302
2. Des écoles supérieures préparatoires.....	303
<i>A)</i> Des gymnases privés ordinaires.....	303
<i>B)</i> Des gymnases privés autorisés.....	304
<i>a)</i> De l'autorisation et des écoles autorisées.....	305
<i>b)</i> De l'enseignement.....	306
<i>c)</i> Des professeurs.....	307

<i>d</i>) De l'administration et de la surveillance.....	308
<i>e</i>) Des dépenses et des subsides de l'Etat.....	308
3. Des écoles de théologie, des séminaires et des maisons pour les missions.	311
4. De l'enseignement universitaire privé.....	314
<i>A</i>) Des chaires privées dans les universités de l'Etat.....	314
<i>B</i>) Des lectures privées ou conférences dans les universités de l'Etat.....	319
<i>C</i>) Des universités privées.....	320
<i>a</i>) De l'autorisation.....	321
<i>b</i>) De l'enseignement.....	323
<i>c</i>) Des examens et de la collation des grades.....	324
<i>d</i>) Des professeurs.....	325
<i>e</i>) Des dépenses des universités privées autorisées.....	327
<i>D</i>) De l'administration et de la surveillance de l'enseigne- ment universitaire privé.....	328

CHAPITRE VI

Résultats et projets de réformes.

Augmentation des dépenses nationales de 1862 à 1908.....	333
Augmentation du nombre des élèves de 1862 à 1908.....	336
Progrès de l'enseignement.....	339
Projets de réforme.....	342
Travail de la Commission de réorganisation de l'enseignement.....	344

ANNEXES

I. — Loi sur l'enseignement primaire du 18 août 1878 révisée.....	I
II. — Loi sur l'obligation scolaire du 7 juillet 1909.....	LXI
III. — Loi sur l'enseignement moyen du 2 mai 1863 révisée.....	LXXXV
IV. — Loi sur l'enseignement supérieur du 28 avril 1876 révisée.....	CXIV
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE.....	CLXXIX

